

Compte rendu

International
Colonial Institute,
International ...



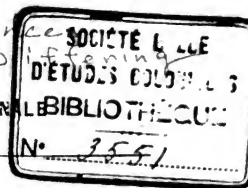
THE HOOVER LIBRARY
ON
WAR, REVOLUTION, AND PEACE

STANFORD LIBRARIES

International Institute of
Political and Social Science
Concerning Countries of Different
Civilisations.

BIBLIOTHÈQUE COLONIALE INTERNATIONALE

Institut colonial international. — Bruxelles



Compte Rendu

DE

la Session tenue à Londres

les 26, 28 et 29 mai 1903

INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL

36, RUE VEYDT, BRUXELLES

BRUXELLES

ADOLPHE MERTENS
14, rue d'Or, 14.

PARIS

AUGUSTIN CHALLAMEL
rue Jacob, 17.

LONDRES

LUZAC & Co
Great Russel street, 46, W. C.

BERLIN

A. ASHER & Co
13, Unter den Linden, W.

LA HAYE

BELINFANTE (FRÈRES)
Tweede Wagenstraat, 100-102.

1903

THE HOOVER LIBRARY

JV 10
I 57
1903

212763

YEARSLY REVOLUTION

BIBLIOTHÈQUE COLONIALE INTERNATIONALE

Institut colonial international. — Bruxelles

RECEIVED
JUN 1903

Compte Rendu

DE

la Session tenue à Londres

les 26, 28 et 29 mai 1903



INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL

36, RUE VEYDT, BRUXELLES

BRUXELLES

ARNOULPHE MERTENS

14, rue d'Or, 14.

PARIS

AUGUSTIN CHALLAMEL

rue Jacob, 17.

LONDRES

LUZAC & Co

Great Russel street, 46, W. C.

BERLIN

A. ASHER & Co

13, Unter den Linden, W.

LA HAYE

BELINFANTE (FRÈRES)

Tweede Wagenstraat, 100-102.

1903

JV10
157
1903

64



SOCIÉTÉ D'ÉTUDES COLONIALES

BIBLIOTHÈQUE

SALLE.—

BIBLIOTHÈQUE.—

SÉRIE.—

N°

1

1

1

1

1

COMPTE RENDU

DE

LA SESSION DE 1903.

PUBLICATIONS

DE

L'INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL

36, rue Veydt, à Bruxelles.

BIBLIOTHEQUE COLONIALE INTERNATIONALE

20 fr. le volume.

1^{re} Série. — La Main-d'œuvre aux Colonies. Documents officiels sur le contrat de travail et le louage d'ouvrage aux Colonies.

Tome I. — Colonies allemandes. — Etat Indépendant du Congo. — Colonies françaises. — Indes orientales néerlandaises. — 1895.

Tome II. — Inde britannique. — Colonies Anglaises. — 1897.

Tome III. — Colonies françaises (*suite*). — Suriname. — 1898.

2^e Série. — Les Fonctionnaires coloniaux.

Tome I. — Espagne. — France. — 1897.

Tome II. — Pays-Bas. — Etat Indépendant du Congo. — Inde britannique. — 1897.

3^e Série. — Le Régime foncier aux Colonies.

Tome I. — Inde britannique. — Colonies allemandes. — 1898.

Tome II. — Etat Indépendant du Congo. — Colonies françaises. — 1899.

Tome III. — Tunisie. — Érythrée. — Philippines. — 1899.

Tome IV. — Indes orientales néerlandaises. — 1899.

Tome V. — Lagos. — Sierra Leone. — Gambie. — Natal. — Bornéo septentrional britannique. — Cap de Bonne-Espérance. — Rhodésie. — Basutoland. — Iles Salomon. — Iles Fidji. — Côte d'Or. — 1902.

4^e Série. — Le Régime des protectorats.

Tome I. — Indes orientales néerlandaises. — Protectorats français en Asie et en Tunisie. — 1899.

Tome II. — Les protectorats français en Afrique et en Océanie. — 1899.

Série. — Les Chemins de fer aux Colonies et dans les pays neufs.

Tome I. — Rapport de la Commission spéciale nommée à Berlin. Conclusions des rapporteurs. — Questionnaire. — Réponses au questionnaire.

Tome II. — Congo. — Indian Midland Railway. — The Southern Mahratta Railway. — Usambara. — Sud-Ouest Brésilien. — Chili. — Transsibérien. — Inde portugaise.

Tome III. — Tunisie. — Algérie. — Sénégal. — Soudan. — Indes orientales néerlandaises. — Transvaal. — Angola.

6^e Série. — Le Régime minier aux Colonies.

Tome I. — Indes orientales néerlandaises. — Suriname. — Guyane française. — Guyane britannique.

Tome II. — Madagascar. — Nouvelle-Calédonie. — Annam-Tonkin. — Algérie. — Tunisie. — Afrique Continentale française. — Guyane française. — Côte d'Ivoire. — Côte d'Or. — The British South Africa. — Rhodésie.

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous les pays,
y compris la Hollande, la Suède et la Norvège.

PUBLICATIONS

DE

L'INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL

36, rue Veydt, à Bruxelles.

15 fr. le volume.

Compte rendu des séances tenues à Bruxelles les 28 et 29 mai 1884. — Discussion de la question : « **De l'influence du climat sur les progrès de la colonisation.** » — Mémoire de Sir William Moore. — (*Epuisé*).

Compte rendu de la session tenue à La Haye en septembre 1895. — Suite de la discussion de la question : « **De l'influence du climat sur les progrès de la colonisation.** » — « **La main-d'œuvre, le contrat de travail et le louage d'ouvrage aux Colonies.** » Rapports de M. Herzog pour les Colonies allemandes, de M. Chailley-Bert pour les Colonies françaises, de M. van der Lith pour les Indes orientales néerlandaises. Discussion de cette question. — « **Du recrutement des fonctionnaires coloniaux.** » Rapport de M. Chailley-Bert : France, Grande-Bretagne, Hollande. Discussion de cette question.

Compte rendu de la session tenue à Berlin en septembre 1897. — « **La main-d'œuvre aux colonies** » Discussion de cette question. — « **Le recrutement des fonctionnaires coloniaux.** » Discussion de cette question. — **Rapport sur le travail dans les possessions espagnoles d'outre-mer**, par Don Antonio Maria Fabié. — « **Des relations financières entre la Métropole et les Colonies** » — Rapport sur l'organisation du **Protectorat de la Compagnie de la Nouvelle Guinée**, par S. Ex. M. le Dr Herzog. — Rapport sur l'organisation financière des **Protectorats allemands du Kamerun, du Togo, de l'Afrique du Sud-Ouest, de l'Afrique orientale et des Iles Marshall**, par M. R. Kraetke. — **Relations financières entre la Belgique et l'Etat Indépendant du Congo.** — **Régime foncier : Organisation agraire du Turkestan**, par M. Serge de Proutschenko.

Compte rendu de la session tenue à Bruxelles en Mai 1899. — Discussion de la question de « **la main-d'œuvre aux Colonies** ». — « **Projet d'un règlement adopté par l'Institut Colonial International en vue de l'utilisation de la main-d'œuvre exotique dans les colonies** ». — Discussion de la question « **Les Protectorats** ». Rapport sur les **Protectorats dans l'Inde britannique**, par M. Chailley-Bert. — Discussion de la question « **Les chemins de fer aux colonies et dans les pays neufs.** » Rapport de la commission chargée d'étudier cette question. — Rapport sur le **Régime foncier aux Indes orientales néerlandaises**, par M. le Dr G.-K. Anton.

Compte rendu de la session tenue à Paris en Août 1900. — Discussion de la question de « **l'Education professionnelle des indigènes dans les colonies de fondation récente.** » Rapport de Mgr A. Le Roy sur cette question. — Discussion de la question : « **Les chemins de fer aux colonies et dans les pays neufs.** » — Discussion de la question : « **Les Sanatoria.** » Rapport de M. le Dr Dryepondt sur cette question. — **Le Régime foncier dans l'Etat Indépendant du Congo**, par M. le Dr G.-K. Anton. — **Le Régime foncier dans les colonies françaises**, par M. le Dr G.-K. Anton.

Compte rendu de la session tenue à La Haye en Mai 1901. — Discussion de la question du « **Régime foncier aux Colonies** ». — Discussion de la question « **Des Rapports financiers entre la Métropole et les Colonies** ». — Rapport de M. M. Chotard sur cette question. — Discussion de la question « **l'Enseignement Colonial** ». — Rapport de M. J. Chailley-Bert sur la « **Meilleure manière de légiférer pour les Colonies** ».

Compte rendu de la session tenue à Londres en Mai 1903. — Discussion de la question du « Régime foncier aux Colonies ». — Discussion de la question « Des Rapports Politiques entre la Métropole et les Colonies ». — Discussion de la question « De l'Enseignement Colonial ». — Rapport de M. G. K. Anton « Le régime foncier aux colonies anglaises ». — Rapport de M. Arthur Girault « Des rapports politiques entre Métropole et colonies ». — Rapport de M. Chailley-Bert « La législation qui convient aux colonies ». — Rapport de M. Henri Froidevaux « L'enseignement colonial général. Constitution, organisation, état actuel ». — Rapport de Sir Alfred Lyall « Rapport sur l'irrigation dans l'Inde ». — Rapport de M. Paul de Valroger « Régime minier des Guyanes anglaise, française et hollandaise ».

INSTITUT COLONIAL

INTERNATIONAL

BUREAU DE L'INSTITUT

Pour la période 1903 à 1904.

Président. — Son Altesse JOHANN ALBRECHT, Duc DE MECKLEMBURG, Président de la Deutsche Kolonial Gesellschaft, membre du Conseil colonial, Wiligrad (Mecklemburg).

Vice-Présidents. — Son Exc. M. F. DE MARTENS, membre permanent du Conseil du Ministère des affaires étrangères à Saint-Pétersbourg.

M. le Dr N. G. PIERSON, ancien Ministre des finances, La Haye.

M. ERNEST VOHSEN, Consul honoraire, Berlin.

Secrétaire général. — M. CAMILLE JANSSEN, Gouverneur Général honoraire de l'État indépendant du Congo, ancien Secrétaire d'État des finances, Bruxelles.

LISTE DES MEMBRES DE L'INSTITUT

Membres effectifs.

Allemagne.

S. A. S. LE PRINCE F. D'ARENBERG, député au Reichstag et au Preussischen Abgeordnetenhaus, Hindersinstrasse, 6, Berlin N. W.

S. A. S. LE PRINCE DE HOHENLOHE-LANGENBURG, Statthalter d'Alsace-Lorraine, Strasbourg.

S. EXC. M. R. KRAETKE, Secrétaire d'État des Postes, membre du Conseil colonial, Leipzigerstrasse, 15, Berlin,

S. A. LE DUC JOHANN ALBRECHT ZU MECKLEMBURG, président de la Deutsche Kolonial Gesellschaft, membre du Conseil colonial, Wiligrad (Mecklemburg).

M. KARL VON DER HEYDT, président de la Société allemande de l'Est de l'Afrique, membre du Conseil colonial, von der Heydtstrasse, 18, Berlin.

M. ERNEST VOHSEN, Consul honoraire, Directeur de l'Institut géographique Dietrich Reimer, Wilhelmstrasse, 29, Berlin, W.

SON ALTESSE LE PRINCE GUILLAUME ZU WIED, Président de la Chambre des Seigneurs de Prusse, Général d'infanterie, Docteur honoraire de l'Université de Bonn, Membre du Conseil colonial à Neuwied.

Amérique latine.

M. MARCIAL MARTINEZ QUADROS, ancien ministre plénipotentiaire à Londres, docteur en droit, sénateur, Santiago (Chili), Moneda, 856.

S. EXC. BARON DE RIO-BRANCO, Ministre des affaires étrangères à Rio-de-Janeiro, Brésil.

Angleterre.

EARL BEAUCHAMP, K. C. M. G., ancien Gouverneur de la Nouvelle-Galle du Sud, Madresfelcourt, Malvern Link, Worcestershire.

LORD BRASSEY, G. C. B., G. C. M. G., ancien Gouverneur de Victoria, 24, Park Lane, Londres, W.

SIR ROBERT HERBERT, G. C. B., ancien sous-Secrétaire d'État au département des Colonies, Ickleton, Great Chester Ford, Essex.

SIR HUBERT JERNINGHAM, K. C. M. G., ancien Gouverneur de Trinidad, 14, Bruton Street, Berkeley Square, Londres.

EARL OF JERSEY, G. C. B., G. C. M. G., ancien Gouverneur de la Nouvelle-Galle du Sud, Osterley Park, Isleworth, ou Lowndes Square, 55, Londres.

SIR ALFRED LYALL, K. C. B., G. C. I. E., ancien lieutenant Gouverneur des provinces du Nord-Ouest (Inde) et membre du Conseil des Indes, Queen's Gate, 18, Londres.

EARL OF ONSLOW, G. C. M., sous-Secrétaire d'État au département des Colonies, 7, Richmond Terrace, Whitehall, Londres.

LORD REAY, G. C. S. I., G. C. I. E., L. L. D., ancien Gouverneur de Bombay, ancien sous-Secrétaire d'État pour les Indes, Président de la Société royale asiatique, membre de l'Institut de droit international, Great Stanhope Street, 6, Londres.

Autriche-Hongrie.

M. OSCAR LENZ, professeur à l'Université de Prague, Untere Blانيتgasse, 6, Prague.

Belgique.

M. LE CHEVALIER DESCAMPS, sénateur, professeur à l'Université de Louvain, rue de Namur, 99, Louvain.

M. CAMILLE JANSSEN, Gouverneur Général honoraire de l'État indépendant du Congo, ancien Secrétaire d'État des finances, rue Veydt, 36, Bruxelles.

M. GEORGES DE LAVELEYE, publiciste, 48, rue de Namur, Bruxelles.

M. LE D^r THIRIAR, sénateur, rue d'Egmont, 4, Bruxelles.

M. LE COLONEL THYS, directeur des Sociétés belges au Congo, chaussée de Charleroi, 24, Bruxelles.

M. A. VAN MALDEGHEM, président à la Cour de cassation, avenue Louise, 148, Bruxelles.

Danemark.

M. LE COMTE LÉON DE MOLTKE-HUITFELDT, Lieutenant de vaisseau de la Marine royale danoise, avenue de l'Alma, 21, Paris.

États-Unis d'Amérique.

M. JOHN BASSETT-MOORE, professeur de droit international et de diplomatie à la Columbia University, New-York.

M. GARMAN F. RANDOLPH, avocat, Wall Street, n° 40, New-York.

M. A. W. GREELY, brigadier général de l'armée des Etats-Unis d'Amérique, War Department, 1914, G. Street, N. W. Washington, D. C.

France.

PRINCE AUGUSTE D'ARENBERG, Président du Comité de l'Afrique française, Président de la Compagnie Universelle du Canal de Suez, rue de la Ville-l'Évêque, 20, Paris.

M. AUGUSTIN BERNARD, docteur ès-lettres, professeur à la Sorbonne, 61, rue Scheffer, Paris.

M. P. CAMBON, ambassadeur de France à Londres, ancien résident général en Tunisie.

M. J. CHAILLEY-BERT, publiciste, boulevard Malesherbes, 167, Paris.

M. HENRI FROIDEVAUX, docteur ès-lettres, rue d'Angevillers, 47, Versailles.

M. ARTHUR GIRAULT, professeur à la Faculté de droit de Poitiers, rue de Penthhièvre, 7, Poitiers.

M. PAUL LESEUR, professeur de législation coloniale à la Faculté de droit de Paris, boulevard Raspail, 10, Paris.

M. E. LEVASSEUR, membre de l'Institut, professeur au Collège de France et au Conservatoire des Arts et Métiers, rue Monsieur-le-Prince, 26, Paris.

M. LE COLONEL LYAUTEY, Commandant le 14^e régiment des hussards, ancien Commandant supérieur des territoires du Sud de Madagascar, à Alençon.

M. J. CHARLES ROUX, député, vice-président de la Compagnie universelle du Canal de Suez, membre du Conseil supérieur du Commerce, rue Christophe-Colomb, 9, Paris.

Italie.

M. LUIGI BODIO, conseiller d'Etat, sénateur, Commissaire général de l'émigration, via Torino, 153, Rome.

M. LE BARON LÉOPOLDO FRANCHETTI, député au Parlement, 1, via Marche, Rome.

M. LE COMMANDEUR PIPPO VIGONI, sénateur, via Fatebenefratelli, 21, Milan.

Pays-Bas.

S. A. R. LE PRINCE DES PAYS-BAS, Duc HENRI de Mecklemburg, La Haye.

COMTE OTHON DE LIMBURG-STIRUM, docteur en droit, membre de la deuxième Chambre des États-Généraux, Noordeinde, 144, La Haye.

D^r N. G. PIERSON, ancien Ministre des finances, Groot Hertoginnelaan, 8, La Haye.

D^r C. PIJNACKER-HORDIJK, ancien Gouverneur Général des Indes, Bezuidenhout, 58, La Haye.

D^r N. P. VAN DEN BERG, président de la Banque Néerlandaise, Oude Turfmarkt, 3, Amsterdam.

M. LE D^r C. TH. VAN DEVENTER, 32, Koninginnegracht, La Haye.

Portugal.

D^r ANTONIO AUGUSTO CARVALHO MONTIERO, rue do Alecrim, 70, Lisbonne.

M. LE CONSEILLER F. J. FERREIRA DO AMARAL, ancien Ministre et Président de la Société de Géographie de Lisbonne.

COMTE DE VALENÇAS, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Pau da Bandeira, 22, Lisbonne.

Russie.

SON EXC. M. ANATOLE DE KOULOMSINE, Secrétaire d'État de S. M. l'Empereur de Russie, Tourschtatskaya, 37, St-Pétersbourg.

SON EXC. M. F. DE MARTENS, membre permanent du Conseil du Ministère des affaires étrangères à Saint-Pétersbourg, Panteleimenskaya, 12.

SON EXC. M. PIERRE DE SEMENOW, membre du Conseil de l'Empire de Russie, Wassily Ostrov, 8^{me} ligne, n° 39, St-Pétersbourg.

Membres associés.

Allemagne.

M. G. K. ANTON, docteur en droit et en philosophie, professeur à l'Université de Iéna, Humboldtstrasse, 3, Iéna.

M. LE COMTE VON GOETZEN, Gouverneur de l'Afrique orientale allemande, Brucken-Allée, 33, Berlin.

M. HESPERS, Domkapitular, membre du Conseil colonial, Margarettenplatz, 5, Cologne.

COMTE HUTTEN-CZAPSKI, membre de la Chambre des Seigneurs et du Contrôle de la Dette publique du royaume de Prusse, membre du Conseil colonial de l'Empire allemand, 2, Hohenzollernstrasse, Berlin.

M. A. MERENSKY, inspecteur des Missions, ancien surintendant des Missions, Georgenkirchstrasse, 70, Berlin.

M. LABAND, docteur en droit, professeur à l'Université, Kochstaden, 6, Strasbourg.

M. F. MEYER, docteur en droit, membre de la Cour supérieure de Justice de Prusse, Président de la « Internationale Vereinigung für vergleichende Rechtswissenschaft und Volkswirtschaftslehre », Lützow-Ufer, 35, Berlin, W.

S. EXC. BARON VON RICHTHOFEN, docteur en droit, Secrétaire d'Etat des affaires étrangères, Friedrich-Wilhelmstrasse, 171, Berlin.

BARON CARL VON STENGEL, docteur en droit, professeur à l'Université, Georgenstrasse, 25 II, Munich.

HANS-HERMANN COMTE VON SCHWEINITZ, membre du Comité de la « Deutsche Colonial Gesellschaft », Bülowstrasse, 43, Berlin W.

BARON CHRISTOPH VON THUCHER-SIMMELSDORF, Chambellan de S. M. le Roi de Bavière, ancien Conseiller du Gouvernement, membre du Conseil colonial, à Nuremberg.

M. AD. WOERMANN, membre du Conseil colonial, Grosse-Reichenstrasse, 23-27, Hambourg.

Angleterre.

M. ELLIOT COLVIN, of the Indian civil service, Foreign Office, Government of India, Calcutta.

Belgique.

M. DIDERRICH, ingénieur, 107, rue Faider, Bruxelles.

M. LE D^r DRYEPONDT, 36, rue de Vienne, Bruxelles.

M. E. NYS, vice-président du tribunal de 1^{re} instance, professeur à l'Université, rue Saint-Jean, 30, Bruxelles.

M. L. TROUET, ingénieur, avenue de la Couronne, 242, Bruxelles.

M. A. J. WAUTERS, publiciste, rue Paul-Lauters, 71, Bruxelles.

M. SAM WIENER, sénateur, avenue de l'Astronomie, 9, Bruxelles.

Etats-Unis d'Amérique.

M. O. P. AUSTIN, chef de bureau de la statistique, Washington D. C.

France.

M. PAUL BOURDE, ancien Directeur de l'Agriculture en Tunisie, ancien Secrétaire général à Madagascar, 11, rue Spontini, Paris.

M. MAURICE CHOTARD, Conseiller référendaire à la Cour des comptes, rue du Cherche-Midi, 14, Paris.

M. MARCEL FONTANEILLES, ingénieur, inspecteur des travaux publics des colonies, 6, rue Herschel, Paris.

M. GAUTHIOT, Secrétaire général de la Société de Géographie commerciale, 63, boulevard Saint-Germain, Paris.

MGR ALEXANDRE LE ROY, évêque titulaire d'Alinda, supérieur général de la Congrégation du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie, rue Lhomond, 30, Paris.

M. MILHE-POUTINGON, docteur en droit, directeur du service de l'Afrique à l'Union coloniale française, rue de la Chaussée d'Antin, 44, Paris.

M. C. NOUFFLARD, docteur en droit, Secrétaire général des Colonies, boulevard Flandrin, 9, Paris.

LE R. P. PIOLET, S. J., de la Mission de Madagascar, rue Raynouard, 5, Paris.

M. ALBERT DE POUVOURVILLE, publiciste, 1, rue Littré, Paris.

M. LE D^r TREILLE, ancien inspecteur général du service de santé des colonies, villa Alexandra, 24, rue de l'Etablissement, Vichy.

M. PAUL DE VALROGER, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, rue St-Guillaume, 19, Paris.

M. ZIMMERMANN, maître de conférences à la Faculté, professeur à la Chambre de commerce, à Lyon.

Italie.

M. GIACOMO AGNESA, Directeur du bureau colonial au Ministère des affaires étrangères, Rome.

M. LUDOVIC NOCENTINI, professeur à l'Université, Corso Umberto 101^{re}, Rome.

M. LE PROFESSEUR D^r GAETANO SANGIORGIO, 12, via Aurelio Saffi, Milan.

M. ANGELO SCALABRINI, professeur, inspecteur des écoles italiennes à l'étranger au Ministère des affaires étrangères, à Rome.

Pays-Bas.

D. J. H. ABENDANON, directeur du département de l'Instruction publique, des Cultes et de l'Industrie, à Batavia.

M. J. BOUDEWIJNSE, secrétaire de la *Indisch Genootschap*, Balistraat, 66, La Haye.

M. J. H. FRANSEN VAN DE PUTTE, docteur en droit, Vyverberg, 1, La Haye.

M. J. DE LOUTER, professeur de droit public à l'Université, Walveristraat, 4, à Utrecht.

M. J. M. PIJNACKER-HORDIJK, Membre de la seconde Chambre des États-Généraux, Nassauplein, 30, La Haye.

M. J. W. POST, ancien ingénieur de 1^{re} classe des Chemins de fer de l'État aux Indes orientales néerlandaises, Plompert, 14bis, Utrecht.

D^r J. SPANJAARD, ancien professeur-directeur de l'École coloniale de Delft, 33, Nassau Dilenburgstraat, La Haye.

M. A. L. VAN HASSELT, ancien résident à Riouw, Daenderstraat, 50, La Haye.

M. J. W. YZERMAN, ancien ingénieur en chef aux Indes orientales néerlandaises, Roemer Visscherstraat, 35, Amsterdam.

Portugal

M. AUGUSTO RIBEIRO, ancien député, chef de bureau au Ministère de la marine et des colonies, rue Salitre, 180, Lisbonne.

Russie.

M. MANDELSTAMME, Drogman de l'Ambassade impériale de Russie, à Constantinople.

M. PILENCO, Privat-Docent de l'Université Impériale, Wassily Ostrov, 14^m ligne, n° 33, Saint-Pétersbourg.

M. SERGE DE PROUTSCHENKO, Sergiewskaya, 18, Saint-Pétersbourg.

M. SVIATOSLAV SABLER, Conseiller honoraire, Liteinaya, n° 34, Saint-Pétersbourg.

M. MICHEL DE TOMARA, Soukhoun, gouvernement de Koutaïs (Caucase).

INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL

STATUTS ⁽¹⁾

SECTION

But de l'Institut.

ARTICLE PREMIER.

L'Institut colonial international est une association exclusivement scientifique et sans caractère officiel.

Il a pour but :

1° De faciliter et de répandre l'étude comparée de l'administration et du droit des colonies ; en particulier :

Des différents systèmes de gouvernement des colonies (possessions, protectorats, etc.) ;

De la législation coloniale, en tant qu'elle peut intéresser, soit plusieurs colonies déterminées par des mesures arrêtées en commun, soit toutes les colonies par l'importance des problèmes résolus.

Des ressources des diverses colonies, de leur régime économique et commercial, etc., etc.

2° De créer des relations internationales entre les personnes qui s'occupent d'une façon suivie de l'étude du droit et de l'administration des colonies, — hommes politiques, administrateurs, savants, — et de faciliter

(1) Ces Statuts, adoptés en la séance tenue à Bruxelles le 9 janvier 1894, ont été légèrement modifiés dans les séances tenues à La Haye, le 12 septembre 1895, à Berlin le 4 septembre 1897 et à La Haye le 23 mai 1901.

l'échange des idées et des connaissances spéciales entre hommes compétents.

3° D'organiser, le plus rapidement possible, un bureau international de renseignements qui réunira, classera et conservera ce qui se publie de meilleur, et surtout les documents officiels à la fois sur l'administration et le droit des colonies, et se mettra en état de fournir les informations qui lui seraient demandées.

ARTICLE 2.

Pour atteindre ce but, l'Institut :

1° Assurera, sous son autorité et sous sa direction, la publication, chaque année, d'au moins un et, si ses ressources le lui permettent, de plusieurs volumes contenant des lois, des règlements, des traités et autres documents officiels, d'un intérêt général ou jugés de nature à intéresser les différentes colonies. Ces volumes seront publiés, autant que possible, comme tous les documents émanés de l'Institut, à la fois en anglais et en français et accompagnés, s'il est nécessaire, d'une introduction et de notes explicatives.

Ces volumes formeront une Bibliothèque qui prendra le titre de *Bibliothèque coloniale internationale*.

2° Préparera, aussitôt qu'il sera d'avis que le moment est propice, une *Revue coloniale internationale* contenant des articles d'un intérêt général pour les colonies de toutes les nations.

3° Tiendra tous les deux ans au moins une session pour la discussion de différentes questions coloniales d'un intérêt général et, autant que possible, actuel — discussion préparée par des rapports de membres indiqués dans la session de l'année précédente.

4° Organisera le bureau de renseignements prévu par l'article 1^{er}, 3°.

SECTION II -

Composition de l'Institut.

ARTICLE 3.

L'Institut se compose de membres effectifs, de membres associés, de membres honoraires.

ARTICLE 4.

Les membres effectifs sont nommés par les membres effectifs de l'Institut et choisis parmi les personnes qui se sont distinguées soit dans la politique coloniale, soit dans le service colonial de chaque nation, soit par des études sur le droit, l'économie politique et l'administration des colonies.

Le nombre des membres effectifs ne peut dépasser soixante, mais il ne doit pas nécessairement atteindre ce chiffre.

ARTICLE 5.

L'Institut fixe la répartition des membres de l'Institut entre les diverses nationalités.

Cette répartition est pour le moment déterminée comme suit :

Allemagne	7
Amérique latine	2
Angleterre	11
Belgique	6
Etats-Unis	3
France	10
Italie	3

Pays-Bas.	6
Portugal.	3
Russie	5
Attributions ultérieures . . .	4
TOTAL. . . .	60

Il ne peut être attribué par une élection nouvelle aux ressortissants d'un même État ou d'une confédération d'États, un nombre de places dépassant le cinquième du nombre total des membres effectifs existant au moment de cette élection.

ARTICLE 6.

Le titre de membre honoraire est conféré à quiconque, personne morale ou particulier, fait à l'Institut un don de 1,000 francs au minimum.

ARTICLE 7.

Les membres associés sont choisis par les membres effectifs parmi des personnes n'habitant pas les colonies, dont les connaissances spéciales peuvent être utiles à l'Institut. Ils peuvent faire partie des commissions spéciales prévues par l'article 15, assister aux séances de l'Institut et prendre part aux discussions relatives aux travaux préparés par les commissions auxquelles ils appartiennent.

SECTION III

Travaux de l'Institut.

ARTICLE 8.

Le siège de l'Institut est fixé à Bruxelles. L'assemblée des membres effectifs peut décider le transfert du siège social dans une autre ville.

L'Institut est représenté par un Bureau international composé de : un président, trois vice-présidents, un secrétaire général.

En cas de nomination de trois vice-présidents, l'un d'eux devra appartenir à la nationalité du président.

Le président et les vice-présidents seront élus pour la première fois par l'assemblée constitutive de l'Institut ; ils resteront en fonctions jusqu'après la clôture de la session suivante.

Dans chaque session les membres effectifs de l'Institut fixent pour la session suivante le pays, le lieu, la date et, dans ses lignes générales, l'ordre du jour, arrêtent le budget et procèdent à l'élection du président et des vice-présidents de cette session.

Nul ne peut être élu de nouveau aux fonctions de président ou de vice-président qu'après un intervalle de trois années.

Le secrétaire général est élu pour cinq ans. Il est indéfiniment rééligible (1).

Les fonctions de tous les membres du Bureau international sont purement honorifiques.

ARTICLE 9.

Le Bureau est chargé, dans l'intervalle des sessions, de la gestion de l'Institut. Il peut, quand il le juge convenable ou sur la demande écrite d'au moins cinq membres effectifs, convoquer l'Institut en assemblée générale dans l'intervalle de deux sessions ; la lettre de convocation devra indiquer l'ordre du jour de l'assemblée. Il peut

(1) Résolution prise dans la séance tenue à Berlin le 7 septembre 1897 : Avant la clôture de chaque session, les membres effectifs et associés de chaque Etat ou confédération d'Etats, désignent celui d'entre eux qui est spécialement chargé de correspondre avec le bureau de l'Institut pendant l'intervalle des deux sessions ; en cas d'empêchement, cette désignation pourra être faite par le bureau.

inviter des personnes étrangères à assister aux sessions de l'Institut et prendre part à ses travaux sans voix délibérative.

ARTICLE 10.

Le secrétaire général est chargé de la direction du bureau de renseignements prévu par l'article 1^{er}, 3^e, de la rédaction des procès-verbaux des séances, de la correspondance pour le service ordinaire de l'Institut et de l'exécution de ses décisions.

Il a la garde des sceaux et des archives.

Il remplit les fonctions de trésorier.

Il est en outre chargé, avec le concours d'une commission scientifique de deux à quatre membres nommés, comme lui pour cinq années, par l'Institut, parmi ses membres effectifs, de la *Bibliothèque coloniale internationale* et de la *Revue* publiée par l'Institut.

Par dérogation à ce qui est dit au premier alinéa du présent article, l'Institut pourra décider que la direction du bureau de renseignements sera confiée à un membre effectif autre que le secrétaire général.

ARTICLE 11.

Le Bureau peut, sur la proposition du secrétaire général, nommer un ou plusieurs secrétaires chargés d'aider celui-ci dans l'exercice de ses fonctions ou de le remplacer en cas d'empêchement momentané.

ARTICLE 12.

L'Institut s'interdit l'examen de toute question pouvant donner lieu à un débat irritant entre nations. Il s'interdit également toute discussion ou vote sur les questions de politique coloniale.

ARTICLE 13.

En règle générale, dans les séances de l'Institut, les votes au sujet des résolutions à prendre sont émis verbalement. Exceptionnellement et dans les cas spéciaux, le bureau, statuant à l'unanimité peut, s'il le juge utile, recueillir les votes des absents par voie de correspondance.

Toutefois, pour l'élection de nouveaux membres effectifs et associés, les absents sont toujours admis à envoyer leur vote par écrit sous pli cacheté.

ARTICLE 14.

L'Institut nomme parmi ses membres effectifs et associés, des rapporteurs, ou constitue des commissions pour l'étude préparatoire des questions qui doivent être soumises ultérieurement à ses discussions. La même prérogative appartient au bureau et, en cas d'urgence, le secrétaire général prépare lui-même des rapports et des conclusions (1).

(1) Résolution prise dans la séance tenue à Berlin le 7 septembre 1897 :

En vue de faciliter le marche de ses travaux et d'appliquer les dispositions de l'article 15 des statuts, l'Institut Colonial international adopte les résolutions suivantes :

1° Chaque membre de l'Institut a le droit de présenter par écrit en séance plénière les questions qu'il désire voir mettre à l'étude ;

2° L'Institut décide, après discussion, quelles sont les questions qui seront mises à l'ordre du jour de la session suivante ;

3° Des commissions chargées de l'étude de ces questions sont nommées immédiatement par l'assemblée ou, en cas de besoin, par le Bureau ;

4° L'Institut choisit parmi les membres de chaque commission un rapporteur, qui aura pour mandat de réunir tous les renseignements et matériaux nécessaires ;

5° Les rapporteurs se chargent de rédiger des rapports qui devront être communiqués, au moins quatre mois avant la session, au Bureau et par l'intermédiaire de celui-ci à tous les membres deux mois avant l'ouverture de la session.

SECTION IV.

Ressources de l'Institut.

ARTICLE 15.

Les ressources de l'Institut proviennent :

1° Des cotisations annuelles de ses membres effectifs, fixées à 50 francs, et des cotisations annuelles de ses membres associés, fixées à 25 francs ;

2° Des subventions accordées par les gouvernements métropolitains et coloniaux qui voudront seconder les efforts de l'Institut ;

3° Des dons de ses membres honoraires ;

4° Des fondations et autres libéralités ;

5° Du produit de la vente des publications de l'Institut.

SECTION V.

Mesures d'exécution.

ARTICLE 16.

Un règlement sera préparé par les soins du Bureau pour l'exécution des présents statuts.

ARTICLE 17.

Les présents statuts pourront être révisés sur la proposition du Bureau ou à la demande écrite de six membres effectifs. Toute proposition de modification aux statuts devra être mise à l'ordre du jour au moins trois mois à l'avance.

Tout changement, pour être adopté, devra réunir au moins les deux tiers des voix des membres présents.

INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL

RÈGLEMENT

CHAPITRE PREMIER

De la nomination des membres effectifs, honoraires et associés.

ARTICLE PREMIER.

Les candidats aux places de membres effectifs ou associés sont présentés par le bureau sur la proposition de la moitié au moins des membres effectifs du pays auquel appartiennent les candidats, après toutefois que tous les membres effectifs de leur nationalité auront été consultés.

Si le pays auquel appartient un candidat compte moins de deux membres effectifs encore en fonctions, la présentation est faite par le bureau ou par trois membres sans distinction de nationalité.

ARTICLE 2.

Toute proposition de candidature doit être notifiée au secrétaire général au moins trois mois avant l'ouverture d'une session ordinaire.

ARTICLE 3.

Deux mois au moins avant l'ouverture d'une session, le secrétaire général adresse à tous les membres effectifs la liste des candidatures avec pièces à l'appui et l'invitation de lui renvoyer sous deux plis cachetés distincts deux bulletins de vote, l'un pour l'élection des membres effectifs, l'autre pour celle des associés.

Ces plis cachetés sont remis par le secrétaire général au président de l'Institut qui les ouvre en séance plénière au moment du vote.

ARTICLE 4.

Avant l'élection, une délibération a lieu en séance de l'Institut sur chacune des candidatures.

Il est ensuite procédé successivement à l'élection des membres effectifs et à celle des associés.

Un candidat à une place d'associé peut être élu membre effectif.

ARTICLE 5.

Les élections se font par les membres effectifs au scrutin de liste et en leur seule présence.

Au commencement de l'élection, le président dépose dans l'urne les bulletins envoyés par les absents, conformément à l'article 13 des statuts et à l'article 3 du présent règlement.

L'accomplissement de cette formalité est constaté au procès-verbal.

ARTICLE 6.

Sont élus membres effectifs ou membres associés de l'Institut, les candidats dont les noms se trouvent sur plus de la moitié des bulletins déposés dans l'urne, à moins que le nombre de ceux qui ont obtenu cette majorité n'excède soit le nombre des places à pourvoir, soit la proportion fixée à l'article 5 des statuts.

Si cet excédent se produit, ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages sont seuls considérés comme élus. L'élimination se fait en ramenant d'abord chaque nationalité à la proportion qu'elle ne doit pas dépasser et ensuite le nombre des membres effectifs et des membres

associés à la limite du nombre des places à pourvoir. Dans ces diverses opérations, à égalité de suffrages, le plus âgé des élus l'emporte.

ARTICLE 7.

Le titre de membre honoraire est conféré par les membres effectifs présents en session ; ils décident si la libéralité offerte peut être acceptée.

CHAPITRE II

Du bureau international de renseignements.

ARTICLE 8.

Le secrétaire général réunit, dans les limites des ressources affectées à cette fin par le budget, les publications et documents officiels concernant l'administration et le droit dans les différentes colonies.

Il fait tenir un ou plusieurs répertoires généraux dans lesquels sont relatés succinctement tous les faits importants en matière d'administration et de législation coloniales.

ARTICLE 9.

Les membres effectifs, honoraires et associés ont le droit de demander communication des documents ou renseignements que le bureau possède ; le secrétaire général décide, dans chaque cas particulier, si ces documents peuvent être communiqués à des tiers.

ARTICLE 10.

A l'ouverture de chaque session ordinaire, le secrétaire général présente à l'Institut un rapport sur le fonctionnement du bureau de renseignements.

CHAPITRE III

Des sessions.

ARTICLE 11.

Le secrétaire général prend les mesures matérielles nécessaires pour l'organisation des sessions.

Il rappelle aux membres effectifs et associés deux mois au moins à l'avance, le lieu, la date et l'ordre du jour des sessions.

ARTICLE 12.

Les procès-verbaux des séances, préparés par le secrétaire général, sont signés par le président et le secrétaire général.

CHAPITRE IV

De la gestion financière.

ARTICLE 13.

Le trésorier procède au recouvrement des fonds et effectue les dépenses dans les limites du budget arrêté par l'Institut.

ARTICLE 14.

Il présente à l'ouverture de chaque session ordinaire un rapport financier, ainsi que l'état des comptes ; ces derniers sont vérifiés par deux membres désignés par l'Institut, qui font eux-mêmes un rapport dans le cours de la session.

L'approbation des comptes vaut décharge pour le trésorier.

ARTICLE 15.

En cas de nécessité, le bureau de l'Institut peut opérer des transferts de crédits d'un article à un autre du budget, sans que la somme totale de ce dernier puisse être dépassée.

ARTICLE 16.

Les sommes d'argent disponibles en dehors des crédits prévus par le budget annuel sont converties en titres de premier ordre par les soins du bureau de l'Institut.

CHAPITRE V

Des publications de l'Institut.

ARTICLE 17.

Les publications de l'Institut sont envoyées gratuitement aux membres effectifs, associés et honoraires.

Toute personne étrangère à l'Institut peut recevoir les publications éditées par lui, moyennant une cotisation annuelle déterminée par le bureau international.

BUREAU DE L'INSTITUT

Pour la période 1901-1903

Président. — The LORD REAY, G.C.S.I., G.C.I.E., L. L. D., ancien Gouverneur de Bombay, ancien sous-secrétaire d'État pour les Indes, président de la Société royale asiatique, membre de l'Institut de droit international, Londres.

Vice-présidents. — M. P. CAMBON, ambassadeur de France à Londres, ancien résident général en Tunisie.

SIR HUBERT JERNINGHAM, K. C. M. G., ancien Gouverneur de Trinidad, Londres.

M. KARL VON DER HEYDT, président de la Société allemande de l'Est de l'Afrique, membre du Conseil colonial, Berlin.

Secrétaire général. — M. CAMILLE JANSSEN, Gouverneur général honoraire de l'État Indépendant du Congo, ancien Secrétaire d'État des finances, Bruxelles.

Secrétaire du bureau. — M. AUGUSTE MICHOT, Bruxelles.

Session extraordinaire tenue le 10 juillet 1902

A LONDRES.

La séance est ouverte à midi, Great Stanhope Street, n°6, sous la présidence de LORD REAY assisté de M. CAMILLE JANSSEN, Secrétaire général.

Trente-cinq membres effectifs dont les noms suivent, ont envoyé leurs bulletins de vote :

MM. PIJNACKER-HORDIJK, LAVELEYE, THIRIAR, GIRAULT, Prince des Pays-Bas DUC HENRI DE MECK-LEMBOURG, VAN DER HEYDT, KRAETKE, SIR ROBERT HERBERT, LEVASSEUR, PIPPO VIGONI, PRINCE AUGUSTE D'ARENBERG, CAMBON, SIR ALFRED LYALL, PRINCE DE WIED, PRINCE F. D'ARENBERG, CHAILLEY-BERT, COMTE DE VALENÇAS, BARON FRANCHETTI, PIERSON, DESPAGNET, PRINCE DE HOHENLOHE-LANGENBURG, THYS, SIR HUBERT JENINGHAM, FERREIR DO AMARAL, LESEUR, DE MARTENS, VAN DEN BERG, BASSET-MOORE, CARMAN RANDOLPH, COMTE DE MOLKTE, VAN MALDEGHEM, BARON DE RIO-BRANCO, LORD REAY, JANSSEN.

Le Président ouvre les trente-cinq enveloppes concernant l'élection des membres effectifs, puis les trente-cinq enveloppes concernant l'élection des membres associés, et il résulte du dépouillement que les personnes suivantes sont nommées à l'unanimité :

Membres effectifs:

MM. EARL BEAUCHAMP, Londres; LORD BRASSEY, Londres; EARL OF JERSEY, Londres; EARL OF ONSLOW,

Londres ; D^r ANTONIO-AUGUSTO CARVALHO MONTEIRO,
Lisbonne ; ERNEST VOHSEN, Berlin ; LUGI BODIO, Rome.

Membres associés :

MM. COMTE HUTTEN-CZAPSKI, Berlin ; BARON VON
TUCHER-SIMMELSDORF, Nuremberg ; O. P. AUSTIN,
Washington ; D. J. H. ABENDANON, Batavia ; PAUL DE
VALROGER, Paris ; GIACOMO AGNESA, Rome.

— La séance est levée à midi et demi.

Session extraordinaire tenue le 20 avril 1903

A LONDRES.

La séance est ouverte à midi, Great Stanhope street, 6, sous la présidence de LORD REAY, assisté de M. CAMILLE JANSSEN, secrétaire général.

Trente-deux membres effectifs, dont les noms suivent, ont envoyé leurs bulletins de vote :

MM. PRINCE AUGUSTE D'ARENBERG, P. CAMBON, PIERSON, Prince des Pays-Bas DUC HENRI DE MECKLEMBOURG, KRAETKE, PRINCE FRANÇOIS D'ARENBERG, PIJNACKER-HORDIJK, VAN DEN BERG, GIRAULT, THYS, PIPPO VIGONI, PRINCE GUILLAUME DE WIED, THIRIAR, DE SEMENOW, COMTE DE VALENÇAS, BARON FRANCHETTI, DE MARTENS, VON DER HEYD, PRINCE DE HOHENLOHE, CHAILLEY-BERT, JOHN BASSET-MOORE, LESEUR, DUC DE MECKLEMBOURG, CARMAN RANDOLPH, BODIO, VOHSEN, DE LAVELEYE, CARVALHO, LENZ, MARCIAL MARTINEZ, LORD REAY, JANSSEN.

Le Président ouvre les trente-deux enveloppes concernant l'élection des membres effectifs, puis les trente-deux enveloppes concernant l'élection des membres associés, et il résulte du dépouillement que les personnes suivantes sont nommées à l'unanimité :

Membres effectifs.

MM. A. W. GREELY, Washington ; HENRI FROIDEVAUX, Versailles ; AUGUSTIN BERNARD, Paris ; COLONEL

LIAUTEY, Alençon ; COMTE OTHON DE LIMBURG-STIRUM, La Haye ; C. TH. VAN DEVENTER, La Haye.

Membres associés.

MM. ZIMMERMANN, Lyon ; AUGUSTO RIBEIRO, Lisbonne.

— La séance est levée à midi et demi.

SESSION DE 1903

A LONDRES.

Membres effectifs :

Allemagne :	S. A. LE DUC JOHANN ALBRECHT ZU MECKLEMBURG ; MM. KARL VON DER HEYDT ; ERNEST VOHSEN
Angleterre :	EARL BEAUCHAMP ; LORD BRASSEY ; SIR ROBERT HERBERT ; SIR HUBERT JERNINGHAM ; EARL OF JERSEY ; SIR ALFRED LYALL ; EARL OF ONSLOW ; LORD REAY.
Belgique :	MM. LE CHEVALIER DESCAMPS ; CAMILLE JANSSEN ; LE COLONEL THYS ; A. VAN MALDEGHEM.
Etats-Unis d'Amérique :	GÉNÉRAL A. W. GREELY.
France :	PRINCE AUGUSTE D'AREN- BERG ; MM. AUGUSTIN BERNARD ; P. CAMBON ; J. CHAILLEY-BERT ; HENRI FROIDEVAUX ; ARTHUR GIRAULT.

Italie :	M. LUIGI BODIO.
Pays-Bas :	COMTE O. J. H. DE LIM- BURG-STIRUM ; D ^r N. G. PIERSON ; D ^r C. TH. VAN DEVENTER. Russie : SON EXC. M. F. DE MARTENS.

Membres associés :

Allemagne :	MM. LE D ^r G. K. ANTON ; HANS - HERMANN COMTE VON SCHWEINITZ ; BARON VON THUCKER-SIM- MELSDORF ;
Belgique :	MM. DIDERRICH ; SAM WIENER.
France :	MM. MAURICE CHOTARD ; MARCEL FONTANEILLES ; C. NOUFLARD ; LE R. P. PIOLET.
Italie :	M. LUDOVIC NOCENTINI.
Pays-Bas :	MM. J. H. FRANSEN VAN DE PUTTE ; J. W. POST ; A. L. VAN HASSELT.

Se sont fait excuser :

Membres effectifs : MM. PRINCE DE HOHENLOHE-
LANGENBURG ; KRAETKE ; PRINCE GUILLAUME DE
WIED ; OSCAR LENZ ; G. DE LAVELEYE ; D^r THI-
RIAR ; CARMAN F. RANDOLPH ; PAUL LESEUR ;

LEVASSEUR ; COLONEL LYAUTEY ; BARON FRANCHETTI ; PIPPO VIGONI ; PRINCE HENRI DES PAYS-BAS ; C. PIJNACKER-HORDIJK ; P. VAN DEN BERG ; CARVALHO MONTEIRO.

Membres associés : COMTE HUTTEN CZAPSKI ; HESPERES ; LABAND ; BARON VON RICHTOFFEN ; BARON VON STENGEL ; AD. WOERMANN ; D^r DRYEPONDT ; A. NYS ; O. P. AUSTIN ; MGR LEROY ; MILHE-POUTINGON ; DE POUVOURVILLE ; D^r TREILLE ; ZIMMERMANN ; GAETANO SANGIORGIO ; J. BOUDEWIJNSE ; J. DE LOUTER ; J. M. PIJNACKER-HORDIJK ; J. SPANJAARD ; YZERMAN ; PILENCO ; DE PROUTSCHENKO ; DE TOMARA ; S. SABLER ; AUGUSTO RIBEIRO.

Première séance du 26 mai. — Matin.

— La séance est ouverte à 11 heures.

LORD GEORGE HAMILTON prend la présidence et prononce le discours suivant :

Altesse, Excellences et Messieurs,

Au nom du Gouvernement de S. M., je vous souhaite une bienvenue cordiale, et, quant à moi personnellement, je désire vous exprimer la satisfaction que j'éprouve, en ma qualité de Secrétaire d'Etat pour l'Inde, de pouvoir mettre à votre disposition le local indispensable à la conduite de vos délibérations. Les questions que vous vous proposez de discuter sont au nombre des plus intéressantes et des plus difficiles que la civilisation moderne puisse susciter et je n'ignore pas qu'il se trouve dans cette assemblée distinguée maints hommes éminents qui, par leur expérience du passé, leur travaux et leurs voyages, possèdent à un haut degré les qualités requises pour parler avec autorité des questions qui seront discutées.

Le goût de l'aventure et le désir d'étendre le commerce qui anime toutes les nations occidentales de l'Europe, ont eu pour résultat la création de colonies et d'Etats indépendants dans toutes les régions du globe, et quoique ces colonies et ces Etats indépendants se trouvent dans les climats les plus divers, ils possèdent tous un trait caractéristique qui leur est commun, c'est-à-dire qu'au point de vue du nombre, ceux qui les administrent ne sont qu'une poignée d'hommes comparés à ceux dont ils gèrent les affaires.

Lorsque les peuples dont les affaires sont administrées dans ces conditions ne possèdent qu'une civilisation et une organisation primitives, le problème est comparativement aisé à résoudre : la force et la justice suffisent pour se rendre maître de la situation. Mais lorsqu'il s'agit de races jouissant d'une organisation et d'une civilisation plus avancées, telles que celles avec lesquelles j'ai eu à faire dans l'Inde, alors les questions deviennent beaucoup plus complexes. Dans l'Inde, par exemple, nous avons des races de peuples qui ont derrière elles une haute et splendide civilisation, avec des coutumes, des idées et des traditions plus ou moins cristallisées par leur civilisation. Elles sont, en outre, affiliées à des religions renforcées par le prestige des âges, et il arrive que cette civilisation produit parfois des hommes capables de tenir tête intellectuellement aux meilleurs des hommes de race blanche. Et si, indépendamment de ces qualités mentales, on rencontre des races belliqueuses auxquelles de temps immémorial on a enseigné la profession des armes et le mépris de la mort, on se trouve en face d'une complication et d'une situation acquise qui exigent quelque chose de plus que la force et la justice pour les résoudre.

Pour nous, en Angleterre, la solution de ces problèmes est une tâche à laquelle nous sommes attelés depuis de nombreuses années, et je crois que sous certains rapports nous avons réussi. J'ai le sincère espoir que notre expérience pourra être de quelque utilité dans vos délibérations et aidera à éclaircir quelques-uns des problèmes qui surgissent constamment et qui réclament votre attention, et c'est avec plaisir que je vous accueille à l'India Office. J'estime que vous entamez vos délibérations sous des auspices agréables ; vous vous trouvez au siège de l'autorité du gouvernement de l'Inde et aux murs de

cette salle et particulièrement derrière moi se trouvent les portraits des fondateurs de l'Empire indien ; ces hommes ont gouverné non seulement par la poigne et le caractère, mais aussi par leur prescience et par leur prévoyance. Espérons que les qualités qui influencèrent ces hommes distingués animeront vos discussions ainsi que les conclusions auxquelles vous arriverez. Vous n'ignorez pas, Messieurs, que le Parlement siège actuellement. Dans quelques instants, il y aura une réunion du Ministère, à laquelle Lord Onslow et moi nous devons assister ; dans l'intervalle, nous avons certaines affaires à traiter, et si nous vous quittons nous ne le faisons pas par manque de courtoisie ou défaut d'intérêt à vos délibérations, mais en raison des exigences de la vie publique ; en quittant ce fauteuil, j'ai la satisfaction de prier notre ami Lord Reay de vouloir bien l'occuper et je suis persuadé que sous sa présidence vos débats seront conduits avec douceur.

LORD REAY. — Au nom de l'Institut Colonial, je remercie le noble Lord, le Secrétaire d'Etat pour l'Inde, du discours intéressant par lequel il a bien voulu inaugurer nos discussions et de l'hospitalité qu'il nous offre. J'espère que dans l'atmosphère de l'India Office nos délibérations seront dignes des questions importantes que l'Institut est appelé à traiter en la présente session.

Lord George Hamilton s'étant retiré, Lord Reay prend possession du fauteuil présidentiel.

LORD REAY. — Messieurs, en vous souhaitant très cordialement la bienvenue en Angleterre, je crois aussi pouvoir féliciter l'Institut de la façon dont il a traversé les stages toujours si difficiles de son enfance. J'invite

ceux qui, sceptiques sinon malveillants, croyaient à une dissolution imminente de notre Compagnie, à se mettre à l'étude des 17 volumes : *La main-d'œuvre aux colonies* (3 vol.) ; *les Fonctionnaires coloniaux* (2 vol.) ; *le Régime foncier* (5 vol.) ; *le Régime des Protectorats* (2 vol.) ; *les Chemins de fer* (3 vol.) ; *le Régime minier* (2 vol.), dont la collection forme une base solide et permanente aux travaux que nous avons entamés (1). Cette collection demande des soins assidus. Il s'agit de la compléter et de rester au fait des modifications introduites dans les diverses législations sur la matière. Je ne doute pas que notre Secrétaire général n'apporte à cette œuvre le zèle qu'il a mis, avec tant de succès jusqu'ici, aux publications de l'Institut qui forment un capital précieux. Je crois aussi pouvoir appeler votre attention sur nos discussions et j'espère que celles de cette réunion seront dignes de celles des réunions précédentes. Nous écartons de ces discussions ce qui pourrait leur donner un caractère de contentieux international : le contentieux administratif nous offre un champ assez vaste. Je suis même d'avis que l'influence de l'Institut sera d'autant plus efficace qu'il restera dans le cadre circonscrit d'études juridiques, économiques et historiques.

En nous plaçant sur le terrain pratique des matières exposées par nos membres du fait de leur expérience personnelle, acquise en administrant des colonies, l'échange de vues sera fertile, même s'il est décourageant pour les théoriciens. Certes, un Institut colonial ne se prête pas aux idées doctrinaires. Les types si divers de colonies,

(1) Il convient d'y ajouter les six volumes contenant le compte-rendu des sessions de Bruxelles (1894), La Haye (1895), Berlin (1897), Bruxelles (1899), Paris (1900) et La Haye (1901) ; ces dernières publications renferment les rapports des membres de l'Institut sur les questions mises à l'étude.

leurs origines, les motifs qui ont présidé à leur fondation, le génie des peuples qui ont fondé des colonies, échappent à tout essai de classification. Le succès d'une nation ne garantit d'aucune façon le succès d'une autre nation. L'instinct colonisateur est un instinct *sui generis* qu'il est difficile de définir. Il est intéressant de suivre le succès d'un effort colonisateur dans une direction, tandis que dans une autre, l'effort du même pays n'aura pas été couronné du même succès.

Il est évident qu'une colonie avec une population homogène s'administre plus facilement qu'une colonie où une population indigène se trouve côtoyant des colons de la mère-patrie.

L'autonomie permet, en effet, au législateur colonial de défendre l'entrée de la colonie à des sujets d'autre race et d'autres parties de l'Empire qui, à leur tour, réclament contre ces mesures et invoquent pour tous les citoyens le droit de circuler librement dans toute l'étendue de l'Empire. Il est évident que, dans ces conditions, l'intérêt impérial se trouve en conflit avec l'intérêt de la colonie tel qu'il est interprété par ses législateurs.

Si vous accordez à une colonie homogène des droits d'autonomie complets, vous échappez à de nombreuses difficultés, bien qu'il y ait des problèmes d'ordre juridique et d'ordre économique dont la solution n'est guère facile, même avec ce principe d'autonomie.

L'autonomie d'une colonie peut s'exercer tout aussi bien dans le sens d'un rapprochement plus intime avec la mère-patrie que dans celui d'une grande mesure d'indépendance. Le mécanisme sera le même, son fonctionnement sera très différent d'après les circonstances et d'après les hommes qui le dirigent.

Dans une colonie où il s'agit de défendre la population

indigène contre un élément de colons enclins à faire valoir leurs capitaux d'une façon qui tôt ou tard pourrait porter préjudice à ce que les indigènes considèrent comme leurs intérêts, l'administration se trouvera aux prises avec des questions qui demanderont un examen approfondi sur place. Il faudra accorder aux fonctionnaires locaux des pleins pouvoirs pour établir l'équilibre assurant aux indigènes l'exercice de leurs droits et aux colons le développement de leur industrie. Les règlements doivent assurer aux fonctionnaires une grande latitude pour agir, dans chaque circonstance, selon leurs convictions. Une bureaucratie se référant à des dossiers et ne tenant pas compte de l'élément humain qui est engagé doit faire fausse route.

Notre éminent collègue M. Cambon, dans son admirable rapport sur la loi immobilière tunisienne du 1^{er} juillet 1885, s'exprime en ces termes : « Ouvrir un pays nouveau aux capitaux et au travail français, leur donner toute sécurité sans troubler les populations indigènes, confondre des intérêts si divers et les faire concourir au développement des ressources de la Régence, préparer ainsi un champ d'expansion plus vaste à l'activité de notre pays, c'est l'œuvre économique du Protectorat. Cette méthode de colonisation qui proscriit toute apparence d'arbitraire, qui tient compte des faits, qui tire parti des institutions locales, n'exige de la métropole ni de grands efforts financiers, ni une nombreuse émigration. Réservant l'avenir, elle permet d'asseoir notre suprématie sur la confiance et la prospérité du peuple protégé et d'augmenter pacifiquement la puissance de la République et la grandeur du nom français. » Ces principes, nous le savons, ont eu les plus heureux résultats en Tunisie.

Le fonctionnaire qui se trouve en présence de différentes nationalités a une tâche absolument différente de

celle bien plus simple de son collègue de la mère-patrie. Il lui faut pour assurer la marche des affaires des qualités de tact, de fermeté de caractère et de souplesse bien plus importantes que ses connaissances de droit administratif.

L'expérience acquise aux Indes est là pour prouver que l'action personnelle est celle qui détermine le succès du régime administratif. Les populations, dociles et soumises, apprécient la bienveillance, la sollicitude qu'il est si facile de leur témoigner. Un administrateur sympathique obtiendra sans difficulté ce que tel autre obtiendra plus difficilement. Ménager les susceptibilités, les convenances, est aussi important que d'observer la plus parfaite impartialité. Ce qui nous paraît de peu d'importance ne l'est souvent pas aux yeux de populations orientales, plus sensibles aux choses du dehors. Le respect des coutumes, des convictions religieuses ne suffit pas, il doit être accompagné d'une attitude bienveillante qui ne perd pas de vue les exigences et les traditions d'une ancienne civilisation. Plus on l'étudie, plus elle a droit à notre respect. Et j'avoue franchement que, pour moi, elle a plus de charme qu'une civilisation qui subit l'orientation de la plutocratie. La société indienne est encore à l'abri de cet élément nouveau. Elle se trouve en présence d'un problème complexe qui consiste à savoir ce qu'elle assimilera de notre civilisation. Ici, je m'arrête pour ne pas dépasser les limites de votre indulgence. Si l'administration des Indes a réussi, c'est en grande partie grâce à l'absence d'une ingérence trop active de la part des autorités de la mère-patrie, grâce aussi au principe de la décentralisation qui engage la responsabilité personnelle même dans les rangs inférieurs des agents administratifs. Les agents Européens disposent du reste de collabora-

teurs indigènes doués d'autant d'intelligence que de bonne volonté. On utilise au Ministère des Indes les employés à leur retour des Indes et on évite l'écueil de laisser les décisions à prendre par l'administration centrale à des hommes qui n'auraient pas l'expérience des hommes et des choses dans ces pays orientaux. Il faut aussi rendre au Parlement cette justice : il a quelque méfiance relativement à sa compétence et n'aborde les questions d'outre-mer qu'avec une extrême prudence. Toute administration bénéficie de la critique, mais il ne faut pas faire entrer les questions coloniales dans la lutte des partis parlementaires constitués dans un but différent. La tâche des fonctionnaires aux colonies, déjà très épineuse, doit être à l'abri de l'intervention des partis politiques de la métropole. Pour assurer le bien-être, le progrès dans les colonies, il faut la continuité, et on ne peut exposer des populations qui n'ont pas voix au chapitre à des oscillations de l'opinion dues à des causes auxquelles les territoires d'outre-mer sont en général étrangers. Afin d'enlever toute excuse à cette ingérence, il est désirable d'introduire, comme nous l'avons fait aux Indes, un système représentatif quelque faible qu'il soit à l'origine. Pour donner à ces assemblées un caractère représentatif, il faut assurer la représentation de *tous* les intérêts. Pour un gouvernement essentiellement autocratique, il est utile de se trouver en présence d'un organisme, dans lequel les griefs peuvent être exposés et où il lui est permis de rendre compte de ses faits et gestes. Bien des malentendus sont écartés à l'aide d'explication, et cet état de choses fournit même au gouvernement un sérieux point d'appui. La coopération des indigènes intelligents constitue pour l'administration une force. Connaître les courants de l'opinion est nécessaire, surtout si on ne veut

pas être entraîné par eux. Pour résister, il faut commencer par approfondir les causes de divergence. Faute de prévision, de prudence trop souvent, on provoque le mécontentement qu'à l'origine il eût été facile de conjurer par des procédés de simple conciliation. Je signale ce péril, surtout là où la bureaucratie se trouve absorbée par le nombre croissant de rapports à rédiger et de statistiques à publier, qui sont de nature à lui prendre le temps nécessaire à l'examen des problèmes qui sortent du cadre de ses opérations journalières et qui, cependant, réclament toute son attention. Ceci s'applique à toute administration, mais dans les pays où l'on gouverne une nationalité qui n'est pas la sienne, la routine est inadmissible. Il faut veiller à ce que les fonctionnaires ne soient pas empêchés, par leurs travaux de cabinet, d'entretenir des rapports directs avec les populations de leurs districts. Or, même les fonctionnaires supérieurs doivent être affranchis de détails. J'attribue le succès du marquis de Dufferin, surtout à ce qu'il avait l'esprit toujours ouvert, et ne permettait pas qu'on le fatiguât par des questions de détail. Il conservait son esprit net pour aborder les questions de premier ordre auxquelles il consacrait ainsi toute la vigueur de sa haute intelligence. C'est créer un contraste frappant que de mettre dans le milieu oriental, si calme, des administrateurs qui vivent sous le coup de la crainte de ne pas avoir terminé leur besogne *tempore utili*. Plus les fonctionnaires sont capables, plus ils sont dévoués, plus il est de notre devoir de ne pas abuser de leurs forces. Vous ne m'en voudrez pas, Messieurs, si j'ai parlé de ce qui me tient à cœur, parce que je sais quels sacrifices s'imposent nos fonctionnaires aux Indes pour accomplir leur mission, souvent aux dépens de leur santé.

Pour l'étude des questions coloniales, l'expérience des Etats-Unis est du plus haut intérêt. Voici ce que le Ministre de la guerre écrit dans son rapport du 27 novembre 1902 : « *Politique générale du gouvernement.* — La politique suivie par le pouvoir exécutif américain à l'égard du gouvernement des Philippines... a été d'arrêter le cadre de l'administration insulaire ; de poser les règles à suivre dans les grandes questions de gouvernement telles qu'on les prévoit et qu'elles surgissent ; d'obtenir les meilleurs hommes, les plus capables comme fonctionnaires insulaires ; de distribuer et de définir les pouvoirs ; et alors de les rendre responsables de la conduite des autorités dans les îles avec aussi peu d'intervention de Washington que possible ». Voilà ce qu'on pourrait appeler une Constitution coloniale. Quels sont les résultats ? Le Ministre de la guerre nous l'indique : « Bien qu'ayant scrupuleusement adhéré à ce système et y ayant confirmé notre politique, les requêtes adressées au Département pour lui demander d'intervenir dans les affaires nombreuses et complexes à résoudre par les autorités insulaires ont été constantes et impératives. Le contact de civilisations opposées, de systèmes de lois et de procédure différentes, d'opinions divergentes a soulevé une série de questions difficiles qui demandaient une solution. Des faits nouveaux et des changements dans l'état de choses existant ont exigé l'interprétation et l'application de nos propres règles de politique et la rédaction de nouvelles ordonnances. Il a fallu concilier des idées divergentes relativement à l'étendue de l'autorité résultant de la distribution des pouvoirs. L'application de la loi d'occupation militaire à des droits et à des coutumes existant sous la rigueur de la législation espagnole et la procédure qui consiste à détruire des abus invétérés ont amené de

fréquents appels à la plus haute autorité qui, invoquant des principes de justice, ont réclamé un nouvel examen de l'administration métropolitaine. L'œuvre dont on était chargé avait pour but d'édifier une administration nouvelle sur un sol inconnu. Nous n'avions pas d'autres précédents que les simples et insignifiantes mesures provoquées par l'occupation de la Californie et du nouveau Mexique, il y a plus d'un demi-siècle, et il a fallu décider chaque question d'après ses mérites et créer des précédents pour l'avenir. Pour l'accomplissement de tous ces devoirs, les autorités de Washington ont dû se mettre au courant des conditions et des mesures prises par les autorités dans toutes les îles. Il a fallu les suivre pas à pas. Le Président et le Congrès ont demandé au Ministère de la guerre de les éclairer sur la façon dont fonctionnait l'administration des îles diverses; des milliers de demandes, visant une grande variété de sujets étaient adressées au Département de la guerre par le peuple des Etats-Unis. »

En raison de ces faits, le Ministre se crut justifié à créer une « division pour les affaires insulaires au Département de la guerre » qui accomplit à merveille, d'après le Ministre, les affaires dont est ailleurs chargé un Ministère des colonies. Il est curieux de voir que, malgré le désir évident de s'occuper le moins possible de l'administration coloniale à Washington, on a dû se résigner à créer, dans cette capitale, des rouages administratifs afin de venir à bout de la besogne.

Notre Institut trouvera intérêt, je crois, à suivre le développement de l'administration coloniale de Washington.

Dans un rapport du 30 octobre 1902, le chef du bureau des affaires insulaires consacre un chapitre au choix des

fonctionnaires. La politique du gouvernement consiste à faire les nominations en tenant compte du mérite des candidats et en se conformant à la loi qui donne la préférence d'abord aux citoyens des îles Philippines et ensuite aux soldats et aux marins des Etats-Unis qui ont quitté honorablement le service. Un séjour de deux ans au moins est obligatoire pour les employés qui ont été transférés des Etats-Unis aux Philippines.

Le colonel Clarence Edwards, le chef du bureau, insiste surtout sur la nécessité de prévenir le rapatriement trop rapide des fonctionnaires coloniaux, et il suggère de leur ouvrir les rangs de la bureaucratie aux Etats-Unis, avec certaines restrictions, après avoir servi pendant trois ans dans l'Archipel. On permet le transport des familles de ces employés vers ces îles pour autant que le service le permet. Il ajoute qu'il est nécessaire de prendre des précautions contre la nomination de personnes qui, par esprit d'aventure, seraient disposées à se faire nommer avec l'intention d'offrir leur démission après un court séjour dans la colonie.

Depuis la fondation du bureau, le Président des Etats-Unis lui a soumis 843 questions à traiter, 85 sénateurs 488 questions et 240 représentants au Congrès 601 questions. Il serait intéressant de comparer cette statistique avec celle des affaires traitées par les Ministères des colonies de nos différents pays.

Depuis notre dernière session, nous avons perdu M. Herzog, dont le concours nous fut si précieux dans la préparation des premiers travaux de l'Institut et dont nous avons tous apprécié l'amabilité dans les rapports que nous avons eu l'avantage d'avoir avec lui.

La mort a surtout fait des ravages parmi nos collègues des Pays-Pays. Pour la première fois, à cette session, nous n'entendrons pas s'élever la voix de M. Fransen van de Putte qui, encore à La Haye, il y a deux ans, impressionna l'Institut si vivement par sa vigueur et ses idées larges et claires. Comme un des fondateurs de l'Institut, il lui portait le plus grand intérêt et nous ne perdrons pas le souvenir de la mémoire de ce représentant si distingué des grandes traditions coloniales des Pays-Bas.

Dans la force de l'âge, M. Van Asch Van Wyck a succombé et a été enlevé, alors qu'il remplissait les fonctions importantes de Ministre des colonies. Il est mort à la tâche, regretté de tous ceux qui appréciaient la façon consciencieuse dont il s'acquittait de ses devoirs envers sa Souveraine, son pays et les colonies.

Nous avons perdu dans la personne du professeur Stokvis un hygiéniste distingué dont les études sur l'influence qu'exercent les tropiques sur les constitutions européennes avaient un mérite spécial.

Tout récemment un ancien associé néerlandais de notre Compagnie est décédé, M. Elout van Soeterwoude qui, dès sa jeunesse, s'était voué aux études coloniales sous la direction de son père, reconnu comme une des autorités les plus éminentes en tout ce qui concernait l'Archipel des Indes néerlandaises. Sa santé, si ébranlée, n'a pas permis au fils de réaliser ce que ses amis avaient cru pouvoir espérer après d'heureux débuts.

Nous rendons hommage à la mémoire de ces membres défunts auxquels je regrette de devoir encore ajouter le nom de M. Augusto de Carvalho, associé portugais qui, par sa collaboration très compétente, a pris part à nos travaux.

Avant de conclure, Messieurs, je me permettrai d'insister sur ce fait que, si nos travaux nous placent devant

des questions d'ordre matériel, ce n'est pas que nous n'ayons conscience qu'il y a des intérêts d'un ordre plus élevé, lesquels ont droit à notre plus vive sympathie, c'est à l'initiative féconde d'hommes qui se dépensent dans l'œuvre de régénération morale qu'il appartient en premier lieu de veiller à ce que ces intérêts spirituels soient reconnus.

Notre Institut apprécie les efforts de ceux qui, avec un désintéressement splendide, se vouent à ces grandes œuvres de bienfaisance.

Nous poursuivons un même but, celui d'améliorer le sort des populations des pays lointains.

Ce n'est qu'à condition d'accroître le bien-être moral et intellectuel des populations qu'on parvient à se créer des titres durables pour une prise de possession d'un bâtiment qui — sans cet échafaudage — finirait tôt ou tard par s'écrouler.

LORD REAY ajoute :

Messieurs, j'ai quelques communications à vous faire :

En premier lieu, Sa Majesté le Roi a gracieusement daigné inviter l'Institut à se trouver en corps au Palais de Buckingham, à 10 heures, jeudi soir. S. E. M. l'Ambassadeur de France, qui a bien voulu convier ses collègues à dîner pour ce jour, les prie de se trouver à l'ambassade à 7 heures $3/4$ très précises, au lieu de 8 heures $1/4$, comme le porte l'invitation.

Je vous propose d'ouvrir nos séances de jeudi et de vendredi à 10 heures du matin, de les interrompre à 1 heure, puis de nous retrouver ici à 2 $1/2$ heures. (*Adopté.*)

M. VON DER HEYDT. — Au commencement de l'année passée, nous avons eu le malheur de perdre notre regretté collègue, Son Excellence M. Carl Herzog, ancien Secrétaire d'Etat, membre effectif de notre Institut, et

vénéré doyen d'âge de ses membres allemands. Vous me permettrez, Messieurs, de vous tracer brièvement la carrière de cet homme éminent.

Fils d'un fonctionnaire subalterne, Carl Herzog naquit en 1827, à Brieg, en Silésie. Grâce à la prévoyance de son père, il reçut une éducation supérieure, et put, après des examens brillants, faire son cours de droit à l'université de Breslau. Ses études finies, il entra d'abord au département de la justice, puis passa à l'administration, où, chef du contentieux de la Présidence de Silésie, il attira l'attention de ses chefs par les vues larges et approfondies qu'il apportait au maniement industriel et commercial et à la solution des questions qui lui étaient soumises.

Cela lui valut l'entrée au ministère du commerce et de l'industrie, dont Delbrück était alors titulaire.

De cet éminent homme d'Etat, il devint dès lors le collaborateur le plus zélé.

En 1867, il représenta la Prusse en qualité de commissaire général à l'Exposition universelle de Paris; en 1871, il prit part, pour les questions commerciales, à la conclusion du traité de Francfort. En automne de la même année il fut promu directeur dans la Chancellerie de l'Empire et chargé d'organiser l'administration d'Alsace-Lorraine. Avoir pu concourir à l'organisation de l'université de Strasbourg, c'était pour lui le plus beau souvenir qu'il gardait de cette époque. Nommé en 1879 secrétaire d'Etat et chef de l'administration civile d'Alsace-Lorraine, il démissionna en 1880, ses vues politiques ne s'accordant pas avec celles du statshalter von Manteuffel.

C'est alors que Herzog, déchargé de tout devoir officiel et encore dans la force de l'âge, put enfin songer à réaliser un ancien projet favori : un grand voyage d'outre-mer devait élargir son horizon et lui procurer l'occasion de

voir de ses propres yeux et d'étudier sur place la complexité des problèmes qui se rattachent à la grande émigration allemande dans les pays lointains, problèmes qui ont donné le branle à ce qu'on appelle aujourd'hui le mouvement colonial.

Un voyage de deux ans, qui le conduisit dans l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, ne réalisa qu'une partie de ce programme. Rentré dans sa patrie, il résolut de consacrer le reste de sa vie à ces problèmes coloniaux dont ses voyages lui avaient permis d'entrevoir la signification pour l'Allemagne.

Il fut soutenu dans ses projets par son élection à la présidence du conseil d'administration de la Disconto Gesellschaft, une des plus grandes institutions de crédit en Allemagne, dont le directeur général, M. von Hausemann, partageait ses idées d'encourager un vaste déploiement colonial et transocéanique de l'Allemagne. Les deux amis s'entr'aiderent pour fonder la Compagnie de la Nouvelle-Guinée, dont M. Herzog devint le directeur-gérant, et pour organiser les entreprises de la Disconto Gesellschaft dans les colonies de Kamerun et de Sud-West Afrika.

Appelé au conseil des colonies, il compta bientôt parmi les plus éminents et les plus assidus travailleurs de cette assemblée. Il faisait partie aussi du conseil exécutif de la Société coloniale allemande et, *last not least*, de notre Institut international colonial, comme membre effectif. M. Herzog joignait à une érudition vaste et profonde, s'étendant à presque tous les domaines des connaissances humaines, la modestie et la bienveillance d'un vrai gentilhomme.

Il a bien mérité de sa patrie et bien mérité aussi des idées colonisatrices et civilisatrices qui n'appar-

tiennent pas à une seule nation, mais à l'humanité entière.

M. CAMILLE JANSSEN. — Qu'il me soit permis à mon tour de venir payer au nom de notre Compagnie un tribut de légitime hommage à la mémoire de notre regretté collègue, M. Herzog, avec lequel j'ai entretenu pendant plusieurs années une volumineuse correspondance sur toutes les questions mises à l'ordre du jour de nos débats. Vous n'ignorez pas qu'il avait été désigné comme membre allemand chargé de correspondre avec le bureau, et il apportait un soin exemplaire à remplir cette mission. Malgré les nombreuses occupations qui absorbaient son temps, il trouvait toujours le moyen de répondre sans retard aux demandes de renseignements qui lui étaient adressées, et tous les documents concernant les colonies allemandes qui ont trouvé place dans nos publications ont été réunis par ses soins ; j'ajouterai qu'il apportait une véritable coquetterie à ce que ces documents fussent présentés d'une manière claire, précise et complète, afin d'épargner tout travail supplémentaire à celui qui était chargé de les utiliser.

M. Herzog a encore pris une part active à nos travaux en rédigeant les rapports sur la main-d'œuvre, le contrat de travail et le louage d'ouvrage dans les colonies allemandes et celui sur l'organisation du Protectorat de la Compagnie de la Nouvelle-Guinée.

Malheureusement, dans ces dernières années, l'état précaire de sa santé l'a empêché d'assister à nos sessions, mais il continuait à suivre nos travaux avec la plus grande attention, et il ne cessait de s'en occuper — sa correspondance en fait foi — alors que la maladie l'avait déjà presque vaincu.

Cet ouvrier de la première heure a bien mérité de notre Compagnie, et je crois être ici l'organe de l'Institut en honorant tout particulièrement la mémoire de M. Herzog.

M. PIERSON. — Depuis notre dernière réunion, nous avons subi une perte inattendue et bien douloureuse en la personne de notre ancien président d'honneur, M. Fransen van de Putte. Il pourra vous sembler étrange que je parle d'une perte inattendue, lorsqu'il s'agit d'un homme tout près d'atteindre un âge qui, d'après le Psalmiste, n'est atteint que par les plus forts. Mais ceux d'entre vous qui l'ont connu n'en jugeront pas ainsi. M. Fransen van de Putte n'était un vieillard que par le nombre des années. Quelques semaines avant sa mort il prononça, dans notre Parlement, un discours plein de verve et d'entrain sur les questions coloniales. Sa voix avait faibli, mais non pas son éloquence, ni le vif intérêt qu'il portait au bonheur de ces populations orientales dont, comme Ministre des colonies, il avait tâché puissamment d'améliorer les conditions économiques. Notre ancien président a eu le rare avantage de rester jeune de cœur. Son esprit restait ouvert aux idées nouvelles pendant que son âge avançait. Sa conversation variée et la chaleur qu'il mettait dans l'expression de ses sentiments faisaient oublier qu'il était presque octogénaire. Aussi sa mort créa-t-elle un vide très sensible non seulement dans le cercle de sa famille, mais encore dans le monde politique des Pays-Bas.

Ce n'est pas par les sentiers battus que M. van de Putte est arrivé au pouvoir. Pendant dix ans il a navigué dans la marine marchande. Ensuite, il s'est établi aux Indes comme fabricant de sucre; il s'engagea, en outre, dans la direction d'une plantation de tabac qui eut un grand suc-

cès. C'est à son séjour de dix années dans l'île de Java qu'il devait sa connaissance approfondie des questions coloniales. Car M. van de Putte n'était pas un industriel comme un autre. Tout en plantant du sucre et du tabac, il faisait une étude sérieuse du caractère et des mœurs du peuple au milieu duquel il vivait et, en même temps, une critique sévère des institutions auxquelles ce peuple était soumis. Il lisait, et surtout observait et pensait beaucoup. Avant de retourner en Europe, il a fait un long voyage dans l'île de Java, dans le but d'augmenter ses connaissances et de les rendre plus solides. Cet ancien marin, dont les études scolaires avaient déjà cessé à sa quinzième année, avait un tel esprit d'examen et portait tant de méthode dans ses recherches qu'après un séjour de dix années à Java, à son retour dans sa patrie, il était l'un des hommes les mieux renseignés sur les problèmes coloniaux qui, à cette époque, agitaient les esprits en Hollande. Bientôt il fut élu membre du Parlement, où, par ses discours, il se fit une grande renommée. Quelques mois plus tard (février 1863), M. Thorbecke, chef du cabinet libéral, lui offrit la place de Ministre des colonies, qu'il accepta.

Il me serait difficile de vous donner un aperçu des idées que représentait M. van de Putte sans entrer dans beaucoup de détails. Voici cependant l'essentiel : La grande question qui, à ce moment-là, occupait l'opinion publique chez nous, était celle du travail agricole des indigènes à Java. Fallait-il renoncer au système introduit trente ans auparavant par le général Van den Bosch, en vertu duquel les agriculteurs étaient contraints de planter certains produits destinés au marché européen et de les livrer, soit directement aux agents du Gouvernement, soit à des industriels qui avaient fait un contrat avec lui ?

Quelles étaient les conséquences de ce système pour la population indigène? Pourrait-on le remplacer par un système de travail libre? Le parti conservateur, tout en admettant les défauts du régime existant, trouvait indispensable de le maintenir. Le travail libre dont les libéraux vantaient les avantages ne serait, après tout, qu'un travail obligatoire mal réglé, obtenu des chefs indigènes au moyen d'argent; bref, un système de corruption au profit de quelques entrepreneurs sans conscience.

C'est aux débats concernant cette question que M. Van de Putte se mêla. Il donna tort aux deux partis, reprochant aux conservateurs d'exagérer les difficultés que rencontrait le travail libre, mais en même temps reprochant aux libéraux de s'être contentés d'un examen superficiel et de ne pas se rendre compte des conditions qui doivent être remplies pour que le travail libre se réalise. La liberté du travail, disait-il, implique la liberté des travailleurs vis-à-vis de leurs chefs indigènes. Or, pour que ces chefs respectent les droits de la population qu'ils gouvernent, il est nécessaire qu'ils ne soient pas poussés à abuser de ces droits. Il faut que les chefs soient bien payés, que les pouvoirs qu'ils exercent n'aient rien de vague, rien d'incertain. Il faut, en outre, et ce n'est pas là le moins important, que d'une part les droits de la population, de l'autre les charges qui lui sont imposées soient bien définies. Dans les droits de propriété il ne doit y avoir rien de flottant (pour tout autant que les institutions populaires et religieuses le permettent) et que chacun sache ce qu'il doit au Gouvernement, afin que personne ne puisse abuser de son ignorance. Voilà le régime qui convient à toute nation; mais il est très difficile de l'introduire dans une population orientale. On peut y arriver tout de même en s'y appliquant avec énergie et avec

sagesse, et en ne s'arrêtant devant aucune barrière, pas même devant celle de la propriété collective du sol, en tantqu'elle existe dans les communes agricoles. Sans l'abolir, il faudra en rendre la conversion en propriété individuelle possible et facile. Le Javanais ne sera un homme libre dans le vrai sens du mot que lorsque ses droits seront clairement déterminés, qu'il ne sera plus exposé à la rapacité de ses chefs, y compris ses chefs communaux, peut-être les plus redoutables de tous. Ce but une fois atteint, l'agriculteur aura la certitude que ses épargnes, soit en argent, soit en bétail ou en terres, seront respectées, et son intérêt le poussera à tout travail bien rémunéré qui lui sera offert par des capitalistes européens. La corruption n'existera plus, parce qu'elle aura perdu le terrain où elle pouvait opérer auparavant.

Voilà, en termes très généraux, — mais que je ne saurais préciser sans vous occuper pendant des heures. — le programme que M. Fransen van de Putte s'est proposé de réaliser pendant son premier ministère.

Y a-t-il réussi? Un ministre réussit-il jamais à réaliser tout son programme! L'un de ses principaux projets de loi fut repoussé par la Chambre en 1866, ce qui entraîna la démission du cabinet. Cependant, au fur et à mesure que les idées libérales firent du progrès, celles de M. van de Putte ont pénétré dans notre législation coloniale; un grand nombre de réformes dont il avait pris l'initiative ont été accomplies; ce qui fait que l'ancien régime colonial, tel qu'il existait autrefois, n'existe plus.

En 1872, M. van de Putte est rentré au ministère; mais quelques mois après son avènement au pouvoir, une guerre a éclaté dans nos colonies — la triste guerre d'Atjeh — qui exigea de sa part un travail excessif et l'empêcha de donner toute son attention à l'achèvement

de l'œuvre réformatrice qui lui tenait tant à cœur. Il a changé le système douanier colonial en abrogeant les droits différentiels, tant sur l'importation que sur l'exportation, qui favorisaient l'industrie et le commerce des Pays-Bas ; dès lors, l'*Open door system* a été en vigueur aux Indes, et je suis heureux de pouvoir ajouter que ni notre commerce, ni notre industrie n'en ont souffert, celle-ci étant poussée à chercher des débouchés ailleurs, elle en a trouvé autant qu'il lui en fallait. Mais à cela ont dû se borner les réformes. A cette époque, M. van de Putte a fait preuve de qualités hors ligne comme administrateur. Prévoyant tout, donnant l'exemple d'une activité extraordinaire, empêchant tout retard dans l'expédition de troupes et de munitions de guerre, il a imprimé une grande vigueur à l'administration coloniale. Il a ainsi fortement contribué au succès de nos armes.

Durant la dernière partie de sa vie, M. van de Putte, comme membre du Parlement, d'abord dans la seconde Chambre, plus tard dans la première, a pris une part très active à nos affaires politiques. Mais quelles que fussent ses préoccupations, il avait les yeux principalement fixés sur les intérêts coloniaux, dont il se considérait comme le défenseur en titre. Il était toujours en alerte pour les protéger contre toute infraction, si minime qu'elle fût. Dès que les Indes étaient en cause, on le voyait sur le terrain prêt à attaquer quiconque y toucherait. Et combien les intérêts coloniaux des autres pays avaient toute sa sympathie, vous le savez, Messieurs, par la part qu'il a prise à la fondation de notre Institut et à ses travaux.

Je suis heureux, en ce moment, de rendre un hommage chaleureux et reconnaissant à sa mémoire. Je suis certain que tous ceux d'entre vous qui l'ont connu s'y joindront de grand cœur.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, après le beau discours que vous venez d'entendre, je n'aurai pas la prétention d'apporter devant vous de plus justes éloges : un discours nouveau ne semble pas nécessaire. Si j'ai tenu, cependant, à prononcer quelques mots, ce n'est pas pour louer davantage Fransen van de Putte, ce n'est pas pour dire en d'autres termes ce qui a été si parfaitement dit, c'est pour donner satisfaction à un désir de ma pensée, à un besoin de mon cœur et de mon amitié.

J'ai eu l'honneur de faire la connaissance de Franzen van de Putte au commencement de nos travaux, quand fut fondé cet Institut Colonial International par M. Van der Lith, décédé, Léon Say, mort également, Fransen van de Putte, dont la perte vient d'être déplorée, et moi. Nous avons travaillé ensemble, nous avons uni nos efforts, et nous avons jeté les bases sur lesquelles a été fondé et a grandi notre Institut. De nous quatre, ouvriers de la première heure, il ne reste plus que moi, et c'est là, Messieurs, une constatation que je ne puis faire sans un certain sentiment de mélancolie. En songeant aux pertes que nous avons subies et à la grandeur des hommes disparus, on se demanderait comment, privé de ces hommes, notre Institut pourrait encore durer et faire œuvre utile, si on ne sentait que c'est là un de ces organismes vivant comme la Nature elle-même et qui, comme elle, ne peuvent pas souffrir le manque de continuité ni le vide.

De M. van de Putte, comme homme d'Etat, comme Ministre des colonies, comme savant, nous conserverons toujours le souvenir, à cause de sa compétence et de son autorité, et comme homme, à cause de sa bonne grâce, de son indulgence, de sa bienveillance. Il fera toujours défaut à nos discussions, mais il fera encore plus défaut à notre amitié. C'est à cause de ce double sentiment que les

membres de l'Institut reporteront leur pensée vers l'un des fondateurs de l'Institut Colonial International. Mais c'est surtout à l'ami, à l'homme qui imposait par sa sagesse, qui charmait par sa bonté, qui entraînait par son enthousiasme, et cela jusque dans l'âge le plus avancé, c'est à lui que j'adresse un dernier adieu. J'ai tout lieu de penser que son souvenir se perpétuerait parmi les membres de l'Institut Colonial International, même si ces paroles n'avaient pas été prononcées, mais elles ne sont pas seulement, je le répète, un hommage rendu à sa mémoire, elles étaient pour moi un devoir et une joie.

M. J. FRANSEN VAN DE PUTTE. — Je tiens — en quelques paroles — à remercier l'Institut de l'hommage éclatant qu'il a rendu à la mémoire de mon cher père. Je tiens, en outre, à exprimer ma vive reconnaissance envers Lord Reay et M. Chailley-Bert de la manière dont ils ont interprété ses sentiments ; notre président aussi du choix qu'il a fait de la personne de M. Pierson pour rappeler brièvement sa vie et sa carrière.

Nul certainement dans cette enceinte n'était mieux qualifié que lui pour retracer en quelques lignes la vie publique de mon père, et pour faire ressortir ce qu'elle a valu pour les rapports internationaux des Pays-Bas, à cause de la haute compétence en matière coloniale de M. Pierson d'abord, ensuite du fait que, jeune encore, il s'est lancé d'enthousiasme dans la lutte que mon père avait entreprise contre un régime qui, sans doute, au début, a eu sa raison d'être et son côté utile, mais dont le maintien, vis-à-vis des idées nouvelles qui se sont fait jour, eût discrédité notre pays et eût fini peut-être par faire périr notre empire colonial.

Nul autre non plus n'était mieux qualifié que M. Pier-

son pour s'acquitter de la tâche que le bureau lui a imposée, par l'étroite amitié et l'estime réciproque qui ont uni ces deux hommes d'État.

Il ne m'appartient pas de renchérir sur le sujet que M. Pierson vient de traiter d'une manière aussi magistrale.

Je n'ai qu'une chose à ajouter. C'est que, si mon père, ainsi que tous les initiateurs, s'est attiré des antagonismes, voire des inimitiés acharnées, surtout dans les commencements de sa carrière publique, bien plus grand est le nombre de ceux qui l'ont vénéré et aimé, et dont il a su conquérir la sympathie.

Cette vénération et cette sympathie, l'Institut vient d'en rendre un témoignage qui, s'ajoutant à ceux dont la nation néerlandaise a honoré sa tombe, m'a remué profondément.

Mais de tous ceux qui ont entouré la vieillesse de mon père de leur affection, ce sont certainement ses plus proches, ceux qui vivaient dans son entourage immédiat et qui ont eu le bonheur d'être en contact journalier avec lui, ceux dont il a été le guide, le conseiller, le soutien, qui ont le mieux pu apprécier la noblesse et la grandeur de sa vie, et qui l'ont adoré le plus.

COMTE DE LIMBURG-STIRUM. — Parmi les pertes douloureuses que l'Institut Colonial International a eu à subir, il faudra compter la mort du Jonkheer F. A. J. van Asch van Wyck, Ministre des colonies de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, membre effectif de l'Institut.

Musset a dit, peut-être non sans raison, et en tout cas parlant de son temps : « La politique, hélas ! voilà notre misère » ; mais cette boutade ne pourrait s'appliquer à la bonne politique, à la politique dans le sens élevé du mot.

Et c'est à elle que M. van Asch van Wyck s'est voué durant toute sa vie. Encore adolescent, il se sentait attiré par la politique; c'est un fait assez caractéristique que souvent il avait parcouru les documents officiels du Parlement, avant que son père — qui était membre de la Seconde Chambre des Etats Généraux — eût eu l'occasion d'en prendre connaissance.

Quelques années après avoir acquis le grade de docteur en droit, il fut appelé à vaquer, comme député, aux affaires de son pays. En 1881, il fut élu membre de la Seconde Chambre des Etats Généraux. Comme il avait alors 32 ans, et qu'en Hollande l'âge de l'éligibilité est fixé à 30 ans, son élection prouve la confiance qu'on mettait déjà dans ses talents.

Il siégea au Parlement jusqu'en 1891. En outre il fut nommé bourgmestre (maire) de la ville d'Amersfoort en 1883; et depuis 1885 il faisait partie des Etats Provinciaux d'Utrecht. De plus, il fut élu en 1885 membre du conseil communal d'Amersfoort. Voilà une distinction qui échoit rarement à un maire d'une commune de quelque importance.

Nommé Gouverneur de la colonie de Suriname en 1891, il entra en fonction dans des circonstances très difficiles. Je ne fais que constater le fait, parce que temps et lieu ne permettent pas de s'étendre sur ce sujet. Au commencement, l'opinion publique dans la colonie ne lui fut pas favorable; mais bientôt il sut se gagner, par ses qualités d'esprit et de cœur, l'estime générale. Dans un article voué à sa mémoire, et écrit par quelqu'un qui apparemment a connu M. van Asch van Wyck comme Gouverneur de Suriname, les plus grands éloges sont rendus à la noblesse de son caractère, qui lui valut la coopération la plus cordiale de tout le monde. Son départ de Suriname

fut universellement regretté par les habitants ; et lorsqu'on apprit sa nomination comme Ministre des colonies, ce fut un jour de fête pour Suriname.

De retour en Hollande, sa popularité parut ne pas être diminuée. Bientôt, en 1896, il fut élu membre de la Première Chambre des Etats Généraux. Il s'établit à la Haye, où on le nomma, en 1898, membre du conseil communal. Cependant, en 1899 il reprit ses fonctions comme bourgmestre d'Amersfoort. Cette nomination, faite sur la prière des habitants de cette ville, démontre clairement — vu le caractère changeant de l'opinion publique — la haute estime dont il s'est rendu digne.

Après les élections de 1891, M. van Asch van Wyck fut appelé par Sa Majesté la Reine Wilhelmine — que Dieu préserve ! — à se charger du Ministère des colonies.

Dans les circonstances données, un meilleur choix n'aurait pu être fait. M. van Asch van Wyck avait montré depuis longtemps un grand intérêt pour les colonies, et avait étudié les questions coloniales avec beaucoup d'assiduité.

Hélas ! il ne lui a été donné de défendre le budget des colonies qu'une fois. A cette époque, déjà, il souffrait du mal qui le minait, et qui, en moins d'un an, devait le mener au tombeau.

Cependant il a lutté jusqu'au bout. Nonobstant l'état chancelant de sa santé, il a accompli sa lourde tâche consciencieusement et avec beaucoup de zèle. Un membre du Parlement hollandais, M. Fock, un juge compétent en matière coloniale — n'appartenant pas au parti ministériel — a dit de M. van Asch van Wyck, non pas après sa mort, mais de son vivant, qu'il avait défendu son premier budget avec grand succès, et que dans la suite on pouvait lui remettre avec confiance la gestion des affaires. Dans

la bouche d'un adversaire, ces mots valent plus qu'un vain compliment — ils sont un éloge.

La mort a des rigueurs à nulle autre pareilles !

Au milieu de sa tâche, M. van Asch van Wyck fut appelé à une vie meilleure. Après de longues et cruelles souffrances, il succomba le 9 septembre 1902.

Quoi qu'on ne puisse lui appliquer le mot de Lord Byron : *Whom the Gods love die young*, on peut cependant dire de lui qu'il a été enlevé dans la force de l'âge : à un âge où on pouvait encore attendre beaucoup de lui, et au moment où il occupait une position qui lui aurait fourni l'occasion de déployer tous ses talents.

M. van Asch van Wyck était un homme très doué, laborieux et consciencieux ; il savait approfondir une question et s'approprier la matière qu'il avait pénétrée.

Mais ce qui l'honore le plus, c'est l'estime qu'il a su conquérir.

Un biographe a dit de lui :

« L'estime générale qu'il a su inspirer, sans jamais la rechercher, est très remarquable ; sa dignité courtoise lui a valu la considération de tous, et après sa mort, même ses adversaires ont tenu à rendre hommage à ses grandes qualités. »

Sa mort fut une grande perte.

Le Ministre de l'intérieur, M. le Dr Kuyper, l'a très bien exprimé, lorsqu'il a annoncé dans la Seconde Chambre la mort de son collègue, en disant :

« C'est avec émotion que je fais part à l'assemblée de la mort du Ministre des colonies, décédé ce matin. Ce n'est pas à nous, ses collègues, de chanter ici ses louanges. Cependant, je tiens à dire que Sa Majesté la Reine perd en lui un serviteur fidèle, la patrie un homme d'Etat zélé et dévoué, les Ministres un collègue très estimé, qui

tenait dans notre cœur la place d'un qui nous était cher ».

Je suis convaincu, Messieurs, que le souvenir de M. van Asch van Wyck survivra encore longtemps parmi les membres de l'Institut Colonial International.

M. CAMILLE JANSSEN. — M. Tito Augusto de Cavalho, membre associé pour le Portugal, est décédé le 21 mars 1902; il faisait partie depuis l'année 1878 de l'administration supérieure de la marine et des colonies et était des plus compétent dans toutes les questions coloniales concernant les colonies portugaises; c'était en outre un écrivain de grand mérite qui a publié de nombreuses monographies dans plusieurs journaux, revues et encyclopédies portugais. Son extrême modestie était proverbiale à Lisbonne et il a rendu de signalés services à notre Institut en fournissant à différentes reprises des renseignements intéressants, notamment sur la question des chemins de fer aux colonies et dans les pays neufs.

M. le docteur Stokvis, membre associé pour les Pays-Bas, est décédé le 29 septembre 1902. Professeur à l'Université d'Amsterdam et spécialiste en matière d'hygiène tropicale, il a collaboré à nos travaux en rédigeant un rapport sur la colonisation et l'hygiène tropicale qui a été publié dans le compte-rendu de la séance tenue à La Haye en 1905, et en prenant part à la discussion de cette question.

Présentation de l'état des comptes pour les années 1901 et 1902

M. CAMILLE JANSSEN. — Lors de la dernière séance tenue à La Haye en 1901, nous vous avons fait savoir que le boni de l'année 1900 ne s'élevait qu'à la somme de fr. 176.57 et que même il n'était que fictif, alors que

nous restions débiteurs d'une somme de fr. 5,637.50 soldée depuis sur le budget de 1901. Malgré cette situation précaire et bien que nous ayons publié un volume sur le Régime foncier et le compte-rendu de la session, le budget de cette année s'est clôturé par un boni de fr. 5,612.72, grâce à des économies réalisées sur tous les articles du budget.

Nous sommes en conséquence entrés dans la période financière de 1902 dans de bonnes conditions. Pendant cet exercice, nous avons publié le tome V sur le Régime foncier comprenant les colonies anglaises et le tome I^{er} sur le Régime minier aux colonies comprenant les Indes Orientales néerlandaises et les trois Guyanes, publications qui ont exigé des dépenses relativement élevées de traduction ayant quelque peu dépassé les prévisions, mais qui ont été soldées par les économies réalisées sur d'autres postes par décision du bureau.

Nous concluons en disant que les comptes de 1902 ont été clôturés par un boni de fr. 6,819.32, dont il faut déduire une somme de fr. 2,689.62 payée à l'imprimeur en 1903 seulement.

Nous prions l'assemblée de vouloir bien, conformément à l'article 65 du règlement, désigner deux membres chargés de faire un rapport sur l'état des comptes.

LORD REAY. — Je vous propose de désigner pour la vérification des comptes MM. A. Girault et Van Hasselt.
— (*Adopté.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous prions MM. Girault et van Hasselt de vouloir bien faire le rapport demandé.

M. GIRAULT. — Je pense, Monsieur le Président, que ce rapport pourrait être renvoyé à la fin de la session.

— Cette proposition est approuvée.

Prévisions financières pour l'exercice 1903 et 1904

M. CAMILLE JANSSEN. — Nous espérons que, conformément à ce qui s'est passé les années précédentes, nous pourrons, grâce à de strictes économies, faire face à toutes nos dépenses à l'aide de nos revenus ordinaires, si les gouvernements qui s'intéressent à nos travaux veulent bien nous aider, comme ils l'ont fait précédemment, afin de pouvoir continuer nos publications. Le tome II sur le Régime foncier vient de paraître ; nous publierons sous peu le compte-rendu de la présente session et nous comptons publier cette année encore le tome III sur le Régime minier, comprenant la législation en vigueur dans la colonie du Cap de Bonne-Espérance, de Sierra-Leone, dans l'Etat Indépendant du Congo, au Canada et dans toutes les colonies allemandes ; tous les documents sont en notre possession et déjà traduits. Nous aurons toutefois à faire face à quelques dépenses extraordinaires pour solder les frais de la présente session de Londres, la traduction des documents et la publication des six rapports préliminaires qui vous ont été adressés.

Quant aux prévisions du budget de 1903 et 1904, nous vous proposons de suivre les règles admises antérieurement et de prendre pour base les chiffres déjà admis l'année précédente, auxquels de légères modifications pourront être apportées par le bureau selon les circonstances. — (*Adopté.*)

Nous ne pourrions terminer ce court exposé sans remercier nos collègues de Russie de nous avoir fait obtenir de leur gouvernement, grâce à leurs instances répétées, non seulement la continuation du subside annuel de 2,000 francs, mais encore d'être parvenus à nous faire verser le montant des arriérés, et nous ferons un nouvel

appel au concours de tous nos collègues que nous avons le plaisir de voir réunis en plus grand nombre que jamais à cette session de Londres pour qu'ils usent et abusent même de leur influence auprès de leurs gouvernements respectifs, afin que ceux-ci nous accordent au moins les subventions qui nous ont été octroyées antérieurement. Nous croyons que l'Institut Colonial International a fait œuvre d'utilité en publiant depuis son origine vingt-trois volumes sur les questions les plus importantes du domaine colonial, que les dépenses faites ont été bien employées et que son œuvre mérite d'être soutenue et encouragée.

LORD REAY. — J'ai à donner quelques renseignements sur ce que nous devons faire.

Nous avons parlé de nos travaux pour aujourd'hui, jeudi et vendredi, mais il n'a pas été question de la journée de demain. Demain, comme vous le savez, est un grand jour en Angleterre. C'est le *dies non*, pour ainsi dire, où chacun peut faire ce qu'il veut, et nous avons prévu que nombre de savants et d'hommes éminents de cette assemblée voudraient peut-être voir le Derby, la grande fête de l'année; nous avons pensé aussi que ceux qui ne voudraient pas y aller passeraient peut-être une bonne journée à Londres, où il y a tout de même certaines choses intéressantes à voir, ou qu'ils iraient voir des amis à la campagne, ou qu'ils occuperaient leur temps d'une autre façon quelconque, soit même à préparer certains discours pour jeudi.

La parole est à sir Hubert Jerningham, qui a, je crois, une proposition intéressante à faire à ce sujet.

SIR HUBERT JERNINGHAM. — Ce que j'ai à vous dire, Messieurs, c'est que, dans les démarches que j'ai faites pour satisfaire ceux qui s'intéressent au Derby, je

n'ai pu obtenir qu'une seule loge ; toutes les autres loges étaient déjà prises. Mais j'ai obtenu une très bonne loge, dans laquelle on peut caser douze personnes. Je dirai plutôt qu'on peut y placer onze membres, car je tiens à conserver une de ces places pour avoir le plaisir de conduire ceux de mes collègues qui voudront bien m'accompagner.

Maintenant, la grande difficulté est celle-ci. La popularité de notre réunion à Londres est indiquée par le grand nombre de membres qui sont venus pendant cette même semaine, sachant que mercredi serait un jour où l'on ne travaillerait pas. C'est à cette circonstance que j'attribue beaucoup la popularité de la session de notre Institut cette semaine-ci. La grande difficulté, dis-je, est de faire entrer onze ou douze personnes seulement dans une loge, alors que nous sommes quarante-deux. La grande question est de savoir si nous devons choisir ceux qui pourront entrer dans la loge par rang d'ancienneté, par rang de préséance ou autrement. En tout cas, c'est à vous de délibérer et de savoir ce que vous voulez faire. Mais d'abord, je demande à ceux qui ne veulent pas faire partie des douze de ne pas donner leurs noms au secrétaire général et les onze premiers sur la liste pourraient venir avec moi demain.

Messieurs, telles sont, les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons pour assister à la journée du Derby.

Je dois ajouter que j'ai fait retenir deux compartiments de chemin de fer dans le train de midi pour ceux qui iront au Derby, et je les prie d'être très ponctuels à la gare, parce qu'il y aura foule. Et puis, chose également intéressante, j'ai veillé à ce que nous ne mourions pas de faim.

M. JANSSEN. — Messieurs, je crois que le moyen de tourner la difficulté dont a parlé sir Hubert Jerningham ne serait pas de prier les membres qui désirent se rendre au Derby de se faire tout d'abord inscrire, parce que nous serions peut-être envahis ici au bureau. Je proposerai plutôt de demander aux membres qui désirent aller au Derby d'inscrire leur nom sur un bulletin et alors, à l'aide de ces bulletins, de procéder par voie de tirage au sort à l'élimination des membres pour lesquels il n'y a pas de place. Nous ne pouvons pas, Messieurs, dans cette compagnie et en pareille circonstance, tenir compte soit de l'ancienneté, soit des préséances. Nous sommes tous égaux devant.... le Derby.

— La proposition est acceptée.

M. LE PRÉSIDENT. — Je demande que ceux qui désirent aller au Derby veuillent bien mettre leur nom sur un morceau de papier. Nous mettrons ces noms dans un chapeau, nous tirerons onze noms, puisque nous n'avons qu'onze places disponibles, et ce sont ceux-là qui auront le plaisir d'accompagner sir Hubert Jerningham. (On procède au tirage au sort.)

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, l'ordre du jour porte en première ligne « le régime foncier aux colonies ». Je donne la parole au professeur Anton, pour qu'il puisse présenter ses explications sur son rapport.

M. ANTON. — Les rapports entre l'homme et le sol constituent un fait historique des plus importants. Ils ont une signification toute particulière dans un pays neuf. Tandis que dans les pays de vieille civilisation ils ont pris avec le temps une forme définitive, dans les pays neufs ils se trouvent encore soumis à des transformations. En profitant de l'expérience acquise par sa propre histoire,

la mère-patrie peut influencer leur formation de telle façon que des expériences fâcheuses soient épargnées au pays jeune, et que son développement économique, social et politique soit dirigé de la façon la plus heureuse.

Lorsque notre Institut colonial décida de publier les documents concernant le régime foncier aux colonies, il avait pour but d'étudier de près cette influence des peuples colonisateurs sur les rapports avec le sol et de réunir les documents officiels s'y rapportant. Tenant compte de la complication extraordinaire du problème et de l'immense quantité de matériaux à analyser, notre Institut prit tout d'abord le parti de ne considérer que les colonies dont le sol est principalement exploité par la population indigène, mais dans lesquelles il y a toutefois assez de terres libres pour qu'à côté de la culture des indigènes il puisse y avoir, une culture des colons avec ou sans le secours de la main-d'œuvre indigène.

Je vous ai déjà dit à une de nos sessions antérieures, et je ne veux pas le répéter ici, de quelle manière ont été réunis les documents publiés dans nos cinq volumes sur le régime foncier.

Mais je ne puis m'empêcher de mentionner que notre Institut a la plus grande obligation aux savants et aux fonctionnaires qui ont pris part à ces travaux. Je ne citerai toutefois que deux noms : nous devons l'excellente collection relative aux Indes néerlandaises et les documents se rapportant à l'Inde anglaise à nos deux collègues MM. vander Lith et Baden Powell, dont la mort a été une perte si lourde pour leurs patries et pour la science. L'Institut ne cessera jamais d'honorer leur mémoire.

C'est à moi que vous avez confié, à notre session de Berlin, la tâche de faire un rapport sur les matériaux qui nous seraient fournis. Etant donnée la valeur très inégale

de ces documents, je me persuadai bientôt que ce serait rendre aux lecteurs de notre publication un fort mauvais service de ne leur offrir que des réflexions générales sur les lois et les arrêtés qui nous furent communiqués. Je me vis donc obligé tout d'abord de me procurer, par une étude complémentaire, les données préalables absolument nécessaires pour pouvoir juger les questions nombreuses qui restaient ouvertes. Au fur et à mesure que je pénétrais ainsi dans le problème, je me rendais compte que, pour m'acquitter de ma tâche, ce n'est pas un seul rapport que je devais vous faire, mais plusieurs. Voilà pourquoi je vous ai soumis dans nos sessions antérieures mes trois rapports sur le régime foncier à Java, dans l'Etat du Congo et dans les colonies françaises, et pourquoi j'ai remis, avant notre session actuelle, mon rapport spécial sur celles des colonies anglaises auxquelles se rapporte le cinquième volume de notre publication paru en automne 1902.

Tandis que ces quatre rapports spéciaux sont destinés à faciliter l'étude de notre grande publication sur le Régime foncier, il ne peut être question dans mon exposé d'aujourd'hui que d'une introduction à nos débats. S'il en est ainsi, je crois bien faire en choisissant dans les résultats de mes recherches quelques faits qui me paraissent particulièrement propres à ouvrir la discussion. Mais, tenant compte de notre ordre du jour, vous m'approuverez certainement si je m'impose en cela la plus grande concision, si je donne plutôt des indications que des explications détaillées, et si je ne sou mets à votre discussion éventuelle que trois questions : la manière de traiter les terres des indigènes, la mise en valeur des terres domaniales dans les colonies tropicales, et l'introduction dans celles-ci du *Torrens-Act*.

Tandis que dans les temps passés on ne voyait dans les colonies qu'un objet d'exploitation au bénéfice des métropoles, on s'accorde aujourd'hui à considérer que l'Etat colonisateur doit avoir en vue tout d'abord les intérêts de la colonie, et on assigne comme but idéal à la politique coloniale moderne le relèvement et l'éducation des races inférieures. Jusqu'à quel point, avec quelle rapidité, sous quelles restrictions l'assimilation des indigènes doit-elle être poursuivie d'après l'idéal national de civilisation des peuples colonisateurs ? Certes, on ne peut répondre à ces questions d'une manière générale, elles doivent, dans chaque cas, être étudiées avec soin ; les réponses seront différentes suivant les différentes données. Tout ce qu'on peut dire généralement c'est que les peuples colonisateurs y procèdent aujourd'hui avec retenue et précaution, et qu'ils tendent beaucoup plus à ménager et à développer les institutions et les usages qu'ils ont trouvés, qu'à les écarter sans distinction et à les remplacer par les leurs.

Dans le domaine du régime foncier, qui nous occupe ici, nous retrouvons particulièrement cette conception moderne dans le double effort de retirer du libre marché les terres des indigènes, et de conserver et développer leurs propres cultures. Dans les conditions les plus diverses l'expérience a uniformément enseigné que l'introduction des institutions économiques des peuples colonisateurs ne conduisait, dans un bref délai, qu'à un triste résultat : l'exploitation usuraire de la légèreté et de l'inexpérience des indigènes, à moins qu'en même temps ces derniers ne fussent entravés par des limites mises à la libre disposition de leurs terres. Il ressort de là que l'Etat colonisateur doit absolument, en faveur des indigènes, mettre un frein au besoin d'acquisition des colons, et

assumer lui-même des devoirs étendus ou les imposer aux colons en vue du développement de ses nouveaux sujets indigènes. Il le fait en prenant des mesures qui répondent au desideratum de mes deux premières thèses, que je formule ainsi :

1° Toutes les terres destinées aux indigènes doivent être réservées comme telles et exceptées de la liberté des transactions.

2° Les cultures des indigènes et leurs méthodes de travail doivent être développées d'une façon rationnelle ; il y a lieu éventuellement d'en introduire de nouvelles en faisant connaître aux indigènes les plantes appropriées et en les initiant au travail nécessaire à leur culture.

J'arrive au second des objets que je soumets à la discussion.

Une distinction usuelle, simple en théorie, mais souvent bien moins commode à réaliser en pratique, distingue les terres occupées par les indigènes de celles dont ils ne s'occupent pas. Ces dernières terres ont différents noms : ce sont les terres incultes, désertes, inoccupées, sans propriétaire ou « nullius », et elles sont, soit immédiatement, soit au bout de quelque temps, occupées par l'Etat colonisateur comme domaines, ou terres de la Couronne. La question est maintenant de savoir quelle est la meilleure manière de mettre ces terres domaniales en valeur.

Ce qui saute aux yeux tout d'abord, c'est que les conditions de la mise en valeur différeront d'une colonie à l'autre. Une des différences les plus évidentes est celle qui existe entre une colonie agricole de climat tempéré et de date récente, et une colonie tropicale. Tandis que pour la première il s'agit de satisfaire aux besoins d'une immigra-

tion qui se renouvelle journellement, il ne peut être question pour la seconde d'une pareille immigration.

La conclusion à tirer de ce fait pour les colonies agricoles est que les terres domaniales doivent être mises à la disposition des immigrants. Ceci a lieu tant au profit des intérêts individuels des colons que des intérêts généraux, par exemple par le système d'échiquier des Etats-Unis du Nord de l'Amérique.

Par contre, dans les pays tropicaux qui ont été l'objet principal de nos recherches, et qui sont les seuls que j'aie en vue ici, l'Européen qui immigre ne veut généralement pas se fixer d'une manière permanente ; le climat ne lui permet pas cette communion intime avec le sol qui, dans les colonies agricoles, lui procure le sentiment d'une nouvelle patrie. Si dans ces dernières le travail corporel des colons, rendu possible par le climat, occupe la première place, par contre, dans les premières, c'est son capital et l'emploi rationnel de ce capital qui jouent le rôle principal. Celui qui immigre dans les tropiques veut, à l'aide de capitaux, exploiter les trésors du sol tropical soit comme chef de sa propre exploitation, soit comme membre d'une entreprise.

Une fois enrichi, il désire retourner dans la mère-patrie, pour y jouir de ce qu'il a acquis. C'est parce que le climat exclut la colonisation en masse qu'il doit y avoir ici d'autres règles pour la mise en valeur des terres domaniales.

Nous devons distinguer les colonies tropicales déjà développées de celles qui ne le sont pas encore. Dans ce dernier cas, il s'agit de remplacer par quelque chose d'équivalent le facteur qui, dans les pays agricoles de climat tempéré, occasionne la mise en valeur du pays par suite de la colonisation en masse. Une force qui de nos jours peut obtenir ici des résultats analogues, c'est le grand

capital. En effet, nous voyons aujourd'hui (je n'ai qu'à rappeler le Congo français ou le Cameroun allemand) le grand capital dans le rôle de pionnier de la civilisation et de l'expansion coloniale. Sans aucun doute, ces grandes Sociétés coloniales, auxquelles ont été octroyées d'énormes concessions de terrains dans l'intérieur d'un continent encore presque inconnu, peuvent faire progresser leurs territoires beaucoup plus vite que cela ne pourrait avoir lieu sans elles, pourvu que le pouvoir de l'Etat sache donner à leur activité la direction voulue dans l'intérêt de l'ensemble.

Par contre, il en est autrement là où la première phase d'ouverture du pays est déjà révolue, et où la population indigène est assez dense et relativement élevée dans l'échelle de la civilisation, comme par exemple dans la colonie hollandaise de Java : là, au lieu des immenses concessions destinées à ouvrir des pays nouveaux, on a des concessions moindres, qui permettent l'exploitation capitaliste aux planteurs individuels ou aux Sociétés de plantation.

On sait qu'une conception moderne qui a pour la but nationalisation du sol, voudrait, dans l'utilisation du domaine colonial, remplacer le capital privé par l'action de l'Etat et des communes. Nous avons deux essais très intéressants d'une action semblable de l'Etat, l'un dans le passé dans la colonie déjà développée de Java, et l'autre dans l'Etat du Congo encore tout au début de son développement. Quoiqu'on puisse en penser, on peut toujours, d'après moi, en déduire cette leçon que, dans l'exploitation des colonies tropicales, l'Etat peut obtenir les mêmes résultats que le capital privé, et que l'exploitation par l'Etat peut rendre les plus grands services à la colonie et à sa population

si elle se propose le relèvement de la colonie, et non pas l'enrichissement de la métropole.

Maintenant, qu'on abandonne l'exploitation des terres domaniales des tropiques exclusivement au capital privé, ou qu'à côté de celui-ci on considère l'exploitation par l'Etat comme également désirable, il sera toujours pratique que l'Etat ne concède pas les domaines à perpétuité, mais qu'il choisisse des formes de transfert qui lui réservent, à lui ou aux communes, la propriété des terres domaniales. Ceci me paraît surtout important dans les pays dont la population indigène est fort dense et augmente rapidement. Et en effet, à Java, nous voyons que les terres domaniales ne deviennent pas la propriété des planteurs ; d'après la législation hollando-indienne, ces terres ne leur sont données qu'à bail emphytéotique pour soixante-quinze années. En agissant ainsi à Java, l'Etat procède sagement, et mérite qu'on l'imite ; il concilie également les intérêts du présent avec ceux de l'avenir en se réservant la possibilité, à la fin du bail, de disposer des terres domaniales de la manière qui lui paraîtra la plus appropriée au bien-être général, et en même temps il a l'avantage de gagner lui-même l'augmentation éventuelle de la valeur du sol qui aura pu se produire pendant ce temps.

De ce que j'ai dit, je déduis de la manière suivante ma troisième et ma quatrième thèse :

3° Ce n'est pas exclusivement le capital privé qui constitue le facteur le plus approprié pour la mise en valeur des terres de la Couronne dans les régions tropicales ; l'Etat et les communes peuvent également s'y employer avec plein succès.

4° Les terres de la Couronne dans les régions tropicales ne doivent pas être cédées aux sociétés et aux particuliers

en pleine propriété, mais en jouissance temporaire seulement.

De l'utilisation des terres domaniales je passe maintenant à la dernière de mes questions : y a-t-il lieu de recommander l'introduction du Torrens-Act dans les colonies tropicales ?

Je vous ai déjà dépeint le droit foncier du Torrens-Act lorsque dans mes rapports spéciaux je traitais du régime foncier dans l'Etat du Congo et en Tunisie. Comme vous le savez tous, le Torrens-Act répond surtout aux exigences que l'aliénation des propriétés et le crédit foncier ont vis-à-vis du droit immobilier. Une condition préalable des transactions foncières est la possibilité de reconnaître avec certitude la situation juridique des biens fonds. Ce n'est que lorsqu'on peut savoir avec certitude quel est le propriétaire réel d'un bien-fonds, quels sont les droits que d'autres personnes ont déjà sur lui, et dans quel ordre ils se suivent, que l'achat de propriétés foncières et les prêts d'argent sur elles peuvent se faire avec facilité et promptement. Le droit foncier des peuples civilisés ne tient nullement, dans tous les pays, un compte égal de ce besoin de pouvoir reconnaître avec sûreté la situation juridique des biens-fonds. Sous ce rapport le droit allemand fait plus que les autres, en prescrivant l'enregistrement dans les livres publics non seulement de l'acquisition de droits hypothécaires sur des biens-fonds, mais aussi de l'acquisition de la propriété elle-même et d'autres droits réels, institution inconnue au droit romain et qui, avec le temps, a atteint un très grand perfectionnement, rendant possible la plus parfaite utilisation du crédit foncier.

C'est une adaptation intelligente de ce droit allemand aux nécessités coloniales, et nullement une nouvelle invention, comme du reste Sir Robert Torrens l'a dit lui-

même, que le Torrens-Act. La possibilité de transférer et d'hypothéquer le sol colonial est grandement facilitée par lui.

C'est dans l'Australie Méridionale, que le Torrens-Act a pris naissance en 1855 ; cette colonie n'a pas un climat tropical : c'est une colonie agricole de climat tempéré et de date récente. Le Torrens-Act convient particulièrement à une semblable colonie. Car ici la propriété foncière est soumise à des conditions économiques particulières. Instrument principal de la richesse publique, elle est l'objet d'échanges continuels. Pour répondre aux besoins d'une immigration qui se renouvelle journellement, le transfert des propriétés doit être sûr et facile. Là se trouve le meilleur moyen de favoriser l'augmentation de la population et de donner libre cours à cet esprit d'entreprise qui caractérise les colonies prospères. Plus une propriété change souvent de propriétaire, plus vite elle arrivera entre les mains de ceux qui sont les plus aptes à la rendre fertile.

Ces idées, qui rendent l'esprit du Torrens-Act, le justifient pour de jeunes colonies agricoles de climat tempéré, en ce qui concerne les propriétés qui passent dans la possession des colons ; mais justifient-elles également son application aux pays tropicaux ?

On ne peut répondre à cette question d'une manière générale. Il y a des colonies tropicales anciennes, et il y en a de nouvelles, et nous avons aussi à faire la différence entre les divers genres de propriétés qui s'y trouvent.

Dans de jeunes colonies tropicales, comme par exemple dans l'État du Congo, avec une population indigène relativement clairsemée et peu civilisée, la politique se trouve pour ainsi dire devant une « table rase », et on comprend

qu'elle dote dès l'origine la colonie du droit foncier le plus parfait. Car quoique dans ces régions tropicales il ne puisse être question d'une immigration se renouvelant tous les jours, l'intérêt qu'ont les planteurs à ce que le crédit foncier leur soit facilité n'est pas moins grand que celui qu'y ont les colons agricoles en climat tempéré. Naturellement, étant donnée la civilisation très rudimentaire des indigènes, le Torrens-Act ne pourra dans les premiers temps s'appliquer qu'aux propriétés foncières des Européens, en d'autres termes aux propriétés qui ont passé des domaines de la Couronne dans la possession d'Européens, et à celles qui, avec le consentement des autorités, passent de la possession des indigènes dans celle des colons.

La question de l'introduction du Torrens-Act se pose autrement dans les colonies anciennes en pays tropicaux, qui ont une population indigène dense et d'une civilisation relativement élevée, comme par exemple à Java. Ici la politique ne se trouve pas devant une « table rase », mais il s'agit de savoir s'il y a lieu de remplacer par le Torrens-Act un droit foncier déjà existant et entré dans les mœurs. La réponse dépendra tout d'abord de la valeur du droit foncier existant. Si celui-ci n'est pas entaché de défauts considérables, on préférera naturellement éviter les frais de la réforme. Dans le cas contraire on penchera vers cette réforme, sans toutefois pouvoir prétendre que toute espèce de propriété foncière doive être placée sous ce régime.

Car le contact de tous les peuples à demi-civilisés avec les institutions des nouveaux arrivés, qui ont grandi dans une âpre lutte de concurrence, peut avoir deux résultats différents. Au lieu de conduire au progrès des indigènes, il peut occasionner leur ruine. Appliquer le droit foncier

du Torrens-Act à toutes propriétés foncières indistinctement voudrait dire qu'il s'appliquerait également à ceux des indigènes qui ne sont pas encore à sa hauteur, et qui pourraient se ruiner par des cessions ou des hypothèques irréfléchies de leur propriétés. Il s'en suit que, si tant est que l'on veuille introduire le Torrens-Act pour ce qui concerne les propriétés des indigènes, il faudra que ce soit tout au plus à titre facultatif, et on devra veiller en même temps à ce que l'indigène qui veut placer ses propriétés sous ce régime le fasse volontairement et surtout sans être influencé par son créancier. Par contre, le Torrens-Act pourrait être appliqué d'une manière obligatoire aux transferts de terres domaniales, et de celles qui, avec le consentement des autorités, passent de la possession des indigènes dans celles des colons.

Mais il ne faut jamais s'attendre à ce que l'introduction du Torrens-Act dans les pays tropicaux fournisse à elle seule aux propriétaires du sol le crédit foncier nécessaire. La sûreté des hypothèques et la facilité de réalisation des propriétés hypothéquées, telles que les institue ce droit foncier, ne procure pas encore au propriétaire du sol les prêts, non passibles de dénonciation et amortissables, dont il a besoin avant tout. Même la propriété qui pourrait en droit être hypothéquée le plus facilement ne servira guère à son propriétaire s'il ne se trouve personne qui veuille faire un prêt sur elle à des conditions convenables. La réforme en question ne pourrait donner tous ses bons effets dans les pays tropicaux que s'il y avait déjà des sources de crédit convenables pour les propriétaires du sol, ou bien si de semblables institutions étaient créées en même temps d'une façon pratique.

De tout cela, je déduis mes deux dernières thèses :

5° Pour la colonisation nouvelle de régions tropicales,

l'Acte Torrens est, de toutes, la meilleure forme de constatation du droit immobilier ; par contre, sa substitution à un système de droit immobilier existant dépend de la valeur de celui-ci.

6° Le droit immobilier, si excellent qu'il soit, ne suffit pas à créer une situation saine de l'agriculture ; il faut avant tout qu'à côté de lui fonctionne un crédit foncier colonial approprié.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est trop tard pour commencer la discussion du rapport de M. Anton maintenant. Je propose de la fixer à la séance de cet après-midi et de prendre thèse par thèse pour que cette discussion soit régulière.

— La séance est levée à 1 heure.

Deuxième Séance du 26 mai. — Après-midi.

— La séance est ouverte à 2 1/2 heures.

M. LE PRÉSIDENT. — La discussion est ouverte sur la thèse n° 1 du rapport de M. le professeur Anton.

La parole est à M. Janssen.

M. CAM. JANSSEN. — Dans un rapport sur le Régime foncier dans les colonies anglaises, notre collègue M. Anton dit : « Qu'il me soit permis de faire remarquer que je ne suis responsable ni du choix, ni du groupement, ni de la valeur des documents publiés dans le tome V sur le Régime foncier dans les colonies anglaises. » Je crois devoir déclarer que j'assume la responsabilité du choix parmi ceux des documents qui ont été gracieusement mis à la disposition de l'Institut par le Colonial Office de Londres. Nous n'avons éliminé que les documents relatifs aux Straits Settlements, et à l'île de Ceylan, d'abord parce qu'ils étaient trop volumineux et que non seulement leur traduction eût occasionné des frais considérables, mais parce que leur publication eût nécessité la préparation de deux volumes supplémentaires ; ils nous ont aussi paru présenter moins d'utilité, ces régions étant habitées par d'anciennes populations en partie déjà civilisées.

M. Anton regrette qu'on n'ait pu charger un membre anglais de faire le travail de sélection et de préparer le rapport. Nous n'avons pas ménagé nos peines pour trouver ce membre anglais, et nos collègues, ici présents, pourront l'attester ; mais nous avons bien dû finir par nous

charger de ce travail quand il nous a été déclaré que pareil collaborateur, désireux d'accomplir cette tâche à titre gracieux, était introuvable. Il n'est pas aisé de rencontrer un second Baden-Powell qui avait mis jadis tout son temps et toute sa science à l'accomplissement du travail que nous avons été lui demander personnellement à Oxford.

Quant au rapport même, il a été, à la demande expresse de tous les membres présents à la dernière session de La Haye, préparé par notre collègue M. Anton, et je crois que nous serons tous d'accord pour reconnaître que personne mieux que lui ne pourrait s'acquitter de cette mission qu'il a remplie avec le soin scrupuleux qu'il apporte dans tous ses travaux.

Après ce préambule quelque peu justificatif, je désirerais donner mon avis sur quelques-uns des points soulevés par M. Anton dans la présentation de ses thèses.

Je suis d'accord avec le rapport pour demander que *les réserves des indigènes soient exceptées de la liberté des transactions*.

Il est en effet impossible d'admettre que lorsque l'Etat reconnaît qu'il a pour devoir de réserver autour des villages une certaine étendue de terrains devant servir non seulement aux cultures présentes des indigènes, mais encore à leur développement futur, en raison de l'accroissement futur de la population, il soit permis à ces mineurs de s'affranchir de toute tutelle et d'aliéner ces terres souvent dans l'unique but de se procurer les moyens de satisfaire un caprice du moment. Dans la plupart des colonies de fondation récente, les populations sont encore au premier degré de l'échelle de la civilisation et d'une imprévoyance souvent enfantine. Ce n'est pas seulement le droit d'aînesse qu'elles vendraient pour un plat de len-

tilles, mais elles aliéneraient aisément toutes les terres qui doivent assurer la subsistance de leurs familles pour pour une bouteille de gin ou une pièce d'étoffe voyante, et nous avons vu de prétendus princes noirs vendre à ce prix le domaine de leur peuple et leur propre droit de souveraineté.

Il y a donc nécessité de tenir ces populations en tutelle et de ne pas leur permettre de conclure des marchés qui compromettraient leur avenir.

La règle ne doit toutefois pas être absolue, et de pareilles aliénations doivent, dans certains cas, pouvoir être autorisées par les autorités de la colonie ; un village pourrait en effet avoir intérêt à aliéner une portion de terres réservées, si le produit de la vente devait être utilisé à l'amélioration du sort de la communauté et à être, par exemple, consacré à un travail d'utilité publique.

Un point important est celui de savoir quelle est la quotité de terres qui doivent être réservées. Très souvent on n'a considéré comme telles que les terres déjà cultivées ou celles demeurées en jachère. Nous ne saurions trop recommander aux gouvernements coloniaux de se montrer très larges en cette matière, non seulement afin d'assurer l'avenir des populations, mais encore d'éviter des difficultés et souvent des troubles ; ces peuples primitifs ne comprennent pas qu'alors qu'ils jouissaient, avant l'occupation étrangère, de la liberté d'aller et de venir et sur leurs vastes territoires et dans les forêts tropicales, une réglementation souvent excessive vienne leur défendre maintenant de recueillir les produits naturels du sol en dehors de leurs réserves souvent des plus restreintes.

Pour leur faire respecter des règles et termes de droit, *domaine public, domaine de la Couronne, droits réga-*
liens, droits du premier occupant, qui demeurent en

dehors de leur compréhension et de leur mentalité, on doit parfois employer la force, et cette dernière est presque toujours mauvaise conseillère. Dans quel but, du reste, colonise-t-on ? Non pas seulement pour accaparer des territoires, mais en vue d'activer le développement économique des peuples et d'élever le niveau social des populations conquises.

Ce qu'il y aurait lieu d'abandonner aux indigènes, dans une certaine mesure tout au moins, ce sont les droits d'usage dont ils jouissaient avant l'occupation ; il n'est pas douteux que dans bien des colonies les indigènes exerçaient le droit de chasse et de pêche dans les forêts et dans les cours d'eau ; qu'ils coupaient le bois et les arbres nécessaires à leur usage domestique et à la confection de leurs canots ; qu'ils récoltaient sur les domaines situés bien au delà de leurs villages des produits destinés à leur usage personnel ou à alimenter leur trafic avec les tribus voisines ; ce sont là des droits qu'il conviendrait de leur réserver tout en les réglementant, ainsi qu'on a réservé aux habitants de certaines communes, dans notre vieille Europe, les droits d'affouage, de glanage, de vaine pâture et d'autres encore. Certes l'Etat doit conserver les domaines éminent sur ces terres, mais il doit en abandonner l'usage aux indigènes, ainsi que cela se fait aux Indes néerlandaises.

On ne doit jamais perdre de vue que dans les régions tropicales où l'on rencontre des populations indigènes nombreuses, leur coopération et leur travail sont d'une nécessité absolue pour amener le développement du pays ; la colonisation ne doit pas avoir uniquement pour but de trouver un déversoir au trop plein de notre production industrielle, mais encore, et surtout peut-être, d'améliorer le sort des indigènes, d'élever leur niveau moral et

de les amener à une situation économique meilleure en favorisant chez eux l'amour du travail et l'esprit d'initiative. Or ce n'est guère le moyen d'atteindre ce but que de leur enlever leur principal moyen d'action : la terre et surtout l'utilisation des territoires primitivement occupés par eux.

Aux colonies comme partout ailleurs, la prospérité des populations fait la prospérité des gouvernements et ceux-ci ne sont estimés et respectés, tant des colons que des indigènes, que pour autant qu'ils favorisent non pas seulement les intérêts du fisc, mais le développement de la richesse publique.

Nous estimons avec le rapporteur *qu'il y a lieu de développer les cultures des indigènes et leurs méthodes de travail d'une manière rationnelle et de leur faire connaître la culture de plantes nouvelles*. Voilà le principe ; mais quels sont les moyens pratiques à employer pour atteindre le but désiré ?

Pour que les indigènes s'appliquent à ces nouvelles méthodes ils doivent y trouver leur intérêt, car chez les noirs comme chez les jaunes, les rouges ou les blancs, c'est l'intérêt qui est d'une manière générale le principal mobile des actions des hommes. Par contre, on ne peut admettre que le gouvernement de la colonie, à moins qu'il ne dispose de ressources considérables, fasse à lui seul tous les frais de ces améliorations et expériences, sans perspective de remboursement. Nous pensons que la solution doit être cherchée dans une association des deux parties en cause, l'indigène d'un côté, et de l'autre le colon européen ou à son défaut le gouvernement colonial.

Pour améliorer les méthodes de travail et introduire des cultures nouvelles, il faut des ressources que ne possède la plupart du temps pas l'indigène : il faut des instru-

ments aratoires ou agricoles, des semences nouvelles ou jeunes plants amenés souvent à grands frais; le colon européen tout d'abord, et à son défaut le gouvernement colonial doivent faire ces premières avances et enseigner à l'indigène la meilleure manière de tirer un profit utile de ces améliorations ou de ces nouvelles cultures; si ces dépenses que j'appellerai de premier établissement doivent être faites par le colon ou par le gouvernement, elles doivent être remboursées sur le produit des récoltes, et comme presque toujours le cultivateur indigène ne pourra pas aisément écouler sa marchandise sur place, il convient qu'il intervienne entre lui et le colon une espèce de contrat de *métayage* ou de *cheptel* par lequel l'indigène s'engagera à vendre, soit au colon, soit au gouvernement, tout le produit des récoltes à un prix fixé à l'avance, lui laissant un bénéfice suffisant pour rémunérer son travail, mais laissant par contre un bénéfice convenable au colon ou au gouvernement et qui le garantisse contre toute variation dans les prix. Certes l'indigène sera tenu d'engager pendant un nombre d'années déterminé dont le maximum pourrait être fixé par l'Etat, le produit de sa récolte, mais il ne courra par contre d'autre risque que de voir son travail non rémunéré faute de récolte et il réalisera presque toujours un bénéfice. Là où la vente des produits est possible, grâce à l'ouverture des maisons de commerce, le simple métayage (exploitation moitié fruits) ou le cheptel, quand il s'agit du bétail, pourrait être admis.

J'estime que c'est là un des seuls moyens de développer rationnellement les cultures et le travail des indigènes et d'introduire des cultures nouvelles; ce système exige naturellement, surtout au début, une certaine surveillance mais j'ai la conviction que l'indigène s'appliquera très

vite aux nouvelles méthodes quand il y verra son intérêt; il suffit d'interroger ceux qui ont été en contact avec les indigènes dans les pays tropicaux et ont utilisé leur travail contre salaire, pour savoir combien ils s'habituent vite à un nouveau mode de travail quand leur intérêt est en jeu, et ces nouvelles habitudes se contractent encore bien plus vite quand ils peuvent s'adonner à ce travail librement dans les alentours de leurs villages.

L'expérience a démontré, et ce dans l'Afrique tropicale tout particulièrement, que les grandes cultures entreprises par des colons ou des collectivités européennes ont amené la plupart du temps de déplorables résultats, à cause soit de la difficulté de trouver une main-d'œuvre suffisante et permanente, soit de l'élévation des salaires, soit de la difficulté dans la surveillance du travail. Il faudra encore pour longtemps s'en remettre à l'initiative stimulée de l'indigène et à l'intérêt qui le porte à se procurer par le travail les objets européens dont il a besoin; qu'on lui démontre avec quelque patience et persévérance qu'il y va de son intérêt de s'adonner à certaines cultures et l'on peut être certain qu'il ne se passera pas long temps avant qu'il ne vienne consigner les produits récoltés par lui en échange de la rémunération convenue. Mais le colon et l'administration doivent veiller d'observer scrupuleusement les engagements pris, car si l'indigène africain respecte le colon aussi longtemps qu'il le traite avec justice, il se désaffectionne et cherche à lui nuire s'il se croit lésé par lui.

Le système de métayage avec vente des produits à un prix déterminé d'avance a, du reste, été mis en pratique avec succès aux Indes orientales néerlandaises.

M. VOHSEN. — La première thèse qui a été mise ici en

discussion, c'est que toutes les terres destinées aux indigènes doivent être réservées comme telles et exceptées de la liberté des transactions. Je trouve que lorsqu'on a parlé des terres destinées aux indigènes on n'a pas traité cette question de la façon dont, moi, je trouve qu'elle aurait dû être traitée ; c'est-à-dire qu'il faudrait parler des terres appartenant à des indigènes, lors de la prise de possession des terrains dans des contrées où nous faisons la colonisation. Je parle ici spécialement des terrains qui sont situés en Afrique, où la colonisation date d'une époque récente. Il s'agit de savoir si, pour les indigènes ayant eu de très grandes propriétés où ils ont été usufruitiers de tout ce qui poussait sur ces propriétés, l'Etat, s'usurpant le droit de souveraineté sur ces territoires, peut ou devrait aussi prendre aux indigènes le droit qu'ils ont eu jusqu'alors de cueillir les fruits qui ont poussé sur leurs terres. Je crois qu'on ne pourrait prendre aux indigènes ce droit sans léser leurs intérêts, sans gêner leur développement, sans en arriver que l'on empêche leur développement au lieu de le soutenir.

« La culture des indigènes doit être développée d'une façon rationnelle. » Je crois qu'il est bon que l'indigène se procure de la richesse par son travail et non pas seulement par la récolte du fruit qui pousse d'une manière naturelle. Je crois que la façon dont il faut arriver à engager l'indigène à produire, c'est par l'éducation de l'indigène. Vous avez lu les rapports qui viennent chaque année de la côte occidentale d'Afrique sur les colonies allemandes, les colonies anglaises et françaises. Il y a surtout une colonie anglaise, la Gold Coast, où l'on a vu, dans ces derniers temps qu'une culture qu'on ne peut pas considérer comme une culture indigène, la culture du cacao, y a été développée d'une manière tellement suivie

qu'on se demande comment il a été possible — surtout pour une culture relativement difficile — que l'indigène ait eu l'initiative de prendre cette culture en mains. A cela je réponds : c'est parce que l'on a eu affaire à des indigènes intelligents qui ont reçu depuis une cinquantaine d'années, et peut-être plus longtemps, une éducation supérieure par les soins du gouvernement anglais. Et aujourd'hui, avec des indigènes pareils, on a pu faire quelque chose que l'on ne peut pas faire dans d'autres parties de la côte occidentale d'Afrique, où il n'existe pas encore des institutions pareilles. Ce que l'on a fait, on a pu le faire aussi parce que l'Angleterre a toujours tenu comme règle principale de faire élever l'indigène, de le rendre riche et prospère et de respecter ses droits. Elle a toujours poursuivi ce système qui a amené un résultat économique qui est non seulement admirable, mais qui sera aussi durable.

Je parlerai ensuite, Messieurs, d'une question dont M. Janssen a parlé, celle des plantations qu'on a faites et développées par l'énergie européenne avec le travail des indigènes. M. Janssen a dit qu'il n'était pas probable qu'on arrivât à des résultats par ce système là. Eh bien, Messieurs, je ne suis pas de cet avis. Nous avons eu au Cameroun allemand des plantations dans lesquelles on a travaillé très dur pour obtenir des résultats, et cependant nous sommes parvenus aujourd'hui à les avoir et à avoir aussi des travailleurs. Et la raison pour laquelle nous avons réussi, est due au traitement des indigènes, car leur traitement a été juste. La Compagnie de plantations « Victoria », dans le rapport qu'elle a publié récemment, dit qu'en traitant avec douceur les indigènes et en assurant leur bien-être, elle est arrivée à avoir de la main-d'œuvre constante et de cette façon de bons résultats.

Ainsi, encore dernièrement, un de nos premiers négociants, membre de l'Institut Colonial International, qui a visité ces plantations il y a deux ou trois mois, M. Adolphe Woermann, a trouvé que leur développement donne des résultats satisfaisants et il s'est déclaré content que l'Allemagne ait poursuivi ce système pour développer les ressources de sa colonie.

L'autre système dont parlait M. le Gouverneur Janssen, c'est-à-dire d'intéresser l'indigène dans la colonisation européenne en en faisant l'associé du colon, on l'a essayé dans l'Afrique du Sud-Ouest pour la production de la laine par l'élevage des moutons. Là on a dit que le propriétaire devait donner aux indigènes une part de la tonte des moutons qu'il place sur leurs pâturages. Alors, le propriétaire surveille les indigènes et il reçoit moitié sur le produit de la laine, et moitié est donnée aux indigènes. Un premier essai n'a pas abouti parce qu'il y a eu une révolution qui a détruit toute cette industrie au commencement de son développement. De sorte qu'on n'est pas parvenu à savoir si réellement le système est réalisable ou non. Je veux terminer les quelques paroles que je viens de prononcer en disant qu'à mon avis, on n'a pas eu suffisamment d'égards, jusqu'à présent, à l'intelligence de l'indigène ; on le considère encore trop comme un serf devant travailler dans l'intérêt de l'Européen qui vient s'installer chez lui. Je considère, moi, que si on veut arriver à un progrès permanent à la côte d'Afrique, ce sera seulement en donnant aux indigènes les mêmes avantages dont nous jouissons nous-mêmes dans la civilisation moderne, en lui donnant une éducation supérieure.

M. C. TH. VAN DEVENTER. — J'ai suivi l'exposé que notre savant collègue, M. Anton, vient de donner non

seulement avec le plus vif intérêt, mais aussi avec beaucoup de satisfaction.

Car l'essence des thèses qu'il a défendues si éloquemment, surtout pour les deux premières, c'est l'essence même de la législation indo-néerlandaise sur le régime foncier.

Peut-être y aurait-il même lieu de croire que l'honoré rapporteur est encore plus Hollandais que nous autres Hollandais !

Permettez-moi de vous ébaucher les traits les plus caractéristiques du régime foncier aux Indes néerlandaises et vous direz si mon opinion est bien fondée.

Selon une ordonnance coloniale de 1875, les droits que les indigènes exercent sur les terres ne sont pas aliénables à des non indigènes; tout contrat qui, directement ou indirectement, a pour but une aliénation pareille, est frappé d'une nullité légale absolue.

Le motif de cette politique foncière est claire. On a jugé juste et prudent de protéger l'aborigène contre l'étranger qui lui est supérieur sous bien des rapports économiques et intellectuels, et on a cru trouver un moyen excellent de protection en rendant impossible que l'étranger devint maître du sol.

Tout en approuvant la sagesse de cette politique, il faut pourtant faire observer qu'elle est encore loin du *desideratum* de la première thèse qui veut, sans aucune restriction, que les terres destinées aux indigènes soient exceptées de la liberté des transactions,

La différence entre le système de cette thèse et celui qui est en vogue aux Indes néerlandaises est très considérable.

Premièrement : la thèse défend aussi les transactions entre indigènes, tandis qu'aux Indes néerlandaises les

indigènes sont libres de disposer de leurs terres entre eux, donc aussi d'aliéner leurs droits à d'autres indigènes.

Secondement : la thèse veut excepter, sans aucune réserve, la liberté des transactions sur les terres indigènes, tandis qu'aux Indes néerlandaises c'est seulement la faculté d'*aliénation* qui est restreinte.

Par conséquent, à Java l'indigène peut donner à louage ses terres à des non indigènes. Bien que cette faculté soit entourée de nombreuses garanties pour fortifier l'indigène contre la supériorité économique et intellectuelle de l'autre contractant, la liberté de faire des transactions personnelles sur des terres indigènes, même envers de non indigènes, n'est pas abolie.

Je ne crois pas qu'en principe il faille exclure cette liberté, ainsi que, à en juger d'après les mots de la première thèse, le veut le professeur Anton. Il me semble sage et prudent de défendre l'aliénation de terres indigènes à des non-indigènes; il me semble pareillement sage et prudent de protéger, autant que possible, l'indigène contractant sur sa terre avec un non indigène; mais l'exception absolue de la liberté des transactions rendrait impossible toute agriculture à l'aide du capital privé européen et il est évident qu'il y a ici un très grand intérêt, non seulement pour le capitaliste, mais aussi pour le développement de la société indigène, qui, pour le moment, est presque entièrement dépourvue de capital.

Si peut-être notre collègue s'accordait avec l'idée principale de mes objections, je lui proposerais de changer dans la première thèse les mots « exceptées de la liberté des transactions » par « exceptées de la liberté d'aliénation à des non indigènes ». L'addition de ces mots « à des non indigènes » me semble de la plus haute importance, parce qu'il ne peut jamais être d'une bonne politique coloniale que

de mettre un frein artificiel au développement économique de la société indigène, dans laquelle il n'y a pas entre les individus de ces différences extraordinaires qui existent entre les hommes de différentes races, civilisations et positions économiques.

La politique foncière que le gouvernement hollandais a suivie à Java pour les terres indigènes, la défense d'aliéner les droits sur ces terres à des non indigènes, trouve, comme je viens de dire, sa cause et sa justification en la différence économique et intellectuelle entre les aborigènes et les étrangers et doit par conséquent être limitée aux relations entre ceux-ci.

Voilà pour la première thèse ou plutôt pour sa première partie. Quant à la seconde partie, j'en applaudis la tendance de toutes mes forces. L'amélioration des cultures indigènes doit être un des soucis principaux des gouvernements coloniaux.

Ici, il y a un terrain où la civilisation supérieure de l'Européen peut devenir un véritable bienfait pour l'indigène. Sous ce rapport, je retrouve de nouveau, dans les idées de notre collègue, un des principes de la politique coloniale néerlandaise. Le soin pour les cultures de produits alimentaires est un des devoirs principaux de nos fonctionnaires civils. Au Jardin botanique de Buitenzorg on fait des études spéciales sur les maladies du riz et sur les meilleures méthodes de plantation. Depuis quelques années une école d'agronomie a été ouverte à Buitenzorg et on peut être assuré que le gouvernement fera de son mieux pour inculquer aussi aux fonctionnaires indigènes la science pratique, dont le but est de donner la prospérité aux agriculteurs indigènes. Déjà on leur donne une instruction tout à fait démonstrative en mettant en culture certains terrains selon des méthodes nouvelles, dont

l'indigène, conservateur et incrédule, peut juger l'effet avant de les suivre lui-même. Ce sont les *demonstratie-velden* ou « champs de démonstration » mis en culture aux risques du gouvernement et qui servent d'exemple aux indigènes.

Une autre manière d'améliorer la culture est de procurer aux indigènes des graines à semer supérieures, bien choisies. C'est surtout en combinant ce soin au système de crédit foncier indigène, de sorte que les banques d'agriculture vendent de bonnes graines à semence, soit à crédit, soit au comptant mais à prix modérés, qu'on peut attendre un véritable succès.

Il y a déjà quelques banques particulières d'agriculture à Java qui ont donné l'exemple de pareilles transactions d'une utilité incontestable, et on peut attendre que le gouvernement, en introduisant sous peu un système de crédit foncier de l'Etat, ne tardera pas à suivre cet exemple.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, cette session est la première où nous ayons le grand plaisir de voir parmi nous un représentant des États-Unis d'Amérique. Je suis heureux de donner la parole au général Greely.

BRIGADIER GÉNÉRAL GREELY. — Monsieur le Président et Messieurs. Les États-Unis sont jeunes dans leurs travaux coloniaux, qui ne datent que de deux ou trois ans en ce qui concerne les sujets qui nous occupent et je ne puis donc que vous dire ce que nous avons fait. Nous avons reconnu en premier lieu l'importance de la centralisation dans la mesure de ce qui est possible des pouvoirs coloniaux et nous avons ensuite admis qu'il y a lieu de différencier entre les pays occupés selon le caractère des indigènes qui les habitent. Ainsi, dans l'île de Porto-Rico

le corps législatif est autorisé à décréter des lois, pour le pays entier, qui sont simplement sujettes au veto du Congrès des États-Unis. Ce corps législatif est élu par les habitants de Porto-Rico. Mais lorsqu'il s'agit des îles Philippines, composées de quelque septante tribus différentes, habitant un pays tropical et qui a passé par des expériences qui ne s'accordent pas précisément avec celles de la République américaine, nous avons jugé indispensable d'adopter d'autres moyens. Actuellement les lois des Philippines sont rendues par une commission composée de cinq fonctionnaires choisis par le Président des États-Unis. Elles disposent du pouvoir d'établir des lois et de les faire exécuter. Je ne puis ajouter que la question du régime foncier a été jugée l'une des plus importantes. Les terres publiques se trouvent dans un état de très grande incertitude. Beaucoup d'entre elles appartiennent à l'Église ; les titres d'autres provoquent des différends, car il n'est pas établi si elles appartiennent à l'Église ou à l'État, et beaucoup d'autres terres ont été occupées en vertu de ce qui est appelé aux États-Unis « les droits du colon », c'est-à-dire l'occupation simple. Ces terres ont ensuite été hypothéquées et les lois qui régissent la matière sont telles qu'il est excessivement difficile d'accorder des titres fonciers et, à vrai dire, il est impossible de déterminer actuellement à qui appartient la plupart des terres agricoles.

Toutefois, la commission des îles Philippines a reconnu qu'il est de bonne politique que les terres destinées aux indigènes soient réservées comme telles, et à cette fin, elle a rendu la loi publique n° 235 et la loi n° 496 de l'enregistrement foncier.

En ce qui concerne la question des récoltes, il a été reconnu que la transition des méthodes indigènes à celles

que nous appelons plus civilisées et mieux adoptées à la terre et aux intérêts du cultivateur doit être graduelle et qu'il conviendra de développer ses travaux dans la direction qui, de temps à autre, semblera promettre les meilleurs résultats. Cette question a été envisagée par le Secrétaire de l'agriculture des îles Philippines dans son rapport pour l'année dernière. Quant au développement de ces terres, on a jugé, surtout pour les îles Philippines, qu'en raison de la validité douteuse des titres et des difficultés que présente toute transaction foncière sur une grande échelle, que les capitaux privés ne pourront, dans un avenir rapproché, développer ces îles, et conséquemment la tendance et la recommandation de la commission favorisent l'assistance des indigènes, qui cultivent ces terres par le Trésor public d'une façon quelconque, soit au moyen de primes d'encouragement ou d'avances de fonds. En ce qui concerne les terres de la Couronne ou les terres publiques, l'opinion de la commission est très nette; ces terres ne devraient être cédées en pleine propriété ni à des individus ni à des corporations, mais plutôt affermées pour un certain nombre d'années. La législation qui régit cette matière se trouve dans l'article 15 de la loi publique n° 235. La question du transfert des terres est l'une des diverses difficultés qui ont surgi dans l'île de Porto-Rico et dans une très large mesure dans l'archipel des Philippines. Pour celui-ci, après avoir étudié la question sous tous ses aspects, la commission est arrivée à la conclusion que la loi des colonies lui convient le mieux, et cette loi qui a peut-être subi de légères modifications, a été promulguée sous le titre de loi n° 491 de l'enregistrement foncier. Il n'est guère de mon ressort ni de ma compétence de discuter la théorie de ces questions. Mes opinions abondent

dans une très grande mesure dans le sens de la politique de la commission. J'ai eu l'occasion de visiter les îles Philippines et de m'enquérir personnellement de quelques-unes des difficultés qui s'y rencontrent.

Nous envisageons ces questions comme tout le monde devrait le faire, comme des questions qui demandent à être traitées scientifiquement, c'est-à-dire de la façon la plus simple et la plus directe, et je ne doute pas que les opinions émises par les hommes distingués de cette assemblée ne soient sous l'une ou l'autre forme utiles aux fonctionnaires de la République américaine et qu'elles ne les assistent à développer les colonies des Etats-Unis.

M. PIERSON. — Pendant ces derniers jours, j'ai eu l'avantage d'être l'hôte de l'un des principaux économistes d'Angleterre, et si j'ajoute qu'il habite Cambridge, il me sera inutile de le nommer, tout le monde le reconnaîtra, c'est M. Marshall.

Eh bien, en discutant avec moi un sujet tout à fait étranger à celui qui nous occupe en ce moment, il me disait ceci : « Whenever I hear a sweeping assertion, I am always inclined to say : *I am against it.* »

Quand il m'a dit cela, je me suis rappelé la thèse de M. Anton. Cette thèse est encore une proposition générale, absolue, et je me demande s'il n'y a pas lieu de s'y opposer, à cause de ceci : que ces propositions générales ne tiennent pas assez compte de la diversité des situations. Si vous mettez en face de cette proposition la proposition contraire, à savoir que la liberté de vente des terres doit être accordée partout et à chacun, ce sera encore une proposition générale et je dirai encore avec M. Marshall : *I am against it*, parce qu'elle ne me semble pas faire la part des circonstances et de la diver-

sité dans laquelle se trouvent les pays colonisés. On comprend par exemple, Messieurs, qu'une colonie dans l'ancien sens du mot, c'est-à-dire une colonie où les Européens sont colons, restent dans le pays et s'y développent en grand nombre, tandis que la population indigène y reste stationnaire ou diminue, on comprend facilement qu'une colonie placée dans ces conditions-là fait bien d'écarter tous les dangers pour la population indigène résultant de la circonstance qu'il y a là une population européenne croissante et sédentaire.

Nous pouvons nous figurer encore d'autres circonstances où il est utile, nécessaire même, d'écarter tous les dangers de cette nature. Il est évident, par exemple, que dans la colonie de Java il ne faut pas permettre la vente des terres aux Chinois, parce qu'il y a là un élément politique dont il faut tenir compte. Je comprends cela, et je l'approuve. Mais maintenant, parlons d'autre chose, parlons des Javanais et des Européens, des Européens hollandais surtout. Y a-t-il réellement grand danger à leur permettre d'acheter des terres à Java ? Je ne dis pas d'acheter des terres du gouvernement, parce que le gouvernement, naturellement, ne disposera que des terres qui font partie du domaine de l'Etat ; mais y a-t-il grand danger à permettre aux indigènes de disposer de leurs terres comme ils l'entendent — pas en les vendant aux Chinois, mais aux Européens ? Cela me paraît bien plus douteux. Quels sont les Européens qui vont à Java ? En général, ce sont des gens qui ne possèdent pas une bourse bien garnie, qui n'ont pas de grands capitaux, qui désirent trouver de l'occupation, qui désirent gagner une fortune. Ce sont aussi des fonctionnaires.

Eh bien, Messieurs, pour acheter beaucoup de terres il faut beaucoup de capital, et ces gens-là sont venus

aux Indes hollandaises sans capital, ils y sont venus au contraire pour se créer un capital. Comment, dans ces conditions, seraient-ils capables d'acheter des terres ? Il peut arriver par-ci par-là, exceptionnellement, qu'ils en achètent, mais qu'ils en achètent beaucoup, je ne le crois pas. Et puis, je me demande ce qu'ils feraient de ces terres. Ces gens-là ne sont pas venus à Java pour y rester ; ils ont l'intention, lorsqu'ils auront gagné de l'argent, de rentrer chez eux. Alors que feraient-ils des terres qu'ils auraient acquises. Mais, pourra-t-on dire, ce serait un bon placement. Un bon placement, en effet : des terres aux Indes néerlandaises, faisant partie d'un village indien, sujettes à toutes les charges dont ces terres sont grevées ! Et qui touchera les fermages, qui fera le contrôle ? Je crois qu'il y a ici un danger purement imaginaire. Comme je viens de le dire, il peut arriver quelquefois que les Européens achètent des terres à Java, mais cela n'arrivera pas souvent.

On me dira : il y a les industriels, et vous avez été trop loin en disant que ceux qui viennent aux Indes n'ont pas de capitaux ; vous oubliez les personnes qui viennent s'établir à Java pour exercer leur industrie, et qui sont peut-être de grands capitalistes d'Europe, peut-être des agents de sociétés anonymes possédant des millions ; comment pouvez-vous dire que ces gens-là n'ont pas de capitaux ?

Eh bien, Messieurs, je vous attends là. Je reconnais que, si vous permettez à Java la vente des terres aux Européens, il y aura des ventes entre les indigènes et les industriels. Mais je me demande si la situation empirera par là ou bien si nous aurons une situation meilleure ? Pour répondre à cette question, je vous prie d'examiner de quelle manière l'industrie — par exemple, l'industrie sucrière — s'exerce à Java. Il faut des terres pour y

planter la canne à sucre. Comment les fabricants de sucre obtiennent-ils ces terres ? Tout le monde le sait, ils les louent. Or, je demande à ceux qui connaissent Java si c'est là un état de choses qu'ils approuvent, si c'est là un état de choses dont ils peuvent dire en conscience que c'est un bon système ? Non, ils ne le diront pas. Je n'ai jamais rencontré de fabricant de sucre revenant de Java ou d'agent de société anonyme exerçant cette industrie à qui je demandais : Approuvez-vous le système de location de terres qui existe à Java ? approuvez-vous le mode au moyen duquel on obtient des terres pour la plantation du sucre ? qui m'ait répondu autre chose que : non, c'est un mauvais système. Car les fabricants obtiennent les terres en location en donnant des avances. Et voilà le côté fâcheux de tout le système. Ils viennent là avec de l'argent comptant, avec des espèces sonnantes, ils montrent cet argent aux indigènes, et les indigènes leur donnent des terres en location. Cet argent, Dieu sait combien il est vite dépensé ! Et alors, dès ce moment, je dirai que l'indigène est à la merci du fabricant parce qu'il ne quittera jamais sa terre. La terre est louée, mais il doit la reprendre, il sait qu'après une année et demie il va la reprendre. Alors, il ne veut pas s'en aller.

Admettons maintenant, par hypothèse, que les terres, au lieu d'être louées par les fabricants, leur appartiennent. Dès ce moment les rôles sont renversés. Il faudra que le fabricant fasse tout ce qu'il pourra pour engager les cultivateurs à venir chez lui. Il faudra qu'il bâtisse pour eux des maisonnettes convenables, il faudra qu'il leur alloue des champs pour la culture du riz, bref qu'il fasse ce qui est nécessaire pour les retenir.

Voilà ce que je voulais dire à propos de la thèse de M. le professeur Anton. Je la trouve trop générale, trop

absolue. Il ne tient pas assez compte des circonstances dans lesquelles s'exerce l'industrie aux colonies, du moins certaines industries dans certaines colonies. Consultons l'expérience. Nous en avons une, c'est celle des Indes britanniques. Si je suis bien renseigné, il n'y a qu'une seule province des Indes britanniques où la vente des terres soit interdite, celle du Pundjab, et la loi qui l'interdit, je la tiens à la main ; elle n'est datée que de 1900, c'est-à-dire qu'elle n'existe que depuis deux ans et demi. On ne peut donc pas encore l'apprécier, on verra plus tard le résultat qu'elle aura donné. Mais ailleurs, à Bombay, par exemple (notre président pourra nous renseigner sur ce point là, mais je crois que je ne me trompe pas) la vente est libre. On pourrait y acheter des terres aux indigènes. Et l'expérience de Bombay doit nous intéresser tout spécialement, parce que des divers régimes fonciers de l'Inde britannique, le système en vigueur dans la province de Bombay est celui qui se rapproche le plus de ce que je pourrais appeler le système français. Les agriculteurs sont en général les propriétaires des terres et le « *land tax* » y est un impôt foncier, au véritable sens du mot, car ce qui est imposé c'est le champ, le « *field* », ainsi qu'en France et dans les autres pays d'Europe. Eh bien, M. le professeur Anton nous dit que si vous mettez les Européens en rapport avec les indigènes et que vous leur donnez le droit d'acheter des terres, alors, en peu de temps, les terres des indigènes deviennent la propriété des Européens. Si cela était vrai cela devrait se manifester à Bombay. Mais il n'en est rien. Je me suis renseigné, autant que je le pouvais, et partout on m'a dit : Non, ces terres ne se vendent pas aux Européens.

Donc, à Bombay, et dans l'Inde britannique en général, ce ne sont pas les Européens qui achètent les terres des

indigènes ; ce n'est pas l'Européen qui fait des avances à l'indigène, ce n'est pas lui qui l'asservit. En résulte-t-il qu'il n'est pas asservi ? Qu'il n'y a aucune exploitation de l'indigène ? Oh ! Certainement si, il y a exploitation. Mais par qui ? Tout le monde sait que c'est par l'usurier du village, son compatriote qui, profitant de son ignorance et des difficultés où il se trouve quelquefois, lui prête de l'argent, lui fait des avances sur hypothèque et bientôt fait un prolétaire de celui qui, quelques années avant, était encore un propriétaire. Voilà donc le véritable danger. Le péril ne vient pas du côté des Européens. Il n'est pas nécessaire, pour parer au danger que courent les indigènes de faire des lois très sévères empêchant les Européens d'acheter des terres, mais, s'il y a lieu de faire des lois — ce qui, à mon avis, est encore douteux — ce sera plutôt pour empêcher les usuriers de s'emparer des terres de leurs compatriotes, pour faire en sorte que le cultivateur reste maître de son terrain.

Puisque nous parlons de l'usure aux Indes britanniques, je voudrais bien profiter de l'occasion pour demander aux membres anglais de l'Institut de nous donner quelques renseignements.

Il y a, à cet égard, diverses opinions. Il y a d'abord l'opinion bien connue, je pourrais dire l'opinion populaire, c'est-à-dire que l'endettement est dû à la légèreté des cultivateurs, à leur amour du luxe. Ceux qui croient que c'est là véritablement la cause, demandent surtout une loi empêchant la vente des terres.

Une loi de ce genre a été adoptée en effet pour le Pundjab le 19 octobre 1900, et je trouve dans le Rapport de la dernière *Famine commission* (de 1901) que les membres de cette commission, à l'exception de M. Ni-

cholson, recommandent une mesure semblable pour la province de Bombay.

Il y a ensuite l'opinion de ceux qui croient que la véritable cause de l'endettement des indigènes, c'est que l'impôt foncier est beaucoup trop élevé. Naturellement ceux-là sont d'avis qu'il faut se borner à diminuer cet impôt.

Cette opinion est soutenue dans un livre que vous connaissez peut-être, de M. Romesh Dutt. Cet auteur a soutenu que toute la misère et toute l'infortune que l'on trouve dans l'Inde, résulte de la cause que je viens de donner. Mais le Gouvernement anglo-indien, de son côté, a publié un livre remarquable dans lequel cette opinion est réfutée. On y a tâché de prouver que l'impôt n'est pas si élevé qu'on le dit, mais, bien au contraire, très modéré. Il serait difficile, en effet, d'expliquer comment les terres, surtout à Bombay, ont acquis une grande valeur qui s'élève sans cesse et qui sollicite la cupidité des usuriers, s'il était vrai que l'impôt foncier fût tellement élevé comme le prétend M. Romesh Dutt.

Il y a encore une troisième opinion ; c'est celle, très intéressante aussi, qui consiste à soutenir que l'endettement est dû, non pas à l'élévation de l'impôt, mais à cette circonstance qu'il manque, comme on le dit, d'*élasticité*, c'est-à-dire qu'il est trop fixe.

Inutile de vous expliquer la haute importance pratique de cette question. Je suis sûr de n'être pas seul en exprimant le désir d'entendre, sur ce point, l'opinion des experts qui se trouvent parmi nous.

Voilà, Messieurs, ce que je tenais à vous dire.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Chailley-Bert.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, après les discours que vous venez d'entendre prononcer, il me semble que quelque chose doit se dégager de cette discussion devant l'Institut. C'est que nous discutons sur des termes trop généraux et trop vastes et que, en employant ces mots : « terres destinées aux indigènes », on s'est servi d'une formule trop brève, en vue d'embrasser trop de choses.

Il est évident que M. Anton — à qui l'Institut est redevable de travaux si éminents, qu'à la fin de cette session je ferai une proposition qui le concerne pour que ces travaux si précieux ne restent pas épars dans quelques brochures, dans quelques livres qu'on ne retrouvera pas, mais qu'ils soient réunis dans un livre accessible aux étudiants et aux savants — il est évident que M. Anton a visé une chose là où, successivement, les uns après les autres, nous en visons d'autres. Et c'est un très grand bien qu'il en soit ainsi, Messieurs, parce que chacun de nous parle de ce qu'il connaît, parle plus spécialement des colonies ou des possessions dont il possède une connaissance plus ou moins parfaite, et que nous disons librement notre façon de penser devant l'Institut, en apportant chacun notre lot de compétence et de connaissances.

Et à ce propos, Messieurs, je regrette de ne pas voir ici un éminent colonial français, M. le colonel Lyautey, qui vient de publier sur Madagascar un livre dont je ne crains pas de déclarer que c'est un des meilleurs parus dans les quinze ou vingt dernières années. Eh bien, dans ce livre, le colonel Lyautey nous raconte que, pour aller de Fianarantsoa jusqu'au sud de Madagascar, il a voyagé dans l'île sur une étendue de 500 kilomètres de la façon suivante :

« Quand on va de Fianarantsoa à Fort-Dauphin, il

semble, au cours de cette marche de 500 kilomètres, qu'on voit s'étagier devant soi, comme en une coupe géologique, tous les âges de l'histoire.

« A Fianarantsoa, le nombreux groupement Houva établi dans le Betsiléo en est par le costume, l'habitation, et aussi par l'assimilabilité intellectuelle et l'instruction, au degré le plus avancé de la civilisation moderne. Quelques-uns sont déjà des bourgeois de France.

« Les Betsiléo eux-mêmes nous présentent une race rurale très voisine de certaines des nôtres ; les petites métairies isolées, nommées valas, qu'ils préfèrent au groupement par villages et qui sèment la campagne, entourées de jardins, de haies fleuries, de champs de pommes de terre et de maïs, évoquent tels aspects du Perche et de la Bretagne.

« En descendant au Sud nous trouvons les Bara. Ici nous remontons dix siècles. Nous sommes chez des féodaux. La haute caste des Zafimanély détient héréditairement l'influence et le pouvoir. Ses représentants maintiennent jalousement leurs liens de parenté et leurs traditions. Le chef vit sur son fief, au milieu de sa nombreuse clientèle, ne marche qu'entouré de ses guerriers, à qui, hélas ! nous ne laissons que le bâton en place du fusil et de la noble sagaie, au grand profit de la paix sociale, au grand dommage du pittoresque. C'est entouré de l'appareil d'un seigneur du XII^e siècle, de plusieurs centaines d'hommes, de serviteurs, qu'Impoinimerina est venu, en juillet 1901, saluer le général Galliéni à Tulear.

« Remontant les hautes vallées de la zone forestière, nous voici chez les Tanala, chez les Andrabé. Nouveau bond en arrière. A mon premier Kabary, à Midongy, j'étais en pleine Iliade ; les tribus étaient venues de loin amenées par leurs chefs. Assis en demi-cercle sur les vastes glacis

du poste, les groupes étaient massés, en rangs profonds, chacun derrière son roi, ainsi qu'on les désigne encore couramment. Ceux-ci parlèrent tour à tour, déroulant leurs périodes nombreuses et imagées, amples dans leurs gestes, orateurs nés. Dès que l'un avait dit, il se rasseyait après avoir jeté sur son peuple un regard circulaire, le suivant se levait et il convenait de laisser cours à ces éloquences royales : leur prestige en dépendait ; chacun des discours était scandé par le murmure approuvateur du peuple, par le frémissement des sagaies dont les fers brillaient au-dessus des têtes. Les jeux suivirent ; les hommes joutant de la sagaie, couverts du bouclier ; les adolescents luttant, nus, corps à corps ; les femmes, frappant des mains, encourageaient de leurs gestes et de leurs chants. Et quand, selon la coutume, furent apportés les présents d'hommage, les deux jeunes hommes conduisant un taureau, leur lamba ramené sur le bas du visage, évoquèrent brusquement à mon souvenir la frise des Panathénées.

« Enfin, à l'Extrême-Sud de l'île, près du cap Sainte-Marie, chez les Antandroy, nous sommes aux âges préhistoriques. Là l'organisation sociale la plus rudimentaire : aucun indice de civilisation. Les groupes, à l'état anarchique, guerroient sans cesse pour la possession des troupeaux à laquelle ils attachent un prix superstitieux, n'en trafiquant pas. Ils vivent sans besoins, dans des huttes informes, dissimulées derrière d'impénétrables murailles d'euphorbes et de cactus, ignorant l'usage de la monnaie, insoucieux de tout perfectionnement. Comme jeux, des danses sauvages, où les hommes, les bras enlacés sur plusieurs rangs de profondeur, frappent la terre du pied au rythme d'un air rude et monotone.

« Ce rapide tableau suffit à faire comprendre combien il serait impossible et absurde de prétendre enfermer dans

une formule uniforme une telle diversité de races. Je ne crois pas, en effet, qu'il y ait d'autre exemple de plus profondes divergences d'état social sur un espace aussi restreint. »

Eh bien, Messieurs, si les choses sont ainsi, s'il y a dans une seule colonie, dans la partie d'une seule colonie qui s'étend sur cinq ou six cents kilomètres, des civilisations si différentes, si l'on rencontre sur ce morceau de terre des représentants de tous les siècles écoulés, si l'histoire y vit ainsi devant nos yeux, cela prouve une chose : c'est que nous ne pouvons pas, dans une simple formule brève, enfermer des règles fixes, uniformément applicables non pas seulement à toutes les colonies, non pas seulement à une seule colonie, mais à un point quelconque d'une même colonie.

Il faut bien dire, Messieurs, car c'est une grande vérité, que tous, lorsque nous discutons dans cet Institut, nous songeons surtout aux colonies de notre pays. M. Anton est Allemand et il a surtout songé aux colonies allemandes. comme moi je songe avant tout aux colonies françaises. Et cela est bon, car en nous plaçant à ces points de vue différents, chacun de nous remplit un rôle d'une grande utilité pour les recherches et les travaux de notre Institut Colonial International.

Je disais que chacun songe aux colonies de sa nation. Eh bien, M. Anton a songé à l'Afrique occidentale et à l'Afrique du Sud-Ouest. Or, qu'est-ce qui s'est passé dans ces pays-là ? Qu'est-ce qu'on y a vu ? On y a vu des indigènes très peu avancés en civilisation, et les Européens qui se sont trouvés en contact avec eux profiter de leur état primitif pour agir d'une façon parfois contraire à la justice, et assurément tout autre qu'on ne l'a fait avec

d'autres indigènes de race supérieure, comme au Pundjab et dans d'autres provinces de l'Inde.

Les Européens, dans ces colonies, ont donc abusé de la situation. Non pas les quelques Européens qui sont venus, comme gouverneurs ou fonctionnaires, pour remplir des fonctions publiques ou, comme colons, pour exploiter seulement quelques hectares de terre, mais des gens qui, très souvent, n'étaient que les agents de grandes sociétés ou de gros capitalistes et qui ont, dès les commencements des établissements européens, accaparé des espaces immenses.

C'est pour empêcher ces accaparements de grandes quantités de terres que M. Anton a indiqué ici que toutes les terres réservées aux indigènes doivent être comme telles exceptées de la liberté des transactions. Voilà, je crois, la situation exacte que M. Anton a voulu décrire. Si cela est, nous sommes d'accord avec lui pour dire qu'il ne faut pas que les Européens méprisent les mœurs et les coutumes des indigènes, qu'ils bouleversent toutes leurs lois économiques et sociales.

Je dis donc que M. Anton a raison, mais M. Pierson aussi a raison parce qu'il se base sur ce qui se passe dans d'autres pays et dans des circonstances absolument différentes. Et en présence de ces contradictions qui s'expliquent par des situations différentes, nous dirons que là où il y aurait danger d'abus, il faut réglementer les transactions foncières, comme ailleurs, où ce danger n'existe pas, il faut laisser la liberté. Mais il est des cas où l'on ne sait pas très bien ce qu'il faudra faire ; il y a là une grande question qui s'agite. Il faut savoir si en principe on veut appliquer le régime de la liberté ou le régime de la tutelle. Pour moi, je suis un économiste de l'école libé-

rale et je ne renierai pas cette grande école à laquelle j'appartiens.

Je reconnaitrai volontiers que, dans certaines colonies offrant des conditions particulières, il faut de la protection pour les indigènes ; mais, encore une fois, M. Anton a donné, je crois, une formule un peu trop générale, et j'ajoute : dans tous les autres cas, laissons liberté entière, et la liberté saura donner des résultats qui seront bons, non seulement pour les colons et le gouvernement, mais aussi pour les indigènes qui habitaient le pays avant la venue des Européens.

Passons maintenant à la deuxième partie de la première thèse de M. Anton : « Les cultures des indigènes et leurs méthodes de travail doivent être développées d'une façon rationnelle ». Je vois bien qu'il existe là encore entre M. Anton et nous un malentendu, et qu'il doit songer à quelque intervention du gouvernement quand il nous fait l'exposé de sa pensée sur le travail et sur les nouvelles méthodes à introduire éventuellement dans les colonies allemandes. Ce qu'il a proclamé, inconsciemment, c'est le triomphe de la méthode du général Van den Bosch. Ah ! nous connaissons la méthode du général Van den Bosch et, pour ma part, quand j'étais à Java, j'ai vu des économistes, des commerçants, de grands industriels qui tous sont venus me dire ce que c'était que la méthode du général Van den Bosch. Et comme elle fonctionnait bien ! et combien on avait erré en Hollande jusqu'à ce qu'elle fut essayée ! Et toutefois, nous Français, nous l'avons repoussée. Parce que, pour faire fonctionner le système Van den Bosch, il faut recourir au travail forcé des indigènes, procédé qu'en notre temps on ne permet plus, on ne tolère plus. Et, pour parler franchement, c'est parce que ce système n'est plus tolérable qu'il a fallu y renoncer.

On a été obligé, devant les réclamations de l'opinion publique, de l'abandonner et d'adopter des systèmes non pas plus praticables, mais plus tolérables, en un mot, de recourir aux idées de liberté. Cette liberté a donné des résultats et j'en peux citer des exemples.

Dans les colonies françaises, ou dans la plupart d'entre elles, en Algérie, en Cochinchine, au Sénégal... aucune pression n'est exercée sur les indigènes ; les indigènes sont livrés à eux-mêmes. On leur a simplement donné de grands leviers, de grands moyens d'action. On leur a fourni des moyens de communication. Nous leur avons donné des canaux, des chemins de fer, des télégraphes ; nous les avons lancés avec nous dans le courant et ils se sont adonnés à l'agriculture et au commerce. Alors qu'est-il arrivé ? C'est que, par exemple, les gens de Cochinchine, qui sont vraiment très intelligents, ont développé des richesses admirables et que cette colonie est devenue des plus prospère. On ne la cite pas assez souvent, parce qu'il existe sur notre administration des préjugés, qui ont prévalu. Mais la vérité, c'est que c'est une très belle colonie, qui a donné chaque année des excédents magnifiques ; elle a eu, étant encore toute jeune, ce budget de 25,000,000 de francs que le roi Léopold envoyait pour la grande colonie du Congo.

Or, pourquoi avons-nous obtenu ce beau résultat ? C'est parce que nous n'avons pas cherché à imposer des règles de travail aux indigènes, mais que nous avons rempli la fonction d'une grande nation à l'égard de ses colonies, c'est parce que nous avons travaillé à faire les indigènes plus heureux et plus riches. Ce n'est pas par unités que nous comptons les Cochinchinois millionnaires, c'est par dizaines et par centaines. Beaucoup ont plus d'un million, quelques-uns en ont cinq, un ou deux en ont dix. Nous

avons ainsi développé la fortune en Cochinchine, cette Cochinchine de civilisation chinoise qui nous considère nous-mêmes comme des barbares.

Prenons maintenant le Sénégal. Le Sénégal est une vieille colonie que nous possédons, avec des intermittences, depuis 300 ans; mais enfin, jusqu'à une époque toute récente, ce n'était pas une colonie, mais des comptoirs. Nous avons, comme tous les peuples européens, jeté quelques comptoirs sur la côte occidentale d'Afrique, mais nous n'avons pas pénétré dans l'intérieur; et c'est seulement depuis 25 ou 30 ans que la pénétration s'est faite et que les comptoirs sont devenus des colonies, les unes de protectorat, les autres d'exploitation directe. Au Sénégal, nous avons fait un chemin de fer, un chemin de fer qui nous a coûté cher, mais qui paie maintenant ce qu'il a coûté. Nous avons, simplement par le développement du commerce, créé dans ce pays, dans le désert, absolument dans le désert, quelque chose de comparable à ce que sir James Lyall a créé dans le pays qui porte votre nom, sir Alfred Lyall, à cause de votre frère. Au Punjab, on a développé une civilisation admirable; en plein désert, dans un pays de sables, on a créé un pays magnifique, et sir James Lyall y a fondé la ville de Lyallpour, cette vision splendide sortie du désert.

Eh bien, comme à Lyallpour, chez nous, au Sénégal, nous avons créé, au sein du désert, une contrée fertile. Nous y avons développé la culture de l'arachide, qui donne de très bons résultats. Certainement, elle a des hauts et des bas, parce que, comme le monde est économiquement solidaire, quand la sésame de l'Inde, par exemple, va très bien, l'arachide du Sénégal est un peu inquiète, et si l'Inde donne à la consommation les quantités qui lui sont nécessaires, l'arachide baisse un peu au Sénégal. Mais, dans les

années moyennes, la culture qu'on a vu tomber dans les années médiocres se relève encore d'une façon suffisante pour faire vivre les indigènes. Ces indigènes cultivent des centaines de kilomètres carrés ; à l'heure actuelle nous récoltons au Sénégal plus de 150,000 tonnes d'arachides chaque année dans une région qui, tout récemment encore, n'était qu'un désert. Pour obtenir ce résultat, nous n'avons pas du tout forcé les indigènes à la culture. nous leur avons tout simplement dit : Voici une plante : dans le cas où vous la cultiveriez, où vous en produiriez, nous vous en achèterions ; et tous se sont mis à cultiver et à produire.

Il y a encore une chose qu'on s'efforce de produire, une chose que tout le monde emploie en Allemagne, en Angleterre, en France. Jusqu'ici on a peu réussi à en développer la production dans les colonies africaines ; cela vient de ce que les associations pour le développement de la culture du coton, car c'est du coton que je veux parler — il y a une de ces associations à Liverpool, une à Berlin, une à Hambourg, une à Paris, — cela vient de ce que presque toutes ces associations pour développer la culture du coton se sont préoccupées de créer elles-mêmes des procédés, de créer des plantations, au lieu de dire tout simplement aux indigènes : tout ce que vous produirez de coton, nous sommes disposés à vous l'acheter. C'est par la liberté, en faisant comprendre à l'indigène ses intérêts, que l'on réussit, et je crois qu'à Liverpool maintenant on s'en rend très bien compte. C'est par la liberté que nous avons développé la culture du riz en Cochinchine et celles des arachides au Sénégal, et, lorsque je vois que dans le monde entier, et en Afrique notamment, on cherche à développer la culture du coton, je dis que c'est par la liberté seulement qu'on y arrivera.

Je ne prétends pas qu'il n'y ait pas du vrai dans ce qu'a dit M. Anton que les cultures des indigènes et leurs méthodes de travail doivent être conduites d'une façon rationnelle. Je ne parle pas du système de plantations introduit au Cameroun; je sais qu'il y a bien des indigènes différents les uns des autres, qu'il y a bien des variétés de sociétés indigènes et qu'on ne peut appliquer à toutes une règle uniforme. On nous dit qu'il y en a, par exemple, qui sont totalement entre les mains de leur chef. Eh bien, cela n'empêche pas de recourir à l'initiative individuelle, quitte à la porter à s'exercer par l'intermédiaire de ces chefs.

Je termine donc en demandant qu'on ajoute à la thèse de M. Anton ces deux propositions :

1° Autant qu'on le pourra, il faudra recourir à la libre initiative de l'indigène ;

2° Il n'y a pas de thèse unique, pas de formule uniforme qui puisse s'appliquer à toutes les situations.

Il y a des sociétés indigènes tout à fait variées ; varions selon chacune d'elles nos méthodes. Ayons des solutions variables, car telle solution, qui n'est pas bonne pour les uns, est excellente pour les autres. Variété dans la liberté. Voilà les deux thèses que je soutiendrai.

M. GIRAULT. — La question du régime foncier aux colonies soulève une foule de problèmes extrêmement complexes, et si nous voulons discuter utilement ces problèmes, il importe de bien les distinguer. Or, la première thèse de M. Anton soulève deux questions absolument distinctes l'une de l'autre. La première, que le rapporteur résoud par la négative, est celle de savoir si, oui ou non, il doit être permis aux indigènes de vendre leurs terres aux Européens et à ceux-ci de les acheter. La

seconde question est celle de savoir comment se fera la distinction entre les terres qui continueront à appartenir aux indigènes et celles que le gouvernement de la colonie voudra s'approprier. Cette deuxième question, que je ne fais simplement qu'indiquer, pourra donner matière à une importante discussion. En ce qui concerne la première, je voudrais présenter quelques observations qui viendront à l'appui des opinions formulées par M. Pierson.

Dans beaucoup de cas, il y a intérêt à défendre aux indigènes de vendre leurs terres et M. Anton a donné comme raison d'être de cette prohibition la nécessité de protéger l'indigène. Or il arrive souvent que lorsque le législateur se préoccupe de protéger quelqu'un, c'est à celui qui n'a pas besoin d'être protégé qu'il songe et à celui qui en a besoin qu'il ne songe pas. Gardons-nous de tomber dans le même travers. En réalité, la vente des terres doit être interdite le plus souvent, non pas dans l'intérêt des indigènes, mais dans celui des Européens eux-mêmes. Nous en avons eu un exemple en France, au début de la conquête de l'Algérie. Des spéculateurs arrivaient en Algérie, attirés par l'espoir de faire fortune, et les indigènes leur vendaient des terres autant qu'ils en voulaient. Il y en avait qui vendaient des terres qui ne leur appartenaient pas ou qui n'existaient même pas. Il y a des propriétés qui ont été vendues plusieurs fois. Si bien que, finalement, pour protéger les colons imprudents, il a fallu prohiber les ventes de terres consenties par des indigènes à des Européens, non pas, je le répète, dans l'intérêt des indigènes, mais dans celui des colons. Voilà un premier point.

Il y a un autre point de vue. Protéger les indigènes, protéger les colons, cela part d'un bon sentiment, mais, en somme, est-ce que l'indigène ne devrait pas pouvoir

se protéger lui-même et le colon également ? Pourquoi, pourrait-on dire, ne pas les laisser libres ? Or, il y a pour le législateur une autre raison d'intervenir ; il existe en effet une personne à laquelle nous n'avons pas songé jusqu'ici et qui mérite bien d'être protégée : cette personne, c'est l'Etat. Il faut songer à l'intérêt général de la civilisation, à l'avenir. Or les contrats entre indigènes et colons peuvent compromettre singulièrement l'un et l'autre à certains points de vue. Nous en avons eu un exemple au Sénégal. Avant que les travaux du chemin de fer de Dakar à Saint Louis ne fussent entrepris, des spéculateurs se sont dit : « On va faire une ligne ; achetons les terrains qu'elle doit traverser et l'Etat sera obligé de nous exproprier ». Et ces spéculateurs ont fini par trouver, sans trop de peine d'ailleurs, des indigènes qui leur ont vendu ces terrains. Ces indigènes en étaient ou n'en étaient pas propriétaires, peu importait ; l'essentiel pour le spéculateur européen, c'était de se procurer un acte prouvant sa propriété. L'indigène signait un acte de vente, et alors l'Européen avait un titre régulier qu'il opposait à l'Etat, lorsque celui-ci voulait prendre le terrain pour y faire passer la ligne de chemin de fer ou pour y construire une gare.

Par conséquent, s'il est bon en thèse générale de donner le plus de liberté possible, il ne faut pourtant pas laisser à la fantaisie des individus la possibilité de faire passer les terres des indigènes aux Européens lorsque cela peut avoir des conséquences nuisibles pour la communauté. Qu'un indigène vende une terre à un autre indigène ou un Européen à un autre Européen, ce contrat dans les circonstances ordinaires ne met en jeu qu'une question d'intérêt privé ; mais qu'une terre passe des mains d'un indigène aux mains d'un Européen, surtout

dans des conditions analogues à celles que je viens d'indiquer, c'est là, sous bien des rapports, une opération d'intérêt général, et l'on comprend que le législateur s'en préoccupe. Je ne dis pas que l'aliénation des terres indigènes doive toujours être interdite. Je dis seulement que, dans beaucoup de cas, il peut être nécessaire d'interdire la vente des terres indigènes. Peut-être même vaudrait-il mieux commencer par là, car c'est surtout au début de la colonisation que les inconvénients que j'ai signalés se manifestent. On pourrait pendant une période de dix, vingt ou trente années, interdire les ventes de terres entre indigènes et colons, sauf à supprimer cette interdiction quand la cause aurait disparu. Mais au début, il est, je crois, plus pratique, plus simple et plus utile de poser le principe de l'interdiction de la vente de terres entre indigènes et colons.

En ce qui concerne le point de savoir quelles terres il convient de laisser aux indigènes, quelles sont celles, au contraire, que l'Etat ou la colonie peut s'attribuer, c'est là une question extrêmement grave et il est évident que nous ne pouvons pas prétendre l'aborder dans cette session, d'autant plus que nous aurons à discuter une foule d'autres problèmes.

M. VAN HASSELT. — Je serais bien obligé à M. Anton, dont j'ai lu avec un vif intérêt le rapport très instructif sur le régime foncier aux Colonies anglaises, s'il voulait bien me permettre de lui poser une simple question.

Il ne m'était pas inconnu que l'on trouve chez plusieurs tribus en Afrique des idées économiques et juridiques, analogues à celles qui appartiennent aux peuplades de la race malaise.

De ce que M. Anton nous a instruit à la page 18 de son

rapport, il résulte que l'on possède à Lagos des principes, absolument égaux à ceux des Malais, quelque part aussi à ceux des Bataks.

M. Anton nous dit : La question de la dévolution de la terre au décès de son occupant se résout à celle-ci : qui, à la mort du chef de la famille, devient son successeur ?

Et il répond à cette question :

La règle ordinaire appelait comme héritière la ligne féminine par rang d'âge, et dans cette ligne elle préférerait les mâles aux femelles, de sorte que le fils aîné de la sœur aînée du défunt devenait chef de la famille.

Eh bien, c'est là exactement ce que les Malais de Menangkabau appellent « l'adat kamanakan ».

Mais il y a une différence.

Dans l'île de Sumatra, ce n'est pas en premier lieu le fils aîné de la sœur aînée qui devient chef de famille.

Il est précédé du frère du défunt. Seulement s'il n'y a plus de frères, c'est le kamanakan qui succède.

Il m'intéresse beaucoup de savoir s'il est de même ou non chez la population de l'intérieur de Lagos et de la Côte d'Or. M. Anton m'obligera beaucoup s'il voulait m'en instruire.

A l'occasion de la discussion préparatoire du Régime foncier aux colonies, le congrès s'est occupé d'une façon détaillée de la situation à Java, où existe à côté du « droit de possession collective » le « droit de possession individuelle héréditaire. »

Alors on a relevé que le terrain de la possession individuelle héréditaire progresse quelque peu et que le gouvernement des Indes néerlandaises a toujours ordonné à ses fonctionnaires d'observer la neutralité la plus absolue quant à la conversion du droit communal en droit individuel.

Personne cependant, au courant de l'histoire de la propriété agricole à Java, n'osera prétendre qu'à cet égard une douce pression n'a jamais été exercée.

Mais si nous avons parlé de Java, nous n'avons pas encore fait mention de cette autre partie des Indes néerlandaises où le droit de possession agricole collective a existé sous des formes différentes depuis les temps les plus reculés, droit qui se base sur les situations sociales.

J'ai en vue la partie de l'île de Sumatra qui est habitée par les Malais. Dans les autres parties, par exemple celles qui sont peuplées par les Bataks et dans les régions où une puissante influence javanaise s'est exercée dans les siècles précédents, on trouve des conditions très différentes.

Veuillez me permettre, Messieurs, de vous adresser quelques remarques, concernant la première partie, dont j'ai parlé, pour vous démontrer comment là de nouvelles conditions sociales ont modifié peu à peu les idées de la population et comment les opinions concernant le droit de possession agricole y ont changé, sans que le gouvernement et ses fonctionnaires soient intervenus.

Chaque peuple, qu'il soit grand ou petit, doit lutter contre une quantité d'influences ennemies qui s'opposent à son développement, qui entravent sa prospérité et qui mettent des obstacles à son progrès.

Il en est ainsi de bien des institutions du peuple malais, qui autrefois étaient propices au développement du pays, mais qui aujourd'hui se montrent défavorables. Le peuple malais possède des institutions, datant de son origine, qui vraiment se sont modifiées tant soit peu dans le courant des siècles, mais qui néanmoins, dans les conditions sociales d'aujourd'hui, sont désormais devenues des obstacles au progrès.

A ce point de vue, on peut citer le droit de possession agricole collective, celui de la communauté entière, aussi bien que celui des tribus qui composent la communauté et celui des différentes familles qui forment la tribu. Quoique ce droit de possession collective fut, dans les conditions sociales primitives, un moyen de prévenir la pauvreté, il ôta dans les derniers temps au Malais entreprenant l'occasion d'atteindre un degré de prospérité plus élevé, une occasion en outre qui lui est offerte par les situations entièrement différentes qui ont été créées par la domination hollandaise.

De là nous remarquons que peu à peu une transformation du droit de possession agricole se produit dans les régions malaises, où le commerce et l'industrie des indigènes se sont plus largement développés par suite de l'amélioration des moyens de transport. Pour arriver à cette transformation, le Malais a renié l'ancien droit coutumier et profite du droit, nommé « hiba » ou donation, qui lui est accordé par l'Islam.

Il dérobe ainsi de ses possessions à la communauté, pour en faire des possessions individuelles de ses fils, et prépare de cette manière une évolution économique qui sera de grande importance pour le peuple malais.

Vraiment, ce développement n'a pas encore dépassé l'état embryonnaire, mais dans le centre de Sumatra il va aboutir, même sans aucune intervention de notre part, à une forme de possession agricole qui s'accordera assez exactement avec les principes de l'Occident.

M. DE MARTENS. — Messieurs, tout en me rangeant à l'opinion qui vient d'être formulée sur la vente des terres réservées aux indigènes, j'observe toutefois qu'il y a quelque chose à reprendre sur cette question. J'ai

applaudi des deux mains aux discours qui viennent d'être prononcés par M. Chailley-Bert et par M. Girault, et j'ai applaudi de tout cœur à cette idée principale que les deux orateurs ont bien voulu développer, c'est-à-dire que les diverses colonies sont tellement différentes qu'il est impossible d'adopter une seule législation, une législation pareille pour toutes les colonies, qu'il faut tenir compte des différents systèmes, des différents climats, des différents degrés d'intelligence des indigènes. Mais en acceptant cette idée, en acceptant la formule de M. Chailley-Bert : la liberté dans la variété, c'est-à-dire que la diversité des méthodes à employer doit être reconnue dans les diverses questions coloniales, je crois que notre œuvre n'est pas achevée. Je crois que ce n'est pas là le dernier mot pour notre Institut. La diversité, la variété, ce sont des faits avec lesquels il nous faut compter, mais le but vers lequel nous marchons, c'est de trouver dans cette variété, dans cette diversité, des principes d'unité. Les différentes situations dans les diverses colonies ne sont que des développements de cette même idée que dans la diversité se trouvent les points principaux à rechercher pour arriver à l'unité. Il faut que tous ceux d'entre nous qui ont été aux colonies cherchent et trouvent les principes qui nous permettront d'arriver à l'unité. Notre Institut Colonial International, d'après ses statuts, a pour objet d'étudier les systèmes coloniaux qui existent et pour but de provoquer des échanges d'idées entre les représentants des différents pays qui sont aux colonies; mais ce n'est pas assez; nous avons en même temps, d'après nos statuts, à provoquer la législation coloniale dans les différentes colonies des différents pays.

L'expérience d'une nation doit être acceptée par les autres, et si nous échangeons seulement des idées sur les

différents systèmes, sur les différentes conditions qui existent entre les différents pays, nous n'obtenons pas de résultats, nous n'avons rien fait de ce que nous n'aurions pu faire par correspondance. Mais justement notre désir et notre but est que l'échange des idées sur les différentes expériences faites dans les diverses colonies des différents pays nous aide à obtenir des résultats, à obtenir des principes qui puissent être plus ou moins adoptés par les différents pays. Je crois qu'il ne suffit pas d'obtenir des échanges d'idées sur les différentes expériences, les différentes conditions, les différents systèmes, mais qu'il est absolument nécessaire d'obtenir et d'établir des principes qui forcent l'unité dans la législation coloniale et le système foncier à appliquer aux colonies. J'exprime, je crois, les idées, le désir de plusieurs membres de l'Institut qu'en étudiant les différents systèmes, nous obtenions des principes et une expérience qui puissent être adoptés par les différentes nations. En outre nous aurons alors des bases pour la discussion. Un arbitre peut avoir à fournir une décision sur les questions dont il s'agit. Eh bien, donnez-lui des éléments d'appréciation, donnez-lui des systèmes bien établis. Or, je crois que le rapport de M. Anton donne seulement quelques idées générales et tellement abstraites que tous les principes ne sont pas assez bien établis, mais je crois aussi qu'il pourrait très bien corriger, amender son rapport. On ne doit pas s'abstenir de chercher la vérité jusqu'à ce qu'elle soit acceptable, plus ou moins, pour l'une et l'autre colonie. C'est là le but que l'Institut colonial international s'est donné mission de poursuivre.

SIR ALFRED LYALL. — Il ne m'est pas possible d'aborder toutes les questions posées par M. Pierson dans son admi-

nable discours sur les tenures foncières et le revenu foncier dans l'Inde, mais je tâcherai de répondre brièvement à un ou deux points soulevés.

M. Pierson demande, particulièrement en ce qui concerne les provinces régies par le Gouvernement de Bombay, la raison pour laquelle les Européens n'acquièrent pas la terre dans l'Inde. La seule réponse que je puisse donner, c'est qu'ils n'ont jamais trouvé profitable de le faire. Ils ne sauraient faire concurrence à l'indien indigène dans la gérance des fermes et des tenanciers pour la culture de produits ordinaires; ils ne peuvent guère résider sur leurs propriétés, car ils s'exposeraient à beaucoup d'embarras et de difficultés dans la surveillance de la culture et l'encaissement du prix des locations.

L'essai en a été fait de temps à autre dans l'Inde septentrionale, et dans presque tous les cas le propriétaire européen a fini par vendre sa propriété à un propriétaire foncier ou à un capitaliste indigène.

Dans la province de Bombay, la nature particulière de la tenure foncière présente une difficulté spéciale; les terrains cultivables sont divisés en champs qui sont imposés séparément; le système est favorable à la petite culture, mais pas aux grandes propriétés, et dans cette partie de l'Inde celles-ci sont presque inconnues.

Dans le Bengale, l'Européen acquiert de grandes propriétés pour la culture de l'indigo et dans les districts montagneux il cultive le thé sur une grande échelle, mais ce sont des industries spéciales qui exigent une préparation scientifique pour le marché européen. Il en est de même du café dans la Présidence de Madras. Dans le cas de l'indigo, l'Européen acquiert de petites propriétés des indigènes et les loue au cultivateur à la condition qu'il y cultive le produit requis. En somme, dans l'Inde, l'Euro-

péen trouve plus avantageux de restreindre ses opérations au commerce et à la banque.

M. PIERSON. — Je remercie Sir Alfred Lyall de l'obligeance qu'il a eue de répondre aux questions que j'ai pris la liberté de poser. Cependant, puisqu'il a eu la bonté de déclarer qu'il était prêt à répondre à d'autres questions plus précises, je lui demanderai de vouloir bien nous dire pourquoi il n'y a pas de banque hypothécaire à Bombay. D'après les rapports que j'ai lus, les intérêts qui sont payés pour des prêts hypothécaires sont très élevés ; j'ai vu des chiffres de 20, 30 et même 60 %. Pourquoi ne fait-on pas pour les habitants des Indes britanniques ce que l'on fait en France, en Hollande, partout ? Pourquoi les capitaux européens ne se sont-ils pas aventurés dans cette voie ? Pourquoi ne crée-t-on pas des banques hypothécaires ?

Il y a une seconde question qui a un intérêt tout particulier aussi pour la Hollande. C'est la manière dont on perçoit le *Land-Tax*, et je voudrais demander des éclaircissements spéciaux sur ce point en ce qui concerne Bombay, où cet impôt, ainsi que je l'ai déjà observé auparavant, est un impôt foncier dans le véritable sens du mot. Dans les rapports que j'ai lus sur l'endettement à Bombay, j'ai trouvé bien souvent cette observation que la rigidité dans la manière dont on exige l'argent des cultivateurs est une des causes principales. Certains disent même que c'en est la cause principale.

Le 24 janvier 1895, quand on discutait au Conseil Général à Calcutta une loi contre l'usure, l'un des membres, M. Metha, disait que cette loi ne touchait pas la racine du mal. (Such legislation does not go to the root of the matter of the ray at's indebtendep. The Saukar is not the head

and front of the offence. The Commission of 1891 has pointed out that the rigidity and inelasticity of the revenue-system has much to answer for. Though it is open to revenue-officers to grant remission and suspensions and though the Government of Lord Ripson advised a policy of toelt-judged moderation in this respect in practice, the rigidity and inelasticity are not Slackened.)

Il y en a qui ne vont pas aussi loin ; cependant, généralement, on semble reconnaître que la cause dont je parle joue un rôle plus ou moins important dans la question de l'endettement des indigènes. Donc il doit y avoir des raisons qui expliquent pourquoi on n'a pas remédié à ce défaut. Voilà plus de 25 ans qu'on indique cette cause à l'endettement des indigènes, et cette cause existe toujours, la rigidité de l'impôt n'a pas diminué. Ce ne peut pas être simplement par esprit conservateur, il doit y avoir un motif pour qu'on n'ait pas porté remède à la rigidité de l'impôt dans les Indes britanniques, puisque l'attention du gouvernement anglo-indien a été fixée sur ce point à différentes reprises.

Voilà les deux questions sur lesquelles je serais heureux d'avoir une réponse.

SIR ALFRED LYALL. — M. Pierson a fait allusion au taux d'intérêt excessivement élevé qu'exigent du cultivateur les bailleurs de fonds indigènes et il demande pourquoi un système de banques agricoles qui prêteraient en nantissement de la terre n'est pas devenu plus répandu. Les raisons sont multiples, mais l'une des principales est que le cultivateur préfère traiter avec le bailleur de fonds indigène qui est toujours à sa portée, fait de petites avances d'argent de temps à autre et est à même de juger quand il y a lieu d'exiger un payement ou de faire preuve

d'indulgence en laissant le compte ouvert indéfiniment. Une banque exigerait des paiements réguliers et fixes, traiterait conformément à un système plus rigide et éprouverait les plus grandes difficultés dans le recouvrement des dettes et l'exécution ponctuelle des contrats. Nous introduisons cependant dans l'Inde quelques banques gérées par les indigènes eux-mêmes; ils en souscrivent le capital et se guident dans leurs transactions monétaires avec les cultivateurs par leur connaissance et leur expérience des populations. L'endettement est un mal auquel l'agriculture a toujours été sujette dans les états primitifs de la société et il règne tout autant dans les Etats indigènes de l'Inde que dans l'Inde britannique. J'ajouterai que dans celle-ci nos méthodes d'encaissement du revenu foncier ne sont pas aussi rigides que M. Pierson semble le supposer. Au contraire, le Gouvernement doit en suspendre le recouvrement chaque année, quelque fois même en faire la remise totale, reviser l'imposition et faire des réductions.

En ce qui concerne l'interdiction de la vente de la terre par les cultivateurs aux bailleurs de fonds, afin de les protéger contre la perte de leur propriété, nous en faisons l'essai, comme M. Pierson le sait, dans la province du Penjab. Il est incontestablement très désirable de protéger le petit propriétaire, mais il ne faut pas perdre de vue que s'il lui est interdit de vendre ou d'hypothéquer en faveur de ceux qui prêtent l'argent, les capitaux se retirent de la terre, laissant le paysan sans ressources et le privant des moyens d'améliorer sa propriété; il est donc exposé à s'appauvrir et à se trouver dans l'impossibilité de produire de fortes et profitables récoltes. Toutefois, ces questions agricoles sont si complexes et ont une si grande portée qu'il n'est pas possible de leur rendre justice en quelques mots.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, je me trouve en présence d'une certaine difficulté. Je suis d'avis que le président ne doit pas s'engager dans la discussion, mais j'ai été directement mis en cause par M. Pierson et je suis obligé de vous demander la permission de lui répondre. M. Pierson pose des questions précises quant à la rigidité de l'impôt foncier dans l'Inde britannique. Lorsque j'étais à Bombay, je me suis occupé très spécialement d'examiner si, en effet, l'impôt foncier était trop rigide. Il y a, vous le savez, révision de l'assiette de l'impôt tous les trente ans; et j'ai, de mon temps, augmenté les garanties données aux cultivateurs pour émettre leur opinion avant que la révision fût arrêtée par le gouvernement afin d'assurer le *audi et alteram partem* : la révision se fait tantôt dans l'un et dans l'autre des districts, et le gouverneur reçoit le dossier de la révision. Eh bien, je me suis convaincu, en étudiant de très près ces documents, que l'impôt foncier n'était pas exorbitant, et je puis vous en donner une preuve : si on compare l'impôt foncier dans les districts administrés par nos fonctionnaires avec l'impôt foncier dans les Etats indigènes, on trouve que cet impôt est moins lourd dans ces districts que dans les districts administrés par des chefs indigènes. Mais, ce qu'il faut relever, c'est ceci : l'indigène préférerait qu'on lui prit 50 % quand la récolte est bonne que de lui prendre 10 % quand elle est mauvaise, tandis qu'à présent on lui prend la moyenne bon an mal an. Il ne s'agit pas de rigidité, mais de fixité de l'impôt foncier. Et vous n'aurez pas de peine à saisir que détruire la fixité de l'impôt, ce serait toucher à tout l'ordre administratif, ce qui aurait de graves inconvénients. Tous les experts que vous consulterez vous diront qu'il serait fâcheux de toucher au système de fixité de l'impôt foncier, et qu'en

ne pourrait y toucher qu'avec la plus grande modération. Le système admet en principe que, dans les années de bonne récolte, les indigènes réserveront la part nécessaire pour se sauvegarder contre les années de mauvaise récolte ; ce système d'épargne est dans un état encore très primitif. Les banques d'épargne sont aussi nécessaires que les banques hypothécaires. Ces dernières années, le gouvernement de Bombay a diminué la rigidité de l'impôt, ce qui résulte des surséances et des dispenses considérables qui ont été accordées. En outre ce gouvernement a adopté la recommandation de la commission de 1901 en autorisant les administrateurs des districts de suspendre les paiements de l'impôt d'après une échelle mobile qui tient compte du déficit anticipé d'une mauvaise récolte. Avec un impôt foncier atteignant, dans les années de bonne récolte, un pourcentage plus élevé et dans les mauvaises années un pourcentage moindre, l'Etat devrait mettre de côté l'excédent des bonnes années pour les mauvaises années. Ce serait alors l'Etat qui se chargerait de l'épargne.

Pour ce qui concerne la question du crédit agricole dont parlait M. Pierson, du temps que j'étais à Bombay, j'ai examiné de volumineux dossiers sur les banques hypothécaires avec la meilleure volonté de vaincre les difficultés. La principale difficulté provient des usuriers indigènes. Leur concurrence ferait échouer les banques hypothécaires que pourraient établir des Européens ; pour le cas où des Européens auraient tenté de venir s'établir sur le terrain qu'ils exploitent dans la province, les usuriers indigènes auraient immédiatement abaissé à tel point le taux de l'intérêt que la banque aurait probablement dû se retirer. Le seul moyen d'établir des banques de ce genre aurait été de s'associer avec les usuriers indigènes,

de marcher d'accord avec eux. Il est évident que les indigènes ne trouveraient pas leur compte à la substitution d'usuriers européens aux usuriers indigènes. Pour leur assurer un taux d'intérêt moindre, il faudrait que l'Etat prenne un intérêt actif dans l'entreprise et qu'il crée des banques sous son contrôle, et M. Pierson sera le premier à reconnaître que l'ingérence de l'État en matière de banque, n'est admissible que dans la dernière extrémité. Pour l'exercice du métier de prêteur d'argent il faut être au fait des circonstances des petits propriétaires, de leur caractère personnel, du système foncier, des lois et coutumes de la province, et les Européens n'ont pas les moyens qu'ont les capitalistes indigènes pour avoir ces renseignements de détails minutieux, mais indispensables.

L'achat de terres par des Européens n'est pas interdit. Les Européens ne font pas d'achats de terre. Jamais un Européen ne m'a témoigné le désir d'acquérir du terrain. Dans les districts où on cultive du thé, du café ou de l'indigo, les Européens engagent leurs capitaux, mais où la petite culture existe, l'encaissement des baux serait onéreux. Les Européens ont grandement raison de ne pas mettre le doigt dans ces rouages, de laisser le champ libre aux indigènes qui verraient de mauvais œil l'ingérence des Européens qui, dans le commerce, obtiennent des intérêts plus élevés de leurs capitaux.

Quant aux conditions de production qui font l'objet de la deuxième partie de la première thèse du rapport de M. Anton, j'appuie ce qu'a dit M. Chailley-Bert. Je ne vois aucune difficulté, dans l'Inde, à faire produire du riz, du blé, du coton, sans l'intervention de capitaux européens, sans aucune intervention européenne. Je pourrais vous citer un Etat indigène où le coton est excellent. L'exportation du blé du Pendjab à Karachi et du riz de

Birmanie s'opère sans qu'il y ait la moindre nécessité de la part de l'État d'intervenir pour pousser les populations à ces cultures.

J'espère avoir convaincu M. Pierson que la législation, telle qu'elle existe, offre certains avantages ; que des modifications sont introduites avec prudence pour satisfaire aux besoins de la population, quand elles sont praticables et après un examen sérieux des circonstances de chaque localité. Il ne faut pas généraliser. Pour ce qui concerne le *Deccan ryots' Act*, les avis sont partagés et on n'a pas cru utile de lui donner une extension à d'autres districts.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que la discussion sur la thèse n° 1 peut être considérée comme épuisée.

Donc nous procéderons à la discussion de la seconde thèse, à moins que M. le rapporteur désire répondre aux objections qui lui ont été faites et que l'Institut désire entendre ses observations.

M. ANTON. — Je voudrais faire deux observations préliminaires. Ce que vous avez là, imprimé sous vos yeux, porte le nom de thèse, ce n'est pas une résolution. Il est défendu à l'Institut de prendre des résolutions sur les problèmes coloniaux. Alors ce n'était donc pas ma besogne de proposer des résolutions, mais des thèses, c'est-à-dire un instrument au moyen duquel on arrive à cet échange d'idées qui est un des buts essentiels de l'Institut. Et si je regarde l'horloge et m'aperçois que nous débattons encore ma première thèse, je puis me flatter d'avoir atteint au moins ce but-là.

La seconde observation que j'ai à faire, c'est que nous combattons ici à forces inégales, car vous avez mes thèses depuis longtemps, et moi, je ne connais ce que vous

avez répondu que depuis que vous me l'avez dit, et encore ne vous ai-je pas toujours bien compris, puisque vous vous êtes servis d'une langue qui n'est pas la mienne.

J'arrive maintenant à répondre aux objections. Vu la difficulté que j'éprouve à répondre en français et vu l'heure si avancée, vous serez certes d'accord avec moi, si je me borne à quelques-unes.

Notre éminent collègue, M. Van Deventer, a proposé de substituer aux mots : « exceptées de la liberté des transactions » ceux-ci : « ne peuvent être aliénées à des non-indigènes ». Je suis parfaitement d'accord avec le sens de cette proposition, mais pas avec tous ces mots. Je ne voudrais pas remplacer le mot « transactions » par le mot « aliénations », parce que je crois qu'aliénation a une signification trop restreinte, n'embrassant pas la mise en gage du sol. C'est pourquoi je préfère mon terme plus large : transactions.

Quant aux objections de M. Pierson, si je l'ai bien compris, il est d'avis — et d'ailleurs M. Van Deventer le partage — que ma thèse s'opposerait à toute location de terres indigènes. Mais non, elle ne le fait pas, car le premier point de ma thèse ne veut pas empêcher les transactions foncières, mais seulement la liberté des transactions foncières, c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'on permit aux indigènes les transactions foncières, mais qu'elles dépendent du consentement des autorités. Je ne veux dire rien d'autre que ce qui existe déjà dans la plupart des colonies et surtout dans la perle des colonies hollandaises, à Java. Là, comme vous le savez, le Javanais peut louer sa terre, et non la vendre, mais la location des terres est entourée de prescriptions minutieuses dans l'intérêt des indigènes.

Ces prescriptions, très intéressantes tant au point de

vue de leur développement historique que dans leur forme actuelle, permettent de tirer des conclusions très instructives, relatives à un état de choses qui semble être l'idéal de M. Pierson, à un état de choses où ces prescriptions n'existeraient pas, où l'indigène serait entièrement libre dans la location de ses terres. Si je ne me trompe pas, ce sont surtout deux ordonnances, l'une de 1899, pour protéger les intérêts économiques des populations indigènes dans les centres de cultures à Java, l'autre de 1900, concernant la location des terres indigènes à des non indigènes. Le Javanais est en général agriculteur cultivant le riz : le sol et l'eau d'irrigation dont il a besoin pour sa culture, sont aussi nécessaires aux fabricants de sucre et d'indigo, et sous ces rapports ils se trouvent en concurrence avec lui. C'est pour empêcher que cette concurrence nuise aux indigènes que les ordonnances citées contiennent des prescriptions détaillées qui, entre autres, limitent directement ou indirectement les indigènes dans la location de leurs terres. Par exemple, si je me rappelle bien, certains districts peuvent être interdits à l'agriculture européenne en général et à celle du sucre et de l'indigo en particulier ; les indigènes ne peuvent louer les terrains de commune pâture ; l'étendue des terres louées doit être moindre que le tiers des terres du riz et la durée des baux ne peut pas dépasser un certain temps qui varie suivant les différentes formes de possession des indigènes.

Or je dis que si le législateur hollandais se voit déjà contraint à protéger les bailleurs indigènes de la manière indiquée, il me paraît d'autant plus motivé qu'il a défendu la vente, car la location ne prend le sol aux indigènes que pour quelque temps, tandis que la vente le prend pour toujours.

Cependant M. Pierson est d'un autre avis ; il ne voudrait même pas faire dépendre la vente du consentement du gouvernement. Selon lui, si les indigènes ne sont pas limités dans la disposition de leurs terres, il serait de l'intérêt des fabricants eux-mêmes de créer sur leurs terres, aux indigènes, une situation satisfaisante. Je ne peux aucunement partager cette opinion. La belle théorie sur l'harmonie des intérêts économiques, émise par Bastiat au siècle passé, ne trouve plus d'adeptes dans la science économique allemande. Pour nous, cette harmonie ne se réalise qu'à condition qu'il s'agisse des hommes fictifs. Seulement, en théorie pure, l'indigène et l'entrepreneur sont concurrents de force égale, mais jamais dans la réalité brutale de la vie. Permettre aux indigènes de se défaire de leurs terres à volonté, c'est tout à fait équivalent à en faire des prolétaires.

Je crois du reste, trouver un appui pour ma manière de penser dans cette nouvelle législation de l'Inde britannique qui a pour but le dégrèvement du sol exploité par des usuriers indigènes. Aussi là, comme à Java, ne s'agit-il plus des indigènes encore peu développés mais d'un système de droit si avancé que l'on pourrait croire, vis-à-vis de tels indigènes les transactions foncières n'auraient plus besoin d'aucune limite. Néanmoins, si je ne me trompe pas, *Lord Curzon's Land-Act* contient des prescriptions qui veulent empêcher une nouvelle mise en gage du sol en même temps que son transfert à des « non agrarian possessors » y compris les Européens.

C'étaient les points auxquels je borne ma réponse aujourd'hui. Demain quand la discussion sera ouverte sur mon second couple de thèses, j'aurai l'occasion de revenir sur l'objection de M. Chailley-Bert relative au rôle de

l'Etat et au travail obligatoire dans l'exploitation du sol colonial.

M. LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous, Messieurs, discuter aujourd'hui la thèse n° 2 ?

Voix nombreuses. — Non, non.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu du Grand Chambellan de la Cour un mot pour me prier de vous avertir qu'il espère que vous arriverez au palais à 10 heures précises. Malgré toutes les précautions prises par notre admirable police pour faire circuler les voitures, il y a souvent un encombrement, et je crois que vous ferez bien de prendre vos mesures en vue de cette éventualité.

La prochaine séance est fixée à jeudi, à 10 heures du matin.

— La séance est levée à 6 heures.

Séance du 28 mai. — Matin.

— La séance est ouverte à 10 heures.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu du secrétaire de Mgr le prince Henri des Pays-Bas, duc de Mecklembourg, une lettre pour exprimer tous les regrets de Son Altesse Royale de ne pouvoir assister à cette session, Son Altesse Royale devant accompagner Sa Majesté la Reine des Pays-Bas dans Sa visite à la ville d'Amsterdam.

Je donne la parole à M. Pierson qui a une proposition à vous faire.

M. PIERSON. — Dans la séance de l'Institut tenue à la Haye, le 28 mai 1901, notre collègue M. Chailley-Bert, en parlant des publications relatives au régime foncier, faisait l'observation « qu'aucune collection de documents ne peut être close : celles que nous considérerions aujourd'hui comme définitives seront vieilles dans cinq ans. »

Cette observation peut être appliquée à tout ce que notre Institut a publié jusqu'ici. Dans cinq ans, et peut-être plus tôt, une grande partie de ces travaux n'aura qu'une valeur historique. Les publications donneront un tableau de la législation telle qu'elle était autrefois, et ceux qui les consulteront pour y trouver la législation existante courront grand péril de se tromper.

Il n'y a qu'un moyen d'écarter le danger, c'est de continuer à publier les documents se rattachant aux sujets traités dans les publications antérieures. Mais comment empêcher que rien d'important ne nous échappe ? C'est

pour résoudre ce problème que les soussignés se permettent de faire les propositions suivantes :

I. — Les membres effectifs de chaque pays se réunissent pour nommer une commission de trois personnes, membres effectifs ou associés. Cette commission se tient au courant des nouveaux documents importants se rapportant aux colonies relevant de ce pays et relatifs à des sujets déjà traités dans les publications de l'Institut. Elle pourra s'adjoindre des secrétaires.

II. — La commission fait chaque année, au mois de janvier, un rapport au président de l'Institut, lui indiquant sommairement le contenu de ces documents et les motifs qui semblent en rendre la publication utile.

Si le président juge ces motifs suffisants, les documents sont envoyés au secrétaire-général pour être publiés. La commission pourra y ajouter une note explicative.

III. — Si la commission juge utile la publication de documents se rapportant à des sujets qui n'ont pas encore été traités dans les publications antérieures, elle en fait mention dans son rapport annuel. L'Institut décide si la publication en aura lieu.

IV. — La première convocation de membres effectifs pour la nomination prévue par l'article I^{er} est faite par un membre désigné à cet effet par le président de l'Institut.

Les convocations ultérieures sont faites par le président de la commission ou par celui qui le remplace.

Les places devenues vacantes dans la commission seront remplies par de nouvelles nominations conformément à l'article I^{er}.

Cette proposition est signée par MM. Fransen van de Putte, van Deventer, van Hasselt et Pierson.

Il est évident que cette proposition ne peut être discutée tout de suite, aussi nous l'avons fait imprimer, et j'ai l'honneur, au nom des membres qui l'ont signée avec moi, de la déposer sur le bureau.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, nous discuterons cette proposition demain. Nous discuterons aussi — je vous en avertis pour que vous puissiez vous consulter sur cette question — si l'Institut se réunira l'année prochaine ou dans deux ans, parce que, de la décision que vous prendrez à ce sujet dépendra la désignation de la ville où la session sera tenue. Ces deux propositions seront donc discutées demain.

Je vous prierai, Messieurs, vu que le temps est très précieux, d'être très concis dans les observations que vous présenterez. Je ne fais aucune allusion aux discours de mardi, car vous avez donné un bon exemple aux assemblées parlementaires, mais un usage discret de la parole permettra à un plus grand nombre de membres de prendre part à la discussion, et il est désirable qu'on ait l'avis de ceux de nos collègues qui ont étudié les rapports.

La discussion est ouverte sur la thèse n° 2. La parole est à M. Janssen.

M. CAM. JANSSEN. — L'honorable rapporteur expose dans cette thèse que dans les régions tropicales *ce n'est pas seulement le capital privé qui peut mettre en valeur les terres de la Couronne, mais encore l'Etat et les communes.*

Personne ne s'avisera, je pense, de contester cette affirmation, car il est des exemples qui démontrent que les administrations publiques ont mis avec succès des territoires en valeur et leur ont fait produire de riches moissons. La véritable question qui se pose est celle de

savoir à quel système il faut donner la préférence et si l'Etat et les communes doivent encore intervenir dans l'exploitation des terres quand le capital privé est disposé à s'engager dans de pareilles entreprises.

Eh bien, Messieurs, quant à moi, je me réclame aussi de cette ancienne école économique dont M. Chailley-Bert faisait hier l'éloge et je n'hésite pas à me prononcer en faveur du capital privé ; je suis d'avis qu'il est du devoir du gouvernement colonial de favoriser, dans la plus large mesure possible, les entreprises dues à l'initiative privée.

Certes, si dans une colonie l'initiative privée fait absolument défaut, si par défiance les capitaux hésitent à s'engager dans les affaires terriennes, il convient que l'Etat s'efforce de démontrer que la culture des terres, l'exploitation des forêts et des mines y sont rémunératrices, mais il ne doit se considérer que comme le premier pionnier appelé à montrer le chemin à d'autres, et dès que l'initiative privée apparaît, dès que des capitaux suffisants sont consacrés dans la colonie à de pareilles entreprises, l'Etat doit abdiquer et abandonner le droit de commercer et d'exploiter. On pourra répondre que dans ce cas l'Etat seul est exposé à faire une mauvaise affaire, car si son exploitation ne réussit pas il en sera pour ses frais et si elle réussit il devra en abandonner le bénéfice à d'autres. A cela je répondrai que si le sol colonial est sans valeur il vaut tout autant abandonner la colonie que l'Etat aurait eu le premier tort de créer ; que si la colonie est utilement exploitable au point de vue agricole, forestier et minier, ce n'est évidemment pas dans un but exclusif et égoïste que l'Etat l'a acquise et occupée, mais bien pour y créer un nouvel organisme politique et économique et pour enrichir la métropole tout en développant le progrès et la civilisation dans ces nouveaux territoires. Or,

l'unique moyen d'amener ce résultat est de favoriser les entreprises privées, car, quoi qu'on en dise, l'Etat sera toujours un mauvais commerçant et exploitant pour bien des raisons qu'il serait superflu de vous rappeler.

L'Etat recevra, du reste, une légitime compensation dans l'augmentation de ses recettes basées sur la vente et location de terres, participation dans les bénéfices et perception des impôts de tous genres dont le rendement augmentera en proportion du degré de prospérité de la colonie.

On me dira que dans les Indes Orientales néerlandaises l'exploitation organisée par l'Etat et qui est connue sous le nom de « système des cultures » ou « système Van den Bossche », a produit de superbes résultats. C'est indiscutable, mais en 1836 l'esprit d'entreprises était loin d'être ce qu'il est aujourd'hui, et malgré le succès il a cependant fallu abandonner en grande partie ce fameux système en présence des abus commis et par suite de la réprobation publique ; on dit bien que ce régime conserve encore de chauds partisans aux Indes qui voudraient le voir restaurer, mais je doute fort que l'honnête et libre Néerlande consente jamais à le rétablir.

Prenons plutôt comme exemple le pays où nous avons l'honneur de recevoir aujourd'hui l'hospitalité et qui a su donner au développement de ses colonies une grandeur incomparable, sans que jamais les divers gouvernements coloniaux soient intervenus pour exploiter par eux-mêmes les colonies de la Couronne ; toujours ils se sont bornés à favoriser l'initiative privée, à sauvegarder les intérêts matériels et moraux des indigènes et à prendre des mesures minutieuses pour qu'on ne les dépouillât pas, ce qui n'a pas empêché les colonies anglaises de devenir pour la majeure partie des plus prospères. L'honorable rappor-

teur est sur ce point complètement d'accord avec moi et les dernières phrases de son rapport le prouvent. Il y a bien le cas des îles Fidji où l'on a organisé un régime qui se rapproche quelque peu du « système des cultures » mis en pratique dans les Indes orientales néerlandaises, mais il faut tenir compte du milieu et des conditions spéciales dans lesquelles se trouvaient ces îles Polynésiennes ; le commerce privé n'y était pas encore établi et l'exploitation par la colonie elle-même n'avait en vue que d'empêcher l'émigration des populations en leur créant des ressources sur place tout en facilitant le recouvrement de l'impôt.

L'honorable rapporteur convient lui-même que l'exemple est unique dans les colonies anglaises ; ce cas ne peut donc être considéré que comme « une exception qui confirme la règle ».

Je voudrais en conséquence ajouter à la thèse présentée par M. Anton quelques mots et dire : « a) Ce n'est pas le capital privé seul qui constitue le facteur le plus approprié pour la mise en valeur des terres de la Couronne dans les régions tropicales ; l'Etat et les communes peuvent également s'y employer avec plein succès, mais ils ne doivent le faire qu'à défaut d'initiative et de capital privé ».

Je ne suis pas non plus tout à fait d'accord avec notre honorable rapporteur au sujet de l'aliénation des terres de la Couronne ; certes il serait dangereux pour l'Etat d'aliéner *hic et nunc* de vastes étendues de terres sans savoir encore l'usage que l'acquéreur en fera et de compromettre par-là l'avenir, mais j'estime que tout travail mérite d'être encouragé et que les améliorations apportées à la terre par le locataire ou l'emphytéote méritent d'être récompensées. Tout d'abord il ne peut y avoir aucun dan-

ger à aliéner, à certaines conditions, dans les vastes régions tropicales, des lots de terrains ne dépassant pas une certaine étendue, deux mille hectares par exemple ; certaines entreprises ne risqueraient peut-être pas de s'y établir si leurs promoteurs n'avaient pas l'assurance de pouvoir jouir comme ils l'entendent des terres sur lesquelles ils désirent fonder leurs établissements. Il faut ensuite que les baux soient emphytéotiques et de très longue durée, comme les administrations publiques les concèdent aux Indes néerlandaises et dans certaines colonies anglaises ; sans aller jusqu'au terme de 999 ans que l'on rencontre dans certains contrats des colonies anglaises, le minimum de la durée de location devrait être de 75 ans, ce qui est en réalité un laps de temps bien court dans la vie d'une colonie naissante ; on ne sera guère tenté d'engager d'importants capitaux dans une exploitation devant revenir à autrui dans un délai de 20 à 30 ans.

Pour encourager l'exploitation des terres sous toutes les formes, il conviendrait également de concéder, à l'expiration du terme de la jouissance temporaire et ce aux exploitants, la pleine et entière propriété d'une portion des terres mises en culture. Il ne serait évidemment pas équitable de tenir aux concessionnaires à l'expiration du bail le langage suivant : « Grâce à votre esprit d'entreprise, à votre travail et à vos capitaux, vous avez créé une valeur terrienne ; le délai fatal est arrivé et la propriété devient mienne. » On peut être certain que, dans de pareilles conditions l'exploitant négligera durant les dernières années de sa jouissance l'entretien de son exploitation, s'abstiendra de toute amélioration, et tout le travail affectué pendant une longue série d'années sera exposé à être perdu. Le remède consiste à dire à l'exploit-

tant : « Tu jouiras des terres concédées pendant toute la durée de l'emphytéose et si, à l'expiration de celle-ci, l'administration constate que l'exploitation est en bon état, tu recevras comme récompense et en pleine propriété une portion — le quart ou la moitié — de toutes les terres mises en valeur. Ce serait là un sérieux encouragement donné au planteur qui l'engagerait à exploiter la plus grande partie des terrains lui concédés à titre de bail ; le développement et la prospérité de la colonie ne pourraient qu'en bénéficier.

Nous croyons devoir signaler à l'Institut une méthode assez originale pour développer les centres coloniaux appliquée par la législation espagnole dans l'île de Cuba ; à l'effet de voir la colonisation s'étendre le plus loin possible des centres existants, une remise des impôts proportionnelle à la distance était accordée aux colons : plus les plantations et constructions étaient éloignées, moins les impôts grevant la terre étaient forts. Cette législation, que l'on retrouvera à la suite du rapport de notre ancien collègue M. Fabié, dans le compte rendu de la session de Berlin de 1897, page 172, n'étant entrée en vigueur qu'en 1890, et la révolution ainsi que la guerre cubaines étant survenues quelque temps après, nous ne savons si elle a pu donner des résultats sensibles. Si notre collègue américain, le général Greely avait été présent à cette séance, peut-être aurait-il pu nous fournir sur ce point quelques renseignements intéressants.

M. LE PRÉSIDENT. — Je demande si M. le rapporteur accepte l'amendement proposé par M. Janssen.

M. ANTON. — Je n'ai rien à dire contre l'addition de la phrase : « mais ils ne doivent le faire qu'à défaut d'initiative et de capital privé », en comprenant les mots : « à

défaut » comme s'il était dit : « ils ne doivent le faire au préjudice de l'initiative privée ».

Quant à l'addition des mots « d'une assez longue durée », je suis aussi partisan d'une telle cession des terres. Je l'avais déjà dit dans mon exposé d'hier matin où j'ai parlé du bail emphytéotique de 75 ans, appliqué à Java comme de celui qui me paraît le plus satisfaisant. Mais je ne vois pas la nécessité d'exclure des baux simples d'une moindre durée, et c'est pourquoi j'ai formulé ma thèse plus généralement « en jouissance temporaire ».

M. LE PRÉSIDENT. — Vous admettez également la partie des propositions de M. Janssen qui donne une partie de sa propriété à l'emphytéote.

M. ANTON. — Oui, par exception, mais pas comme règle générale.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à M. Van Deventer.

M. C. TH. VAN DEVENTER. — Quoique je ne sois nullement partisan du système du comte Van den Bosch, système qui avait pour but principal de fournir de l'argent au Trésor de la métropole, je ne suis pourtant pas non plus entièrement d'accord avec notre honorable collègue M. Janssen. Il faut chercher à trouver le juste milieu et je crois ne m'en éloigner pas trop en me rapprochant à nouveau de l'honoré rapporteur, le professeur Anton.

Je le fais avec d'autant plus de plaisir que dans sa *seconde thèse* je rencontre encore des idées indo-néerlandaises. On peut même reprocher aux Hollandais que, pendant une série d'années, ils ont exagéré ces idées.

Avant 1870, le capital privé ne fut pas du tout encouragé à faire fructifier les terres d'Insulinde, et ce fut surtout par les cultures gouvernementales que l'Etat récolta des profits énormes du sol tropical. L'année mentionnée marqua le commencement d'une période nouvelle. Par la *loi agraire* la possibilité d'exploiter des terres vacantes fut ouverte aux planteurs européens, puis par la loi sur la culture du sucre, la transition graduelle de cette culture, du gouvernement aux particuliers, ne fut plus qu'une question de temps.

Les seules cultures gouvernementales qu'on a gardées sont celles du café et du quinquina. La première est infiniment plus importante que la seconde. Bien que les gros profits d'autrefois semblent irrévocablement disparus, elle offre encore des revenus non négligeables au Trésor colonial (pour l'année courante le revenu net est calculé à plus de 3 millions de florins). La seconde ne donne qu'un profit net d'environ fl. 250,000 par an ; cependant il faut remarquer que la main-d'œuvre est entièrement payée, tandis qu'une partie du travail nécessaire à la culture du café est exigée des indigènes comme corvée non payée. En tout cas, le système de culture de l'Etat a eu assez de succès à Java pour ne pas l'abandonner pour des raisons purement théoriques. Sur ce point, je suis entièrement de l'avis de notre collègue le professeur Anton. Seulement je crois qu'on fera bien d'observer toujours la plus grande prudence et que l'Etat, par exemple, doit s'abstenir de toutes les cultures qui, comme celle du sucre, exigent de gros capitaux et, par conséquent, exposent à de grosses pertes.

Quant à la seconde partie de cette thèse, c'est encore aux Indes néerlandaises qu'on a pris pour principe que les terres vacantes, considérées comme terres domaniales,

ne sont pas cédées aux capitalistes en pleine propriété.

La loi de 1870 a introduit pour ces terres le bail emphytéotique pour 75 ans, et l'expérience a prouvé que ces baux offrent assez de garanties pour attirer des capitaux très considérables. Des milliers d'hectares de *terres vacantes* ont été défrichées par suite de la loi agraire à l'aide du capital européen : ce capital a fait de beaux gains et a subi de grosses pertes, mais le sol, métamorphosé de forêt vierge en champ de culture, retournera dès l'an 1945 à l'Etat, qui alors aura la faculté d'en disposer au profit de toute la communauté coloniale.

Il sera bien inutile d'affirmer que j'approuve entièrement le principe de la seconde thèse *b*. Ce principe concorde entièrement avec le principe de la première thèse. Tous deux partent de l'idée que, d'une manière générale, le sol appartient à la communauté coloniale et qu'il est bien permis à l'Etat de faire appel au capital étranger, mais sous la condition que l'intégrité coloniale (pour ainsi dire) du sol soit garantie. C'est notre devoir d'éviter un état de choses dans lequel l'étranger (absent souvent) est maître de la terre, tandis que le premier ayant droit est devenu fermier ou journalier. Je crois que par le système indonésien, ce devoir est assez heureusement rempli pour l'Insulinde. Je ne suis pas du tout de l'avis de notre honoré collègue M. Janssen, qu'il y aurait en tout cas une injustice qu'à l'expiration du bail la terre défrichée retourne à l'Etat. Cela dépend entièrement de la durée du bail. Si cette durée est assez longue pour que le capital primitif puisse se risquer avec la chance de recouvrer ses débours et d'obtenir en outre des bénéfices considérables, alors le capitaliste n'a rien à craindre et il se risquera comme l'a prouvé l'expérience aux Indes néerlandaises. Mais alors il faut admettre que la fixation de cette durée

est de la plus haute importance. Si elle est trop courte, le capitaliste ne se risquera pas, mais si d'autre part, elle est trop longue, le caractère temporaire de la jouissance se perd entièrement. Par exemple : un bail emphytéotique pour 999 ans ne diffère pratiquement pas d'un titre de propriété.

Pour ces raisons, je voudrais bien proposer au professeur Anton de préciser dans le texte de sa thèse la durée de la jouissance temporaire des terres vacantes. Quant à moi, je crois que l'expérience a suffisamment prouvé qu'une durée de 75 ans est assez longue, mais si l'on veut aller plus loin et la prolonger jusque cent ans au maximum, je n'y ferai aucune objection.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à M. Fransen van de Putte.

M. FRANSEN VAN DE PUTTE. — M. Janssen, dans son discours d'avant-hier, a fait appel à l'expérience de ceux qui ont passé quelque temps aux colonies, qui ont été à la tête d'affaires industrielles ayant un lien très étroit avec la situation économique aux colonies. C'est à ce titre seul que je demande la liberté de prendre la parole.

Je tiens à dire, vis-à-vis des thèses qui ont été développées par M. Anton, que, si j'ose parler de mon expérience personnelle, j'ai été frappé, dans la société des indigènes, de ce fait que ce qu'il fallait donner à ces gens-là c'était le sentiment de leur dignité personnelle, et j'ai été fermement convaincu que ce sentiment de dignité personnelle ne peut s'obtenir que par une seule voie, la voie des facilités pratiques données à la propriété. Pour arriver à la liberté des transactions, il faut faire survenir une classe d'indigènes grands propriétaires. Je crois que tous les moyens qui ont été indiqués par M. le docteur Anton, et ceux que

nous avons essayés dans les colonies, ont aussi leur utilité ; certainement, mais ils ne mènent pas bien loin à cause de la méfiance des indigènes vis-à-vis de toutes les importations nouvelles, qu'ils ne comprennent pas. Je crois qu'il faut procéder d'une autre manière. M. Chailley-Bert a déjà dit avant-hier que c'est par la liberté seule qu'on peut obtenir des résultats, que ce n'est pas en gardant les peuples en tutelle qu'on peut en faire des hommes, et qu'il faut les laisser se lancer dans la lutte. Eh bien, nous avons un droit foncier qui, en général, pose trop de limites aux indigènes. J'ai été frappé des observations présentées par M. Pierson, et j'ai tout lieu de croire que si M. Pierson parlait ici, non pas comme membre de l'Institut Colonial International, mais que s'il détenait le portefeuille des colonies, que je lui ai vu refuser il y a quelques années, il hésiterait peut-être bien à préconiser la liberté des transactions comme il l'a fait avant-hier.

Comment voulez-vous qu'un homme qui n'a qu'un petit lopin de terre puisse développer une culture ? s'il en achète un peu plus, il sera grevé par les impôts et grevé, en outre, par la corvée. Il n'a aucun intérêt à augmenter sa propriété terrienne. C'est donc seulement par la voie que j'ai indiquée qu'on peut arriver au développement de la société indigène.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que notre société européenne d'aujourd'hui est le fruit, le résultat d'une longue lutte. On est arrivé par la propriété à la liberté. On ne peut pas doter une société d'un haut degré de civilisation tout d'un coup. Je crois qu'il faut élever d'édifice pierre par pierre et procéder par en bas. Quant au rôle des nations colonisatrices, je crois que, si on arrive de cette manière-là à doter les colonies d'une civilisation supérieure et de tout le bien-être qui en résulte, en leur

épargnant les martyres et les luttes par lesquels nous avons passé nous-mêmes, pour cela seul on pourra dire qu'elles auront bien mérité de l'humanité.

M. ANTON. — Messieurs, je donne mon adhésion parfaite à ce que M. Van Deventer a dit, mais non à la façon de voir de M. Van de Putte. Si je l'ai bien compris, il est d'avis que c'est la liberté seule qui permette la dignité personnelle et, d'accord avec M. Janssen, il croirait l'application d'un système de culture, pareil à celui de Van den Bosch à Java, toujours nuisible aux indigènes. Je ne peux pas partager cette opinion et voilà pourquoi. Je sais bien que le fameux système hollandais a pesé lourdement sur la population de Java ; mais c'était seulement à cause des abus qui se sont produits sous son empire. Mais je ne regarde pas ces abus comme une conséquence nécessaire du système, je les crois plutôt une suite accidentelle qui devait être imputée à la mauvaise mise en pratique du système, et non au principe qui en était la base. Il est vrai, Messieurs, que, de nos jours, dans l'Etat du Congo, où on emploie un système semblable, on voit non seulement les mêmes abus, mais encore de pires, des abus qui ne se sont jamais produits aux Indes néerlandaises, ni dans l'Etat du Congo au temps de M. le gouverneur Janssen. Mais, là aussi, les abus ne sont point inhérents à l'activité de l'Etat, et si ma thèse veut briser une lance pour cette activité de l'Etat, il va sans dire que j'ai en vue un système de culture débarrassé de ces abus et adapté aux exigences modernes.

Du reste je ne suis pas seul à penser ainsi. Non seulement dans la science allemande, mon opinion sur la fonction de l'Etat dans la vie économique est générale. En parenthèse je fais mention d'une lettre fort aimable que

notre éminent collègue M. le baron von Stengel m'écrivit spontanément quelques jours avant mon départ pour Londres pour m'exprimer ses plus vifs regrets de ne pouvoir assister à la session afin de défendre avec moi mes thèses, auxquelles il donna son adhésion complète, surtout en ce qui concerne l'activité de l'Etat. Mais aussi en dehors des frontières allemandes des voix importantes se sont fait entendre qui seraient loin de condamner un système de culture semblable au système hollandais.

Pour n'en citer qu'une appartenant au pays même dont nous jouissons de l'hospitalité en ce moment, je mentionnerai l'octogénaire de Dorsetshire, sir Alfred Russel Wallace. Dans son livre classique sur l'archipel malais, il se trouve un passage où il fait la comparaison entre les systèmes hollandais et anglais et dit à peu près ceci : que le système de culture hollandais prenait la nature comme guide, en tâchant de faire avancer par des étapes régulières les indigènes vers la civilisation supérieure que le système anglais voulait leur imposer d'un seul coup. Il est convaincu de l'impossibilité de conduire les indigènes de l'état primitif, barbare, à notre civilisation supérieure sans faire des étapes de transition, et ces étapes de transition, cet état intermédiaire, il le voit représenté par le système de culture hollandais, en d'autres termes par l'activité de l'Etat dans l'exploitation du sol tropical.

M. PIERSON. — Messieurs, j'ai demandé la parole pour faire quelques observations sur le sujet qui nous occupe et qui me semble très intéressant. J'ai éprouvé grand plaisir à entendre tout le bien qu'on a dit du système hollandais à Java. Cependant, je ne peux pas accepter pour mon pays tout cet honneur. Je suis très flatté de voir qu'on veut suivre notre exemple, mais je vous dirai :

suivez notre exemple dans ce que nous avons fait de bon, mais, pour l'amour de Dieu, ne le suivez pas dans ce que nous avons fait de mal ! Il faut que l'on distingue bien. Or, je crois qu'on est un peu en train d'embrouiller la question. On parle du système de culture du général Van den Bosch et on combine deux éléments tout à fait divers. Ce n'est pas un reproche à ceux qui ne sont pas Hollandais, car la même confusion est faite continuellement en Hollande.

Au temps de la Compagnie des Indes, qui a fini sa triste existence à la fin du XVIII^e siècle, le système adopté par rapport à la population indigène était celui-ci : La Compagnie ne s'en mêlait pas, elle ne se mêlait pas du gouvernement de la population ; elle n'imposait pas d'impôts directs à cette population. Elle demandait seulement que les chefs indigènes lui fournissent de l'argent et aussi des produits. Eh bien, graduellement, on a abandonné ce système et on a adopté un système tout autre, c'est-à-dire que le gouvernement s'est mis en rapport direct avec les populations. Mais il y a une chose que l'on a gardée, c'est la livraison du café. C'est surtout dans la province des Preanger qu'on l'a gardée. Sous tous les régimes qui ont suivi celui de la Compagnie des Indes Orientales, on a conservé le système de la livraison du café. Et qu'a fait le général Van den Bosch quand il est venu en 1830 ? Il l'a maintenu et beaucoup étendu. Eh bien, qu'est-ce que ce système de la livraison du café ? Est-ce là ce qu'on appelle engager des capitaux pour le compte de l'Etat dans la culture, dans les plantations ? Il n'y avait pas de capital engagé par le gouvernement dans ces entreprises de café. C'était tout simplement un système d'impôt, un système de travail obligatoire. La population devait livrer le café à des prix très inférieurs. Il est

évident que ce système était aussi un monopole. Personne n'avait le droit d'acheter du café hormis le gouvernement. Et le gouvernement, comme je viens de le dire, n'engageait pas de capitaux, donc il ne courait aucun risque. Il ordonnait à la population de planter, et si les plantations ne donnaient pas de résultats, tant pis pour ceux qui avaient travaillé. Ils ne recevaient de l'argent que pour autant qu'ils livrassent du café, c'était là tout leur salaire.

Après 1842 et surtout après 1850, le prix du café en Europe a monté énormément, ce qui fait que le gouvernement a gagné des millions sur le café, et les beaux résultats financiers qu'a produits le système du général Van den Bosch sont pour la plus grande partie, je pourrais presque dire pour la totalité, dus à cette source. Or, je vous le rappelle, le général ne l'avait pas introduit, il n'a fait que l'étendre.

Il est vrai qu'il l'a étendu dans une très forte mesure. En faisant cela il a dû avoir recours à des fonctionnaires, et ceux qui lui ont succédé ont été également obligés d'avoir recours à des fonctionnaires ; c'est-à-dire que c'étaient les fonctionnaires qui avaient à déterminer les endroits où le café devait être planté. Mais ces fonctionnaires, qu'en savaient-ils ? Etaient-ils bien renseignés sur tout ce qu'il fallait savoir pour donner des ordres à la population en harmonie avec les intérêts de celle-ci ? Etaient-ils à même de choisir les bons terrains ? Mais non, ils n'étaient nullement préparés à cela, ils ne connaissaient pas toujours les endroits favorables à la culture. Et il en résultait bien souvent que la population était obligée de faire la culture du café là où le café ne voulait pas pousser, où il n'y avait aucun moyen d'obtenir du café. Il est arrivé qu'un jour un Européen

demandait à un chef javanais pourquoi la culture du café dans les terres de plantation du gouvernement échouait ; alors le chef lui a répondu ceci : « Le café n'obéit pas au commandement. » Il disait cela à sa manière, c'est-à-dire : « Le café n'obéit pas au *prenta* ; à Java, le *prenta*, c'est tout ce qui est commandé.

Je crois que ceux qui préconisent ce système de livraison obligatoire des produits feront bien de se livrer à une étude très approfondie de l'histoire de ce système à Java. Je dis très approfondie, et pour ça il faut qu'on commence par apprendre notre langue. On a publié des rapports très étendus, tellement étendus qu'il faut des mois pour les lire. Après les avoir lus, on dira : Quel système ! Et on se gardera bien de le recommander à l'imitation.

Dans les derniers temps on a beaucoup restreint le terrain sur lequel ce système était appliqué. Maintenant, il existe encore ; mais dans quelle mesure ? Il y a trente ou quarante ans, on obtenait annuellement 1,000,000 de balles de café. Maintenant le Ministre des colonies est très content si la colonie expédie 200,000 balles, et nous avons eu même des années de moins de 100,000. Et pourquoi cette diminution ? C'est parce que le choix des terrains a été souvent — comme je viens de l'indiquer — très mauvais. On a aussi dû abandonner des terrains qui, autrefois, avaient rapporté de grandes quantités de café, mais dont la production avait beaucoup diminué, en sorte que la charge était devenue trop lourde pour la population.

Parlons maintenant des parties du système Van den Bosch qui lui appartiennent, que Van den Bosch a inventées. Parlons de l'intervention du gouvernement dans les plantations de sucre, par exemple. C'est là que le gou-

vernement a donné de l'argent, c'est là qu'il a engagé des capitaux. Le gouvernement a donné le capital pour tout, parce que, au commencement, personne ne croyait à la possibilité d'obtenir du profit des plantations de sucre. Il en a donné pour faire des fabriques, pour payer les salaires, etc., etc. Eh bien, je demande encore quel a été le résultat de cette entreprise? Le résultat, c'est que le gouvernement a commencé par perdre pas mal d'argent et qu'il a dû renoncer à fournir des capitaux. Il a modifié les conditions des « contrats » en ce sens que ses risques furent sensiblement diminués. Ce qui restait du « contrat » c'était la livraison du sucre et, quant aux populations indigènes elles étaient obligées de donner leurs terres, elles étaient obligées de donner leur travail, leur travail pour la culture et leur travail également pour tout ce qui concernait la fabrique. C'est le père de M. Fransen Van de Putte, qui, en 1863, a fait la première brèche dans ce système. Il a commencé par lancer un décret — je crois du 20 juillet 1863 — qui a fait époque dans notre histoire coloniale. En vertu de ce décret, il était interdit aux fabricants d'exiger du travail obligatoire dans les fabriques — je ne parle pas des cultures — à moins de payement de salaires très élevés, tellement élevés que les fabricants préférèrent ne pas les payer et rendre la liberté à leurs ouvriers.

On a fait beaucoup de tapage au sujet de cet arrêté. puis, peu à peu, tout le monde a fini par rendre justice à M. Van de Putte. On est même allé plus loin, on a aboli le système tout à fait, et maintenant la culture du sucre et le travail dans les fabriques de sucre sont tout à fait libres; le gouvernement n'y est plus pour rien. Eh bien, je demande de nouveau quel a été le résultat? De 1865 à 1870, la production du sucre à

Java, sous l'ancien régime, était de 100 millions de kilogrammes ; maintenant, sous le régime de la liberté, elle est de 600 millions ; elle est montée dans la proportion de 1 à 6. Voilà la différence entre le travail obligatoire sous l'action du gouvernement et le système de la liberté. Voilà des faits et non des théories ; je tenais à vous les communiquer et vous voyez que j'avais raison de vous dire : suivez notre exemple dans ce que nous avons fait de bon, mais ne le suivez pas dans ce que nous avons fait de mal, car nous avons péché — comme tout le monde, du reste — en matières coloniales.

Messieurs, un mot encore avant de conclure. M. Anton a dit que le système Van den Bosch est bon, mais qu'il faut, en l'appliquant, se garder des abus. C'est ce que j'ai entendu dire bien souvent il y a trente ou quarante ans. C'était, on peut le dire, la base du raisonnement du parti conservateur qui soutenait le système et pas ses abus. Qu'ont répondu les libéraux ? Ils ont dit : C'est impossible, le système ne peut vivre qu'en vertu de ses abus ; les abus, c'est le système même. Eh bien, c'est la vérité. Si vous adoptez le système, sachez bien que vous adoptez les abus également par nécessité.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, je crois que nous devons nous féliciter d'avoir eu cette longue discussion sur le régime foncier aux colonies, car elle nous aura valu un discours qui est un maître discours et qui nous console de la pensée que M. Pierson ne dirige plus les destinées de son pays ; car au temps qu'il était président du Conseil, il n'a pu nous donner qu'une collaboration intermittente et nous voyons bien maintenant ce que nous avons gagné à son retour à la vie privée. Nous voyons ce que nous y avons gagné, mais aussi ce que son pays y a perdu.

Je n'aurais donc rien à dire après le discours de M. Pierson, non seulement parce que tout ce qu'il y avait à dire, il l'a dit mieux que moi, mais encore parce qu'il a confirmé par des faits les principes sur lesquels la doctrine économique que nous professons tous deux est assise. Je voudrais seulement répondre un mot à mon ami le professeur Anton. M. Anton, qui est professeur d'économie sociale a un *Credo*, comme nous en avons un nous-mêmes. Ce *Credo*, il l'a exposé l'autre jour dans une formule saisissante, lorsque, se tournant vers moi qui n'avais rien dit, il s'est écrié : « Quant à votre Bastiat et à sa doctrine économique, nous n'y croyons plus ! » Eh bien, je ne serai démenti par aucun des hommes qui ont pratiqué la vie coloniale, qui ont suivi, sur le terrain colonial, l'action coopérative des Européens et des indigènes, quand je dirai que partout nous retrouvons comme stimulant à cette action l'harmonie des intérêts. Pas un homme ayant l'expérience des colonies ne le niera. On ne peut pas faire de colonisation, nous le savons tous, sans l'action constante des indigènes ; or, cette action constante, comment l'obtient-on ? Par l'harmonie des intérêts, de leurs intérêts à eux, indigènes, et à nous, Européens.

Cette action constante, base de la colonisation, vous ne pouvez pas l'obtenir autrement ; là où vous l'obtenez autrement, il n'en résulte qu'une prospérité passagère qui bientôt s'efface et fait place à des désastres économiques et financiers.

Je prends, entre autres exemples, celui de l'Indo-Chine : Cochinchine et Tonkin. Comment y obtient-on la main-d'œuvre ? En associant les indigènes aux entreprises des Européens. A eux nous fournissons le capital, les méthodes de travail, la direction ; eux, nous fournissent la main-d'œuvre. A quelles conditions ? En s'associant.

Leurs intérêts se concilient avec les nôtres, ils trouvent leur avantage comme nous trouvons le nôtre ; quand nous prospérons, eux-mêmes prospèrent également. Et c'est ainsi que nous pouvons être assurés de leur coopération constante. Si, à un moment donné, soit par légèreté, soit par rigueur de caractère, soit par oubli de la justice que nous avions promise, nous voulons faire notre part plus grande que la leur, si nous voulons prendre plus que nous ne nous y étions engagés par contrat, ils nous quittent ; nous ne les avons jamais forcés à travailler. Dans l'Indo-Chine, par exemple, voici ce qu'on a essayé : le colon, en arrivant, leur a concédé des terres, il a cherché à fixer les indigènes, et pour cela, il a fait ce qu'on faisait dans l'ancienne France : du métayage. Il les a placés chez lui, dans des baraques qu'il avait bâties. Il a avancé à l'indigène, pour les six premiers mois, une charrue, des bœufs, des semences, du riz, puis il lui a dit : Je te fournis le capital, toi tu me fournis le travail, et nous partagerons le produit de tout cela, nous partagerons par moitié. Ce système est très connu des indigènes en Algérie et en Tunisie où il fait l'objet d'un contrat qu'on appelle contrat de Khammès. En Algérie et en Tunisie, on comprend dans ce contrat cinq parties prenantes : bœufs, charrues, semences, capital et terre. Chacun de ces cinq éléments a droit à un cinquième. Ainsi celui qui fournit la terre et le capital a (théoriquement) droit à deux cinquièmes, et l'indigène, s'il fournit la charrue, les bœufs et le travail, a droit à trois cinquièmes. On a simplifié ce système en Indo-Chine et là on partage par moitié.

Je dois dire que dans ce pays, en Indo-Chine, on a un mal énorme à faire s'installer l'indigène sur la terre du colon, et on est obligé d'avoir recours à une diplomatie éminente pour le décider à se fixer et à rester. C'est avec

la plus grande difficulté qu'on a pu attirer les deux ou trois premières familles, parce que ces gens là étaient habitués à vivre de la vie communale. Cependant jusqu'alors, ils n'avaient pas de terres en propre ; ils vivaient à raison de, peut-être, un tiers d'hectare par famille. Tandis que lorsqu'ils venaient chez nous, nous leur donnions deux ou trois hectares par tête. Malgré cela, tout le monde vous dira que jamais — aussi bien dans l'Inde anglaise que dans l'Indo-Chine — on n'a rien trouvé de plus difficile que de faire sortir les indigènes des centres où vivaient leurs familles, où les rattachaient les liens de la commune, de la famille et de la religion. Mais enfin on a réussi à en décider quelques-uns, parmi les plus indigents. Et alors, voyant que ces premiers trouvaient une situation avantageuse dans leur nouvel établissement, d'autres sont venus ; si bien qu'on a compté sur un même domaine une dizaine, puis une centaine de familles, et je pourrais même citer tel district où se sont établies cinq cents familles. Et il existe maintenant dans la colonie d'assez nombreuses applications de ce système, qui est une sorte de système féodal, avec plus de douceur et autant de justice.

Mais, si vous ne faites pas voir tout de suite à l'indigène l'avantage qu'il y a pour lui à être associé à vos intérêts ; s'il n'y a pas assez de bienveillance de votre part au début, s'il n'y a pas assez de justice, alors les quelques familles que vous avez réussi à attirer chez vous restent isolées, ou bien s'en vont. Et même dans le cas où vous seriez arrivé à fixer une centaine de familles, le jour où l'injustice apparaît, elles vous quittent ; du jour au lendemain, elles disparaissent. Et quand même vous n'auriez pas manqué de bienveillance, du jour où vous ne tiendrez pas tous les engagements par lesquels

vous les aviez associés à vos intérêts, ces gens, dont dépend votre production et votre réussite, ces gens vous abandonneront du jour au lendemain. Vous les trouverez tous partis un beau matin, et quelquefois, avec eux, vos outils, vos bœufs : les choses qui sont votre propriété auront été enlevées. Mais là où la justice règne, là où la bienveillance commande les rapports, là où l'Européen l'associe à ses intérêts, l'indigène se fixe, travaille et fait que la terre rapporte.

Eh bien, Messieurs, pourquoi avons-nous étudié, pourquoi avons-nous discuté, à l'Institut Colonial International, les questions si intéressantes qui se rattachent au régime foncier dans les colonies ? C'est que nous ne voulons plus d'esclavage, c'est que nous ne voulons plus de travail forcé, c'est que nous voulons la liberté du travail. Dans la liberté du travail seulement se trouve la solution du problème. Les autres systèmes ne donnent que des résultats passagers et trompeurs. On a bien essayé l'introduction des travailleurs engagés un peu partout : des Chinois, des Canaques, des Indiens, mais tout cela n'a donné que des résultats médiocres ; je veux bien, toutefois, que ce soit une ressource, quand on n'en a pas d'autre, et qu'on puisse y avoir recours dans les colonies où il n'y a pas de population. Mais dans les colonies d'Afrique et d'Asie, c'est à la population que nous demanderons la main-d'œuvre indispensable ; cette main-d'œuvre, nous l'attendons de la liberté, de la liberté et des avantages matériels que procurent l'association de l'indigène avec nous.

Et à ce propos, je voudrais bien que M. le colonel Thys fit une fois de plus devant vous l'exposé des méthodes à l'aide desquels il arrive à obtenir en Afrique un travail réglé, dans une région où l'on avait dit qu'il n'y avait pas de travail permanent possible. On disait : les indigènes

travailleront bien une heure ou deux, un jour ou deux, mais on ne peut pas attendre d'eux un travail fixe, un travail permanent. Eh bien, Messieurs, vous l'admireriez s'il nous disait au prix de quels efforts il est arrivé à obtenir des nègres mêmes ce travail fixe, ce travail permanent. Mais il serait bien plus simple, diront les partisans de l'obligation au travail, de prendre un décret, de dire : les indigènes travailleront les terres, sinon ils seront punis. Je sais bien que ce serait plus simple (au moins en théorie) que de les amener par la persuasion à fournir la quantité de travail nécessaire pour mener à bien des entreprises comme celle du chemin de fer du Congo. Or, le colonel Thys a toujours protesté avec énergie contre cette idée si répandue que les nègres ne sont pas travailleurs. Il ne s'agit que de savoir les amener à travailler, et son expérience du Congo se joint à notre expérience de de l'Indo-Chine pour établir — M. Pierson dirait non une doctrine — mais des faits. Je crois que nous ne pouvons atteindre à la mise en valeur de nos colonies qu'en nous basant sur la liberté.

Mais vous allez me dire : Alors nous ne distinguons plus ; nous oublions les distinctions que nous faisons l'autre jour, quand nous disions : il y a des indigènes de race supérieure, comme les Annamites, les Kabyles, des gens de vieille civilisation qu'on amène à comprendre, et à comprendre rapidement, la civilisation nouvelle que nous voulons leur inculquer ; mais, il y a d'autres indigènes qui n'ont jamais été en contact avec des Européens, qui n'ont jamais eu la moindre idée d'une civilisation quelconque. Et dans les distinctions que l'on faisait avant-hier, à l'occasion de la libre vente des terres, on disait en parlant de cette seconde catégorie d'indigènes : à ceux-là nous pouvons imposer l'obligation du travail ; avec eux

nous ne pouvons pas laisser le travail libre. Eh bien, je dis, Messieurs, que même avec ceux-là, même avec les indigènes les plus primitifs, nous n'avons encore à compter que sur le travail libre. Mais sur ce point je ne m'étendrai pas, car je toucherais à des questions trop délicates à l'heure actuelle : je m'en tiens là. Je dis que quels que soient les indigènes, je n'attends pour mon compte rien que de la liberté, avec l'éducation progressive des indigènes, et la réalisation complète de l'harmonie des intérêts.

Enfin, Messieurs, je me félicite d'avoir eu l'occasion de rompre une lance en l'honneur de notre vieux Bastiat qu'on dédaigne trop.

M. THYS. — Messieurs, mon ami Chailley-Bert me met en demeure de revenir sur la question de l'organisation du travail dans les colonies nouvelles, je m'exécute bien volontiers.

Je pourrai ainsi affirmer une fois de plus ma conviction profonde, absolue, que le seul moyen d'obtenir un travail rémunérateur des indigènes de l'Afrique équatoriale ou des indigènes des pays nouveaux, le seul moyen pour l'Européen de concilier ses intérêts avec l'accomplissement de son devoir vis-à-vis des populations primitives, est de proclamer le travail libre.

Je vous l'ai avoué lors de la conférence de Berlin, j'ai fait une tentative d'organisation de la main-d'œuvre se rapprochant beaucoup du travail forcé. Les travaux du chemin de fer du Congo n'avançaient pas ; les hommes se décourageaient ; les ingénieurs perdaient toute confiance en l'avenir et m'affirmaient qu'il n'y avait qu'un seul moyen d'activer la production des travailleurs, c'était d'appliquer les châtiments corporels, ce qui, par bien des

côtés, se rapproche du travail forcé. J'étais directeur-général de la Compagnie du chemin de fer, j'avais donc une grande responsabilité vis-à-vis de ceux qui m'avaient confié leurs intérêts.

J'étais convaincu que le système préconisé par mes ingénieurs ne réussirait pas et qu'au lieu d'augmenter, la production diminuerait. Cependant je ne crus pas devoir refuser de faire un essai loyal. J'ai dit à Berlin comment j'avais engagé les travailleurs noirs dans une milice, pour permettre l'application, conformément au Code pénal militaire en usage au Congo, des châtiments corporels.

Après un an d'essai, il fut constaté que le rendement des travailleurs noirs, qui était auparavant de 300 décimètres cubes par homme, était tombé à 250 décimètres cubes. Je changeai alors radicalement de système.

Dans tous les camps et chantiers de la Compagnie du chemin de fer, je fis afficher un ordre du jour indiquant que les châtiments corporels étaient absolument prohibés ; que tout homme qui aurait été molesté, qui aurait à se plaindre d'un de ses chefs, pouvait s'adresser à la direction générale à des heures déterminées. Je n'entre pas dans le détail de l'organisation, je l'ai fait, d'ailleurs, lors de notre réunion à Berlin, ainsi que le montre le compte rendu de l'Institut ; je passe donc rapidement.

Le rendement, qui était de 250 décimètres cubes par homme à l'expiration de l'essai de travail forcé, montait un an après à un mètre cube par homme et deux ans après à un mètre cube et un quart. On alla bien plus loin, comme je l'ai aussi raconté, quand il eut été décidé d'appliquer aux travaux du chemin de fer le système du travail à la tâche. Les dépenses de construction du chemin

de fer diminuèrent en même temps dans des proportions énormes.

A partir de ce moment, le système tout entier s'inspira de créer une véritable solidarité d'intérêts entre l'entreprise et ses travailleurs noirs, dont le bien-être fut l'objet des plus grandes préoccupations. Il fut établi en principe que chacun serait traité selon les services qu'il rendait, quelle que fut sa couleur.

Cela ne se fit pas sans peine. Je me rappelle l'indignation de ceux qui ne partageaient pas mes vues lorsqu'un mécanicien noir, qui se trouvait sur une de mes locomotives, ayant été l'objet de sévices de la part d'un mécanicien blanc — alors que le noir avait tous les droits — et que je me trouvais à l'une des sections du chemin de fer, je fis appeler les hommes et, les ayant tous réunis, je demandai au noir : « Pourquoi donc t'es-tu laissé ainsi frapper quand tu es le plus fort ? » Le noir ne me répondit pas, mais semblait, par son attitude, me dire : « Mais c'est un blanc, Monsieur. » Je lui dis alors : « C'est un mécanicien comme toi, tu as le numéro 41 et lui le 47, alors, pourquoi ne t'es-tu pas défendu ? » Cela produisit un petit scandale, mais j'avais affirmé nettement le système et il s'imposa de plus en plus.

J'ai le droit de croire que le travail sur la ligne du chemin de fer du Congo s'est ainsi non seulement accompli dans des conditions économiques avantageuses, mais encore dans des conditions d'humanité.

Pendant les premières années de la construction du chemin de fer, les travailleurs réunis sur les chantiers étaient tous des noirs de la côte : il était impossible de demander à la population aborigène un travail quelconque. J'ai indiqué à Berlin les frais énormes qu'avait

occasionné le recrutement des travailleurs à Lagos, à Sierra-Leone, à Accra.

Une des conséquences les plus heureuses de l'application de la liberté du travail et des devoirs du patron vis-à-vis des travailleurs, fut de supprimer ces frais considérables de recrutement.

Les travailleurs licenciés racontèrent, de retour à leur pays d'origine, la manière dont ils étaient traités et payés sur les chantiers du chemin de fer. La réputation de la Compagnie devint telle sur toute la côte d'Afrique qu'un véritable courant de travailleurs libres s'établit entre tous les ports de la côte occidentale et le Congo, de telle sorte qu'à la terminaison des travaux les chantiers étaient remplis de plus de 30,000 hommes venus de partout pour s'engager à notre service.

Ce n'était là, Messieurs, qu'une étape vers un but plus élevé, plus saint.

Dès le commencement des travaux du chemin de fer du Congo, j'avais entrevu que ce chemin de fer pouvait devenir une espèce de sentier civilisé tracé à travers un pays encore complètement barbare.

Il fallait tout d'abord, pour en arriver là, amener la substitution des habitants du pays aux indigènes que j'avais fait venir à grands frais de la côte d'Afrique.

C'est ici, Messieurs, seulement que mes communications ont de l'actualité. Tout ce que je vous ai dit jusqu'ici, je l'avais, en effet, déjà dit à Berlin; c'est la suite des communications que je crois devoir faire à l'Institut au sujet de la main-d'œuvre, en ce qui concerne cette question, au moins dans la construction du chemin de fer du Congo.

Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que la coopération des travailleurs noirs indigènes dans l'explo-

tation et l'entretien du chemin de fer du Congo est aujourd'hui un fait réalisé.

A l'heure actuelle, je le dis avec une satisfaction extrêmement grande : il n'y a plus que des indigènes de la région du Congo qui travaillent au chemin de fer du Congo.

J'ai commencé à employer des indigènes du Congo il y a trois ans. Ils ont, naturellement, donné d'abord un travail imparfait, leur éducation de travailleurs n'étant pas faite. Il n'y avait d'ailleurs, au début, aucune continuité dans le travail ; les hommes travaillaient deux heures, trois heures, puis il fallait les remplacer par d'autres. Peu à peu, ils ont pris le pli et l'habitude du travail assidu, les travailleurs sont venus s'enrôler de jour en jour plus nombreux, et aujourd'hui, tout l'entretien du chemin de fer du Congo est fait par des noirs de la région des Cataractes.

En même temps, la qualité du travail fourni s'est sensiblement améliorée.

Au début, la quantité de travail fournie par un noir représentait seulement un dixième du travail d'un blanc ; aujourd'hui, un noir vaut, sous ce rapport, un demi-blanc.

Ce qui a été fait pour les terrassiers, il nous faut maintenant achever de le faire pour les artisans. Il y a trois ans, il n'y avait que deux travailleurs de cette catégorie recrutés dans la région des Cataractes. Aujourd'hui, sur 150 à 200 artisans employés par la Compagnie, 70 sont des Congolais.

Dans deux ans, si on revient sur cette question, je pourrai vous annoncer, j'en ai la conviction, qu'il n'y a plus, dans nos ateliers de réparations comme sur nos chantiers, que des travailleurs indigènes de la région même. Et ce

résultat, Messieurs, je tiens pour certain qu'il n'a été obtenu que parce que les directeurs de la Compagnie du chemin de fer ont compris qu'ils avaient absolument le devoir de traiter leurs ouvriers avec bonté et avec justice, mais, bien entendu, également avec fermeté. Les résultats économiques d'une pareille manière de faire sont véritablement extraordinaires. C'est ainsi que j'ai pu actuellement, sans compromettre en rien la sécurité de la Compagnie du chemin de fer, diminuer le personnel blanc de moitié. C'est ainsi qu'un esprit chagrin écrivait dernièrement de la colonie en Europe pour dire que l'exploitation du chemin de fer du Congo était toujours bonne et se faisait dans les conditions de la plus grande sécurité, mais que Matadi devenait triste, ne présentait, pour ainsi dire, plus d'animation, qu'il n'y avait plus que trois ou quatre ingénieurs chargés de la direction.

Pour notre part, cette constatation nous réjouit ; elle est la meilleure preuve du résultat de la politique que nous avons suivie : substituer le travail des noirs au travail des blancs est non seulement une bonne chose au point de vue économique, c'est encore œuvre de progrès et d'humanité.

M. VON DER HEYDT. — Je tiens à constater ici, afin d'éviter tout malentendu, que dans les colonies allemandes le labeur forcé n'existe pas, pas plus que la participation de l'Etat dans la culture. On n'y rencontre que la culture privée et le travail volontaire.

M. DESCAMPS. — Messieurs, je pense que l'organisation du travail dans les pays de première pénétration civilisatrice ne peut pas être établie sur le même pied que dans les pays ne se trouvant pas dans la même condition. Il peut se présenter des situations telles, il peut y

avoir des transitions tellement nécessaires que nous commettrions une faute si nous voulions procéder par principes absolus. Je regrette infiniment de n'avoir pas pu entendre tous les discours si intéressants qui ont été prononcés, je les lirai très volontiers et je suis sûr que je tirerai un très grand profit des remarques qu'ils contiennent, mais des réserves me paraissent nécessaires dans le sens que je viens d'indiquer.

Je voudrais également attirer votre attention sur ce point : c'est qu'il n'est pas possible de confondre toute organisation du travail avec l'impôt en nature, c'est-à-dire le droit de l'Etat de faire payer l'impôt par le travail dans une certaine mesure.

Je crois que, dans tous les pays civilisés, nous avons eu des exemples semblables. Au point de vue colonial, voici comment s'exprimait sir Gordon dans une lettre remarquable au Ministère des affaires étrangères d'Angleterre, lord Carnarvon : « Il existe des contrées où les habitants n'usent que de peu d'articles sur lesquels on peut lever des droits, où ils ne consomment pas de spiritueux, où ils ne paient pas de patentes, où ils n'ont pas besoin de timbres. Et cependant, lorsque les indigènes forment les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de la population de la colonie, et lorsqu'on engage de grosses sommes pour payer les dépenses de police, d'administration et de justice, il n'est que juste que les habitants contribuent à des frais et des débours faits pour leur protection et leur conservation. »

Voici, d'autre part, comment s'exprimait le major Wissmann : « Je suis d'avis que, le plus souvent possible, les autorités devront solliciter des indigènes du travail en remplacement du paiement de l'impôt en argent. Je ne considérerais pas comme mauvais que les autorités gouvernementales à l'intérieur des colonies refusassent

même, comme paiement de l'impôt, les produits du sol récoltés par les indigènes et qu'elles exigeassent, en échange, du travail. »

On pourrait citer bien d'autres témoignages. J'en ai rappelé plusieurs dans mon ouvrage sur l'Afrique nouvelle. J'y traite la question avec quelque développement et pour ne pas allonger le débat, je me bornerai à m'y référer.

M. ANTON. — Je regrette infiniment que l'éloquence si brillante, mais malheureusement aussi si rapide de notre éminent collègue Chailley-Bert ne m'a pas permis de saisir tout ce qu'il a dit. Il m'est donc impossible de lui donner une réponse détaillée. Je dois me borner à lui dire, qu'il m'a fort mal compris en croyant que je préconise un travail obligatoire exploitant les indigènes. Le travail obligatoire que j'ai en vue est un travail d'impôt au profit des communes surtout ou de l'État, mais dans l'intérêt des indigènes, qui doivent en partager le bénéfice. L'obligation pour l'indigène n'est point une chose si surannée et cruelle comme elle paraît l'être à M. Chailley-Bert. Car elle est la même qui oblige mon cher collègue à payer son impôt en argent. Il me répondra peut-être qu'il le paie volontairement. Soit, je suis d'accord, mais alors qu'il essaie une fois de ne pas le payer — et il verra immédiatement surgir devant lui l'État avec toute sa force de police qui le contraindra à lui fournir sa contribution. Donc, si quelques hommes, modernes, très rares, paient leur impôt plutôt par agrément et n'en ressentent plus le caractère obligatoire, ce caractère existe néanmoins. Et l'histoire nous enseigne que dans la vie des peuples modernes il y a eu un stage où au lieu d'être forcés de payer notre impôt en argent comme aujourd'hui, nous l'avons payé en travail.

Or, demander aux indigènes un impôt en travail, n'est point doctrinal, mais simplement l'application des enseignements de l'histoire à l'état de leur vie économique. Autant que celui-ci n'est pas encore aussi avancé que le nôtre l'était lorsque notre organisation économique cessait d'être basée sur la prestation en nature, aussi longtemps que les indigènes se trouvent encore sur les premières étapes de cette échelle qui mène de la barbarie à la civilisation supérieure, la prestation en nature et l'impôt en travail sont beaucoup plus naturels, bien plus adaptés à leur situation que la prestation en argent le serait.

Quant à l'identité prétendue de l'activité de l'État avec les abus produits sous l'empire du système Van den Bosch, j'ai déjà expliqué mon opinion contraire. Je n'ai qu'à ajouter que, si l'État néerlandais revenait aujourd'hui à un pareil système — pas à Java, mais aux autres îles là où les circonstances locales le permettraient — l'activité de l'État ne devrait point être nécessairement identique avec une exploitation abusive des indigènes. J'ai une trop haute opinion de l'habileté et de la vigueur morale de l'État néerlandais pour pouvoir admettre que l'État néerlandais moderne se mit dans le cas de se voir reprocher les mêmes abus de sa force que dans le passé.

C'est ce que je voulais répondre à MM. Chailley-Bert et Pierson. J'arrive maintenant au discours de M. le colonel Thys. Je voudrais seulement lui poser une question. C'est comment l'État du Congo, au commencement, s'est procuré la main-d'œuvre? C'est probablement en s'adressant aux chefs indigènes. Et alors, comment ont fait les chefs indigènes pour procurer des travailleurs à l'État du Congo? Est-ce aussi par des procédés libéraux qu'ils y ont réussi? C'est ce que je voudrais bien savoir.

M. THYS. — Au commencement, je vous ai dit qu'on n'avait pas trouvé de travailleurs au Congo. Je vous ai dit que les indigènes de la région des Cataractes s'étaient tous enfuis lors des premiers travaux, j'ai eu beau me présenter avec les intentions les plus pacifiques, avec mon sourire le plus ouvert, aussitôt que je m'avançais vers un nègre de la région des Cataractes, il fuyait à toutes jambes ; les villages se dépeuplaient devant moi. Je n'ai donc pas eu de démarches à faire auprès des chefs indigènes, elles auraient été parfaitement inutiles. Et c'est pourquoi j'ai dû aller en recruter sur les côtes d'Afrique. J'ai été en chercher jusqu'à la Martinique et jusqu'en Chine. Plus tard et à mesure que l'organisation des chantiers a été établie régulièrement selon les principes que je viens de vous exposer, les indigènes se sont un peu rassurés ; petit à petit ils se sont mis en rapport avec moi, sans aucun intermédiaire ; quelques travailleurs indigènes, plus hardis que les autres, sont venus trouver les chefs de service, les chefs de chantier. Il en est d'abord venu deux, puis trois, puis quatre, puis dix et, petit à petit, leur nombre s'est étendu. Mais il n'y a eu aucune convention avec les chefs indigènes, ni aucun contrat avec les ouvriers indigènes. Ceux-ci venaient sur les chantiers de la Compagnie du chemin de fer se faire inscrire au contrôle, la Compagnie du chemin de fer leur donnait un livret, et une fois inscrits, elle leur donnait du travail. Je n'ai pas employé d'autres moyens pour obtenir la main-d'œuvre indigène sur le chemin de fer du Congo.

M. CAM. JANSSEN. — Vous me permettez, Messieurs, de répondre quelques mots à M. Anton et de citer un exemple antérieur à la construction du chemin de fer du Congo. Nous avons, dans le Bas-Congo, eu des travailleurs

indigènes qui sont venus volontairement, non pas de la région des Cataractes, mais de bien plus loin, du Haut-Congo. Ils sont venus volontairement s'établir dans le Bas-Congo, sans l'intervention des chefs indigènes, mais grâce à la confiance qu'ils avaient dans les blancs qu'ils avaient vus au milieu d'eux. L'exemple que je citerai date de 1886. Les Bangalas, ces terribles guerriers avec lesquels Stanley avaient eu de grandes difficultés, sont arrivés au nombre de dix-huit à Boma, dans le Bas-Congo, conduits par un blanc, mais absolument libres, et comme ils ont été bien traités, comme on a été très juste à leur égard, comme on leur a payé les salaires convenus, quand ils sont repartis à la fin de leur terme d'engagement, non seulement ces gens sont revenus, mais un courant d'émigration constante et volontaire s'est établi. Et ces gens étaient des cannibales venant de très loin jusqu'à la côte, toujours considérée comme dangereuse par les indigènes à raison des anciens souvenirs de la traite.

M. Thys, ici présent, pourra vous en citer qui, deux ou trois ans après, ont aidé à reconstruire un bateau à vapeur pour une des Compagnies. Eh bien, ce sont encore ces volontaires-là qui sont devenus des mécaniciens ou des aides-mécaniciens et qui avaient appris volontairement ce qu'ils n'avaient jamais su auparavant. Je me borne à citer cet exemple des Bangalas, bientôt suivi par celui des Basokos de l'Aruimi et de bien d'autres tribus.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous aborderons maintenant, Messieurs, la discussion de la troisième thèse. Je donne la parole à M. Janssen.

M. CAM. JANSSEN. — Sur la troisième thèse, je crois

qu'il n'y aura pas une bien longue discussion. Voici cette thèse :

« Pour la colonisation nouvelle de régions tropicales, le Torrens-Act est, de toutes, la meilleure forme de constatation du droit immobilier ; par contre, sa substitution à un système de droit immobilier existant dépend de la valeur de celui-ci. »

Je crois, Messieurs, que nous serons tous d'accord pour admettre cette thèse de M. Anton et j'applaudis aux conclusions du rapporteur en ce qui concerne l'application du Torrens-Act pour la constatation des droits immobiliers dans les colonies de fondation récente. Il serait superflu de faire l'éloge de ce régime dont toutes les personnes au courant des affaires coloniales connaissent les précieux avantages ; nous avons eu l'honneur de l'appliquer pour la première fois dans une vaste colonie africaine, il y aura bientôt dix-huit ans, et nous avons pu constater non seulement les facilités qu'il accorde à la transmission de tous les droits immobiliers, mais encore les garanties dont il entoure ces transmissions sans qu'on soit obligé de s'astreindre à des formalités surannées. Dans le système Torrens on peut dire qu'en matière immobilière le titre de propriété est quasi aussi aisément transmissible qu'une simple lettre de change en matière mobilière.

Le crédit foncier colonial, dont notre honorable rapporteur demande la création dans sa dernière thèse, est une question très complexe, grosse de difficultés et qui doit être résolue différemment selon qu'il s'agit de colonies déjà anciennes habitées par des populations déjà cultivées, comme l'Inde anglaises ou les Indes orientales néerlandaises, ou de colonies tropicales de fondation récente. J'estime que notre Institut pourrait s'en occuper

utilement dans une de ses sessions et en faire l'objet d'une étude séparée donnant lieu à un rapport spécial.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous proposer de réserver cette question du crédit foncier colonial, de l'inscrire à notre programme et d'en faire l'objet d'une étude séparée et approfondie.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. ANTON. — Messieurs, vu la longueur de l'ordre du jour et le peu de temps disponible pour le discuter, je ne voudrais pas vous retenir, par un long épilogue, de nos travaux ultérieurs. Je ne veux donc plus insister sur tous les problèmes et points de vue que ceux qui ont pris part à la discussion ont fait surgir d'une façon si obligeante et si instructive. C'est en leur exprimant mes meilleurs remerciements que je me borne à dire deux mots relatifs à la proposition si aimable de M. Chailley-Bert.

A la séance d'avant-hier, il a proposé de publier en un volume mes quatre rapports sur le régime foncier dans diverses colonies. Je remercie mon illustre collègue de cette pensée si flatteuse pour moi. Mais qu'il me permette de ne pas partager son avis. Votre rapporteur ne voit pas la nécessité d'une telle publication. Car tous ceux qui savent le français peuvent lire ces quatre rapports différents dans les publications de notre Institut et ils peuvent les lire partiellement dans la *Revue des questions diplomatiques et coloniales* de Paris. Ceux qui ne savent pas le français, mais l'allemand, peuvent les lire dans la revue de Gustave Schmoller, intitulée *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, bien connue dans notre pays. Et enfin, ceux

qui ne savent ni le français, ni l'allemand, mais l'espagnol, peuvent les lire partiellement dans la *Revista jurídica de Cataluña*.

Je suis à la fin de ce que je voulais dire et aussi à la fin du mandat que vous aviez bien voulu me confier dans la session de Berlin, en me nommant votre rapporteur sur le Régime foncier aux colonies.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois être l'interprète des sentiments de tous nos collègues, en offrant nos remerciements les plus sincères à M. le professeur Anton, cet infatigable travailleur. Je crois que peu de membres de l'Institut Colonial International ont fait autant pour l'Institut que M. le professeur Anton, et je lui offre, au nom de tous, nos remerciements les plus sincères. (*Applaudissements.*)

Je donne la parole à M. Girault, rapporteur de la deuxième question.

M. GIRAULT. — Messieurs, la question des relations entre métropole et colonies est une question très vaste ; c'est aussi une question très délicate. Je vous remercie, sans doute de l'honneur que vous m'avez fait en me demandant d'écrire un rapport général sur cette question, mais je succombe un peu sous le poids de cet honneur, et ce n'est pas en cinquante pages qu'il est possible d'exposer un problème dont on peut dire qu'il embrasse toutes les questions vitales en matière de législation coloniale.

Je dis que les rapports politiques de la métropole avec les colonies sont une question extrêmement vaste. En effet, de même qu'en matière économique, la main-d'œuvre est le fond du problème économique, parce que, quelle que soit la question en cause, on en revient toujours à parler du problème de la main-

d'œuvre, de même, en matière politique, on en revient toujours aux relations établies entre la métropole et les colonies. Qu'il s'agisse du point de savoir qui fera la loi pour les colonies, que l'on se demande comment et par qui les colonies seront gouvernées ou administrées, qu'il s'agisse d'organisation militaire, de justice, du régime douanier, ou de tout autre point, on en arrive toujours à se demander : Comment sont compris les rapports politiques de la métropole avec les colonies ?

Et non seulement cette question est très vaste, mais elle est aussi extrêmement délicate, et je m'aperçois bien maintenant combien nous avons eu autrefois raison de dire : l'Institut Colonial International n'aura pas de doctrine officielle. En effet, il est très difficile de parler des rapports politiques des métropoles avec leurs colonies sans formuler des appréciations sur la conduite de tel ou tel gouvernement à l'égard de telle ou telle colonie, et c'est pourquoi il me semble, au début de cet exposé, particulièrement opportun de rappeler que dans notre Institut il n'y a pas de doctrine officielle. Nous ne formulons pas un *Credo*. Il y a seulement ici des échanges de vues entre personnes qui cherchent également le bien et le vrai.

La solution des problèmes que nous examinons en ce moment comporte une variété très grande. Il est certain que les rapports politiques entre les métropoles et leurs colonies ne peuvent pas être réglés partout de la même façon ; ils ne peuvent pas être réglés dans les colonies d'exploitation comme dans les colonies de peuplement ; il faut tenir compte également de l'âge de la colonie, du tempérament du peuple colonisateur et d'une foule d'autres considérations. Bien plus, une même nation colonisatrice peut ne pas suivre la même politique dans toutes les parties

de son empire, cela est bien évident. Dans ces conditions, le nombre des règles ayant un caractère général est excessivement restreint ; je me suis efforcé cependant de les trouver, et voici le résultat de mes recherches.

Je me suis placé à deux points de vue. J'ai examiné tout d'abord l'action exercée par la métropole sur la colonie ; ensuite, l'action exercée par la colonie sur la métropole. Il est, je crois, préférable, pour la clarté de la discussion, de séparer dès le début les deux questions.

En ce qui concerne l'action exercée par la métropole sur la colonie, il m'a semblé que l'idée la plus générale qui pouvait être acceptée, c'était une idée de décentralisation. Quand je dis décentralisation, je veux dire qu'il est utile et raisonnable que les questions coloniales soient réglées sur place par les hommes qui sont sur place. Qu'elles soient réglées par des fonctionnaires choisis par le pouvoir central ou par des représentants des intérêts locaux, c'est là un point de vue que nous pourrons examiner plus tard ; pour le moment, je me borne à dire ceci : C'est un principe désirable que toutes les questions soient réglées sur place. Il me semble que l'expérience historique est en faveur de cette manière de voir. Les nations qui ont le mieux réussi dans l'œuvre coloniale sont bien celles, je pense, qui ont fait de la décentralisation. Les Anglais ont donné l'exemple de la décentralisation, et ils ont réussi. Les Hollandais ont fait également de la décentralisation et ils ont réussi. Et pour ceux qui, comme les Espagnols, ont suivi une politique différente, nous savons, hélas ! quels en ont été les résultats. Quant à nous, Français, autrefois, nous avons fait de la centralisation ; au *xix^e* siècle, notre Ministère des colonies a fait également de la centralisation, et le Ministère de la marine avant lui ; cela ne nous a guère réussi. Notre

Ministère des affaires étrangères au contraire a fait de la décentralisation en Tunisie, et il a réussi. Par conséquent, il semble bien que l'expérience historique aboutisse à ce résultat : Que si on fait de la centralisation, on échoue et que si on fait de la décentralisation, on réussit. Et cette décentralisation doit s'appliquer dans toutes les matières ; qu'il s'agisse de questions militaires, judiciaires, douanières, gouvernementales, administratives, peu importe, c'est toujours l'idée de décentralisation qui doit inspirer la solution.

Il y a un point sur lequel je me permets d'insister, c'est celui du législateur colonial. J'empiète peut-être un peu sur le terrain de M. Chailley-Bert, mais il m'a été impossible de parler des rapports politiques entre la métropole et les colonies sans dire un mot du législateur colonial. Je considère comme très important que la législation applicable aux colonies soit faite sur place, parce que la législation faite sur place est naturellement décentralisatrice ; si elle est faite en Europe, elle aura, au contraire, bien des chances pour être centralisatrice.

Les idées que je développe en ce moment ne sont pas admises en France par tout le monde, mais je ne veux pas insister ici davantage. Vous me permettrez toutefois de relater ceci : Il y a quelques jours, en passant à Paris, je causais avec un homme qui s'occupe beaucoup des questions coloniales ; c'est un des membres de notre Institut qui n'a malheureusement pas pu venir, et cet homme ne partageait pas tout à fait ma manière de voir en ce qui concerne les mesures à prendre. Il me disait : la centralisation a bien ses avantages ; en Angleterre on a beaucoup trop décentralisé et on est arrivé à des résultats que l'on regrette aujourd'hui. Cette manière de voir m'a un peu surpris ; néanmoins, je tiens à vous la soumettre, et je

suis heureux de pouvoir demander à nos collègues anglais quelle est leur opinion sur ce point. J'espère que leurs observations viendront à l'appui de mon opinion. Que si, au contraire, elles infirmaient ma manière de voir, je serai également très heureux de m'instruire et de rectifier, à la lumière de leur expérience, mon opinion première. Je ne veux pas, pour le moment, en dire plus long : je désire surtout provoquer des explications sur les idées que j'ai développées dans ma première thèse.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à Sir Hubert Jerningham.

SIR HUBERT JERNINGHAM. — Le soigneux rapport de notre estimé collègue M. Girault me dispenserait de vous faire une longue allocution, si je ne croyais utile à nos discussions d'insister sur un ou deux points sur lesquels je ne suis pas en parfaite harmonie avec lui.

J'emploie le mot harmonie expressément, parce qu'en somme et à part un seul point je suis d'accord avec lui, et mes objections sont plutôt des nuances que des différences d'opinion.

J'ajouterai, du reste, que nous vivons dans un temps où nos idées les plus arrêtées reçoivent de tels chocs électriques qu'il ne nous est guère permis de jouir du plaisir de formuler des opinions trop formelles. Ainsi, de tous les rapports politiques de la métropole avec les colonies, il m'a toujours semblé que les rapports fiscaux entraient en première ligne. Or, tout dernièrement, nous avons en Angleterre entendu un discours de M. Chamberlain d'une importance telle qu'il remet à l'étude un des principaux problèmes politiques que nous autres Anglais du moins avions cru résolu pour tous les temps.

Cela étant, M. Girault ne m'en voudra pas, si, me ran-

geant de son avis quand il dit « qu'il est extrêmement difficile de poser des règles générales », je vais logiquement plus loin et trouve une extrême difficulté à accepter des principes trop généraux, voire trop sérieux. Qu'il me permette d'analyser quelques-uns des siens.

La politique coloniale, dit-il en commençant, doit avoir pour objectif *non de préparer une séparation jugée d'avance inévitable*, mais de maintenir et fortifier les liens qui unissent les différentes parties de l'Empire.

Il est possible, il est même probable qu'en fait les nations colonisatrices ont de temps en temps, dans le cours de leur histoire, « préparé une séparation », mais il est certain que peu d'entre elles ont jugé d'avance cette séparation comme inévitable, et je ne vois pas, par conséquent, la nécessité d'intercaler des mots inutiles et qui prêtent à discussion dans une formule générale définissant l'objectif d'une politique coloniale, alors qu'il est peu probable qu'on acquiert une colonie aujourd'hui pour s'en défaire sciemment demain.

Je proposerais donc de supprimer tous les mots qui visent l'action qu'il faut éviter afin de conserver intacts ceux qui définissent l'action qu'il faut suivre.

Quant à l'action de la métropole sur les colonies, je sympathise d'autant plus avec les idées énoncées par notre collègue qu'il y a longtemps que je m'efforce de faire valoir ici combien, dans l'intérêt même de l'idée impériale, la décentralisation s'impose par la méthode de déconcentration. En fait la décentralisation comme principe est reconnue depuis longtemps en Angleterre. Il n'est donc question que d'étendre les attributions des assemblées législatives coloniales en rétrécissant les fonctions actuelles de Downing street qui, à mon avis, absorbent trop de temps et d'attention et pourraient être mieux remplies

dans les colonies elles-mêmes par les personnes qui, y résidant, ont acquis par leurs mérites personnels la confiance de l'administration ainsi que des administrés et agissant sous une direction gouvernementale donnée sur place se font les avocats éclairés des intérêts locaux.

L'idée n'est pas neuve et à son appui je puis vous citer les belles paroles de lord Carnarvon qui m'ont toujours frappé comme si justes, à savoir que « pour assurer la liberté, la sûreté, la prospérité des sujets coloniaux, nous ne devons pas tant considérer l'étendue du territoire que les hommes qui y sont nés et les qualités qu'ils possèdent. »

M. de Lanessan, du reste, en est arrivé à la même conclusion : « Si, dit-il, la nation colonisatrice doit prendre en main la direction des affaires administratives d'une colonie, il faut autant que possible employer les chefs des familles les plus importantes, afin de bien indiquer l'intention de ne pas aller à l'encontre des coutumes locales et de mériter par cette conduite sage les sympathies locales qui, plus tard, seront utilisées pour l'introduction graduelle du progrès et de la civilisation. »

Du principe de décentralisation découle naturellement une foule de questions que les hommes et les circonstances doivent régler sur place et auxquelles je ne toucherai pas, si ce n'est pour exprimer le doute qu'il soit sage de laisser à la législature locale, sans la direction ou l'avis de la métropole, le pouvoir de légiférer sur toutes choses, par exemple sur les questions douanières.

En Angleterre, le principe en vigueur est celui-ci : A part quelques exceptions, toute colonie peut faire des lois qui, approuvées par le Gouverneur, auront toute l'importance de statuts, mais qui sont sujets à l'approbation ou au veto de la Couronne, et toute action prise

sous l'empire d'une loi non approuvée par la Couronne aura force de loi jusqu'au moment où le veto de la métropole est proclamé dans la colonie. Vous remarquerez qu'un veto semblable constitue une puissance énorme qui, dans son exercice, demande beaucoup de discrétion de la part de la métropole et constitue en même temps une sauvegarde pour la métropole contre cette « préparation à la séparation » dont nous parle M. Girault.

M. Girault voudrait donner à l'armée coloniale une organisation autonome. Je ne suis pas assez compétent dans la matière pour me prononcer dans son sens. Il me semble prudent de déclarer que cela dépend des circonstances. Dans les pays comme l'Angleterre et l'Amérique où la conscription n'existe pas et ne saurait exister dans les conditions politiques actuelles, l'autonomie d'une armée coloniale pourrait constituer un danger que je ne fais que signaler, mais, par contre, je suis tout à fait de son avis quand il déclare que dans toute colonie qui n'a pas encore l'autonomie, c'est-à-dire la nationalité des grandes dépendances de l'Empire, il faut que l'autorité qu'il appelle très justement le principe d'unité d'autorité soit concentrée entre les mains d'un seul. Ce principe est non seulement vrai, mais il est palpable et selon, l'expression anglaise, *self evident*. En effet, il est essentiel pour l'autorité qui est le Gouverneur, et qui dérive lui-même de la métropole, que sa responsabilité envers la colonie qu'il dirige en son nom soit évidente et réelle. S'il en était autrement et si l'autorité venait à être divisée, il en résulterait des discussions interminables : la formation de partis antagonistes, voire l'anarchie.

Que l'autorité, à savoir le Gouverneur, soit bonne, mauvaise, ou médiocre, qu'importe ? Il constitue l'unité d'autorité, c'est-à-dire l'autorité de la métropole dans ses

relations avec ses dépendances, et c'est à la métropole de le maintenir ou de le retirer comme bon lui semble ; mais à part des représentations respectueuses par pétition, je ne puis admettre qu'il soit du ressort d'une législation locale de s'ériger en juge du Gouverneur par la même raison qu'elle ne peut jamais avoir le droit de juger la politique de la législature métropolitaine.

Que les colonies soient acquises par conquête, par traité, par acquisition : qu'on les nomme colonies de peuplement ou d'exploitation, peu importe : elles sont des dépendances de l'Empire, et j'emploie le mot dans ce sens qu'elles doivent reconnaître un pouvoir suzerain, ce qui implique nécessairement une dépendance.

Le pouvoir donc n'est pas dans la colonie, mais dans la puissance suzeraine et n'est que délégué au Gouverneur nommé par la puissance principale. Il constitue, par conséquent, l'unité d'autorité comme représentant de l'autorité suzeraine, et à ce titre nul autre n'a le droit de diminuer son influence.

Ces remarques ne visent qu'à une chose : à prouver combien je suis d'accord avec M. Girault dans sa déclaration que « le principe d'unité d'autorité doit être concentré entre les mains d'un seul ».

Mais, dit M. Girault, il faut faire exception pour les vieilles colonies de peuplement. Pourquoi ? Y a-t-il jamais eu occasion de diviser le pouvoir ? Nous savons que dans la vieille Europe on a dit d'un Empire que son adage était *Divide ut impera*, mais il ne s'agissait pas de la division de pouvoir dans la personne qui devait régner, et quel bienfait retirerait une colonie où le Gouverneur et le commandant des troupes et l'amiral commandant de l'escadre se partageraient les pouvoirs civils, militaires et navals ?

La chose n'est pas impossible et j'en ai vu moi-même les inconvénients. Mais ces divisions de pouvoir entre chefs importants n'est rien à côté de la division du pouvoir civil que peut opérer un député colonial au Parlement métropolitain qui s'érige en juge du Gouverneur local.

Aussi, je me demande comment il a été possible à notre honoré collègue M. Girault de préconiser en même temps le principe d'unité d'autorité par ce qu'il veut bien appeler « une grande tradition libérale », à savoir la présence de députés coloniaux dans le Parlement métropolitain.

Pour ma part, cela m'étonne, car ce dire va à l'encontre non seulement de sa théorie d'unité d'autorité, mais de toutes les idées libérales que j'ai entretenues jusqu'à ce jour. Où a-t-il découvert une idée libérale dans la subdivision des pouvoirs politiques et où a-t-il fouillé une tradition libérale dans la discussion qui forcément doit s'ensuivre? Et admettant qu'il préconise et la subdivision de pouvoirs et la discussion qui en découle, pourquoi attache-t-il tant d'importance à l'unité d'autorité?

Je ne sais si M. Girault a gouverné des colonies ou si toutes ses belles idées ne sont que le résultat de traditions qu'il se plaît à croire libérales, mais en pratique qu'il aille demander aux Gouverneurs de France dans les colonies de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et ailleurs quelle est à leurs yeux la position à laquelle est réduite le principe d'autorité par la présence au Parlement de Paris de députés élus par les colonies, et je doute que tous ne lui répondent que le député est une entrave au progrès et au développement de la colonie, pour ainsi dire un *Imperium in Imperio* qui, la plupart du temps, va à l'encontre des efforts du Gouverneur sur place et des intérêts généraux des administrés.

Je me garde ici d'entrer dans toute autre considération que celle qui nous concerne et pour ma part je ne trouve rien de choquant, comme écrit notre collègue, « dans ce que les intérêts coloniaux qui sont considérables n'aient pas dans le Parlement de défenseurs autorisés » par les colons, pour la bonne raison que tout intérêt colonial, quel qu'il soit, a sa contre-partie dans le pays métropole et y est déjà représenté, et que son défenseur attitré est le chef de la colonie qui a pour mission spéciale d'instruire les ministres responsables avec toute l'autorité de sa propre responsabilité personnelle.

Je ne m'étendrai pas sur ce sujet car, n'en déplaise à M Girault, j'aurais voté de tout cœur dans l'intérêt des colons avec ce député français qui, comme il nous le dit, il y a quelques années a déposé une proposition de loi portant suppression de la représentation de l'Inde française, de la Cochinchine, de la Guyane et du Sénégal ; c'est dire toute ma pensée au sujet de colonies qui n'ont pas atteint leur majorité.

Mais sortez de ce groupe qui est le plus nombreux et je me range alors au principe de représentation dans la mesure des responsabilités que veulent encourir les colonies qui désirent avoir voix au chapitre des intérêts de l'Empire. Ceci m'entraîne dans un autre ordre d'idées que celles exprimées dans le rapport de notre collègue et dès lors à déclarer, avant que je ne les exprime, que quant au paragraphe 1, je l'accepte avec modification ; quant au paragraphe 2 j'y adhère en général, et quant au paragraphe 3 je ne puis y souscrire sans des modifications qui, je l'avoue, en altèrent presque complètement le but. Selon moi ce paragraphe devrait être modifié comme suit :

« Sans nécessairement reconnaître aux colonies le droit d'exercer une influence sur la politique métropolitaine,

elles *pourraient*, dans certaines conditions, avoir voix au chapitre toutes les fois que *certaines de leurs* intérêts particuliers ou que les intérêts généraux sont en jeu.

» Qu'à défaut de la constitution d'un Parlement impérial, il n'est *pas* désirable que les colonies soient représentées au Parlement métropolitain. »

J'en viens à ce que j'appelle un autre ordre d'idées.

Un Empire colonial dans lequel certaines colonies ou apanages de la Couronne ont progressé à tel point que la métropole doit reconnaître leurs droits à se gouverner eux-mêmes sans renier la suzeraineté de la métropole ou mère-patrie implique forcément un Parlement impérial *à priori*.

Dans son discours d'ouverture à la réunion, l'année dernière, des premiers ministres de colonies autonomes, M. Chamberlain a dit que l'objet principal de la réunion était de fortifier les liens qui unissent la métropole et les colonies d'abord par leurs relations politiques, en second lieu par un accord commercial quelconque, et en troisième lieu par la considération des questions de défense impériale. Sur le premier point il paraît, et la chose est intéressante à constater, qu'à part deux voix tout ce qui était pour le mieux dans le meilleur des mondes en 1897 a été encore mieux en 1902, puisqu'il y a eu unanimité à ne pas discuter une question apparemment satisfaisante. Mais entretemps : le mot de Sir Wilfrid Laurier avait été lancé « si vous voulez notre coopération appelez-nous à vos conseils », et M. Chamberlain s'en saisit pour dire : « Oui, nous demandons votre assistance dans l'administration d'un vaste Empire qui est le vôtre aussi bien que le nôtre. Nous pensons qu'il est temps que nos enfants nous aident à en supporter le fardeau, et quand vous en ferez la

demande, soyez certains qu'avec joie nous nous hâterons à vous appeler à nos conseils. »

Mais il ajoute immédiatement : « Si à un moment donné vous êtes prêts à prendre votre part proportionnelle des fardeaux de l'Empire, nous sommes prêt à vous donner en retour voix au chapitre de la politique impériale. »

Puis, considérant les moyens d'accomplir cette promesse, M. Chamberlain en cite quelques-uns, entre autres la représentation à la Chambre Haute ou à celle des Communes ou aux deux.

En principe, dit le Secrétaire d'Etat, on ne peut objecter à cette suggestion, mais il préfère la création d'un Conseil impérial auquel seraient référées toutes les questions d'intérêt impérial, et en l'absence d'un tel Conseil il se croit autorisé de discuter en conférence privée les questions qui, dans un ordre plus constitutionnel, occuperaient l'attention des délégués coloniaux.

Je me suis étendu sur cette explication parce qu'émanant d'un homme politique aussi en vue et aussi éminent que M. Chamberlain, mes collègues peuvent apprécier pourquoi dans un ordre restreint je m'oppose à la représentation de petites ou grandes colonies qui ne sont pas complètement développées et me range de son avis au sujet de la représentation des colonies majeures pourvu qu'elles soient prêtes à prendre leur part des fardeaux de l'Empire.

M. Chailley-Bert a très bien dit, mardi dernier, qu'au fond nous ne pouvons parler que de notre pays que nous connaissons, et suivant ce principe je maintiens que ces fardeaux de l'Empire, à savoir de l'Empire britannique, sont sa défense et une plus grande union commerciale, une contribution militaire plus proportionnée à la charge individuelle que solde l'Angleterre pour la protection de

ses nationaux et un tarif commercial qui avantage la métropole.

La question de la défense de l'Empire et de la part réelle active ou proportionnelle que doivent prendre les colonies autonomes est encore à l'ordre du jour et il faudra du temps avant que les 2.5 que contribuent les colonies par tête de leurs habitants viennent à équivaloir les £ 1.9.3 que paye chaque habitant du Royaume-Uni.

La différence est de £ 1.6.7 ou 32 fr. 50, c'est-à-dire que sur une dépense totale de £ 60 1/2 millions de livres imposée à la métropole pour sa marine et son armée, les colonies autonomes ne contribuent que pour 1 million 3/4, soit une différence de 58 1/2 millions. Je ne vois pas trop où est la tradition libérale qui octroie au monsieur qui paye 1 soixantième des taxes, les mêmes droits que celui qui paye soixante fois plus, alors que la velléité individuelle n'y a rien à dire, et à *fortiori* à celui qui ne contribue en rien aux charges de l'Etat pour la protection qu'il en attend. Selon moi, « pas d'argent pas de Suisses », pas de réciprocité pas de protection, pas de dépenses pas de représentation, et quant à l'Union commerciale, eh bien, elle est à l'étude, non seulement ici, mais chez toutes les nations protectrices qui ont vu l'Angleterre s'enrichir sous le régime du libre-échange. Je ne me permets pas d'en dire davantage.

M. VAN DEVENTER. — Je viens de recevoir une dépêche de La Haye disant que la deuxième Chambre a voté à l'unanimité un projet de loi sur la décentralisation aux Indes néerlandaises.

Cette nouvelle intéressera tout particulièrement M. Girault.

— La séance est levée à 1 heure.

Séance du 28 mai. — Après-midi.

M. C. TH. VAN DEVENTER. — Dans la seconde position de l'honorable rapporteur, sous le littéra *f*, je lis ces mots :

« Dans les colonies de peuplement, il convient de décentraliser en étendant les attributions des assemblées représentatives.

» Dans les colonies d'exploitation et dans les colonies mixtes, il convient de décentraliser en déconcentrant. »

J'approuve l'idée de faire une distinction entre les colonies proprement dites et les possessions : dans les premières le système représentatif, l'autonomie, le *self-government* sera une chose naturelle, tandis que dans les possessions toute autorité émane du pouvoir central, qui est le représentant de la métropole souveraine.

Mais pourtant n'irait-on pas trop loin en défendant d'avance aux possessions toute espèce de gouvernement représentatif, tout commencement, même très-discret, de *self-government*? Je n'oserais pas l'affirmer, parce qu'alors je serais en opposition contre ce qui se passe, justement de ces jours, dans la législation des Pays-Bas en regard de l'Insulinde, et je suis au contraire des premiers à applaudir de tout mon cœur ces efforts très-intéressants de donner une nouvelle vie aux institutions coloniales. Comme j'avais l'honneur de vous annoncer il y a quelques heures, la seconde Chambre des Pays-Bas vient de voter à l'unanimité un projet de loi sur la *décentralisation aux Indes néerlandaises*. Les Indes néerlandaises ne sont

heureusement plus des *colonies d'exploitation*, mais elles ne sont pas non plus et elles ne seront jamais des *colonies de peuplement*. Ce sont des dépendances, des possessions de la métropole, et selon les idées de notre éminent collègue M. Girault, il faudra nous borner au développement du système de déconcentration administrative, qui y existe déjà à un certain degré.

Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a été d'un autre avis. Il a proposé au Parlement de modifier la loi organique pour les Indes orientales néerlandaises de sorte que le gouvernement général aura la faculté, non-seulement de créer des administrations financières provinciales et locales indépendantes de l'administration centrale, mais aussi de créer des conseils provinciaux et locaux pour régler avec les représentants du pouvoir central les budgets et autres intérêts locaux. Ces conseils pourront être composés d'une partie de membres désignés par le gouvernement et d'une autre partie de membres élus par la population. Voici donc un commencement de *self-government* bien discret, je l'avoue, mais pourtant d'une réalité incontestable et qui aura bonne chance de se développer.

Il n'y a pas le moindre doute sur la décision du parlement néerlandais quant à ce projet de loi. La seconde Chambre l'a déjà voté sans une voix d'opposition et la première Chambre ne tardera pas à suivre l'exemple de sa sœur cadette. Car depuis longtemps presque tous ceux qui connaissent l'Insulinde sont d'accord que l'évolution naturelle des choses exige cette traversée à la décentralisation, à l'autonomie, au *self-government*.

L'Inde britannique nous a donné l'exemple, grandiose et célèbre, d'une pareille décentralisation dans un territoire beaucoup plus vaste encore que le domaine asiatique

des Pays-Bas, mais dont la position envers la métropole est presque identique. Dans l'Inde britannique comme dans l'Insulinde, il n'y a pas de colonisations proprement dites, ce sont les populations indigènes qui forment plus de 99 pour cent des gouvernés, et par conséquent ce sont leurs intérêts qui priment. L'Angleterre nous a appris comment on peut, sans commettre d'injustice ou d'imprudence, introduire dans un tel empire asiatique des principes de gouvernement par les gouvernés mêmes, principes qui ont tant contribué au développement intellectuel et matériel des nations occidentales.

En l'honneur de Lord Mayo, qui, en 1870 fut le premier à introduire aux Indes anglaises son système admirable de décentralisation et de gouvernement provincial et local, en l'honneur aussi de notre regretté Van Asch van Wyck, qui fut l'auteur du projet de loi que la seconde Chambre des Pays-Bas vient d'accepter, je voudrais donc proposer à l'honorable rapporteur de modifier sa seconde position de sorte qu'aussi pour les possessions (ou colonies d'exploitation comme ils les nomme) le système de *self-government* soit reconnu admissible et désirable sous de certaines conditions.

SIR ALFRED LYALL. — On m'a demandé de présenter quelques observations sur les points soulevés dans cette discussion sur la législation aux colonies. Pour l'Inde, le système est brièvement celui-ci : Nous avons en premier lieu le Conseil législatif du Gouvernement de l'Inde. Ici, le Gouverneur Général est légalement investi du pouvoir de présenter des projets de lois quelconques au Conseil ou d'en autoriser la présentation par un membre du Conseil. Lorsque la discussion est terminée, s'il réunit la majorité, le Gouverneur peut :

1^o L'approuver, et dans ce cas le projet devient loi, ou

2° Refuser son assentiment, cas dans lequel le projet est rejeté, ou

3° Le réserver jusqu'à ce que la décision du Souverain soit connue, et alors le projet de loi reste en suspens.

De plus, même après que le Gouverneur a approuvé le projet de loi, le Souverain, représenté par le Secrétaire d'Etat pour l'Inde peut le désapprouver et y opposer son veto. En fait, il est excessivement rare que ce pouvoir soit exercé, parce que, pendant la préparation du projet et avant qu'il soit soumis au Conseil dans l'Inde, des échanges d'opinions ont toujours eu lieu préalablement entre le Gouvernement de l'Inde et le Secrétaire d'État dans la métropole; aucune mesure importante qui ne présente pas d'urgence réelle n'est présentée dans l'Inde avant que ces deux autorités se soient mises d'accord au point de vue général quant au principe de la législation proposée; les détails sont arrêtés par la législature indienne. Tout le système repose réellement sur le principe de concessions réciproques entre les autorités de la métropole et celles de l'Inde. Le Secrétaire d'État pour l'Inde n'intervient qu'à de très rares occasions pour des questions de principe ou quand un projet de loi porte une atteinte matérielle aux intérêts ou à la pratique reconnue du Royaume-Uni. Tous ces pouvoirs, aussi bien ceux du Secrétaire d'État et de son Conseil que ceux du Gouverneur Général et de son Conseil dans l'Inde, sont réglementés par des statuts parlementaires; c'est un système d'équilibre basé sur une confiance réciproque et une connaissance parfaite de part et d'autre des questions en discussion. Le rouage est quelque peu compliqué, et je suis persuadé qu'il ne fonctionnerait guère avec succès, à moins d'être simplifié pour ainsi dire par le jugement, l'expérience, le calme

et le désir de faire de la bonne besogne de ceux dont relève la législation.

Il y a en second lieu les Conseils législatifs des différentes provinces de l'Inde. Un projet de loi ne peut être soumis à ces Conseils qu'après avoir préalablement reçu à cette fin l'approbation du Gouverneur Général; ceci accompli, le Conseil peut le discuter et en arrêter les détails sans autre intervention du Gouvernement suprême.

De cette façon, le principe de la législation sur les lieux et de la décentralisation est concilié avec le principe que le Gouvernement de la Métropole doit exercer un contrôle général et ait le dernier mot à dire dans ce qui concerne la législation pour l'Inde.

Je comprends, d'après le rapport de M. Girault, qu'il conclue décidément en faveur de la décentralisation et qu'il attache une grande importance à la législation et à la direction gouvernementales sur place, c'est-à-dire donnée dans la colonie ou la possession intéressée. D'une façon générale, je me rallie à cette opinion, mais je dois faire quelques réserves essentielles. Notre expérience dans l'Inde et, à un moindre degré, dans toute colonie où il y a une population indigène, est que la métropole doit se réserver le pouvoir de surveiller et d'intervenir à l'occasion, de la façon que j'ai décrite, dans la législation et le gouvernement sur place. L'autorité impériale a, en cette matière, le devoir de maintenir un équilibre équitable entre les Européens et les indigènes, parce que les intérêts des deux races ne sont pas toujours les mêmes et sont même très souvent opposés. La métropole doit donc conserver l'autorité nécessaire pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de favoritisme, car il ne faut pas perdre de vue que la population indigène a souvent besoin de cette protection. La théorie de la décentralisation est en général

saine et juste en matière d'administration locale ; cependant, en ce qui concerne le gouvernement dans le sens employé par M. Girault lorsqu'il le distingue de l'administration, cette théorie ne doit pas être poussée trop loin. Le Parlement britannique est justement fondé à considérer que ces grandes questions de toute première importance, qui affectent le bien-être des immenses populations indigènes dont il a la charge, sont de sa compétence. La tâche ardue de pourvoir une administration ferme et juste pour ses sujets et les races étrangères devient plus importante de jour en jour et la domination des nations européennes sur d'immenses territoires en Asie et en Afrique prend une extension si rapide qu'on serait justifié à la considérer comme le fait saillant de l'histoire politique du xx^e siècle.

Il s'en suit que la nécessité de maintenir l'autorité dans la métropole et de ne pas décentraliser les sphères supérieures du gouvernement s'impose de plus en plus au lieu de diminuer et ne doit jamais être perdue de vue dans nos colonies. Un autre point qui mérite réellement d'être mentionné, c'est que partout où nos colonies prennent de l'extension, qu'elles soient des colonies libres ou situées en Asie ou en Afrique, elles nous mettent en contact avec les colonies et les protectorats d'autres puissances étrangères. C'est-à-dire que nous n'avons guère de colonie où qu'elle soit dans laquelle nous ne nous rendions pas compte qu'il existe des questions de frontières, de politique étrangère qui non seulement affectent les Etats semi-barbares d'Asie et d'Afrique, mais aussi quelque grande puissance européenne voisine. Il en est bien ainsi même en Australie et certainement dans les îles Fidji et ailleurs. Toutes les questions de ce genre doivent être réservées intégralement au gouvernement impérial. Il est absolument

impossible que le gouvernement colonial ou même le gouvernement impérial de l'Inde puisse se charger de ces affaires.

J'ai remarqué que M. Girault a dit que le Gouverneur Général français de l'Algérie est beaucoup mieux à même et dans une situation plus favorable pour traiter les grandes questions de l'islamisme que le Gouvernement à Paris. C'est, je pense, ce qu'il a allégué. Eh bien, avec tout le respect dû à ses connaissances supérieures des questions algériennes, j'éprouve la plus grande difficulté à me ranger à cette proposition. Il n'y a pas, de par le monde entier, de question plus grande que celle de l'islamisme. Les Français gouvernent un grand peuple mahométan et les Anglais la population mahométane la plus nombreuse d'un seul pays quelconque du monde entier. La domination européenne s'étend dans de telles proportions sur ces énormes continents, que tous nous acquérons des sujets mahométans, et je ne connais réellement pas de question que je serais moins disposé à laisser entre les mains d'un Gouvernement local que celles qui affectent la population mahométane. Je pense qu'il a aussi été fait allusion dans le même ordre d'idées au Gouvernement de la Cochinchine. Tout ce que je puis répondre, c'est que tout ce qui touche à la religion des peuples de l'Inde et les questions d'une nature semblable qui augmentent d'importance et en complexité devront, à mon avis, être plus que jamais réservées au Gouvernement de la métropole. Il n'y a pas de Vice-Roi dans le monde qui ait des pouvoirs et des attributions aussi étendus que le Vice-Roi des Indes. Cependant toute sa politique étrangère, même celle des frontières à l'égard des tribus frontalières, est soigneusement surveillée d'Angleterre. Il a toujours été de notre politique et il devient de plus en plus nécessaire que les rela-

tions étrangères de ces grandes possessions à l'étranger soient laissées au gouvernement de la métropole. Il y a une chose, pour aborder un autre sujet, sur laquelle je suis tout à fait d'accord avec M. Girault, c'est-à-dire qu'il est de toute nécessité que le Vice-Roi ou le Gouverneur, quel qu'il soit, en Algérie ou dans l'Inde, soit chargé de toutes les nominations qui relèvent de son administration. Nous le faisons naturellement dans l'Inde, car, sauf les membres du Conseil, le Vice-Roi et le Gouverneur local font toutes les nominations dans l'Inde; il va de soi cependant qu'à l'origine les nominations pour les services civils et militaires sont faits dans la métropole par voie d'examens compétitifs pour les Anglais.

C'est ceci qui donne au Vice-Roi et aux Gouverneurs subordonnés leur grande autorité et influence et qui fait fonctionner le rouage gouvernemental avec douceur.

Je me rends parfaitement compte des difficultés qui ont été suscitées en Algérie et ailleurs pour l'adoption d'un système différent. Lorsque les autorités métropolitaines confient de hautes fonctions à des hommes publics dans des pays éloignés, il est essentiel qu'ils jouissent de leur pleine confiance et qu'ils soient investis d'un contrôle suffisant sur tous leurs subordonnés.

M. GIRAULT. — Messieurs, l'observation que M. Van Deventer vient de faire tout à l'heure me paraît extrêmement intéressante et j'avoue que je ne suis pas loin d'y adhérer, car, évidemment, il ne faudrait pas exagérer la pensée que j'ai exprimée devant vous. J'ai voulu dire simplement ceci : c'est que dans les colonies d'exploitation, là où il y a une immense majorité d'indigènes, la création d'institutions représentatives présente de nombreuses difficultés. Vous nous dites que vous avez établi à

Surinam des institutions représentatives bien avant d'avoir pensé à en établir à Java. C'est donc que là la difficulté était plus grande qu'à Surinam. Je trouve extrêmement intéressante, pour ma part, cette tentative de consultation des indigènes. Mais alors je demanderai à M. Van Deventer de préciser les renseignements qu'il a fournis. Ces assemblées indigènes dont on parle sont-elles simplement consultatives, sont-elles des Conseils dont on prend l'avis, quitte à le suivre ou à ne pas le suivre ? Ou, au contraire, ces assemblées ont-elles le droit de prendre des décisions ? C'est là un point sur lequel je serais très heureux d'être renseigné.

M. VAN DEVENTER. — Selon le projet de loi, le gouvernement général est laissé entièrement libre de définir les pouvoirs des Conseils locaux, mais c'est la volonté du gouvernement néerlandais et aussi de la majorité de la seconde Chambre qu'ils n'aient pas seulement le pouvoir de donner des avis, mais qu'ils aient aussi une espèce d'autonomie. Ainsi ils voteront les budgets et des projets de loi, des ordonnances provinciales et locales, parce que ce sont toujours des Conseils provinciaux et locaux. Mais, comme je viens de le dire, on laisse à l'entière discrétion du gouvernement général le pouvoir de régler cette affaire. Le projet de loi ne contient que quelques articles ; il permet au gouvernement indo-néerlandais d'instituer des Conseils locaux et provinciaux en laissant à son autorité le pouvoir de faire ce que bon lui semblera.

M. GIRAULT. — Ce que vient de dire M. Van Deventer est très instructif. Ainsi c'est le gouvernement général qui déterminera les attributions de ces Conseils. Or, jamais, en France, nous n'aurions eu l'idée d'accorder

à un Gouverneur Général le droit de statuer sur le point de savoir si les attributions de tel Conseil existant dans sa colonie seront simplement consultatives ou délibérantes. Il y a là, à mon point de vue, un exemple excellent que vous nous donnez. Maintenant, je me permettrai de poser à M. Van Deventer une autre question. Est-ce que, dans les assemblées dont vous parlez, il y a des Européens appelés à siéger en même temps que les indigènes, ou bien s'agit-il d'assemblées composées uniquement d'indigènes ?

M. VAN DEVENTER. — On a l'intention de faire entrer dans ces Conseils, autant que possible, et des Européens et des indigènes. Il y aura aussi, probablement, des élections d'Européens et, peut-être, des élections d'indigènes, mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, tout est laissé au pouvoir du gouvernement général. Il ne sera pas du tout nécessaire de régler la composition de ces Conseils partout uniformément. En telle province, par exemple, on pourrait commencer par ne nommer dans ces Conseils que des fonctionnaires, européens et indigènes, et plus tard on pourrait les compléter par voie d'élection. Ailleurs, on pourrait tout de suite instituer des élections. Tout dépendra des circonstances, et c'est selon celles-ci que le gouvernement aura à décider.

SIR ALFRED LYAL. — Dans l'Inde, les Conseils législatifs remplissent un rôle important et ils sont investis de pouvoirs variés de législation. On rencontre dans ces Conseils de nombreux indigènes qui sont soigneusement choisis pour leurs aptitudes et leurs connaissances des questions qu'ils auront à résoudre. Indépendamment de ceci, tout projet de loi est soigneusement examiné, publié et répandu dans tous les centres, tant officiels que commerciaux ; on s'enquiert de l'opinion des fonctionnaires indigènes et de

celle des principaux indigènes dans les villes ; bref, on ne néglige aucun effort pour se rendre compte de l'opinion indigène. Mais nous n'avons pas de Conseils consultatifs, c'est-à-dire des Conseils qui n'ont que voix délibérative et sont privés de tout pouvoir d'action et nous n'en sommes pas partisans.

Nous introduisons des hommes compétents directement dans les Conseils législatifs et ils y exercent les pouvoirs qui leur sont conférés par les statuts parlementaires.

M. VOHSEN. — Il intéressera probablement l'assemblée de savoir qu'on a essayé en Afrique orientale allemande de donner aux communes une partie de l'impôt foncier qu'on perçoit des indigènes, pour leur montrer que cet impôt n'est pas seulement perçu pour l'administration, mais qu'il sert aussi au bénéfice des habitants et de l'agriculture.

M. GIRAULT. — Je voudrais simplement poser une question. Dans les colonies anglaises, on peut légiférer sur place ; seulement, la loi votée sur place peut ensuite être annulée par un veto qui intervient postérieurement. Je crois cependant que la loi est provisoirement exécutoire. Je pense ne pas me tromper dans mon exposé. Eh bien, j'ai entendu dire, par une personne dont je ne partage pas d'ailleurs l'opinion, que ce système avait des inconvénients. Je voudrais savoir si cela est exact. Cette personne me disait qu'il vaudrait beaucoup mieux que la législation faite dans la colonie ne devînt exécutoire qu'après approbation du pouvoir central, et elle ajoutait que beaucoup d'Anglais partageaient cette manière de voir. C'est ce que je serais très désireux de savoir.

SIR HUBERT JERNINGHAM. — Le système dont parle

M. Girault a très bien fonctionné depuis 150 ans. Il est certain que quelques Gouverneurs coloniaux ont pu s'en montrer les adversaires, car, naturellement, s'ils soignent les intérêts de la colonie, si la législation qu'ils ont fait voter favorise ces intérêts, ils sont mécontents et même incommodés quand le veto arrive et met un frein à leur ambition ou à leurs désirs. Mais, en somme, il faut prendre la législation telle qu'elle est. Comme je l'ai déjà dit, à part dans certaines questions d'une nature toute particulière, la Couronne n'intervient que très rarement, mais elle intervient de temps en temps. Quelquefois ce n'est peut-être pas très agréable, mais, en somme, l'Angleterre a prouvé depuis 150 ans que le veto est nécessaire. Une preuve de sa très grande utilité peut se trouver dans ce fait qu'il n'y a jamais eu aucune révolution, aucun mouvement politique, aucune représentation publique contre le veto.

M. VOHSEN. — Messieurs, il a été dernièrement publié un rapport sur la colonie de Lagos. Dans ce rapport on a mentionné qu'on y a installé tout récemment un Conseil des chefs du pays. Ce conseil est consulté, dans les questions importantes, par le Gouverneur, et il donne son avis. Je voudrais demander si, dans d'autres pays, il existe des conseils de chefs indigènes, et si ces conseils sont consultés dans les questions administratives et si leur avis est demandé par le Gouverneur. Quelle expérience en a-t-on tiré ?

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, je réponds à la question posée par M. Vohsen, en ce qui concerne les colonies françaises. Je regrette beaucoup qu'il n'y ait pas ici de membre plus spécialisé que je ne le suis moi-même pour donner des informations sur notre pratique

en ces matières. Mais je peux dire que dans deux de nos colonies nous avons, dans l'une depuis longtemps, dans l'autre depuis quelques années, des Conseils dans lesquels des indigènes sont chargés de la représentation ou de la défense des intérêts ou des institutions indigènes. L'une de ces colonies, c'est l'Indo-Chine, l'autre c'est l'Algérie.

En Indo-Chine, vous le savez, nous avons un ensemble gouvernemental qui rappelle celui de l'Inde ; c'est un tout, dans lequel chaque partie, c'est-à-dire chaque province, a ses institutions particulières. Il y a cinq provinces : Cochinchine, Cambodge, Annam, Tonkin, Laos. Dans la première, la Cochinchine, nous avons un Conseil colonial depuis environ 25 ans. Dans ce Conseil colonial nous avons, comme aux Indes, à côté des éléments européens, des éléments choisis, désignés par l'administration pour représenter la pensée des indigènes, l'opinion des indigènes sur les mesures proposées. On ne doit pas s'étonner de ce que cette organisation ait été conçue à l'imitation de l'Inde, attendu que le gouvernement de la colonie, à l'origine, a été copié exactement sur ce qui se faisait aux Indes, et je ne crois pas pouvoir donner un plus bel éloge de l'administration de l'Inde qu'en constatant que la Cochinchine, en restant fidèle au modèle choisi pendant dix-huit ans, c'est-à-dire de 1861 à 1879, a développé une prospérité sans rivale qui fut le fruit de son admirable administration. Puis, peu à peu, on a évolué, on a procédé à l'élection des membres, même indigènes, du Conseil ; au lieu de les faire désigner par le Gouvernement, ils sont maintenant élus par leurs compatriotes. D'abord ce système n'a pas donné de bons résultats : mais voilà plus de vingt ans que la méthode d'élection des membres indigènes fonctionne et — je ne l'ai pas entendu moi-même, je n'ai pas assisté, à des séances du Conseil,

mais j'ai entendu dire tout récemment par deux anciens gouverneurs généraux qu'en Cochinchine les indigènes ont acquis une telle habitude de penser et de parler en public, qu'ils tiennent très bien et très convenablement leur place dans ce Conseil, même en face des membres français. Il ne semble plus qu'on puisse reprocher à ces hommes d'être les subordonnés de l'administration, ils sont très sérieux, ils comprennent très bien, on peut même dire de quelques-uns que ce sont des hommes très compétents qui connaissent les besoins de la population, et ils savent parfaitement exprimer ce qu'elle désire.

Au Tonkin, province plus nouvelle, notre expérience en ce qui concerne les institutions représentatives est vraiment très intéressante. Le Tonkin fut jadis une province conquise par l'Annam, et l'Annam considérait toute province conquise comme étant un de ces endroits dans lesquels on pouvait envoyer les membres des grandes familles pour y faire fortune, comme jadis, nous autres Français, avant la Révolution, nous envoyions les membres de nos grandes familles administrer le Languedoc, la Provence, le Béarn, où ils faisaient leur fortune sur la province. C'est ce qui est arrivé au Tonkin aux grands mandarins annamites. Les grands mandarins annamites venant au Tonkin voulaient faire leur fortune trop vite et il résultait de cette situation une réelle opposition d'intérêts entre les vues de la population, des corvéables, et les vues des administrateurs représentant l'Annam, qui travaillaient à la fois pour leur gouvernement et pour leur propre intérêt. Nous en avons été avertis de très bonne heure, et quand s'est fondée la première administration civile au Tonkin, M. Paul Bert, le premier Gouverneur Général, a eu l'idée de faire élire par les hommes qui paient l'impôt, par les contribuables tonki-

nois, des représentants, qui étaient chargés dans leurs provinces respectives de se mettre en rapport avec l'administrateur français. Ils formaient ainsi une série de Conseils autour de l'administrateur français, qui était comme un préfet de nos départements de France. Il y avait ainsi, dans chaque province, un Conseil élu, composé de membres indigènes chargés de représenter le district ; puis, outre ces petits Conseils, un grand Conseil général des notables du Tonkin, chargé d'assister le représentant du gouvernement et de donner son avis sur les principales réformes. Ce système donna des résultats admirables, si admirables, et par conséquent si propres à contrôler l'administration des mandarins annamites, qu'au bout de moins de six mois, le chef du Conseil des notables était assassiné par ordre des grands mandarins ligüés ensemble pour détruire ce contrôle redoutable.

Après M. Paul Bert, cette innovation disparut, mais, plus tard, sa tradition fut reprise par un homme qui a exercé sur l'administration de l'Indo-Chine une grande influence, M. Doumer. M. Doumer rétablit le Conseil des notables, avec cette différence qu'il substitua à l'élection des membres indigènes, leur nomination, leur désignation par le Gouverneur Général français. Cela revient, par conséquent à peu près à ce qui se fait dans divers Etats de l'Inde, où la désignation des conseillers indigènes est confiée soit au choix du Gouverneur Général, soit à celui des autres administrateurs d'Etats ou de provinces sur la désignation de certains corps constitués, universités, chambres de commerce, etc.

En Algérie, nous avons un système beaucoup plus compliqué et que je crois très remarquable. C'est l'œuvre d'un homme qui portait un nom illustre dans l'administration française, M. Laferrière, Gouverneur Général.

mort il y a trois ou quatre ans. Il a créé des délégations financières, et ces délégations sont de trois ordres. Il y a une délégation qui représente les colons, une délégation représentant le commerce, l'industrie, etc. (non colons) et deux délégations qui représentent les indigènes, Arabes et Kabyles. Et chacune de ces délégations procède à ses travaux dans une même session, mais dans des séances distinctes ; elles ont un ordre du jour dressé par les soins de l'administration ; celle-ci recueille leurs opinions très soigneusement et on les publie ensuite. Ces délégations ont aussi des sessions en commun dans lesquelles leurs membres peuvent échanger leurs observations.

Voilà ce que j'avais à répondre aux observations de M. Vohsen, mais mes explications ont été forcément écourtées, limitées. Il y a des points techniques que j'eusse bien aimé entendre développer par ceux de mes compatriotes qui représentent plus spécialement les colonies auxquelles ces institutions spéciales s'appliquent.

Et, pour préciser ma pensée sur ce point, je dois ajouter que nous avons tous le sentiment que, dans ces discussions, nous passons à côté d'une grande masse de renseignements, d'informations, qui existent, en toutes matières, dans les colonies anglaises et dans les Indes néerlandaises notamment. M. Pierson nous disait ce matin que nous devrions apprendre le hollandais ; voilà dix ans que je donne ce conseil à mes élèves de l'Ecole des Sciences politiques ; voilà dix ans que je leur dis : si vous aviez le courage d'apprendre le hollandais, vous seriez de grands hommes dans votre pays, car vous pourriez puiser des trésors d'expérience dans des documents inappréciables et inconnus.

Eh bien, peut-être M. Pierson pourrait-il faire sortir

de ces puits de science les informations que je demande pour tous ceux qui ne peuvent faire ce travail. Il en est de même pour les colonies anglaises ; il y a là une sagesse cristallisée dont nous ne tirons pas tout le profit possible. Il est certainement d'autres pays où des Conseils indigènes existent et il serait urgent qu'on pût se rendre compte de ce qu'ils ont produit.

Si on arrive un jour à discuter les questions de droit colonial international en détail, comme le propose M. Girault, peut-être aurons-nous à parler dans cet institut de ces conseils, de ces assemblées élues sur lesquels mon ami Noufflard a fait, il y a quelques années, un travail très intéressant, et nous verrons alors ce que ces Conseils mixtes ont de bon, quel profit on en peut tirer, et aussi quelle opinion on en peut déduire au point de vue de la représentation coloniale dans l'intérêt de la colonie.

SIR ALFRED LYALL. — Je n'ai que peu de chose à ajouter à ce que j'ai dit antérieurement. Je crains d'avoir donné l'impression que les indigènes ne sont pas élus aux Conseils législatifs de l'Inde. La procédure est celle-ci : Lorsque le Gouvernement mande un nouveau Conseil, il désigne des associations ou groupes d'intérêts ou même des chambres, des groupes comme ceux des intérêts fonciers en Irlande, ou d'associations commerciales importantes. Un certain nombre de ces groupes est chargé de choisir un membre pour les représenter. Ces membres sont donc élus au Conseil et ne sont pas nommés par le Gouvernement.

M. VAN HASSELT. — Notre honoré collègue M. Chailley-Bert a bien raison quand il dit qu'il y a certainement d'autres pays où des Conseils indigènes existent.

Dans les Indes orientales néerlandaises on les trouve partout. Ce n'est pas le Gouvernement hollandais qui les a fait naître, ils existaient depuis des siècles, longtemps avant la domination européenne. On les trouvait non seulement dans les États indigènes des gouvernements monarchiques, mais également dans les républiques aristocratiques et démocratiques.

Dans les différentes contrées, ces Conseils ont des noms différents et leurs membres y prennent place ici par droit de naissance, ailleurs par droit de leurs positions dans l'Etat indigène, ou par droit de leur personnalité.

Le système de la domination hollandaise est, comme vous le savez, fondé principalement sur les anciennes institutions que nous avons trouvées parmi les indigènes et ainsi ces Conseils d'avis sont restés plus ou moins intacts. Mais ce ne sont pas des corps officiels, élus ou nommés par le Gouvernement.

Dans les États féodaux, comme par exemple le sultanat de Rio, Lingga et dépendances, comme le sultanat d'Indragiri et d'autres, le prince ne prend aucune mesure importante sans avoir eu recours préalablement au conseil des hauts dignitaires et des chefs de tribu.

A l'égard du sujet dont je vous parle, ce sont particulièrement les contrées de l'île de Sumatra, habitées par les Malais dits de Menangkaban, qui méritent d'être mentionnées, et surtout la partie méridionale du Gouvernement de la côte occidentale de Sumatra. Là, ce sont les chefs de famille (*panghoulou*) et quelques dignitaires qui, conformément aux institutions patriarcales, font partie des Conseils auxquels, à présent même, les fonctionnaires du Gouvernement demandent des avis dans tous les cas où il y a des mesures importantes à prendre. Mais là aussi, ce ne sont pas des Conseils officiels, reconnus ou

installés législativement. Néanmoins, leur signification est si grande, que les meilleurs Gouverneurs dans ces pays malais sont d'opinion que le système de délibération (*monpakat*) avec ces défenseurs des intérêts du peuple, désignés par les coutumes patriarcales est la garantie la plus solide de paix et de contentement parmi les sujets indigènes et même qu'il serait impossible de les bien gouverner sans la collaboration de ces Conseils.

Je me bornerai à ce seul exemple pour répondre en même temps à ce que M. Vohsen a demandé.

M. DE MARTENS. — Messieurs, je ne voudrais pas entrer dans la discussion de ces questions spéciales qui ont été jusqu'à présent l'objet du débat. Seulement, permettez-moi de faire une petite observation et de vous soumettre quelques idées que j'avais eues et sur lesquelles je n'ai pas trouvé de résolutions dans le rapport si lucide de M. Girault. D'après ses positions, il est dit que le but que chaque métropole doit poursuivre c'est de maintenir l'union avec ses colonies et que tout ce qui peut provoquer une séparation serait nuisible à la métropole, et peut-être à la colonie. Je crois que nous sommes tous d'accord, sous ce rapport, avec M. Girault. Maintenant, dans le n° 2, le rapporteur présente les conditions dans lesquelles la métropole doit se placer à l'égard de ses colonies. Je suis tout à fait de son avis que la métropole doit reconnaître comme régime de gouvernement la décentralisation; j'admets tout à fait aussi son idée de créer un conseil administratif avec la participation d'indigènes; que le droit doit être aussi basé sur le principe du « self government »; je suis même de son avis en ce qui concerne une armée autonome, comme le propose la position e; elle me paraît nécessaire pour que la colonie

puisse tout à fait indépendamment organiser son gouvernement. Seulement la question qui s'est présentée à mon esprit en lisant son rapport est celle-ci : si la colonie est tellement indépendante, si elle a sa propre administration, sa propre autonomie, sa propre armée, alors qu'est-ce qui reste ? Quel est le lien qui unit la colonie avec la métropole ? L'histoire nous prouve que ces colonies ont une telle importance qu'il ne leur reste qu'un pas à faire pour devenir absolument des États indépendants. Je ne veux pas entrer dans la discussion de cette question, qui est vraiment très complexe, mais seulement soumettre deux idées qui me paraissent entrer dans le cadre du rapport.

Je crois, tout en reconnaissant la nécessité du « self government » de la colonie dans l'ordre administratif, qu'il y a lieu d'établir des liens, d'établir des points de contact importants qui doivent rester, autant que possible, intacts, c'est-à-dire : 1° l'ordre judiciaire et 2° l'ordre politique international. Le rapporteur propose que l'administration de la justice soit décentralisée. Qu'est-ce que cela veut dire : décentraliser ? Vous vous rappelez peut-être qu'il existe un conflit assez sérieux, si je ne me trompe pas, entre l'Australie, le Commonwealth et l'Angleterre, la métropole. L'Angleterre, la métropole, exige que le dernier mot dans l'ordre judiciaire soit reconnu à la métropole. La fédération d'Australie, au contraire, exige que chaque acte judiciaire soit fini, absolument, dans la fédération, en Australie. Les deux points de vue sont tout à fait divergents, et je ne sache pas qu'une issue, un compromis soit déjà trouvé. Si une colonie, dans l'ordre judiciaire, dans l'organisation de la justice, ne reconnaît pas du tout l'autorité de la métropole, s'il n'y a pas possibilité d'avoir un appel dans la

métropole, alors, dans quelque temps la colonie sera absolument indépendante. L'histoire nous prouve que c'est toujours le juge suprême qui maintient la *Pax Britannica*, c'est lui qui a le dernier mot, c'est lui qui est le maître. Rappelez-vous l'histoire du moyen âge en France : on y établit la théorie des « cas royaux », et c'est grâce aux « cas royaux » que les Rois français ont développé et maintenu leur politique. Au point de vue colonial je crois que si la métropole reconnaît la décentralisation absolue dans la justice, je crois qu'il ne restera qu'un pas à faire pour que la colonie arrive à l'indépendance absolue. Peut-être que je me trompe, mais je crois qu'il faut que la métropole soutienne son droit — je ne sais pas dans quelles conditions ni dans quel cas — mais je crois que la décentralisation absolue dans l'ordre judiciaire est le plus grand danger qui menace le maintien des liens entre la métropole et la colonie. Et c'est ce que M. le rapporteur propose.

L'autre lien, qui me paraît aussi important, c'est celui qui unit la métropole et les colonies en matière de politique internationale. Je suis convaincu que la métropole et les colonies doivent n'avoir qu'un seul drapeau, un seul honneur national, une seule politique qui les réunissent au moment des désastres, et je crois alors que si vous reconnaissez dans ce domaine une décentralisation quelconque, je crois que le lien entre la métropole et la colonie sera absolument impossible. Et ce point, je ne trouve pas qu'il ait été mis en lumière dans le rapport de M. Girault. Je crois que cette idée de l'intérêt politique et de l'honneur du drapeau doit être commune à toutes les colonies et à toutes les métropoles et qu'elle est la base, la pierre angulaire de l'édifice d'union entre les colonies et la métropole. Je soumets seulement ces idées,

qui, je crois, peuvent être lucides et qui sont dans l'ordre des idées du rapporteur, qui ne veut pas la séparation de la métropole et des colonies, mais qui veut, au contraire, maintenir ce lien par la décentralisation dans la justice et dans la politique internationale, et cette séparation, nous ne la désirons pas.

M. NOUFFLARD. — Messieurs, mon maître, M. Chailley-Bert, a bien voulu tout à l'heure faire allusion au travail que j'avais fait sur la question des assemblées élues aux colonies, et c'est l'excuse que j'invoquerai pour mon intervention dans cette discussion. Ce que vient de dire M. de Martens montre qu'un fossé assez profond s'est creusé entre un certain nombre de nos collègues dans cette question si complexe de la décentralisation. Les membres anglais présents dans cette réunion ont discuté tout à l'heure d'une manière très frappante sur les éléments dont se composaient les Conseils législatifs dans les colonies anglaises, mais, si l'on veut bien chercher quelles sont les attributions de ces conseils, on voit que, quelles que soient leurs attributions, ces conseils ont surtout pour but d'apporter au gouverneur et aux autorités une expérience qui leur permette de légiférer au mieux des intérêts du pays, mais que l'autorité, en dernier ressort, reste au Gouverneur, dans les questions financières. Par exemple, dans une colonie décentralisée comme l'île Maurice, c'est au point que même les membres élus n'ont point d'initiative ; c'est le Gouvernement seul qui a le droit de proposer toutes les questions qui intéressent les finances de la colonie, c'est lui qui prépare le budget et le conseil législatif peut bien réduire les dépenses, mais jamais les augmenter.

Eh bien, si j'ai bien compris les conclusions du rapport

de M. Girault et les opinions de mes compatriotes sur cette question, on songerait à étendre les pouvoirs des assemblées législatives, à les étendre tant qu'on pourrait. Il serait question, par exemple, de confier à des assemblées, dont je ne recherche pas eu ce moment le mode de recrutement, mais qui pourraient peut-être être élues par le suffrage universel, il serait question de confier à ces assemblées des attributions tellement larges, avec le pouvoir de légiférer, qu'elles pourraient peut-être, à un certain moment, entraver l'action du gouvernement et aller contre l'esprit de la métropole.

Je crois, lorsqu'il est question de décentraliser, qu'il faut bien se mettre d'accord sur les principes qui doivent guider le législateur. Autant il paraît nécessaire — par différents procédés, cela va sans dire — d'entourer le Gouverneur de Conseils qui lui permettront de proposer pour la colonie les mesures les meilleures, les projets de loi les plus utiles, autant il pourrait être dangereux d'adopter le système qui consiste à accorder à des assemblées législatives coloniales les moyens de légiférer, aux colonies, dans des questions jusqu'ici réservées à l'autorité, soit du Parlement, soit du Gouvernement. En France, étant donné que nous avons des députés pour la plupart des colonies, je crois que les partisans de ce système sont en nombre très réduit. Toutefois, étant données nos idées libérales, on pourrait être amené à introduire l'établissement de Conseils législatifs indigènes, d'une représentation indigène, mais il serait à craindre que cette décentralisation ne prit un caractère trop général. Une administration trop décentralisée pourrait subir des influences particulières de nature à mettre en péril la bonne gestion des finances. M. Girault a posé ce principe, au début de la discussion, qu'il faut sauvegarder, dans les

questions de décentralisation, les liens qui rattachent les colonies à la métropole, mais qu'il craignait qu'une centralisation trop grande n'amenât les assemblées coloniales à s'affranchir de la métropole. Je suis de cet avis. En un mot, la décentralisation est excellente, à condition toutefois que l'initiative de certaines lois, notamment des lois de finances, soient réservée au Gouverneur. Il faut que le Gouverneur puisse, avec le concours des assemblées locales, administrer le plus largement possible suivant le vœu des indigènes et celui de la colonie, au lieu de recourir à l'intervention de la métropole, sous forme parlementaire ou gouvernementale, mais il ne faut pas qu'il soit le maître absolu, il ne faut pas qu'il ait le choix des membres de l'assemblée, il ne faut pas que tout le pouvoir soit concentré sur sa personne.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, en ce qui concerne le conflit auquel a fait allusion M. de Martens il y a eu en effet des discussions entre l'Australie et la métropole ; mais la question a été résolue. Je n'ai pas sous la main, l'acte fédératif de l'Australie, mais demain j'aurai des renseignements précis. Quant aux questions internationales, il est évident que ces questions sont traitées, non en Australie, mais ici, à Londres. Et personne ne le sait mieux que M. de Martens qui, lui-même, a été nommé arbitre dans l'affaire du vaisseau le « Costa-Rica » au sujet duquel s'était élevé un différend entre les Gouvernements des Indes Néerlandaises et de la Nouvelle-Galles du Sud. Cette question a été traitée entre le Gouvernement anglais et le Gouvernement néerlandais, et soumise ensuite à l'arbitrage de M. de Martens.

M. DE MARTENS. — Avant-hier, j'ai causé avec un homme d'Etat qui a été en Australie, et il m'a dit que la

question n'était pas encore décidée, car la colonie n'avait pas voulu se soumettre. Maintenant si la question est décidée, c'est au profit de la métropole, sans doute ?

M. LE PRÉSIDENT. — L'acte fédératif a décidé la question pour ce qui concerne l'appel au « Privy Council ». Je répète que je n'ai pas ici sous la main les données nécessaires pour vous renseigner exactement, mais je les aurai demain.

M. DE MARTENS. — Ce que je voulais dire, c'est que l'administration de la justice ne peut pas être absolument décentralisée. La métropole doit avoir le dernier mot dans des cas déterminés. Le droit de grâce, par exemple, doit être réservé au souverain de la métropole.

SIR HUBERT JERNINGHAM. — On a dit, Messieurs, que la décentralisation s'entend différemment par un Anglais et par un Français ; je ne le crois pas. Au moins, M. Girault, dans son rapport, a dit, page 24 :

« Les nations qui ont le mieux réussi dans leurs entreprises coloniales sont celles qui ont suivi une politique de décentralisation.

« Les Anglais ont fait de la décentralisation. Le Parlement use rarement de son droit de légiférer en matière coloniale. De 1880 à 1900, dit Reinsch, il n'a voté que 47 actes relatifs aux colonies et dépendances, sur lesquels 18 seulement étaient de nature à affecter d'une manière permanente les institutions coloniales. Sa discrétion en cette matière est tout à fait en harmonie avec cette observation judicieuse de Stuart Mill qui, après avoir montré que faire des lois pour la nation qui l'a élu ou faire des lois pour une autre nation sont, pour un Parlement, deux choses bien différentes, conclut ainsi :

« Il n'est pas certain que le despotisme de vingt millions d'hommes soit nécessairement meilleur que le despotisme de quelques-uns ou d'un seul, mais il est tout à fait certain que le despotisme de ceux qui n'ont jamais rien entendu, ni vu, ni connu de leurs sujets, a beaucoup de chances d'être plus mauvais que celui de ceux qui ont entendu, vu et appris ». Les *Orders in Council* émanés de la Couronne sont également peu nombreux : la Couronne cesse d'ailleurs de légiférer en vertu de la prérogative royale, toutes les fois qu'il existe une assemblée législative dans la colonie. Dans la réalité, la législation coloniale est presque toujours faite sur place, soit par le Gouverneur agissant seul ou assisté d'un Conseil, soit par un Parlement colonial. Le Gouvernement et l'administration sont également très décentralisés et cela tient à ce trait particulier du génie anglais qui attache moins d'importance aux textes des règlements et aux circulaires du pouvoir central qu'au caractère et à l'expérience personnelle des hommes qui sont chargés d'administrer les colonies. A ce point de vue on peut dire que, de l'autre côté de la Manche, la notion de décentralisation ne figure pas seulement dans les textes, elle se trouve surtout dans les mœurs. Il serait, sans doute, très curieux de comparer la liste des fonctionnaires coloniaux anglais qui sont nommés par la Couronne avec celles des fonctionnaires coloniaux français qui sont nommés par décret du Président de la République. C'est là un point de fait très important, car le Gouverneur qui choisit lui même ses collaborateurs a une autorité tout autre que celle du Gouverneur obligé d'accepter les fonctionnaires que l'administration centrale lui envoie. Bien des Anglais seraient sans doute étonnés en parcourant notre *Journal officiel* du soin jaloux avec lequel le Gouvernement

français se réserve quantité de nominations au fond bien secondaires.

« Les Anglais ont poussé très loin cette idée de décentralisation dans leurs grandes colonies à institutions représentatives et à Gouvernement responsable qui, chacun le sait, jouissent en fait d'une indépendance presque complète. Le Gouverneur Général est une sorte de monarque constitutionnel qui règne sans gouverner et l'agent général que ces colonies entretiennent auprès du pouvoir central est presque un ambassadeur. Les assemblées législatives coloniales votent leurs budgets et leurs tarifs douaniers et le caractère fédéral du Dominion of Canada et de la Commonwealth of Australia accentue encore ce caractère décentralisateur. Mais, même dans les *Crown-Colonies* soumises à un régime autoritaire, la discrétion du pouvoir central en matière législative fait qu'en réalité la plupart des affaires, étant réglées en vertu d'une loi locale, sont réglées sur place. La décentralisation du pouvoir législatif entraîne elle-même cette conséquence que les matières dont la solution est réservée au pouvoir central sont fort peu nombreuses.

« En ce qui concerne le Gouvernement de l'Inde, le pouvoir central semble posséder des attributions plus étendues. Cela s'explique sans doute par des causes historiques, le Secrétaire d'État pour l'Inde ayant hérité en 1858 des anciennes attributions de la Compagnie. D'un autre côté, il y a notamment une dizaine d'années, le Parlement a manifesté une certaine tendance à critiquer le Gouvernement de l'Inde et à intervenir dans son administration, mais en fait le résultat de ces tentatives a été assez mince. D'après Sir John Strachey, la centralisation ne serait pas excessive, et d'ailleurs le nombre et la nature des rapports du Secrétaire d'État avec le Gou-

vernement de l'Inde dépendrait plutôt du caractère et des tendances du Gouverneur Général que des institutions elles-mêmes. »

M. GIRAULT. — Je voudrais simplement répondre à quelques observations qui ont été faites. Tout d'abord, sur la question de l'armée coloniale, dont on a parlé ce matin et dont on a dit quelques mots cet après-midi. En écrivant cette formule que l'armée coloniale devait être décentralisée, j'ai songé surtout à mon pays. En France, il y a plusieurs manières de comprendre l'organisation de l'armée coloniale. Les uns ont voulu une armée coloniale dépendant du ministère de la guerre, et leur opinion a triomphé. Les autres voulaient une armée coloniale dépendant du ministère des colonies, leur opinion a succombé, et cependant je suis convaincu que c'était la bonne et qu'elle finira par triompher. Chez nous, le rattachement de l'armée coloniale au ministère de la guerre a eu ce résultat singulier et bien en harmonie avec nos tendances centralisatrices de supprimer l'armée coloniale bien plus encore que de la transformer ; notre armée coloniale est devenue un corps d'armée supplémentaire pouvant concourir à la défense de la métropole, mais inutile pour la défense des colonies. Pas un colonial ne me démentira.

En parlant de la décentralisation de l'armée coloniale, je voulais dire aussi qu'il faudrait à une puissance dont le domaine est très étendu, non pas une armée coloniale, mais des armées coloniales. Nous devrions avoir en France une armée d'Afrique, une armée d'Extrême-Orient, une armée de Madagascar, et, ici encore, il faudrait établir une certaine diversité. En Angleterre, n'existe-t-il pas une armée des Indes distincte de l'armée anglaise

et aussi des troupes qui gardent les colonies anglaises proprement dites? C'est tout ce que j'ai voulu dire. Il me semble que, sur ce point encore, il faut adopter une certaine variété. Voilà pour ce qui concerne la question militaire.

En ce qui concerne le point de vue judiciaire, certainement je n'ai pas pensé qu'il faudrait porter atteinte à la souveraineté de la métropole. Mais la Cour suprême nommée par le pouvoir métropolitain peut tout aussi bien siéger sur place que dans la métropole. Il ne me paraît pas très raisonnable de faire juger par des magistrats qui siègent en Europe des affaires contentieuses intéressant des gens qui habitent à l'autre bout du monde. Nous-mêmes, Français de Paris ou de la province, que dirions-nous si nous étions obligés de porter nos affaires devant des juges de Saïgon ou de Tananarive? Nous ne trouverions pas cela raisonnable, et nous n'aurions pas tort. Il existe dans nos colonies une organisation intéressante : C'est le recours en annulation. Pourquoi ne pas développer ce système et porter devant la Cour d'appel de la colonie certains pourvois sur lesquels notre Cour de cassation est appelée à statuer?

Quant à la question soulevée relativement aux rapports de l'Australie et de l'Angleterre, je n'ai pas le texte de l'article 74 de la Constitution de la *Commonwealth* sous les yeux et je le regrette beaucoup. Mais je me rappelle un article de la *Revue politique et parlementaire* (1) donnant la traduction des deux rédactions successives de cet article 74 et dont l'auteur dit à peu près ceci : « Au fond, la métropole a donné raison à l'Australie ; seulement, on a changé la forme de la

(1) *Revue politique et parlementaire*, n° de mai 1901, p. 361 (n. aj.).

phrase, de façon à permettre à la métropole de sauver sa face ». Eh bien, ce fait me paraît bien venir à l'appui de l'opinion que j'ai exprimée.

Messieurs, M. de Martens a dit : « Si vous accordez à la colonie une indépendance absolue, est-ce que vous ne préparez pas la séparation ? Que deviendra donc le lien unissant la Métropole à la colonie ? Que deviendra l'unité du drapeau qui doit flotter sur les deux pays ? »

Je ne crois pas, pour ma part, qu'on prépare la séparation en accordant à la colonie une indépendance très grande. Il y a un point historique dont j'ai toujours été profondément frappé, en ma qualité de Français. Ce fait historique, c'est le loyalisme du Canada à l'égard de l'Angleterre. Et pourtant, il semble bien que si un pays devait avoir une tendance à conquérir l'indépendance absolue, c'est le Canada ! Il avait l'exemple du Mexique, du Pérou, des États-Unis ; il était habité par les descendants de l'ancienne race vaincue. Il semblait bien, il y a trois quarts de siècle, que ce pays devait suivre l'exemple donné par le reste de l'Amérique et secouer le joug de la métropole. Eh bien, cela n'a pas été, et le loyalisme remarquable du Canada s'explique par ceci que les habitants ont à l'heure actuelle une telle indépendance, qu'ils n'ont aucun intérêt à rompre les liens qui unissent la colonie à la mère-patrie. En accordant au Canada une grande indépendance, il s'est trouvé que l'on avait suivi la politique la plus sage et la plus recommandable. L'indépendance laissée à une colonie loin d'être le prélude de la séparation peut contribuer au contraire à rapprocher les parties de l'empire situées hors d'Europe de la partie de l'empire située en Europe.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne n'a plus d'obser-

ventions à présenter sur la deuxième thèse ? Nous allons passer à la discussion de la troisième thèse.

M. DE MARTENS. — Je voudrais demander quelques explications sur le commencement de l'article III :

« Il est juste de reconnaître aux colonies le droit d'exercer une certaine influence sur la politique métropolitaine. » Qu'est-ce qu'on veut dire par « une certaine influence » ? L'expression me paraît excessivement diplomatique. Je m'incline, mais je ne comprends pas. Est-ce dans les questions intérieures ou dans les questions étrangères ? Est-ce que la colonie a aussi droit à une « certaine influence » dans le domaine de la politique étrangère, comme elle doit, peut-être, l'avoir dans la politique intérieure ?

M. GIRAULT. — J'ai donné volontairement à cette expression un sens très général. D'ailleurs, pour les commentaires, il suffirait de se reporter au passage de mon rapport où je l'explique.

M. DE MARTENS. — J'ai lu avec beaucoup d'intérêt ce rapport. A la page 20 il y est dit que : « Cette liberté d'allure laissée à la politique d'un Gouverneur peut s'étendre même, suivant les circonstances, aux rapports avec les pays voisins de la colonie. La France, grande puissance musulmane, doit avoir vis-à-vis de l'Islamisme une politique générale qu'il est plus facile de diriger d'Alger que de Paris. Le Gouverneur Général de l'Indo-Chine est mieux placé que notre Ministre des affaires étrangères pour défendre les intérêts généraux de la France en Extrême-Orient. » Il me semble donc que M. Girault reconnaît la nécessité de la décentralisation, même dans la politique étrangère au profit des colonies.

Page 40, M. Girault dit : « Un de nos collègues de l'Institut Colonial a analysé, avec beaucoup de finesse et de sûreté, les diverses complications qui peuvent surgir. Supposons avec lui une difficulté s'élevant entre Hué et Batavia : il peut y avoir lieu de tenir compte pour la résoudre, non seulement : 1° des rapports entre Java et l'Annam, mais encore, 2° des rapports entre la Hollande et la France; 3° des rapports entre la Hollande et l'Annam; 4° des rapports entre la France et Java; 5° et 6° des rapports de chaque métropole avec sa colonie. Cela ne fait pas moins de six points de vue à envisager pour la diplomatie. »

Maintenant, est-ce qu'un Gouverneur Général de colonie est en état de tenir compte de ces six points de vue de la diplomatie? est-ce qu'il peut être indépendant dans sa politique avec les six différents pays auxquels il a affaire. Car il a affaire avec six différents pays, et je trouve qu'il y a là une contradiction; il me semble que l'indépendance politique, même pour les affaires étrangères, au profit d'un Gouverneur Général serait tout à fait impossible, et je voudrais bien avoir votre opinion là dessus.

M. GIRAULT.— Je ne crois pas qu'il y ait contradiction entre les pages 20 et 40 de mon rapport. A la page 20, je me place simplement au point de vue de la déconcentration, et ce que je dis c'est qu'il conviendrait — dans une certaine mesure, évidemment, car toutes les opinions sont ridicules quand on les exagère — d'attribuer au Gouverneur Général, qui se trouve dans la colonie, une certaine latitude pour défendre, non les intérêts de la colonie seuls, mais aussi les intérêts de la métropole.

Il est certain qu'à beaucoup de points de vue, le Gou-

verneur Général de l'Indo-Chine par exemple est mieux placé pour défendre les intérêts français en Extrême-Orient que notre Ministre des affaires étrangères, parce qu'il se trouve sur les lieux et qu'il peut avoir certaines facilités qu'on n'a pas en Europe.

Mais, une toute autre question est celle de savoir si les habitants des colonies doivent pouvoir exercer une certaine influence sur la direction des affaires de la métropole ; il y a aussi lieu de se demander dans quelle mesure l'intérêt de la colonie doit être pris en considération lorsqu'il s'agit de diriger l'intérêt général de l'empire. Ce sont là deux ordres d'idées absolument distincts. Je ne crois pas avoir fait de confusion dans mon rapport ; en tout cas, il n'y en a pas dans ma pensée.

M. DE MARTENS. — D'après ce que je vois, il sera assez difficile à un Gouverneur Général en Extrême-Orient de savoir la situation politique qui existe, non pas en Extrême-Orient, mais dans le monde entier, maintenant surtout que la politique étrangère est tellement compliquée. Les questions d'Extrême-Orient ne sont pas résolues en Extrême-Orient, mais à Londres, à Paris, en Europe, et laisser à un Gouverneur Général, avec une action limitée, restreinte, le pouvoir de les résoudre, ce serait, je crois, courir un très grand danger. Je ne crois pas qu'un gouvernement quelconque ayant des colonies dans différentes parties du monde puisse faire compliquer les démarches diplomatiques par l'avènement de la politique personnelle d'un Gouverneur Général.

M. GIRAULT. — Il y a évidemment une question de mesure et de confiance.

M. DE MARTENS. — Mais il n'y a pas de mesure ni de

confiance dans des questions qui concerne l'univers entier. On ne peut pas donner à un Gouverneur Général le droit de faire des promesses, alors qu'elles pourraient être démenties par le gouvernement central. Cela ne se peut absolument pas.

M. THYS. — Il ne peut pas y avoir divergence de vues sur ce point que les colonies et la métropole doivent avoir le même drapeau. La colonie ne peut pas engager le drapeau de la métropole. Et dans les affaires de politique étrangère, il se peut toujours qu'on soit obligé d'engager le drapeau. Par conséquent, la colonie ne peut avoir la direction des affaires étrangères de la métropole.

M. DE MARTENS. — L'expérience que nous avons faite en Asie centrale depuis 1862 ou 1863 nous a prouvé que le Gouverneur Général a abusé de son pouvoir, a fait des démarches qui n'ont pas du tout été approuvées dans la capitale, parce qu'il n'avait pas le droit de les faire, mais qu'il l'a pris. Et alors toutes sortes de démentis et d'excuses ont été nécessaires, ont été provoqués par ces erreurs. Et je crois que, sous ce rapport, la situation est à présent beaucoup plus dangereuse qu'elle n'a été depuis trente ou quarante ans.

M. CHAILLEY-BERT. — Je crois que la pensée de M. Girault n'a pas été exposée avec toute la netteté qu'il aurait fallu. Chacun de nous, en rédigeant un travail, songe surtout aux problèmes qui intéressent son pays. M. Girault a pensé, en rédigeant son rapport, à des choses qui nous ont tous préoccupés, en France, et qui sont celles-ci : Il y a des cas d'ordre international dans lesquels une de nos colonies est plus spécialement intéressée ; le gouvernement de cette colonie a des vues, des

vues éclairées sur la question, et ces vues il voudrait les faire prévaloir. Mais le Ministre des affaires étrangères n'est pas renseigné; très souvent il ne sait pas exactement ce qui se passe. Et comment se renseigne-t-il? Par les consuls, les ministres plénipotentiaires, les ambassadeurs, qui ne sont pas dans la colonie, qui ne sont pas complètement au courant de la question. Dans un tel cas, c'est le Gouverneur de la colonie qui devrait être surtout consulté, qui devrait avoir voix prépondérante auprès — c'est ce que M. Girault a oublié de mentionner expressément — du Ministre des affaires étrangères. Pour me faire mieux comprendre je veux vous citer, à l'appui de cette opinion, un cas qui s'est présenté en 1863. Quand nous nous sommes emparés de la Cochinchine, nous avons été amenés à étendre notre action sur le Cambodge et, à cause de cela, nous avons dû entrer en rapport avec le Siam. A ce moment là, un de nos amiraux, un homme illustre dans notre histoire coloniale, l'amiral La Grandière, a signé, sous réserve de l'approbation du Ministre des affaires étrangères, avec le Roi de Siam, un traité, qui était de la plus haute portée politique.

Le Siam l'a si bien compris que, quelques années après, à l'occasion de l'Exposition de 1867, il a envoyé un ministre plénipotentiaire à Paris, et là, le Ministre des affaires étrangères (qui était cependant un homme éminent), le marquis de Moustiers, ne pensant pas alors à prendre conseil de l'amiral La Grandière, oubliant le seul homme qui connaît bien la question, signe à Paris un traité par lequel l'œuvre de l'amiral La Grandière était en partie détruite. Il substituait à un traité excellent pour nous une convention tout à l'avantage du Siam, parce qu'il avait oublié de demander à l'homme compétent

de donner son avis. Alors, songeant évidemment à un cas comme celui-là, M. Girault se dit : Est-ce que la colonie n'a pas le droit d'exercer son influence ? Ce n'est pas sans doute le Gouverneur qui a le droit de décider, d'engager le drapeau. Il n'y a qu'une personne morale qui engage le drapeau, c'est la métropole, c'est son Ministre des affaires étrangères soutenu par le Parlement. Mais cette circonstance fait songer aux difficultés de tout ordre que peut créer cette métropole, et autorise le Gouverneur à dire : on aurait pu me consulter, non pas en ce qui concerne les intérêts généraux de la métropole, mais en ce qui se rapporte à l'intérêt particulier de la colonie, qui pourrait être sacrifiée soit par suite de certains oublis, soit par les empiètements de certaines personnalités, soit par la confusion de divers départements.

Je suis donc d'avis que, dans le rapport de M. Girault, il n'y a pas de contradiction entre les deux points de vue.

M. DE MARTENS. — Alors, si j'ai bien compris, la haute main appartient au Ministre des affaires étrangères. C'est lui, sans doute, qui a le droit de recevoir tous les renseignements et toutes les opinions sur les questions qui concernent la colonie, mais il ne peut pas, il ne peut jamais donner au Gouverneur Général ou à tout autre son droit de faire sa propre politique.

M. VOHSEN. — Il a été question ici des Cours d'appel. Nous n'en avons pas dans les colonies allemandes. La décision qui est portée dans une colonie allemande par les tribunaux locaux est décisive. Est-ce que dans d'autres colonies il existe aussi des Cours d'appel, comme pour les colonies françaises ? En existe en Angleterre par exemple, pour les colonies de la Couronne ?

M. LE PRÉSIDENT. — Le « Judicial Committee du Privy Council », à Londres est la Cour d'appel pour les questions intéressant les colonies et l'Inde. De ce « Judicial Committee » sont membres des magistrats qui ont exercé de hautes fonctions judiciaires dans les colonies et dans l'Inde et des membres de la magistrature britannique.

M. CHAILLEY-BERT. — Je demanderai à M. le Président de nous faire connaître ce qu'il sait sur une difficulté qui s'est élevée au Canada où on institue une haute-cour. On se demandait si, cette haute-cour existant, on maintiendrait l'appel au « Privy Council ». La question est-elle résolue ?

M. LE PRÉSIDENT. — La difficulté, soulevée lors de la discussion de l'acte fédératif pour l'Australie, est résolue. C'est le « Privy Council » qui détient l'autorité suprême en matière judiciaire. Je vous donnerai des renseignements exacts à ce sujet demain.

SIR HUBERT JERNINGHAM. — Je vais vous raconter une petite histoire : En revenant de Maurice, j'ai passé par La Réunion où nous avons pris des passagers. Je dois dire que c'étaient de charmantes personnes. Il y avait entre autres un Monsieur très fort, très aimable, qui, aussitôt arrivé à bord, a trouvé sa place à table à côté du capitaine, en face de moi. Nous avons eu sa compagnie jusqu'à Tamatave et nous avons causé. — « Qu'allez-vous faire à Tamatave ? lui demandé-je. — Il me dit : — « Je suis juge à la Cour d'appel de Tamatave. » — « Alors, repris-je c'est une bonne fortune pour moi d'avoir fait votre connaissance, car j'ai des sujets mauriciens qui sont en prison à Madagascar ; il est probable qu'ils ne se sont pas

très bien conduits, mais je voudrais bien qu'on les juge parce qu'ils ont à Maurice leurs familles, leur propriétés et qu'il y a intérêt à ce que leur sort soit décidé. J'en connais qui sont en prison depuis dix-huit mois et qui n'ont pas encore été jugés. » Alors mon interlocuteur s'est écrié : — « Ah ! Monsieur, je comprends l'impossibilité où l'on est de les juger ; c'est que les cours de première instance n'ont pas encore été établies à Madagascar.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, je suis d'accord avec Sir Hubert Jerningham. Nous avons fait dans l'ordre administratif colonial de très grands progrès, mais nous savons tous, nous, Français, que nous avons encore à en faire. L'ordre judiciaire colonial est encore la partie faible de notre administration ; mais il y a tout lieu de penser qu'il ne se passera longtemps avant que nous prenions, là aussi, une meilleure position, que nous donnions une meilleure opinion de la justice coloniale française. Certes, il y a encore à faire, mais c'est déjà le commencement de la sagesse de savoir qu'on s'est trompé, et il n'y a pas un colonial français qui n'avoue que l'organisation de la justice coloniale française laisse à désirer.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, si vous le voulez bien, nous ouvrirons notre prochaine séance demain matin à 10 heures, et je donnerai la parole à M. Froidevaux.

M. MARTENS. — Je demande la parole pour une motion d'ordre. Je vois que le rapport de M. Froidevaux doit venir en discussion maintenant et je demande que, si vous n'avez pas d'objection, M. Chailley-Bert, votre rapport soit mis demain à l'ordre du jour, parce qu'il me paraît la suite naturelle des questions que nous avons discutées aujourd'hui. Dans ce rapport, vous exposez vos

idées sur la manière de légiférer pour les colonies, et nous avons discuté un peu les mêmes questions. Ne serait-il pas mieux, dans ces conditions, de discuter demain votre rapport, puis alors nous prendrons le débat sur le numéro 3 ?

M. CHAILLEY-BERT. — Je crois que la vérité, c'est que nous ne discuterons pas beaucoup demain.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que c'est à MM. Chailley-Bert et Froidevaux de s'entendre entre eux.

M. CHAILLEY-BERT. — Il n'y a aucune difficulté en ce qui me concerne. Il est à peu près certain que demain la discussion sera très écourtée. Or, la question est, à mon avis, très considérable et vaut une discussion très approfondie, une discussion comme celle que nous avons eue avec M. Anton sur le régime foncier ; et, alors, j'aimerais mieux qu'on renvoyât la discussion de mon rapport à une autre session, si le temps nous fait défaut pour l'aborder largement. Je serai toujours prêt à vous éclairer quand la discussion viendra, probablement dans la prochaine session. Je ne me dérobe pas. Si l'Institut juge qu'on doit discuter demain la question de la législation aux colonies, j'ai mes rapports avec moi, je peux repasser rapidement mon travail et même prendre connaissance de mes documents nouveaux. Mais je persiste à penser qu'il vaudrait mieux l'ajourner à une autre session, d'autant plus que la question vous est déjà familière, tandis que celle dont doit vous entretenir M. Froidevaux n'a jamais été envisagée par l'Institut.

— La séance est levée à 6 heures.

Séance du 29 mai. — Matin.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Secrétaire général pour présenter des observations sur la proposition de M. Pierson qui vous a été distribuée.

M. JANSSEN. — Messieurs, vous avez tous pris connaissance des propositions que vous a faites M. Pierson avec ses collègues néerlandais. Il s'agit, Messieurs, de tenir nos travaux au courant des événements nouveaux et de la législation nouvelle qui se produisent chaque année dans les colonies sur les questions que nous avons déjà traitées. Je crois, Messieurs, que nous serons tous d'accord sur ce point dont il a déjà été question lors de la dernière session, à La Haye, et je puis vous dire que cette règle avait été appliquée aux documents sur le régime foncier avant l'apparition du dernier volume. Nous avons déjà toute une collection de documents contenant la législation nouvelle dans différentes colonies. S'il est besoin de citer un exemple, j'indiquerai la législation en vigueur au Congo français et dans la Guyane française, législation nouvelle promulguée depuis que nous avons publié les documents sur le régime foncier dans les colonies françaises. Mais avant que nous puissions publier un volume supplémentaire sur le régime foncier, il faut qu'il y ait une quantité de documents suffisante ; il nous faut réunir des documents formant trois ou quatre cents pages, pouvant constituer un volume supplémentaire sur le régime foncier. Il en est de même pour les fonctionnaires coloniaux, pour la main-d'œuvre.

Nos collègues hollandais proposent donc : « que les membres effectifs de chaque pays se réunissent pour nommer une commission de trois personnes, membres effectifs ou associés. Cette commission se tient au courant des nouveaux documents importants se rapportant aux colonies relevant de ce pays et relatifs à des sujets déjà traités dans les publications de l'Institut. Elle pourra s'adjoindre des secrétaires. »

Je n'ai pas besoin de vous dire que je serais enchanté, quant à moi, que dans chaque pays une commission de trois membres existât, réunissant tous les documents et faisant le travail qui me serait alors envoyé et que je n'aurais plus qu'à faire publier. Mais l'expérience m'a démontré qu'on n'a guère à compter sur le travail de pareilles commissions. Il est bien possible qu'en Hollande ses membres se réunissent, travaillent et parviennent à collectionner des documents, mais je crains que ni en Angleterre, ni en France, ni en Russie, ni en Italie, ni dans aucun autre pays ces commissions ne se réuniront et ne fassent pareil travail. Si on veut aboutir, il faut, à mon avis, s'en tenir à une responsabilité unique, à un homme dans chaque pays, qui, lui, réunira ses collègues s'il l'entend, qui réunira tous les documents grâce au travail qu'il fera dans le pays. mais je le répète, je suis d'avis qu'il faut une responsabilité unique. Nous avons déjà travaillé depuis plus de dix ans ; nous avons commencé de cette façon là. et nous n'aboutissions pas. Depuis que nous avons décidé, à Berlin, qu'il y aurait, dans chaque pays, un membre spécialement chargé de correspondre avec le bureau et de lui fournir tous les documents qu'il demanderait, cela marche beaucoup mieux et il n'y a aucune plainte à formuler. Si je m'adresse à la Hollande, j'obtiens toujours tous les docu-

ments désirables ; si je m'adresse à l'Allemagne, on s'empresse d'y réunir tous les documents ; si je m'adresse à la France, M. Chailley-Bert et l'Union coloniale française, qui est très bien outillée, me les fournissent. Mais la responsabilité est unique, et quand j'écris à un de ces membres, je suis sûr qu'il me répondra, et s'il ne répond pas au bout de quelque temps, je le « tanne » tellement qu'il faut bien qu'il réponde. C'est le seul moyen pratique, et je crains bien qu'avec des commissions nous n'aboutissions pas. Nous avons déjà une expérience de ce genre : à la session de la Haye, M. Anton a fait une proposition similaire au sujet du régime foncier ; il l'a formulée pour l'Angleterre, mais elle devait s'appliquer également aux autres pays, car il les a compris dans sa proposition ; et on a été quasi unanime à dire que c'était impossible, que c'était impraticable. Telle est mon opinion sur ces commissions. Je serais enchanté que vous en nommiez dans chaque pays, mais je crains bien que cela n'amène aucun résultat. Je préfère le système actuel ; il y a un membre dans chaque pays chargé de correspondre avec le bureau, mais rien n'empêche qu'il s'adjoigne encore deux ou trois collègues pour avoir des renseignements encore plus complets.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Vohsen.

M. VOHSEN. — J'applaudis à l'initiative de la commission néerlandaise de tenir l'Institut au courant de tous les travaux qui l'intéressent, et, pour donner une sanction efficace à la proposition, je crois que les idées que vient d'émettre M. le Secrétaire général seront admises, parce que je crois comme lui que la responsabilité d'une personne donnera de meilleurs résultats qu'une commission qui, par essence, n'a pas de personnalité. Si nous avons une per-

sonne, naturellement des plus compétentes, dans chaque pays pour nous tenir au courant, c'est à elle que je confierais le soin d'agir de la façon la plus efficace dans chaque pays. Mais si je me suis levé, c'est pour signaler à l'Institut, dans le paragraphe II de la proposition, quelque chose dont M. Janssen n'a pas parlé dans ses explications. Ce paragraphe II est conçu comme suit. « La commission fait chaque année, au mois de janvier, un rapport au président de l'Institut, lui indiquant sommairement le contenu de ces documents et les motifs qui semblent en rendre la publication utile. Si le président juge ces motifs suffisants, les documents sont envoyés au secrétaire général pour être publiés. La commission pourra y ajouter une note explicative. »

Je crois que cette mesure est en elle-même très bonne. C'est un peu une précaution que nos honorables collègues néerlandais veulent prendre contre la négligence possible des commissions, et je la crois excellente. Mais cette communication ne serait peut-être pas aussi utile au point de vue du but que l'on poursuit que si elle se faisait à l'institution qui fonctionne actuellement très bien au point de vue pratique. Nous avons un Président qui change chaque année, il serait bon d'indiquer si la communication doit se faire au Président de l'année, ou, si l'on trouve que cet organisme ne convient pas, il serait bon d'indiquer quel devra être l'organisme nouveau auquel on confiera le fonctionnement des communications. C'est sur ce point que j'attire spécialement l'attention du bureau.

M. GIRAULT. — Messieurs, vous avez entendu les observations faites sur la proposition de M. Pierson, par M. le Secrétaire général, qui est plein d'expérience en cette matière ; il vous a dit que si nous avions une com-

mission chargée de recueillir et de communiquer les documents, il n'y aurait pas de responsabilité individuelle et que la responsabilité individuelle est le seul moyen d'aboutir. Je partage absolument son avis. Le plus simple serait peut-être de nous entendre pour savoir quelle est la tâche dont chacun de nous peut se charger, parce qu'il est bien évident que vous ne pouvez demander à un homme que ce qu'il peut faire. Or, il y a des choses que les uns peuvent faire et il y en a d'autres qu'ils ne peuvent pas faire, et il en est de même pour les autres. En ce qui concerne la France, par exemple, pour ma part il me serait extrêmement facile d'adresser chaque année à notre Secrétaire général la liste des textes intéressants, soit sur le régime foncier, soit sur la main-d'œuvre, soit sur toute autre question faisant l'objet de nos préoccupations. Je lui donnerais la liste des textes à publier et je ferais les réserves nécessaires pour que nos publications ne soient pas envahies par des textes faisant double emploi avec d'autres, car il arrive souvent, en France, que les décrets sont copiés les uns les autres textuellement. Voilà ce que je pourrais faire pour la France : adresser chaque année la liste des textes à publier.

Mais je ne peux pas vous adresser les textes eux-mêmes : je ne peux pas les découper dans mes collections dont j'ai besoin pour mes travaux personnels. Alors, pour cette tâche, nous pourrions peut-être nous adresser à l'Union coloniale française, dont nous mettrions encore une fois la complaisance à l'épreuve, et elle adresserait à M. Janssen les textes dont je lui aurais fourni la liste. Pour ma part, je m'offre volontiers à faire ce travail dont je parle, mais c'est le seul dont je puisse me charger. Pour les autres

pays nous pourrions établir une entente dans des conditions analogues.

M. JANSSEN. — La proposition que fait M. Girault me paraît excellente. On n'aura probablement même pas besoin de demander à l'Union coloniale de réunir des textes, parce que, dans notre bibliothèque, nous avons presque tous les journaux officiels coloniaux, et je puis, naturellement, si on m'indique exactement quels sont les textes, les documents intéressants, les retrouver dans ces journaux. Aussi, pour l'Allemagne, j'ai demandé à M. Volsen de m'indiquer tous les textes concernant le régime minier dans les colonies allemandes ; il a bien voulu m'indiquer tous les décrets et toutes les lois qui concernent le régime minier dans ce pays et je les ai tous trouvés dans la bibliothèque, j'ai trouvé tout et je n'ai eu qu'à donner des documents au traducteur. Je puis par conséquent faire ce travail, pourvu qu'on me donne la nomenclature des documents, parce qu'il m'est presque toujours facile de retrouver les textes, et, s'il manque un document, je m'adresse aux collègues chargés de fournir les renseignements. Mais nous avons une bibliothèque assez riche pour nous suffire, en général ; presque tous les actes officiels sont dans cette bibliothèque.

M. GIRAULT. — Pour ma part, Monsieur Janssen, il m'est très facile de vous adresser la liste des textes, parce que je dois faire ce travail pour moi.

M. PIERSON. — Messieurs, je commencerai par dire que je ne partage nullement les vues optimistes du Secrétaire général. Il est vrai qu'il a fait de son mieux, qu'il a fait ce qu'il pouvait faire, il est vrai encore que les membres auxquels il s'est adressé ont fait preuve de bonne

volonté et d'activité, mais il est vrai aussi que l'état de choses actuel n'est pas tel que je désirerais qu'il soit. Il me semble que nous n'avons pas fait tout ce que nous pouvions faire, et que c'est la conséquence du système adopté, et, qu'en changeant de système, nous arriverons au résultat désirable. M. le Secrétaire général dit qu'il a publié tout ce qui était intéressant...

M. JANSSEN. — Pardon, tout ce qui m'a été fourni.

M. PIERSON. — Alors, nous serons d'accord, car ce que je voulais prouver, c'est qu'il y a des choses importantes sur des sujets déjà traités par nous qui ne sont pas publiées, qui ne sont pas portées à la connaissance de l'Institut par le fait que les documents n'ont pas été publiés. Je donnerai seulement un petit exemple, qui est éclatant à mon avis, au sujet de l'étude du régime foncier. Y a-t-il rien de plus intéressant pour l'étude du régime foncier que la loi du Pendjab dont on parlait l'autre jour, que la loi de 1900? Eh bien, cette loi n'a pas été publiée! Pourquoi? Parce que l'attention n'a pas été fixée sur elle. Et cela peut arriver à tout moment. On dit : une commission n'a qu'une responsabilité partagée, il faut une responsabilité unique! Je dirai qu'il est impossible, vu la grande quantité de documents qui sont publiés dans les pays qui ont beaucoup de colonies, qu'il est impossible à un seul homme de savoir même ce qui s'y publie. Il y a quelquefois des publications qui sont cachées. Par exemple, tel rapport qui est fait porte un titre qui n'indique pas qu'on y parle du régime foncier, et cependant où tel chapitre traitant du régime foncier est très intéressant. Il faudrait donc tout lire. Eh bien, un seul homme ne pourra jamais faire cela, je dirai même que trois hommes ne pourront pas le faire, et c'est pour cela qu'il

sera très nécessaire pour chaque commission d'avoir des secrétaires. Ce dernier point est essentiel, et je crois qu'il serait très facile de remplir cette condition, que j'appelle une condition de succès. Par exemple, dans notre pays, il y a beaucoup de jeunes gens qui ont fait leurs études à l'Université, qui ont fait de belles études en matière coloniale et autres, mais surtout en matière coloniale. Donc, on peut engager deux ou trois de ces jeunes gens pour assister chaque commission. Que chacun prenne une catégorie de documents, et ainsi assiste la commission dans ses travaux. En agissant en ce sens la commission en viendra mieux à bout, elle atteindra dans ses travaux des résultats importants.

On dit aussi : la responsabilité sera partagée. Non, ce sera la responsabilité de la commission qui devra rendre compte de ce qu'elle aura fait. C'est encore un point essentiel que nous désirions que la commission envoie un rapport chaque année au Président. Pourquoi ? C'est pour que la commission reste active. Si la commission n'a pas envoyé de rapport, le Président lui demandera pourquoi. Nous avons indiqué le mois de janvier pour date, pour qu'on ne puisse pas répondre : « Oui, vous recevrez notre rapport au mois de juillet. » Eh non, ce rapport doit être envoyé au mois de janvier, et non au mois de juillet.

Un membre, M. Girault, suggérait l'idée de faire dresser d'abord une liste de tous les documents publiés. Mais alors, notre pauvre Secrétaire général, que devra-t-il faire ? Devra-t-il consulter toute cette longue liste et faire un choix ? Comment voulez-vous qu'il puisse faire un choix ? Même celui qui est très bien renseigné sur les colonies de son propre pays, il lui faudra, pour faire un choix, comme je viens de le dire, l'assistance de collègues et de secrétaires. Comment voulez-vous que notre

Secrétaire général connaisse la législation en vigueur dans les colonies de tous les pays ? La difficulté consiste toujours en cela, et ce n'est pas la résoudre que d'indiquer la liste des documents parus.

Maintenant, on a dit que notre Président changeait tous les deux ans. Eh bien, Messieurs, les Ministres aussi, dans quelques pays, changent tous les deux ans. Mais qu'est-ce que cela fait ? il y a toujours un Ministre des finances, un Ministre de la justice, à qui on peut s'adresser. Nous, nous avons toujours un Président. Je ne vois pas beaucoup ce qu'on pourrait opposer à cela. Peut-être, mes collègues qui ont signé avec moi la proposition voudront-ils ajouter quelque chose à ce que je viens de dire, mais moi je n'ai plus qu'à déclarer que je crois utile d'adopter la proposition que nous avons faite. J'attendrai de nouvelles objections pour donner des éclaircissements plus amples sur le sujet qui nous occupe.

M. CHOTARD. — Monsieur le Président, je ne me permettrai pas de rien ajouter à ce que vient de dire M. Pierson, car, pour moi, je partage absolument sa façon de voir. Avec la variété très grande des questions traitées par l'Institut, variété qui ne peut aller qu'en augmentant, il me paraît sinon impossible, du moins très difficile pour un homme seul d'être au courant de tous les documents qui paraîtront dans son pays, mais, d'un autre côté, je suis un peu touché de la crainte exprimée par M. le Secrétaire général relativement à la difficulté pour lui de se mettre en rapport avec une commission sans connaître un membre responsable unique chargé de lui transmettre les documents nécessaires. Il me semble donc que, dans le cas où l'Institut admettrait le principe d'une commission par pays, cette commission pourrait,

dès sa première séance, désigner un de ses membres, qui serait chargé des rapports avec le Secrétaire général, de façon que celui-ci n'ait jamais affaire qu'à une seule et même personne, à laquelle il puisse s'adresser au lieu et place de la Commission. Je crois qu'il y a avantage à établir une commission dans chaque pays, surtout s'il n'y a de session de l'Institut que tous les deux ans, pour permettre la continuité du travail. Chacun de nous, absorbé chez lui par ses occupations habituelles, arrive en session un peu désarmé. Dans l'intervalle de deux années, on oublie, on néglige un peu les travaux qui sont le but de notre Institut. Avec les commissions projetées, cette action constante, cette continuité de travail nécessaire s'opéreraient, puisque les membres de l'Institut pourraient aller auprès d'elles chercher les renseignements et les encouragements dont ils auraient besoin et fournir de la sorte une besogne très utile.

M. VON DER HEYDT. — Je dois dire que je suis de l'avis de M. Janssen. Je ne crois pas qu'une commission travaillera et que, au moins en parlant de mon pays, cette commission puisse se réunir pour traiter le sujet qui nous intéresse ; je ne crois pas possible de réunir trois hommes qui demeureront à des points éloignés les uns des autres pour faire le triage des lois qui ont paru dans une année, et dire : telle loi nous semble être nécessaire pour l'étude du régime foncier et telle autre pour l'étude de telle autre question. Moi-même cela me serait impossible. Mais je suis d'avis que si le Secrétaire général reçoit toutes les lois publiées pendant l'année — et c'est ce que nous avons fait jusqu'à présent, notre Secrétaire général a reçu toutes les lois publiées, à l'exception peut-être des lois anglaises. (c'est une lacune qui existe en Angleterre) —

je crois que si le Secrétaire général reçoit ces lois, si nous mettons à l'ordre du jour la question du régime foncier ou tout autre objet, et si le Secrétaire général donne connaissance de toutes ces lois parues dans les divers pays au rapporteur de la question que nous mettons de nouveau à notre ordre du jour, je crois que nous aurons alors un rapport qui nous renseignera mieux que si une commission se réunit pour dire : telle et telle chose semble devoir être publiée par l'Institut. M. Pierson a dit, par exemple, que la loi foncière du Pendjab n'avait pas été publiée, bien qu'elle fût très intéressante. Eh bien, mais nos collègues anglais devront l'envoyer s'ils doivent envoyer toutes les lois au Secrétaire général. Tandis que s'il y avait une commission en Angleterre, elle aurait pu ne pas trier cette loi, elle ne l'aurait peut-être pas jugé d'aussi grande importance que la juge M. Pierson et les autres membres hollandais, qui disent que cette loi eût pu contribuer à éclaircir une question à laquelle on prend un grand intérêt aux Pays-Bas.

Je suis donc d'avis que si on procède de la façon indiquée par moi de réunir toutes les lois et documents chez le Secrétaire général et de donner à votre rapporteur sur une question quelconque — la question foncière, par exemple — tout ce qui a paru sur ce sujet jusqu'à ce jour, lui-même portera dans son rapport toute la documentation désirable et nous discuterons en toute connaissance de cause, avec profit ce qu'il y aura lieu de prendre et d'imprimer dans le volume publié sur la question.

M. THYS. — Messieurs, j'appuie la proposition faite par les membres hollandais, M. Pierson et ses collègues, et je ne vois pas bien pourquoi ce système serait incompatible avec celui que vient de préconiser

notre collègue allemand. Il importe, à mon avis, de distinguer entre deux situations bien distinctes : l'étude des questions mises à l'ordre du jour et les travaux permanents de l'Institut. Chaque fois que l'Institut mettra une question à l'étude, il y aura un rapporteur nommé, et il fera son rapport à l'aide de tous les documents qui seront mis à sa disposition par l'Institut. Si je comprends bien le sens de la proposition de M. Pierson, le but de cette proposition est de constituer, dans chaque pays, une commission d'un caractère permanent, qui, d'une manière continue, sans interruption, se préoccupe de réunir les documents qui sont nécessaires à l'Institut pour se former une opinion, et au rapporteur pour dresser son rapport. Le but de la proposition va plus loin. Quand le rapport est publié, quand l'Institut a discuté, il n'y a plus de rapporteur. Nos honorables rapporteurs dans les questions dont l'étude vient de finir, s'empressent de déclarer, en acceptant avec modestie les remerciements de l'Institut, qu'ils considèrent leur tâche comme terminée. Mais la besogne n'est pas terminée ! Il y a dans chacune des questions très intéressantes qui ont été étudiées par l'Institut des éléments d'étude nouveaux qui peuvent se présenter et même des éléments anciens qu'on peut découvrir après coup. Et pourquoi cette commission ne pourra-t-elle pas ainsi compléter les travaux que nous avons déjà exécutés sur chacune des questions mises à l'étude. Je ne vois d'ailleurs pas bien les inconvénients d'une commission. Quels sont ceux qu'on fait ressortir ? On dit qu'il n'y aura pas d'unité. Et pourquoi n'y aurait-il pas d'unité ? La préoccupation de la commission de maintenir l'unité me semble manifeste dans la proposition.

Il va sans dire qu'elle nommera un Président, et ce sera ce Président qui représentera la commission dans chacun

des pays. On a dit aussi : à qui le Secrétaire général s'adressera-t-il ? Mais au Président de la commission puisqu'il aura été nommé pour cela, je suppose. Car je lis dans la proposition : « La première convocation de membres effectifs pour la nomination prévue par l'article 1^{er} est faite par un membre désigné à cet effet par le Président de l'Institut. Les convocations ultérieures sont faites par le Président de la commission ou par celui qui le remplace. » Et d'ailleurs, si cela n'est pas indiqué en termes suffisamment formels, la lacune est facile à combler. Il suffit de dire : « Cette commission désigne parmi ses membres un Président chargé d'entretenir des relations permanentes avec la direction de l'Institut. » Il est indiqué dans l'article 4 qu'il y a un président de la commission. Il est parfaitement naturel qu'on s'adresse à lui, que le Président de l'Institut ou le Secrétaire général, quand il veut correspondre avec la commission, s'adresse au Président de cette commission.

Quelles autres difficultés signale-t-on ? On dit : « Mais les membres de la commission ne travailleront pas ! » Pourquoi ? « Mais il n'y aura personne de responsable ! » Eh bien, j'estime, au contraire, que la question de responsabilité sera mieux tranchée. Il y aura, en réalité, dans chaque pays un petit Institut émanant du grand Institut, qui aura la préoccupation de devoir coopérer à la besogne générale ; ses membres devront envoyer, à la fin de l'année, un rapport exposant ce qu'ils ont fait : ils ne voudront pas se trouver dans l'obligation de déclarer eux-mêmes qu'ils n'ont rien fait. En définitif, la seule objection qu'on ait présentée est de dire que trois personnes ne feront pas autant de travail qu'une personne. Cela me paraît assez discutable ; dans tous les cas, il me semble évident que lorsqu'on demande un travail qui

n'exige pas la direction mentale d'une seule intelligence, lorsqu'il s'agit de recherches, trois personnes doivent logiquement, produire plus d'efforts utiles qu'une seule personne. Quant au choix des documents, certains d'entre nous disent qu'ils préfèrent que ce soit le Secrétaire général qui choisisse. Mais ce sera toujours la même chose.

M. JANSSEN. — Je ne l'ai jamais fait.

M. THYS. — J'en prends note; dans tous les cas il est évident qu'il faut bien que quelqu'un choisisse. Si les membres travaillant à l'étranger et le rapporteur n'arrêtent pas la liste des documents à publier il faut que quelqu'un choisisse. Dans la proposition de M. Pierson, je vois, si vous me permettez de m'exprimer ainsi, un choix à deux degrés ce que je trouve très avantageux. En effet, dans la proposition, il est dit : « Cette commission se tient au courant des nouveaux documents importants se rapportant aux colonies relevant de ce pays et relatifs à des sujets déjà traités dans les publications de l'Institut », et dans l'article suivant : « La commission fait chaque année, au mois de janvier, un rapport au Président de l'Institut, lui indiquant sommairement le contenu de ces documents et les motifs qui semblent en rendre la publication utile. Si le Président juge ces motifs suffisants, les documents sont envoyés au Secrétaire général pour être publiés. »

Ce n'est donc pas la commission qui choisit seule, mais c'est elle qui propose au choix du Président de l'Institut. Or, si le Président change, comme on l'a dit, l'esprit de l'Institut reste le même. Sans nier l'influence du Président dans la direction générale de l'Institut, l'organe permanent, c'est le Secrétaire général, et c'est donc lui en définitive qui décidera l'impression, sur la proposition

de la commission. La tradition sera ainsi conservée, le choix des documents à imprimer sera fait dans des conditions de sécurité très grandes. C'est pourquoi j'appuie la proposition de nos collègues hollandais. J'ajoute que si cette tentative est couronnée de succès et nous donne satisfaction, nous n'aurons qu'à la continuer. Si l'expérience prouve au contraire, contrairement à toute logique, que trois personnes ne travaillent pas plus qu'une seule personne, deux d'entre elles se retireront et la situation sera la même que maintenant.

M. DE MARTENS. — Messieurs, je crois que la convocation, l'installation d'une commission pareille sera impossible dans beaucoup de pays, vu les distances qui séparent les résidences des membres de l'Institut appartenant même au même pays, vu leurs positions, vu les moyens de communication et bien d'autres motifs qui rendent impossible leur convocation. Alors, je me demande comment cette commission peut se réunir, et j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la proposition néerlandaise avec un amendement que je crois essentiel, c'est-à-dire que dans les pays où la convocation est impossible, un membre de ce pays soit chargé de réunir les documents nécessaires à l'Institut et de les déposer sur son bureau.

Je prendrai mon pays comme exemple de l'utilité de cet amendement. Je suis à Saint-Petersbourg, un autre membre, qui pourrait travailler, est au Caucase, M. Mandelstamme est à Constantinople. Or, il est beaucoup plus facile d'aller de Saint-Petersbourg à Londres, qu'au Caucase. Mais prenons un autre pays de moins d'étendue : les membres néerlandais qui assistent à cette séance peuvent sans doute communiquer facilement dans leur pays, mais, demain, M. Pierson peut être nommé Gouverneur

Général des Indes néerlandaises ! Un autre membre peut également aller occuper une haute situation dans les colonies. Alors, je crois que celui qui sera chargé de les convoquer, le Président de la commission, ne trouvera pas facilement ses collaborateurs. Quant aux autres pays, c'est la même chose, parce que ceux dont nous avons besoin sont surtout ceux qui travaillent pour les colonies, et ceux-là vont dans les colonies, et les coloniaux ne sont généralement pas dans la métropole, ils résident dans toutes les parties de l'univers. Alors je crois qu'en adoptant la proposition néerlandaise, il faut laisser la liberté dans chaque pays de constituer une commission si c'est possible, sinon il faut trouver un collaborateur, membre de l'Institut, qui sera chargé du travail que la commission ferait, si elle pouvait se réunir.

M. JANSSEN. — J'ai déjà déclaré, Messieurs, que, pour ce qui me concerne personnellement, je serais très heureux de voir de pareilles commissions s'établir, parce que notre travail serait, certainement plus régulier et meilleur. Mais je tiens certainement à vous dire comment nos travaux se sont faits jusqu'à présent. Ce n'est pas votre Secrétaire général qui, la plupart du temps, fait la sélection des documents. Chaque fois qu'une question a été mise à l'étude, je me suis adressé au membre désigné dans chaque pays pour correspondre avec le bureau, et lui envoyer les documents. En France, c'est M. Chailley-Bertet, grâce à une intervention, l'Union coloniale française qui dans la question du régime foncier et dans d'autres questions, m'ont fourni tous les documents. Ce sont eux qui ont décidé des documents qui devaient être envoyés sur cette question.

C'est M. de Valroger, le rapporteur, qui a fourni tous

les documents officiels concernant le régime minier, et je pense bien que M. Valroger, qui est un peu spécialiste en la matière, savait quels documents étaient intéressants. Pour l'Allemagne, c'est à M. Anton et à M. Vohsen que je me suis adressé, et c'est M. Vohsen lui-même qui a adressé une demande à un homme compétent pour réunir les documents sur le régime minier, un membre du Conseil des mines en Allemagne. Et cela se passe ainsi dans presque tous les pays. Il n'y a qu'en Angleterre où il en soit autrement, comme on l'a déjà déclaré précédemment. Nos collègues Anglais sont tous des hommes éminents et des hommes charmants, qui nous reçoivent à Londres de la façon la plus hospitalière, mais ils ont autre chose à faire que de réunir des documents, soit sur le régime foncier ou le régime minier. J'ai réussi une seule fois à rencontrer un homme des plus compétents en matière foncière, et je suis désolé de voir qu'on vient aujourd'hui lui reprocher, à cet homme, d'avoir commis une lacune ; c'est notre ancien collègue Baden-Powell, ancien juge aux Indes. J'étais allé le voir à Oxford, pour le prier de nous rendre le grand service de réunir des documents sur le régime foncier dans l'Inde anglaise, parce que je savais qu'il avait fait une étude spéciale de cette question, et Baden-Powell m'a dit : « Je vais me mettre à la tâche. » Il a fait un rapport que vous avez probablement lu, il a réuni tous les documents, et le rapporteur allemand, M. Anton, a toujours fait de vifs éloges de cette sélection de documents sur l'Inde anglaise due à M. Baden-Powell. Je dois avouer qu'il ignorait la loi du Pendjab, qui date, dit-on, de 1900, mais il était mort avant cette époque là, et il est tout excusé de n'avoir pu la fournir.

Eh bien, à l'heure actuelle, il est bien certain que si nous complétons nos documents sur le régime foncier, et

si nous nous adressons à nos collègues anglais de l'*India Office* et du *Colonial Office*, à sir Alfred Lyall, par exemple, il est certain qu'on n'oubliera pas de nous envoyer la loi du Pendjab. Et tous les membres des autres pays en agissent de même. En tous cas, je suis d'accord avec M. Pierson et je suis également d'accord avec M. de Martens, car en Russie particulièrement il est impossible de réunir les membres d'une pareille commission, et cette impossibilité se fera sentir dans d'autres pays encore.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, pour l'Angleterre il n'y aura aucune difficulté à constituer une commission. Il y aura peut-être de la difficulté à faire travailler les membres, mais la difficulté sera vaincue parce que, dans la proposition néerlandaise, on propose de nommer des secrétaires, et en général ce sont toujours les secrétaires qui font la besogne. M. Janssen vient en d'excellents termes de rendre justice à notre collègue Baden-Powell, mais : « *Uno avulso non deficit alter* » et je pourrais vous nommer plusieurs hommes très compétents en matière de droit foncier aux Indes, je n'aurais qu'à m'adresser à l'un des fonctionnaires de l'*India Office*, pour obtenir tous les renseignements que l'Institut réclamerait.

Il est bien entendu, Messieurs, que dans les pays où une commission pareille ne pourrait fonctionner, nos collègues néerlandais n'insistent pas. Elle ne pourra pas être organisée peut-être en Russie, mais nous savons que M. de Martens est inépuisable dans sa courtoisie et qu'il nous fournira tous les documents, si l'on s'adresse à lui. Enfin, comme l'a dit M. le colonel Thys, si l'expérience prouvait que la méthode ancienne fût meilleure que la nouvelle méthode, il serait toujours possible d'y revenir.

M. PIERSON. — Messieurs, je n'ai que deux mots à dire. C'est chose très facile, finalement, de nous mettre d'accord. M. Janssen et moi, nous parlons de toute autre chose. Lui, il parle du système adopté pour mettre les choses en train, pour mettre une certaine matière à l'étude, et le moyen est trouvé. Celui-là on ne peut le discuter, il a abouti à des résultats très importants. Moi, je parle d'autre chose ; je parle de rester au courant, d'empêcher que des documents, même vieux, ne nous échappent. Pour cela, il faut une surveillance continue, car il est évident que dans quelques années nous ne serons plus du tout au courant. Ainsi que l'a dit M. Chailley-Bert, nos publications bientôt n'auront plus qu'une valeur historique, elles feront connaître l'état de choses comme il était et non comme il est. Je le répète, la discussion qui s'est engagée entre M. Janssen et moi provient d'un malentendu, puisqu'il s'agit de choses différentes. Le système actuel était excellent pour mettre les choses en train, mais dorénavant il faut empêcher de vieillir. Quant à l'objection que m'a adressée M. de Martens, je la comprends très bien. Les choses qui conviennent pour notre petit pays ne vont pas pour la grande Russie, et si vous voulez bien adopter l'amendement, je l'accepte.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la proposition de nos collègues néerlandais.

M. DE MARTENS. — Réserve faite des pays où la commission ne pourrait se réunir.

M. LE PRÉSIDENT. — Que les membres qui sont en faveur de la proposition néerlandaise, avec l'amendement de M. de Martens, veuillent bien lever la main.

— La proposition amendée est votée à l'unanimité.

La parole est à Monseigneur le duc Johann Albrecht zu Mecklemburg, pour une communication spéciale.

MONSIEUR LE DUC JOHANN ALBRECHT ZU MECKLEMBURG. — Messieurs, j'ai l'honneur d'être chargé par Sa Majesté la Reine d'Angleterre de saluer notre conférence en disant combien elle a eu de regret de ne pouvoir faire la connaissance personnelle de ces messieurs et qu'elle fait les meilleurs vœux pour le succès de nos travaux. Elle vous prie aussi de vouloir bien lui envoyer le compte-rendu de cette session.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, je suis sûr que vous avez apprécié la gracieuse communication que vient de nous faire Monseigneur le duc de la part de ma gracieuse Souveraine. Je regrette beaucoup de n'avoir pas eu l'honneur de vous présenter à Sa Majesté la Reine, mais je suis sûr que vous garderez un vif souvenir de l'accueil aimable que vous a fait Sa Majesté le Roi qui a daigné m'exprimer le plaisir qu'il avait eu à recevoir les membres de l'Institut.

Messieurs, j'ai ici un gros volume de Messieurs Safford and Wheeler : « *Privy Council Practice* » qui traite de la question qui vous préoccupait hier, celle du « Privy Council ».

« La Cour fédérale suprême, qui n'est pas encore constituée pour l'Australie, a une juridiction de première instance et aussi d'appel. Les jugements comme Cour d'appel sont décisifs. Ces termes sont les mêmes que ceux qui se trouvent dans la loi sur le « Supreme Court » du Canada. La prérogative du Souverain est réservée, pour le Canada, dans tous les cas ». Cela veut dire que, dans tous les cas où la Cour suprême rend une décision au

Canada, il y a appel au « Privy Council ». « Il en est autrement pour l'Australie, car la section 74 du Commonwealth Act de 1900 interdit l'appel « sur toute question qui surgirait quant aux limites *inter se* des pouvoirs constitutionnels de l'Australie et de ceux d'un Etat ou d'Etats, ou quant aux limites *inter se* des pouvoirs constitutionnels de deux ou de plusieurs Etats, sauf le cas, où la Cour suprême elle-même donnera un certificat que la question est une de celles qui doivent être soumises à décision du « Privy Council ». Pour toute autre question le « Privy Council » décide si l'appel est admissible.

Voilà donc la seule exception au droit d'appel au « Privy Council » ; il faut que la Cour suprême elle-même rende un arrêt pour que la cause soit soumise au « Privy Council ».

Mais, pour toutes les autres questions, la décision si l'appel sera admis appartient au « Privy Council », et lui-même, le « Privy Council », décide si l'affaire peut lui être soumise.

Les appels de toutes les colonies sont régularisés par des *orders in Council* (décrets royaux) que vous trouverez, pour toutes les colonies, dans ce gros volume auquel je vous prie de vous référer. Vous trouverez dans ce volume la réponse aux questions.

M. DE MARTENS. — Je crois que la question est encore ouverte, parce que la Cour suprême n'est pas encore constituée en Australie.

M. LE PRÉSIDENT. — La question est décidée par la loi. La parole est à M. Froidevaux.

M. FROIDEVAUX. — Messieurs, il y a quelques mois M. le Secrétaire général a reçu de Paris un livre écrit

par M. Pierre Decharme sur les sociétés et les compagnies coloniales allemandes. Ce livre est une thèse de doctorat d'Université présentée à la Faculté des Lettres de Paris, thèse très soigneusement étudiée. Un de nos collègues allemand pourrait vous dire avec quel soin minutieux, en Allemagne même, M. Decharme a cherché les documents dont il avait besoin pour traiter un sujet qui n'avait encore fait l'objet d'aucun travail d'ensemble. Je ne veux pas insister sur ce livre, parce qu'il est déjà relativement ancien, mais sur un nouveau travail, une nouvelle thèse de M. Decharme qui a été, il y a quelques jours à peine, soumise à la Faculté de Droit de Paris. C'est une thèse relative aux chemins de fer dans les colonies allemandes, et je demande à dire deux mots pour exposer l'économie de ce volume que son auteur m'a chargé de présenter à notre Compagnie.

Dans la première partie de son travail, M. Decharme fait l'histoire de la question. Il y étudie successivement les lignes en exploitation et celles dont la construction est projetée. Dans la deuxième partie, la construction de ces mêmes voies fait l'objet d'une étude approfondie. La troisième partie traite de l'exploitation. Dans cette partie, M. Decharme s'occupe spécialement des recettes et des dépenses et il termine par un appendice dans lequel il passe très brièvement en revue ce qui a été fait par les Allemands en matière de chemins de fer dans d'autres parties du monde, dans l'Amérique du Sud et en Asie. Comme annexe au volume se trouve une bibliographie très soignée.

J'arrive maintenant, Messieurs, à la question de l'enseignement colonial, sur laquelle vous avez bien voulu me charger de faire le rapport préparatoire. Je me verrai peut-être obligé de répéter quelques-unes des choses que

j'ai dites il y a deux ans, à La Haye. Ceux d'entre vous qui étaient présents à cette session se rappellent peut-être que, dans la dernière séance, la parole n'a pu m'être donnée que tardivement, à un moment où nous n'avions devant nous qu'un court espace de temps, et que je n'ai pu développer comme il eût convenu des idées sur lesquelles j'aurai peut-être à revenir aujourd'hui. S'il m'arrive de me répéter, je vous prie donc de m'excuser.

Abordons immédiatement le fond même de la question, et commençons par définir de quel enseignement colonial il doit être question ici. On peut distinguer au total trois sortes d'enseignement colonial. L'un de ces enseignements, enseignement d'ordre administratif, enseignement technique, est donné dans des écoles comme l'Ecole coloniale de Paris, ou les différentes écoles spéciales qui existent dans les pays autres que la France. Un enseignement tout autre, c'est celui qui s'adresse aux indigènes ; vous vous rappelez comment un certain côté de cet enseignement a été naguère, à notre session de Paris, en 1900, admirablement traité par une autorité des plus compétentes, Mgr Alexandre Leroy. Mais il y a un troisième enseignement que je qualifierais volontiers d'enseignement colonial général. C'est un enseignement tout désintéressé, s'adressant simultanément à ceux qui veulent s'occuper des questions coloniales, pour les préparer à aborder ces questions à un point de vue pratique, et à ceux qui, restant simplement dans la métropole, désirent avoir la notion des choses essentielles et trouvent, en un mot, qu'il est bon d'avoir une éducation d'honnête homme (dans le sens que cette expression avait en France au ^{xvii}^e siècle) au point de vue colonial. C'est ce dernier genre d'enseignement, destiné à faire de celui

qui l'a reçu un « honnête homme », c'est cet enseignement que je désire étudier ici avec vous.

La première question qui se pose est celle-ci : Cet enseignement est-il utile ? est-ce vraiment la peine de le donner ? Tout compte fait, à quel besoin un enseignement de ce genre peut-il répondre ? Pour les coloniaux, dit-on, l'important c'est d'avoir des indications précises, positives sur les choses dont ils doivent s'occuper; quant aux indications générales, c'est par l'application, par la pratique aux colonies qu'ils les trouveront. Donc cet enseignement général est inutile.

Pour ma part, Messieurs, je ne crois pas qu'il en soit ainsi. Il me semble que cet enseignement présente une réelle utilité en raison même des différentes catégories de personnes auxquelles il s'adresse. Il ne s'adresse pas seulement aux personnes qui viennent s'établir dans les colonies, mais aussi à celles qui restent dans la métropole et qui, à un moment donné, doivent aller aux colonies pour un temps donné dans une occasion spéciale. Voici un commerçant, voici un industriel qui n'a pas reçu d'enseignement exact, de préparation spéciale à la connaissance des choses coloniales. Si on lui a donné du moins un enseignement général dans le sens que j'indiquais tout à l'heure, cet enseignement le mettra à même de bien comprendre les questions très délicates et très complexes dont il aura à s'occuper aux colonies. D'autre part, cet enseignement, s'adressant à ceux-mêmes qui restent dans la métropole, aura le grand mérite de faire connaître largement les questions coloniales ; il aura l'avantage, à mesure qu'il se répandra dans le public, de faire mieux comprendre à ce public des intérêts d'une grande complexité, il lui apprendra à ne se pas s'emballer aveuglément sur une chose ou sur une autre à un moment donné,

mais à voir les choses à un point de vue exact, sous le jour où elles doivent être envisagées, à examiner les différentes éventualités possibles à leur véritable point de vue et en laissant de côté les circonstances connexes qui les leur faisaient voir sous un faux jour.

Voilà pourquoi un enseignement colonial général me semble utile. Il ne faut pas oublier que si l'Angleterre est favorisée d'un personnel colonial remarquable dû à un système d'éducation parfait, que si pour la Hollande également il en est ainsi, il n'en est pas de même dans bon nombre d'autre pays. La plupart des métropoles européennes possèdent aujourd'hui une petite élite qui s'occupe des questions coloniales, mais dans la masse même de la nation l'idée même de ces questions n'a pas du tout ou a encore très peu pénétré. L'élite travaille beaucoup, mais il y reste à faire descendre dans les couches profondes l'idée coloniale, ce qui aura peut-être pour résultat de déterminer un mouvement véritablement important d'émigration aux colonies. Voilà pourquoi il faut un enseignement colonial qui descendra de la chaire magistrale à la bourgeoisie et qui s'enfoncera peut-être ensuite plus profondément encore. Telle est précisément l'utilité de l'enseignement colonial général que j'ai essayé, au début de mon exposé, de définir devant vous.

M. NOCENTINI. — Permettez-moi de donner sur l'enseignement colonial ou qui a rapport aux colonies en Italie, les renseignements que M. Froidevaux n'a pas pu recueillir.

Le P. Matteo Ripa, en revenant de la Chine en 1727, amena avec lui des jeunes Chinois et voulut les instruire et en faire des propagateurs de la religion, de la science et des arts européens.

De cette manière surgit le collège des Chinois qui, depuis plusieurs réformes, a aujourd'hui le nom de « Istituto orientale in Napoli » ; on y enseigne plusieurs langues orientales et il est organisé pour ceux qui se proposent d'aller en Orient comme interprètes ou dans le commerce.

En l'an 1880, M. De Sanctis fonda dans l'Université de Naples quatre enseignements qui devaient servir de complément aux élèves du collège des Chinois, ou asiatique.

Malheureusement, dans la loi promulguée dernièrement on a oublié l'arrêt du Ministre De Sanctis et on a perdu l'occasion de former une véritable école coloniale. J'ai raison d'espérer que prochainement on réparera cet oubli.

Plusieurs universités et instituts supérieurs italiens ont des enseignements de langues orientales, comme Rome, Florence, Turin, Naples et Palerme.

Dans les trois écoles supérieures de commerce de Bari, Venise et Gênes, les professeurs de géographie commerciale, d'économie politique, de l'histoire des traités ont soin de porter l'attention des élèves sur la colonisation.

Mais c'est surtout après la réforme des règlements universitaires et de la « Scuola economico-amministrativa » dans l'Université de Rome que l'enseignement colonial va devenir important. Les réformes ont été faites avec l'audace d'un véritable homme d'Etat, par le Ministre actuel de l'instruction publique, M. Nasi.

La réforme des règlements universitaires permet la réunion des sciences alliées en groupes ou écoles spéciales. De cette autorisation ont déjà profité l'Institut des études supérieures de Florence et l'Université de Rome. A Florence on a formé l'École de géographie où parmi les

divers enseignements il y a aussi l'ethnographie et l'histoire et la géographie de l'Asie orientale.

Parmi les buts que l'école se propose d'atteindre il y a celui de donner une instruction théorique et pratique aux voyageurs qui aiment à faire des recherches scientifiques ou commerciales dans les pays lointains.

A Rome on vient de fonder l'École orientale où à l'enseignement des langues orientales et de l'histoire du Christianisme, déjà existant, on espère ajouter des enseignements de l'histoire, de la géographie et des institutions de l'Orient.

L'école « economico-amministrativa » a pris le nom d'école « diplomatico-coloniale ». Dans la première année, c'est-à-dire l'an dernier, les enseignements étaient les suivants :

Le droit diplomatique, consulaire et naval et l'histoire des traités ; la politique de l'émigration et des colonies ; la politique commerciale et la législation douanière comparée ; la géographie politique et commerciale.

Cette année ont été ajoutés les enseignements de l'histoire et de la législation coloniale ; de l'économie politique en rapport avec les colonies ; du droit public comparé ; de l'histoire générale de l'Europe en rapport avec la politique coloniale ; de la langue espagnole. Des conférences ont eu lieu sur les ordonnances maritimes.

L'année prochaine l'école aura aussi les enseignements de législation sanitaire internationale et de l'hygiène coloniale ; de législation comparée des industries et du travail ; du droit commercial et maritime comparé ; d'ethnologie comparée et des langues modernes.

Voilà, Messieurs, les informations que j'ai cru de mon devoir de vous donner pour ce qui concerne l'enseignement colonial en Italie.

M. VAN HASSELT. — Comme j'ai eu l'honneur d'enseigner une partie de la science coloniale à l'Ecole coloniale de Batavia et à l'Ecole coloniale de Delft, je crois qu'il est peut-être de quelque importance de vous raconter un peu de mes expériences sous ce rapport.

M. Froidevaux a donné son opinion, mais je dois dire avec regret qu'il a fait trop d'honneur à notre pays en ce qui concerne la connaissance des colonies dans la bourgeoisie et dans les couches encore plus basses de la population. Même chez nous, en Hollande, cette réputation que la science coloniale a déjà pénétré loin dans la population est usurpée. Les jeunes gens qui viennent dans les écoles que je vous ai nommées, écoles qui sont des écoles préparatoires pour les fonctionnaires des Indes orientales néerlandaises, savent en général très peu de chose de nos colonies, trop peu de chose, en tous cas. Je suis de tout mon cœur de l'avis de M. Froidevaux qu'un enseignement colonial général comme il le désire doit exister dans tous les pays qui ont des colonies importantes, mais je crois encore qu'une telle institution, qu'un enseignement comme il le propose, ne sera pas encore suffisant pour atteindre son but. Je crois qu'en premier lieu, les écoles élémentaires pour les enfants de huit à treize ou quatorze ans doivent avoir un enseignement colonial. qu'on doit donner dans les écoles de basse classe un enseignement colonial élémentaire. Cet enseignement élémentaire ne procède pas d'un système d'enseignement comme celui que M. Froidevaux a en vue. Je crois qu'en Europe son enseignement n'aura pas l'utilité qu'il pourrait avoir et qu'en premier lieu il est nécessaire que tous les enfants, dans un pays comme la Hollande, sachent un petit peu de la colonisation. Ils doivent avoir une idée de la géographie coloniale, savoir où se trouvent les colonies

qui, selon mon opinion, et comme nous l'avons discuté aussi l'autre jour, font partie de la mère-patrie. Elles ne sont pas divisées de la mère-patrie; ce sont des parties d'un tout, comme nous sommes tous, en Hollande, les enfants de la même patrie. Voilà pourquoi les enfants doivent connaître, non-seulement la Hollande, mais les Indes néerlandaises. Et ce n'est qu'après cet enseignement primaire qu'il y aura nécessité d'introduire un enseignement plus élevé, comme celui que M. Froidevaux a en vue dans sa première thèse.

M. VON DER HEYDT. — Messieurs, j'ai seulement quelques objections à poser. Autant que je comprends M. Froidevaux, il ne vise ni une préparation spéciale, ni une instruction élémentaire, mais, ce qu'il veut, c'est un enseignement scientifique. Et là, autant que je comprends une science, elle est une et indivisible. Je ne connais qu'une géographie, et ainsi pour les autres sciences, et j'ai peur que ce que M. Froidevaux envisage conduise par une voie détournée à croire que dans les colonies il existe une science spéciale. Mais la géographie par exemple est, et reste comme elle est maintenant, complète et entière, et aussi les autres sciences. Nous en faisons, pour ainsi dire, des sciences à part si nous donnons ces sciences comme faisant partie d'un enseignement nouveau. Je crois que ce ne serait pas un bienfait, je crois que ce qui appartient au point de vue colonial, c'est la matière brute de toute science, et de cette matière brute les savants bâtissent, construisent la science. Mais je ne crois pas qu'il faut comprendre le point de vue colonial comme formant un domaine à part des sciences.

COMTE DE LIMBURG-STIRUM. — Messieurs, je demande pardon à M. Froidevaux, mais il y a quelque

chose que je n'ai pas très bien compris dans son rapport. Je m'excuse auprès de l'honorable assemblée si ma pensée n'est pas formulée en termes académiques, mais nous, dont le français n'est pas la langue maternelle, nous sommes un peu « handicapés ». Dans le rapport préliminaire de M. Froidevaux, ce qui m'a frappé ce sont ces lignes-ci : « Adopter l'enseignement colonial général, le faire leur, ce sera pour les Universités la meilleure manière de conserver, d'étendre peut-être leur tâche éducatrice ; et ce sera pour cet enseignement lui-même la meilleure sauvegarde contre la tentation de dévier dans la pratique, la plus sûre garantie qu'il conservera son caractère élevé. »

Je crois que « dévier dans la pratique » — et je suis de l'avis de M. von der Heydt — c'est justement ce qu'on doit faire. Je suis d'avis qu'il faut vraiment « dévier dans la pratique ». A quoi sert tout enseignement s'il ne conduit pas à la pratique ? A quoi sert le professeur ou le simple maître d'école s'il n'éduque pas pour la pratique ? Et c'est justement dans les colonies qu'on a le plus besoin de la pratique. Si j'ai bien compris M. Froidevaux, je ne suis pas de son avis, parce qu'il nous donne le droit de dire qu'il y a trop de professeurs, et je ne crois pas que nous ayons besoin de cet élément dans nos colonies.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, il aurait peut-être été nécessaire — mais on est un peu gêné par la date et l'heure avancée où cette discussion s'est engagée — d'entrer dans un peu plus de détails sur le rapport de M. Froidevaux. C'est un rapport dont la proximité de mon ami Froidevaux m'empêche de dire tout le bien que je pense. Je trouve qu'il a touché à toutes

les questions, qu'il a tout abordé. Il y a dans ce rapport des exemples successifs de toutes les questions à envisager. Et si je regrette que M. Froidevaux n'ait pas eu la possibilité de parler plus longtemps, c'est surtout quand je vois les deux grands problèmes qu'il a posés. Nous ne lui rendons pas justice en passant aussi rapidement sur un des points les plus essentiels de sa thèse.

M. von der Heydt ne paraît pas avoir aperçu la distinction fondamentale que M. Froidevaux fait entre les divers enseignements. Dans son travail, M. Froidevaux dit très nettement qu'il comprend deux sortes d'enseignement : un enseignement supérieur et un enseignement pratique ; ce double enseignement, il l'organise en vue du double but à atteindre ; en conséquence, l'enseignement supérieur, il veut qu'il reste supérieur. Et alors, c'est ici que se pose cette question de M. von der Heydt : Y a-t-il donc une manière coloniale d'envisager la science qui soit différente de la manière générale ? Eh bien, dans toutes les branches de la science, non, il n'y a pas deux sciences, il n'y a qu'une seule et même science qui est la Science. Mais nous parlons ici peut-être moins de la science proprement dite que des méthodes de travail. A l'heure actuelle, faut-il dire qu'il existe une science de la colonisation ? je serais bien embarrassé pour conclure, mais je ne le crois pas. A l'heure actuelle il n'y a encore que des méthodes coloniales, sinon des méthodes individuelles, du moins des méthodes nationales. Il y a, en Angleterre, un système britannique colonial ; il y a, aux Pays-Bas, un système hollandais colonial ; il n'y a pas de science coloniale générale. Mais, avec le temps, quand, peu à peu, en étudiant davantage et d'une façon plus précise les différentes questions coloniales, les savants auront dégagé un certain nombre de règles générales de lois, alors les méthodes

coloniales actuelles, l'art colonial actuel seront élevés à la dignité de science et la science de la colonisation existera.

Si les choses sont ainsi, pour arriver à fonder un jour cette science de la colonisation, nous sommes obligés d'aller premièrement dans les colonies rechercher, comme vous le disiez, la matière brute. Mais pour cela et c'est ce qu'espèrent les coloniaux, on demandera à chaque science, pour favoriser les recherches, de déterminer son domaine et d'appliquer ses procédés et sa méthode. Nous ferons ainsi appel à la géologie, à la botanique, à l'ethnographie, etc., etc., et nous leur demanderons, chacune sur son terrain, de rechercher les matériaux avec lesquels nous arriverons à fonder la science coloniale.

Croyez-vous qu'à l'heure actuelle nous soyons renseignés, par exemple, sur l'ethnographie des diverses populations ? Nous ne connaissons encore que très peu de chose sur l'ethnographie des pays que nous sommes appelés à coloniser. Et ainsi nous sentons d'instinct qu'il y a un aspect colonial, une application coloniale de la science de l'ethnographie.

Il y a encore telle autre science qu'il faut bien que nous orientions vers un certain aspect colonial des choses : c'est, par exemple, le Droit. L'étude de notre jurisprudence, nourrie des doctrines du droit romain ou du droit germanique, ne peut plus suffire aux colonies. Ne faut-il pas aujourd'hui pour légiférer tenir compte des vues des populations, et, pour rendre justice aux populations indigènes, voir les questions de jurisprudence et de législation sous un autre angle ? Est-ce que les mêmes méthodes que nous avons apprises à l'école, méthodes fondées sur le droit romain ou sur le droit germanique, vont nous suffire pour des peuples nouveaux ? Voilà la question qui se pose.

Est-ce que la science du droit, la **jurisprudence** aura les mêmes méthodes partout ? Mais d'abord on devra connaître les peuples auxquels on aura affaire, et c'est sur la connaissance de ces peuples, de leurs coutumes, de leur religion même, qu'on fondera tout l'édifice des lois, d'abord, et ensuite la jurisprudence. C'est pour cela que l'Allemagne et la France viennent, en Afrique occidentale, d'instituer une enquête si instructive sur les coutumes des populations indigènes.

Cela n'est d'ailleurs pas nouveau.

Dans tous les pays, je suis convaincu qu'à l'origine, par exemple quand on a fondé le droit romain, on l'a d'abord fait reposer sur la connaissance exacte des peuples auxquels il devait s'appliquer. Mais avec le temps ne voyez-vous pas que ce droit s'est figé ; qu'il a cessé d'être chose vivante pour s'enfermer dans des formules arrêtées une fois pour toutes ? Ne voyez-vous pas que la science du droit, empirique à l'origine comme toutes les autres, est devenue dans le cours des temps une sagesse écrite ? Je ne sais si je me fais bien comprendre : je veux dire par là que le droit applicable à des nations vivantes doit être vivant lui-même, souple, flexible, se modifiant comme les populations elles-mêmes, et que ce qui est jugé bon pour une nation n'est nécessairement pas toujours bon pour tous les pays.

Le droit fait pour Rome, puis pour l'Italie ne s'est pas très profondément transformé en passant à l'étranger, en dépit du *practor peregrinus*. Les peuples auxquels ce droit a été plus tard étendu n'avaient rien de commun, sauf l'origine commune à tous les hommes, avec les peuples pour lesquels le droit romain avait, à l'origine, été fait. Les Romains considéraient, comme firent plus tard les Français, que jouir de leur droit était le plus

grand bienfait et le plus grand honneur que pussent ambitionner les peuples soumis. Et il en est résulté quelque chose d'assez singulier : c'est que, pendant très longtemps, et non pas seulement chez un peuple, mais chez tous les peuples, on ne s'est même pas demandé si la loi de la métropole était bonne pour la colonie, et on la lui a appliquée de plano comme étant le dernier terme de la « sagesse écrite ». On ne pensait plus alors à ces questions de méthode sur lesquelles avait reposé autrefois la fondation du droit. On a donc appliqué le droit métropolitain à toutes les populations françaises, anglaises, hollandaises, etc., presque tel qu'il était dans la métropole. C'est en songeant à de telles erreurs de méthode que M. Froidevaux avait raison de dire qu'aujourd'hui, pour appliquer correctement les résultats de la science à des colonies, pour en obtenir le bienfait qu'on est en droit d'en attendre, il faut que nous envisagions les méthodes, non pas pour fonder une autre science, mais pour rechercher des matériaux nouveaux, et, en travaillant ces matériaux nouveaux, reprendre tout de même les vieilles méthodes d'observation et d'expérience sur lesquelles partout on a fondé les sciences. Et ces méthodes auxquelles je fais allusion ce sont non pas celles d'il y a cent ou deux cents ans, mais les méthodes d'il y a des centaines et des centaines d'années.

Je ne sais pas si j'ai pu bien faire pénétrer ma pensée dans l'auditoire : c'est là un sujet un peu abstrait et qui aurait peut-être exigé une communication écrite ; mais je n'avais pas ici les documents nécessaires ; j'ai reçu le rapport seulement hier, il ne m'était pas possible de rédiger un vrai travail. Mais je désirais, bien qu'imparfaitement prêt à la discuter, appeler l'attention sur la question de M. von der Heydt : Y a-t-il une science colo-

niale ? Je n'en sais rien, mais je suis sûr que les résultats des sciences de la vieille Europe ne suffisent pas toujours aux colonies nouvelles, et qu'il y a des méthodes à appliquer aux choses coloniales. Y a-t-il une manière d'envisager la science aux colonies différente de la manière générale ? En un mot, faut-il dire : toutes les sciences que nous connaissons devront être transposées quand nous les appliquerons aux questions coloniales ? Y aura-t-il une chimie, une physique, une botanique coloniales ?

Eh bien, non ! Mais toutes ces sciences devront contribuer à apporter un jour la matière nécessaire pour fonder une science non pas autre, non pas nouvelle, mais plus vaste, et dont le champ s'élargira à mesure que s'élargira le domaine colonial. Et dans l'ordre des sciences morales et politiques, il convient d'envisager les problèmes d'une façon différente selon qu'on les envisage du point de vue d'une vieille civilisation comme la nôtre ou du point de vue d'une jeune civilisation comme celle que l'on prétend introduire aux colonies.

Je prends un exemple encore : la médecine coloniale est basée sur la physiologie. Il est bien évident qu'il n'y a pas une physiologie européenne et une physiologie coloniale ; mais, tout de même, est-ce que nos physiologistes les plus éminents peuvent dire que la nature de l'homme, la nature physique et morale sur laquelle ils opèrent, est identiquement la même dans les différentes parties du monde ? Est-ce que le physiologiste pourra dire, bien que le corps de l'homme soit composé des mêmes éléments sous toutes les latitudes, qu'il présente également partout une même force de résistance ? que la force nerveuse, physique et morale de l'Européen est comparable à celle de l'Asiatique, du Malais ou de l'Indo-Chinois ? Il y a des manières spéciales d'appliquer la médecine et la chirurgie,

il y a la manière asiatique et la manière européenne : ce qui convient au Chinois ou à l'Indo-Chinois ne conviendra peut-être pas à l'Européen. Et il en est de même pour toutes les nations.

Alors, dans ces conditions, nous sommes amenés à rechercher l'angle particulier sous lequel nous devons voir chaque aspect de la science, et sans dire : il y a une physiologie coloniale, il y a une chirurgie ou une médecine coloniale, sans dire que la notion du droit soit différente suivant qu'on examine l'Europe ou un autre pays, on est obligé de dire tout de même qu'il y a des aspects différents de la science en Europe et dans les autres parties du monde. C'est ainsi qu'on arrive à spécialiser la science tout en en gardant le concept général. La science a trop d'aspects, trop de domaines pour ne pas arriver, sur le terrain colonial, à une sorte de spécialisation.

Voilà un point que M. Froidevaux sent très bien et sur lequel il y aurait lieu d'engager une discussion très intéressante. On a dit : Ne vous spécialisez pas dans vos recherches. Eh bien ! je crois qu'il est indispensable de se spécialiser, même sur le terrain scientifique. Cela mériterait d'être discuté.

Il y a un autre point du rapport de M. Froidevaux que j'ai perdu de vue au cours de la discussion, de sorte que je n'ai pas eu le temps de trouver une formule qui l'aurait peut-être rendu clair devant vous. Cette deuxième question du rapport de M. Froidevaux, sur laquelle l'Institut devrait peut-être discuter et faire connaître son opinion, est celle-ci : Vous, messieurs des nations colonisatrices, qui avez été autrefois colonisateurs et qui l'êtes toujours resté depuis trois cent cinquante ans, vous, messieurs les Hollandais, vous, messieurs les

Anglais, vous vous trouvez au point de vue de l'éducation coloniale de vos pays dans une situation très différente des autres. Nous, Français, nous avons commencé à peu près en même temps que vous, mais nous avons eu un *hiatus* de plus de cent ans dans notre histoire coloniale. Chez nous, la cause coloniale a été un moment perdue, elle avait cessé d'être nationale, et si elle a aujourd'hui repris force et vigueur dans certains milieux, si le nombre de ses partisans s'accroît chaque jour, la grande masse du peuple ignore encore tout de la colonisation. Cela étant, voici le problème que pose M. Froidevaux : Allons-nous tâcher de faire pénétrer l'enseignement des choses coloniales dans les masses profondes de la population, dont l'ignorance est, chez nous, plus aiguë que chez vous ? Et encore, je crois que M. Froidevaux exagère et que, même en Angleterre et en Hollande, les questions coloniales ne sont pas si profondément connues de la population qu'il le pense. Déjà dans leurs colonies on est surpris d'entendre des coloniaux, soit des Indes, soit de Java, exprimer l'appréhension de rentrer dans la mère-patrie où les questions coloniales ne tiennent pas la principale place dans les préoccupations du public et où les coloniaux ne retrouvent plus dans la société la situation large, l'indépendance élevée et le prestige dont ils jouissent au cours de leur existence coloniale. Mais si vous parlez à un membre d'une commune de l'intérieur de la Hollande ou à un membre d'un village d'Angleterre, ils ont beau presque tous avoir quelqu'un des leurs établi aux colonies, croyez-bien que les questions coloniales ne seront pas beaucoup plus connues de lui que d'un membre d'un village français, soyez sûrs que les notions coloniales n'ont pas pénétré, dans aucun pays, les dernières couches sociales. Quels sont, en Angleterre et en

Hollande, les éléments qui fournissent son contingent à l'émigration coloniale? Il y a les gens, d'abord du littoral, à cause du voisinage de la mer et d'une organisation maritime meilleure, puis les membres de la bourgeoisie qui sont entraînés plus facilement vers l'expatriation parce qu'ils connaissent mieux les langues vivantes, les organisations foncières différentes, les diverses causes économiques, et qu'alors leur meilleure éducation économique finit par les pousser à aller aux colonies. Le résultat est ainsi qu'ils font leur éducation coloniale sur le terrain. Mais dans l'intérieur de ces nations, je ne crois pas que les questions coloniales soient beaucoup mieux connues qu'en France.

Ce problème de l'enseignement colonial, croyez donc bien que, s'il intéresse les pays nouveaux dans la colonisation ou revenus à la colonisation, il intéresse aussi tous les pays, même l'Angleterre, même la Hollande. Tous les pays ont donc comme nous, quoique peut-être à un moindre degré, à se poser cette question : Y a-t-il intérêt à vulgariser dans les couches profondes de la nation la connaissance des choses coloniales, comme par exemple, nous Français, nous avons essayé de populariser l'enseignement de l'agriculture? C'est un fait bien connu qu'en France l'agriculture avait pendant longtemps vécu sous le régime de la liberté, à la suite du traité qui, grâce à Cobden et à Michel Chevalier et au patronage de Napoléon III, avait été signé en 1860 entre la France et l'Angleterre. Quand est arrivée, après la chute de l'Empire, la République, il se fit un grand mouvement populaire contre ce régime, et presque tout le monde fut d'accord pour dire que l'agriculture n'avait pas été bien préparée au régime de la liberté, et qu'il convenait de traiter par la science les questions agricoles. Mais, sous

l'Empire, on était si éloigné de croire à l'action efficace de la science et de l'enseignement agricoles, que plusieurs savants étrangers, et notamment Liebig, le grand chimiste allemand, ont été frappés quand ils sont venus en France, en 1867, de l'ignorance où nous étions des questions agricoles. Liebig racontait, après sa visite à la cour de Napoléon III, son étonnement et celui des autres grands savants allemands, qui, eux, fondaient tous les progrès de l'agriculture sur la science, quand ils avaient trouvé que même les savants français ne comptaient pas sur la science pour renflouer l'agriculture française.

Après 1870, nous nous sommes dit tous qu'il n'y avait pas possibilité de faire vivre une nation aussi profondément agricole que la France sans le secours d'un enseignement agricole. Et alors, on a créé dans l'enseignement supérieur, des chaires d'enseignement technique agricole ; on a créé des écoles d'agriculture pour l'enseignement de la science agricole, et jusque dans nos écoles primaires, à l'heure actuelle, on donne un enseignement agricole. Cet enseignement n'est pas encore celui qu'on voudrait : il ne va pas assez loin, mais il ouvre l'esprit des enfants à la possibilité, par la science, de faire de meilleure agriculture. Après cela, il s'est formé des syndicats agricoles qui ont ouvert largement les idées des agriculteurs. Eh bien, sur le terrain colonial, nous autres, membres du parti colonial français, qui pensons que la grandeur du pays dépend, dans une large mesure, du succès des entreprises coloniales, et qui voyons l'avenir avec plus de tranquillité parce que nous croyons que la France va réussir dans ces entreprises coloniales, devons-nous poser la question comme pour l'agriculture, et dire : il est intéressant, pour l'ensemble de la nation, que, jusque dans les plus petits villages de France, on donne aux enfants

des notions sur les colonies ; qu'on leur dise ce que c'est que la Plus Grande France, que les colonies d'au delà les mers ; je vais plus loin : il faut leur dire ce que sont les diverses espèces de colonies, les unes des colonies proprement dites, les autres des possessions ; il faut leur dire : on peut faire telles et telles choses dans ces colonies, telle carrière y est ouverte pour vous, jeunes enfants, que vous soyez industriels, agriculteurs ou commerçants.

Voilà encore un problème que M. Froidevaux a indiqué dans son rapport (mais celui-ci n'a, après tout, que 50 pages et chaque question n'a pas pu y être examinée dans toute son ampleur, dans toute sa variété). Maintenant, ces questions méritent-elles de fixer l'attention de l'Institut ? Je crois que ces questions sont de son domaine et que nous devons dire que, là où cela n'existe pas, il faut organiser l'enseignement colonial, et cela jusqu'à l'école primaire.

Le R. P. PIOLET. — Messieurs, je vous prie de m'excuser si je demande la parole sur une question où je n'ai aucune compétence particulière, mais je voudrais exprimer deux ou trois idées qui me sont venues à ce sujet, surtout quand M. Chailley-Bert parlait. Personne ne peut mettre en doute la grande autorité de M. Chailley-Bert en matière coloniale et chaque fois que j'ai le plaisir de l'entendre, je prête la plus grande attention à ce qu'il dit. Je ne veux donc pas lui faire l'injure d'appuyer ce qu'il dit. Je veux seulement répéter après lui que l'enseignement colonial est à répandre le plus possible. Je voudrais qu'il se répandit partout et qu'il pénétrât dans notre enseignement primaire, notre enseignement secondaire et notre enseignement supérieur. Je voudrais qu'il allât encore plus haut, je dirai tout à l'heure comment.

Cette division de l'enseignement en enseignements primaire, secondaire et supérieur n'est pas très-précise à ce point qu'on a pu dire dans la discussion du dernier *Education Acts* récemment voté au Parlement anglais qu'on ne savait pas où l'un commençait ni où l'autre finissait. Mais enfin ce classement a une signification générale que tout le monde comprend et je l'admets telle quelle.

Il serait donc désirable en France, et ailleurs aussi, que l'instituteur primaire fit une certaine part à l'enseignement colonial, qu'il donnât des notions générales aux enfants des campagnes sur les colonies, et qu'il fit naître chez ces enfants le désir d'aller dans ces colonies un jour.

En France même, comme aussi dans les autres pays, nous souffrons de « congestionnage » — si l'on me permet ce mot un peu barbare ; — nous avons trop de population et il existe un malaise profond dans tout le pays, parce qu'il est très difficile de gagner sa vie. On se préoccupe avec raison, dans notre pays, du problème de la dépopulation ; il n'en est pas moins vrai que nous avons, en France, une population toute prête à aller aux colonies, si on lui montrait la route, si on lui montrait les avantages qu'elle peut y trouver. Eh bien, il me semble qu'il y a utilité à ce qu'on lui montre ces avantages, à ce qu'on lui indique cette route, mais je crois que c'est utile pour d'autres raisons que celles qu'on a déjà données.

Il se passe en France un phénomène très curieux. Jusqu'ici, la plupart des jeunes gens qui vont aux colonies vous disent : « Je ne peux rien faire en France, je veux aller aux colonies. » Pour ma part, je n'ai jamais hésité à leur dire : « Mais, malheureux, ce n'est pas vous qui devez y aller, aux colonies ! On peut y faire fortune, c'est vrai, mais ceux qui y font fortune sont des gens

d'élite, des gens qui ont au service de leur intelligence une volonté de fer, un caractère d'une puissance exceptionnelle ! Nos colonies — les colonies françaises, au moins — ne sont pas encore faites pour recevoir tout le monde ! » Eh bien, je voudrais que l'enseignement colonial se donnât dans cette direction, je voudrais qu'en disant aux enfants quels avantages il y a à aller aux colonies on leur fit connaître que cela présente de très grands dangers aussi. Je considère que c'est à l'enseignement secondaire de développer davantage cette même notion, parce qu'enfin, jusqu'à nouvel ordre, ce sont les fils de la bourgeoisie qui réussiront le mieux aux colonies. Je sais que ce n'est pas là une doctrine démocratique ; mais, nous sommes ici pour dire la vérité et pas autre chose, et la vérité, c'est qu'à moins de conditions exceptionnelles et dans quelques cas particuliers, les ouvriers européens, qui n'ont que leurs bras et leur bonne volonté, ne peuvent rien faire dans nos colonies ; il y faut des capitaux, il y faut des connaissances acquises que ces ouvriers ne possèdent pas.

Enfin, je désirerais que l'enseignement colonial se donnât dans les grandes universités d'Europe, et qu'on instituât cet enseignement, quel qu'il soit, de manière à fournir une doctrine coloniale, une science coloniale.

C'est là la dernière pensée qui m'a amené à prendre la parole et qui sera peut-être mon excuse. Je voudrais qu'une science coloniale existât : c'est très difficile, certainement, mais, si je ne me trompe, c'est le but unique où doivent tendre tous nos efforts ; c'est là la raison d'être de l'Institut Colonial international. Il faut arriver à fonder cette science coloniale. Eh bien, je le répète, c'est très difficile, parce que les éléments manquent encore, mais enfin ce n'est pas impossible, nous avons

déjà des données. M. Chailley-Bert nous disait que lorsqu'on avait fondé l'Institut Colonial International, M. Léon Say et lui avaient dit aux membres anglais et aux membres hollandais : « Nous ne savons rien, vous savez tout, nous aurons tout à gagner à votre école. » Et il avait raison, l'expérience des Hollandais et des Anglais sont déjà des éléments que nous devons nous approprier. Je ne dis pas « imiter ». C'est la tâche du professeur de choisir dans les éléments dont il dispose. Il y a là une question de discrétion et de mesure ; il faut comprendre son pays et comprendre son temps ; c'est pour cela que nous avons besoin des professeurs. S'il ne s'agissait que d'imiter les Anglais et les Hollandais, nous n'aurions qu'à lire, mais imiter ce qui n'a pas été fait pour des Français peut n'être pas bon pour des Français.

L'ethnographie coloniale n'est pas faite, la géographie coloniale n'est pas bien connue, nous savons bien un peu, en gros, ce que sont les colonies et leurs indigènes, mais nous ne savons pas ce qui leur convient. Tout n'est pas inconnu cependant, et des commissions déjà acquises, il y a déjà de multiples conclusions qu'un homme cultivé, ayant fait de fortes études et reçu une bonne éducation, saura toujours dégager.

Donc je crois que, sans avoir de doctrine coloniale acquise, de science coloniale toute faite, cette science se fera peu à peu. Sera-ce dans cinquante ans, dans cent ans ? je n'en sais rien, mais nous avons déjà les premiers éléments de cette science.

Je sais très bien que, pour former une science, nous remontons des faits au principe et que par suite il faut avoir ramassé une multitude de faits ; mais en attendant il faut bien que nous puissions vivre, il faut bien donner un enseignement quelconque. Est-ce que les gens qui

forment l'élite du parti colonial, est-ce que ceux qui ont lancé le mouvement colonial n'ont pas une certaine science à donner ?

Comme je le disais tout à l'heure, nous avons l'exemple des Hollandais et des Anglais, mais nous avons aussi celui des Français du ^{xviii}^e siècle. Tout ce qu'ils ont fait n'est pas à dédaigner, il s'en faut. En somme, nous avons là aussi un passé d'histoire très intéressant à mettre en relief, à faire connaître, afin que nous puissions, non pas imiter le passé, mais adapter les leçons du passé aux besoins du moment.

Eh bien, je crois que ce n'est pas encore assez. Je voudrais voir l'enseignement colonial dépasser nos facultés ; je voudrais qu'il fût donné dans une chaire encore plus élevée que celles de nos Universités ; je voudrais qu'il se rencontrât un homme, deux hommes, dans chaque pays, qui y fissent autorité et donnassent la vraie doctrine coloniale, celle qui est basée sur les faits, sur l'observation, sur le passé, et que d'en haut cette doctrine descendit en bas pour se répandre et s'imposer partout.

Il y a quelques années, M. Chailley-Bert voulut fonder une chaire de science coloniale au Collège de France et je regrette beaucoup qu'il n'ait pas réalisé cette idée, car l'enseignement supérieur dépasse encore l'enseignement universitaire quand surtout il est fait par un homme tout à fait spécial dans une chaire unique. Eh bien, cet enseignement, je le désire, et c'est pour exprimer ce désir que j'ai pris la liberté de demander la parole.

M. FROIDEVAUX. — Messieurs, permettez-moi de me féliciter complètement de la façon dont la question de l'enseignement colonial a été traitée par M. Chailley-Bert et par le P. Piolet, et qui me semble répondre

complètement à toutes les observations faites par M. Von der Heydt et par le comte de Limburg-Stirum. Mes collègues ont dit les choses infiniment mieux que je n'aurais su les dire moi-même, et, pour moi, je ne puis qu'abonder dans le sens de M. Chailley-Bert et du Père Piolet. Si je n'ai pas abordé la question de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire, c'est parce qu'il me paraissait que cette question n'était pas encore mûre et qu'il fallait la traiter à part, comme j'ai essayé de traiter la question de l'enseignement colonial supérieur. Si je ne suis pas revenu sur cette idée, c'est parce qu'elle avait été formulée à La Haye en 1901, et avait paru approuvée. Si maintenant l'Institut décide qu'une étude complémentaire à celle sur l'enseignement supérieur doit être faite j'en serai tout à fait heureux.

Messieurs, je n'ajouterai qu'un mot, un simple mot, pour répondre à M. le comte de Limburg-Stirum. Il a dit : « Il y a trop de professeurs ! » Peut-être suis-je un peu de son avis, et quoiqu'il soit très désagréable de se citer soi-même, je vous demanderai la permission de lire un mot, une ligne de la dernière page de mon rapport : « A l'heure actuelle, il n'y a nulle part assez de chaires coloniales, et peut-être cependant, au moins dans certains pays, y en a-t-il trop. » Eh bien, je demande si je suis tellement éloigné de M. le comte de Limburg-Stirum ? Je ne demande pas la création de chaires nouvelles ou de nouveaux professeurs, mais une meilleure orientation des chaires coloniales existantes.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, je crois devoir vous faire part d'une petite innovation qui n'est pas tout à fait étrangère au sujet qui nous occupe. Tout dernièrement, on a organisé dans les écoles primaires en Angle-

terre, un système de correspondance entre les enfants des écoles primaires de la métropole et ceux des écoles primaires des colonies. Les enfants, dans les écoles primaires des colonies, font une description de leur entourage, des bâtiments, des villes, des parcs, etc., et les enfants de nos écoles leur écrivent de la même façon. Les résultats sont curieux : je pense que ces correspondances auront de très bons résultats.

M. FROIDEVAUX. — Messieurs, j'aurais encore un mot à dire relativement à une question posée tout à l'heure par M. Chailley-Bert, qui se demandait si la science coloniale, à l'heure actuelle, était constituée. A cet égard, je demeure un peu sceptique ; je ne crois pas qu'il y ait encore aujourd'hui une véritable science coloniale. Je crois qu'elle commence à se faire, à se dégager, mais qu'elle est encore à l'état embryonnaire. Nous en avons eu ici un exemple frappant quand nous avons entendu sir Hubert Jerningham, dans sa discussion du rapport de M. Girault, avouer être déconcerté parce que certaines règles qu'il avait crues fondamentales avaient été absolument contredites et se trouvaient remplacées par des points de vue tout différents. Eh bien, quand on entend cela, on ne peut pas dire qu'il existe encore, à l'heure actuelle, une science coloniale *constituée*. Il existe simplement une science coloniale *en formation*.

LE R. P. PIOLET. — On a dit : il y a trop de professeurs ! C'est une boutade très jolie, mais vous me permettez d'y changer quelque chose, d'y ajouter un seul mot, et je dirai : « Il y a trop de professeurs incompetents, amateurs, » et cela est vrai, surtout en ce qui concerne la science coloniale. Elle n'est pas faite, ce n'est pas une

raison pour que tout le monde puisse en parler. J'espère qu'il n'en est pas ainsi chez vous, en Hollande, en Belgique, en Angleterre ; mais en France, malheureusement, ce sont ceux qui parlent le plus des colonies qui les connaissent le moins, et nous avons des Congrès coloniaux faits par des gens qui ne se sont pas occupés de colonisation du tout, qui n'ont pas vu les colonies, qui ne les ont pas étudiées. Et je crains que certaines chaires ne soient pas tenues par ceux qui savent, mais bien par ceux qui parlent. Et je pense que ce qu'on a voulu indiquer par la boutade de tout à l'heure, c'est qu'il est très désirable que les chaires de l'enseignement colonial soient confiées à des gens très compétents, très sérieux et qui, à une grande culture, joignent de grandes connaissances en matière de colonies. Comment réaliser cet idéal ? c'est une question à étudier. Mais, pour répandre l'enseignement colonial, il faut que cet enseignement soit excellent, surtout avec un peuple impressionnable comme le nôtre, car, si l'on fait fausse route, il vous abandonne.

Il ne faut pas que la tentative avorte, il faut qu'elle réussisse du premier coup. Des gens compétents, nous en avons ; avec de la prudence et en observant ce principe de donner l'autorité à qui la mérite, nous réussirons. Et voilà pourquoi j'aurais tant voulu voir se réaliser le projet de création d'une chaire de science coloniale au Collège de France de M. Chailley-Bert.

M. GIRAULT. — On s'est demandé tout à l'heure si réellement il existait une science coloniale. La réponse à cette question dépend sans doute du sens que l'on attribue au mot science. Si l'on considère que seules les vérités générales, absolues, permanentes peuvent faire l'objet d'une science, à coup sûr les vérités que nous recherchons

n'ont pas ce caractère. Mais si la colonisation ne peut être l'objet d'une science pure, elle constitue tout au moins une science appliquée, une « théorie d'art ». Elle peut être enseignée utilement, et cet enseignement est de nature à rendre de grands services.

Créer dans un centre universitaire une chaire d'enseignement colonial, ce n'est pas seulement installer un professeur qui fait un cours, c'est constituer un foyer d'étude. Le professeur réunit des documents, centralise des renseignements dont peuvent profiter tous ceux qui, dans la région, s'intéressent par goût ou par nécessité aux choses coloniales. C'est grâce à lui que les ouvrages publiés sur les colonies sont achetés par les bibliothèques. Et c'est là un point très important.

Il est bien évident que le professeur qui reste dans la métropole ne peut pas avoir d'expérience pratique. Jamais aucun professeur n'a eu la prétention de connaître des pays qu'il n'a pas visités. Seulement, celui qui est dans la métropole peut se renseigner auprès de ceux qui ont visité ces pays, et alors, s'il a l'esprit critique, il arrive à se faire une opinion, non pas d'après son expérience personnelle, mais d'après celle des gens qui ont été aux colonies, soit dans le présent, soit dans le passé. C'est à lui qu'il appartient de recueillir et de centraliser une foule de renseignements qui, autrement seraient perdus, car bien des personnes ayant vécu aux colonies ne se donnent pas la peine d'écrire, et ne se préoccupent pas de communiquer leur expérience aux autres.

Ce n'est pas tout : au point de vue de la culture générale de l'esprit, l'enseignement colonial est un excellent instrument d'éducation intellectuelle. Très souvent, en Europe, nous nous plaçons à un point de vue uniquement

européen, nous n'envisageons pas les questions au point de vue mondial.

L'étude des questions coloniales élargit singulièrement l'horizon intellectuelle de celui qui s'y livre. Elle oblige à regarder plus loin que l'Europe occidentale, à parcourir par la pensée les états de civilisation les plus divers et les plus changeants. Elle permet d'acquérir ainsi des idées plus larges et plus justes.

M. VAN HASSELT. — Je suis d'accord avec M. Girault dans ce qu'il a dit sur l'influence de l'éducation coloniale qu'il trouve importante. Mais nous discutons maintenant les idées de M. Froidevaux sur cet enseignement colonial qu'il appelle une haute culture intellectuelle, et je me demande s'il ne soit pas absolument nécessaire de commencer par l'éducation préliminaire. Comment voulez-vous que, dans des institutions comme les académies, les universités, les professeurs puissent donner l'instruction comme M. Froidevaux l'exposait, si les jeunes gens qui viennent là n'ont aucune éducation préliminaire; je ne crois pas que cela soit de quelque utilité. Je crois que si les jeunes gens qui viennent là ne sont pas assez préparés ils ne profiteront pas de l'enseignement. Il me paraît donc absolument nécessaire d'avoir une éducation à côté de la haute culture et c'est l'éducation préliminaire. Je trouve cette question d'une si grande importance, que je me demande si l'Institut ne doit pas exprimer sur cette question son opinion et mettre la question de l'enseignement colonial préliminaire en discussion.

M. FROIDEVAUX. — Je ne connais malheureusement pas le système d'éducation primaire hollandais, et cela m'empêche de répondre à la question posée par M. Van Hasselt. Certainement, à l'heure actuelle, nous n'avons

pas, en France, d'éducation coloniale suffisante. Mais du moins a-t-on, ou doit en avoir déjà, certaines notions premières à la fin des études d'enseignement secondaire un peu de géographie, quelques indications historiques ; les grandes colonies sont certainement connues, on sait où elles sont situées, comment elles sont défendues. Il suffirait de peu de chose pour arriver à constituer ce qu'il faudrait, et c'est pourquoi je n'ai pas insisté sur ce point autant que le voudrait M. Van Hasselt. Mais ce qui fait absolument défaut, c'est, je le répète, un enseignement de haute culture intellectuelle, et il me paraît que c'est là qu'il faut viser. Comme l'a dit le Père Piolet, c'est par le haut qu'il faut commencer pour atteindre le bas.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole sur la thèse n° 2 ? Non. Et sur la thèse n° 3 ?

M. AUGUSTIN BERNARD. — Quoique je sois professeur de géographie, je demanderai la permission de prendre la défense de mes collègues du droit. M. Froidevaux ne fait pas, à mon avis, une place suffisante dans l'enseignement colonial, au droit et aux langues. Ce qu'on cherche à fonder, sous le nom d'enseignement colonial, c'est ce que les Allemands appellent la *Sozialwissenschaft*, appliquée aux colonies. Eh ! bien, Messieurs, cette science repose sur l'étude du droit. Quant à l'étude des langues, elle est nécessaire pour se renseigner sur les indigènes des colonies. Ainsi la connaissance du droit musulman sera indispensable, si l'on veut étudier l'organisation à donner aux pays musulmans, et il sera également indispensable d'étudier la langue arabe en laquelle est écrit le droit musulman. Il me semble évident que l'étude du droit et des langues a sa place indiquée à côté de celle de l'histoire, de la géographie et de l'ethnographie.

M. FROIDEVAUX. — Il n'y a entre nous qu'une simple différence de mots, et je suis absolument d'accord avec vous ; mais je fais rentrer le droit dans les sciences ethnologiques, au moins dans l'enseignement que je considère comme supérieur, dans l'enseignement colonial général. Quand on en arrivera aux études pratiques, le droit alors sera placé dans le programme. A l'école de droit en effet, une étude des mœurs et coutumes des indigènes se fera à un point de vue très intéressant, mais à un tout autre point de vue ; ici je l'ai prise dans le sens rigoureusement et exclusivement scientifique. J'espère, par cette réponse, vous avoir donné satisfaction.

M. VAN HASSELT. — Je crois qu'il est impossible d'enseigner l'ethnologie à des personnes qui ne connaissent rien des langues dont il s'agit. Je suppose aussi avec M. Bernard que le droit doit être enseigné.

M. DIDERRICH. — Puis-je demander si on fait une place à l'hygiène dans l'enseignement colonial ?

M. FROIDEVAUX. — Absolument, je fais rentrer l'hygiène dans les sciences physiques et naturelles.

M. DIDERRICH. — Je trouve que la science par excellence, car le point le plus important, pour coloniser comme pour autre chose, c'est d'être en bonne santé. J'estime donc qu'une grande part, sinon l'une des principales, doit être faite à l'hygiène dans l'enseignement colonial.

M. FROIDEVAUX. — Je me permets à ce sujet de vous renvoyer à la page 26 de mon rapport, où je dis : « La science des cultures coloniales, celle de l'hygiène et de la médecine des pays d'outre-mer, d'autres encore, relèvent au premier chef d'un enseignement colonial général. »

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole sur la thèse n° 4 ? La parole est à M. Girault.

M. GIRAULT. — Messieurs, le numéro quatre de la thèse de M. Froidevaux est ainsi conçu : « L'enseignement colonial général doit être donné dans les universités existant dans chaque métropole. »

Il y a là, évidemment, un vœu contre lequel j'aurais très mauvaise grâce à m'élever, et ce n'est pas pour le combattre que je prends la parole, c'est plutôt pour me renseigner. Je trouve qu'il serait extrêmement intéressant de savoir ce qui a été fait dans les différentes universités d'Europe au point de vue colonial. Malheureusement, nous ne sommes pas très renseignés sur ce point.

M. THYS. — Mais le rapport l'indique.

M. GIRAULT. — Le rapport donne des indications à ce sujet qui sont très intéressantes, mais qui ne sont pas absolument complètes. Il serait bon de savoir quelles sont les universités où l'enseignement colonial existe, quels travaux ont été publiés soit par les professeurs, soit par les élèves, quelles ressources offrent les bibliothèques de ces universités pour l'étude des questions coloniales. N'est-il pas possible d'instituer une enquête auprès des universités d'Europe en vue de savoir ce qui a été fait ?

M. FROIDEVAUX. — J'ai essayé, autant que la chose m'a été possible, de donner dans mon rapport d'abord l'ensemble des renseignements existants. Je ne dis pas qu'il soit partout à jour : M. Nocentini, tout à l'heure, nous a fourni la preuve du contraire, et je le remercie de ses indications qui me permettront de compléter mon travail. Mais j'ai essayé, pour ma part, de faire une

enquête aussi complète que possible en ce qui concerne mon sujet, et j'ai pu, grâce à l'obligeance de M. le Secrétaire général qui m'a fourni un très grand nombre de documents, j'ai pu vous présenter quelque chose d'à peu près acceptable, malgré qu'on y puisse encore signaler, j'en suis convaincu, bien des lacunes, bien des imperfections. Ainsi, par exemple, sur l'enseignement colonial qu'on donne à Louvain, nous n'avons pu avoir rien de positif, et c'est là une preuve, entre plusieurs autres, qu'il se pose encore sur certaines des questions qu'il me fallait traiter, des points d'interrogation. Mais pour m'en tenir à ce qu'a dit M. Girault, il semble que ce n'était pas la place, dans un rapport préliminaire, de donner les noms des professeurs, de donner le programme des études, de donner la liste des travaux faits. Je crois, sans doute, qu'il serait très intéressant d'avoir les programmes d'études des universités, mais je crois aussi que, pour les universités allemandes en particulier, ce serait très difficile. En Allemagne, il n'y a qu'une science, et le professeur choisit dans cette science le sujet qu'il veut traiter chaque année, et même chaque semestre. J'ai dépouillé tous les programmes universitaires pour l'année 1901-1902 ; la liste des cours énumérés dans mon rapport montre combien peu compte, relativement, l'enseignement colonial étant donné le nombre des universités allemandes et le nombre des professeurs allemands. J'ai été surpris de voir ainsi le peu de place qu'occupe la science coloniale dans les préoccupations des professeurs en Allemagne.

M. JANSSEN. — Messieurs, je voudrais répondre un mot à M. Girault. Comme M. Froidevaux vient de le dire, nous avons fait tout notre possible pour réunir le plus

grand nombre de documents sur l'enseignement colonial dans les différentes contrées possédant des colonies. Vous savez que dans notre dernière session, à La Haye, M. Froidevaux avait fait un rapport préliminaire que nous avions espéré voir compléter considérablement. Je me suis adressé à nos amis d'Angleterre et ils m'ont répondu qu'il n'y avait pas d'enseignement colonial en Angleterre. En France, c'est M. Froidevaux qui s'est chargé alors de s'adresser à ses collègues pour avoir les renseignements désirés. C'est M. Vohsen qui a bien voulu donner, pour l'Allemagne, les documents les plus remarquables sur les établissements, même privés, dans lesquels on donne l'enseignement colonial. Pour la Belgique, je regrette de devoir dire que je n'ai guère réussi : lors de notre réunion à La Haye, un collègue avait proposé verbalement de fournir directement tous les documents à M. Froidevaux ; j'ai écrit à M. Froidevaux : Avez-vous reçu des nouvelles de notre collègue ? il m'a répondu que non. J'ai écrit alors à ce collègue — cinq lettres, je crois, en sept mois de temps — et (je ne voudrais pas médire de ce membre, qui n'est malheureusement pas ici), et il ne m'a été répondu à aucune des cinq lettres. Vous voyez donc dans quelle situation où je me trouve souvent. On fait des promesses pendant la session après un excellent diner, mais quand on a quitté ses collègues, quand on est rentré chez soi, la plupart du temps on oublie. Avant la session de La Haye, je m'étais adressé à M. Nys, de Bruxelles, qui m'avait fourni certains documents mis à la disposition de M. Froidevaux ; mais je suis bien certain qu'à l'heure actuelle ces documents ne sont plus à jour ; le possible a toutefois été fait, et j'eus été très heureux de voir ce collègue éminemment compétent fournir des renseignements sur l'enseignement colonial en Belgique.

M. LE CHEVALIER DESCAMPS. — J'entre en séance pour pouvoir répondre quelques mots.

Les renseignements que j'ai à donner, c'est que j'ai, le premier, fondé une chaire de droit colonial à l'Université de Louvain, mais comme je l'ai fait dans des conditions très modestes et que cela me concernait personnellement, je ne pensais pas que cette tentative intéresserait l'Institut. Pour ce qui est d'avoir laissé sans réponse les lettres de M. Janssen, si je n'ai pas répondu, c'est à cause du peu de valeur de l'enseignement lui-même.

M. FROIDEVAUX. — Mais alors mon rapport n'est pas complet, et je reçois des reproches des uns et des autres.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelqu'un demande-t-il la parole sur la thèse n° 5?

Quelqu'un demande-t-il la parole sur la thèse n° 6?

Quelqu'un demande-t-il la parole sur la thèse n° 7?

Quelqu'un demande-t-il la parole sur la thèse n° 8?

La parole est à M. Chailley-Bert.

M. CHAILLEY-BERT. — J'ai demandé la parole plutôt pour faire une motion d'ordre que pour discuter la question numéro 8. J'ai, en effet, Messieurs, le sentiment que nous passons en ce moment à travers un très grand nombre de questions des plus intéressantes sans les discuter, et cela vient peut-être de ce que, pour le rapport de M. Froidevaux, comme hier pour le rapport de M. Girault, et — je puis encore le dire — comme ce sera pour le mien, nous avons abordé dans ces rapports les questions les plus vastes, les plus considérables, sans nous appuyer sur une documentation véritable, sur des documents suffisants.

comme on l'avait fait pour d'autres questions et comme on avait la prétention de le faire pour toutes les questions.

Un autre sentiment que j'ai éprouvé, c'est que dans ces questions de l'enseignement colonial, de la législation coloniale, des rapports politiques des métropoles avec les colonies, si on ne va pas jusqu'au fond des grands principes sur lesquels elles reposent, c'est parce que les sujets manquent de spécialisation. Sur de tels sujets tout le monde peut parler, et personne ne parle, parce qu'on ne se trouve pas suffisamment documenté pour dire les choses d'une façon assez pertinente. Ainsi, cette question de la législation coloniale, nous l'avons mise par deux fois à notre ordre du jour et nous ne l'avons pas discutée. Et ce n'est la faute de personne. J'ai le sentiment que nous ne rendons pas justice à ces questions, que nous ne les traitons pas avec l'importance qu'elles méritent, et cela tient à ce que nous avons pris des questions trop vastes et que peut-être il aurait mieux valu les rétrécir et les spécialiser.

Sir Alfred Lyall a fait un rapport préliminaire sommaire sur l'irrigation dans l'Inde, et, là encore, je vois la même difficulté. L'irrigation, c'est un monde, c'est une question aussi vaste que l'enseignement de la législation coloniale. Ce n'est pas en quelques heures que nous pouvons aborder ces questions-là. Notre méthode actuelle n'est pas digne de l'Institut, elle n'est pas à la hauteur de ce que nous avons fait par exemple pour le régime foncier que nous avons très bien traité. Pourquoi très bien traité ? Parce que M. Anton n'a pas prétendu résoudre, dans un rapport unique, tout le problème du régime foncier aux colonies. Il a sérié les questions, il les a prises les unes après les autres, et à chacune d'elles nous avons consacré une bonne partie de notre session. Mais cette fois, j'ai

la sensation que nous avons trop embrassé ; il y a là évidemment une mine que je m'étonne de voir délaissée. Je m'accuse moi-même, d'ailleurs, en ce qui concerne la législation coloniale, mais mes collègues peuvent peut-être dire qu'ils ont été les victimes de la même erreur.

Aussi, pour la prochaine session, je voudrais qu'au lieu de prendre des questions si vastes dans leur ensemble, on n'examinât qu'un point seulement à la fois et qu'on continuât cette méthode de travail lent et minutieux pour étudier tous les problèmes, comme nous l'avons fait pour le régime foncier. Pour revenir à la question de l'irrigation, est-ce que nous allons l'aborder sur le rapport sommaire de sir Alfred Lyall? Non. D'abord il y a une masse de documents qui ont été publiés et qui peuvent fournir une base d'appui très solide au lieu de formules générales. J'ai pour cette question le même sentiment que j'ai eu pour mon rapport sur la législation. Les positions elles-mêmes en sont trop vagues, et il n'est pas possible d'embrasser les questions dans toute leur ampleur.

Messieurs, nous aurons à discuter encore dans la réunion prochaine les questions traitées aujourd'hui ; sinon nous aurons fait œuvre vaine. Je plains tout à l'heure notre Président qui jetait son filet comme un pauvre pêcheur, dans une rivière où il n'y aurait pas de poisson, je crains que comme dans le nôtre, la tristesse et la désolation ne soient entrées dans son cœur. Je crois que nous devons profiter des dernières heures qui nous restent pour faire notre examen de conscience et voir si nous ne devrions pas spécialiser davantage les sujets que nous mettons à notre ordre du jour. Si notre discussion n'aboutit pas, c'est parce que nous avons pris à l'origine des formules trop générales, qui peuvent embrasser les opinions les plus variées, les plus diverses, les plus contradictoires ; et, cela

étant, il n'y a plus de discussion possible, il n'y a plus d'étude. Ce que nous voulons, c'est échanger nos idées, nos manières de voir, et arriver, après discussion, autant que possible, à une unanimité d'opinion. Et je crois que lorsqu'on établira l'ordre du jour de la prochaine session, vous devriez reprendre les questions, reprendre la question de M. Froidevaux, reprendre les autres questions, reprendre ma question à moi, et sans les considérer tout de suite dans leur ensemble, ne voir les problèmes d'abord que d'un certain point de vue ; puis nous passerions à un autre aspect de la question en procédant par séries.

Remarquez, d'ailleurs, que les questions restent toujours ouvertes. De même que nous avons des documents nouveaux, de même il y a des points de vue nouveaux à aborder dans chacune de ces questions. Si M. le Président, et vous, Messieurs, acceptez cette manière de voir, je ne crois pas que ce serait formuler une opinion choquante, gênante pour la dignité de l'Institut, de dire : Cette discussion sur le rapport de M. Froidevaux sur l'enseignement colonial est non avenue et il y a lieu de la maintenir à l'ordre du jour. Je considère que le rapport de M. Froidevaux n'est qu'un travail préliminaire, et je lui demanderais, pour la prochaine session, de faire un nouveau rapport sur un point précis. Et je dis la même chose pour mon rapport sur la législation, et encore la même chose pour le rapport de sir Alfred Lyall. Mais avec celui-ci, il n'est pas besoin de le dire et on voit bien qu'on a affaire à un vieux routier de la philosophie de la pensée. Sir Alfred Lyall a eu bien soin de dire que son rapport n'était qu'un travail sommaire, qu'un premier pas fait dans la direction qui conduit aux différents points de vue d'où l'on devra envisager la question. Or, pour la législation, pour l'enseignement, pour les autres questions, il fau-

drait agir avec la même prudence, il faudrait déterminer des positions beaucoup plus précises, beaucoup plus pénétrantes que je ne l'ai fait, que nous ne l'avons fait ; car nos positions sont toutes impertinentes. En parlant ainsi, je donne tort à tous, mais je suis le premier à m'accuser.

M. VON DER HEYDT. — Il y a des points de la thèse de M. Froidevaux auxquels j'aurais pu m'associer sans le cadre qu'y a donné M. Chailley-Bert, et je pense qu'il y aurait danger que chacun tranchât sa part de la science pour n'apprendre que cette partie-là et pour devenir un triste spécialiste. J'avais cru ce danger écarté, mais d'après le discours de M. Chailley-Bert, maintenant je le vois reparaitre tout entier, et, pour en être sûr, je demanderai à M. Froidevaux ce qu'il entend par les sections de la science coloniale. Est-ce que ce sont là des parties tranchées d'une science unique ?

M. FROIDEVAUX. — Nous avons à cet égard là, dans les Universités françaises — car il arrive souvent que, malgré tous les efforts qu'on fait pour rédiger un rapport aussi international que possible on n'arrive pas à s'affranchir suffisamment du point de vue national — nous avons dans les universités françaises la théorie suivante : c'est la co-pénétration des différentes facultés les unes dans les autres : lettres, sciences, droit, en demandant aux étudiants de l'une d'aller discuter dans l'autre et vice-versa. Ce qu'il y aurait à faire pour l'enseignement colonial, ce serait de prendre dans les différentes facultés, qui dans leur ensemble constituent l'université, pour constituer — sur le papier, si vous voulez — une section spéciale il est vrai, mais dont les professeurs continueront d'appartenir à telle ou telle faculté.

M. VON DER HEYDT. — Alors, c'est un ensemble de cours ?

M. FROIDEVAUX. — C'est un ensemble de cours.

M. THYS. — Messieurs, je crois que M. Chailley-Bert est un peu trop sévère pour nous. Pour ce qui me concerne, je ne puis pas considérer comme ayant été un seul instant éteinte la discussion sur les rapports politiques entre métropole et colonies, et si, hier la discussion a brusquement pris fin, c'est parce que les membres de l'Institut s'attendaient à voir la même question, ou tout au moins bien des points de celle-ci, revenir dans la question qui devait être étudiée par M. Chailley-Bert. C'était si bien dans tous les cas l'idée de M. de Martens qu'il a demandé immédiatement que la quatrième question : « Quelle est la meilleure manière de légiférer pour les colonies ? » fut mise à l'ordre du jour d'aujourd'hui immédiatement après l'autre. Mais il a été reconnu que la matière était tellement vaste que nous ne pouvions pas l'entamer aujourd'hui, ayant la certitude, tous, que nous ne pourrions pas en terminer l'étude. Je ne crois donc pas qu'on puisse accuser l'Institut de ne pas serrer la vérité d'assez près, je crois au contraire que son intention est d'aller au fond des choses, mais pour cela, il faut qu'on fournisse le plus de renseignements possibles pour servir de base à une sérieuse discussion.

Pour ce qui concerne la question de l'enseignement colonial, je ne demande pas mieux que de la voir maintenir à l'ordre du jour. Je crois qu'il y a des choses très intéressantes à en dire, mais qu'il ne faut pas trop s'étonner de voir que cette question n'est pas prise ici avec l'ardeur que voudrait y voir mettre M. Chailley-Bert. Pour ma part, je crois aussi qu'elle est plutôt du domaine dogma-

tique, du domaine des aspirations ; c'est un désir que nous voulons exprimer, ce n'est pas là une question pratique où les hommes d'expérience peuvent venir citer les résultats de leur travail, de leurs études. Nous sommes tous d'accord qu'il faut un enseignement colonial, il n'y a pas de doute là-dessus. Nous sommes tous d'accord pour dire que les nations qui veulent s'occuper de ces grandes questions d'exploration et de colonisation, de l'exportation de leurs hommes, de leurs capitaux, de leurs idées, doivent apprendre la meilleure manière de procéder dans cette grande œuvre d'instruction nationale. Mais quand nous voulons entrer dans le détail, dans la pratique, peut-être reconnaitrons-nous que ce n'est pas tout à fait notre affaire, peut-être dirons nous que nous devons nous contenter de poser un principe général. Ainsi, je crois qu'on serait très heureux de voir dans mon pays le principe colonial développé dans les écoles primaires. Chez nous, les conditions dans lesquelles on a été entraîné à s'occuper de colonisation ont, naturellement, beaucoup facilité les choses ; chacun y a mis du sien et il y a une tendance à s'occuper d'enseignement colonial. Mais, je le répète, maintenons la question à l'ordre du jour, finissons de la discuter si nous pouvons, dans la prochaine réunion, mais ne nous inquiétons pas trop si dans cette première discussion qui vient d'avoir lieu, la question ne semble pas avoir passionné. Il me semble que cette question est de celles dont on attend la solution patiemment, c'est du moins mon avis, à moi profane.

Quant à la question de légiférer aux colonies, je ne demande pas qu'on spécialise cette question, qu'on la divise en points déterminés. Elle me semble avoir été très bien présentée, et je suis persuadé que nous arriverons à en discuter les différents points, et qu'à la lumière du

rapport de M. Chailley-Bert, on verra les autres côtés de la question apparaître.

M. GIRAULT. — En ce qui concerne les méthodes de travail, je me rallie tout à fait aux observations de M. Chailley-Bert, et même, j'irai plus loin que lui. Il a dit : n'abordons pas toutes les questions à la fois. Je dirai : n'abordons qu'une seule question à la fois. Ainsi dans cette session, on a discuté le régime foncier, les rapports politiques entre métropole et colonies, l'enseignement colonial. Chacune de ces matières mériterait une discussion approfondie, pendant toute une session, et même pendant plusieurs sessions. Mais quand on attaque à la fois plusieurs problèmes aussi importants, l'attention est dispersée, et il est impossible de les discuter à fond. Pour la prochaine fois, mettons à l'étude une de ces questions, soit celle traitée dans le rapport de M. Chailley-Bert, soit celle qui fait l'objet du rapport de M. Froidevaux, mais ne mettons à l'étude qu'une seule question. Alors nous aurons le temps de la discuter, mais si nous abordons plusieurs problèmes à la fois, nous ne pourrons rien faire d'utile.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, vous vous rappellerez que la question du Régime foncier, était la suite de la discussion qui avait déjà occupé l'Institut dans les trois sessions précédentes. Donc on pouvait s'attendre à ce qu'elle aboutisse au cours de cette session ce qui a été le cas ; nous avons abouti avec le Régime foncier grâce à l'excellent travail de notre collègue M. Anton. Ensuite nous avons cru devoir mettre à l'ordre du jour le rapport de M. Girault, et l'expérience a prouvé que cette question était mûre. Donc, si le bureau n'avait pas mis à l'ordre du jour la question suivante, l'Institut se serait trouvé devant le vide. L'expérience a prouvé que le bureau

est obligé de mettre à l'ordre du jour plusieurs questions, et de confier à l'Institut le soin de régler sa procédure. Je ne dis pas que votre attention ne doive pas se concentrer, ce serait vous faire un très mauvais compliment. Les membres néerlandais nous ont donné un bon exemple en distribuant les rôles et en fixant d'avance la part que chacun d'eux aurait dans la discussion. Vous auriez eu le droit de vous plaindre, si nous n'avions mis à l'ordre du jour qu'une seule question, et je suis convaincu que cette façon d'agir aurait de graves inconvénients. Dans l'absence du rapporteur de cette question, l'Institut se trouverait placé devant le néant. Il faut toujours que le bureau vous offre un choix de matières étudiées en vue de la session. L'Institut a le droit de dire : nous intervertirons l'ordre des sujets, nous nous occuperons de la dernière question d'aborder la première ; il reste le maître de ses avant-décisions. Je suis d'avis — et comme je serai arrivé tout à l'heure au terme de mon mandat c'est surtout à mes successeurs que je pense — que nous devons toujours mettre cinq ou six questions au programme, pour que l'Institut puisse décider quelle matière l'intéresse le plus. Je ne crois pas qu'il y ait à craindre que l'attention se dissipe, car les questions intéressent des groupes différents de membres et les membres présents mettront à l'ordre du jour les questions qui, plus spécialement, rentrent dans leur domaine.

Pour l'enseignement colonial, je crois que, très décidément, M. Froidevaux n'est responsable en aucune façon, de ce qui s'est passé. Je tiens à dire que, dans son rapport, les thèses présentées ont été admirablement préparées, et certes, on ne peut pas lui en faire un grief de ce qu'il n'y a pas eu de discussion. Car, lorsqu'il n'y a pas de discussion, cela peut tenir à deux causes : Ou le sujet est mal

préparé, ou il est très bien préparé. Et nous nous sommes trouvés devant la seconde de ces alternatives. Je tiens aussi à dire que nous avons entendu ce matin sur l'enseignement colonial, des discours très intéressants, et je crois que l'Institut n'a qu'à se féliciter de la façon dont la question a été abordée. Ceci dit, je suis aussi d'avis que dans le discours remarquable du Père Piolet il y a des idées qui sont de nature à nous suggérer un examen sérieux et à rendre désirable de maintenir le sujet à l'ordre du jour et de nous rendre compte de l'expérience acquise. En matière d'enseignement jamais le dernier mot n'est dit.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, on peut dire, pour donner tout à fait satisfaction au rapporteur sur la question de l'enseignement colonial, que ce qui a manqué dans ces travaux-là, à la différence des autres, c'est qu'on n'était pas documenté, qu'on n'avait pas de documents à placer sous les yeux de l'Institut. Nous avons publié, pour chaque question, un ensemble de documents sur lesquels le rapporteur échafaude son travail. Cela fait un dessous solide, on sent l'ossature sous la chair et dans le rapport qui est fait apparaissent les muscles. Dans celui de M. Froidevaux ils n'apparaissent pas, dans le mien, il est impossible de les apercevoir. Mais dans celui de M. Froidevaux ils auraient pu saillir, car on aurait pu très bien publier un grand nombre de documents utiles, et peut-être alors serait-on entré plus au vif dans la question. Je crois que si on s'était avisé de publier une partie des documents qui ont pu être rassemblés, la discussion aurait été beaucoup plus complète. Mais le bureau est plus compétent que moi pour résoudre cette question. Je reste d'accord avec vous que le rapport de M. Froidevaux est un rapport

dont la seule présence de l'auteur m'empêche de proclamer tout le mérite, et j'espère que nous arriverons à publier, pour la session prochaine, quelque chose qui nous permette de reprendre la question de l'enseignement colonial avec toute l'ampleur qu'elle comporte.

M. JANSSEN. — Messieurs, lors de notre dernière session à La Haye, quand on a essayé de traiter la question des rapports financiers des métropoles avec les colonies, notre collègue M. Thys a exprimé le désir de voir publier des documents sur cette question. Je me suis mis en rapport avec M. Chotard; nous avons eu plusieurs conférences à Paris à ce sujet, et nous avons reconnu que nous n'avions pas de documents suffisants sur les rapports financiers pour constituer les éléments d'un volume et nous avons décidé de ne pas faire de publication spéciale. Les documents officiels sur les rapports financiers entre métropoles et colonies sont, en effet, la plupart du temps éparpillés dans une quantité de lois et en publier de simples extraits eût été se livrer à un travail sans valeur et sans portée.

Quant à l'enseignement colonial, les documents que j'ai reçus sont excessivement minces, sauf en ce qui concerne l'Allemagne dont les documents, remis par M. Vohsen, ont été envoyés au complet et immédiatement transmis au rapporteur; ils sont arrivés, peut-être un peu tard, mais c'est parce que M. Froidevaux me les a demandés tardivement; aussitôt qu'il a manifesté le désir de les recevoir, je me suis adressé à notre collègue M. Vohsen, qui n'a pas manqué de les envoyer; nous en avons reçu, il y a deux ans déjà, par l'entremise de M. Herzog. Si l'Institut désire voir publier ces documents allemands, je suis tout prêt à le faire, mais peut-on fournir d'autres documents, en

France ou ailleurs? on se bornera peut-être à nous envoyer quelques programmes de cours. Un membre a envoyé dix lignes sur un programme de cours, ce n'est pas un élément d'information. Voilà tout ce que j'ai reçu sur l'enseignement colonial, malgré les démarches que j'ai faites, et je ne pense pas qu'il y ait de volumineux renseignements à recueillir.

M. FROIDEVAUX. — Je n'ai qu'une simple observation à présenter au sujet des remarques faites par M. Chailley-Bert et M. le Secrétaire général. Il me semble impossible de publier les documents dont on parle, parce que la plupart de ces documents sont absolument illisibles, et parce qu'en outre ils ne seront plus à jour au moment même où vous les publierez. Que voulez-vous qu'on donne dans ces documents? un rapport aussi intéressant que celui de M. Herzog, certainement, et puis quelques pièces justificatives. Mais allez-vous donner la liste des cours, la liste des ouvrages publiés par les professeurs ou rédigés sous leur inspiration par leurs élèves? Cela ne pourrait servir qu'à faire une bibliographie, et si une bonne bibliographie coloniale doit-être fort utile, du moins n'est-ce pas ici ce que nous avons à publier. Si nous arrivons plus tard dans les différents pays d'Europe à un système bien organisé d'enseignement colonial, il sera très intéressant quand ce mystère existera, d'avoir un rapport d'ensemble. Mais un rapport sur l'état des choses à un moment donné ne me paraît pas présenter le même intérêt. Il est évident qu'en France, par exemple, on ne peut pas faire un rapport d'ensemble sur ce qui existe. Marseille. Bordeaux. Nancy. Lyon, voilà les quatre seules villes où nous ayons quelque chose. Chacune de ces villes à son individualité, sa forme d'enseignement spé-

v

cial. C'est très intéressant, mais très sujet à révision, à refonte, à complément ; voilà pourquoi tant que l'enseignement colonial ne sera pas véritablement organisé, je ne pense pas qu'il y ait lieu de faire une publication sur ce sujet.

M. DESCAMPS. — Voici, Messieurs, l'expérience que nous avons faite à Louvain. Nous avons commencé un cours de droit colonial. Ce cours n'avait duré que quelques années quand nous avons reconnu la nécessité de faire notre dédoublement. Nous avons conservé notre enseignement colonial scientifique, tel que nous l'avons donné dès le début, puis nous avons instauré un enseignement colonial commercial. Nous avons donc deux chaires de droit colonial très distinctes : une chaire (l'ancienne) dont je reste le titulaire, puis une chaire de droit dans l'école commerciale. Je crois la voie intéressante à signaler. Je ne fais que l'indiquer ici, mais quand nous arriverons à discuter la question d'une manière approfondie, je me propose de m'expliquer plus au long sur l'utilité de cette bifurcation, dans bien des cas, de l'enseignement colonial scientifique qui traite toutes les grandes questions, puis de l'enseignement colonial, plus pratique, ne s'occupant que du côté presque technique et statistique des questions, sans insister sur les principes fondamentaux. Pour aujourd'hui, je me borne à signaler à l'Institut cette division de l'enseignement.

LE R. P. PIOLET. — La question qui se pose à propos de l'enseignement colonial est celle-ci : Doit-on maintenir la question à l'ordre du jour, ou bien déclarer la discussion finie. Si on la maintient à l'ordre du jour, à ce qu'a dit M. Froidevaux, ou d'après ce que j'ai pu comprendre, nous n'avons pas les éléments pour la traiter, je le crois,

mais nous n'avons fait jusqu'ici qu'une espèce de discussion générale de principes. Or, si on maintient le sujet à l'ordre du jour, on pourrait déjà, en étudiant ce qui se fait à cet égard dans tous les pays, réunir certains principes qu'il serait très intéressant de connaître. M. Froidevaux a dit qu'il n'avait entre les mains rien qui valût la peine d'être publié, sauf pour une seule nation. Eh bien, il faut trouver quelque chose. Un membre de l'Institut a indiqué la solution en demandant un rapport sur ce qui se fait en matière d'enseignement colonial dans les différents pays. En faisant cela, j'ai la conviction qu'on obtiendrait de très bons résultats. Si l'Institut pouvait demander à un membre de chacun des pays dans lesquels on a établi l'enseignement colonial un rapport sur ce qui se fait dans son pays, peut-être, à la prochaine session, aurions-nous la matière pour une discussion très intéressante.

M. LE PRÉSIDENT. — Tout cela prouve, Messieurs, combien est utile la proposition de nos collègues néerlandais. Je crois qu'une commission pourrait recueillir les renseignements qui nous manquent et les présenter au bureau.

M. FROIDEVAUX. — Messieurs, ainsi que je l'ai déjà dit, j'ai travaillé sur des documents absolument illisibles. A la fin de 1900, on avait décidé que la question de l'enseignement colonial serait mise à l'ordre du jour, et en 1901, j'avais envoyé un questionnaire sur ce sujet à M. Janssen ; M. le Secrétaire général a envoyé ce questionnaire partout. Nous avons eu une réponse excellente, absolument remarquable venue d'Allemagne ; c'était un rapport véritablement composé, et accompagné d'une liasse de pièces justificatives que j'ai conservées et

que je me propose de rendre à la bibliothèque de l'Institut. Mais, en dehors de cela qu'avons-nous reçu ? Ici dix lignes, là trois lignes, donnant simplement un programme de cours ou même un titre de cours..., le professeur traitera tel sujet ! Comment publier cela ? Et, je le répète, c'est illisible, ce serait fastidieux à lire. Si on arrive à obtenir de tous les pays ce qui a été fait par l'Allemagne, ce sera très bien, sinon, il vaut infiniment mieux attendre.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, pour étudier une question dans sa généralité, que devrions-nous faire ? Nous devrions nous adresser à chacun des pays intéressés et demander à chacun de ces pays de faire un rapport préliminaire sur l'état de la question, sans conclusions générales, un simple squelette qu'on place ensuite entre les mains d'un rapporteur général, et celui-ci apercevant ce qui se dégage de général des rapports particuliers, peut tirer ses conclusions d'une façon plus ample et plus solide.

Voilà ce qui avait été décidé aux commencements de notre Institut.

Eh ! bien si nous revenions à cette manière de faire et si nous examinions cette proposition en fournissant au rapporteur général la sécurité et l'emploi de la documentation qu'on avait primitivement ambitionnée ?

M. JANSSEN. — Si vous ne donnez pas de documents, comment voulez-vous qu'on fasse un rapport ?

M. LE PRÉSIDENT. — Il est évident que M. Froidevaux a fait le meilleur usage des documents qu'il a eus, et que s'il n'y a pas eu de meilleure omelette, c'est qu'il n'y avait pas assez d'œufs.

M. FROIDEVAUX. — J'ai dû chercher moi-même les documents dans les différentes villes.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous sommes tous d'avis que M. Froidevaux s'est acquitté admirablement de sa tâche, et je suis heureux de lui adresser les remerciements de l'Institut pour la façon dont il a traité la question.

— La séance est levée à 1 heure.

Séance du 29 mai. — Après-midi.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, la première question à examiner, c'est celle de savoir si vous voulez vous réunir l'année prochaine, ou dans deux ans. Après avoir décidé si la réunion aura lieu l'année prochaine ou dans deux ans, nous déciderons de l'endroit où nous irons.

M. PIERSON. — Messieurs, je crois qu'il vaut mieux proposer de nous réunir dans deux ans ; d'abord parce que c'est une règle, ensuite parce que je ne crois pas que nous aurons des rapports suffisamment élaborés, que nous aurons une matière suffisante pour nos discussions si nous nous réunissons l'année prochaine.

M. VOHSEN. — Je regrette que Son Altesse ne soit pas là pour prendre la parole, parce qu'Elle avait l'intention d'inviter les membres de l'Institut à Berlin en 1905.

M. JANSSEN. — M. Pierson vient de nous dire, Messieurs, que c'était la règle de se réunir tous les deux ans. Vous me permettrez de faire une observation à ce sujet. Nous avons un article 2 dans nos statuts qui dit : « On tiendra tous les deux ans *au moins* une session pour la discussion des différentes questions. » D'autre part, Messieurs, nous nous sommes réunis trois années de suite, en 1899, 1900 et 1901. Il y a là une période de trois années où l'on s'est réuni consécutivement, à Bruxelles, à Paris et à La Haye. Je ne donnerai pas d'opinion sur la question de savoir si nous devons nous réunir dans un an ou dans deux ans. Vous me permettrez d'attendre que

d'autres membres émettent tout d'abord leur avis à cet égard.

M. PIERSON. — Puisque ce n'est pas une règle établie de ne se réunir que tous les deux ans, je dirai que c'est une nouvelle règle à adopter.

M. VOHSEN. — Je suis d'avis que pour faire de la bonne besogne, il est absolument nécessaire qu'on travaille, et, pour qu'on travaille, il faut du temps. De toutes façons, je crois qu'il vaut mieux ne pas siéger l'année prochaine et nous réunir seulement dans deux ans. Je le voudrais aussi pour la cause suivante : nous désirons beaucoup voir l'Institut se réunir chez nous, mais nous ne pourrions pas l'inviter l'année prochaine. C'est pour la raison que nous avons le grand désir d'offrir à l'Institut l'hospitalité à Berlin que je demande que la prochaine session soit fixée en l'année 1905.

M. ANTON. — Je proposerai de mettre la question à la fin de l'ordre du jour pour attendre Son Altesse.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons toujours voir quand nous nous réunirons, plus tard on fixera le lieu. Je vais mettre aux voix la question de savoir si on se réunira en 1905.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, en raison des circonstances où nous nous trouvons, je me résignerai à ce qu'on renvoyât la prochaine session à deux ans. C'est, bien entendu, à cause des circonstances spéciales où nous nous trouvons; car en général, je ne considère pas du tout que ce soit pour l'Institut la meilleure méthode de travail. Je regrette de n'être pas d'accord avec M. Vohsen. Il croit que, quand on a plus d'une

année devant soi, on travaille mieux. Mais nous savons tous, maintenant que nous avons l'expérience des choses, nous savons tous qu'on ne se met au travail qu'un espace de temps très court avant l'approche de la session, à peu près trois mois avant; et alors que cette session doit avoir lieu dans un an, dans deux ans, dans trois ans, ce sera toujours la même chose : on ne travaillera toujours que trois mois avant la session. Donc je ne crois pas, en principe, qu'il faille espacer les sessions de deux ans en deux ans, et si vous posiez la question de principe, je serais nettement contre. Mais s'il s'agit d'une question d'espèce, s'il s'agit seulement de fixer la prochaine session à 1905 à cause des circonstances que nous savons ou que nous soupçonnons, je me rallie à la proposition. Une certaine incertitude plane encore sur le lieu où se réunira la prochaine Conférence; on dit que peut-être nous ne sommes pas en mesure aujourd'hui de le dire. A cause de cela je me rallie, mais à contre-cœur, à l'opinion de nous rassembler en 1905. Il reste maintenant la question de lieu, mais nous n'en parlons pas à l'heure actuelle.

M. JANSSEN. — Messieurs, je partage tout à fait l'avis de M. Chailley-Bert dont j'ai pu contrôler la justesse par mon expérience personnelle. L'argument de M. Pierson a été donné à différentes reprises à l'Institut. On a dit : l'année prochaine, nous n'aurons pas de rapports, nous n'aurons pas de travaux suffisants. Eh bien, j'ai toujours observé qu'au bout d'un an on n'était pas plus avancé que trois mois avant la date de la session. Après la dernière session, par exemple, il ne s'est pas passé trois mois avant que je n'aie écrit aux différents rapporteurs pour leur dire : « Faites bien attention, vous avez promis verbalement à La Haye tel travail à tel

mois, il faut vous en souvenir à temps », et j'ai continué à leur écrire dans ce sens, je leur ai mis continuellement l'épée dans les reins. Eh bien, ce n'est pas une critique que je veux faire, mais je n'ai pas été plus avancé à la fin de l'année dernière qu'à la fin de l'année précédente. A mon avis, non pas au point de vue de la publication de documents, mais au point de vue des travaux des membres de l'Institut, ce n'est pas gagner du temps que d'espacer les sessions, et d'une manière générale je crois qu'il y aurait plutôt avantage à nous réunir chaque année. Je me flagelle un peu moi-même, car si je suivais les partisans de la proposition de M. Pierson, j'aurais moins de travail et plus de vacances. Malgré cela, je me déclare partisan d'une session annuelle. Pour cette fois, cependant, si vous fixez la prochaine session à 1905, je me rallierai à votre opinion.

M. FROIDEVAUX. — L'observation que vient de faire M. Janssen me semble absolument juste, et je ne puis qu'abonder dans son sens. Je suis un des rapporteurs visés par lui et je dois me reconnaître coupable aussi bien en 1901 que cette année-ci. Mais j'avoue que, pour ma part, je vois quelque danger à ce qu'il soit tenu une session tous les ans. J'ai certaines craintes au sujet du principe de la session annuelle. Je crains que, si un certain nombre d'entre nous, ceux qui sont professeurs — je ne dis pas qu'ils sont en trop grand nombre, mais du moins sont-ils en nombre assez considérable — si les professeurs peuvent toujours se trouver à un très grand nombre de sessions, il n'en soit pas de même pour les hommes pratiques, pour ceux qui ont mis la main à la pâte et qui peuvent ramener les théoriciens au sens exact des choses. Si vous êtes absolument sûrs que nous pourrons

avoir tous les ans autant d'hommes pratiques que nous en avons eu cette année, je n'ai pour ma part aucune réserve à faire. Je dois même dire que je me rallierai avec enthousiasme, s'il en est ainsi, à la proposition d'avoir une session annuelle. Si, au contraire, vous croyez que les théoriciens doivent l'emporter, je désirerais vivement que les sessions n'aient lieu que tous les deux ans ; ainsi nous serons sûrs d'avoir avec nous des hommes pratiques pour nous ramener au sens exact des choses.

SIR HUBERT JERNINGHAM. — Naturellement, si une raison sérieuse nous oblige à ne nous réunir que tous les deux ans, je ne m'y oppose pas. Mais, dans l'intérêt d'un Institut comme celui-ci, et vu le caractère des membres qui composent cet Institut, il me semble — je n'exprime qu'une opinion personnelle — que nous réunir tous les ans est presque une nécessité. Nous avons dans tous les cas, — si nous n'avons pas étudié les questions aussi bien, aussi minutieusement que nous le désirerions — dans tous les cas, nous avons eu devant nous des rapports faits par des hommes compétents qui ont étudié ces questions et qui nous ont mis à même de pouvoir les apprécier longtemps avant nos réunions. Eh bien, il est dans la nature humaine, Messieurs, d'oublier un peu quand une session est finie, ce qu'on a dit dans cette session. et M. Chailley-Bert a parfaitement raison de dire que vous ne vous remettrez à l'étude des questions que vous avez discutées que dans neuf mois, si la session est remise à un an, et que vous ne reverrez les documents qui ont servi à vos discussions qu'après dix-huit mois, si vous remettez votre session à deux ans. Il vous faudra alors dix-huit mois avant que vous n'étudiez de nouveau ces questions. Eh bien, Messieurs, songez aussi à la position des

messieurs qui sont ici ; nous sommes ici des hommes mûrs — à part quelques-uns qui ont encore l'avantage d'être jeunes, — nous sommes des hommes mûrs, nous donnons ce que nous pouvons donner, c'est-à-dire notre expérience. Comment pourrions-nous dire que nous serons à une séance comme celle-ci dans deux ou trois ans ? Nous n'en savons rien et nous ne pouvons pas promettre, parce que nous ne sommes pas certains de pouvoir tenir pareille promesse. Dans ces circonstances et étant donnée une réunion d'hommes aussi distingués que ceux que je vois autour de moi, personnellement je dirai que s'il est possible de nous retrouver tous les ans, il faut le faire. Mais il me semble que si nous nous retrouvons tous les ans, nous devons changer quelque chose au programme de nos sessions, nous devons retrancher en partie du moins les distractions, les festivités pour donner le surplus de temps à l'étude plus approfondie des questions importantes qui nous sont soumises. Mais, comme je l'ai déjà dit, je n'exprime ici qu'une opinion personnelle, et je ne veux l'imposer à qui que ce soit ; mais, pour ma part, je trouve bon, je trouve nécessaire, je trouve utile pour une association comme celle-ci, d'avoir des séances annuelles.

M. R. P. PIOLET. — Messieurs, je voudrais appuyer la motion de M. Chailley-Bert et je voudrais donner une autre raison. Je ne parle pas du tout des méthodes de travail : il est bien évident que plus nous nous réunirons souvent et plus nous travaillerons ; mais je veux parler des avantages très grands qu'il y a à nous voir de temps en temps. Nous appartenons tous, Messieurs, à des nations différentes ; tous nous sommes très sincères dans notre désir d'être d'accord, nous ne demandons qu'à nous

entendre. Eh bien ! plus souvent nous nous verrons, et mieux nous nous entendrons, et, en même temps que des liens personnels se formeront entre nous, il se formera aussi des liens d'étude. Je crois donc, Messieurs, qu'il y a avantage, en principe, à mettre nos réunions tous les ans.

M. LE PRÉSIDENT. — La proposition que nous avons reçue est de nous réunir la prochaine fois en 1905. La question de principe n'est pas posée. Vous avez à dire si vous approuvez la proposition de M. Pierson de nous réunir en 1905, mais nous écartons la question de principe. Je crois aussi que quelques membres ont le désir de nous voir nous réunir, en 1904, dans une ville allemande autre que Berlin. Cette proposition a aussi quelques partisans ici.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, vous avez entendu les paroles qui viennent d'être prononcées ; on vient de dire qu'en égard aux circonstances spéciales où nous nous trouvons — nous savons tous qu'il y a une certaine difficulté à préciser cette année le lieu de notre prochaine réunion — si nous voulons gagner du temps, de façon à avoir un choix plus large de questions posées, il fallait nous ajourner à 1905. Mais une autre opinion — tout en réservant les droits de 1905 — soutient qu'il y a lieu d'organiser, pour l'année 1904, ce que Sir Hubert Jerningham appelait tout à l'heure une session de travail — car il paraît que maintenant la Babylone moderne va être non plus Paris, mais Londres. — Une session de travail, j'en suis partisan, sans pour cela blâmer ce qui s'est fait à Londres. Évidemment, nous avons eu à Londres une série considérable de fêtes et de réceptions qui n'aura pas peu ajouté au prestige de l'Institut ; et des personnes, très sérieuses, soutiennent qu'une session sans aucune

fête, sans aucune réception, sans rien qui vienne nous interrompre, ne réunirait que quelques-uns d'entre nous.

Eh bien, c'est à vous, l'élément jeune, que je m'adresse pour répondre à cette question : Est-ce que vous consentirez à vous rendre à une session de pur travail, où il n'y aura pas de réception à la Cour, pas de fêtes, pas de diners ? Est-ce que vous consentirez à mener une vie modeste, une vie de travailleurs ? Cela s'appellerait : *mediocritas aurea*. Appelez-la comme vous voudrez, ce serait une session un peu austère. Eh bien, je dis aux jeunes : Viendrez-vous ? Si les jeunes nous abandonnent, nous ne pouvons pas aller, à trois ou quatre, rabâcher nos vieilles idées. Messieurs, j'ai bien envie de trahir un secret. Me permettez-vous, Monseigneur, d'être indiscret ? Eh ! bien, je dis aux jeunes : Pourrez-vous aller à Wiesbaden en 1904 ? Si nous voyons que c'est l'opinion de la majorité, Son Altesse le duc de Mecklembourg consent encore une fois, contrairement à tous ses désirs, à être votre Président pour 1904. Nous lui avons fait valoir que nous sommes des gens essentiellement conservateurs, que nous ne voulons rien changer à ce qui existe. Nous aurons un chef dont la règle nous paraît douce, nous l'avons déjà éprouvée à Berlin, et nous l'éprouverons encore volontiers. Si nous pouvons organiser une session en 1904, je crois que ce sera une chose excellente, mais à une condition, c'est que nous ne perdions rien pour 1905. Cela ne veut pas dire que nous nous réunirons tous les ans, mais, en 1905, nous avons une perspective qui me sourit beaucoup : un nouveau pays, une nouvelle capitale nous est ouverte. Je verrais double profit et double plaisir à travailler, en 1904, sous la haute direction de S. A. le duc de Mecklembourg, et en 1905, dans une capitale nouvellement conquise, sous une direc-

tion non moins éminente. Je propose donc ferme une réunion de l'Institut, en 1904, à Wiesbaden, et une réunion probable, en 1905, dans une autre capitale, dans un pays nouveau pour l'Institut.

SON ALTESSE LE DUC JOHANN-ALBRECHT ZU MECKLEMBURG. — Messieurs, quoique je ne sois pas si éloquent que mon cher collègue Chailley-Bert, permettez moi de dire quelques mots comme membre de l'Institut et comme Allemand. Nous avons une petite rectification à faire : mon cher collègue a qualifié Paris et Londres de Babylones modernes. Je ne crois pas que ce soit juste, car ce serait un peu dur. Ces deux capitales nous ont reçu d'une façon tellement aimable que je croirais plus juste de dire que ce sont des espèces de Capoue. Comme membre de l'Institut, je crois qu'il serait utile de nous réunir l'année prochaine dans un endroit absolument neutre, où il n'y ait pas du tout de fêtes où aucune invitation n'aurait lieu, où nous nous dirions d'avance : tantôt nous déjeunerons ensemble, nous dînerons ensemble et chacun paiera son écot. Toute invitation sera exclue. C'est donc comme membre de l'Institut que je désirerais qu'il y eut une session absolument consacrée au travail. On a dit qu'il y avait des membres — probablement ce ne sont pas des gens sages — qui ne voudraient aller que là où on dine. Je suis persuadé que cette société est trop élevée pour accepter l'ombre d'une pareille insinuation.

Mais, Messieurs, comme Allemand, je parle autrement. Là, je suis entraîné à vous proposer d'accepter l'invitation de nos collègues à Berlin, dans deux ans, si cela vous convient. Et nous espérons vous recevoir convenablement. Naturellement, nous ne pourrons pas faire aussi bien qu'ici, car nous ne sommes pas aussi riches, nous n'avons

pas comme ici tant de grands seigneurs dans notre société, mais nous ferons de notre mieux pour rendre vos journées à Berlin aussi agréables que possible. Mais si, dans le cours de l'année, ou dans quelques mois peut-être, une autre capitale, d'un pays voisin chéri de nous tous, où nous n'avons pas encore eu l'occasion de nous réunir, voulait bien nous inviter, je suis sûr que nos collègues allemands céderaient volontiers leur tour à ce nouveau pays, où je crois qu'on nous recevra d'une manière très hospitalière. Et alors — c'est, la proposition comme Allemand que je vous fais — je vous dis : en 1905, venez chez nous à Berlin, s'il n'y a pas d'autre capitale où il serait préférable de nous rendre. Comme membre de l'Institut Colonial International, comme nous nous connaissons bien et comme il serait bon qu'on travaille chaque année, je propose d'aller autre part l'année prochaine et de nous réunir dans un petit endroit tranquille, sans fêtes, sans diners, où l'on n'aurait que la société des chers collègues, pour travailler. Ce sont là les deux propositions que je voulais faire. M. Chailley-Bert a dit qu'il voulait trahir un secret, c'était le secret de l'invitation pour Berlin ; mais il y a joint la proposition de désignation du Président. Messieurs, c'est très honorable, c'est très aimable de votre part d'accueillir ma personne de cette façon, mais je voudrais vous faire observer qu'il me paraît préférable ne pas prendre toujours le même président. Pourquoi ne pas choisir une personne nouvelle ? De cette façon on pourrait attacher des personnes distinguées à notre société. Il est préférable d'avoir des recrues nouvelles qui acceptent nos idées et qui pourront, peut-être, vous représenter mieux que moi. C'est une idée que je sou mets à vos réflexions. Pour terminer je vous dis : venez à Wiesbaden l'année prochaine, et puis venez chez nous. à

Berlin, en 1905, soyez les bienvenus, mes chers collègues, et soyez indulgents pour les réceptions que nous pourrons vous faire.

M. ANTON. — Messieurs, il me paraît, si je ne me trompe pas, qu'à l'heure actuelle nous sommes d'un avis unanime sur l'époque à laquelle nous nous réunirons, mais pas sur le lieu. N'y aurait-il pas possibilité de s'en remettre, pour le choix du lieu, au bureau qui pourrait nous dire dans quelque temps quel sera ce lieu, et ne nous occuper ici que de l'époque ?

M. PIERSON. — Messieurs, je retire ma proposition, quand je l'ai faite, je ne savais pas les détails que je viens d'apprendre. Mais l'idée me sourit tellement de nous réunir dans un petit endroit où il n'y aura pas de fêtes, où nous pourrons travailler à l'aise et à tête reposée, cette idée me sourit tellement que je me range à l'avis de Monseigneur le duc qui modifie ma proposition par l'offre de nous réunir à Wiesbaden en 1904.

M. VOHSEN. — Il a été arrêté parmi les membres allemands que nous vous inviterions à Berlin en 1905. Mais, maintenant, tout est changé et je me range à l'avis de M. Pierson. En fait, je retire ma proposition.

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, je ferai seulement observer que j'espère que nous ne ferons pas de différence entre une session de travail et une session mixte. Dans cette session je crois pouvoir dire que nous avons travaillé avec succès. Nous aurions pu, peut-être, prolonger nos séances, mais je crois que nous avons fait bonne besogne. Vous êtes appelés à décider s'il y aura une session à Wiesbaden en 1904. Je ne crois pas qu'on pourra rester inco-

gnito parce que, si je devais m'engager à refuser l'hospitalité des charmantes familles allemandes, dans ce beau pays du Rhin, je serais le premier à refuser de signer pareil engagement. Mais, à part cela, j'admets que nous aurons moins de distractions à Wiesbaden, et je partage l'avis des membres qui jugent que c'est dans les villes de province que l'on travaille le mieux. Nous avons, du reste, l'exemple des Etats-Unis qui ont mis la capitale de chaque Etat dans un centre de population inférieure à celle des grandes villes, afin que les législateurs puissent mieux travailler. Cette fois l'Institut ferait comme les Etats-Unis.

Je mets aux voix, Messieurs, la proposition de nous réunir en 1904 à Wiesbaden.

— La proposition est adoptée à l'unanimité.

Je mets aux voix la proposition par laquelle la présidence de l'Institut est offerte à Son Altesse le duc Johann Albrecht zu Mecklemburg.

— La proposition est adoptée par acclamations.

Je propose comme vice-présidents :

MM. de Martens, Pierson et Vohsen.

— La proposition est adoptée.

S. A. LE DUC JOHANN ALBRECHT ZU MECKLEMBURG.
— Messieurs, malgré ma demande de ne pas accepter une nouvelle présidence, on a eu la bonté de m'élire Président pour l'année prochaine. J'accepte avec les plus grands remerciements, tout en sachant qu'après la présidence aimable, ferme et sage de notre cher Président actuel, combien il sera difficile de pouvoir bien remplir cette tâche dans une société tellement illustre, mais j'accepte, sachant comme vous aidez le Président à exercer sa mission. Je vous suis reconnaissant de m'avoir

élevé à la présidence, et je vous remercie aussi au nom des Vice-Présidents.

J'espère que nos chers collègues nous aideront en envoyant à temps des matériaux à M. le Secrétaire général pour qu'il soit à même de vous présenter un ordre du jour qui nous permette de travailler au moins autant qu'ici. Je vous ai proposé, comme membre de l'Institut, de nous réunir sans organisation de fêtes et j'espère qu'on ne voudra pas nous contraindre à assister à des fêtes, mais, c'est naturellement à nous qu'il appartient de nous dispenser de nous y rendre et à faire en sorte que nous restions ensemble du matin au soir, car c'est ainsi que nous pourrions beaucoup causer des différentes matières que nous avons à étudier; ce sont ces espèces de sessions privées qui, quelquefois, aident beaucoup à l'accomplissement du travail. Comme j'ai l'avantage d'être votre Président, je dirai d'abord que je ferai tout mon possible pour éviter toute fête, car il est impossible de faire quelque chose de plus beau, de plus aimable, de plus luxueux que ce que nous avons vu ici, et vouloir lutter sous ce rapport avec Londres, serait s'exposer à une trop grande chute.

De cette façon, nous resterons pendant une semaine tranquillement ensemble, pensant toujours aux beaux jours de Londres, les yeux tournés vers l'avenir avec la perspective de fêtes peut-être plus splendides encore.

M. JANSSEN. — Avant de nous séparer, nous avons à nous occuper de deux choses, et tout d'abord d'un point m'intéressant particulièrement, c'est la décharge de mes comptes. Vous avez nommé une commission composée de deux membres, MM. Girault et Van Hasselt. Ces Messieurs ont examiné, peut-être un peu sommairement,

mes comptes, ce matin, chez moi, et je prierai M. Girault ou M. Van Hasselt, de vouloir bien dire un mot au sujet des pièces que je leur ai communiquées.

M. GIRAULT. — J'ai ici les états de compte de 1901 et de 1902. M. le Secrétaire général nous a présenté ces comptes avec toutes les pièces justificatives.

Je n'ai pas besoin de vous dire, Messieurs, que nous n'avons aucune observation à faire sur les comptes présentés par M. le Secrétaire général. Je me borne simplement à vous proposer de les approuver.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous remercions la commission.

— Le rapport est adopté.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, j'ai une communication à faire relativement au travail de M. Anton. J'étais absent quand on a réglé la question concernant la proposition que j'avais faite et quand la résolution a été prise de ne pas lui donner de suite. Cette décision a été adoptée parce que M. Anton a dit, avec une modestie excessive, que ses quatre rapports avaient déjà été publiés en diverses langues. Je proposais, moi, Messieurs, de réunir ces rapports, de les remanier, s'il y a lieu, et d'en faire un volume complet qui constituerait, selon moi, pour le monde savant, un travail précieux sur le régime foncier aux colonies. Cette proposition a été repoussée sur les observations de M. Anton : mais je demande à l'Institut de vouloir bien la considérer une deuxième fois. Je crois que cette publication du travail de M. Anton ferait honneur à l'Institut ; que, de plus, elle ne lui coûterait probablement rien, car je n'ai pas le moindre doute qu'un livre aussi utile se vendrait en

quantité suffisante pour payer les frais d'impression. Je crois qu'on n'a pas laissé distribuer la composition que M. le Secrétaire général avait fait prudemment réserver, et que l'Institut ferait une faute s'il manquait de saisir une occasion propice, en ne publiant pas un volume spécial, qui sera comme un travail commun inspiré par l'Institut, tout en restant le travail personnel de M. Anton.

M. ANTON. — Messieurs, je remercie M. Chailley-Bert de ses paroles beaucoup trop élogieuses, beaucoup trop flatteuses à mon égard. J'ai déjà dit hier mon opinion, mais mes rapports ne m'appartiennent plus, ils sont maintenant la propriété de l'Institut, qui peut en faire ce que bon lui semble.

M. JANSSEN. — MM. Chailley-Bert et Anton se souviendront que c'est moi qui ai eu l'idée, dès l'année 1899, de réunir en un seul volume les différents rapports de M. Anton sur le Régime foncier, mais les conditions étaient alors un peu différentes d'aujourd'hui ; j'avais effectivement fait conserver la composition dans l'espoir que les derniers rapports de notre collègue paraîtraient plus tôt et que la discussion de cette question prendrait fin beaucoup plus tôt. Il a malheureusement été impossible de conserver la composition des premiers rapports pendant plusieurs années et aujourd'hui tout le travail serait à recommencer et entraînerait l'Institut à d'assez fortes dépenses que je ne suis pas aussi sûr que M. Chailley-Bert de voir compenser par la vente.

Il doit en tout cas être bien entendu que si cette publication a lieu, elle se fera comme publication séparée faite sous les auspices de l'Institut ne devant pas être distribuée ni aux membres ni aux gouvernants, car nous n'aurions alors aucune chance de rentrer dans nos frais.

Les discussions auxquelles l'étude de cette question a donné lieu au sein de l'Institut seraient reproduites dans le même volume.

L'Institut décide la publication des rapports de M. Anton dans les conditions indiquées.

M. CHAILLEY-BERT. — Je suis chargé, et j'ai l'honneur, Messieurs, de déposer sur le bureau de l'Institut — mais je ne le fais pas matériellement — une collection tout à fait remarquable de six volumes publiés par notre collègue le Père Piolet et intitulés : *Œuvres des missions catholiques françaises au XIX^e siècle*. C'est une œuvre excessivement considérable — elle comprend six gros volumes in-8° de 7 à 800 pages; — elle est due à la collaboration des missionnaires répartis sur toute la surface du globe. C'est une œuvre historique d'une très grande impartialité, et puisque notre nouveau Président a dit qu'il convenait de nous occuper ici non seulement de questions matérielles, mais aussi de questions spirituelles et morales, nous avons, nous Français, grand plaisir à intervenir d'une façon active dans cet ordre d'idées, en déposant sur le bureau cette collection qui fait un véritable honneur à la science française.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois, Messieurs, être l'interprète de tous en adressant nos remerciements à M. Chailley-Bert et surtout au Père Piolet pour le don de cet ouvrage qui nous intéressera tous.

R. P. PIOLET. — Messieurs, je sais qu'il n'y a rien de plus déplaisant qu'un auteur qui vient offrir ses livres. Mais ce n'est pas ce sentiment égoïste qui m'a fait vous offrir l'*Œuvre des missions catholiques*; c'est un sentiment tout contraire, celui d'une estime très grande et

d'une admiration intense pour l'Institut Colonial International. C'est pour moi un très grand honneur, Messieurs, qu'il accepte cet ouvrage, et c'est pourquoi je me suis permis de le lui offrir. Il y a encore une autre raison : Ce livre est un peu dû à l'Institut, car c'est une parole de M. Chailley-Bert qui m'y a fait penser ; il m'a dit un jour : « Nous n'avons pas d'histoire des missions catholiques en ce moment », et alors j'ai pris la résolution d'écrire cette histoire. Puisque je dois à un des membres fondateurs de l'Institut l'idée de l'ouvrage, je dois aussi en faire honneur à l'Institut. Enfin ce n'est pas moi seul qui ai fait ce livre dont l'accomplissement est dû à la collaboration de tous les missionnaires catholiques dans le monde entier. J'ai eu près de cinquante collaborateurs. Ce n'est donc pas à proprement parler mon ouvrage, et je vous prie, Messieurs, d'en agréer l'hommage, au nom de mes collaborateurs.

M. JANSSEN. — Messieurs, nous avons à fixer notre ordre du jour. Vous savez qu'il est assez chargé, mais il faut vous remémorer qu'il y a encore une question qui ne se trouve pas à l'ordre du jour de la session actuelle, parce qu'elle a été temporairement éliminée par décision du bureau. C'est la question des rapports financiers entre métropoles et colonies. Vous vous rappelez qu'à La Haye M. Chotard a fait un rapport très intéressant sur les rapports financiers entre métropoles et colonies et qu'on avait décidé à La Haye, après une courte discussion, de remettre ce travail à la session suivante. Or, M. Chotard, avec qui j'ai eu différentes conférences à Paris, m'a déclaré, il y a quelques mois, qu'il n'avait pas encore de documents suffisants pour faire un rapport supplémentaire, mais qu'il allait y avoir d'importantes réformes en France et... dans un autre pays dont je ne me rappelle pas le nom.

M. Chotard a promis de faire alors un rapport supplémentaire sur les rapports financiers entre métropoles et colonies. Vous savez combien la question a intéressé l'Institut lorsqu'elle lui a été présentée, et je proposerai d'ajouter aux questions à l'ordre du jour celle des rapports financiers.

Une autre question à mettre à l'ordre du jour est celle sur laquelle vous avez déjà eu un rapport de sir Alfred Lyall, la question de l'irrigation. Cette question de l'irrigation est des plus intéressantes pour les colonies. On nous a reproché ce matin de mettre en discussion beaucoup de questions sur lesquelles on n'était pas documenté, c'est-à-dire des questions au sujet desquelles le rapporteur ne pouvait pas s'appuyer sur de véritables documents. Eh bien, quant à l'irrigation, il y a des documents très importants, dans l'Inde anglaise, dans les Indes néerlandaises et ailleurs. Je proposerai donc de mettre la question de l'irrigation à l'ordre du jour, et je commencerai la collection des documents le plus tôt possible, de façon à les publier en temps utile. Je proposerai comme rapporteur un homme qui a longtemps été aux Indes néerlandaises et qui s'est occupé très activement d'irrigation et de travaux publics. C'est notre collègue M. Post. Je vous demanderai de nommer M. Post rapporteur de la question de l'irrigation et j'espère que M. Van Hasselt, qui connaît très bien la question d'irrigation aux Indes néerlandaises pour y avoir séjourné, voudra bien le seconder.

M. CHAILLEY-BERT. — Messieurs, je crois que ce serait ici l'occasion d'essayer, au sujet de la question de l'irrigation, le système d'avoir des rapporteurs spéciaux dans chaque pays, qui confieraient leurs rapports à ces

messieurs pour les aider à rédiger le rapport général. Je suis convaincu qu'on trouverait, aux Indes anglaises, par exemple, un ou plusieurs rapporteurs de la plus haute autorité, qui fourniraient des rapports extrêmement bien faits sur la question de l'irrigation. Pour les Indes néerlandaises, ces messieurs seraient leurs propres rapporteurs. En ce qui concerne la France, je sais bien que nous ne sommes pas de grands maîtres en fait d'irrigation; mais nous avons fait cependant quelques travaux intéressants en Algérie, et nous autres, du parti colonial français, nous serons heureux de fournir les documents à ce sujet au rapporteur général; nous demanderons seulement à l'Institut de nous permettre de nous adjoindre quelques membres français plus particulièrement compétents en matière d'irrigation. Je suis convaincu que M. de Martens trouverait bien quelqu'un pour son pays, et alors, dans ces conditions, nous remplirions bien notre mission. La gloire du rapporteur général sera toujours la même. Nous lui aurons tout simplement facilité la tâche, nous lui aurons rendu le travail plus aisé.

Maintenant, Messieurs, une question se pose, celle que j'indiquais plus haut : Est-ce que, dans cette session, nous pourrions procéder à l'élection de ces membres ?

M. JANSSEN. — Ce sera pour dans trois ou quatre mois, quand nous aurons des candidats et en respectant les délais prévus par le règlement.

M. CHAILLEY-BERT. — Je posais la question, parce que nous avons des candidats à présenter.

M. JANSSEN. — Voulez-vous vous en tenir pour la question de l'irrigation aux Indes néerlandaises, aux Indes anglaises et aux Antilles, ou voulez-vous y comprendre d'autres pays, l'Égypte, par exemple ?

M. VOHSEN. — Vous avez aussi l'Afrique du Sud, l'Afrique du Sud-Ouest, etc.

M. JANSSEN. — Il est bien entendu que la question minière est maintenue à l'ordre du jour; elle sera discutée l'année prochaine. Le troisième volume paraîtra dans trois ou quatre mois. Il comprend toutes les colonies allemandes, le Canada, l'État Indépendant du Congo, la colonie du Cap de Bonne-Espérance. Je voudrais consulter l'Institut sur un autre point : Nous avons encore en matière minière l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Est-ce que l'Institut entend que nous publions les documents concernant l'Australie et la Nouvelle-Zélande ? Cela fera au moins deux volumes complémentaires, mais comme ce sont des documents qui doivent être traduits, il faut les donner à temps au traducteur. On ne peut pas obtenir la traduction de deux gros volumes en deux mois de temps.

M. POST. — Messieurs, je suis très flatté que M. Janssen ait bien voulu me proposer comme rapporteur de la question de l'irrigation, mais je regrette, pour la question même, qu'on n'ait pas choisi une personne plus compétente en la matière. Je dois encore faire cette réserve, si l'Institut fait appel à mon bon vouloir, appel auquel je répondrai volontiers, c'est que le délai d'une année me paraît bien court pour ce travail-là ; il faut du temps pour rédiger le questionnaire et recueillir les documents.

M. JANSSEN. — Je crois que nous aurons les documents assez vite. J'ai dans la bibliothèque des documents sur l'Inde anglaise ; quant aux documents hollandais vous les aurez facilement. J'espère que nos collègues français

voudront bien vous donner les documents sur l'Algérie et sur l'Indo-Chine. Alors, comme vous comprenez très bien le français et l'anglais, vous pourrez commencer votre travail avant d'avoir la traduction des documents.

M. DE VALROGER. — Messieurs, je voudrais demander à quel rang de la discussion on placera la question minière dans notre prochaine réunion ? Est-ce au premier rang ou après la reprise de la question de M. Girault combinée avec celle de M. Challey-Bert ? Si la question du régime minier devait venir en deuxième ligne, je tiendrais à le savoir. Mon premier rapport a été prêt cette année, mais j'ai l'intention de faire un deuxième rapport sur le régime des mines de métaux précieux sur le continent africain, où le régime des mines de métaux précieux est excessivement varié et divers, et puis sur le même régime dans les trois Guyanes.

M. JANSSEN. — Vous aurez bientôt tous les documents sur l'Afrique, dans un mois d'ici peut-être. Les législations en vigueur dans toutes les colonies d'Afrique sont publiées dans le second et troisième volume.

M. DE VALROGER. — Alors je demande qu'on mette la question du régime minier en deuxième ligne.

M. JANSSEN. — Il y a encore une question proposée par M. Chailley-Bert, c'est la question monétaire. Cette question de l'argent me paraît bien vaste.

M. BODIO. — Messieurs, nos minutes sont comptées, j'aurais donc mauvaise grâce à venir faire un discours. Je fais la proposition de mettre à l'ordre du jour pour la prochaine session une étude de législation et de statistique comparée de l'émigration ; ce sont deux termes

corrélatifs qui se complètent l'un par l'autre. On peut avoir des colonies sans envoyer que peu ou point de colons de la mère-patrie ; il y a des pays qui fournissent des colons aux pays étrangers, sans avoir eux-mêmes de colonies. Mais pour exploiter les colonies, il faut l'homme, il faut le colon. A ce point de vue l'étude que je viens de recommander à votre attention me paraît être d'un grand intérêt et vous ne serez pas étonnés si je porte beaucoup d'intérêt à cette question, car je viens d'un pays dont l'émigration a pris des proportions extraordinaires.

Nous avons en l'année dernière deux cent cinquante mille individus partis pour l'Amérique, et presque autant pour les états de l'Europe. Il y a deux espèces d'émigration de l'Italie. La moitié sont des émigrants temporaires qui sont employés dans les travaux de terrassements, de canalisation, véritables fourmis humaines, modestes auxiliaires qu'on trouve partout, même en Égypte, pour faire les travaux de la grande digue. Ils vont et reviennent dans la même année, il n'y a donc pas de perte numérique de ce côté là dans le chiffre de la population. L'autre partie de l'émigration est plus ou moins permanente. Le pays se décharge du trop plein de la population qui est excessivement dense : 110 habitants par kilomètre carré, vis-à-vis de la France qui en a 72, avec des conditions économiques bien autrement favorables. Par suite de ces grands mouvements migratoires, qui sont une soupape de sûreté pour la tranquillité publique, il s'opère, sans violence, une transformation dans les rapports entre les propriétaires et les travailleurs de la terre. Les salaires s'élevant, les cultures deviennent intensives, ou bien, en certains lieux, elles cèdent la place à l'élevage du bétail, et l'équilibre social se réforme et prend une meilleure assiette. Mais je ne veux pas m'étendre davantage à

l'heure qu'il est. Si ma proposition est acceptée je prierai M. le Président de me permettre de contribuer en quelque mesure à l'étude que je viens de recommander à votre attention.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que la proposition de notre honoré collègue touche à une des matières les plus importantes et les plus intéressantes qu'il soit possible de discuter. La question de l'émigration soulève des questions qui demandent un examen sérieux et je crois que s'il est possible d'avoir un travail qui embrasserait toutes les colonies vers lesquelles l'émigration se porte, ce serait un travail qui ferait honneur à notre Compagnie.

M. ANTON. — Messieurs, j'adhère à la proposition qu'on vient de faire et je propose à l'Institut de charger le statisticien bien connu, expert en matière d'émigration, M. Bodio, de faire le rapport.

M. BODIO acceptant, la proposition de M. ANTON est adoptée.

M. JANSSEN. — Messieurs, dans chaque session, il est réglementaire de désigner le membre chargé de correspondre dans chaque pays avec le bureau. Je propose qu'on désigne le membre qui, dans chaque pays sera chargé de correspondre avec le bureau. Jusqu'à présent, en France, cela a été M. Chailley-Bert. Pour l'Allemagne, je suppose que M. Volsen ne refusera pas de remplir cette mission. Pour la Hollande, c'est sans doute M. Van Deventer qui voudra bien rendre ce service au bureau. Pour la Russie, M. de Martens a déjà été désigné précédemment. En Italie, nous avons M. Bodio qui consentira à nous seconder. J'ai toujours correspondu jusqu'à présent avec Sir Hubert Jerningham pour l'Angleterre. Au Portugal, le

comte de Valenças a été notre correspondant, mais nous avons dans ce pays un nouveau membre, qui est chef de bureau au ministère des colonies, M. Ribeiro, et je demande à l'Institut de le désigner. Pour les États-Unis, M. Austin, chef de bureau de la statistique à Washington, est le membre avec lequel jusqu'ici le bureau a correspondu.

— Les désignations proposées par le Secrétaire général sont adoptées.

M. LE PRÉSIDENT. — Son Altesse le duc de Mecklenbourg vous demande de vous réunir à la même date que cette année, en 1904, à Wiesbaden. Je pense que cette date est la meilleure qu'on puisse choisir.

M. DE MARTENS. — Messieurs, comme à l'un des plus anciens membres de l'Institut Colonial International, comme à un membre de la fondation, on m'a donné un mandat très honorable, celui de remercier au nom de l'Institut, en notre nom à tous, notre cher Président et en même temps l'Angleterre pour la grandiose hospitalité qu'elle nous a donnée ces jours-derniers. Messieurs, il y a une coutume en Russie que nous pourrions peut-être appliquer ici. La coutume dont je parle consiste en ceci : Avant de se séparer, ou s'assied, on est tranquille pendant quelques minutes, on contemple, on considère ce qu'on a fait, et on pense aux choses qu'on doit faire en se mettant en voyage. Messieurs, nous sommes justement dans la même situation. Contemplons ce que nous avons fait ici, en Angleterre, à Londres ; je crois que sous ce rapport nous n'avons tous qu'un sentiment, c'est-à-dire une gratitude bien sincère à l'égard de la nation britannique et de notre honoré Président. On a fait aujourd'hui même un reproche aux fêtes qui nous ont été offertes, et

je crois que ces fêtes ont été très utiles. Pendant ces fêtes, pendant ces diners, et surtout après ces diners, nous avons fait la connaissance les uns des autres, non pas d'une manière officielle, mais d'une manière plus ou moins amicale, et je crois que ce sont là de féconds intermédiaires au travail fécond que nous avons fait.

Si on pouvait parler ici de politique coloniale, je dirais que, pendant ces jours-ci, l'Angleterre a pu prouver comment une métropole doit se conduire à l'égard des colonies, c'est-à-dire : éterniser, développer, fortifier les liens entre la métropole et les colonies, pour que toutes deux se respectent et travaillent ensemble vers un grand et sublime but, pour que le sentiment de la Justice et du Droit soient vraiment les liens qui les unissent. Messieurs, je crois que nous quittons ce pays avec un sentiment de respect pour la Grande-Bretagne et après l'avoir quittée, nous nous rappellerons toujours que nous avons trouvé ici, non seulement une hospitalité magnifique, mais une liberté absolue pour nos discussions. A cet égard, vos opinions seront unanimes.

Messieurs, je crois que les rapports entre les métropoles et les colonies sont les mêmes que les rapports entre nous, membres de l'Institut Colonial International, et son Président. C'est-à-dire que les liens d'amitié mutuelle et de respect resteront pour toujours les liens qui nous uniront avec la Grande-Bretagne et avec l'Institut. Ce n'est pas faire de la politique que de dire cela, car ce n'est pas l'intelligence froide, glaciale, qui parle, c'est le cœur, et « le cœur a des raisons que la Raison ne connaît pas ». Nous dirons, en prenant congé de lord Reay, que nous n'oublierons jamais sa courtoisie parfaite, que nous n'oublierons jamais l'hospitalité que nous avons trouvée dans ces maisons fastueuses des grands seigneurs

anglais. Messieurs, les sentiments de mon cœur trouveront un écho dans vos cœurs, et vous vous réunirez avec moi en disant à lord Reay non pas adieu, mais : au revoir. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, je remercie infiniment M. de Martens pour les paroles si aimables qu'il a prononcées à l'égard de mon pays, de ses colonies, et de mon humble personne. Je vous assure, Messieurs, que le souvenir de ces jours ne s'effacera pas de ma mémoire. Vous avez rendu ma tâche si facile, si agréable, que même M. Chailley-Bert a cru devoir indiquer que vous l'aviez rendue trop facile ; je me suis demandé si notre honorable collègue voulait d'avance établir un contraste entre cette session et la suivante quand il vous a promis à Wiesbaden une session de recueillement. Je réclame votre indulgence, si nous avons été trop hospitaliers et si l'Institut croit devoir faire acte de pénitence aux bords du Rhin de ses excès aux bords de la Tamise !

Comme M. de Martens, je vous dis « au revoir » et je puis vous donner l'assurance qu'en Angleterre, en Ecosse, en Irlande nous n'aurons aucune difficulté à trouver un centre où l'Institut sera à l'abri de toute distraction et où il pourra mener une vie austère. Soyez convaincus que, toujours et partout, vous serez les très bienvenus.

S. A. LE DUC JOHANN ALBRECHT ZU MECKLEMBURG. — Messieurs, j'ai seulement un mot à vous dire, en invoquant un mot de notre cher collègue de Martens. Au revoir, à Wiesbaden, et j'espère que vous viendrez en très grand nombre, et que vous direz à tous vos compatriotes que nous tâcherons de les recevoir de bon cœur ; plus leur nombre sera grand, plus grand sera notre contentement.

— La session est levée à 5 heures.

LE RÉGIME FONCIER AUX COLONIES ANGLAISES

LE RÉGIME FONCIER AUX COLONIES ANGLAISES

PAR

G. K. ANTON (1)

~~~~~

La matière que j'ai pour tâche de traiter ici se trouve contenue dans le 5<sup>e</sup> volume de nos publications sur le Régime foncier et elle concerne les colonies anglaises de Lagos, Sierra-Leone, Gambie, Natal, Bornéo septentrional, Cap de Bonne-Espérance, Rhodésie, Basutoland, îles Salomon, îles Fidji, Côte d'Or.

Qu'il me soit permis de faire remarquer que je ne suis responsable ni du choix, ni du groupement, ni de la valeur de ces documents. L'Institut en doit la communication à la collaboration bienveillante de fonctionnaires coloniaux anglais et semble les avoir publiés dans l'ordre où ils lui sont parvenus.

Les matériaux ainsi recueillis sont de valeur très différente. Cela me fait regretter davantage encore de n'avoir pu convaincre l'Institut, à la session de La Haye, de la nécessité de nommer un membre anglais compétent pour collaborer à l'étude de la question foncière aux colonies anglaises. Seul, un expert anglais eût pu parer

(1) Traduction de l'allemand. — Voir dans les comptes-rendus des sessions de Bruxelles (1899), Paris (1900) et La Haye (1901) les rapports sur le Régime foncier dans les Indes orientales néerlandaises, l'Etat Indépendant du Congo, les colonies françaises.

à l'insuffisance notoire de ces documents, et il eût fallu une grande expérience personnelle, une connaissance approfondie et une longue pratique de cette législation pour permettre la rédaction d'un rapport digne et de l'Institut et de la politique coloniale anglaise.

Ce n'est qu'avec ces réserves et en demandant toute votre indulgence que j'aborde la tâche qui m'est confiée.

---

Les matériaux les plus utiles de ce cinquième volume me paraissent être ceux qui concernent les **Iles Fidji**, parmi lesquels se trouve le texte complet de l'Acte Torrens, de cette loi célèbre qui a été appliquée encore dans d'autres colonies anglaises, dans la Tunisie et l'Etat du Congo, et qui, vous vous en souviendrez, a déjà été étudiée par moi dans mes rapports sur le Régime foncier dans l'Etat du Congo et dans les colonies françaises.

Les îles Fidji sont situées environ au point d'intersection du 180° degré de longitude (Greenwich) avec le 17° degré de latitude S. Elles sont au nombre d'environ 250, dont 80 sont habitées; d'origine volcanique, elles forment l'archipel le plus étendu et le plus fertile de la Polynésie. La plus grande de ces îles, Viti-Levu, où se trouve la capitale Suva, a une superficie de 11,760 kil. carrés, le septième de l'Irlande.

Pour protéger les sujets britanniques qui y étaient établis et pour réprimer la traite qui sévissait dans ces parages, le gouvernement britannique, en 1874, les proclama colonies de la Couronne, treize années après avoir décliné la première offre que lui avait faite à cette fin le roi Thakombau pour échapper au châtiment dont le menaçaient les Etats-Unis.

Les indigènes, cinquante fois plus nombreux que les

blancs et presque tous convertis au christianisme, grâce aux efforts des missions wesleyennes, sont, aux points de vue ethnique et linguistique, intermédiaires entre les Mélanésien et les Polynésien. Ils ne sont plus que 114,000 et leur nombre est en décroissance, quoique le terrible cannibalisme qui les décimait ait disparu sous l'influence des missionnaires et de l'occupation britannique. La plupart se livrent à l'agriculture à laquelle la fertilité du sol, l'abondance de l'eau et le climat tropical font des conditions extrêmement favorables. Ils cultivent non seulement des yams, des bananes, du maïs et du riz, dont ils se nourrissent, mais aussi, sur une assez vaste échelle, le tabac au moyen duquel ils acquittent l'impôt. Voilà un rapprochement très intéressant avec le fameux système de cultures hollandais ; l'application des mêmes principes a ici, vis-à-vis d'une population polynésienne, incontestablement donné les meilleurs résultats.

Aussitôt après l'établissement de la souveraineté britannique, les Gouverneurs, sir Arthur Gordon et M. Thurston, introduisirent un système pareil dans les îles, dans le double but d'arrêter l'émigration des indigènes et de créer une source de revenus pour les finances. Comme la plupart des îles polynésiennes, les îles Fidji avaient eu beaucoup à souffrir des excès auxquels donnait lieu le recrutement de la main-d'œuvre. Pour empêcher, dans l'avenir, le drainage des hommes les plus jeunes et les plus vigoureux, les Gouverneurs de l'époque organisèrent des plantations où la population mâle devait, sous la surveillance et la responsabilité des chefs indigènes qui exercent l'administration sous le contrôle anglais, cultiver des produits déterminés qu'ils devaient ensuite livrer au gouvernement à titre d'impôts. Cette obligation de travailler pour l'État a empêché les indigènes de

s'enrôler pour le dehors et a exercé une très forte influence sur l'émigration des insulaires, qui est aujourd'hui sans importance.

On trouvera, pages 633-639 du 5<sup>e</sup> volume, le règlement du 1<sup>er</sup> novembre 1886 qui fixe les conditions de cet impôt de travail ; mieux eût valu le placer avant la page 428 où se trouve une modification à ce règlement du 3 février 1898 qui, à cette place, est incompréhensible.

Aux termes de ce règlement, tout indigène mâle de 16 à 60 ans, à l'exception du mari d'une mère de cinq enfants, doit cultiver, à titre d'impôt de la communauté dont il fait partie, certains produits déterminés, les récolter et aider à leur transport, sous peine d'une amende de 2 livres sterling pour chaque contravention ou d'une peine d'emprisonnement de 21 jours au plus.

Le chiffre de l'impôt varie d'après les circonstances et notamment d'après la fertilité des districts ; évalué en argent, il est de 6 à 30 shillings par tête. Le géographe Reclus fixe à 18,000 livres sterling le revenu annuel de cet impôt.

Outre cet impôt, les indigènes sont astreints à des corvées pour la construction de routes et de bâtiments publics et aussi pour les besoins de leurs chefs en vertu d'un règlement qui oblige tous les mâles adultes à ces travaux. Enfin, ils sont soumis à une taxe de capitation de 2 shillings au plus affectée à la rémunération des fonctionnaires de leurs villages.

Comme on le voit, nous avons ici l'analogue du système des cultures et des corvées auparavant usité dans les Indes néerlandaises (1), et cet exemple est, je crois, unique pour les colonies anglaises. —

(1) Voir mon rapport sur le régime foncier de Java. Compte rendu de notre session tenue à Bruxelles, en 1899, p. 539-43.

L'importance économique des îles Fidji, résulte pour-tant moins de l'agriculture indigène que des plantations exploitées par les colons et pour lesquelles la main-d'œuvre n'est pas recrutée sur place, mais importée des îles Gilbert, des Nouvelles-Hébrides, des îles Salomon et aussi des Indes britanniques. Le nombre de ces travailleurs a beaucoup augmenté quoique beaucoup de blancs aient quitté les îles dans ces dernières années, et que la production y ait subi un recul. En 1901, on y comptait 1,950 Polynésiens étrangers et 17,100 coolies indiens, mais seulement 2,447 blancs.

Dans les premières années de la colonisation, alors que le marché américain subissait le contre-coup de la guerre de sécession, la culture du coton y était très rémunératrice. Mais la main-d'œuvre appropriée étant devenue très chère, la culture ne put se maintenir, l'exportation qui se chiffrait à un demi-million de mark en 1880 tombait à 1,400 mark en 1900, malgré l'excellente qualité du coton fidjien.

Aujourd'hui on y cultive surtout le cocotier et la canne à sucre. Sur 48,676 acres cultivés en 1900, sur une superficie totale de 4,923,920 acres, 22,857 sont plantés de cocotiers, 19,376 de cannes à sucre, 2,304 de bananes, 210 de thé. Au point de vue de la valeur de la marchandise exportée, c'est le sucre qui arrive en première ligne; de 68,430 mark en 1875, elle est montée à 7,880,000 en 1900, sans compter le commerce d'esprit-de-vin distillé et de la mélasse. Le copra recueilli sur les grandes plantations de cocotiers est exporté pour une somme de 3 millions de mark auxquels il faut ajouter 25,000 mark de noix de coco. Les fruits, surtout les oranges et les bananes, sont exportés pour une valeur de 560,000 mark vers Sydney et les sucres vers Auckland.

Comment les planteurs ont-ils acquis les terres nécessaires à leurs plantations? Une partie d'elles date de l'époque antérieure au protectorat britannique. Les îles l'ayant accepté volontairement, l'Angleterre avait pris à sa charge la dette du roi Thakombau qui était de 80,000 liv. st., et lui payait une dotation annuelle ; elle respecta tous les droits des indigènes et alla si loin dans cette voie, qu'elle refusa de reconnaître toutes les ventes de terre faites à des non indigènes avant 1875. Ces ventes avaient été faites par les chefs indigènes et l'Angleterre estimait qu'ils n'en avaient pas le droit. Toute la terre appartenait non aux chefs, mais aux tribus, et elle était inaliénable.

On conçoit que ceux qui avaient acquis des terres dans ces conditions aient protesté contre cette politique. On chargea une commission de faire une enquête minutieuse sur les droits revendiqués par eux ; elle en reconnut quelques-uns et les intéressés furent dès lors considérés comme concessionnaires de terres de la Couronne. Ceux dont les revendications ne furent pas admises obtinrent, après de longs pourparlers, une indemnité pécuniaire partielle. —

Comme toutes les terres appartenant aux indigènes sont inaliénables, elles ne peuvent être louées que pour 21 ans au plus et sous la réserve de l'approbation de bail par le Gouverneur en conseil.

Je ferai remarquer en passant que le gouvernement anglais a cherché, pendant quelques années, à rendre les terres indigènes aliénables en transformant la propriété collective de la tribu en propriété individuelle et en appliquant à celle-ci le régime de la loi anglaise. Ce système rappelle des tentatives analogues faites en Algérie par la troisième République française et que j'ai étudiées dans



mon rapport sur le régime foncier dans les colonies françaises (1). Pour bien le comprendre, il faut savoir que les terres de la tribu se divisent en fractions correspondant aux subdivisions de la tribu (matagali) et occupées par des confréries foncières. Chaque membre, homme ou femme, de cette confrérie obtient un lot de terre pour son usage particulier et le possède sa vie durant sous l'autorité du père ou du frère aîné. Cet usufruitier peut léguer sa terre à ses enfants, ses frères ou ses sœurs, mais elle reste toujours sous la dépendance du chef de la confrérie. Toutes les contestations au sujet de la terre ou au sujet de sa transmission par héritage sont tranchées par lui ; dans les cas importants, on convoque la tribu entière.

Les terres appartenant aux tribus et aux confréries sont aujourd'hui délimitées après avoir été déterminées par une enquête approfondie. Elles sont inscrites dans le *Register of native lands*. En 1892, le gouvernement décida de répartir entre les individus les terres des tribus et de leurs subdivisions, et de faire des usufruitiers actuels des propriétaires privés. S'ils avaient possédé pendant cinq ans les parcelles qui leur avaient été individuellement assignées, ils avaient le droit de demander la transformation de cette possession en une concession de la Couronne. De ce fait leurs terres cessaient d'être invendables et toutes les questions de droit nées de la terre ou de sa transmission par héritage étaient tranchées d'après les lois applicables aux Anglais. Mais avant que le résultat de ces dispositions ne pût se montrer, une loi de 1896 les abolit. Malheureusement, les documents publiés ne nous disent rien des motifs de cette abolition. —

(1) Voir mon rapport dans le Compte rendu de notre session tenue à Paris en 1900, p. 609-23.

Comme les terres des indigènes ne peuvent être vendues, le planteur ne peut acquérir des terres en toute propriété que du gouvernement qui dispose à cette fin du domaine de la Couronne. Ce domaine se compose de toutes les terres qui ne sont pas la propriété reconnue de blancs ou qui ne font pas partie des terres des tribus aujourd'hui délimitées. Son caractère domanial résulte déjà du document par lequel les chefs cédèrent leurs droits à la Couronne anglaise. Il y est dit : Toute terre dont le transfert à des Européens ou d'autres étrangers n'aura pas été prouvé d'une manière satisfaisante, ou qui n'est pas actuellement occupée ou utilisée par un chef ou une tribu, ou enfin qui n'est pas réellement nécessaire pour la subsistance probable future et l'entretien de quelque chef ou tribu, est transférée en absolue propriété à la reine d'Angleterre, ses héritiers ou ses successeurs. A cette première espèce de terre de la Couronne viennent s'ajouter les terres acquises des indigènes par le gouvernement en vue d'un but d'utilité publique, et les terres possédées par des tribus éteintes. Pour ces dernières, la Couronne est *l'ultimus haeres*. Elle peut céder ces terres à des tribus trop nombreuses ou, à sa guise, en disposer en vue de la colonisation.

Toutes les terres de la Couronne transférées à des blancs peuvent être librement aliénées ou hypothéquées par eux. Le droit institué par l'Acte Torrens, si simple et si peu coûteux, facilite ces transferts et dations en gage, tout en contraste avec le droit immobilier métropolitain, si embrouillé et si compliqué. Celui-ci, comme on sait, favorise la grande propriété, d'une part, à cause de l'incertitude des titres de propriété, des difficultés et des frais inhérents à la vente de propriétés foncières, d'autre part, par l'institution des *entails and settlements* et par

la disposition en vertu de laquelle toute terre dont il n'est pas disposé par testament passe au fils aîné.

Comme j'ai déjà exposé le système créé par l'Acte Torrens dans mes rapports antérieurs (1), je n'y reviendrai pas ici, mais j'examinerai les documents du 5<sup>e</sup> volume, relatifs aux **autres îles du Pacifique**.

C'est par erreur qu'ils ont été réunis sous la page-titre unique : îles Salomon ; une partie seulement de ces documents se rapporte à ces îles ; le reste concerne les îles Gilbert, Ellice, puis les îles Manahiki, Rakahanga, Tongarewa, Pukapukâ et les groupes des îles Danger et Union, qui sont coupées par le 10<sup>e</sup> degré de latitude Sud ou situées entre ce parallèle et l'équateur. Avec les îles Salomon et quelques autres îles encore, elles sont **soumises à la juridiction du Haut Commissaire pour le Pacifique occidental**. Ce Haut Commissaire étant en même temps Gouverneur des îles Fidji, on s'explique que la réponse faite par lui au questionnaire de l'Institut — insérée après la page-titre pour les îles Salomon, et qui cependant ne concerne pas seulement les îles Salomon, mais toutes les autres soumises à sa juridiction — soit datée de sa résidence Suva à Fidji.

Les îles que nous venons de citer n'ont actuellement de grande importance économique. Un avenir très prospère semble réservé aux îles Salomon, dont les indigènes jouissent encore aujourd'hui d'une déplorable réputation, conséquence des excès commis à leur endroit par les recruteurs de main-d'œuvre. Les indigènes des îles Ellice, d'origine du Samoa, sont, au contraire, des Polynésiens purs, convertis au Christianisme par des mission-

(1) Voir mes rapports sur le Régime foncier dans l'état du Congo et dans les colonies françaises. (Compte rendu de notre session tenue à Paris, p. 538-540, p. 672-75.)

naires et si pacifiques que près de trois cents étrangers habitent parmi eux. Entre ces deux extrêmes, entre la civilisation si arriérée des îles Salomon et l'état plus avancé des îles Ellice, se rangent les autres îles, dont la principale richesse est aussi le cocotier.

Jusqu'à présent, il n'y a eu, dans aucune de ces îles, de concessions de terres de la Couronne à des colons. Ce n'est que pour les îles Salomon qu'il existe des dispositions pour l'aliénation de terres vierges, et cette aliénation y est seulement permise sous forme de bail et non de vente ; mais aucune terre n'a jusqu'à présent été demandée à bail, quoique, au dire des autorités, un centième au plus de la surface arable soit nécessaire pour les besoins actuels et futurs de la population indigène.

Le caractère sauvage des habitants des îles Salomon, presque tous encore cannibales aujourd'hui, explique qu'il n'y ait guère de demandes pour des terres de la Couronne et que 1,100 acres à peine soient en possession de colons qui les ont acquis, non pas de la Couronne, mais des indigènes qui peuvent vendre ou louer leurs terres avec le consentement du Haut Commissaire et moyennant certaines garanties destinées à assurer l'exploitation réelle du sol. Le consentement du Haut Commissaire n'est accordé que si les intérêts des indigènes ne sont pas lésés, mais ne comporte pas la preuve des droits que l'indigène avait de vendre ou de louer. Il en résulte qu'on ne peut obtenir aujourd'hui aux îles Salomon un titre de propriété inattaquable pour les terres achetées aux indigènes. Seule une occupation incontestée pendant dix ans conférerait un droit de prescription en faveur de l'acheteur, sauf vis-à-vis du Gouvernement.

Dans les îles autres que les îles Salomon, au contraire, les terres des indigènes ne peuvent être vendues, mais

seulement louées pour un terme de 21 ans et sous réserve de l'approbation de l'autorité. Mais là, comme aux îles Salomon, des baux peuvent être passés sans cette approbation; dans ce cas, le preneur possède la terre en vertu d'une tenure résiliable à une époque quelconque, moyennant un préavis dans un délai fixé. —

Il n'y a pas grand'chose à dire de la colonie anglaise de l'île de Bornéo. Acquis en 1878, administré depuis 1881 par la Compagnie à charte, **le Bornéo septentrional** fut placé en 1888 sous le protectorat de la métropole. Ce territoire s'est rapidement et heureusement développé sous l'administration très simple de la Compagnie. En 1881, le plus grand désordre y régnait, la côte était infestée de pirates, elle n'avait presque pas de voies de communication. Aujourd'hui on y trouve de bonnes routes, un chemin de fer, des navires à vapeur sur les fleuves; l'agriculture y a pris une grande extension. C'est surtout le tabac de très bonne qualité qu'on y cultive : la Chine, qui est proche, fournit une excellente main-d'œuvre; et la colonie possède, en outre, des sources de pétrole et des gisements de charbon très riches.

La Compagnie s'est réservé le droit de disposer des terres en vue de la colonisation et le transfert à des colons de terres appartenant à des indigènes ne peut se faire que par l'intermédiaire de la Compagnie, qui les achète à ceux-ci pour les céder ensuite aux colons pour un terme de 999 ans. En cédant les terres, la Compagnie se réserve la propriété des gisements de charbon, de pétrole, de pierres précieuses et autres minéraux, de guano, ainsi que des nids d'oiseaux comestibles; de même, elle garde le droit d'exiger la rétrocession de terres dans un but d'utilité publique, notamment pour créer des voies de communication, l'acquéreur devant en outre, dans ce

cas, autoriser qu'on prenne sur ses terres du bois, de l'argile, des pierres, etc., sans avoir droit à d'autre indemnité que celle du préjudice subi par lui de ce fait. La procédure en matière de transfert de terres est principalement empruntée à l'Acte Torrens. Je n'ai donc pas besoin d'y revenir, et je passe à celles des **colonies anglaises d'Afrique**, auxquelles se rapporte le restant du volume V.

Elles se divisent en deux groupes : celles de l'Ouest et celles du Sud de l'Afrique.

Les colonies de l'Afrique occidentale sont la *Gambie*, *Sierra-Leone*, *Côte d'Or* et *Lagos*. Elles sont caractérisées économiquement par les exportations, qui consistent, en grande partie, en arachides, noix palmistes, huile de palme, caoutchouc, kola, qui sont ordinairement récoltés sans être l'objet d'une exploitation agricole spéciale, et par les importations formées surtout par des cotonnades et des spiritueux. Le climat de ces possessions tropicales est extrêmement insalubre ; on ne trouve que 150 blancs à Lagos, 163 à Sierra-Leone et 62 dans la Gambie. Dans la Côte-d'Or leur nombre est aussi très restreint, mais augmentera sans doute à la suite des découvertes de gisements aurifères qu'on y a faites.

Le climat meurtrier, la difficulté d'obtenir des travailleurs bien plus grande sous le régime de la main-d'œuvre libre que sous celui de l'esclavage, expliquent que nous n'y trouvons que très peu de plantations de plantes tropicales, telles que cacao et café. Ce ne sont pas les exploitations de planteurs européens, mais l'agriculture indigène qui y joue un rôle prépondérant, et c'est un trait signifiant que les nouveaux plans conçus pour augmenter l'activité économique de ces colonies sont aussi basés sur l'agriculture indigène. Ces plans sont surtout très avancés pour

**Lagos** ; c'est pour cette colonie que nous avons le plus de documents ; je m'arrêterai donc un peu plus longuement sur celle-ci.

Nous y voyons quel était, dans les colonies de l'Afrique occidentale, le régime foncier avant qu'il ne subit l'influence du droit anglais.

Deux conceptions juridiques en étaient absentes, comme elles le sont encore chez beaucoup de peuples primitifs : la propriété individuelle et la vente des terres de la manière que le vendeur perde tous ses droits sur la terre aliénée.

Aux yeux des indigènes, une terre ne peut pas être vendue ; ils en sont encore, à cet égard, au début de l'évolution qui, chez les peuples modernes, a pris fin, après des siècles, avec la mobilisation du sol. Cette idée, qui n'est que trop familière à l'Européen d'aujourd'hui, que la terre ne diffère d'un meuble que par sa nature et non dans son essence, leur est inintelligible. Ce qui, dans les usages indigènes, ressemble le plus à une vente sans en être une, c'est le droit accordé par l'indigène à quelqu'un d'habiter sur la terre, d'y construire une hutte, de la cultiver. Cette jouissance est gratuite s'il s'agit d'un membre de la famille ou du village du cédant ; elle se paye s'il n'en est pas ainsi ; un étranger doit donner un cadeau au propriétaire et, en outre, une légère rétribution annuelle, en nature, quelques ignames, un peu de vin de palme. Le plus souvent même, cette rétribution n'est que nominale, mais elle n'en est pas moins très importante ; car elle est le signe du droit du propriétaire et, dans toutes les contestations, le fait de cette rétribution prouve que le propriétaire est celui qui la reçoit, non celui qui la paye.

La durée d'une telle occupation n'est pas limitée ; le

bénéficiaire peut en jouir à perpétuité. Ce qui, outre la rétribution acquittée par des étrangers à la famille ou au village, prouve que l'occupant n'est pas propriétaire, c'est que la terre, quand il l'abandonne, retourne à celui qui l'a cédée et que, dans des cas déterminés, l'occupant peut en être expulsé, par exemple quand il prétend être propriétaire, quand il commet un crime exécrationnel, s'il devient brigand, s'il trahit les sociétés secrètes du pays, etc.

Dans le régime foncier indigène, avant qu'il n'eût subi l'influence du droit anglais, le transférant n'est pas un propriétaire individuel, c'est le chef indigène ou le chef de la famille qui, en tant que curateur des terres de celle-ci, en cède la jouissance à un de ses membres. S'il s'agit d'un étranger, le chef de famille doit obtenir le consentement des anciens. Les indigènes ne connaissent que la propriété familiale et la propriété des chefs qui sont propriétaires soit comme chefs de famille, soit en leur qualité de chefs de clans. Dans la Côte d'Or, ces dernières terres sont appelées terres de fauteuil, probablement parce que le chef, quand il se montre à son peuple, apparaît dans une chaise à porteur.

Ce qui est aussi inconnu aux indigènes que la vente ou la propriété individuelle, c'est la perte de leurs droits par prescription. Quand ils sont gênés, ils engagent leurs terres à un créancier qui leur avance la somme nécessaire, et use de ces terres comme de sa propriété jusqu'à ce qu'il soit remboursé ; cette jouissance équivaut au paiement d'intérêts. Cet engagement qui, contrairement à notre hypothèque, enlève au propriétaire la possession de sa terre en la donnant au créancier, doit être autorisé par la famille, et le débiteur peut s'acquitter à tout moment. Mais jamais la terre ne devient la propriété du



créancier, quelle que soit la durée de son occupation. La notion qu'un certain laps de temps puisse constituer une entrave à la libération d'une terre ou à l'exécution d'un droit, est absolument étrangère aux idées indigènes. Même après la mort des deux parties, les héritiers du débiteur peuvent reprendre possession du gage, en payant la dette.

Les indigènes ne connaissant pas la propriété individuelle, la question de la dévolution de la terre au décès de son occupant se résout à celle-ci : qui, à la mort du chef de la famille, devient son successeur ? La règle originaire appelait comme héritière la ligne féminine, par rang d'âge, et dans cette ligne elle préférerait les mâles aux femelles ; de sorte que le fils aîné de la sœur aînée du défunt devenait chef de la famille. A Lagos, cette règle n'est plus en vigueur qu'à l'intérieur ; à la côte, elle est remplacée par la règle anglaise, qui reconnaît comme héritier le fils aîné. Dans la Côte d'Or, c'est la règle ancienne seule qui est en vigueur.

• Cette simplicité primitive du droit africain, telle que nous venons de l'esquisser, a subi et subit d'une façon continue l'influence des idées et des lois anglaises. Aujourd'hui, dans toutes les colonies anglaises du Nord-Ouest de l'Afrique, toutes les terres qui ne sont pas possédées par des Européens, sont occupées en vertu des règles où se mêlent de façon confuse le droit indigène et le droit anglais. A Lagos, par exemple, la terre soumise au droit indigène est transférée en vertu du droit anglais ; on y applique des dispositions de la loi anglaise dont les indigènes ne comprennent pas la portée ; des terres sont transférées en toute propriété quoique le transférant ne possède qu'un titre indigène, des baux et des hypothèques sont rédigées dans les formes anglaises. —

Si nous nous demandons maintenant de quelle façon la terre passe aujourd'hui entre les mains d'Européens, nous nous en rendrons le mieux compte en étudiant l'évolution historique de ce transfert dans la colonie de Lagos.

Au début, tout Européen qui voulait acquérir des terres devait s'adresser au roi des indigènes, Docemo. Des fonctionnaires royaux l'accompagnaient sur la parcelle qu'il voulait obtenir et le porteur du bâton du roi le mettait en possession de celle-ci. Pour cette formalité, il fallait donner trois colliers de coquillages d'une valeur de fr. 3.10, sorte d'impôt du timbre tout à fait indépendant de la valeur de la parcelle. L'acquéreur recevait alors un document qu'il devait faire timbrer par le consul anglais, et devait donner au roi un cadeau en rhum, gin, soie, tabac, etc. Soixante-seize transferts de terre furent ainsi accordés par le roi Docemo, mais jamais il n'y eut de vente. Les indigènes, si l'on se rappelle ce que nous avons dit plus haut de leur droit foncier, voyaient dans ces transferts l'octroi d'un droit d'occupation, et non une aliénation de la propriété. Ce n'est que plus tard que les concessionnaires furent considérés comme propriétaires des terres qui leur avaient été assignées, et ce conformément aux lois anglaises et comme conséquence de la cession de Lagos à la Couronne anglaise.

En 1861, lors de cette cession, les actes de transferts passés sous Docemo furent repris et remplacés par des concessions domaniales faites par le gouvernement britannique, après que les intéressés eussent prouvé leurs droits et que les terres occupées par eux eussent été mesurées et cadastrées à leurs frais. Tout titre domanial, ainsi accordé, était enregistré au secrétariat aux frais du concessionnaire qui donnait quittance pour le titre sur la copie conservée au secrétariat. Titre et copie portaient sur le

recto la superficie, les limites et la description détaillée de la terre concédée ; cette dernière est, depuis 1887, remplacée par un simple renvoi sur le recto au plan de la parcelle dessiné sur le verso et où la terre concédée est marquée d'une teinte spéciale.

Outre ces concessions de Docemo devenues concessions domaniales, le gouvernement anglais, depuis 1863, a encore accordé 3,500 concessions domaniales et probablement pas exclusivement à des Européens, mais aussi à des indigènes et à d'autres noirs. La population indigène y était en 1891 de 85,000 individus, dont les trois quarts habitaient la ville de Lagos et dont 10,000 étaient chrétiens.

Le gouvernement anglais, en donnant ces concessions, s'était basé sur ce principe que toute terre qui, au moment de la cession de Lagos à la Couronne, n'était réclamée par personne, serait considérée comme domaine de la Couronne et qu'il pourrait en disposer librement. Toutefois ceci ne s'applique qu'à la colonie proprement dite de Lagos et non au hinterland qui est le protectorat. Là ce sont les chefs indigènes, et non le gouverneur, qui ont le droit de disposer de la terre. Ce droit est illimité s'il s'agit de terres à utiliser par les indigènes pour l'agriculture ou pour la construction de leurs habitations. Dans les autres cas, le gouverneur doit sanctionner les concessions et il ne le fait que si le transfert est contracté de bonne foi, à un prix raisonnable et à des conditions bien comprises par les indigènes. Les concessions non conformes à ces conditions ou nuisibles à la liberté du commerce ou aux opérations industrielles, celles qui pourraient créer un monopole pour n'importe quel article d'exportation, celles qui n'ont qu'un but de spéculation et qui, dans un temps donné, ne pourraient donner lieu à

une exploitation effective et continue, doivent être rejetées par lui.

Les concessions de terres de la Couronne, dans la colonie de Lagos, peuvent se faire par vente ou par bail ; elles ne sont soumises à aucune étendue maxima ni à aucun prix fixe. La revente est permise et il existe un système d'enregistrement pour tous les actes relatifs à la terre, qu'elle soit possédée par des Européens ou par des indigènes ; l'enregistrement n'est obligatoire que pour les terres de la Couronne.

Je passe les renseignements très intéressants que nous donnent les matériaux du volume sur l'assèchement, si important aussi au point de vue sanitaire, des marais de la ville de Lagos, ainsi que sur le mesurage et le lever de la petite île sur laquelle est située cette ville, la plus riche de la Haute-Guinée. J'ajoute seulement quelques renseignements sur la situation économique actuelle de cette possession.

Les principaux articles d'exportation de Lagos sont les noix palmistes pour une valeur de 8,072,300 mark, et l'huile de palme pour une valeur de 3,803,300 mark ; la valeur du caoutchouc exporté reculait à 964,800 mark. L'or qu'on avait espéré découvrir dans le protectorat ne s'y est pas trouvé. Le gouvernement voit aujourd'hui l'avenir de la colonie de Lagos et de son hinterland dans l'agriculture, et surtout dans l'agriculture propre des indigènes qui ne produit pas seulement les céréales, les yams, les bananes, le manioc, nécessaires à leur consommation journalière, mais aussi un article d'exportation, le coton. Le coton est cultivé depuis des temps anciens par les populations de l'hinterland du Nord-Ouest de l'Afrique et forme la matière première pour le tissage d'étoffes indigènes très développées. En mai 1902 s'est constituée à

Manchester la *British Cotton Growing Association* qui a pour but, d'accord avec le gouvernement, de cultiver le cotonnier d'une façon systématique, notamment dans le pays des Yoroubas. Ce pays s'y prête d'autant mieux que les Yoroubas sont des travailleurs exercés et que le pays lui-même, ouvert et peu accidenté, permet la construction aisée du chemin de fer, déjà amorcé et si important pour la future exportation du coton.

Pour conserver au pays la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution de ce plan comme au progrès de l'agriculture elle-même, le gouvernement a rendu plus difficile l'exportation des travailleurs, très demandés surtout pour la Côte d'Or. On veut produire le coton non sur des plantations de planteurs européens, mais sur les terres mêmes des indigènes. L'Association de Manchester veut leur acheter le coton brut et le rendre sur place prêt pour l'exportation, grâce à l'emploi de machines, comme cela se fait au Sénégal français : là, l'initiative européenne a su établir une culture d'arachides, qui a fait du Sénégal le plus grand producteur d'huile d'arachide du monde.

Des projets analogues sont également en voie de réalisation pour les autres colonies anglaises du Nord-Ouest de l'Afrique.

Dans les **colonies de l'Afrique du Sud**, l'agriculture se trouve dans des conditions toutes différentes de celles que nous avons constatées dans les autres colonies d'Afrique. Quelques régions, il est vrai, comme la côte du Natal, y ont un caractère tropical, mais l'exploitation économique de ces régions ne se fait pas par la culture des indigènes, mais au moyen de plantations dirigées par des colons qui y emploient une main-d'œuvre importée. Tout le reste du pays est, au contraire, propre à une colonisation par des Européens qui peuvent s'y livrer à

l'élevage et à l'agriculture, lorsque la terre est naturellement ou artificiellement irriguée ; le climat, en effet, y permet l'établissement à demeure de blancs. Ce qui complique le problème de la colonisation, c'est que les blancs s'y trouvent en présence d'une population indigène considérablement plus nombreuse et d'une race beaucoup plus vigoureuse que ne l'étaient autrefois les Indiens de l'Amérique du Nord.

Aujourd'hui, la question principale à résoudre est celle de la coexistence des différents éléments dont se compose la population blanche dans l'Afrique du Sud. Leur fusion en un peuple unique est d'autant plus importante que la multiplication rapide des indigènes fera, dans un temps peu éloigné, surgir le problème de la coexistence des deux races et que ce problème ne se résoudra au profit de la race blanche que si celle-ci forme, en face de la race noire, un tout compact et homogène.

Si l'on tient compte de cet avenir, la politique actuelle doit anxieusement éviter de s'appuyer sur une majorité qui, formée des noirs et d'une partie de la race blanche viserait à assujettir l'autre partie de cette race. Elle doit tendre, au contraire, à n'accorder aux noirs, non pas à côté des blancs, mais sous eux, la place que leur assignent leur facultés et leurs aptitudes.

L'égalité de droits accordés aux noirs froisse, comme on le sait, les blancs nés dans l'Afrique du Sud et aussi nombre de ceux qui connaissent le pays et ses besoins. Certes, il ne faut pas songer à l'idée de réintroduire l'esclavage sous le sceptre britannique. Mais la demande de main-d'œuvre est devenue, dans ces dernières années, si impérieuse, qu'à toute évidence le travail salarié libre ne peut fournir un nombre d'indigènes suffisant pour le développement du pays et les nécessités de sa civilisation

matérielle. Sans cesse, sous des formes changeantes, on voit aujourd'hui réapparaître l'idée d'un travail forcé, basé sur le droit public, dans des limites déterminées et à des conditions de salaires et de protection les plus humaines possibles, sous le contrôle de l'État. Faut-il écarter radicalement cette idée ? Je ne le crois pas. Amener graduellement au travail les races non ou à demi-civilisées est une tâche qui ne s'accomplit pas dans la pratique avec des théories humanitaires seules et de grandes phrases ; il y faut tout autre chose que l'identification complète des noirs et des blancs tant au point de vue de l'électorat que des autres droits civiques émanée d'une politique qui me semble être prématurée et fausse.—

Les conditions de civilisation et d'éducation des indigènes se présentent avec une simplicité relative là où des Cafres sont établis en groupements compacts et où les blancs ne sont pas possesseurs du sol. C'est le cas, dans la **colonie du Cap**, pour les territoires du Transkeï, cette vaste région située entre le fleuve Kéi au Sud-Ouest et la frontière méridionale du Natal au Nord-Est et où, à la suite des cinq guerres contre les Cafres du **xix<sup>e</sup>** siècle, les tribus cafres indépendantes ont été refoulées.

Ces territoires nous apparaissent comme d'immenses réserves pour les indigènes et les matériaux fournis à l'Institut ne renferment que des documents relatifs à la politique foncière appliquée à ces territoires. Elle est identique ou analogue à celle qui est appliquée à toutes les autres réserves pour indigènes qui, d'étendue moindre, se rencontrent aussi dans d'autres parties de la colonie du Cap. Ces régions exceptées, le sol n'est en général pas en possession des indigènes, mais des blancs qui, sauf sur quelques petites exploitations agricoles, emploient, pour les travaux des champs et l'élevé du bétail, des noirs

et non des blancs. Donc dans la colonie du Cap nous voyons le contraire de ce qui se passe au Canada, l'exploitation proprement dite du sol est en général l'œuvre des noirs, soit pour leur compte dans leurs réserves, soit comme ouvriers au service de blancs.

L'intérêt actuel qui se rattache aux possessions anglaises de l'Afrique du Sud, me fait paraître inopportun de limiter ce rapport au sujet auquel se rattachent exclusivement les documents du Cap qui nous sont parvenus. Si leur nature m'amène à traiter surtout des réserves indigènes, je ne puis cependant pas complètement passer sous silence le régime foncier appliqué aux autres parties de la colonie.

Comme on sait la colonie du Cap se présente à nous sous la forme d'un vaste plateau. A la zone côtière assez basse et étroite succèdent trois terrasses de 400, 850 et 1,100 mètres d'altitude qui se composent d'un haut plateau central entouré et comme soutenu par une ceinture, un bourrelet de montagnes. Les hautes plaines constituent ces steppes singulières auxquels les Hottentots ont donné le nom de Karro. C'est là que se forment les cours d'eau qui traversent les montagnes de ceinture, le bourrelet intermédiaire par des brèches par où elles se précipitent en cataractes et cascades vers la zone côtière pour continuer de là leur route vers l'Océan.

Cette constitution du sol, la diversité de sa composition et celle du climat permettent la culture des produits subtropicaux les plus variés et des fruits et sont, sous les hauts plateaux arides et salins, surtout au centre de la colonie, très favorables à l'élevage des moutons et des autruches. Les régions côtières sont les plus fertiles ; elles sont, d'ailleurs, abondamment arrosées, tandis que de vastes régions de l'intérieur ne produisent que grâce



à des irrigations artificielles. De grandes étendues du pays sont si propres à la culture du vin et des fruits, que l'hectare y donne de 86 à 173 hectolitres de vin, alors que les vignobles de France, dans des années même exceptionnellement bonnes, ne donnent que 30 hectolitres à l'hectare.

Les territoires du Transkéi que nous étudions d'abord ne sont pas habités par des Hottentots, la race indigène prédominante de l'Ouest, mais par des Cafres ; ils se livrent pour leur compte à la culture de céréales, de sorgho, de maïs, d'une céréale analogue à l'avoine, et de froment d'espèces diverses dont l'excellente qualité a vivement attiré l'attention lors d'une exposition agricole. Ils cultivent, en outre, des légumes, pois, fèves, pommes de terre. Les travaux des champs et des jardins sont faits par des femmes ; les hommes se livrent à l'élevage du bétail. Toutefois, un changement commence à s'opérer dans cette division du travail entre les sexes par suite de l'introduction de la charrue que les Anglais ont fait connaître à ces tribus qui, autrefois, n'employaient qu'une houe très primitive. La femme maniait celle-ci à la main ; pour la charrue, il faut un attelage de bêtes à cornes, et comme le soin du bétail incombe aux hommes, les femmes ont sagement laissé à ceux-ci le soin de guider la charrue.

Pour nous rendre compte du droit qui, chez ces indigènes, régit la terre qu'ils cultivent, nous devons remonter à l'époque où il n'avait pas encore subi l'influence de la politique anglaise.

Toutes les terres étaient occupées au nom du chef suprême ; les chefs de rang inférieur exerçaient le contrôle ; à ceux-ci étaient subordonnés des chefs de moindre

importance et en dernier lieu les seigneurs des kraals ou villages indigènes : ceux-ci étaient formés de huttes — construites chez les Zoulous de roseaux et d'herbes en forme de ruches — groupées en cercle autour d'une place où tous les bestiaux étaient réunis dans une clôture de claies. Le chef local assignait à chaque kraal la terre qui lui était nécessaire. Le seigneur du kraal répartissait la terre arable entre les membres de sa famille et les gens qui en dépendaient, les bois, les pâturages, l'eau restant réservés à l'usage commun. Chaque homme marié recevait une ou plusieurs parcelles pour la culture suivant le nombre de ses femmes. Aucune redevance n'était exigée pour l'usage des terres soit pour la culture ou pour la pâture, mais, dans ces tribus d'une éducation militaire très avancée, les hommes devaient le service en temps de guerre.

Le droit de tout individu à la terre cultivée par lui était rigoureusement maintenu, quoique sous des chefs despotiques des mutations arbitraires ne fussent probablement pas rares, et il passait de père en fils. Cependant, les guerres fréquentes des tribus entre elles, les migrations qui en étaient la conséquence, empêchaient que les terres ne demeuraient longtemps en possession de la même famille. Les documents publiés ne nous fournissent aucune indication sur la nature de ce droit à la terre cultivée. Nous y voyons seulement que le sol y était occupé au nom du chef suprême et que, récemment, une tendance s'est manifestée à la transformation de la propriété collective de la tribu en propriété individuelle; nous pouvons en conclure que le chef suprême était le propriétaire éminent, que les tribus étaient des sous-propriétaires et les familles les usufruitières héréditaires du sol cultivé par elles.

Voici comment la politique anglaise en usa à l'égard de ce régime foncier primordial. S'il s'agissait d'une tribu soumise par les armes, on ne lui laissait du sol occupé par elle que ce qui était nécessaire à sa subsistance ; le reste était confisqué et on en disposait au profit de colons européens. Si, au contraire, comme cela arriva fréquemment dans le Transkéi, la tribu s'était rangée librement et paisiblement sous la souveraineté anglaise, elle continuait à posséder toute sa terre, mais la propriété éminente passait du chef suprême à la Couronne britannique. Le gouvernement anglais, représenté par le plus haut fonctionnaire du territoire, prenait la place du chef suprême qui recevait une indemnité pour la perte de son pouvoir. Ce territoire était divisé en districts à la tête desquels étaient placés des fonctionnaires en sous-ordre et qui, à leur tour, avaient sous eux des fonctionnaires subalternes nommés et payés par le gouvernement et choisis de préférence parmi les chefs indigènes.

Pour le reste, le gouvernement s'abstint de transformer trop brusquement le régime foncier des indigènes. Ils purent continuer à occuper les parcelles cultivées par eux, jouir en commun du droit de pâture, mais devaient dorénavant payer une taxe sur les huttes de 10 shellings par hutte et par an.

Des contestations entre les différentes tribus et les chefs sur les limites de leurs territoires firent sentir la nécessité de déterminer ces limites qui n'étaient pas nettes, en d'autres termes de constituer des réserves pour les indigènes.

Tant que les tribus cafres avaient été indépendantes, leurs habitudes guerrières et leurs migrations avaient empêché les populations de devenir trop denses. Il n'en fut plus ainsi quand elles prirent fin et quand les réserves des tribus furent délimitées. Le territoire réservé à cha-

cune d'elles reçut des limites précises, il n'y eut plus de régions nouvelles où une tribu aurait pu s'étendre, la paix fit croître fortement la population des tribus. C'est cette densité croissante de la population dans laquelle les autorités voient une tendance à la transformation de la propriété collective en propriété individuelle, et la législation de la colonie du Cap encouragea cette tendance en facilitant cette transformation par les lois de Glen Grey de 1879 et 1894.

Je n'ai rien pu apprendre sur les effets de cette législation. On serait tenté de conclure à des résultats excellents en lisant dans la loi de 1894 les dispositions qui, réglant l'administration des réserves indigènes, se rattachent aux divisions électorales et à la revision des listes de votants pour le parlement du Cap. Un lecteur non prévenu doit se croire transporté dans un comté (*county* en anglais) de la mère-patrie et en présence d'un état de civilisation où ces Cafres, munis d'un titre de propriété, sont les équivalents des paysans européens. Ceux, au contraire, qui sont au courant de l'histoire sud-africaine, qui se souviennent de l'abolition radicale de l'esclavage et de ses conséquences, seront plus sceptiques et ne verront plus dans le droit électoral conféré aux Cafres un corollaire de leur haute civilisation, ils émettront des doutes sur les effets favorables de leur transformation en propriétaires privés modernes. En tout cas ils ne croiront à la possibilité de ces effets favorables que sous la condition que le gouvernement ne devienne jamais infidèle aux principes suivis jusqu'ici : c'est-à-dire qu'il ne cesse de veiller à ce que, lors de la répartition des lots, il y ait une quantité suffisante de commune pâture, que la vente ou l'engagement par les indigènes des parcelles dont ils sont propriétaires n'aient lieu qu'avec son consentement, que la vente à des

Européens soit tout à fait exceptionnelle. Je suis, quant à moi, d'autant plus sceptique que les documents qui nous sont soumis avouent eux-mêmes qu'il faut beaucoup de temps pour rendre les indigènes mûrs pour la propriété individuelle en vertu d'un titre.

Si les Européens ne sont admis qu'exceptionnellement à acquérir une partie des réserves indigènes, pour des œuvres religieuses ou pédagogiques, ou pour des entreprises commerciales, il n'en va pas de même des terres non cultivées encore, qui font partie du domaine de la Couronne et qui sont au contraire destinées à la colonisation. L'Institut n'a pas reçu communication des dispositions relatives à la concession de ces terres. D'après les renseignements les plus récents que j'ai pu me procurer, 51,472,304 hectares de terres de la Couronne avaient été vendus, jusque fin 1899, pour une somme de 1,619,025 livres sterling, et le gouvernement en possédait encore 19,478,359 hectares.

La plus grande partie en est donc devenue aujourd'hui propriété privée. Ce qui reste, du moins quand il s'agit de grandes surfaces, doit, après avoir été levé et cadastré, être vendu aux enchères publiques. Le journal officiel et les journaux de districts annoncent la vente et font connaître en même temps la situation et la superficie, la mise à prix, le montant des frais d'arpentage et d'enregistrement que l'acquéreur doit acquitter le jour de la vente. Le plus offrant devient propriétaire sous condition ; il paye le prix en une fois ou peut s'acquitter par acomptes ; dans ce dernier cas 1/10 du prix doit être payé dans les six mois, 1/5 au moins dans les douze mois après la vente. Le reste porte des intérêts à 4 p. c. Les paiements sont garantis, pour le premier cinquième, par deux garants ; pour le reste, par l'inscription d'une hypothèque.

Celle-ci peut être payée à tout moment, en tout ou en partie, mais par fractions d'au moins 50 livres sterling.

La terre ainsi vendue est assujettie à certaines stipulations qui sont portées sur l'acte de vente et dont l'une réserve au gouvernement la propriété de l'or, d'autres minéraux de valeur et des pierres précieuses, ainsi que le droit d'exploiter des mines. Le prix moyen de ces terres de grande étendue varie d'après leur qualité et leur situation. On trouve surtout ces grandes propriétés dans les régions à pâturages. Les fermes pour l'élevé du mouton ont de 1,500 à 6.800 hectares.

Quand il ne s'agit pas de concessions étendues, le transfert des terres de la Couronne est réglé par l'*Agricultural Land Act* 37 de 1882, complété par la loi de 1885. Ces lois spéciales favorisent, notamment dans les territoires qui continuent à l'Est au Transkéi, la formation de la petite propriété. A cet effet, des superficies de terres de la Couronne de 8 acres au moins, de 500 acres au plus, sont cédées comme suit : L'amateur doit adresser sa requête au *Civil Commissioner* de la division où se trouve située la terre ; cette demande est remise au *Land board* local. Si elle est agréée, l'intéressé reçoit une licence l'autorisant à occuper la terre pendant cinq ans, moyennant une redevance annuelle de 1/20 du prix d'achat fixé et sous l'obligation d'habiter en personne sur la terre, dans les six mois, et d'en enclore ou défricher 1/20 dans les deux ans. S'il remplit ces conditions, il est considéré comme propriétaire au bout de cinq ans et on lui donne un titre de *quitrent*, la rente étant calculée sur les mêmes bases que la taxe de la licence.

Nous trouvons la petite propriété foncière d'indigènes et celle d'Européens juxtaposées surtout dans l'ancien territoire cafre de l'Est de la colonie du Cap qui fut conquis

à la suite des guerres contre les Cafres. C'est, en particulier, autour du fleuve Buffalo, d'East London et de King Williams Town que nous trouvons de tels établissements européens très florissants qui furent créés pour aider en même temps à la soumission des Cafres. Les colons étaient des soldats libérés du service, qui y furent amenés après la guerre de la Crimée (1854-55). Ces soldats n'étaient pas Anglais, mais Allemands.

C'est d'ailleurs un trait remarquable que la partie agricole de la population dans la colonie renferme bien moins d'éléments anglais que hollandais, français et allemands. Pour l'avenir, l'intérêt de l'Angleterre exigerait l'établissement dans le Sud de l'Afrique d'un grand nombre de paysans anglais ; mais où les prendre ? L'émigration anglaise fournit, en très grande partie, du prolétariat urbain qui n'a guère d'importance dans cette question, car seule une vigoureuse population agricole peut amener l'Afrique du Sud à une situation prospère qui dure à travers les siècles.

Il ne faut pas, à cet égard, se laisser tromper par les statistiques commerciales qui donnent à l'industrie minière une place prépondérante dans l'activité économique de la colonie. En 1900-1901, on devait encore importer pour 15 millions de mark de froment et on exporta pour 21,300,000 mark de laine, tandis que la seule exportation de diamants se montait à 100,700,000 mark. Si l'on n'exporta que 8,700,000 mark d'or (contre 94 millions 900,000 en 1897), ce fut sans doute une conséquence de la guerre sud-africaine.

Nous ne pouvons nous dissimuler la situation tout anormale qui résulte de ce que la population des villes et des centres miniers se nourrit aujourd'hui en grande partie de farine et de bétail étrangers. Un changement complet

doit se produire dans cet état de choses, avant qu'il puisse être question d'une prospérité agricole durable. Aussi les énormes difficultés qu'occasionna le ravitaillement de l'armée anglaise pendant la guerre eussent été en grande partie évitées si une culture plus intensive avait utilisé les régions fertiles de cet immense territoire sud-africain et en avait su faire un pays d'exportation agricole. —

Les produits agricoles ont, au point de vue de l'exportation, une importance relative plus grande dans le **Natal** que dans le Cap. En 1900, on exploita pour 2,9 millions de mark de sucre de canne, pour 1,2 million de mark de laine (en 1899, 12,1 millions), et pour le principal produit minier, la houille, 2,3 millions.

Le Natal s'élève par trois terrasses de la mer aux Drakenbergen. La zone côtière très chaude, où la canne à sucre, le riz, le coton, le café, l'indigo, le tabac et les bananes croissent en abondance, s'appuie à un plateau de 500 à 1,500 mètres d'altitude, avec vastes pâturages, où le froment, l'orge et l'avoine poussent très bien, mais surtout le maïs, le produit de culture par excellence et l'aliment presque exclusif des indigènes. Comme tous les Cafres, ceux du Natal aussi sont surtout des éleveurs de bétail; des épidémies ont fortement décimé leurs immenses troupeaux d'autrefois. Les indigènes ne conviennent pas pour les travaux sur les plantations des Européens à la côte; ce sont des coolies importés qui, notamment, cultivent la canne à sucre; ils sont aujourd'hui au nombre de 33,000, aussi nombreux que les Européens; les Cafres sont douze fois plus nombreux.

Cette forte majorité d'indigènes a fait craindre que, entraînés par l'exemple des Zoulous, il ne mettent la colonie en danger. C'est pourquoi le gouvernement leur



constitue des réserves à l'intérieur sur lesquelles, comme au Cap, aucun Européen ne peut s'établir. En ce qui concerne ces réserves, les documents qui nous sont parvenus sont beaucoup moins explicites que pour la colonie du Cap. En revanche, ils nous donnent ce que ceux du Cap passaient sous silence, c'est-à-dire les dispositions qui régissent l'aliénation des terres de la Couronne.

Le gouverneur peut concéder des terres incultes, à *fee simple*, à emphytéose ou à bail de durée variable. La vente se fait, en général, aux enchères publiques sur une mise à prix de 20 shellings par acre et pour une superficie de 2,000 acres au plus. L'amateur doit adresser une requête écrite au *surveyor general* et il y indique, aussi exactement que possible, la situation, les limites et la superficie de la terre qu'il désire acquérir. Si le *surveyor general* n'élève pas d'objection contre la vente publique, il soumettra la demande à l'approbation du gouvernement ; après que celle-ci aura été obtenue, il fera déposer par le requérant le montant présumé des frais d'inspection, d'arpentage et de délimitation de la terre. Lorsque l'inspection et le mesurage ont été accomplis en présence de l'intéressé ou de son fondé de pouvoirs, la vente publique est annoncée un mois au moins avant la date où elle aura lieu, dans le journal officiel. Au cas où, lors de la vente, la terre n'est pas adjugée à l'intéressé, on lui restitue les sommes versées par lui et les frais d'arpentage, etc., sont à la charge de l'acquéreur. Celui-ci doit, aussitôt après la vente, verser un vingtième du prix d'achat et occuper la terre dans les six mois. Tant qu'il n'a pas acquitté le prix entier, ni fait des améliorations durables auxquelles il doit pendant dix ans consacrer une somme annuelle qui ne peut être inférieure au dixième du prix d'achat, il n'est considéré que comme usufruitier

de sa terre. Chaque année il doit payer un vingtième au moins du prix d'achat. Après avoir payé les deux premiers acomptes annuels, il aura droit à un crédit n'excédant pas en tout trois acomptes, contre paiement d'un intérêt au taux de 8 p. c. par an et à la condition que tout acompte ainsi différé soit payé dans les 20 ans après la date de la vente. Lorsque toutes ces conditions sont remplies, il reçoit un titre de propriété. Cette propriété ne lui confère aucun droit sur les minéraux du sol que le gouvernement se réserve et, en outre, elle est grevée d'un certain nombre de servitudes spéciales au profit du gouvernement et de l'intérêt de la circulation publique. Non seulement le propriétaire doit respecter les routes, chemins de fer, télégraphes, cours d'eau existants et en permettre l'usage à tous, mais permettre encore au gouvernement d'en établir de nouveaux sans avoir droit à d'autres indemnités que celles dues pour le dommage qu'il aurait subi par suite de la démolition de bâtiments construits par lui. La revente et l'engagement de la terre ainsi acquise ne sont sujets à aucune restriction. Les concessions, les transferts et les engagements de terres de la Couronne sont inscrits au *Registry of Deeds Office*.

En ce qui concerne les indigènes établis sur les terres ainsi vendues, il est de principe qu'ils ont le droit de recevoir la sommation de quitter la terre, prévue dans la *Squatters Rent Law* n° 41 de 1884. De plus, l'acquéreur ne peut en établir sur sa terre, en sus de ceux qui s'y trouvent, que le nombre jugé nécessaire par le ministre des terres et travaux pour la main-d'œuvre de la ferme. —

Comme les Cafres du Cap et du Natal, les Betschuans appartiennent également à la race Bantu : leurs tribus

orientales, les Basutos, qui sont très intelligents, habitent le plateau qui, s'appuyant au Natal et au Transkéi, est situé entre les Drakenbergen à l'Est et la frontière de l'ancien État libre d'Orange à l'Ouest. La grande fertilité de cette région et sa beauté pittoresque ont valu au **Basutoland** le nom de grenier et de Suisse de l'Afrique du Sud.

Le régime foncier de cette colonie, où l'on ne trouve guère de colons européens, s'explique par son histoire.

La guerre qui éclata entre les Basutos et l'État libre d'Orange fondé en 1848 par les Boers menaçait d'aboutir à leur destruction. Ils appelèrent les Anglais à leur secours. Le gouvernement du Cap les prit sous sa protection et en 1871 annexa leur territoire à la colonie. Mais lorsqu'en 1880 on voulut procéder à un désarmement général des indigènes, ils s'y opposèrent et obligèrent la colonie du Cap, après une guerre coûteuse, à renoncer à sa souveraineté sur leur pays. La métropole, ou plutôt la Couronne anglaise, succéda aux droits de la colonie du Cap et en 1884, à la suite d'une consultation populaire, elle étendit sur eux son protectorat.

Ce protectorat est organisé de manière à laisser le gouvernement aux chefs indigènes qui l'exerçaient auparavant ; mais ils sont placés sous l'autorité d'un résident anglais qui décide d'une manière souveraine en matière judiciaire ; ce fonctionnaire relève à son tour du Haut Commissaire à Johannesburg, autrefois au Cap.

Tout le Basutoland nous apparaît donc comme une immense réserve indigène où habitent 250,000 indigènes et quelques centaines à peine d'Européens, la plupart fonctionnaires ou missionnaires. La colonisation européenne y est interdite, à moins qu'il ne s'agisse de missionnaires, de commerçants pourvus d'une patente

officielle ou d'artisans. L'autorité anglaise assigne à ceux-ci le terrain nécessaire dans les limites de petits emplacements réservés pour les magistratures ; en dehors de ces territoires, le chef local doit donner son consentement. Toutefois, pour les terres ainsi obtenues, il n'est pas délivré de titre, parce qu'elles sont considérées comme inaliénables.

La Couronne anglaise ne possède pas le pays en pleine propriété, mais comme tutrice du grand chef et de son peuple. Ce grand chef et, d'une manière correspondante, les chefs qui lui sont subordonnés dans les limites de leur autorité, répartissent les terres entre les indigènes pour la création de villages et pour la culture. Si un indigène renonce à la terre possédée par lui, elle fait retour au chef qui la lui a attribuée et est assignée à un autre. La vente et la location de ces terres sont interdites. Les pâtures sont communes.

Les Basutos, grâce à cette politique anglaise, grâce aussi à leur intelligence, ont heureusement traversé la crise d'assimilation. Tandis que, dans d'autres régions, le contact des blancs avec les noirs a eu le plus souvent pour conséquence l'appauvrissement, la décadence et la disparition des indigènes, nous nous trouvons ici en présence d'un cas remarquable où la civilisation européenne a élevé les indigènes au lieu de les démoraliser. Il y a à peine 50 ans, le pays des Basutos était presque désert ; aujourd'hui c'est un des plus peuplés de l'Afrique. Les Basutos se construisent des maisons de pierres, s'habillent d'étoffes de coton, apprennent à lire et à écrire. Le gouvernement anglais fait beaucoup pour leurs écoles ; il y a interdit la vente de l'alcool ; aucun débit d'eau-de-vie n'y est toléré. D'autre part, c'est chez les Basutos que l'on recrute les travailleurs pour les mines de Kimberley.

Avant la guerre sud-africaine, 60,000 Basutos y travaillaient ainsi qu'à Johannesburg. —

Le régime foncier chez les Betschouans de l'Ouest diffère de celui qui est en vigueur chez les Basutos qui sont les Betschouans de l'Est. Leur pays, le *Betschouanaland* fut réuni en 1895 à la colonie du Cap. Tout le pays ne forme pas ici une vaste réserve pour les indigènes, mais certaines portions seulement, comme dans le reste de la colonie du Cap. Toutefois, les indigènes de ces réserves ne sont soumis à la loi Glen Grey dont nous avons parlé plus haut qu'en vertu d'une autorisation spéciale du parlement du Cap. Aujourd'hui, ces réserves ont diminué par suite de l'insurrection des indigènes et de la loi de 1897 qui autorise le gouverneur à incorporer au domaine de la Couronne des terres des indigènes révoltés. Leurs terres furent confisquées, divisées en fermes et on concéda celles-ci au profit de la colonisation conformément aux lois de la colonie du Cap qui règlent la vente et la location des terres de la Couronne. —

Les documents qui nous sont communiqués ne nous donnent également que peu d'indications au sujet de la **Rhodesia**, nous n'y trouvons que des réponses concises à notre questionnaire et la formule d'une concession de terres. Pour qu'on puisse utiliser ces maigres renseignements, je suis forcé de donner quelques explications préalables.

On sait que le mot Rhodesia est le nom officiel donné le 3 mai 1895 aux territoires de *British South Africa Chartered Company*. Cette société ne commença qu'en 1889 à opérer dans les territoires situés au Nord de la colonie du Cap, à l'Est de la colonie allemande du Sud-Ouest de l'Afrique et à l'Ouest de l'ancien État du Transvaal et des possessions portugaises, pour les soumettre

à l'Angleterre et en écarter les dites puissances. Ces territoires étaient surtout peuplés de tribus Mashona et Matabélé. La Compagnie réussit, en un temps étonnamment court, à créer une civilisation naissante dans ces immenses régions presque sauvages. Elle eut recours pour cela, non à des fonctionnaires, mais à des colons, à des chemins de fer, des télégraphes, des routes. Je rappelle seulement la création en 1890, dans l'espace de trois mois, d'une route de 650 kilomètres, allant jusqu'à l'extrême Nord du Mashonaland, à l'avancement rapide de la ligne de chemin de fer et de télégraphe de Kimberley à Mafeking et de là à Salisbury, au développement de Buluwayo, un kraal du roi des Matabélés, Lobengula, où en 1894 n'habitait pas encore un seul Européen et qui, en 1898, était devenu une ville anglaise de 5,000 habitants avec trois banques, une bourse, trois clubs, douze hôtels et quatre journaux !

Il y eut des difficultés et des moments d'arrêt : la guerre des Matabélés de 1893, les événements de 1896, le raid Jameson, le soulèvement des Mashona et des Matabélés qui le suivirent, une épizootie qui détruisit presque tous les animaux de trait ; mais tout cela fut surmonté et même la disparition de l'homme qui fut le créateur et l'âme de la Compagnie semble n'avoir pas paralysé son activité. Les perspectives de richesses naturelles et surtout minières sont si particulièrement favorables que la mort de Cecil Rhodes, si elle a quelque peu influencé son développement, ne l'a du moins pas mis en question. L'avancement récent du chemin de fer jusqu'aux riches gisements de charbon excellent de Wankie, les préparatifs pour la continuation de la ligne jusqu'aux chutes Victoria du Zambèze nous montrent quelle était l'erreur des pessimistes qui prédisaient que le décès de Cecil

Rhodes marquerait l'arrêt de la construction du chemin de fer.

La Rhodesia est divisée en trois provinces : Mashonaland, Matabéléland et la Zambézie du Nord, qui ont été colonisées dans l'ordre où nous les citons.

En 1891, des agronomes experts de la colonie du Cap parcoururent le Mashonaland pour en étudier la valeur agricole. Ils arrivèrent à cette conclusion que 40,000 milles carrés étaient parfaitement propres à la culture et à la colonisation européenne. Encouragée par ce résultat, la Compagnie inaugura une méthode de colonisation qui, déjà à la fin de 1892 avait amené la création de 500 fermes et qui, après la guerre contre les Matabélés, fut étendue à tout le Matabéléland.

Pour autant que nous puissions nous rendre compte de cette méthode d'après les documents que nous avons reçus, l'administrateur de la Compagnie dispose seul de toutes les terres incultes et il peut les vendre ou les louer comme il l'entend. Il n'y a ni maximum, ni minimum de superficie, ni prix fixe. Des terres de pâtures ont été concédées en fermes de 3,000 acres en général, dans quelques cas davantage, mais sans aller au-delà de 6,000 acres. Les ventes se font le plus souvent de telle sorte que l'acquéreur obtient un titre à redevance foncière perpétuelle conformément au droit romano-néerlandais ; il doit également exploiter effectivement la terre. La Compagnie peut, à tout moment, reprendre tout ou partie de la terre concédée, moyennant indemnité, dans un but d'utilité publique comme par exemple pour la création d'une ville. L'acquéreur n'a pas droit aux minéraux et sa terre est soumise aux mêmes servitudes au profit de la circulation publique que dans le Natal. L'occupation temporaire est autorisée aux conditions qui peuvent être

convenues de part et d'autre et qui comprennent généralement l'occupation bénéficiaire *bonâ fide*.

En ce qui concerne les droits des indigènes, on nous a communiqué deux dispositions. Aux termes de l'une, l'extension de l'agriculture des villages indigènes est abandonnée à son sort et n'est pas entravée ; aux termes de l'autre, leurs droits, conformément à leurs anciennes coutumes, ne sont reconnus que sur la terre dont l'occupation leur a été réservée et pour autant que leur conduite soit bonne et loyale. Les ventes de terres par les indigènes, là où elles leur sont réservées, ne sont ni admises ni autorisées. Cette interdiction résulte probablement de l'ordre en Conseil pour le Matabélélând du 18 juillet 1894 et qui ne se trouve pas au nombre de nos documents. Cette ordonnance réorganisait l'administration et instituait une commission foncière chargée de trancher toutes les questions relatives aux terres des indigènes et spécialement de protéger ceux-ci contre les expropriations arbitraires et de leur réserver des territoires appropriés à la culture et à l'élevé du bétail.

Aujourd'hui deux choses s'opposent à la colonisation agricole de la Rhodésia : c'est l'état sanitaire qui n'y est pas encore assez satisfaisant ; c'est ensuite le fait que la Compagnie a mis en première ligne l'industrie minière. Une réclame très habile a eu cet effet que, actuellement, déjà 150 sociétés ont obtenu d'elle des concessions minières. On fonde de grandes espérances sur les recherches du sol en or, cuivre et charbon, et d'autre part, de l'avis d'agriculteurs du Cap, le sol y est plus fertile et mieux arrosé que dans cette colonie. Il ne peut donc y avoir aucun doute sur l'avenir que réservent à ce pays l'exploitation de son sol et celle de son sous-sol. Mais les difficultés du recrutement de la main-d'œuvre pour les



mines seront, à n'en pas douter, beaucoup plus grandes encore que dans les districts du Rand dans ce pays qui est bien moins avancé. Il est donc probable que la Rhodésia se développerait moins vite, mais d'une façon plus durable si, au lieu de forcer l'industrie minière, on y inaugurerait une politique de colonisation analogue à celle qui est appliquée aujourd'hui aux États boers récemment annexés, où la combinaison de l'intelligence et de la ténacité anglaises, avec la sobriété, et la connaissance du pays des boers fera, espérons-le, revivre et augmenter la prospérité de ces pays si durement éprouvés. —

Je ne puis terminer ces considérations sans souligner encore ce qui, dans les matériaux qui nous sont mis sous les yeux, me semble être spécifiquement anglais. Je veux dire cette disposition qui se trouve presque partout et qui, dans toutes les concessions de terres de la Couronne, stipule des réserves au profit des routes, des chemins de fer, et en général de tous les moyens de communication. Ces réserves sont, si je puis dire, l'expression de cette ardeur, si essentiellement anglaise, à ouvrir des pays neufs. Les Anglais considèrent les voies de communication et surtout les chemins de fer et télégraphes comme étant les moyens primordiaux et prépondérants pour l'ouverture des pays neufs, et c'est cette conception, dont tous les peuples colonisateurs devraient s'inspirer, qui est une des causes expliquant le secret du grand succès de la colonisation anglaise.

Une autre disposition, qui me paraît être également l'expression du caractère national anglais, est celle qui, pour l'octroi de concessions de terres, ne fait aucune différence entre les Anglais et ceux qui ne le sont pas. Aujourd'hui, il est vrai, une modification semble s'opérer dans la manière de penser et elle ne peut qu'attrister ceux

qui songent que l'Angleterre a toujours excellé à éduquer les peuples à la liberté et à l'autonomie. Puisse le bon génie de la vieille Angleterre détourner la politique anglaise de s'égarer dans la voie si étroite des intérêts de classe ; puisse l'Angleterre d'aujourd'hui ne jamais oublier ses traditions glorieuses, et en se souvenant des services multiples qui ont rendu, pour la fondation et la prospérité des colonies anglaises sur tous les points du globe, les éléments cosmopolites, puisse-t-elle ne jamais devenir infidèle aux idées éprouvées des ancêtres qui ont donné de si splendides résultats !

---

**DES**

**Rapports politiques entre métropole et colonies.**

# DES RAPPORTS POLITIQUES

ENTRE

## MÉTROPOLE ET COLONIES

---

*Rapport préliminaire à la Session de Londres du 26 mai 1903*

PAR

**Arthur GIRAULT**

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE POITIERS

**Membre effectif de l'Institut.**

---

Les rapports politiques à établir entre métropole et colonies : voilà un problème extrêmement grave qui domine toute la législation coloniale.

Il n'y a, pour ainsi dire, pas de question politique intéressant les colonies qui ne s'y rattache. Se demande-t-on tout d'abord quel sera le législateur colonial, c'est-à-dire qui fera la législation applicable aux colonies? Immédiatement voici la question qui se pose : Cette législation coloniale sera-t-elle faite par le pouvoir métropolitain agissant seul? Ne faut-il pas admettre, au contraire, les représentants de la population coloniale à faire cette législation ou du moins à participer dans une certaine mesure à sa confection? La question met en jeu les rapports politiques entre métropole et colonies. Se demande-t-on ensuite comment seront gouvernées ou administrées les colonies? Il faut savoir si l'administration coloniale sera centralisée ou décentralisée, si les questions seront résolues sur place ou dans la métropole, et c'est toujours la

question des rapports de métropole à colonies qui se pose. Et il en est ainsi, que l'on étudie l'organisation de la justice, les libertés locales et les droits politiques des habitants des colonies, le régime financier, le régime douanier, la défense des colonies. Les hommes chargés de rendre la justice aux colonies seront-ils pris dans le pays ou viendront-ils de la métropole ? Pourra-t-on faire appel devant une cour métropolitaine des décisions rendues par les tribunaux coloniaux ? Les créoles jouiront-ils des mêmes droits politiques que les habitants de la mère-patrie ? Seront-ils également admissibles, soit en droit, soit en fait, aux diverses fonctions publiques ? Le budget colonial et le tarif douanier seront-ils établis par le pouvoir métropolitain ou votés par une assemblée locale ? La métropole assurera-t-elle seule la défense du territoire ou bien les colonies devront-elles participer à cette charge et cela dans quelle mesure ? Pour traiter à fond les rapports politiques de métropole à colonies, il faudrait faire une étude complète de toutes les législations coloniales.

Il y a là une tâche qui dépasse évidemment les forces d'un seul membre de l'Institut, et c'est précisément parce que, pour élucider ces graves questions, la collaboration de toutes les compétences était nécessaire que notre Association a été autrefois fondée. Le rôle de votre rapporteur doit donc se borner à poser en quelque sorte les questions et à rechercher les idées fondamentales qui méritent de retenir votre attention. Si dans les développements qui vont suivre, il est surtout question de mon pays, cela tient uniquement à ce que c'est celui dont la législation m'est le plus familière ; c'est aussi le seul dont je puisse critiquer sans inconvenance la politique coloniale.

Il est extrêmement difficile en cette matière de poser des règles générales. J'ai autrefois essayé de montrer com-

ment toutes les solutions adoptées par les nations colonisatrices pouvaient se rattacher à l'une ou à l'autre de ces trois conceptions initiales : assujettissement, autonomie, assimilation. La politique d'assujettissement s'inspire uniquement de l'intérêt égoïste de la métropole : c'est celle qui a prévalu chez les différentes nations européennes jusque dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La politique d'autonomie a pour but de donner peu à peu aux colonies le droit de faire seules et elles-mêmes leurs propres affaires, si bien qu'elles finissent par se comporter à peu de chose près comme des États indépendants : c'est le cas des grandes colonies anglaises à gouvernement responsable. La politique d'assimilation traite les colonies comme une partie intégrante du territoire national et a pour but une union de plus en plus intime entre la mère-patrie et les colonies ; c'est la politique traditionnelle de la France, héritière fidèle du génie assimilateur de Rome. Suivant que l'on adopte l'un ou l'autre de ces trois points de vue, on est amené logiquement à résoudre d'une manière absolument différente toutes les questions que soulèvent les rapports de métropole à colonies.

Il ne semble pas qu'il soit utile d'établir ici une discussion sur les mérites comparés de ces trois systèmes. Cette discussion aurait un caractère purement académique. Chacune de ces trois conceptions, tout d'abord, correspond à un type abstrait qui n'a jamais été réalisé nulle part dans toute sa plénitude, pur de tout alliage étranger. Les besoins, les passions, les habitudes et les intérêts des hommes ne consentent jamais à s'immoler sur l'autel de la logique pure pour l'amour de la symétrie. En fait, les nations qui ont adopté l'une ou l'autre de ces trois politiques ne l'ont jamais suivie d'une manière complète et ont généralement fait quelque emprunt aux deux autres.

Il faut ajouter qu'aucune de ces trois politiques ne saurait avoir la prétention d'être la meilleure d'une manière absolue. Chacune d'elles contient une part de vérité, mais quand on l'exagère on aboutit à des résultats inacceptables. La politique d'assujettissement est excellente dans la mesure où elle conseille cette unité d'autorité qui est le meilleur moyen d'assurer la domination de la métropole et de sauvegarder ses intérêts; elle devient détestable lorsqu'elle conduit au pacte colonial et à tous les abus dont se sont rendues coupables les nations colonisatrices pendant les trois premiers siècles qui ont suivi la découverte du Nouveau-Monde. La politique d'autonomie entraîne naturellement des mesures décentralisatrices qui sont fort utiles; elle devient fâcheuse lorsqu'elle aboutit au sacrifice des intérêts matériels de la mère-patrie ou à une séparation complète. La politique d'assimilation est la justice même lorsqu'elle maintient aux colons et à leurs descendants les droits et les libertés dont eux-mêmes ou leurs parents jouissaient en Europe; elle heurte le bon sens et la nature des choses quand elle aboutit à une uniformité ridicule. Chacune de ces conceptions part d'une idée saine et exacte, mais c'est sa généralisation qui est fautive ou dangereuse. Il n'y a donc pas à choisir entre ces trois systèmes, mais simplement à emprunter à chacun d'eux ce qu'il contient de bon. Il faut rechercher non pas les solutions logiques, mais les solutions utiles.

Le choix d'ailleurs dépend avant tout des circonstances et il y a bien des distinctions à faire. Une nation peut très bien ne pas suivre la même politique dans toutes ses colonies. C'est le cas de l'Angleterre qui, très sagement, a adopté dans ses *Crown-Colonies* une règle de conduite tout à fait différente de celle qu'elle suit à l'égard de ses

grandes colonies à gouvernement responsable. Une foule de considérations doivent être envisagées par ceux qui sont chargés de diriger la politique coloniale de la métropole. Il convient de tenir compte tout d'abord de la distinction essentielle entre les colonies de peuplement (*Settlement Colonies*) et les colonies d'exploitation. La politique d'autonomie qui peut convenir aux premières, appliquée aux autres, serait une dangereuse absurdité. Java n'est pas très éloignée de l'Australie, et cependant chacun sent bien qu'il serait fou de donner à une île où une petite minorité d'Européens se superpose à une masse énorme d'indigènes les libertés locales étendues, l'indépendance presque complète que l'on a reconnues avec raison au peuple de race anglo-saxonne qui se développe sur le continent australien.

Il faut tenir compte ensuite de l'âge de la colonie. Une colonie neuve et une vieille colonie ne doivent pas être soumises aux mêmes règles. La politique d'assujettissement qui convient à une colonie récemment fondée doit s'atténuer peu à peu, puis disparaître. Les rapports de la France avec Madagascar, terre française depuis quelques années seulement, ne peuvent pas être les mêmes que ceux qui existent entre notre pays et la Réunion qui est française depuis deux siècles.

Il faut considérer en troisième lieu l'importance absolue et relative de la métropole et de la colonie. La politique coloniale suivie par une grande nation comme l'Allemagne peut ne pas convenir à un petit pays comme la Hollande. Terre-Neuve et Saint-Pierre-et-Miquelon sont des îles voisines, également habitées par une population blanche; mais la France, évidemment, ne peut pas accorder à une petite colonie de 6,000 habitants, grande comme un de ses cantons, l'autonomie reconnue par l'Angleterre à un



pays qui a aujourd'hui plus de 200,000 habitants et qui est plus grand que l'Irlande. La politique d'un grand pays envers une petite colonie peut ne pas convenir à un petit pays vis-à-vis d'une grande colonie.

Il faut tenir compte, en quatrième lieu, de la situation géographique de la colonie, de son climat, des ressources que l'on en peut tirer, des rapports qu'elle a avec les pays voisins, de son éloignement ou de la proximité de la métropole, bien qu'à mon sens cette question de distance soit un facteur secondaire.

Et ce n'est pas tout. Il faut considérer enfin le tempérament de la race colonisatrice et le point de vue auquel elle a une tendance à se placer. Combien frappant sous ce rapport est le contraste entre l'Allemagne et la France : l'Allemagne, pour laquelle les protectorats (*Schutz gebiete*) sont considérés comme situés à l'étranger et restant en dehors du territoire de l'empire, la France qui considère ses colonies comme des morceaux du territoire national. L'Allemagne peut avoir raison de concevoir ainsi les rapports de métropole à colonies, mais cela ne veut pas dire que la France ait tort. Chaque nation subit la fatalité du tempérament que lui a fait son histoire.

Né forçons pas notre talent,  
Nous ne ferions rien avec grâce,

a dit notre grand fabuliste La Fontaine. Comme un individu, une nation doit rester elle-même.

De là résulte que les règles d'un caractère général, tirées aussi bien de la raison que de l'histoire et de l'observation des faits contemporains, sont fort peu nombreuses. Il en existe cependant. Nous essayerons de les dégager en étudiant d'abord l'action exercée par la métropole sur les colonies, et ensuite l'action exercée par les colonies sur la métropole.

Mais auparavant, il y a une question plus générale qui se pose. Un peuple doit apporter dans sa conduite à l'égard d'une colonie un esprit de suite nécessaire. Toute politique coloniale doit avoir un but, un idéal. Nous sommes ainsi ramenés au problème classique qui domine tous les autres. Faut-il croire que les colonies, une fois adultes, soient destinées nécessairement à se séparer de la métropole et les préparer en conséquence à cette indépendance inévitable qu'elles obtiendront par la force si elle ne leur est pas concédée de bonne volonté? Ne peut-on pas espérer au contraire empêcher le désir d'une séparation de naître et de grandir au sein des sociétés coloniales?

Pour ma part, je suis convaincu que cela est toujours possible, quelles que soient la nature ou l'importance de la colonie et les conditions dans lesquelles s'est établie la domination de la métropole. De là cette première formule :

*La politique coloniale doit avoir pour objectif non de préparer une séparation jugée d'avance inévitable, mais de maintenir et de fortifier les liens qui unissent les différentes parties de l'empire.*

On disait couramment, autrefois, en opposant la politique assimilatrice des races latines aux tendances autonomistes des Anglo-Saxons : c'est chez les nations latines seulement que la mère-patrie se figure pouvoir conserver son enfant sous son aile ; mais les Anglo-Saxons savent très bien que l'enfant, une fois grand, voudra voler tout seul. Et l'on opposait certains discours d'hommes d'Etat libéraux anglais du milieu du xix<sup>e</sup> siècle (1) à nos lois révolutionnaires déclarant les

(1) Voir, par exemple, le discours de lord John Russel à la Chambre des Communes, le 8 février 1850.

colonies « parties intégrantes du territoire de la République ». L'opposition tranchée que l'on faisait ainsi ne paraît pas absolument fondée. L'idée d'une séparation finale et inévitable, accréditée dans notre pays par la comparaison célèbre de Turgot (le fruit mûr qui se détache de l'arbre) régné encore sur beaucoup d'esprits, et il y a bien des gens en France qui estiment que, vraisemblablement, le **xx**<sup>e</sup> siècle ne se passera pas sans que le Canada, l'Algérie ou l'Australie ne finissent par acquérir leur indépendance. Inversement il serait facile de citer tel discours d'un homme d'État anglais contemporain, discours que paraissent bien confirmer les sentiments actuels des colonies anglaises à l'égard de la mère-patrie, affirmant qu'elles n'ont point l'intention de rompre avec un pays dont elles partagent les traditions historiques glorieuses.

Il semble plutôt qu'il faille distinguer non pas suivant les pays, mais suivant les époques. L'opinion qui estime la séparation inévitable, c'est le point de vue ancien, et autrefois cette opinion pouvait paraître fondée. La politique d'assujettissement, telle qu'elle était alors suivie par les nations européennes, sacrifiait les intérêts des colonies et devait naturellement inspirer à leurs habitants le désir de secouer le joug. L'exemple donné par les Etats-Unis d'Amérique à la fin du **xviii**<sup>e</sup> siècle était devenu contagieux ; l'Amérique latine, à son tour, avait proclamé son indépendance. Les luttes soutenues par ces jeunes nations pour leurs libertés avaient éveillé des sympathies dans l'opinion publique européenne. Les noms des héros qui avaient incarné la cause de l'indépendance étaient devenus populaires. Cela portait à considérer l'érection des vieilles colonies en jeunes Etats comme un progrès à la fois nécessaire et désirable.

Bien différentes sont les idées aujourd'hui communément acceptées. Les colonies d'Afrique, d'Asie et d'Océanie n'ont point suivi l'exemple autrefois donné par les vieilles colonies d'Amérique et elles n'en manifestent point le désir. Chose particulièrement remarquable, le Canada, où le fond de la population est formé par les descendants des anciens vaincus, n'éprouve pas le besoin d'imiter le reste du continent américain. Cela s'explique parce que la politique coloniale des nations modernes a cessé d'être fondée sur un égoïsme étroit. Nous n'oserions plus dire aujourd'hui que « les colonies sont faites pour la métropole » et qu'elles diffèrent autant des provinces du royaume que le « moyen diffère de la fin ». Par suite, les colonies n'ayant plus autant à souffrir des exigences de la métropole n'ont plus le même intérêt à s'émanciper.

Et voilà le nœud du problème. Pour que la question de la séparation soit agitée, il faut que cette séparation soit désirée. Mais qui peut formuler ce désir? A coup sûr ce n'est pas la mère-patrie, qui a tout avantage à conserver des colonies dont la possession flatte d'ailleurs son amour-propre. C'est donc seulement la colonie qui peut souhaiter la séparation. Mais ce désir ne se développera dans l'esprit de ses habitants que s'ils ont un intérêt à sa réalisation. Or, pour que cet intérêt n'existe pas, il suffit que la métropole, par une politique juste et libérale, donne satisfaction aux besoins et aux aspirations des habitants des colonies. Pourquoi une colonie désirerait-elle se séparer d'une métropole qui, en fait, lui laisse une liberté pour ainsi dire entière, qui assure à ses produits un débouché important, qui assume la plus grosse partie des charges nécessitées par la défense commune? La séparation, pour la colonie, c'est l'isolement, et l'isolement est

une cause de faiblesse. Sur le terrain économique aussi bien que sur le terrain politique, il faut rester unis pour être véritablement forts. Et voilà pourquoi l'idée de la séparation doit être écartée, non seulement — cela est évident — par les petites colonies qui, isolées, seraient exposées sans défense à la gourmandise des États voisins, mais même par de grandes colonies qui trouvent dans l'appui des flottes et des armées de la mère-patrie un nouveau gage de sécurité.

Mais l'intérêt n'est pas le seul mobile des actions humaines. Il y a aussi l'orgueil, l'amour-propre. N'est-ce donc rien que d'être son propre maître et de pouvoir affirmer son indépendance à la face du monde? Ce sentiment existe sans doute, mais il peut être contrebalancé par des considérations au moins aussi puissantes : la fierté d'appartenir à une grande nation ayant un passé glorieux et surtout la possibilité offerte à l'ambition des hommes d'État coloniaux de jouer un grand rôle dans la direction des intérêts généraux de l'empire.

Nous arrivons ainsi à cette seconde formule qui explique et développe la première :

*La politique coloniale de la métropole doit être telle que les colonies n'aient aucun intérêt à la séparation.*

Mais, dira-t-on, le maintien d'empires géants, dont les morceaux épars s'étendent sur toutes les parties du monde, n'est-il pas un défi au sens commun? Comment des pays aussi différents et aussi éloignés les uns des autres pourraient-ils rester unis sous un même domination? Et les exemples tirés de l'histoire abondent pour montrer la fragilité des empires gigantesques, mais hétérogènes. Ceux qui se complaisent dans ces exemples semblent perdre de vue cette transformation radicale des moyens de transports depuis un demi-siècle, dont un économiste français

contemporain (1) a décrit les conséquences aussi variées qu'importantes. Les communications entre Paris et Alger sont plus faciles aujourd'hui que ne l'étaient autrefois celles entre Paris et Marseille. D'un bureau situé à Londres on peut donner rapidement des ordres dans toutes les parties du monde. Par suite de la loi d'imitation, les dissemblances tendent à s'effacer. La civilisation contemporaine coule les hommes dans un moule à peu près uniforme. Pour toutes ces raisons il semble bien que les phénomènes d'intégration politique que nous voyons se produire sous nos yeux doivent présenter un caractère plus durable que ceux qui ont eu lieu dans les siècles passés. Sans doute, il n'y a pas d'empire éternel et les races elles-mêmes se transforment au cours des siècles. Mais l'homme n'organise pas sa vie comme s'il devait mourir demain. De même, métropoles et colonies peuvent régler leurs relations politiques comme si le lien qui les unit devait toujours durer.

1.

**Action de la Métropole sur les colonies.**

Le raisonnement et l'observation, le bon sens le plus vulgaire et l'expérience historique des peuples établissent également la nécessité de baser en cette matière toute la politique coloniale sur un *principe de décentralisation*. C'est là l'idée la plus générale et en même temps la plus certaine de toutes celles qui peuvent être formulées touchant l'action à exercer par les métropoles sur les colonies. C'est une vérité universelle que toutes les nations colonisatrices, sans exception, peuvent recon-

(1) M. DE FOVILLE. — *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, v<sup>o</sup> *Transports*.

naitre et qui devrait toujours inspirer leur conduite. Elle fournit la base des meilleures solutions à adopter aussi bien en ce qui concerne les finances ou les douanes qu'en ce qui touche la législation, le gouvernement, l'administration, la justice ou l'armée.

Au profit de qui doit s'opérer cette décentralisation ? En faveur d'une assemblée locale élue représentant la population coloniale ou bien en faveur de certains fonctionnaires envoyés dans la colonie par le gouvernement métropolitain ? C'est là une question très grave qui peut donner lieu à de nombreuses discussions et dont la solution comporte d'ailleurs des distinctions. Quand le pouvoir de décider est conféré à des assemblées locales élues ou à des magistrats choisis par ces assemblées, nous disons d'ordinaire en France qu'il y a *décentralisation* proprement dite. Quand le pouvoir de décider est remis à des fonctionnaires locaux nommés et envoyés par le gouvernement central, nous disons plutôt qu'il y a simplement *déconcentration*. Mais décentralisation ou déconcentration, c'est là une question que nous pouvons écarter pour le moment, sauf à y revenir plus tard. L'idée essentielle est celle-ci : c'est qu'il est désirable *que les questions coloniales soient résolues sur place*, sauf à rechercher ensuite par qui.

Il ne s'agit pas seulement ici de demander l'extension aux colonies d'une politique ayant une supériorité intrinsèque que certains publicistes recommandent d'appliquer à la gestion des affaires locales dans la métropole. Il faut aller plus loin. La décentralisation doit être *plus grande* dans les colonies que dans les provinces ou les départements d'Europe. Et quand bien même une nation estimerait la centralisation préférable pour elle-même, il lui

conviendrait cependant de suivre dans ses colonies une politique de décentralisation.

La centralisation pour les colonies ce sont les questions tranchées dans une capitale d'Europe par des bureaux ou des assemblées composées d'hommes en majorité incompetents en la matière, et qui, étant donnée leur ignorance de la situation particulière et des besoins de chaque colonie, sont exposés à se tromper grossièrement ; ce sont les malentendus et les hésitations qui se produisent malgré les demandes d'explications complémentaires, les correspondances sans fin et les échanges coûteux de télégrammes ; ce sont les dossiers qui traînent pendant qu'aux colonies l'opinion s'irrite de ces lenteurs, et les solutions qui, au lieu d'intervenir au moment opportun, arrivent alors que les raisons qui les justifiaient lorsqu'elles avaient été proposées ont cessé d'exister ; ce sont les fonctionnaires coloniaux qui ne savent jamais à quoi s'en tenir, dont les plans sont bouleversés par tous les changements de personnes qui se produisent dans la métropole, et qui, perdant toute sécurité, se découragent ; ce sont les gouverneurs ou les intéressés obligés de faire le voyage d'Europe, parfois pendant la saison la plus défavorable, alors que derrière eux tout souffre de leur absence. Si l'on pouvait faire le compte des maux de toutes sortes, petits ou grands, directs ou indirects, causés en France seulement par cette centralisation, l'esprit serait véritablement épouvanté, et l'on en arriverait à considérer comme des malfaiteurs dangereux des hommes qui, sans doute, n'étaient pas méchants, qui vraisemblablement avaient une certaine bonne volonté, mais que le jeu des institutions amenait à trancher des questions dont ils n'auraient jamais dû connaître.



Il convient maintenant de rechercher les différentes applications de notre principe.

Que l'*administration coloniale* tout d'abord doive être décentralisée, c'est là un point qui ne saurait être douteux. N'est-ce pas une vérité mille fois proclamée que « l'on n'administre bien que de près » ? Pour bien administrer, il faut connaître les besoins locaux, étudier sur place la nature, le degré d'urgence et l'importance relative de chacun. C'est l'étude des conditions locales particulières qui suggère les moyens les plus simples et les plus économiques de les satisfaire. Un vieil auteur français de beaucoup d'expérience en ces matières, qui a écrit sur le *Droit public ou gouvernement des colonies françaises*, un ouvrage devenu malheureusement très rare aujourd'hui, Petit, posait déjà ce principe que « la connaissance des lieux et des lois locales doit être la base de toute administration » (t. I, p. 463). D'ailleurs, sur quoi les bureaux de la métropole baseront-ils leurs décisions ? Ou bien, ils se borneront à s'appropriier et à enregistrer les propositions des gouverneurs, ce qui arrivera le plus souvent, et le résultat aura été simplement de retarder la solution de l'affaire sans profit aucun. Ou bien ils croiront devoir adopter une autre solution, et il n'est pas vraisemblable qu'elle soit plus sage que celle proposée par un fonctionnaire qui a pu voir les choses de près. Sans doute, le fonctionnaire qui est dans la colonie peut se tromper, mais celui qui est en Europe peut se tromper aussi, et le second est exposé à beaucoup plus de chances d'erreur que le premier.

Ce n'est pas seulement l'administration qui doit être décentralisée, c'est aussi le *Gouvernement* (1). On a beau

(1) La distinction entre le gouvernement et l'administration est faite en France par la majorité des auteurs qui ont écrit sur le droit adminis-

dire que « l'on peut gouverner de loin ». Cela est vrai, sans doute, des provinces d'Europe, mais cela n'est pas exact des colonies. Les problèmes politiques qui se posent aux colonies ne sont pas les mêmes que ceux qui sont agités en Europe. Dans les métropoles il existe un fossé profond entre les divers partis politiques qui se disputent le pouvoir. Le parti qui gouverne traite en adversaires les partis rivaux qui cherchent à le supplanter. Mais ces divisions politiques n'ont aucune raison d'être aux colonies. C'est là une première raison pour soustraire le gouvernement des colonies à l'influence des hommes politiques de la métropole.

Mais il y a plus. Des questions politiques se posent aux colonies, qui sont étrangères à la métropole : politique à suivre à l'égard de la race indigène ou des différentes races indigènes, politique à suivre vis-à-vis des étrangers qui, dans certaines colonies, forment une masse compacte, équilibre à maintenir entre les différentes races pour empêcher l'oppression des unes par les autres, etc.

Prétendre diriger cette politique d'Europe, c'est risquer de compromettre, par ignorance, la sécurité, l'avenir, les intérêts les plus essentiels de la colonie (1). Le gouverneur d'une colonie ne doit pas être le simple exécuteur des volontés ministérielles. Il doit avoir sa politique, politique dont il est sans doute responsable vis-à-vis du gou-

tra.tif. (DUCROCO, *Cours de droit administratif*, t. 1, p. 28 : « Il est la tête, elle est le bras ». Préambule du décret-loi du 25 mars 1852 : « Considérant qu'on peut gouverner de loin, mais qu'on n'administre bien que de près ; qu'en conséquence, autant il importe de centraliser l'action gouvernementale de l'Etat, autant il est nécessaire de décentraliser l'action purement administrative ».)

(1) On dira, peut-être, que rien n'empêche de confier dans la métropole la direction politique à un homme qui connaît la colonie et qui y a passé de longues années. Mais comme dans les pays neufs les situations se modifient rapidement, le point de vue auquel se placerait cet homme risquerait de correspondre beaucoup plus à la réalité passée qu'à la réalité actuelle.

vernement central, mais qu'il dirige à sa guise tant que celui-ci lui maintient sa confiance. Cette liberté d'allure laissée à la politique d'un gouverneur peut s'étendre même, suivant les circonstances, aux rapports avec les pays voisins de la colonie. La France, grande puissance musulmane, doit avoir vis-à-vis de l'Islamisme une politique générale qu'il est plus facile de diriger d'Alger que de Paris. Le gouverneur général de l'Indo-Chine est mieux placé que notre ministre des affaires étrangères pour défendre les intérêts généraux de la France en Extrême-Orient.

La *Justice* doit être décentralisée. C'est là un point qui a donné lieu à de vives discussions en Angleterre, il y a quelques années, discussions qui se sont élevées au sujet de la rédaction de l'art. 74 de la Constitution fédérale australienne. Il n'y a pas lieu ici, pour un étranger, d'entrer dans l'examen d'une controverse qui concerne uniquement les rapports de l'Angleterre et de l'Australie. Je dirai simplement qu'en France il ne me paraît pas très raisonnable que tant de causes coloniales puissent être portées devant notre cour de cassation. Se figure-t-on l'état d'esprit de deux Parisiens auxquels on viendrait annoncer que le différend qui s'est élevé entre eux doit être soumis à des magistrats siégeant sur les bords de l'Océan Pacifique ?

Le *pouvoir législatif* doit être décentralisé. Cette thèse trouve un point d'appui très précieux dans le rapport adressé à l'Institut sur la législation qui convient aux colonies par notre collègue M. Chailley-Bert, dont l'opinion sur ce point, comme sur tant d'autres, me paraît tout à fait sage. La législation coloniale faite sur place a chance d'être beaucoup mieux adaptée aux besoins de la colonie que celle qui a été préparée en Europe. Que le

pouvoir législatif métropolitain vote une loi organique fixant les principes généraux du gouvernement de chaque colonie, cela me paraît fort utile et même indispensable. A titre d'exemple ou de modèle, on peut rappeler les lois organiques de 1854 sur le gouvernement des Indes orientales néerlandaises et de 1885 sur le gouvernement de Surinam votées par les États-Généraux de Hollande. Ces lois, traduites en français par les soins de notre Institut, en même temps que les textes postérieurs qui les ont modifiées, ont été insérées dans le *Bulletin de la Société de législation comparée* (numéro de décembre 1901). Les Chambres qui les ont votées ont donné un exemple excellent à suivre. Il est très regrettable qu'en France, chaque colonie n'ait pas, elle aussi, sa loi organique. Ce serait pour nos Chambres une occasion de discuter d'une manière approfondie et de fixer les principes généraux qui doivent régir la Constitution de chacune d'elles. Plusieurs projets de Constitutions coloniales ont été mis en avant dans notre pays. Malheureusement, les Chambres n'ont jamais pris le temps de les discuter. Cela est très fâcheux. Il ne serait pas nécessaire, d'ailleurs, d'entrer dans de longs détails, et ces lois organiques n'auraient pas besoin de contenir un grand nombre d'articles. Il suffirait de poser nettement quelques règles essentielles offrant à la fois à la souveraineté de la métropole et à la liberté des colonies les garanties nécessaires.

Mais, une fois fixés ces principes d'ordre constitutionnel sur les rapports de métropole à colonies, il n'y a pas de raison pour que la législation interne des colonies soit faite en Europe. A quels résultats peut conduire une pareille manière d'agir, c'est ce que montre bien l'exemple de la France. Le pouvoir métropolitain sollicité de légiférer, se sentant impuissant à donner à

chaque colonie la législation qui lui convient. se borne par paresse à copier des textes législatifs les uns sur les autres. Un décret concernant la Nouvelle-Calédonie est copié sur un décret relatif au Sénégal qui, lui même, reproduit presque mot par mot un décret relatif aux Antilles. Comparez tel décret applicable à Madagascar avec tel autre décret fait pour l'Indo-Chine : les mêmes phrases se retrouvent dans le même ordre, les mêmes dispositions se succèdent sous les mêmes numéros. Tout est pareil, jusqu'à la ponctuation, à moins qu'un copiste ignorant n'ait estropié un mot et rendu ainsi la phrase inintelligible. Il serait facile de trouver telle disposition qui a été reproduite sans aucun changement dans plus de quinze décrets différents. Comment une pareille législation pourrait-elle être en harmonie avec les besoins particuliers de chaque colonie ? Que deviennent les distinctions nécessaires imposées par la situation géographique, le climat, les mœurs des habitants de chaque colonie ?

Un seul pays fait exception parmi nos colonies : la Tunisie. Dans la Régence, la France légifère sous le couvert de l'autorité du bey. C'est par décrets beylicaux qu'ont été réalisées presque toutes les réformes faites en Tunisie depuis vingt ans. Trois ou quatre lois votées par notre Parlement, quelques décrets du Président de la République, relatifs presque tous à l'organisation de la justice française, et c'est tout pour la législation faite à Paris. Le reste de la législation a été fait à Tunis. « La législation tunisienne, a dit un des hommes les mieux placés pour apprécier les résultats, est faite en Tunisie, par la Tunisie et pour la Tunisie ; et c'est là tout le secret du succès du Protectorat tunisien » (1).

(1) M. BOMPARD. — Préface au *Code annoté de la Tunisie*, de P. ZEY.

L'*armée*, ensuite, doit être décentralisée, et en disant cela on affirme tout d'abord la nécessité d'une armée coloniale autonome, distincte de l'armée métropolitaine, ayant son administration et ses règlements particuliers, sa manière propre de combattre, son esprit de corps. Il y a plus, ce n'est pas une armée coloniale qu'il faudrait dire, mais des armées coloniales, armées distinctes variant sinon avec chaque colonie, du moins avec chaque groupe de colonies. Cette idée a été développée il y a quelques années à la tribune de notre Chambre des députés par un ancien ministre des colonies. Et il est bien certain qu'en cette matière encore il faut tenir compte des différences de climat et de situation.

L'*organisation financière* doit être décentralisée. Ce n'est point au pouvoir central à dresser le budget local de chaque colonie. C'est dans la colonie elle-même que ce budget doit être fait, par des hommes qui se rendent compte de ses ressources, qui peuvent mesurer les charges qu'elle est capable de supporter, qui aperçoivent en même temps l'importance relative et le degré d'urgence des différents besoins à satisfaire. L'assimilation financière qui fait figurer en recette au budget métropolitain des impôts perçus aux colonies, en mettant à la charge de cette même métropole les dépenses faites aux colonies, pousse à la fois les colonies à mendier des secours injustifiés et la métropole à se montrer d'une parcimonie excessive, chaque partie s'efforçant de recevoir plus qu'elle ne donne. Seule l'autonomie intéresse les colonies à avoir de bonnes finances et à n'engager que les dépenses utiles.

Le *régime douanier*, enfin, doit être décentralisé. C'est à la colonie d'établir elle-même ses tarifs de douane. Ni l'application du tarif métropolitain, ni un tarif spécial

préparé par le pouvoir central ne remplirait aussi bien le but. Ne faut-il pas tenir compte des besoins financiers de la colonie, des courants commerciaux déjà existants, de la situation particulière de l'agriculture et de l'industrie locales? Et qui donc serait mieux placé pour apprécier ces différents besoins que les hommes qui se trouvent dans le pays? Le pouvoir métropolitain, qui veut substituer sa volonté à celle de la colonie, risque de détourner sur lui les colères et d'assumer aux yeux de la population la responsabilité des crises économiques qui pourraient se produire.

C'est là une considération qui, politiquement, a une grande importance. Quand les choses vont mal, les habitants des colonies ont une tendance naturelle à s'en prendre à la mère-patrie, à rejeter sur elle toute la faute, à lui demander de réparer le mal qui a été causé. Lorsque le pouvoir métropolitain décide lui-même, il donne à ces récriminations une apparence de raison, et il contribue ainsi à entretenir dans la colonie un état d'esprit hostile à tout ce qui vient de la mère-patrie. Ainsi naissent et se développent les tendances séparatistes. Lorsque les décisions sont prises dans la colonie, au contraire, l'opinion s'attaque aux hommes politiques ou aux fonctionnaires qui sont dans le pays. La mère-patrie plane au-dessus des querelles locales, et son nom est d'autant plus populaire que son autorité s'exerce moins souvent.

L'expérience historique confirme les données du raisonnement. Les nations qui ont le mieux réussi dans leurs entreprises coloniales sont celles qui ont suivi une politique de décentralisation.

Les Anglais ont fait de la décentralisation. Le Parlement use rarement de son droit de légiférer en matière

coloniale. De 1880 à 1900, dit Reinsch (1), il n'a voté que 47 actes relatifs aux colonies et dépendances, sur lesquels 18 seulement étaient de nature à affecter d'une manière permanente les institutions coloniales. Sa discrétion en cette matière est tout à fait en harmonie avec cette observation judicieuse de Stuart Mill qui, après avoir montré que faire des lois pour la nation qui l'a élu ou faire des lois pour une autre nation sont, pour un Parlement, deux choses bien différentes, conclut ainsi : « Il n'est pas certain que le despotisme de vingt millions d'hommes soit nécessairement meilleur que le despotisme de quelques-uns ou d'un seul, mais il est tout à fait certain que le despotisme de ceux qui n'ont jamais rien entendu, ni vu, ni connu de leurs sujets, a beaucoup de chances d'être plus mauvais que celui de ceux qui ont entendu, vu et appris ». Les *Orders in Council* émanés de la Couronne sont également peu nombreux : la Couronne cesse d'ailleurs de légiférer en vertu de la prérogative royale, toutes les fois qu'il existe une assemblée législative dans la colonie (2). Dans la réalité, la législation coloniale est presque toujours faite sur place, soit par le gouverneur agissant seul ou assisté d'un conseil, soit par un parlement colonial. Le gouvernement et l'administration sont également très décentralisés et cela tient à ce trait particulier du génie anglais qui attache moins d'importance aux textes des règlements et aux circulaires du pouvoir central qu'au caractère et à l'expérience personnelle des hommes qui sont chargés d'administrer les

(1) *Colonial Government*, p. 302.

(2) Voir les principes posés par Lord Mansfield dans la célèbre affaire *Campbell vs. Hall* (REINSCH, *op. cit.*, p. 183). Par exception, la Couronne s'est réservé le droit de légiférer par voie d'*Orders in Council* dans la Guyane, à Malte et à Maurice, bien que ces colonies aient une Chambre législative. (TARRING. — *Law relating to the colonies*, p. 71.)



colonies. A ce point de vue on peut dire que, de l'autre côté de la Manche, la notion de décentralisation ne figure pas seulement dans les textes, elle se trouve surtout dans les mœurs. Il serait, sans doute, très curieux de comparer la liste des fonctionnaires coloniaux anglais qui sont nommés par la Couronne avec celles des fonctionnaires coloniaux français qui sont nommés par décret du président de la République. C'est là un point de fait très important, car le gouverneur qui choisit lui-même ses collaborateurs a une autorité tout autre que celle du gouverneur obligé d'accepter les fonctionnaires que l'administration centrale lui envoie. Bien des Anglais seraient sans doute étonnés en parcourant notre *Journal officiel* du soin jaloux avec lequel le gouvernement français se réserve quantité de nominations au fond bien secondaires.

Les Anglais ont poussé très loin cette idée de décentralisation dans leurs grandes colonies à institutions représentatives et à gouvernement responsable qui, chacun le sait, jouissent en fait d'une indépendance presque complète. Le gouverneur général est une sorte de monarque constitutionnel qui règne sans gouverner et l'agent général que ces colonies entretiennent auprès du pouvoir central est presque un ambassadeur. Les assemblées législatives coloniales votent leurs budgets et leurs tarifs douaniers et le caractère fédéral du Dominion of Canada et de la Commonwealth of Australia accentue encore ce caractère décentralisateur. Mais, même dans les *Crown-Colonies* soumises à un régime autoritaire, la discrétion du pouvoir central en matière législative fait qu'en réalité la plupart des affaires, étant réglées en vertu d'une loi locale, sont réglées sur place. La décentralisation du pouvoir législatif entraîne elle-même cette conséquence

que les matières dont la solution est réservée au pouvoir central sont fort peu nombreuses.

En ce qui concerne le gouvernement de l'Inde, le pouvoir central semble posséder des attributions plus étendues. Cela s'explique sans doute par des causes historiques, le secrétaire d'État pour l'Inde ayant hérité en 1858 des anciennes attributions de la Compagnie. D'un autre côté, il y a notamment une dizaine d'années, le Parlement a manifesté une certaine tendance à critiquer le gouvernement de l'Inde et à intervenir dans son administration, mais en fait le résultat de ces tentatives a été assez mince (1). D'après Sir John Strachey (2), la centralisation ne serait pas excessive, et d'ailleurs le nombre et la nature des rapports du secrétaire d'État avec le gouvernement de l'Inde dépendrait plutôt du caractère et des tendances du Gouverneur général que des institutions elle-mêmes.

Une seule règle en Angleterre semble ne pas être en harmonie avec cette idée de décentralisation qui a inspiré sa politique coloniale : c'est le droit de faire appel des sentences des cours coloniales devant le *Judicial Committee of the Privy Council*. Il y a là un droit qui s'explique par des raisons historiques tirées du développement même de la Constitution anglaise, mais qui ne semble plus être très bien en harmonie avec l'autonomie très large reconnue aux colonies à gouvernement responsable.

Les Hollandais ont fait de la décentralisation. Le *Regerings-Reglement* de 1854 n'exige l'intervention de la loi que dans des cas assez rares, et comme en fait les décrets royaux sur les matières coloniales sont assez peu nom-

(1) REINSCH. — *Colonial Government*, p. 302-303.

(2) *L'Inde*, page 49 de la traduction française.

breux, il en résulte que la législation coloniale est presque toujours faite sur place. Le gouverneur général des Indes orientales néerlandaises a d'ailleurs des attributions extrêmement larges dont on peut se rendre compte en parcourant le chapitre 2 du *Regeerings-Reglement*. Le gouvernement central lui délègue presque tous les pouvoirs et l'on a pu dire que le ministre des colonies était plutôt son correspondant en Europe que son chef. Il appartient, il est vrai, aux États-Généraux de fixer chaque année le budget de l'Inde (loi de 1864) et de voter les tarifs de douane (art. 129 du Règlement de 1854), mais il y a là des règles qui s'expliquent à la fois par l'importance exceptionnelle de cette grosse colonie pour un petit pays et par l'impossibilité d'accorder utilement des institutions représentatives à une colonie d'exploitation. A Surinam, au contraire, où il a été possible d'établir des États coloniaux, ce sont eux qui votent le budget de la colonie ainsi que les tarifs des douanes (sauf à se conformer au principe posé dans l'article 150 de la loi organique de 1865).

Voilà pour les peuples qui peuvent être donnés en exemple aux autres (1). Et maintenant, si nous nous retournons d'un autre côté, que voyons-nous?

(1) Bien que l'Etat indépendant du Congo ne soit pas une colonie au sens juridique du mot, puisqu'il n'a pas de métropole, cependant les questions qui sont ici agitées se posent également en ce qui le concerne parce que le pouvoir suprême se trouve en Europe. Des considérations particulières ont amené à centraliser en Belgique le gouvernement de l'Etat indépendant entre les mains d'un secrétaire d'Etat. Mais déjà des auteurs belges se sont demandé si, plus tard, il n'y aurait pas lieu de transférer au gouverneur général qui siège à Boma une partie des attributions réservées aujourd'hui au secrétaire d'Etat et aux départements placés à Bruxelles sous sa direction. En fait, d'ailleurs, cette centralisation gouvernementale se trouve atténuée par une décentralisation législative importante. Voir le décret du 16 avril 1887 déléguant au gouverneur général le pouvoir de légiférer. (CATTIER. — *Droit et administration de l'Etat indépendant du Congo*, p. 189 et suiv. et 198 et suivantes.)

L'Espagne a fait de la centralisation. Il suffit de rappeler le *Conseil des Indes* qui dirigeait de Madrid toutes les affaires du Nouveau-Monde. Cette centralisation a été, on peut le dire, la cause première et essentielle des malheurs de cette métropole dont l'œuvre colonisatrice a été, sous d'autres rapports, si remarquable. C'est la centralisation, en effet, qui a fait naître cet esprit de routine et de défiance chez des hommes qui, n'ayant pas la réalité sous les yeux, ne se rendaient pas compte des transformations nécessaires et qui, préoccupés de caser les fils de la métropole, ne voulaient pas laisser les créoles arriver aux fonctions publiques dans leur propre pays. Parmi les causes de mécontentement des Américains que le comte d'Aranda signalait au roi Charles III, « la distance à laquelle se trouve l'autorité suprême » est celle sur laquelle il insiste le plus. Et le jour où l'Espagne voulut enfin accorder l'autonomie à Cuba et à Porto-Rico, il était trop tard.

La France aussi a fait de la centralisation. Elle en a fait sous l'ancien régime. Colbert et ses successeurs prétendaient administrer les colonies de Paris jusque dans les moindres détails. C'est en parlant de cette centralisation que M. de Toqueville a écrit ces lignes : « Quand je veux juger l'administration de Louis XIV et ses vices, c'est au Canada que je dois aller. On aperçoit alors la difformité de l'objet comme dans un microscope. »

La France a fait également de la centralisation au XIX<sup>e</sup> siècle. D'abord dans ses colonies proprement dites. Il y eut bien, sous Louis-Philippe, une tentative très intéressante dans le sens de l'autonomie. La loi du 24 avril 1833, que l'on a appelée alors la Charte coloniale, attribuait aux conseils coloniaux le droit de faire en principe la législation coloniale en rendant des *décrets colo-*

*niaux*. Mais les abus dont ces assemblées se rendirent coupables à d'autres points de vue entraînèrent leur suppression. Et depuis lors, toute la législation coloniale est faite en principe par le pouvoir central. Les gouverneurs, sans doute, peuvent bien, par des arrêtés locaux, régler les matières qui n'ont fait l'objet ni d'une loi ni d'un décret, mais comme ces décrets sont très abondants (ils forment chaque année la matière d'un gros volume qui s'appelle le *Bulletin officiel du Ministère des colonies*), il en résulte que le champ laissé à leur initiative est extrêmement restreint. De plus, ces décrets étant préparés dans les bureaux de l'administration centrale, reflètent la tendance naturelle de cette dernière à vouloir tout diriger. C'est ainsi que le *régime des décrets* peut être considéré comme responsable de la centralisation excessive dont souffrent nos colonies. Et il y a quelque chose de bien remarquable : c'est le contraste entre les pouvoirs étendus accordés dans des matières très graves aux gouverneurs par les textes organiques et leur impuissance à trancher de misérables questions de détail dont la connaissance est réservée au ministre. Cela tient à ce que, parmi ces textes organiques, les uns ont été autrefois préparés et rédigés avec soin (c'est le cas des célèbres ordonnances de Charles X, de 1825 et de 1827), les autres ont été sollicités par les gouverneurs eux-mêmes qui, avant de partir en Indo-Chine, à Madagascar ou en Afrique occidentale, ont voulu emporter en poche *leur* décret, décret les déclarant *dépositaires des pouvoirs de la République*, et leur assurant, pensaient-ils, la liberté d'allure qu'ils jugeaient indispensable. Mais une fois ces gouverneurs partis, les bureaux de l'administration centrale ont continué leur travail instinctif d'empiètement, et peu à peu ils

leur ont repris dans les petites choses la part d'autorité qu'ils avaient dû leur abandonner dans les grandes.

Et alors on assiste à des anomalies de ce genre : le gouverneur de la Guyane peut déclarer la colonie en état de siège, mais il ne peut pas admettre un relégué collectif au bénéfice de la relégation individuelle ; le gouverneur général de l'Indo-Chine française peut créer et organiser des territoires militaires, mais il ne peut nommer un greffier de justice de paix ; un arrêté ministériel est nécessaire pour cela. Notez qu'au fond l'administration centrale n'a aucun intérêt sérieux à conserver la connaissance de ces misérables détails et que ces points en eux-mêmes ont peu d'importance. Mais les détails de ce genre se présentent à chaque instant dans l'administration, ils constituent en quelque sorte la vie de chaque jour, et l'action des bureaux paraît d'autant plus vexatoire que les points sur lesquels elle s'exerce sont plus minuscules. Il faut observer d'ailleurs, pour être équitable, que depuis quelques années, la tendance est de donner à nos gouverneurs généraux une latitude plus grande. Malheureusement, il y a toute une législation antérieure qui subsiste et dont on ne prend pas le temps de modifier les détails infinis.

La France a fait de la centralisation en Algérie. Cette centralisation a été portée à son comble à la suite des décrets de rattachement du 26 août 1881. Combien ce régime a été nuisible à notre grande possession africaine, c'est ce que tout le monde reconnaît aujourd'hui. Les vices de ce système ont été signalés en 1892 dans un rapport remarquable de M. Jules Ferry. Le gouvernement général était annihilé : « Un décor coûteux autant qu'inutile, tout au plus un inspecteur de colonisation dans le palais d'un roi fainéant. » C'est ainsi que ce grand homme d'État définissait la situation faite au premier

magistrat de l'Algérie. Les affaires algériennes étaient traitées à Paris dans les différents départements ministériels auxquels elles ressortissaient d'après leur nature. Partout on rencontrait l'Algérie, mais partout elle était reléguée au second plan et aucune vue d'ensemble ne dominait la politique algérienne. Depuis 1898, on est entré dans la voie des réformes. La situation du gouverneur général a été renforcée. La plupart des ministères lui ont délégué une partie des attributions qu'ils exerçaient auparavant eux-mêmes. Le budget spécial de l'Algérie a été créé. Mais, néanmoins, il reste encore beaucoup à faire.

En Tunisie, au contraire, nous avons fait, dès le début, de la décentralisation, et les progrès rapides de la régence ont montré la supériorité de cette politique. La comparaison entre l'Algérie et la Tunisie s'est imposée. Et le contraste est d'autant plus frappant que ces deux pays sont habités par une même population, qu'ils sont en quelque sorte le prolongement l'un de l'autre et que, seule, une ligne de démarcation artificielle et purement politique les sépare. Et, dès lors, il a apparu clairement que, si nous avions obtenu des résultats meilleurs, c'est parce que nous avions adopté une politique différente.

Reste une dernière question. Convient-il de décentraliser en augmentant les attributions des assemblées locales ou de décentraliser en déconcentrant ? Ici se présente une distinction nécessaire.

Dans les colonies de peuplement, où la population indigène ne compte pour ainsi dire pas, on peut décentraliser en augmentant les attributions des assemblées locales. Refuser aux blancs qui habitent ces pays les garanties

politiques dont nous jouissons en Europe, ce serait leur faire une injure qu'ils ressentiraient vivement, ce serait préparer et provoquer un mouvement séparatiste. Ces libertés locales doivent même être plus grandes qu'en Europe, parce que la décentralisation doit croître avec la distance. Par la force même des choses, l'assemblée élue qui représente une colonie tout entière tend à prendre les allures d'un parlement local. L'exemple de l'Australie et du Canada prouve que cette indépendance presque absolue peut se concilier avec un loyalisme parfait.

En ce qui concerne l'étendue de cette autonomie locale, l'importance de la colonie est un facteur dont il faut tenir un très grand compte.

Un pays qui est assez vaste, assez riche, assez peuplé pour constituer à lui seul une véritable nation, a besoin d'une indépendance plus grande qu'une colonie exiguë qui, à chaque instant, est obligée de s'appuyer sur la métropole. La force même des choses le veut ainsi. En France, sous l'ancien régime, Saint-Domingue jouissait d'une autonomie beaucoup plus étendue que les Iles du Vent.

Une observation très importante faite par Sir Cornewald Lewis (1), c'est que lorsqu'on concède à une colonie les formes de la liberté, c'est-à-dire le droit d'élire des assemblées représentatives, il faut en même temps lui en accorder la réalité, c'est-à-dire reconnaître à ces assemblées des attributions importantes leur permettant d'exercer une influence sérieuse sur la marche des affaires. Une concession simplement apparente est une duperie qui ne procure aucun avantage à la colonie,

(1) *Government of Dependencies*, p. 307.



mais qui engendre presque inévitablement des dissensions politiques. L'organisme une fois créé ne veut pas fonctionner à vide et, si on ne lui donne pas une nourriture substantielle, il réclamera jusqu'à ce qu'il ait obtenu satisfaction. Mieux vaudrait ne pas créer d'institutions représentatives que de ne pas leur donner la possibilité de jouer un rôle utile.

Dans les colonies d'exploitation, il faut décentraliser en déconcentrant, c'est-à-dire en abandonnant aux gouverneurs et aux fonctionnaires qui représentent le pouvoir central les attributions que celui-ci cesse d'exercer lui-même. C'est ce que les Hollandais ont fait à Java. D'une part, en effet, il y aurait beaucoup d'inconvénients à bouleverser les conceptions politiques et sociales des indigènes en leur accordant des institutions représentatives dont le sens leur échapperait, et cette parodie de la liberté n'aurait aucun avantage. D'autre part, les colons européens étant trop peu nombreux et ne restant guère dans la colonie que le temps nécessaire pour y faire fortune, le sentiment des intérêts particuliers et actuels primerait vite chez eux celui des intérêts généraux et futurs de la colonie. En fait, d'ailleurs, malgré l'absence d'institutions représentatives régulières, les Européens peuvent exercer une certaine action sur la marche des affaires publiques, grâce à leur influence personnelle auprès des fonctionnaires.

La question est beaucoup plus délicate dans les colonies mixtes comme l'Afrique et la Tunisie. La population européenne y est assez nombreuse pour posséder des intérêts collectifs que, seules, des institutions représentatives peuvent lui permettre de défendre utilement. D'un autre côté, permettre à une assemblée composée uniquement de colons d'exercer une certaine influence

sur la solution des affaires indigènes et surtout de disposer d'une partie de l'impôt payé par les indigènes, c'est vouer ces derniers à toutes les exactions. L'introduction dans ces assemblées d'une minorité d'indigènes ne constitue à aucun point de vue une garantie. Ces derniers, sentant leur impuissance, n'auraient d'autres soucis que de plaire à la majorité et de sauvegarder leur situation personnelle. D'une manière générale, l'indigène placé au milieu d'Européens se préoccupe moins d'exprimer les opinions qu'il croit justes que celles qu'il suppose devoir être agréables. Aussi, dans ces colonies encore, est-il préférable de décentraliser en déconcentrant. Que si l'on se trouve contraint d'accorder des institutions représentatives aux colons qui les réclament, il faut bien faire attention à limiter la compétence de ces assemblées aux questions qui n'intéressent que les Européens et surtout à ne leur permettre de disposer que des ressources produites par les impôts payés uniquement par ces derniers.

Il resterait, enfin, à examiner la situation des colonies de plantation (Antilles, Guyanes, îles Mascareignes) où des droits politiques ont été accordés aux descendants des anciens esclaves affranchis. Mais c'est là un point que l'on peut laisser de côté dans cette discussion : d'abord, parce que la place occupée proportionnellement par ces colonies dans l'ensemble des possessions européennes tend à devenir de plus en plus restreinte, et ensuite parce que l'on ne peut aujourd'hui songer à modifier les faits accomplis et les droits acquis.

. . .

Un second principe du gouvernement des colonies présentant également un caractère général est celui d'*unité d'autorité*. Le pouvoir suprême dans la colonie doit être

confié à un personnage qui incarne en quelque sorte l'autorité de la métropole et qui puisse briser toutes les résistances qui viendraient à se produire. Toutes les autorités civiles, judiciaires ou militaires doivent également dépendre de lui. Le *bon tyran* est aux colonies le gouvernement idéal. Le gouvernement absolu présente d'ailleurs, dans ce cas particulier, cet avantage : c'est que, lorsque le tyran est mauvais, point n'est besoin de faire une révolution pour le renverser ; il suffit que le pouvoir métropolitain, mieux éclairé sur la véritable situation, retire au gouverneur sa confiance.

Ce principe d'unité d'autorité, a été assez long à se faire jour. En France, sous l'ancien régime, l'auteur déjà cité du *Droit public ou Gouvernement des colonies françaises*, Petit, posait une règle tout opposée. A la fin du tome 1<sup>er</sup> de son ouvrage, il met en relief un certain nombre de *Principes généraux pour le gouvernement des colonies*, et le premier de ces principes posés par notre vieil auteur est celui-ci : « L'administration civile ne saurait n'être qu'entre les mains d'un seul ». Petit voyait dans la rivalité des pouvoirs rivaux la seule ressource des habitants contre un gouvernement arbitraire. Nous avons aujourd'hui d'autres ressources (quand ce ne serait que la liberté de la presse et aussi la facilité et la fréquence des communications) et peut-être est-ce pour cela que l'avantage de ces rivalités ne nous apparaît pas. Mais nous en comprenons, au contraire, fort bien les inconvénients.

Les conflits entre fonctionnaires sont beaucoup plus fréquents aux colonies que dans la métropole et ils sont aussi beaucoup plus funestes. L'énervement causé par le climat, une ardeur juvénile, des habitudes autoritaires qui se prennent très facilement, rendent les fonction-

naires coloniaux moins patients, moins conciliants que ceux d'Europe. S'il n'y en a pas un qui ait assez de force pour imposer son autorité et pour trancher les contestations qui s'élèvent entre les autres, tout est perdu. La marche régulière des affaires est entravée, les querelles s'enveniment, des partis se forment autour d'un conflit irritant comme toutes les questions de personnes; les indigènes témoins des discussions entre Européens en rient et en profitent. Avant que le pouvoir métropolitain ait eu le temps de se renseigner et de prendre une décision, tout est déjà compromis.

D'un autre côté, il faut avant tout de l'unité et de l'esprit de suite dans la politique qui est appliquée à une colonie. Or, cette unité est inconciliable avec la liberté laissée à chacun d'agir à sa guise dans sa sphère particulière. Une direction commune est nécessaire, et il ne suffit pas qu'elle soit lointaine et intermittente. Elle doit être imprimée sur place, continuellement, par un gouverneur général qui sait ce qu'il veut et qui fait converger toutes les forces vers un même but.

Ici encore, l'expérience historique confirme les données du raisonnement. Quels maux peuvent engendrer les luttes entre les diverses autorités aux colonies, la France en a fait l'expérience sous l'ancien régime et en particulier au Canada, alors que les rivalités entre gouverneurs et intendants étaient pour ainsi dire passées à l'état normal. Elle en a fait également l'expérience en Algérie, alors que l'autorité du gouverneur général, se trouvant presque annihilée, chaque préfet prétendait suivre sa politique particulière. Aussi n'avons nous nulle envie de recommencer cette expérience. Jamais nos colonies n'ont fait des progrès aussi rapides que depuis que le gouvernement de la République s'applique à donner à

chacune le *bon tyran* dont je parlais tout à l'heure. En cette matière encore, nous n'avons fait que suivre l'exemple donné par les pays qui sont passés maîtres dans l'art de coloniser et en particulier par les Hollandais, lesquels ont toujours accordé au gouverneur général de Batavia des pouvoirs extrêmement étendus.

Il y a toutefois un cas dans lequel cette unité d'autorité cesse d'avoir sa raison d'être. Les grandes colonies de peuplement qui ont atteint leur entier développement, qui sont de véritables nations aptes à se gouverner elles-mêmes, n'ont nul besoin d'un pareil régime. Elles ne le supporteraient sans doute d'ailleurs pas. Mais il sera vraisemblablement toujours indispensable dans les colonies d'exploitation, et, même dans les colonies de peuplement, il est nécessaire au début.

### III.

#### De l'action des Colonies sur la métropole.

J'arrive à la partie de mon rapport qui sera peut-être la plus discutée. Ma manière de voir n'est pas très à la mode en France. Néanmoins, les études et les réflexions que j'ai pu faire depuis dix ans n'ont fait sur ce point que confirmer mon opinion première. La voici dans sa formule la plus générale :

*Il faut reconnaître aux colonies le droit d'exercer une certaine influence sur la politique métropolitaine ; elles doivent avoir voix au chapitre toutes les fois que leurs intérêts particuliers ou que les intérêts généraux de l'empire sont en jeu.*

Que dans la réalité la circonstance qu'une nation européenne est en même temps une grande puissance coloniale, exerce une influence parfois considérable sur sa politique

extérieure, c'est là un fait qui n'est pas douteux. Un pays qui a des intérêts en Afrique, en Extrême-Orient ou en Océanie est, par la force même des choses, amené à défendre ces intérêts. Il doit avoir une politique mondiale, et ne peut plus se contenter d'une politique purement européenne. Les rapports de deux puissances coloniales européennes ne sont pas les mêmes que si l'une ou l'autre de ces deux puissances n'avait pas de colonies. Les affaires coloniales tiennent aujourd'hui dans les préoccupations des diplomates une part de plus en plus large. Ce peut être une cause de difficultés ou de conflit. Ce peut être aussi l'origine d'un rapprochement. Le fait que deux puissances coloniales ont pu s'entendre facilement en Afrique affecte d'une manière heureuse leurs relations en Europe.

Que la diplomatie métropolitaine soit obligée de tenir le plus grand compte des intérêts particuliers de chaque colonie, c'est-là un autre fait également indiscutable. Si la métropole a sa politique extérieure, la colonie elle aussi peut avoir la sienne propre, distincte de celle de la mère-patrie, et comme la colonie n'a pas de représentation diplomatique, il faut bien que ce soit le ministère des affaires étrangères de la métropole qui soutienne ses intérêts. De là des difficultés parfois très délicates et des complications presque inextricables. La politique que le Dominion of Canada a intérêt à suivre vis-à-vis des États-Unis peut être différente de celle qui convient au Royaume-Uni à l'égard de la même puissance. L'empire indien peut avoir en Asie, des intérêts différents des intérêts de l'Angleterre et même opposés à ceux-ci. La Tunisie dans la Méditerranée, le Royaume d'Annam en Extrême-Orient, par suite de leurs traditions historiques et des courants commerciaux existants, peuvent se trouver dans

la nécessité de se conformer vis-à-vis des États voisins à une règle de conduite qui ne concorde pas avec l'intérêt personnel de la métropole. Un de nos collègues de l'Institut Colonial (1) a analysé avec beaucoup de finesse et de sûreté les diverses complications qui peuvent surgir. Supposons avec lui une difficulté s'élevant entre Hué et Batavia : il peut y avoir lieu de tenir compte pour la résoudre, non seulement 1° des rapports entre Java et l'Annam, mais encore, 2° des rapports entre la Hollande et la France, 3° des rapports entre la Hollande et l'Annam, 4° des rapports entre la France et Java, 5° et 6° des rapports de chaque métropole avec sa colonie. Cela ne fait pas moins de six points de vue à envisager pour la diplomatie.

Ce n'est pas seulement la politique extérieure d'un pays qui est affectée par la possession d'un domaine colonial ; c'est aussi sa politique intérieure. L'action exercée dans ce cas par les colonies, quoique plus indirecte, n'en est pas moins encore un fait certain. La question coloniale tout d'abord peut devenir une plate-forme pour l'opposition. Elle peut, nous l'avons vu en France, entraîner la chute d'un ministère. Ainsi certains hommes peuvent se trouver éloignés du pouvoir et remplacés par d'autres qui, dans la gestion des affaires intérieures, suivront une ligne de conduite différente. Tout s'enchaîne, en réalité. La nécessité de défendre les colonies oblige une métropole à développer l'importance de sa marine de guerre et, par suite, à apporter une attention plus grande aux désirs des populations du littoral et à se préoccuper davantage des intérêts des ports. Il y a surtout la transformation inconsciente des idées, l'influence sourde exercée sur l'opi-

(1) DE POUVOURVILLE. — *La Question d'Extrême-Orient*, 1900.

nion. Les hommes qui sont allés aux colonies ou même ceux qui ont étudié longtemps les choses coloniales finissent par acquérir une certaine tournure d'esprit qui fait qu'ils n'envisagent plus sous le même angle les problèmes purement métropolitains. Voici, par exemple, un homme politique appartenant au Parlement. Il quitte son pays pour aller exercer les fonctions de gouverneur-général d'une grande colonie. Au bout de quelques années, il retourne en Europe et rentre au Parlement. Non seulement il revient environné d'un prestige nouveau, d'une autorité morale plus grande ; mais encore il rapporte dans son pays des conceptions nouvelles et les idées qu'il soutient ne sont peut-être pas celles qu'il aurait défendues s'il n'avait jamais quitté l'Europe. Il faut de même tenir compte de l'influence contagieuse de l'exemple et de la loi d'imitation. « Voilà ce qui s'est fait aux colonies. Pourquoi ne ferait-on pas de même en Europe ? » Ce raisonnement peut suggérer certains progrès. Il peut aussi devenir dangereux. C'est ainsi que les arguments par lesquels on conteste l'opportunité des libertés publiques aux colonies pourraient bien un jour servir à saper celles dont jouit la métropole.

L'influence que l'existence d'un domaine colonial exerce sur l'attitude et les décisions des hommes politiques chargés de diriger la politique extérieure ou intérieure de la métropole nous apparaît donc comme un fait indiscutable. Mais la question est celle-ci : faut-il donner aux hommes chargés spécialement par les colonies de la défense de leurs intérêts la possibilité d'exercer une certaine action sur la direction de la politique métropolitaine ?

La prétention peut paraître assez impertinente. Que la métropole façonne et pétrisse à sa guise la colonie qu'elle a fondée, elle est dans son rôle. Mais qu'une société jeune



et inexpérimentée veuille guider une vieille nation européenne, c'est le monde renversé. Aux yeux de bien des gens les rapports de métropole à colonie impliquent nécessairement une idée de subordination de la seconde à la première. Cette idée de subordination politique apparaît très nettement dans la conception que les écrivains américains se font de la colonisation (1). Si leur manière de voir était exacte, elle justifierait toutes les velléités séparatistes. Il est anormal qu'un pays neuf, une fois qu'il a atteint au point de vue social et économique un degré de développement comparable à celui de nos sociétés civilisées de l'Europe occidentale, continue à vivre dans une situation politiquement subordonnée et par suite moralement inférieure, humiliante.

On comprend que le mot de colonisation éveille dans l'esprit d'auteurs américains — lesquels vivent sur le souvenir des guerres d'indépendance dont le récit a bercé leur jeunesse — l'idée d'un joug que leurs ancêtres ont secoué. Mais c'est là un point de vue étroit et incomplet. Il était accepté aux <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles, alors que prévalait la politique d'assujettissement. Mais il est indigne de notre époque et il est depuis longtemps dépassé. Pourquoi la colonie devenue adulte, ne serait-elle pas l'égale de la mère-patrie, tout en continuant à former avec elle une même nation? Un fils, une fois devenu majeur, peut bien rester dans la maison de son père et devenir son associé. Les sentiments de reconnaissance ou de déférence qu'il conserve dans son cœur ne l'empêchent pas d'avoir en fait et aux yeux de la loi un droit égal à la gestion des affaires communes. Pourquoi ce qui est vrai des individus ne le

(1) Voir la définition de la colonisation donnée par REINSCH, *Colonial Government*, p. 15. Cfr. SNOW, *The administration of dependencies*, p. 93.

serait-il pas également des sociétés ? Pourquoi à l'idée de sujétion, celle de solidarité ne se substituerait-elle pas ? qui empêche la colonie, une fois majeure, de rester l'associée de la mère-patrie ?

Et alors la question se pose ainsi. La métropole et la colonie ont chacune leurs intérêts particuliers et intérieurs. Mais elles ont aussi des intérêts communs. Que chaque partie gère à sa guise ses affaires particulières, fort bien. Mais comment l'une d'elles pourrait-elle avoir la prétention de gérer seule les affaires communes ? Cela serait susceptible de conduire à des résultats qui, pour ma part, me semblent monstrueux. L'Angleterre seule pourrait engager, malgré elle, dans une grande guerre les autres parties de l'Empire britannique ! La France pourrait régler toute sa politique coloniale sans que les Français qui sont aux colonies et qui sont les plus intéressés dans la question puissent faire entendre leur voix ! Que la métropole agisse seule, cela peut se comprendre lorsqu'il s'agit de possessions d'origine récente où les colons sont encore peu nombreux, où les intérêts nationaux sont encore à créer, et qui naissent à peine à la civilisation. Mais lorsqu'il s'agit d'une vieille colonie rattachée à la mère-patrie par ces liens multiples qui résultent des traditions historiques, de la communauté des sentiments, des intérêts et du langage, lorsqu'un noyau important de colons l'a amenée à un certain degré de civilisation, comment des questions d'un intérêt capital pour son avenir pourraient-elles être traitées en dehors d'elle et sans elle ?

Mais comment, en fait, assurer cette participation des colonies à la gestion des intérêts communs ? Ici plusieurs systèmes sont en présence. Le premier consiste à instituer au-dessus du parlement métropolitain et des différents parlements coloniaux un parlement impérial dans lequel

chacune des parties de l'Empire disposerait d'un nombre de voix en rapport avec son importance. Ce parlement impérial statuerait sur toutes les questions d'intérêt commun (questions de paix ou de guerre, défense, relations commerciales entre les différentes parties de l'Empire). Certaines ressources pourraient être mises à sa disposition pour subvenir aux frais de la défense générale. N'a-t-on pas déjà proposé d'établir, dans ce but, une surtaxe de 2 p. c. sur tous les droits de douane perçus sur les produits étrangers au moment de leur importation dans l'empire britannique ? La création d'un parlement impérial a été proposée par certains publicistes en Grande-Bretagne. Les hommes d'Etat anglo-saxons semblent avoir considéré jusqu'ici cette idée comme peu pratique. Le Parlement impérial, c'est l'inconnu, et de chaque côté on redoute d'abdiquer entre ses mains une part d'indépendance. L'idée d'une fédération impériale est néanmoins toujours dans l'air, bien que les contours en restent assez vagues. Par la force même des choses, elle fera son chemin. Il paraît assez vraisemblable que, dans un délai qui n'est peut-être pas très éloigné, la création, sous une forme ou sous une autre, d'un organisme chargé de veiller aux intérêts généraux de la *Greater Britain*, organisme permettant aux colonies de faire sentir leur influence sur la marche des affaires, s'imposera.

Un second système consiste à accorder aux colonies le droit d'envoyer des représentants au Parlement métropolitain. Ce système peut s'appuyer sur cette considération, c'est que c'est la métropole qui constitue le lien entre des colonies souvent fort étrangères les unes aux autres. En France, il y a eu des députés des colonies dans toutes les assemblées républicaines ; c'est là un passé libéral que ces assemblées ne peuvent pas renier aujourd'hui. Au Portu-

gal, la représentation coloniale a été admise par la Charte constitutionnelle de 1826. En Espagne, Cuba et Porto-Rico envoyaient autrefois des députés aux Cortès. Si, en Angleterre, l'idée de la représentation coloniale n'a pas triomphé, elle y a au moins été discutée, notamment pendant les années qui ont précédé la guerre d'indépendance des Etats-Unis. Elle a été soutenue à cette époque par Benjamin Franklin. Peut-être, si les colonies de la Nouvelle-Angleterre avait obtenu satisfaction sur ce point, la guerre d'indépendance aurait-elle pu être évitée. Quant aux Hollandais et aux Allemands, l'idée d'une représentation coloniale leur semble à peu près complètement étrangère.

La présence des députés coloniaux dans le Parlement métropolitain n'est pas seulement une grande tradition libérale. Elle est tout à fait en harmonie avec le système de la *représentation des intérêts* cher à certains publicistes et qui est aujourd'hui à la mode. Les intérêts coloniaux sont considérables et il est choquant qu'ils n'aient pas dans le Parlement de défenseurs autorisés. Sans doute, il existe bien certains députés de la métropole qui, par ambition, par goût, ou par snobisme font profession de s'intéresser aux choses coloniales. Mais outre que cette mode peut passer et que de pareils députés peuvent très bien ne pas se rencontrer dans une assemblée, il faut observer qu'ils jugent les choses coloniales surtout au point de vue métropolitain et que, par suite, les intérêts proprement coloniaux risquent de trouver en eux plutôt des adversaires que des défenseurs. Les hommes politiques de la métropole, hypnotisés par les intérêts locaux de leurs circonscriptions respectives, sont pour la plupart d'une ignorance lamentable en ce qui concerne les affaires extérieures et coloniales. Pendant longtemps, les députés

des colonies ont été à peu près les seuls à se préoccuper des intérêts que la France avait en dehors de l'Europe.

A la présence des députés coloniaux au sein du Parlement métropolitain, on fait deux objections qui, au fond, ne valent rien. On dit en premier lieu que ces députés seront appelés à voter des lois sans intérêt pour leurs électeurs, et que leur intervention pourra par suite modifier, c'est-à-dire fausser les résultats des différents scrutins. A cela il est facile de répondre qu'il en est de même des députés métropolitains qui, eux aussi, votent très souvent des lois qui n'intéressent nullement leurs électeurs. On a vu en France, en 1884, les députés de Paris voter la loi municipale du 5 avril qui, cependant, n'était pas applicable à la capitale. Les députés des ports ne sont pas les seuls à voter les lois relatives à la marine marchande. Si demain on votait un projet de loi sur l'industrie extractive, les députés élus par les nombreuses circonscriptions où il n'y a pas de mines ne se croiraient pas obligés de s'abstenir. Légalement d'ailleurs, un député est le représentant de la nation tout entière et non celui d'une circonscription déterminée.

On ajoute encore que la représentation coloniale est inutile pour les colonies elles-mêmes, parce que les députés coloniaux ne pourront jamais être assez nombreux pour constituer une majorité. Benjamin Franklin répondait déjà à cette objection : « Ce n'est pas que je me figure qu'on accorde aux colonies un nombre assez grand de représentants pour qu'ils puissent par leur nombre peser fortement dans la balance ; mais ils pourraient du moins parvenir à faire étudier avec plus d'impartialité les lois qui concernent les colonies. » L'essentiel, c'est que chaque colonie ait dans le Parlement un avocat sur lequel elle puisse compter pour défendre sa cause. C'est déjà beaucoup

que de ne pas pouvoir être sacrifié sans avoir été entendu. En fait, d'ailleurs, la qualité des représentants importe plus que la quantité au point de vue de l'influence. Le profit que retire aujourd'hui l'Algérie de la situation considérable qu'un de ses représentants a su acquérir au sein du Parlement français est certainement bien plus grand que celui que pourrait lui donner un nombre double ou triple de députés.

Les adversaires de la représentation coloniale se placent en général sur un autre terrain qu'ils croient très solide : celui de la composition hétérogène de la population des colonies. Ou bien, disent-ils, les députés coloniaux seront élus uniquement par les colons et les Européens (ce qui est le cas en Algérie et en Cochinchine) et alors ils seront les défenseurs non pas de l'intérêt général, mais des intérêts particuliers d'une oligarchie tyrannique. Les indigènes seront sacrifiés. Ou bien, au contraire, on admettra à voter les hommes de couleur et les indigènes (c'est ce qui a lieu aux Antilles, à la Réunion, au Sénégal et dans l'Inde française) et ce sera le tour d'une minorité de blancs d'être opprimée par une majorité d'hommes incultes et grossiers. Les scandales électoraux de l'Inde française sont devenus, pour la presse métropolitaine, un sujet de plaisanteries faciles. Bien des personnes croient qu'il suffit de les rappeler pour fermer la bouche aux défenseurs de la représentation coloniale. Ces idées, à force d'être répétées, ont fini par pénétrer peu à peu dans l'opinion. Il y a quelques années, un député français a déposé une proposition de loi portant suppression de la représentation de l'Inde, de la Cochinchine, de la Guyane et du Sénégal. Pour certains coloniaux de la métropole, la représentation coloniale c'est l'obstacle à toutes les réformes, c'est l'ennemi qu'il faut abattre.

Il y aurait beaucoup à dire sur tous ces points. La prudence avec laquelle nous nous voilons la face devant les opérations électorales aux colonies ne va pas sans une certaine hypocrisie. Quand on veut se montrer sévère pour les autres, il faudrait tout d'abord n'avoir rien à se reprocher à soi-même. D'un autre côté, il est excessif de s'autoriser d'un abus pour réclamer la suppression d'un droit. Il n'y a pas une seule de nos libertés publiques qui pourrait tenir contre un pareil raisonnement. Mais c'est là une discussion dans laquelle on peut très bien refuser de s'engager parce que, *quand bien même les adversaires du suffrage universel aux colonies auraient raison, cela ne prouverait rien contre le principe même de la représentation coloniale.*

Ce sont là, en effet, deux questions absolument différentes. Autre chose est la question de savoir si, oui ou non, il est bon que le Parlement comprenne des députés coloniaux, autre chose celle de savoir comment et par qui ces députés devraient être nommés. On comprend très bien, en raison, que les représentants des colonies et ceux de la métropole ne soient pas soumis au même mode d'élection. En Europe, le suffrage restreint a précédé et préparé le suffrage universel. Pourquoi n'en serait-il pas de même hors d'Europe ? Partant de ce point de vue, on aperçoit la possibilité de donner des représentants même à des colonies neuves. Il s'agit simplement d'organiser un corps électoral représentant les intérêts généraux et permanents de la colonie, dont la base, assez restreinte au début, pourrait être ensuite progressivement élargie. C'est là le terrain d'entente que l'on peut offrir à des opinions en apparence inconciliables. Si l'on va au fond des choses, on aperçoit que le mode de nomination des députés coloniaux a beaucoup moins d'importance que leur pré-

sence dans le Parlement. L'essentiel est que chaque colonie possède un représentant pouvant monter à la tribune pour défendre ses intérêts. La manière dont ce représentant sera nommé est secondaire. En cette matière encore, il n'est pas nécessaire que la législation coloniale soit copiée sur la législation métropolitaine (1).

L'existence d'une représentation coloniale est le lien moral le plus fort qui puisse unir les différentes parties de l'empire. Elle intéresse les colons aux grandes questions d'intérêt général qui agitent le pays tout entier. Elle leur prouve que malgré l'éloignement, ils comptent toujours dans la grande unité de la patrie. Refuser aux habitants des colonies leur part légitime d'influence sur les destinées du pays, c'est les pousser vers la séparation. Dissolution de l'empire ou représentation des colonies : il faut choisir entre ces deux solutions.

Mais, dira-t-on, la représentation coloniale, c'est le trait caractéristique de la politique d'assimilation et cette politique est condamnée par l'expérience !

Le grand philosophe Leibnitz disait un jour : « Un peu de science éloigne de Dieu, mais beaucoup de science y ramène. » Parodiant cette réflexion, on pourrait écrire : « Un peu de réflexion éloigne de l'assimilation, mais beaucoup de réflexion y ramène. »

Il existe une conception *a priori* et enfantine, qui ne tient aucun compte ni des besoins réels des colonies, ni de la nature des choses, qui, sans discernement, transporte les institutions européennes hors d'Europe, qui ferait des colonies autant de caricatures de la métropole, qui réserverait les plus amères désillusions aux nations assez

(1) En Angleterre on a quelquefois proposé de décider que les agents-généraux des colonies feraient partie d'office de la Chambre des Lords ou seraient admis au Conseil privé. (REINSCA, *Op. cit.*, p. 261.)



ignorantes ou assez folles pour l'adopter comme règle de conduite. L'assimilation ainsi comprise serait insensée, et je ne crois pas qu'un seul être raisonnable puisse la préconiser.

Il suffit d'une observation même superficielle pour apercevoir les différences considérables qui séparent la société coloniale de la société métropolitaine. Il y a là des oppositions tranchées qui sautent aux yeux. Mais quand on réfléchit longtemps, on aperçoit sous les différences apparentes les ressemblances profondes. Aux Colonies comme en Europe, on a affaire à *des hommes* qu'il faut gouverner par des moyens humains, des hommes qui ont des intérêts à défendre, des hommes qui sont sensibles à l'idée de justice, des hommes qui sont prêts à s'insurger si on froisse leurs intérêts ou leurs sentiments, des hommes qui sont ambitieux et qui cherchent à satisfaire leurs ambitions. Le gouvernement métropolitain qui tient à conserver ses colonies doit agir en conséquence. Il faut donner aux colonies les moyens de sauvegarder leurs intérêts. Il faut les traiter avec justice. Il faut ouvrir aux créoles, en fait comme en droit, la carrière des emplois et des honneurs et les placer, à ce point de vue, sur un pied d'égalité complète avec les habitants de la métropole. C'est là une soupape de sûreté indispensable. A l'homme que nous empêchons d'être le premier dans son pays, parce que son pays est une colonie, il faut offrir en échange la possibilité d'être le premier chez nous. Aux hommes auxquels nous voulons interdire le patriotisme local, il faut inoculer l'amour de la patrie commune, le culte de l'Empire. Donnez à cette politique l'épithète d'assimilatrice, appelez-la politique impériale, le mot au fond importe peu. C'est la politique qui a pour idéal un état de choses où il n'y aurait plus une métropole et des colonies.

mais la *Nation* comme disait autrefois la France révolutionnaire, l'*Empire* comme disent aujourd'hui les Anglo-Saxons.

## Positions.

---

### I. — *Principes généraux :*

L'objectif de la politique coloniale doit être non de préparer une séparation jugée d'avance inévitable, mais de maintenir et de fortifier les liens qui unissent les différentes parties de l'Empire.

En conséquence, la politique coloniale de la métropole doit être telle que les colonies n'aient aucun intérêt à la séparation.

### II. — *Action de la métropole sur les colonies :*

La politique coloniale doit être basée sur un principe de décentralisation. En conséquence :

a) Les affaires administratives doivent être réglées sur place ;

b) La direction gouvernementale doit être de préférence donnée dans la colonie ;

c) Il est désirable que le pouvoir législatif impérial ou métropolitain vote pour chaque colonie une loi organique fixant les principes qui devront régir ses rapports avec la mère-patrie ; mais la législation intérieure du pays doit être, autant que possible, faite dans la colonie ;

d) L'organisation de la justice doit être décentralisée ;

e) L'armée coloniale doit avoir une organisation autonome ;

f) La législation douanière et le budget de la colonie doivent être faits sur place par les autorités locales.

— Dans les colonies de peuplement, il convient de décentraliser en étendant les attributions des assemblées représentatives.

Dans les colonies d'exploitation et dans les colonies mixtes, il convient de décentraliser en déconcentrant.

— En principe, et sauf dans les vieilles colonies de peuplement, l'autorité doit être concentrée aux colonies entre les mains d'un seul (principe d'unité d'autorité).

### III. — *Action des colonies sur la métropole :*

Il est juste de reconnaître aux colonies le droit d'exercer une certaine influence sur la politique métropolitaine. Elles doivent avoir tout au moins voix au chapitre toutes les fois que leurs intérêts particuliers ou que les intérêts généraux de l'Empire sont en jeu.

A défaut de la constitution d'un Parlement impérial, il est désirable que les colonies soient représentées au Parlement métropolitain ; mais les règles relatives à la composition du corps électoral ne doivent pas être les mêmes dans les colonies nouvelles que dans la métropole et peuvent varier suivant les colonies.

— Les habitants des colonies et ceux de la métropole doivent être placés, en fait comme en droit, sur un pied d'égalité absolue, au point de vue de l'admissibilité aux honneurs et aux fonctions publiques.

---

# LA LÉGISLATION QUI CONVIENT AUX COLONIES

# LA LÉGISLATION QUI CONVIENT AUX COLONIES

par M. J. CHAILLEY-BERT

Membre effectif de l'Institut.

---

C'est un signe particulier de la période de colonisation où nous sommes arrivés que cette question de la législation attire l'attention des amis des colonies.

Nous pouvons dire que le seul fait que nous nous en préoccupons tous atteste que tous nous avons franchi déjà une première étape de la colonisation : on ne s'occupe pas de pareille question quand on en est tout à fait au début des œuvres et entreprises coloniales.

En ce qui concerne notamment la France, qui, après un long sommeil, n'a recommencé à coloniser qu'à partir de l'année 1880, et qui, par conséquent, n'a pas plus, dans la période actuelle, de vingt années d'expérience coloniale, elle a déjà dépassé la première étape sur la voie de la colonisation, puisqu'elle arrive aujourd'hui à ce grave problème qui marque le commencement de la seconde période.

Pour exposer ce problème de la législation coloniale, sujet extrêmement vaste, il faudrait recourir à la méthode historique et géographique.

Pour que la question fût bien clairement posée, il aurait fallu noter, avec tous les détails, ce qu'on a fait sous tel régime, avec tels moyens, selon tels procédés ; ce qu'ont

fait tels peuples, ce qu'a fait la France sous l'ancien régime dans telles de ses colonies ; ce que font les Anglais dans les Indes anglaises, au Cap, en Australie, au Canada, etc. ; ce que font les Hollandais dans les Indes néerlandaises. Puis, quand nous aurons exposé les méthodes employées, les erreurs commises et les résultats obtenus, nous aurons pu déduire *à posteriori*, dégager des conclusions et peut-être formuler des principes.

Mais cela entraînerait trop loin.

Je suis donc presque forcé de poser la question comme si de ma cervelle je la faisais surgir de toutes pièces ; bien qu'on ait moins de certitude par cette méthode, je tâcherai toutefois, autant que je le pourrai, de la combiner avec la première.

Je me demanderai successivement : 1° ce que doit être la loi dans les colonies ; 2° qui aura qualité pour faire cette loi ; 3° suivant quelle méthode et d'après quels principes cette loi doit être faite. Chemin faisant, j'interrogerai l'expérience.

### **Ce que doit être la loi dans les colonies.**

Il faut distinguer, suivant qu'il s'agit d'une loi qui doit être appliquée aux Européens ou aux indigènes.

Voyons d'abord pour les Européens.

En ce qui concerne ceux d'entre eux qui séjournent dans les colonies, y a-t-il besoin d'une autre loi que celle rencontrée par eux dans les métropoles ? Les Français, par exemple, ont un Code civil, un Code pénal, un Code de procédure civile, etc., dont nous connaissons l'origine et les qualités. Est-ce que ces mêmes lois, transportées dans les colonies françaises, ne suffisent pas à des Européens ?

Si nous interrogeons là-dessus l'expérience des divers peuples colonisateurs, la réponse, suivant les diverses époques, est variable. Ainsi, ces maîtres dans l'art de la colonisation, les Anglais, ont, dans une première période qui commence tout à fait au début du dix-septième siècle, à partir de l'année 1601, déclaré que la meilleure loi à appliquer à l'Inde est la loi de la métropole et, par exemple, dans les chartes de 1601 et 1609, ils ont recommandé à ceux qui étaient chargés de gouverner et de légiférer de faire des lois aussi proches que possible des lois de la métropole. Cela même ne parut pas suffisant. Dans une charte qui date de Charles II, il est dit que désormais ce seront les lois mêmes de la métropole que l'on appliquera. En effet, dans une période bien connue (1772-1781), pendant laquelle la lutte a été extrêmement vive entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire aux Indes anglaises, du temps du Gouverneur-Général Hastings, on vit toute la loi anglaise — la loi écrite et la coutume elle-même — promulguée aux Indes et appliquée par des jurisconsultes venus d'Angleterre.

Ainsi, un grand peuple qui fait autorité en matière de colonies a déclaré, dans une première période de son histoire, que les meilleures lois à appliquer dans les colonies, aux Européens, sont les lois métropolitaines.

Les Hollandais, à l'heure actuelle, ont encore, dans les Indes néerlandaises, des lois métropolitaines appliquées aux Européens. A Java, ces lois sont d'origine métropolitaine, et si elles ne sont pas toujours exactement les mêmes que celles qu'on applique en Hollande, par exemple pour le Code pénal, c'est par suite d'un simple vice de méthode. Les Hollandais travaillent lentement et le nouveau Code pénal qui a été promulgué chez eux en 1866, Code cependant bien intéressant et qui n'a

plus rien de commun avec celui de 1806, est un Code d'origine hollandaise pure, où l'on ne rencontre presque plus de traces des anciennes idées romaines et des idées qui ont présidé à l'élaboration du Code pénal de 1806, mais où l'on constate celle de la très grande influence des législations récentes italienne, allemande, etc. Si ce Code n'a pas encore été appliqué à Java, c'est parce qu'on n'a pas encore eu le temps d'y procéder, au grand regret des Européens qui y résident.

Ainsi, voici un peuple qui possède une très bonne méthode de colonisation et qui trouve que, pour les Européens vivant dans les colonies, la meilleure loi qu'on puisse appliquer c'est la loi métropolitaine.

Poursuivons notre enquête. Pour la France contemporaine, sauf un certain nombre d'exceptions sur lesquelles je reviendrai plus tard, c'est encore la loi métropolitaine qui prévaut dans nos colonies; nous appliquons aux Français habitant celles-ci les mêmes lois que nous avons faites pour nous dans la métropole.

Voilà donc une première et très forte opinion, c'est que les lois métropolitaines conviennent aux Européens habitant les colonies.

Mais il y en a une autre qui est également très forte : c'est l'opinion de la France ancienne. Sous l'ancien régime, pour les colonies qui ont été fondées et administrées par Louis XIII, Louis XIV et Louis XV, une toute autre conception a prévalu. Je fais remarquer que cependant, à première vue, on pourrait ne pas le croire. Nos colonies ont été fondées par des Français qui ont emporté avec eux, comme loi, la coutume de Paris. En principe, car dans beaucoup de cas ç'a été une autre coutume que celle de Paris; et même on pourrait dire, d'une façon générale, que la coutume qui prévalait dans les diverses colo-



nies était celle du pays des personnages chargés de juger ; quand il s'agissait de juges venus du Poitou ou de l'Anjou, c'était la coutume de chacun de ces pays. Mais, dans les textes, il est dit : coutume de Paris.

Quoi qu'il en soit, coutume de Paris ou coutumes d'autres provinces, d'où vient leur introduction dans nos colonies ? De cette circonstance qu'à l'origine les colons sont partis en masse d'une même province et ont occupé le pays, ayant dans leurs bagages les coutumes originelles de leur province. La caractéristique de cette époque est qu'on a fondé les colonies françaises surtout par groupes provinciaux. Et, dans cette première période, c'est la loi provinciale, c'est la coutume de Paris, c'est la loi de la métropole qui est la loi de la colonie, vaille que vaille.

Mais plus tard, quand les colons furent installés dans les colonies, quand on put songer à gouverner et à administrer, on se ravisa : on apporta à la législation tout le soin nécessaire et c'est un autre système qui prévalut, au moins en théorie.

Le jour où les rois de France prirent en main la question de la colonisation, ils se sont demandé quelle législation convenait le mieux aux colonies, et tous, l'un après l'autre, ont proclamé qu'il fallait des lois distinctes, et ils ont décidé que ces lois seraient : 1<sup>o</sup> les lois spéciales que l'on ferait pour les colonies, et 2<sup>o</sup> certaines parties des ordonnances métropolitaines que l'on transformerait pour les approprier le mieux possible aux besoins de ces dernières. Ainsi leur pensée était bien nette : pour les colonies il fallait des lois spéciales.

Mais ils ne mirent jamais ce principe à exécution. Presque nulle part on ne rencontre de texte de loi métropolitaine appropriée aux colonies ; les textes de ces lois, qui ont été détournées de leur sens général pour être

adaptées à leurs besoins, tiendraient dans une page ; les lois spéciales faites par les rois de France pour les colonies tiendraient dans une feuille. Donc, malgré leur affirmation de principe, ils n'ont pas légiféré pour les colonies.

Ces colonies cependant réclamaient des lois. Leurs organes, conseils, ordres judiciaires, etc., disaient, par exemple :

« Nous savons qu'il s'est publié en France, en 1673, 1680, etc., de très bonnes lois commerciales et maritimes. nous les réclamons ; » et leurs conseils souverains, qui étaient des parlements au petit pied, décidaient : « En vertu de notre autorité, nous enregistrons telle et telle loi, telle partie de telle autre, promulguées en France. »

Ils croyaient pouvoir ainsi doter la colonie d'une législation appropriée. Mais les rois, en dépit de cet hommage rendu à leur œuvre législative, voyaient dans cet enregistrement spontané un abus de pouvoir. Ils écrivaient à leurs Gouverneurs des colonies : « Les conseils souverains n'avaient pas le droit d'enregistrer nos ordonnances ; l'enregistrement ne vaut pas, parce que ce n'est pas nous qui l'avons demandé ; par conséquent, la loi qui a été enregistrée par les conseils supérieurs et les jugements rendus en vertu de cette loi, nous les tenons comme non avenus. »

Privées du pouvoir d'appliquer les lois métropolitaines, les colonies reprenaient : Il nous faut au moins des lois spéciales, faites-nous en.

— On va en décréter, leur répondait-on.

Mais on ne faisait rien.

Cependant, environ vingt ans avant la Révolution, à partir de l'année 1770, il s'était établi une pratique

qui allait nous donner une excellente législation. A chaque courrier, il était envoyé des colonies un rapport sur les jugements qui étaient rendus dans celles-ci et sur les lois qui y avaient été appliquées : ces jugements, parvenus au ministre de la marine, étaient remis aux maîtres des requêtes du conseil du Roi et ceux-ci travaillaient sur ces textes et concluaient : « Telle loi est bonne ou n'est pas bonne. »

Quand on eut ainsi rassemblé un très grand nombre de documents, après de longues années, on fit venir à Paris des délégués des conseils supérieurs. Deux surtout furent célèbres : l'un, dont le nom est bien connu, le fameux Petit, qui a laissé un ouvrage célèbre en deux volumes sur la législation coloniale ; l'autre, qui a fait un travail de compilation en six volumes de la législation des îles Sous-le-Vent, Moreau de Saint-Merry, plus tard député des colonies à l'Assemblée Nationale. Ces deux hommes, venus à Paris, ont siégé au conseil du Roi ; avec tous les documents rassemblés, ils ont préparé les éléments d'un Code colonial, un Code civil, un Code commercial, un Code de procédure, qui allaient donner à nos colonies une législation supérieure, quand tout s'effondra.

D'un travail si considérable, de projets si sages, la Révolution n'a tenu aucun compte. Pourquoi ? C'est qu'à ce moment d'autres idées eurent cours, non pas parmi les jurisconsultes, ni parmi ceux qui connaissaient les colonies, mais parmi les élèves de l'école de Rousseau, lequel avait lancé et imposé l'idée de l'égalité des droits entre les hommes.

Sous son influence, la Révolution, après quelques hésitations, appliqua aux colonies et à leurs habitants, de quelque couleur qu'ils fussent, la loi même votée pour les Français de la métropole. A partir de ce moment, il ne

fut plus question de donner une législation spéciale aux colonies. Et ce principe, si fermement posé par les anciens Rois de France, ne fut jamais appliqué.

Après ces exemples tirés de l'ancien régime de la France, arrivons maintenant à celui de l'Inde anglaise dans sa période contemporaine.

J'ai fait remarquer précédemment que l'Inde n'avait, au début, rien trouvé de mieux que d'appliquer les lois anglaises à ses habitants. Au bout d'un certain temps, elle s'aperçut que décidément ces lois ne lui convenaient pas et ne pouvaient donner de bons résultats. Alors elle fit successivement deux espèces de lois différentes : les unes, qui ont été en vigueur pendant cent années et qu'on appelle les *Regulations*, lesquelles s'inspirent des principes généraux de la loi anglaise, mais sont modifiées, appropriées aux besoins de l'Inde ; cela dura jusque vers l'année 1850 ; les autres, à partir de cette époque, qui constituent une toute autre législation, les *Codes anglo-indiens*, dont je m'occuperai longuement plus loin parce qu'ils concernent plus spécialement les indigènes, et qui sont, dans l'étendue de l'Inde, applicables à tous, même aux Européens qui y résident.

Ainsi, dans cette dernière partie de son histoire, l'Inde anglaise, après avoir répudié l'opinion qu'elle avait eue pendant le siècle et demi précédent, déclare aujourd'hui que, pour les Européens habitant l'Inde et pour les indigènes, il faut des lois spéciales : ces lois, ce sont d'abord les *Regulations* et, plus tard, les *Codes anglo-indiens*.

J'ajoute que, dans le même sens, nous avons un exemple remarquable et qui fait beaucoup d'honneur à la France, c'est celui de la Tunisie, où il y a des lois spéciales faites pour les colons qui y résident. Je ne dis pas

que toutes les lois sont spéciales ; mais le principe de la spécialité est posé et à l'heure actuelle il circule parmi les jurisconsultes et parmi les personnes qui s'occupent de la loi tunisienne un projet de Code civil et commercial, œuvre des plus remarquable, qui serait applicable non seulement aux Tunisiens, mais à toute personne y habitant, Européens ou indigènes.

Ainsi on peut dire que, d'une façon générale et malgré l'exemple contraire de quelques colonies françaises et néerlandaises, à l'heure actuelle, au moment où nous écrivons ces lignes, il y a tendance, sinon unanimité, à reconnaître que pour les Européens habitant les colonies il faut des lois spéciales.

Voilà la première question en ce qui concerne les Européens. J'aborde maintenant cette même question pour les indigènes. Elle est de beaucoup plus importante, on peut le dire, pour la majorité des pays qui ont des « possessions ». La possession est un vaste territoire dans lequel l'élément européen est en minorité et qui est habité par de grandes quantités d'indigènes parmi lesquels l'Européen se trouve en quelque sorte noyé. Dans ces possessions, quelle est la loi qui doit être appliquée aux indigènes ?

Pour l'examen de cette question, j'ai suivi, autant que je l'ai pu, la méthode pratiquée dans la première partie de mon travail et j'ai cherché, pour me guider, ce qu'ont fait nos prédécesseurs.

Dans notre ancienne France, la question indigène ne s'est pas posée ; elle ne pouvait pas l'être. Nous n'avions pas d'indigènes dans nos colonies ou plutôt nous les ignorions : nous faisons, si je puis ainsi dire, une colonisation de conversion, nous étions les défenseurs de la foi, et à partir du jour où, par le baptême, nous avions transformé

l'état intime, l'état moral de l'indigène, nous le considérons comme Français. De sorte qu'il y avait deux espèces de Français ; les naturels français, puis les sujets français, ceux qui l'étaient par la naissance et ceux qui l'étaient devenus par la conversion. Dès lors, quand se posait la question de savoir quelle législation appliquer à ces indigènes, nous ne faisons aucune différence entre eux et nos concitoyens : à tous on appliquait la loi française. Bien entendu pour les parties fondamentale, civile, pénale, etc. ; mais non pas pour cette partie réglementaire qui se fait sur place, dans toutes les colonies. En ce temps-là, comme à l'heure actuelle, dans nos possessions coloniales, quelles qu'elles fussent, il y avait une partie de la législation qui venait de la métropole, mais il y en avait une autre partie (arrêtés de Gouverneurs) qui se faisait chez elles. Ces arrêtés des Gouverneurs, qui ont existé sous l'ancien régime comme aujourd'hui, tiennent compte des mœurs et des différences de races, et à chaque instant nous en rencontrons qui règlent, pour les indigènes, tout ce qui concerne la consommation de l'eau-de-vie, le tabac, les impôts de toute espèce, etc.

Mais pour ce qui est de la loi fondamentale, de celle qui concerne les personnes et la dévolution des biens, c'étaient bien les lois de notre pays qui étaient appliquées même aux indigènes.

La Révolution, pour les raisons que j'ai indiquées, n'a pas fait non plus de différence entre les races, et à ce point de vue, il est intéressant de voir ce qui s'est passé de 1789 à 1794. En 1789, la vieille école des juristes n'admettait pas la théorie de Rousseau : l'égalité des hommes entre eux et que ce qui convient aux blancs doit convenir aux noirs et aux cuivrés. A cause de cela, Il y

eut des luttes considérables dans le sein de l'Assemblée Nationale et de la Législative. Les uns voulaient concéder, les autres refuser l'égalité des droits. Mais, peu à peu, les jurisconsultes et les Girondins furent écartés; on vit triompher l'opinion des Jacobins et de Robespierre, le défenseur par excellence de l'égalité des droits; et les mêmes lois furent déclarées applicables aux hommes de toutes les couleurs et de toutes les races.

Telle a été la législation appliquée aux indigènes sous l'ancien régime et du temps de la Révolution.

Dans notre France contemporaine, les solutions auraient pu être différentes; car notre époque a connu des circonstances ignorées par l'ancien régime et la Révolution et qui eussent dû entraîner l'application du principe de la différence des lois : je veux parler de la conquête des possessions avec les nombreux indigènes qui les peuplent. L'ancien régime n'avait pas à s'occuper de cet aspect de la question, puisqu'il se proposait surtout de fonder des colonies d'Européens et que là où il y avait des indigènes, il cherchait leur conversion qui en faisait des sujets français. La Révolution n'avait pas davantage à s'en occuper, puisque, dans sa théorie, tous les hommes devaient être égaux. Mais à partir du jour, récent d'ailleurs, où sont entrés dans notre domaine colonial, d'une part, les Arabes et les Kabyles, d'autre part, les nègres du Sénégal et de la côte occidentale d'Afrique et enfin les Annamites, les Malgaches, etc., nous nous sommes trouvés en présence d'une grande masse agglomérée d'indigènes et il eût fallu examiner le problème d'autre point de vue.

S'il n'y avait pas eu de précédents, s'il n'y avait pas eu de thèse de l'égalité proclamée sous la Révolution, si, à la suite de cette thèse, nous n'avions pas promulgué dans nos colonies nos codes tels qu'ils étaient ou après leur

avoir fait subir quelques modifications en vue des colonies, nous aurions aujourd'hui dans nos possessions des solutions différentes de celles qui ont prévalu. Mais, comme il y avait déjà des précédents qu'on pouvait invoquer et qu'à chaque acquisition nouvelle il était extrêmement facile et tentant de dire : « Voilà un pays qui n'a pas de lois, nous allons lui appliquer le Code civil, le Code pénal, etc., il ne faut pour cela qu'un décret », on a persévéré dans le régime si fâcheux qui avait prévalu sous l'ancien régime et sous la Révolution, et on a appliqué à l'Annam, au Tonkin, à l'Algérie, à Madagascar et à leurs indigènes non pas toutes nos lois françaises, mais une partie de ces lois, notamment les lois pénales, les lois de procédure, etc.

Et ces applications ont été décidées le plus souvent de la façon la plus inattendue et la moins réfléchie. Lors des débats de notre administration au Tonkin, l'homme éminent qui la dirigeait alors, M. Paul Bert, avait réservé prudemment tout ce qui concernait le régime hypothécaire. Ce régime avait été en France fort critiqué ; il avait été dénoncé, depuis 1845, par les Cours d'appel, il avait donné lieu, depuis le règne de Louis-Philippe à des réformes considérables qui s'étaient manifestées notamment par la loi de 1854 et d'autres encore. Il semblait après cela, imprudent de le transporter tel quel dans nos possessions d'Indo-Chine ; et comme on avait derrière soi l'exemple de la Tunisie, qui avait apporté à ce régime des modifications profondes, en s'inspirant de l'Act Torrens et celui de l'Algérie qui en préparait également, on avait résolu de tâcher de dégager d'abord sur ce point l'état du droit annamite, pour voir ensuite de quelle manière on pourrait y appliquer les procédés de l'Act Torrens.



Mais à la différence des Hollandais qui attendent, par exemple, trente-quatre années, avant d'appliquer à Java leur nouveau code pénal, à la différence des Anglais qui, depuis plus de trente ans, n'ont pas encore jugé utile de compléter le Code civil pour les Indes, nous voulons, nous, aller très vite; et quant, en 1888, on s'aperçut que le régime hypothécaire, mis à l'étude depuis 1886, n'était pas encore réglé, on ne voulut plus attendre, on n'eut pas la prudence de recourir à des moyens termes; on dit : « Il nous faut une loi, il y en a une, c'est la loi française, prenons-la et appliquons-la. » Il y avait alors au Tonkin un Gouverneur, médiocre jurisconsulte. Il demanda à voir le livre dans lequel cette loi était inscrite, on lui apporta un volume qui s'appelle le Code Rivière, du nom du conseiller à la Cour qui avait jadis rassemblé ces lois. Ouvrant ce Code, parcourant ces lois, le Gouverneur y vit non seulement le titre des hypothèques, mais bien d'autres lois précieuses et admirables que la France avait faites pour ses propres besoins. Et plein d'enthousiasme, il proclama le Code Rivière dans toute l'étendue du Tonkin. Et voilà comment nous y avons là non seulement le régime hypothécaire, mais, par exemple la fameuse loi sur la presse de 1881, grâce à laquelle la liberté absolue est accordée à la presse dans un pays qui renferme 20 millions de sujets indigènes et 6,000 ou 7,000 Français.

Il ne faudrait pas croire que toute la législation françaises ait été introduite de cette manière dans nos colonies et que, partout et en toute matière, la législation métropolitaine prévaut.

Il y a d'abord eu des réserves très intelligentes faites par un homme qui porte un des plus grands noms de notre histoire coloniale, le général Faïdherbe. Celui-ci, au Sénégal, avait adopté des mesures qui impliquait le

respect de la législation ou de la coutume, soit qu'il s'agit de musulmans, soit qu'il s'agit de purs fétichistes, en tant que cette législation ou cette coutume concernait l'état des personnes et la dévolution des biens. Il y a eu encore des choses très intéressantes faites en Cochinchine. Parmi ces choses, il y a eu le système de la législation.

Ce système est très simple : il a consisté d'abord à rassembler les coutumes annamites, et deux hommes de mérite, le lieutenant de vaisseau Aubaret et l'infortuné Philastre, ont coordonné les textes et les ont commentés en même temps. C'était là une première étape. Après cela, on chercha comment on allait appliquer ces lois annamites. Et alors s'est dégagée une pratique, une jurisprudence qui était celle-ci : on appliquera complètement la loi annamite en tout ce qui concerne l'état des personnes et la dévolution des biens ; pour la partie pénale, on l'appliquera avec la plus grande réserve. Cela a été réglé notamment par une circulaire de M. le ministre de la marine Chasseloup-Laubat, homme qui, à cette époque, a exercé une influence bienfaisante dans toutes nos colonies. Cette circulaire est du 29 juin 1864 ; elle disait : « Le Gouverneur rappellera à tous les officiers remplissant les fonctions judiciaires à l'égard des populations indigènes que l'on ne doit pas s'astreindre à l'application rigoureuse du code pénal annamite, lequel a été publié afin de renseigner sur les appréciations des juges en matière criminelle. » Elle recommandait aux juges de se rapprocher, au contraire, autant que les circonstances le permettront, des prescriptions du code pénal français, plus conforme aux lois de la raison et de l'humanité.

Ainsi, en Cochinchine, nous étions entrés dans une excellente voie. On y tenait compte de la loi annamite pour tout ce qui ne risque pas de mettre en péril notre

civilisation, pour tout ce qui n'est pas trop contraire à la loi morale acceptée par l'Europe.

En Tunisie, nous rencontrons également un principe très intéressant : en ce qui concerne les indigènes, nous y avons respecté absolument la loi musulmane, sauf pour le Code pénal et un très petit nombre de points. Et non seulement nous avons respecté la loi, mais nous avons eu soin de respecter les droits des indigènes à la justice indigène, sauf à améliorer l'administration de cette justice.

Voilà un certain nombre de circonstances où nous avons procédé avec beaucoup de prudence et de sagacité. Mais cette méthode n'a pas été étendue à toutes les autres parties de notre législation, et même dans ces pays que je viens de citer le régime n'a pas duré sur tous les points. Toutefois, l'exemple donné n'a pas été sans porter de fruits au Sénégal. Par exemple, après les nobles instructions de Faïdherbe : respecter les lois du pays, de nouvelles influences nous firent dévier, et nous en étions arrivés à introduire de plus en plus la législation française, jusqu'au jour où nous nous sommes aperçus qu'elle présentait des inconvénients considérables : que le Code de procédure civile, par exemple, était inapplicable dans ce pays ; que même le Code civil y présentait plus d'un inconvénient. On s'est rendu compte du ridicule de cette façon de légiférer, et des hommes intelligents, MM. les Gouverneurs Clément Thomas, Genouille, de Lamothe, ont pris l'initiative de proposer au gouvernement de revenir en arrière, de désannexer une portion considérable de territoires qui avaient été imprudemment annexés et soumis à l'application de nos lois, de les rétablir à l'état de protectorats et de les ramener à l'application de leurs coutumes traditionnelles. Là encore des résultats excellents ont été obtenus.

Voilà pour ce qui concerne la France contemporaine.

Quant à l'Inde néerlandaise, j'ai déjà dit qu'on applique aux indigènes un Code pénal très européen et très français (car c'est l'ancien Code pénal hollandais, lequel est imité de notre Code pénal de 1806) Mais c'est simplement en matière pénale qu'on applique aux indigènes la législation hollandaise ; pour tout le reste, le respect de la coutume indigène, ce qu'on appelle *l'adat*, la loi traditionnelle en ce qui concerne les personnes et les biens et beaucoup d'autres choses encore, prévaut dans l'Inde néerlandaise.

Dans l'Inde anglaise, on y a connu d'abord une période où l'on a appliqué aux indigènes ces règlements locaux que la Couronne recommandait aux Gouverneurs de faire autant que possible conformes à la loi anglaise. Puis on a été plus loin ; à partir de l'année 1772, on a introduit aux Indes les lois anglaises elles-mêmes, toutes les lois anglaises, même celles qui, en Angleterre, étaient considérées comme très difficiles à appliquer ; on a introduit ainsi toute la coutume et toute la loi écrite. Et, à cause de cette conception fâcheuse, s'est presque immédiatement, dès le temps du grand Gouverneur Hastings, élevée entre lui, représentant du pouvoir exécutif, représentant aussi des traditions anglo-indiennes et au courant de toutes les habitudes, de tous les préjugés des populations indigènes, et les juges venus d'Angleterre, la Cour suprême, représentant la grande tradition des juristes anglais, une lutte longue et terrible qui, notamment dans les années 1773 à 1780, a presque mis en péril la domination anglaise elle-même. Il a fallu que la mort délivrât Hastings de quelques-uns de ses adversaires pour qu'alors, ayant la majorité dans le Conseil, il pût reprendre en main le gouvernement des Indes et obtenir du Parlement

anglais le bill de 1781 qui a permis l'introduction, dans le pays, des *Regulations*, lois spéciales qui sont faites pour les Indes, et qui ont pour but, en introduisant, si l'on peut, certaines règles de morale et de civilisation, d'accorder le plus grand respect aux coutumes, à la religion, aux préjugés mêmes de l'Inde anglaise et de les considérer comme base de la loi du pays.

Sous l'influence de ces *Regulations*, on est arrivé à ceci : on divisa la population en deux parties, la partie hindoue et la partie musulmane, auxquelles il fut fait application de la loi les concernant respectivement. Chacun suivait donc sa propre loi.

C'était très simple, et il semblerait que ce régime dût vivre éternellement, car rien ne paraît plus juste ; mais il avait été vicié dans son origine, pour ainsi dire, et il n'a pas duré. D'abord parce que la division faite par les Anglais entre Hindous et Musulmans était une division purement arbitraire ; il n'y avait pas aux Indes que des Hindous et des Musulmans, il y avait plus de 60,000,000 d'individus qui avaient une autre langue, une autre religion, d'autres coutumes et qui ne voulaient pas se voir appliquer d'autres lois que les leurs.

Ce n'est pas tout. Il y avait dans cette application de ce qu'on peut appeler le principe de la personnalité des lois quelque chose de bien curieux : c'est que les Hindous possédaient bien des lois hindoues au point de vue civil ; mais pour ce qui est des lois pénales, ils étaient tous soumis à la loi musulmane. Cela venait de ce que la population hindoue avait été subjuguée par une race conquérante musulmane, laquelle s'était préoccupée très peu de la dévolution des biens et beaucoup de la loi pénale, et, à cause de cela, avait imposé sa propre loi pénale aux vaincus. Le principe était donc vicié dans l'application.

Il l'était encore pour d'autres causes. Rien n'avait été plus difficile que de rassembler les textes des lois. C'était très bien de vouloir appliquer la loi hindoue aux Hindous et la loi musulmane aux Musulmans; mais si pour ceux-ci les textes des lois ne manquaient pas, pour ceux-là, au contraire, il n'y en avait pour ainsi dire pas. A cause de cela, ne possédant pas de lois d'application générale, on en était arrivé à prétendre faire le recueil de toutes les lois locales; on exigeait des juges une connaissance approfondie des usages locaux, si bien qu'il était devenu impossible de déplacer ces juges d'un endroit à l'autre.

Pour toutes ces raisons, la règle consistant à appliquer à chacun sa propre loi finit par être abandonnée; elle le fut en 1838 ou 1839, quant au principe, et en 1855 quant à l'application. On arriva alors à une autre conception, par exemple à cette législation anglo-indienne dont j'ai déjà parlé, de ces Codes qui ont été préparés dans les conditions que j'indiquerai plus loin.

Ces Codes anglo-indiens sont appliqués à tous les sujets britanniques habitant l'Inde, soit Européens, soit indigènes. En ce qui concerne les Européens, j'ai dit quelle était la tendance. Pour les indigènes, cette tendance est bien plus marquée encore. Sauf un très petit nombre de cas, par exemple en matière pénale, à cause des idées de moralité que les Occidentaux entendent faire prévaloir, ou encore dans des questions intéressant l'humanité, la tendance universelle a été, dans ces Codes anglo-indiens, de tenir le plus grand compte des lois des indigènes et de leurs coutumes. En tout cas, le principe fondamental a été de déclarer qu'il faut des lois spéciales pour les possessions, pour l'Inde entre autres, et que la loi de la métropole ne peut pas convenir même aux Européens habitant les colonies.

J'en ai fini avec cette première question : *Que doit être la loi ? Doit-il y avoir une loi spéciale pour les Européens et une pour les indigènes ?*

J'arrive à la seconde question :

### **Qui doit faire la loi ?**

Cette question est également très importante. Pour l'étudier, je reprends toujours la même méthode : je cherche ce qu'on a fait dans les divers pays.

On peut dire que, d'une façon générale, et sauf exceptions, dans la période contemporaine, les lois qui, dans les colonies françaises, règlent les graves matières du statut des personnes et la dévolution des biens, sont des lois faites par la métropole et qui ont été rendues applicables dans nos possessions. Dans les colonies, sur ces matières, la législation ne consiste guère qu'en arrêtés qui promulguent des lois civiles, pénales, etc., faites par la métropole. Les autres arrêtés locaux sont d'ordre fiscal et d'ordre administratif. Le pouvoir de légiférer, sur les graves matières civiles et pénales, échappe d'une façon à peu près complète aux pouvoirs locaux dans nos colonies.

L'ancien régime avait connu des procédés différents. J'ai indiqué ce qu'avaient fait dans les derniers temps des hommes comme Moreau de Saint-Merry et Petit. Avant de préparer en France une législation coloniale, ils avaient élaboré, sur place, dans les conseils supérieurs de leurs colonies, des lois propres à chacune d'elles. Mais, pour faire comprendre ce qu'a pu être cette action de Moreau de Saint-Merry et de Petit, il faut rappeler que nos anciens conseils supérieurs ou conseils souverains des colonies, comme on les appelait, se sont toujours considérés comme investis de la puissance judiciaire et aussi de la puissance législative, et qu'ils ont

fait un très grand nombre de lois que le pouvoir royal n'a pas voulu reconnaître, mais qui n'en ont pas moins existé. Ces lois, extrêmement nombreuses et développées, ne nous ont pas été transmises ; peut-être étaient-elles dans les archives de la Marine qui ont été pillées pendant la Révolution : ces archives se trouvaient à Versailles et ont été en partie détruites. De sorte que sur ce point nous ne sommes pas renseignés ; mais nous savons qu'il y a eu une législation très abondante, faite sur place, par les conseils supérieurs.

De nos jours, la législation locale a eu un rôle plus modeste.

Cependant, en Tunisie, grâce à la fondation de notre protectorat, on a pu légiférer sur place. J'ai indiqué plus haut qu'il se préparait un Code civil et commercial très intéressant qui donnera à la Tunisie, le jour où il sera promulgué, un ensemble d'institutions civiles et commerciales assurément supérieur à celui de la France même. Ce code a été rédigé avec la plus grande prudence, il s'inspire de ce qui a été fait de plus parfait dans les législations commerciales allemande, italienne, suisse. J'en ai eu le texte sous les yeux, avec le commentaire qui en a été donné, presque pas à pas par un avocat de Tunis, membre de cette commission : c'est une œuvre remarquable.

Voilà, certes, une importante œuvre de législation tunisienne. J'aurai achevé de montrer quelle est la valeur de notre législation tunisienne, en rappelant la fameuse loi foncière, qui date de 1884 ou 1885, et qui est la charte foncière de notre protectorat de Tunisie.

En Cochinchine aussi, pendant la période si intéressante que j'ai rappelée tout à l'heure, et qui va de 1863 à 1879, on a également légiféré sur place. Sous le remarquable Gouverneur, l'illustre amiral La Grandière, et le



fameux Ministre de la marine Chasseloup-Laubat, il a été pris un décret du 16 janvier 1865 qui confère au Gouverneur de la Cochinchine, en matière de législation, des pouvoirs exceptionnellement étendus. Je lis dans la circulaire du Ministre de la marine, relativement à ce décret, à propos de l'article 6 :

« L'intention du département, en proposant cette délégation provisoire du pouvoir législatif, a été de laisser au gouvernement local toute latitude pour donner à la Cochinchine française le régime le plus approprié à ses besoins et à ses intérêts; je désiro qu'au point de vue de la procédure, ce régime soit aussi simple que possible et se rapproche, autant que faire se pourra, des formes économiques et expéditives de la justice aux Indes.

« Vous ne sauriez aller trop loin dans cette voie, la seule qui convienne à un établissement naissant, où le temps et l'argent ont trop de prix pour qu'on ne cherche pas à les ménager avec le plus grand soin. »

Après cette revue déjà un peu longue, j'arrive enfin aux Indes anglaises contemporaines. Voici quelles y sont les principales formes de législation. Je dis les principales, car si je devais entrer dans le détail, il y en aurait à exposer au moins dix ou douze; j'en prends seulement deux ou trois.

La première forme de législation consiste dans les actes du Parlement. Celui-ci peut légiférer pour l'Inde anglaise par des actes spéciaux. Il use quelquefois de ce droit : les actes qu'il vote ont presque toujours pour objet des questions qui intéressent la constitution générale de l'Inde et non pas le détail de l'administration. Parfois aussi, mais très rarement, ce sont des lois de procédure, des questions d'état de personnes et de dévolution des biens.

En dehors de ces matières, qui, quelquefois, peuvent être réglées par le Parlement, le mode ordinaire de légiférer dans l'Inde anglaise est de le faire sur place. L'exposé de ce qu'est cette législation demanderait un grand développement. Il y aurait à exposer l'infinie prudence, la sagesse, les précautions prises dans la préparation et la confection des lois par le Gouvernement local.

En deux mots, voici comment on a procédé dans les premières années :

On a nommé d'abord (1833) une commission spéciale, qu'on a appelée *The Indian Law Commission*, commission des lois indiennes, laquelle a été chargée par le Parlement et par le Ministre de l'Inde à Londres d'aller aux Indes faire une enquête sur la justice et sur la loi. A la tête de cette commission fut placé un des hommes les plus illustres de l'Angleterre, Macaulay, qui déjà appartenait à l'administration des Indes en qualité de membre du Conseil, avec le titre de *Law Member*, quelque chose comme directeur de la justice. A peine à la tête de cette commission, Macaulay y apporta son esprit de méthode et esquissa le plan d'un Code pénal à l'usage de l'empire des Indes. La commission fut souvent interrompue dans sa tâche par la mauvaise santé de ses membres, et ce n'est peut-être pas exagérer que d'attribuer à Macaulay presque seul la plus grande partie du projet de Code pénal. Ce projet, qui prenait pour base les coutumes et usages des populations, mais n'avait garde de s'interdire toutes les réformes que la commission jugeait utiles, parut en 1837. Mais la politique intérieure et étrangère en retarda si longtemps l'étude et la discussion que vingt années s'écoulèrent entre le projet écrit et le projet voté. Et dans cette période de vingt années se

plaça la fameuse révolte de 1857, laquelle eut une influence considérable sur les sentiments des Anglais et sur l'esprit du Code pénal.

Macaulay aurait trouvé son projet singulièrement bouleversé.

D'ailleurs, durant ces vingt années, on n'était pas demeuré inactif. On avait préparé d'autres projets de Codes : le Code de procédure civile fut promulgué en 1859 ; le Code pénal en 1860 et rendu applicable à partir de 1862. Puis ce furent beaucoup d'autres lois : des lois sur le témoignage (*Evidence act*), sur la procédure criminelle, sur le commerce, sur la prescription, etc., etc. Ces lois furent, elles aussi, préparées par des commissions (*Indian Law Commission*) qui succédèrent à la première sous le titre de deuxième, troisième, etc., commission.

Ces diverses commissions reçurent, comme la première, le concours du *Law Member*, du Conseil législatif et de divers juriconsultes dont les noms ont laissé aux Indes un grand souvenir : sir Henry Summer Mann, sir Barnes Peacock, sir James Stephens, etc.

Une fois préparés, les divers textes de loi étaient (ils sont encore aujourd'hui) portés devant le Conseil législatif du vice-roi, lequel les vote suivant une procédure que j'indiquerai plus loin.

On a beaucoup discuté sur la valeur de ces Codes. Comme monument législatif, ils sont à louer. Ils sont, à beaucoup d'égard, supérieurs aux Codes des autres nations, non seulement aux Codes français, les plus anciens de tous et qui ont servi de modèles à tous, mais même aux Codes récents de la Louisiane, de la Suisse, de l'Italie, de l'Allemagne. Ce qui est plus douteux, c'est s'ils conviennent aux populations à qui on les destinait.

Ils sont applicables dans l'Inde britannique à tous les habitants, blancs ou de couleur. A cause de ce caractère quasi universel, ils sont probablement très en avant sur ce qui aurait convenu aux seuls indigènes. On a remarqué notamment que les princes indépendants, qui ont qualité pour légiférer pour leurs sujets, n'ont jamais emprunté à l'Inde britannique ses Codes tels quels.

Au reste, les Anglais ne les ont jamais considérés comme définitifs. Il n'est pas un de ces Codes qui n'y ait été, depuis son apparition, corrigé et remanié profondément une ou plusieurs fois. L'œuvre législative de l'Inde anglaise est un perpétuel dossier.

Après ces détails sur les Codes anglo-indiens, il reste à décrire le fonctionnement du conseil législatif des Indes, conseil permanent, qui a charge de légiférer pour les Indes. Sa composition, sa procédure, ses pouvoirs, tout cela donnerait lieu aux indications les plus intéressantes. Cela entraînerait trop loin. Je me bornerai à dire qu'il est composé : 1° du Gouverneur Général ; 2° de six des membres du conseil exécutif, dont un qu'on appelle le *Law Member*, le membre juridique ; 3° de membres libres européens désignés par le Gouverneur, et aussi de membres libres indigènes ; le total ne dépasse pas dix-huit ou vingt. Ce conseil législatif est chargé de faire les lois, c'est-à-dire d'achever ou de reviser les Codes et de faire les lois de circonstance. Mais ces lois que j'appelle de circonstance ne sont pas des lois portant seulement sur des points de détail, comme les arrêtés de nos Gouverneurs français, ce sont des lois qui touchent à tout, à l'état des personnes, aux successions, à la dévolution des biens, par conséquent, à ce qu'il y a de plus grave en matière de législation.

En terminant, on peut recommander aux méditations

de ceux qui s'occupent de ces questions la sagesse de la procédure législative suivante : l'initiative des lois n'est pas réservée exclusivement au Gouverneur Général ; tout membre peut déposer un projet de loi. Mais nulle proposition ne peut être déposée sans que le Gouverneur en soit averti, et celui-ci peut, s'il trouve cette proposition mauvaise, demander au membre de la suspendre durant un certain temps. Une fois qu'elle est déposée et non refusée, elle est imprimée ; à la demande des membres indigènes, elle est traduite dans telles langues indigènes qu'il convient ; à peine traduite, elle est publiée non seulement dans la *Gazette of India* (journal officiel), mais dans ce qu'on appelle le *Vernacular Press*, dans la presse indigène, et cela dans toutes les régions de l'Inde intéressées qui représentent une agglomération suffisante.

A partir du jour où elle est ainsi imprimée dans les gazettes indigènes, on la met en circulation parmi les chefs des provinces et les cours supérieures, et on attend leur avis, qu'on a soin de provoquer ; il n'est pas passé outre à l'examen de la loi tant qu'on n'a pas reçu ces avis. Ceux-ci une fois reçus et examinés, de deux choses l'une : ou bien ils laissent la proposition intacte, en y demandant seulement quelques amendements sans grande importance, ou, au contraire, ils la bouleversent de fond en comble.

Dans ce dernier cas, le membre qui a proposé cette loi et le *Lair Member* du conseil refont un nouveau projet, qui est imprimé, traduit et publié à nouveau dans toutes les gazettes officielles et privées. Les chefs et les tribunaux consultés envoient encore leur avis et, à partir de ce moment, c'est le projet définitif, modifié suivant ces derniers avis, qu'on envoie devant le conseil, après l'avoir traduit.

Il est alors nommé une commission, composée notamment du membre qui a déposé la loi et du *Law Member* (membre du conseil), qui est en quelque sorte le Ministre de la justice des Indes. Cette commission fait un rapport. Les membres du conseil administratif ont bien le droit de déposer des amendements; mais ou bien ceux-ci sont sans importance, et alors il n'est besoin que de deux ou trois jours pour les faire imprimer, et on passe à la discussion; ou bien ils entraînent des remaniements profonds et, si cela est, on procède alors avec ces remaniements comme on l'avait fait avec la proposition originale, et on est obligé de nouveau de les traduire, de les distribuer et d'attendre les avis.

Finalement, on arrive au moment où la procédure est en l'état, où on va procéder au vote, pour lequel on emploie le procédé du bulletin ou le vote à vive voix; dans ce cas, de même que dans nos conseils de guerre, ce sont les plus jeunes qui commencent à voter, de façon à ne pas être influencés par l'opinion des anciens.

Enfin, il y a des règles très intéressantes sur le *quorum* nécessaire, et sur la longueur des séances et sur la nécessité de ne pas fatiguer l'esprit à cause de la rigueur du climat, lequel peut agir très fort sur l'organisme. Finalement, il reste au Gouverneur Général le droit de ne tenir aucun compte de la loi qui a été votée et de demander un nouvel examen.

Quand il s'agit non pas des lois civiles ou criminelles, mais de certaines lois (finances), qui ont été votées par son conseil exécutif, le Gouverneur Général peut même davantage: il peut ce qu'on appelle *over rule*, c'est-à-dire aller contre, prendre une décision opposée. Cela s'est fait dans certaines circonstances, notamment en 1877, par

lord Lytton, à propos des droits mis par le conseil sur les filés de coton anglais.

Mais quand il s'agit des lois votées par son conseil législatif, le vice-roi n'a que le droit de lui demander un nouvel examen.

Tel est l'exposé de la deuxième des méthodes de législation anglo-indienne que j'avais signalées ; c'est la méthode du conseil législatif de l'Inde. Il en reste une troisième à indiquer. Celle-ci présente un caractère très intéressant et par elle-même et par cette circonstance curieuse qu'elle aurait pu avoir été empruntée par les Anglais à nous-mêmes. Elle date de 1870 et rappelle ce que nous venons de voir pour l'Indo-Chine, au temps de l'amiral La Grandière, vers 1865.

Cette loi de 1870 figure sous l'année 33<sup>e</sup> du règne de Victoria, chapitre III. Elle donne au Gouverneur Général, non plus en conseil législatif, mais en conseil exécutif, le droit de séparer, de soustraire à l'application des lois ordinaires de l'Inde certaines régions où, soit à cause de leur voisinage de pays troublés, soit à cause de l'état des esprits ou de la nature des lieux (pays montagneux, tribus indociles, par exemple), ces lois ordinaires de l'Inde ne peuvent pas être commodément appliquées. On estime plus prudent de donner à ces régions une législation spéciale, soit déjà existante, soit que l'on fera exprès, et ces lois spéciales n'ont pas besoin de passer devant le conseil législatif, mais peuvent être faites par le Gouverneur Général en conseil exécutif.

Il y a plus — et voilà qui est plus intéressant — elles peuvent, au lieu d'être faites de loin par le Gouverneur Général en conseil, l'être dans le district intéressé par tel fonctionnaire, même du rang le plus infime, pourvu qu'il réside dans le pays et qu'il soit l'agent

le plus élevé en grade présent sur les lieux. Le Gouverneur Général lui délègue le soin d'étudier la législation qui convient au district; il étudie et il demande au Gouverneur de sanctionner ses propositions. Cette législation spéciale peut même être mise en vigueur provisoirement par l'autorité qui l'a conçue et peut subsister et être maintenue quand elle a été approuvée par le Gouverneur Général en conseil exécutif.

C'est, par exemple, sous l'empire de ces lois que se sont trouvées pendant très longtemps la province montagneuse et difficile de l'Assam et la Haute-Birmanie, en 1885; c'est un procédé de législation spécial pour des pays qui présentent des difficultés particulières.

J'en ai fini avec la deuxième de mes questions : *Qui doit faire la loi?*

Ma conclusion est que ce doit être, d'une façon générale, et sauf exceptions, l'autorité locale.

J'arrive maintenant à la troisième question :

**Comment faut-il faire la loi ? — Dans quel esprit, sur quelles bases et avec quelles réserves ?**

Pour traiter ce point, il faudrait un volume tout entier. Mais je n'ai pas besoin d'insister longtemps, parce que, heureusement, depuis quelques années, il s'est produit dans les esprits une évolution qui fait que toutes les nations colonisatrices obéissent à une même orientation et penchent à croire que la législation coloniale doit tenir compte des lois des indigènes, de leur religion, même de leurs préjugés, sauf à y introduire peu à peu, avec la réserve voulue, certaines dispositions dont la civilisation ou la morale de nos pays nous paraissent devoir assurer le respect.

Toute la question est de savoir, suivant l'état de la



civilisation du pays intéressé, ce qu'on prendra d'abord pour guide. Dans l'œuvre de législation qu'ils entreprennent aux colonies, les Européens vont-ils prendre pour base la législation indigène ou la législation européenne ? Toute la question est là et on en voit l'importance.

Elle n'a pas toujours été résolue de la même façon. Par exemple, quand les Anglais ont commencé, en l'année 1781, à faire les fameuses *Regulations* dont j'ai parlé, ils ont pris pour base les lois et les coutumes indigènes, et c'est seulement avec la plus grande prudence qu'ils ont introduit çà et là quelques mesures d'origine européenne, notamment en matière pénale. Au contraire, quand, plus tard, vers l'année 1860, ils ont commencé à faire les Codes anglo-indiens, alors qu'il y avait 200 ans et plus qu'ils tenaient le pays, et que peu à peu ils l'avaient pénétré d'une façon profonde, ils sont partis d'un tout autre point qu'en 1781 : ils ont introduit comme base de la loi nouvelle qu'ils allaient rédiger, non pas les lois et coutumes de la race indigène, mais plutôt celles de la nation anglaise, et de ce bloc de lois anglaises ils ont retranché tout ce qui leur paraissait devoir être trop contraire aux préjugés, à la religion ou aux coutumes indigènes.

Ainsi, il y a un abîme entre ce qui a été fait en 1781 et ce qui a été fait en 1860. Et on trouvera même aux Indes beaucoup de personnes pour déclarer que les Codes anglo-indiens sont trop européens. Toutefois, si le point de départ est différent, la méthode est la même. Pour ceux qui ne sont pas jurisconsultes, il peut être intéressant de spécifier par quelques exemples comment les Anglais ont opéré.

Je prends par exemple entre les Codes anglo-indiens, le Code pénal. Ce Code reproduit dans ses grandes lignes les

dispositions des Codes européens, notamment les lois pénales anglaises, mais la quantité d'exceptions qui y ont été introduites pour donner satisfaction aux idées ou aux préjugés indigènes est telle qu'aucun Européen n'y reconnaitrait son propre Code : on a été obligé de tenir compte d'un grand nombre de circonstances spéciales. Par exemple, il y a dans nos Codes européens une disposition qui reconnaît le droit de défense personnelle : quand on dit que quelqu'un a agi en état de légitime défense, cela établit en sa faveur un droit à l'indulgence, qui même peut aller jusqu'à faire proclamer son innocence. Mais il n'en reste pas moins que l'acte illégal commis par lui est un délit et que la légitime défense n'est qu'une excuse. Aux Indes, cette notion est renversée. La légitime défense ne fournit plus seulement une excuse au délit, elle détruit le délit, elle l'empêche de se former. Le Code pénal anglo-indien dit : « Rien ne peut être un délit de ce qui est fait dans l'exercice du droit de défense personnelle... »

Pourquoi ? L'explication est donnée par le Code lui-même. Ces Codes sont disposés d'une façon très curieuse ; ils posent d'abord le principe puis, sous le principe, une explication et une illustration. Or, dans l'explication et dans l'illustration placée sous ce principe de la légitime défense, j'ai recueilli cet argument : « Si nous étions dans un pays belliqueux, il ne faudrait pas rédiger la loi dans cet esprit ; mais comme nous sommes dans un pays où les hommes seraient disposés à endurer tout, il faut les inciter à prendre eux-mêmes la défense de leurs propres lois, pour que le Gouvernement ne soit pas obligé de venir sans cesse au secours des plus faibles. »

Voici un autre exemple toujours dans le Code pénal, qui présente les cas les plus frappants. Il y a un article 292 qui déclare que toute peinture, toute sculpture ou repré-

sensation obscène est punie, sauf quand ces représentations ou ces peintures se rencontrent dans un temple ou sur un char employé au transport des idoles. Pourquoi? Parce que dans l'histoire de la religion hindoue, il se rencontre des scènes obscènes, et que prohiber ces images ou ces représentations religieuses eût été porter atteinte à la religion.

A propos de la diffamation, il est donné aux juges des conseils très intéressants sous les articles spéciaux du Code pénal. L'on dit aux juges : « Faites bien attention à ce que vous allez appeler diffamation, car rien n'est plus difficile que de savoir ce qu'est la diffamation, dans un pays où un hindou se considère comme déshonoré quand on a dit de lui qu'il mange de la chair de bœuf, et où un musulman se considère aussi comme déshonoré quand on a dit de lui qu'il mange de la chair de cochon ».

Pour la corruption des fonctionnaires publics, la présomption de nos lois est presque renversée. Le corrupteur n'est puni que très légèrement; pourquoi? Parce que, disent les commentaires, il y a dans ce pays beaucoup à parier que c'est le corrompu qui a été l'instigateur de la corruption et que c'est ce fonctionnaire public qu'on a voulu acheter qui a dû obliger l'acheteur à lui donner une certaine somme.

Les offenses envers la religion ou les objets du culte sont punies avec une grande sévérité, non pas seulement par une amende, mais même par de la prison, qui peut se prolonger jusqu'à cinq années, parce que, dans un pays de domination, les offenses à la religion peuvent conduire à des troubles très graves, peut-être même à une insurrection.

En ce qui concerne la façon de recueillir les témoignages et la crainte des faux témoignages, il y a une

abondance de règles curieuses, contenues dans l'*Evidence Act*, loi due au fameux sir James Stephens. Une entre autres est de nature à nous surprendre, nous Européens, dans l'application de la fameuse règle : *testis unus, testis nullus*. Là, comme chez nous, on a dit aux juges : « Faites bien attention : s'il n'y a qu'un témoin, il y a bien des chances pour que son témoignage soit faux : n'y croyez guère, à moins que ce ne soit corroboré par une preuve écrite ». Mais on ajoute : « Faites bien attention aux preuves écrites ; même si elles se trouvent consignées sur papier timbré, il n'est pas impossible qu'elles soient fausses, attendu que, dans certaines familles hindoues, il est souvent de règle d'avoir des collections de papier timbré à tous les millésimes, de façon à pouvoir un jour faire un faux authentique sur un papier timbré du sceau de l'Etat. »

Enfin, en ce qui concerne les châtimens, il y a encore des règles très différentes de ce que nous voyons chez nous. Pour telle chose, par exemple, qui nous paraît un véritable crime, la loi n'inflige que quelques mois ou quelques semaines de prison. Pourquoi ? Parce que certaines populations hindoues ont une telle terreur de la prison que, pour y échapper, elles sont prêtes à n'importe quelle extrémité ; par exemple, dit l'*illustration* du Code pénal, il y a telle région où un homme, plutôt que de faire six mois de prison, abandonnerait son champ, sa femme et ses enfans. De même, la transportation leur cause une telle crainte qu'ils préfèrent la peine capitale.

Et enfin, dans la pratique, on a été obligé, contrairement au vœu du législateur du Code pénal, de réintroduire la peine du fouet, qu'on avait abolie comme contraire à la dignité humaine. Pourquoi ? Parce que d'abord, on a considéré que cette peine est une punition salutaire, en second lieu parce qu'elle présente le grand avantage de ne

pas laisser, comme ferait la prison, la femme et les enfants sans l'homme qui travaille et qui les nourrit; enfin parce quelle dispense d'envoyer les coupables dans des prisons qui sont trop souvent infectes ou même infectieuses et peuvent entraîner la mort de celui qu'on n'avait voulu condamner qu'à quelques jours seulement.

Je pourrais multiplier les exemples de ce genre.

J'en ai fini avec ce que j'avais à dire sur cette troisième question : *Comment la loi doit-elle être faite?*

En terminant, je voudrais proposer un certain nombre de conclusions qui seront très vagues, parce qu'il n'est pas permis par le règlement de notre Institut d'édicter un corps de doctrines. On ne peut que s'en tenir à des indications de principes. Je les ai résumées comme suit :

1<sup>o</sup> a) Il y a utilité pour les colonies à avoir une législation différente de celle de la métropole ;

b) Cette utilité apparaît même pour les Européens ;

c) Mais surtout pour les indigènes.

2<sup>o</sup> Cette loi doit être faite, non pas dans la métropole, mais dans les colonies, auxquelles il importe de donner à cet effet les institutions convenables.

J'appelle l'attention de l'Institut sur la réserve qui termine ce paragraphe 2<sup>o</sup> : à la condition qu'on ait donné aux colonies des institutions convenables.

C'est là une réserve très importante que chacun comprend. Il n'est pas un homme connaissant les colonies qui ne saisisse ce que j'entends par ces mots : institutions convenables. Si nous prenons, par exemple, l'ensemble des colonies françaises, il n'y a presque nulle part de pouvoir législatif véritable : il n'est pas, sauf peut-être en Algérie, un seul corps à qui l'on puisse, en conscience, remettre le sort des personnes et des biens. Pour qu'on ose confier des pouvoirs aussi considérables, il faut d'abord

composer des conseils d'hommes capables de les exercer et avoir pris des garanties, soit contre leur inertie, soit contre leur trop grande présomption.

3° La loi coloniale, respectueuse des coutumes et des institutions indigènes, doit cependant être, peu à peu, orientée vers les idées occidentales, d'abord et surtout dans l'ordre pénal et dans l'ordre commercial, plus tard seulement dans l'ordre civil, en ce qui concerne notamment l'état des personnes et la dévolution des successions.

Si j'ai appelé avec tant d'insistance l'attention de l'Institut sur tout ce qui, en cette question, concerne les indigènes, c'est parce que nous n'avons aujourd'hui tous, Français, Néerlandais et même Anglais, rien de plus important, dans nos empires coloniaux, que les *possessions* qui renferment un très grand nombre d'indigènes. Nous tous qui nous occupons de matières coloniales, nous sommes aujourd'hui entièrement persuadés de cette vérité qu'il n'y a pas d'avenir pour nos colonies si la question des indigènes n'est pas convenablement réglée ; il n'y a pas de prospérité matérielle possible pour elles, si les indigènes ne deviennent pas les collaborateurs de nos colons, et si, pour arriver à ce résultat, nous ne leur inspirons pas, par un ensemble d'institutions convenables, cette confiance en nous qui leur permette de s'abandonner à l'avenir et en même temps de croître et de multiplier.

---

# L'ENSEIGNEMENT COLONIAL GÉNÉRAL

Constitution, Organisation, État actuel

# L'ENSEIGNEMENT COLONIAL GÉNÉRAL

## Constitution, Organisation, État actuel.

---

Rapport préliminaire à la session de Londres du 26 mai 1903

PAR

**M. Henri FROIDEVAUX**

Docteur ès-lettres

Membre effectif de l'Institut.

---

Il y a plusieurs manières d'envisager l'enseignement colonial. Tantôt on désigne sous ce nom l'enseignement professionnel donné aux futurs *fonctionnaires* et *administrateurs* coloniaux dans les écoles spéciales comme l'étaient naguère les collèges de Fort-William et de Haileybury pour l'Angleterre, les écoles de Delft et de Leyde pour les Pays-Bas, comme le sont encore la classe B du Gymnase Guillaume III de Batavia et l'École coloniale de Paris. Tantôt encore on appelle de ce même nom l'enseignement que donnent, sans préoccupation d'application immédiatement pratique, mais simplement dans un but d'éducation générale et de haute culture intellectuelle et scientifique, pour faire mieux connaître et apprécier les colonies par le grand public, pour en compléter l'étude, un certain nombre de professeurs, soit dans les Universités de l'État, soit dans des écoles de haut enseignement comme l'est, par exemple, l'École française des sciences politiques. Tantôt enfin on entend par enseignement colonial l'enseignement que chaque métropole européenne



donne aux indigènes de ses différentes possessions d'outre-mer.

Ce n'est pas ici le lieu de s'occuper ni du premier ni du dernier de ces enseignements coloniaux : de l'enseignement donné aux futurs fonctionnaires coloniaux, il a été parlé dans une des sessions précédentes de l'Institut Colonial International, lorsque la question des fonctionnaires coloniaux a été à l'ordre du jour (1), et la deuxième série de nos publications contient sur le sujet des renseignements d'un très vif intérêt (2). De l'enseignement (ou du moins d'un certain enseignement) des indigènes, il a été également question quand Mgr Alexandre Leroy, avec sa haute autorité et sa compétence indiscutable, a recherché les meilleures méthodes à employer pour favoriser l'éducation professionnelle des indigènes dans les colonies de fondation récente (3). Jamais encore, au contraire, l'Institut Colonial International n'a eu l'occasion d'envisager un autre aspect de ce problème, ni de s'occuper de l'enseignement colonial *général*, je veux dire destiné au grand public lettré de l'une ou l'autre des métropoles européennes, à ceux qui viennent chercher auprès des maîtres de l'enseignement public des informations précises et rigoureusement contrôlées, des méthodes scientifiques et une haute culture intellectuelle. Un pareil enseignement est-il utile ? et, s'il l'est, quelle orientation convient-il de lui donner ? Telles sont les questions très délicates qui feront l'objet de la première partie de ce rapport, dans la seconde partie duquel nous nous efforcerons de présenter un tableau d'ensemble de l'enseignement colo-

(1) Voir le *Compte rendu de la session tenue à La Haye*, en 1895, p. 320-324 et 387-396 (Rapport de M. Chailley-Bert).

(2) Cf. « *Les Fonctionnaires Coloniaux* » t. I, p. 97-122 (France) et t. II, p. 7-9 (Fays-Bas).

(3) *Compte rendu de la session tenue à Paris*, en 1900, p. 271-321.

nial général, tel qu'il existe actuellement dans les différents pays colonisateurs de l'Europe.

## PREMIÈRE PARTIE.

### § 1. — Utilité d'un enseignement colonial général.

Quelque ancienne que puisse être, sous ses multiples aspects, la colonisation, le temps n'est pas encore éloigné ou on s'est avisé d'en faire une science particulière, avec ses ramifications, ses sciences auxiliaires, ses principes, ses enseignements. Étudiée d'abord exclusivement par ceux qui devaient travailler, dans les pays d'outre-mer, à l'extension politique de telle ou telle métropole européenne, la science coloniale n'a pas tardé à déborder son cadre primitif et naturel. De là, deux façons distinctes de l'envisager et deux enseignements coloniaux distincts : l'un technique et pratique, existant partout sous des formes différentes, s'adresse aux seuls fonctionnaires coloniaux ; l'autre désintéressé, destiné à familiariser le grand public avec les questions coloniales, à lui en faire comprendre la complexité, à lui en retracer l'évolution, n'est encore vraiment organisé à peu près nulle part, parfois même n'existe absolument pas.

Un tel enseignement — le seul, répétons-le encore, dont il doive être question dans ce travail — est-il susceptible de rendre des services suffisants pour mériter d'être créé là où il n'existe pas encore, d'être développé et complété là où il commence seulement d'exister ? Son organisation est-elle bien utile ? et son opportunité réelle ? On a su faire, dira-t-on, bien avant la fin du xix<sup>e</sup> siècle, de bonne et sérieuse colonisation ; et ce ne sont pas les leçons magistrales prononcées du haut de la chaire par tel ou tel maître éminent qui rendront plus solide la domi-

nation européenne dans telle ou telle colonie déterminée, ou qui en accéléreront la mise en valeur. Il suffit de fonctionnaires intelligents, énergiques, sachant obéir et sachant commander, de colons sains, laborieux et débrouillards, de capitaux ; quant au reste, à quoi bon ?

Il importe beaucoup, au contraire, et pour la prospérité, et pour le développement des colonies. Comment recruter des colons, comment se procurer des capitaux si l'idée coloniale n'a pas pénétré dans la masse même de la nation ? si les possessions d'outre-mer ne sont pas simplement considérées comme des prolongements de la mère-patrie, ou des parties d'un plus grand tout ? si la mise en valeur des colonies n'est pas considérée comme aussi nécessaire que celle du sol métropolitain lui-même ? Il a suffi pendant longtemps qu'une élite fût imprégnée de ces idées ; nulle part il n'en est de même aujourd'hui, et la cause coloniale, comme toute autre, ne sera réellement gagnée dans un pays que le jour où elle y trouvera partout de nombreux adeptes, pleinement convaincus de l'utilité des colonies au point de vue métropolitain lui-même, suivant les progrès de chacune d'elles avec une attention soutenue et une vigilance de tous les instants, s'attachant sans cesse à rechercher les moyens de l'améliorer. Or, comment en arriver là et comment faire l'éducation coloniale d'un peuple sans recourir à un enseignement colonial général ?

Sans doute, tous les peuples colonisateurs européens n'ont pas à un même degré besoin d'un pareil enseignement. L'Angleterre, les Pays-Bas jouissent à cet égard d'une situation véritablement privilégiée. Depuis longtemps déjà, en effet — nous serions tentés de dire depuis des siècles — les questions coloniales ne cessent d'y être considérées par l'ensemble de la nation comme des questions essentielles, des questions vitales, qu'il convient de

traiter avec autant d'attention, d'esprit de suite et de soin que les questions métropolitaines les plus importantes. Personne n'y demeure indifférent ; qui n'a pas un parent plus ou moins rapproché aux colonies ? des intérêts plus ou moins considérables dans une entreprise coloniale quelconque ? Des années d'une heureuse et persévérante politique d'expansion ont fait peu à peu l'éducation générale de la nation entière, l'ont imprégnée de l'idée coloniale jusque dans ses couches profondes ; ce qui, sur des points particuliers, devra être complété et précisé, les membres du Parlement par leurs questions incessantes, les ministres par leurs réponses aux questions posées, les hommes d'Etat et les spécialistes dans des réunions publiques, enfin des revues pleines d'autorité et une grande presse bien informée, également soucieuses de fournir des renseignements exacts et précis, se chargeront de le faire. Ainsi se trouve donnée, sous une forme particulière, une véritable éducation coloniale, complémentaire de cette éducation générale que des années de pratique ininterrompue ont procurée d'une manière plus ou moins développée à l'ensemble de ces nations.

Cette éducation fondamentale, qui semble en quelque sorte innée à l'heure actuelle chez les peuples dont nous venons de parler, la retrouve-t-on chez les autres nations colonisatrices de l'Europe ? Pas le moins du monde. Même chez ceux de ces peuples qui, comme le Portugal, comme la France, ont depuis longtemps des possessions d'outre-mer, l'idée coloniale n'a pas encore pénétré profondément dans la masse même de la nation. Les circonstances historiques lui ont été, il est vrai, longtemps défavorables, en France du moins où (pour nous tenir strictement sur le terrain colonial) les désastres maritimes et coloniaux de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup>,

l'abandon, pendant plus de 60 ans, de toute politique suivie d'expansion coloniale, le triomphe de ce préjugé que le Français n'est pas colonisateur, ont contribué à rendre la nation (dont la tournure d'esprit était naguère tout autre) indifférente aux questions de politique et d'influence mondiales. Pendant longtemps, c'est sur le monde européen et méditerranéen seul qu'a été exclusivement concentrée l'attention publique, oublieuse de l'ancien empire colonial français et ignorante de la grande œuvre coloniale exécutée par des enfants de France au Canada ; quant à regarder plus loin, à se ménager des points de relâche sur les grandes routes commerciales du globe, à se constituer sur les vastes continents asiatique et africain des débouchés pour l'avenir, qui donc y pensait avec suite ? et qui, se souvenant du bel empire colonial que la France avait possédé naguère, envisageait pour son pays la possibilité d'en envisager un nouveau ? Aussi la reprise d'une politique coloniale suivie a-t-elle été accueillie par la nation entière avec autant de surprise et d'hostilité que que si, depuis que la France existe, elle n'en avait jamais eu de telle ; seule encore, au début du xx<sup>e</sup> siècle, une minorité — dont l'importance croît d'ailleurs de jour en jour — est convaincue de la nécessité d'une politique d'expansion mondiale, comme de l'importance et de la complexité des questions coloniales. Quant au Portugal, le plus ancien des royaumes colonisateurs de l'Europe actuelle, la sécession du Brésil, vers lequel s'étaient portés si longtemps d'une manière continue l'émigration et les capitaux portugais, et les guerres civiles qui éclatèrent avec l'établissement du pouvoir constitutionnel marquèrent dans son évolution coloniale un temps d'arrêt. Si, depuis une trentaine d'années, le gouvernement, appuyé sur une élite, a repris avec énergie en Afrique une œuvre colo-

niale à peine ébauchée précédemment, le Portugal le doit à son attachement à de glorieuses traditions historiques, et non pas à une éducation coloniale complète qui fait encore défaut à la grande masse de la nation.

En Allemagne, où pendant si longtemps a été professée une doctrine absolument opposée à toute politique coloniale, en Italie, en Belgique, il ne semble pas qu'il en soit autrement. Là, plus encore qu'en France, les idées coloniales sont d'introduction récente ; là non plus elles n'ont pas encore pénétré dans les couches profondes de la nation, et c'est une minorité éclairée — toujours grandissante il est vrai — qui les adopte, et qui travaille à leur propagation, à leur diffusion dans la masse même du peuple, sentant bien que, jusqu'à ce que ce but ait été atteint, le développement colonial du pays demeurera précaire et manquera d'une base vraiment solide.

De ces différents pays, la majeure partie : Allemagne, Belgique, France, a commencé depuis plus ou moins longtemps d'organiser un enseignement colonial général, que de bons esprits voudraient aussi fonder en Portugal (1).

Il y a là, en effet, pour la propagation et le développement des idées coloniales, un instrument de tout premier ordre, susceptible de contribuer de la manière la plus efficace au triomphe d'une cause encore discutée. Qu'il s'agisse de montrer par des faits l'utilité d'une politique mondiale, de familiariser le public avec les nombreux problèmes que soulèvent l'organisation et la mise en valeur des possessions d'outre-mer, de faire connaître les diffé-

(1) DE PENHA GARCIA : *Bases para a organisação do ensino colonial pratico nas escolas de agricultura, do commercio e nos institutos industriais, com largo desenvolvimento da geographia economica e estudo especial das nossas riquezas colonias e suas relações com a economia nacional*. Lisbonne, 1901, in-8° de 12 p. (*Congresso Colonial Nacional*, décembre 1901).

rentes parties de l'empire colonial de telle ou telle des nations dont nous venons de parler, de comparer les uns avec les autres ces différents empires et de dégager de leur comparaison de grandes et utiles leçons, un enseignement colonial général scientifiquement organisé et scientifiquement donné y contribuera très puissamment. Comme on l'a dit en excellents termes (1), « par un cours public on agit plus efficacement que par des conférences isolées, et on établit une doctrine ; par des exercices pratiques destinés aux étudiants, cette doctrine se répand ensuite là où ces étudiants vont enseigner à leur tour ». Ainsi se constituera peu à peu, grâce surtout à l'enseignement colonial, une opinion publique raisonnée, éclairée, maîtresse d'elle-même, sachant résister aux entraînements d'un jour, sachant persévérer dans ses idées tout en les modifiant et en les rectifiant sous la pression des événements eux-mêmes.

Se bornerait-il à former, ou plutôt à aider puissamment à former une opinion publique, un enseignement colonial général vaudrait déjà amplement la peine d'être constitué ; mais il peut rendre d'autres services encore. Tout enseignement supérieur digne de ce nom n'est pas seulement destiné à des candidats aux diplômes universitaires ou à des auditeurs bénévoles désireux de tuer le temps d'une manière intelligente, il peut et il doit être aussi une préparation de première valeur pour des carrières variées et indépendantes : les faits sont là pour le démontrer. A plus forte raison en sera-t-il de même pour un enseignement colonial général dont, naguère — presque jusque vers le milieu du xix<sup>e</sup> siècle, — la néces-

(1) AUGUSTIN PERNARD : *L'Afrique du Nord*, Leçon d'ouverture faite à la Faculté des Lettres le 9 janvier 1903.

sité ne se faisait guère sentir parce qu'il paraissait suffisant aux colonisateurs d'emporter, avec leur pacotille, le courage, l'énergie, le goût des affaires ou du travail, parce que les hommes d'Etat, comme les Compagnies et les colons isolés, ne rêvaient guère autre chose que de tirer des colonies le plus de bénéfices possible, les uns pour l'Etat, les autres pour eux-mêmes. Aujourd'hui, des devoirs tout nouveaux ont surgi partout : devoirs de civilisation, de protection, de bonté, auxquels personne ne demeure ou ne doit demeurer indifférent, mais pour l'entier accomplissement desquels l'intelligence naturelle ni la réflexion seules ne suffisent pas ; pour les bien remplir, il faut encore « une initiation particulière », selon l'heureuse expression de M. Boutmy, qu'un enseignement colonial général peut seul donner tout entière. Ainsi cet enseignement, s'il est bien compris — et telle est l'hypothèse qu'il est juste d'envisager ici — est susceptible, même pour des occupations et des professions d'un caractère pratique, de rendre les plus grands services ; s'il est bien compris, de futurs administrateurs, de futurs agriculteurs, de futurs commerçants en pourront tirer un profit incontestable, des informations générales qui leur permettront d'être mieux armés pour la vie pratique même, et qui feront d'un tel enseignement la meilleure préparation à leur future profession. C'est ce qu'indiquait fort bien la *Deutsche Koloniale Gesellschaft* quand, le 2 décembre 1899, dans les considérants d'un vœu relatif à la diffusion de l'enseignement de la géographie et de l'ethnologie, elle déclarait que « pour l'administration et la mise en valeur judicieuse des territoires compris dans *notre* sphère d'activité coloniale et dépendantes de *notre* influence commerciale d'outre-mer, il importe d'avoir une exacte connaissance des mœurs, des usages, des habitudes, des croyances



et du degré de civilisation des populations avec lesquelles on se trouve en contact, et une connaissance approfondie de la surface des terres et des mers (1) ».

Telles sont les principales raisons d'un caractère pratique pour lesquelles nous concluons à l'utilité d'un enseignement colonial supérieur.

## § 2. — Orientation de cet enseignement.

Puisqu'un enseignement colonial général est utile, et peut rendre de réels services dans toutes les métropoles européennes, même dans celles dont nous avons parlé d'abord, il convient de le constituer, de l'organiser. Ici se pose immédiatement une nouvelle question de la plus haute importance : Dans quel sens convient-il d'orienter cet enseignement ? Doit-on (demandait en 1900 M. Caudel, maître de conférences à l'École libre des sciences politiques, dans un rapport préparatoire au troisième Congrès international d'enseignement supérieur), « doit-on faire de cet enseignement un exercice complémentaire de haute culture intellectuelle, ou une préparation plus ou moins spéciale, directe et pratique aux entreprises coloniales ? » (2)

Ce n'est pas ici au point de vue de l'avenir des universités, ni au point de vue pédagogique que nous devons envisager cette question très délicate, mais au seul point de vue colonial, ce qui nous amène à poser encore la question de cette autre manière : sous quelle forme un enseignement colonial général est-il susceptible de rendre le plus de services ?

(1) Paris, Delagrave, 1903, in-8° de 164 p.

Nous avons généralisé ici les termes essentiellement spéciaux à l'Allemagne du vœu énoncé par la *Deutsche Koloniale Gesellschaft*.

(2) *De l'introduction des matières coloniales, agricoles et industrielles dans l'enseignement des Universités. (Troisième Congrès international d'Enseignement supérieur, p. 4.)*

S'agit-il d'envisager uniquement le présent, sans se préoccuper de l'avenir, aucun doute ne semble d'abord possible ; l'enseignement supérieur des matières coloniales doit être un enseignement spécial, direct et pratique. Beaucoup d'Etats, en effet, ont maintenant des colonies et cherchent les moyens de les mettre en valeur ; les territoires, en se resserrant sous des populations dont les besoins croissent plus rapidement que le chiffre, exigent une culture plus intelligente que celle du passé et qui assure un rendement plus considérable ; l'industrie voit les concurrences surgir de toutes parts sur un marché démesurément étendu, que l'abondance et la variété des offres rendent chaque jour plus exigeant (1). Il importe donc d'arriver et d'arriver bien outillé — bon premier, avec le plus d'avance possible sur ses concurrents ; et c'est pourquoi un enseignement professionnel d'un degré supérieur, « une préparation élevée, spéciale et directe à l'administration des colonies et aux entreprises coloniales » (2), est celui auquel il faut donner la préférence, car il permettra de concurrencer plus rapidement les autres peuples sur le terrain économique, et de mettre le mieux en valeur un empire colonial.

Contre cette opinion, que soutiennent d'excellents esprits, nous ne pouvons pas ne pas nous élever. Notons d'abord qu'un tel enseignement ne sera pas complet ; comme l'a très bien dit M. Maurice Courant (3), « qu'il s'agisse de la colonisation en pays de souveraineté, de protectorat, ou de cette colonisation spéciale en pays

(1) CAUDEL : *De l'introduction des matières coloniales et industrielles dans l'enseignement des Universités*. (Troisième Congrès international d'Enseignement supérieur, p. 3.)

(2) Telle est la conclusion d'un travail soumis par M. Silvestre au troisième Congrès d'Enseignement supérieur, p. 174-177.

(3) *Matières coloniales*. (Troisième Congrès international d'Enseignement supérieur, p. 178.)

étrangers, telle qu'elle se poursuit en Chine, au Siam, en Corée, colonisation n'est pas synonyme d'exploitation. A côté de l'exploitation agricole, industrielle, commerciale, en un mot économique des pays colonisés, il y a l'organisation des rapports avec les indigènes; il y a, dans certaines limites plus ou moins étroites, la direction civile et morale des indigènes eux-mêmes ». Un enseignement colonial tel que nous venons de le définir en aura-t-il souci? Et ce même enseignement remplira-t-il, au point de vue métropolitain, le rôle essentiellement éducateur que nous avons esquissé tout à l'heure? Nous ne le croyons pas. Il sera simplement, à un degré plus ou moins élevé, un enseignement professionnel soumis aux fluctuations de l'opinion, à ses exigences passagères, à ses modes, à ses entraînements irréfléchis, susceptible d'être complètement déserté si la popularité dont jouissent actuellement les questions coloniales se changeait en impopularité, ou même seulement en indifférence.

Pour qu'il en soit autrement, il convient, à notre avis, d'orienter d'une manière plus élevée l'enseignement colonial. Il faut que les maîtres de cet enseignement puissent, comme ceux des enseignements actuellement existants, faire œuvre haute et féconde, en se plaçant au-dessus des exigences d'un auditoire préoccupé de résultats pratiques et en s'inspirant des méthodes scientifiques les plus rigoureuses; il faut qu'ils puissent étudier librement devant ceux qui les écouteront, avec tous les développements nécessaires, en se conformant strictement aux règles les plus minutieuses de la critique contemporaine, des sujets de leur choix, pour en mettre ensuite en pleine lumière, avec toute l'autorité voulue, les conclusions. N'oublions pas que les études coloniales sont des études nouvelles, rentrant dans la catégorie de celles dont on

disait récemment qu'« elles ne sont pas encore, que quelques-unes ne seront peut-être jamais des sciences. Leurs principes sont vagues ou n'existent pas, leurs méthodes sont en voie de formation, et l'expérience de chaque jour les met à de cruelles épreuves. Tout conspire pour leur donner l'allure d'observations juxtaposées, de monographies éphémères, d'où un esprit solide ne pourra dégager qu'à très grand'peine les propositions fondamentales et les règles de critique qui font une science, en travaillant en quelque sorte sous le feu de l'ennemi, puisque, dans son enseignement, il développera au fur et à mesure sa pensée devant un auditoire (1) ». C'est donc en adoptant une méthode toute scientifique, et seulement ainsi, que pourront progresser nos études, encore à peine effleurées ; ainsi, et seulement ainsi, pourront vraiment se constituer, grâce au travail intense, continu et coordonné des maîtres du nouvel enseignement, les sciences coloniales encore aujourd'hui au berceau.

Multiples et solides seront les résultats d'un tel enseignement : il fera véritablement, en matière coloniale, l'éducation de l'élite de la nation ; il montrera à de nombreux auditeurs la multiplicité, l'importance, la complexité, la difficulté des questions coloniales et fournira ainsi la justification de sa propre existence ; il permettra de dresser, dans un laps de temps relativement assez court, l'inventaire des données rigoureusement contrôlées en chaque matière, celui des faits à vérifier et à étudier, celui des problèmes à résoudre ; il facilitera l'éclosion de toute une littérature coloniale qui manque encore presque partout de précieux instruments de travail, de monographies scientifiques et d'ouvrages d'éru-

(1) CANDEL, rapport cité, (*Troisième Congrès International d'Enseignement supérieur*, p. 8.)

dition. Il donnera même, d'une manière plus étroite encore, satisfaction à ceux qui se préoccupent avant tout du point de vue immédiatement utilitaire et pratique, mais il y atteindra par des voies détournées en quelque sorte, sans pour cela y atteindre moins sûrement, car si, pour les futurs colons, l'instruction théorique même la mieux appropriée ne supplée nullement à l'apprentissage sur place, du moins rend-elle ceux qui l'ont reçue aptes à tirer plus rapidement et plus complètement de la pratique les enseignements que la pratique peut seule donner ; elle élève le niveau final de leur capacité et n'est par conséquent, même à une grande distance des réalités qui en sont le sujet, ni vaine ni inutile. Les membres de la *Deutsche Kolonial Gesellschaft*, à qui un enseignement géographique tel que celui donné par le professeur Théobald Fisher à l'Université de Marburg an-der-Lahn a fourni les preuves les plus évidentes de l'exactitude de cette affirmation (1), en sont tellement convaincus qu'ils ont demandé dès 1899, dans le vœu dont nous avons déjà cité plus haut quelques considérants, la multiplication des chaires de géographie dans les universités allemandes ; or ils le demandent, remarquons-le, « pour donner à la jeune génération, à qui il incombe de fonder l'Allemagne d'outre-mer, le moyen d'acquérir l'éducation *scientifique* nécessaire pour l'accomplissement de cette tâche grandiose. »

Concluons donc ce chapitre en disant que : 1° l'enseignement colonial doit être considéré comme un exercice

(1) On sait avec quels fruits de futurs commerçants et même de futurs journalistes ont pu suivre les leçons de ce maître éminent, qui adapte avec tant de talent aux besoins pratiques son enseignement, sans lui faire rien perdre de son caractère général et spéculatif. Cf. JEAN BRUNHES : *Comment la géographie, dans certaines Universités allemandes, prépare aux carrières commerciales ; Instituts géographiques et Chambres de commerce.*

de haute culture intellectuelle ; 2° cet enseignement doit être orienté dans un sens rigoureusement scientifique et dans un but absolument désintéressé, et doit laisser à d'autres institutions d'un caractère différent la préparation absolument spéciale et immédiatement directe et pratique aux entreprises coloniales ; 3° mais il ne doit s'interdire en aucune façon de montrer les applications pratiques qui en découlent, et il ne doit même négliger aucune occasion de mettre ces applications en pleine lumière.

### § 3. — Cadres de l'enseignement colonial général.

Si maintenant, non contents d'avoir montré l'utilité d'un enseignement colonial général et déterminé l'orientation de cet enseignement en établissant que « les seuls progrès possibles, en matière de colonisation, sont ceux qui reposent sur la science et sur la méthode » (1), nous voulons aller davantage encore au fond des choses, nous nous trouvons amené à rechercher quelles devront être les matières dont l'ensemble constituera ce même enseignement. Il ne s'agit d'ailleurs pas ici (il importe de le remarquer soigneusement en débutant) de déterminer des programmes complets, mais simplement de tracer de la manière la plus large les cadres du nouvel enseignement en indiquant pour quelles raisons telle ou telle catégorie de matières y devra trouver sa place.

Puisque les Européens ont débordé sur la terre entière, puisqu'ils ont assumé la lourde charge de sa mise en valeur, leur premier souci sera naturellement, et leur premier devoir est de s'efforcer de connaître leur domaine. Ce qui doit donc avant toute autre matière, entrer dans

(1) J. CHAILLEY-BERT.

les cadres d'un enseignement colonial général, c'est la géographie, et non pas seulement telle ou telle branche de la géographie : géographie physique, géographie politique ou humaine, géographie économique, mais la géographie au sens le plus large du mot, celle qui embrasse à la fois l'étude de la nature et l'étude des sociétés humaines dans leurs rapports avec le sol, celle qui a également souci de la variété dans l'espace et de la variation dans le temps des multiples phénomènes dont elle a le devoir de s'occuper. Là se trouve en réalité la base de l'enseignement colonial général, car la géographie ne se borne pas à placer chacune dans son milieu les différentes possessions de telle ou telle métropole européenne (1), à en étudier la nature du sol, le climat, les habitants ; elle montre aussi « que rien ne réussit de ce que l'on entreprend en dépit des indications formelles de la nature, que le caprice humain, déchainé malgré les avertissements de la science, est le contraire de la volonté, que les phénomènes physiques nous ressaisissent et nous remettent sous le joug dès que nous cessons de les observer, qu'il n'est pire asservissement que la croyance à notre absolu pouvoir » (2) ; pour tout dire en quelques mots, « elle dégage, par un examen attentif des rapports qui existent entre les phénomènes physiques et les phénomènes naturels, entre l'homme et la nature, certains faits et certaines relations qui avaient

(1) « Il n'est pas, a écrit Vidal de la Blache, de contrée dont la physiologie ne dépende d'influences multiples et lointaines dont il importe de déterminer le foyer. Chaque contrée agit immédiatement sur sa voisine, et est influencée par elle. En dehors même de toute relation de voisinage, l'action de mieux en mieux reconnue de lois générales se traduit par des affinités de formes ou de climats qui, sans attirer l'individualité propre des contrées, les marquent d'une empreinte analogue. » (*Le principe de la géographie générale*, *Annales de géographie*, 1890, t. V, p. 129.)

(2) MARCEL DUROI : *La méthode de la géographie coloniale*. Leçon d'ouverture du cours de géographie coloniale à la Faculté des Lettres de Paris. (*Annales de géographie*, 1894, t. III, p. 133.)

échappé aux spécialistes confinés chacun dans sa sphère » (1). En même temps, ceux qui enseignent la géographie peuvent rendre des services d'autre genre, dissiper des mirages trompeurs et ramener de fausses formules à leur juste valeur ; tâche délicate et complexe entre toutes ! Ne comptez pas sur le géographe pour se laisser hypnotiser par des chiffres imposants de superficie, ni par la simple vue des taches que font sur une carte générale de notre planète les colonies de telle ou telle puissance : il se préoccupera bien plutôt des conditions climatiques de ces taches, et — car « civilisé ou sauvage, actif ou passif, ou plutôt toujours en même temps l'un ou l'autre, l'homme ne cesse pas dans ces différents états de faire partie intégrante de la physionomie géographique du globe » (2) — de la densité de leur population, de cette « force patiente et souple des muscles humains » (3), la main-d'œuvre, qui donne aux pays agricoles de population très dense (Chine, Inde, Delta du Nil) un avantage considérable sur nos pays à nous (4), et qui est la plus précieuse des richesses d'une contrée, parce qu'elle seule permet de tirer parti des autres. Ne vous étonnez pas davantage d'entendre le géographe revendiquer pour lui tant d'autres questions qui semblent d'abord relever exclusivement d'autres compétences : la meilleure utili-

(1) AUGUSTIN BERNARD : *L'Afrique du Nord*, p. 3.

(2) P. VIDAL DE LA BLACHE : *La Géographie politique*, à propos des écrits de M. Frédéric Ratzel, (*Annales de Géographie*, 1898, t. VII, p. 91.)

(3) JEAN BRUNHES : *L'Homme de la terre cultivée. Bilan d'un siècle*, (*Bull. Soc. Neuchâteloise de Géographie*, 1899, t. XIII, p. 251.)

(4) « Dans nos régions, où la population agricole n'est jamais aussi forte, où les grandes villes sont des centres d'attraction de plus en plus actifs, où l'industrie a besoin de bras, nous ne pourrions lutter si, précisément à l'époque où l'amélioration et la multiplication des moyens de transport nous forcent à compter avec les plus lointains pays de production, les instruments agricoles perfectionnés n'étaient venus aider l'homme, simplifier son travail, en exigeant moins de bras ». (JEAN BRUNHES : *Id., ibid.*)



sation possible des terres, le peuplement, le commerce, la main-d'œuvre, les communications ; c'est la connaissance des qualités nutritives du sol, du relief montagneux, du climat, qui dicte une saine adaptation des cultures ; c'est en observant le régime des pluies, qui détermine celui des fleuves, qu'il convient de décider quel rôle devra jouer, dans un pays d'outre-mer, la navigation intérieure, quelle place y sera réservée aux transports par voie ferrée (1). S'il eût été consulté, un géographe expérimenté et bien informé eût prédit, il y a plusieurs années déjà, cette « faillite des fleuves » (2) coloniaux, au moins dans une partie de leurs cours, à laquelle nous assistons actuellement ; et combien d'expériences désastreuses l'étude de sa science est susceptible d'épargner ! « Au total, on ne fait rien de solide sans l'aide du temps et de la nature. Les seules transformations durables sont les transformations qui tiennent compte des conditions géographiques qui sont commandées par les modifications économiques, et non celles qui sont imposées du dehors par des mesures factices et arbitraires » (3). Voilà pourquoi la géographie doit être à la base d'un enseignement colonial général.

A côté de la géographie, science des rapports de la terre avec l'homme, il convient de réserver dans l'enseignement colonial général, dont nous nous efforçons de tracer ici les cadres, une large place à l'étude de l'homme actuel lui-même, des conditions dans lesquelles il vit, de ses mœurs, de ses coutumes, de ses usages, de sa civilisation. Les sciences ethnologiques, dont les Allemands entre autres ont si bien compris l'importance au point de vue colonial,

(1) MARCEL DUBOIS : *La méthode de la Géographie coloniale* (loc. cit., p. 134).

(2) J. CHAILLEY-BERT : *Dix années de politique coloniale*, p. 75.

(3) AUGUSTIN FERNARD : *L'Afrique du Nord*, p. 16.

présentent en effet à cet égard un double intérêt de tout premier ordre : scientifique et politique ; que de fautes commises dans le passé ont eu pour cause initiale l'ignorance des mœurs, des sentiments, des croyances de tel ou tel peuple ! ou, peut-être plus encore, une notion erronée, une fausse interprétation des institutions indigènes ! L'histoire est là pour le prouver, et pour prouver aussi que « bien des idées que nous considérons comme les conquêtes les plus précieuses du temps présent, et dont l'application nous semble d'un intérêt primordial, laissent les hommes de race étrangère parfaitement froids. En revanche, et par la même raison, les étrangers, et particulièrement les Orientaux, ont à souffrir dans leurs rapports avec nous de nombre de blessures que nous leur portons tous les jours dans leurs mœurs, dans leur amour-propre, dans leurs croyances, et dont nous ne soupçonnons jamais la portée » (1).

À notre ignorance, à nos idées fausses, à nos conceptions erronées, l'enseignement des sciences ethnologiques (qui a été pendant longtemps impossible (2), mais qui,

(1) J. VUILLIEZ : *De la Justice aux colonies*, cité par ARTHUR GIRAULT : *Condition des indigènes au point de vue de la législation civile et criminelle et de la distribution de la justice*, Rapport présenté au Congrès de Sociologie coloniale en 1900 (*Congrès International de Sociologie coloniale*, t. 1<sup>er</sup>, p. 50). — Nous n'hésitons pas à donner une portée beaucoup plus générale à ces lignes, dans lesquelles M. J. Vuilliez ne parlait que des seuls Français.

(2) Par suite de l'insuffisance des observations des voyageurs et des premiers enquêteurs. Personne n'a mieux montré cette insuffisance que FÉSTEL DE COULANGES dans son admirable étude sur *le Problème des origines de la propriété foncière* : « Il n'est rien, dit-il, de plus difficile et de plus rare qu'une observation bien faite... Un voyageur nous dit en gros que chez les Caraïbes, ou chez les Yoloë, il a vu un partage de terres, ou qu'on lui a dit qu'il s'en faisait un ; mais a-t-il observé entre qui se fait ce partage ? Est-ce entre les membres d'une même famille, ou entre les cohabitants d'un village, ou entre les villages et entre toutes les fractions d'une tribu, d'un peuple ? Il y a là des nuances qu'un voyageur pressé n'a pu voir... Pourtant, suivant l'un ou l'autre de ces modes de partage, le partage a une signification et des effets absolument différents. L'étude d'un régime

grâce aux patientes études de travailleurs intelligents et attentifs, grâce à de minutieuses enquêtes (1), peut être maintenant organisé) est destiné à porter remède. Un tel enseignement ne devra pas, notons-le soigneusement ici, porter seulement sur les institutions juridiques des indigènes, les seuls dont se préoccupent trop souvent les juristes (2) oublieux des clartés que peuvent leur fournir pour leurs études mêmes des coutumes d'un autre ordre, désireux d'établir des comparaisons ou des assimilations qu'une étude insuffisante des faits permet seule d'instituer (3); il devra porter sur l'ensemble des mœurs, usages, habitudes, croyances et sur le degré de civilisa-

social est chose difficile, on la rencontre rarement dans les récits des voyageurs.

« Et puis, à côté de quelques faits particuliers que les voyageurs signalent, il faudrait voir s'il n'y a pas d'autres faits qui contredisent les premiers. Vous notez la terre commune chez quelques tribus arabes; mais il faudrait noter aussi que le Coran reconnaît la propriété privée et que beaucoup d'Arabes la pratiquent de puis un temps immémorial. Chez d'autres peuples, vous rencontrez quelques exemples de terres communes, et pourtant il faut reconnaître que la propriété privée domine de beaucoup chez ces mêmes peuples. » (*Questions Historiques*, p. 92-93.)

(1) Telle que celle instituée par le *South African Native Raws Committee*, et publiée sous le titre de *The Natives of South Africa* (London, John Murray, 1901, in-8°).

(2) Et même d'autres travailleurs. N., par exemple, la conversation du capitaine Lenfant et de M. Arthur Girault en tête de son article sur les *Bambaras* d'après les observations de M. le capitaine Lenfant (*Nouv. Revue hist. de Droit français et étranger*, janvier-février 1903).

(3) Cf. les dernières lignes de l'introduction mise par M. Arthur Girault en tête de ses notes sur les *Bambaras* d'après les observations de M. le capitaine Lenfant : « Les notes qui vont suivre... disent les choses vues par un observateur qui n'est pas un juriste. Est-ce un inconvénient? N'est-ce pas plutôt un avantage? L'historien du droit qui aurait vu les mêmes choses aurait pu céder involontairement au désir de soutenir une thèse nouvelle ou se laisser influencer d'une manière peut-être excessive par les rapprochements qui se seraient présentés à son esprit ». — Les juristes ne sont d'ailleurs pas les seuls à être tombés dans de tels défauts : le regretté E. Maqueray n'a-t-il pas consacré tout un chapitre de son ouvrage sur *la Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie* à la comparaison de Rome primitive et des cités de la Kabylie et du Mésab? Ce chapitre est de beaucoup le plus contestable de son travail.

tion des populations indigènes. C'est ainsi seulement que l'enseignement ethnologique pourra donner une connaissance exacte de ces populations, et qu'il atteindra sans peine le but désintéressé que nous avons indiqué au début de ce rapport, tout en étant, non moins que l'enseignement géographique, d'une utilité pratique de tout premier ordre (1).

L'étude de l'ethnologie, au sens allemand du mot, c'est l'étude de l'homme lui-même ; ne convient-il pas, à côté d'elle, d'introduire dans un enseignement colonial général l'étude des œuvres de l'homme, c'est-à-dire de l'histoire ? L'humanité, comme on l'a très bien fait remarquer (2), a en effet déjà l'expérience de la colonisation ; devons-nous négliger cette expérience ?... Il est du plus haut intérêt de savoir comment l'homme a déjà résolu les multiples problèmes que soulève toute entreprise coloniale ? A cela l'histoire seule, aussi bien l'histoire ancienne que l'histoire moderne ou contemporaine, est susceptible de l'apprendre. Comment les peuples antiques : Phéniciens, Hellènes ou Romains, comment nos aïeux des siècles immédiatement antérieurs au nôtre ont-ils pu exécuter une œuvre coloniale ? en vertu de quelles méthodes plus ou moins nettement formulées ? par quels procédés ? quels résultats ont-ils obtenus ? C'est à l'historien de l'enseigner. Qu'il s'agisse de l'exploitation des ressources naturelles du sol et du sous-sol, du traitement des populations indi-

(1) Cf. CHAILLEY-BERT : *Dix années de politique coloniale*, p. 47 : « De quelque point de vue que l'on considère les possessions, ... les indigènes y sont la condition même du succès. Sans indigènes, pas de production et pas d'impôt, voilà pour le gouvernement ; sans indigènes, pas d'agriculture, ni d'industrie, voilà pour les colons-plantateurs ; sans indigènes, pas d'affaires, voilà pour les commerçants. Sans indigènes, il n'y aurait plus qu'à éteindre ».

(2) J. TOUTAIN : *Enseignement des matières coloniales dans les Facultés des Lettres*. (Troisième Congrès International d'Enseignement supérieur, p. 200-202.)

gènes, de l'organisation administrative des colonies, d'autres problèmes non moins délicats, l'histoire soigneusement étudiée et bien comprise aura son mot à dire, fournira les renseignements les plus précieux et les plus sûrs (1). Sa connaissance approfondie, complétée par celle des conditions locales, des circonstances particulières de race, de climat, de religion suggérera peut-être même certaines idées pratiques à des colons entreprenants, ou dictera parfois leur manière d'agir à des administrateurs éclairés, ou encore expliquera certains faits d'apparence singulière aux habitants de la métropole soucieux de l'expansion coloniale. Dégager les faits des documents scientifiquement étudiés, les interpréter et les remettre dans leur milieu de temps et d'espace, en tirer la conséquence et la leçon, et parfois même certaines lois générales, certaines règles, certaines méthodes, tels sont les services que peut rendre un enseignement historique colonial rigoureusement compris, étayé sur les méthodes les plus sûres, accompagné de son cortège de sciences connexes et auxiliaires, et s'appuyant sur la géographie. Ne sont-ce pas là des raisons suffisantes pour assigner à l'histoire sa place dans un enseignement colonial général?

Pas n'est besoin d'indiquer les motifs pour lesquels les sciences physiques et naturelles font obligatoirement partie de ce même enseignement; on les devine de reste et elles sautent aux yeux de tous, car ce sont là matières qui trouvent immédiatement leur application utilitaire et pratique. La science des cultures coloniales, celle de l'hygiène et de la médecine des pays d'outre-mer, d'autres encore, relèvent au premier chef d'un enseignement colonial général.

(1) Aussi bien sur ce qu'il conviendra de faire que sur ce qu'il conviendra d'éviter.

Au total, la géographie, l'ethnologie, l'histoire, les sciences physiques et naturelles, voilà quelles sont les sciences qui doivent nécessairement entrer dans la constitution de l'enseignement colonial général, lequel doit lui-même (nous le rappelons) avoir pour complément, à l'usage de ceux qui se destinent aux carrières coloniales, un enseignement pratique préparatoire et spécial (1). Les sciences que nous venons d'énumérer en constituent les grands cadres, les seuls que nous avons le devoir d'essayer de déterminer ici.

#### § 4. — Organisation de l'enseignement général colonial.

Pour arriver aux termes de notre tâche, il nous reste encore à rechercher quel doit être l'organisation de l'enseignement colonial général. Par qui doit-il être donné? doit-il être donné partout d'une manière uniforme? telles sont les deux seules questions qui nous semblent, dans un rapport du caractère de celui-ci, devoir être examinées dans cet ordre d'idées.

Par qui cet enseignement doit-il être donné? S'il l'est dans des écoles spéciales, il est à craindre qu'il ne tarde pas à perdre le caractère rigoureusement désintéressé et de haute culture intellectuelle que nous avons établi devoir être le sien, et qu'il ne verse bientôt dans une speculation fâcheuse. Isolés, les maîtres finiront, plus ou moins involontairement et inconsciemment, par subir la pression, les exigences d'une partie de leur auditoire, et par modifier le caractère primitif de leur enseignement. Il en sera tout autrement si, dans tous les pays, cet

(1) A cet enseignement serait réservée l'étude des langues indigènes, celle du droit, celles des différentes sciences en vue des applications que ces sciences peuvent immédiatement trouver dans des pays neufs, etc.

enseignement est donné dans les Universités déjà existantes, lesquelles ne peuvent se désintéresser des sujets actuels, ni se confiner dans des programmes classiques, purement théoriques et étroitement limités à certaines branches de la science. Tiennent-elles à ne pas manquer à leur devoir, il leur faut se soucier de ce qui intéresse tout le monde, élever jusqu'à la hauteur de leur enseignement les questions nouvellement écloses, les faire progresser, les transformer en sciences. Elles seules sont vraiment capables de le faire ; « plus que tout autre corps, elles sont capables d'étudier, de comprendre les institutions des races diverses, de répandre dans la colonisation des idées élevées et sagement civilisatrices (1). » Adopter l'enseignement colonial général, le faire leur, ce sera pour les Universités la meilleure manière de conserver, d'étendre peut-être leur tâche éducatrice ; et ce sera pour cet enseignement lui-même la meilleure sauvegarde contre la tentation de dévier dans la pratique, la plus sûre garantie qu'il conservera son caractère élevé.

Cet enseignement colonial général, il serait ridicule de prétendre qu'il doit être partout donné d'une manière uniforme. Qui pourrait songer sérieusement à soutenir un tel paradoxe ? Les différents empires coloniaux européens se ressemblent-ils ? et sont-ils, pour tout observateur attentif, comparables les uns aux autres ? Comment donc vouloir d'un enseignement colonial identique ? Formuler une telle proposition suffit à en montrer l'inanité ; ce sera donc affaire aux spécialistes d'adapter aux nécessités de chaque métropole les cadres très souples que nous avons tracés tout à l'heure, de manière à donner satisfaction aux intérêts les plus élevés et les mieux compris

(1) MAURICE COURANT : *Matières Coloniales*. (Troisième Congrès International de l'Enseignement supérieur, p. 188.)

de leur patrie. Je vais même plus loin : il serait ridicule de vouloir, à l'intérieur de chaque pays, organiser partout l'enseignement colonial général avec une même étendue, un même nombre de chaires, etc. Nécessaire et utile dans un petit nombre de centres, et là seulement, cet enseignement peut et doit, dans la plupart de ces centres mêmes, être plus ou moins étendu, suivant les besoins et les habitudes de la région où il est localisé, telle Université s'attachant particulièrement à l'étude de telle ou telle partie du globe, suivant les intérêts locaux et les relations des différentes régions avec les colonies et avec l'étranger. Qu'importe qu'il en soit ainsi, l'enseignement est donné dans l'esprit que nous avons débuté par déterminer, si le professeur sait élargir son cadre et aller chercher des éléments de comparaison hors de son champ d'études ordinaires ! Pas n'est besoin d'avoir pour matière de cours la terre entière pour fournir la preuve qu'il n'y a de science que du général, ni pour faire œuvre d'enseignement colonial général. Tant vaut le professeur, tant vaut l'enseignement, et tout se réduit en fin de compte à une question de méthode.

Du moins importait-il de bien définir quels doivent être les principes fondamentaux de l'enseignement colonial général ; et c'est pourquoi nous n'avons hésité à appeler, ni craint de retenir longtemps sur cette question l'attention des membres de l'Institut Colonial International. N'est-ce pas un devoir, pour toute métropole, de se préoccuper de l'éducation de ses enfants, parmi lesquels se recrutera le personnel des entreprises coloniales ?



## DEUXIÈME PARTIE

### L'ENSEIGNEMENT COLONIAL DANS LES MÉTROPOLES EUROPÉENNES

---

Un enseignement colonial général tel que celui dont nous venons d'indiquer l'esprit et d'esquisser l'organisation existe-t-il à un degré quelconque dans les différentes métropoles européennes, voilà ce qu'il nous reste maintenant à rechercher. Il n'est pas sans intérêt, en effet, après avoir fait la théorie (si le mot n'est pas trop ambitieux) de l'enseignement colonial général, il n'est pas sans intérêt de dresser un inventaire succinct de ce qui, actuellement, s'en rapproche plus ou moins, soit dans un pays, soit dans un autre. Ce nous sera la meilleure façon de voir s'il est possible de constituer cet enseignement, et comment il sera possible de le constituer.

Pour dresser cet inventaire, nous aurons à rechercher d'abord quelle place occupe l'enseignement colonial général dans les écoles supérieures des différents pays colonisateurs de l'Europe, puis à indiquer quel rôle complémentaire exerce à cet égard l'initiative privée, enfin dans quelle mesure l'enseignement colonial, tel qu'il existe actuellement, peut aider à la constitution d'un enseignement colonial supérieur complet, orienté dans le sens que nous avons indiqué plus haut.

#### § 1. — De l'enseignement colonial officiel.

Occupons-nous d'abord de l'enseignement colonial officiel et efforçons-nous d'indiquer quels sont les cours institués par les gouvernements eux-mêmes dans les différents États métropolitains.

ANGLETERRE. — Dans les Universités anglaises, aucun cours n'est régulièrement consacré aux questions coloniales. Des professeurs comme l'illustre Seeley ont pu faire, à une époque donnée, une série de *lectures* sur des sujets coloniaux, mais il n'existe aucune chaire dont le titulaire professe uniquement des cours coloniaux. Les seules études qui s'y rattachent en une certaine manière, ce sont les cours de langues orientales ou africaines professés dans certaines universités : hindoustani, bengali, tamoul, mahratte, birman, etc. Pour le reste, tout ce qui existe en fait d'enseignement colonial est uniquement dû à l'initiative privée.

Il convient toutefois d'établir une exception en faveur des *Royal Kew Gardens*, dont on a pu dire avec raison qu'ils étaient une « Université de jardinage » ; les jeunes gens appelés à participer à l'œuvre coloniale y trouvent tous les moyens nécessaires pour acquérir non seulement la théorie et la pratique de l'agriculture, mais aussi une bonne instruction botanique, grâce à l'enseignement qui y est organisé (1). Ainsi les jardins royaux de Kew ne se bornent pas à faire œuvre pratique ; les cours qui y sont professés sont de véritables cours de haute culture intellectuelle, et l'orientation coloniale de plus en plus accentuée de Kew ne peut que contribuer à donner à ces cours eux-mêmes, en dépit de leur caractère général (2), une tendance coloniale de plus en plus marquée.

PAYS-BAS. — Aux Pays-Bas non plus, l'enseignement colonial n'a pas pris le développement qu'il semble-

(1) Cf. sur ce point A. MILNE-RODTINGON : *Rapport sur une mission aux Jardins royaux de Kew*, p. 9-10.

(2) Ces cours portent sur : 1<sup>o</sup> la physique et la chimie générale ; 2<sup>o</sup> la géographie botanique ; 3<sup>o</sup> la botanique économique ; 4<sup>o</sup> la botanique systématique.

rait devoir posséder. Cependant quelques professeurs de l'Université de Leyde font certains cours purement coloniaux ; à cette université existent en effet des chaires pour : 1° le droit mahométan et les autres institutions et coutumes des Indes orientales ; 2° le droit public et l'organisation des colonies et possessions d'outre-mer ; 3° l'ethnologie de l'archipel des Indes orientales ; 4° la langue malaise ; 5° la langue javanaise. Quelques fonctionnaires, des candidats au « grand examen des fonctionnaires administratifs coloniaux », des docteurs en droit désireux d'entrer dans la magistrature des Indes, de futurs linguistes, tels sont les auditeurs de ces cours, qui sont de véritables cours d'enseignement supérieur. Il en est de même du cours d'agriculture colonial professé à l'École d'agriculture de Wageningen, et de l'enseignement inauguré en 1900 à l'Université d'Utrecht par M. le Dr J. H. Kohlbrugge, privat-docent, sur les maladies des pays chauds.

FRANCE. — Mieux partagée que les pays dont nous venons de parler, la France possède depuis quelques années un enseignement (d'ailleurs très incomplet) colonial général, d'un caractère désintéressé, organisé en dehors de toute préoccupation utilitaire immédiate.

Introduit dans les Facultés de droit à partir de l'année scolaire 1891-1892, l'enseignement colonial, après avoir débuté par faire partie du programme de licence, a été transporté dans le programme du doctorat ès-sciences politiques et économiques. Le cours de *législation et économie coloniales*, très développé à Paris où il est traité par trois professeurs, plus ou moins régulièrement traité dans les différentes universités provinciales (1), ne se borne

(1) Toutes les facultés provinciales de Droit sont loin, en effet, d'avoir

nullement, où qu'il soit professé, à des notions élémentaires; il est très approfondi, et, tout en demeurant juridique, fait connaître l'œuvre même de la colonisation, son histoire, ses ressorts, ses lois.

Parallèlement à cet enseignement existe, dans certaines Facultés des lettres, un enseignement de la géographie coloniale, qui ne vise pas, lui non plus, à une étude simplement élémentaire, ou à la description des colonies françaises. « Étudier pour conclure, éclairer par l'examen attentif du domaine d'outre-mer de la France, et par d'instructives comparaisons avec l'œuvre des autres peuples, la généreuse initiative de nos explorateurs et de nos officiers, rechercher les lois d'une colonisation, voilà (déclarait en 1893 dans sa leçon d'ouverture le titulaire de la chaire fondée à la Sorbonne) les services qu'on attend du nouvel enseignement, les avantages qu'on espère retirer de l'enquête scientifique impartiale qu'il doit susciter » (1). C'est conformément à cet esprit que, dans des cours publics et des conférences réservées aux seuls étudiants inscrits, l'enseignement est donné à la Faculté des lettres de Paris par le professeur de géographie coloniale, et, depuis le début de 1903, par le professeur de géographie et colonisation de l'Afrique du Nord (2). A Bordeaux, le cours

un cours constitué de *Législation et Économie coloniales*; il en est où ce cours est irrégulièrement, peut-être même jamais professé. — Notons aussi que des matières de ce genre peuvent faire l'objet de cours libres; c'est ainsi qu'en 1901 a été professé à Paris un cours libre de *questions agricoles coloniales*.

Il convient de signaler ici l'existence, à l'École supérieure de Droit d'Alger, d'un enseignement de la législation algérienne et du droit musulman.

(1) MARCEL DUBOIS: *Leçon d'ouverture du cours de géographie coloniale*. (*Annales de Géographie*, 1894, t. III, p. 125.)

(2) Comme annexe à la chaire de géographie coloniale a été institué, d'abord par le ministère des colonies (en 1895), puis par l'Union coloniale (depuis 1898), un office colonial destiné à guider dans leurs recherches les étudiants désireux de travailler spécialement les questions coloniales. Des sujets de travaux, des indications bibliographiques, des conseils sur

de géographie coloniale fondé à la Faculté des lettres est orienté dans un sens surtout économique, conformément aux intentions exprimées par la Chambre de commerce, qui en a doté l'Université. A Lyon, le cours fondé à la Faculté des lettres par la Chambre de commerce porte à la fois sur la géographie et sur l'histoire coloniales; c'est la seule ville de France où l'histoire coloniale soit officiellement enseignée d'une manière continue dans une université.

Quant à l'ethnologie, elle est encore plus mal partagée. Sans aucun doute, le professeur d'anthropologie du Muséum d'Histoire naturelle consacre à cette science une partie de cet enseignement; mais où trouver, dans les Facultés de l'Etat, en dehors de cette chaire, des cours d'ethnologie? En même temps qu'a été fondé à la Sorbonne un cours de géographie et de colonisation de l'Afrique du Nord, le Collège de France a été doté d'une chaire de sociologie et de sociographie musulmanes, qui comble en partie seulement cette lacune de l'enseignement colonial général français et il existe à la Sorbonne, depuis plusieurs années, un cours de civilisation de l'Extrême-Orient. Notons aussi qu'à l'École des langues orientales vivantes, à côté des chaires d'arabe, de malais, de malgache, d'indoustani, de cambodgien, de siamois, de langues soudanaises, a été fondé un cours complémentaire de géographie, d'histoire et de législation de l'Extrême-Orient, à l'Université de Lyon un cours de mœurs et institutions de l'Extrême-Orient.

Très rare encore, jusqu'à ces dernières années, étaient

des points précis, voilà ce que trouvent auprès du secrétaire de l'Office colonial de la Faculté des lettres les étudiants, et même tous ceux qui désirent préciser un point quelconque du domaine de la science coloniale.

Quelques cours libres ont été, comme à la Faculté de droit, professés à la Faculté des lettres, soit sur la géographie coloniale et commerciale, soit sur l'histoire coloniale, de 1899 à 1902.

les cours coloniaux professés dans les Facultés des sciences et dans les Facultés de médecine ; il en est autrement aujourd'hui. L'initiative des gouverneurs de certaines colonies, des Chambres de commerce et même des particuliers a modifié un état de choses lamentable ; l'Etat y a mis de son côté du sien : aussi la situation est-elle bien meilleure que précédemment. A Paris, où naguère le Muséum d'histoire naturelle seul possédait une chaire des cultures tropicales, a été fondée en 1902 une *École nationale supérieure d'Agriculture coloniale* (1), dont l'enseignement, « très technique et très pratique » (2), doit concourir activement au développement de la colonisation agricole. Le Muséum d'histoire naturelle vient d'organiser pour la première fois, sur l'histoire naturelle des colonies françaises, une importante série de conférences destinées à fournir sur la géologie, la faune, la flore et les races de nos possessions « des indications exactes et documentées » ; cet enseignement, donné par les professeurs du Muséum et par leurs assistants et préparateurs, a été conçu dans l'esprit que nous avons indiqué plus haut, c'est-à-dire qu'il est très scientifique, mais que, néanmoins, « une large place y est faite à l'étude des productions de toute nature susceptibles de faire l'objet d'une exploitation. » Enfin, la Faculté de médecine, après avoir dû pendant longtemps se contenter d'une chaire d'histoire naturelle médicale, dont le professeur faisait porter plus

(1) A Nogent-sur-Marne, près de Vincennes, comme annexe au Jardin colonial qui y existe depuis 1890.

(2) Expressions empruntées au rapport adressé au Président de la République française par le Ministre des colonies le 29 mars 1902. — Les cours professés à l'École nationale supérieure d'Agriculture, sont : I. Agriculture coloniale ; II. Culture des plantes alimentaires ; III. Potanique coloniale ; IV. Technologie coloniale ; V. Zootechnie coloniale ; VI. Génie rural colonial ; VII. Pathologie végétale ; VIII. Hygiène coloniale ; IX. Économie rurale dans ses applications aux colonies françaises ; X. Administration coloniale.

spécialement l'enseignement sur les maladies parasitaires — lesquelles ont avec les maladies tropicales une connexité particulièrement étroite — et attribuait une importance, toute particulière aux questions de pathologie exotique, possède (grâce à l'initiative de l'Union coloniale française et à la générosité des souscripteurs qui ont répondu à son appel) depuis quelques mois un Institut de médecine coloniale dont l'enseignement théorique et de laboratoire est donné à la Faculté de médecine même (1), l'enseignement clinique à l'hôpital des Dames françaises à Auteuil. En cette matière, comme en beaucoup d'autres matières coloniales, Paris n'a fait que suivre un exemple donné par des Facultés provinciales; dès 1899, en effet, Marseille a eu, à l'École de médecine, des cours coloniaux créés sur l'initiative éclairée de M. le Dr Heckel par la ville même de Marseille (2), et depuis 1901, Bordeaux possède également ses cours spéciaux de médecine et d'hygiène coloniales. Notons enfin qu'à Nancy a été organisé en 1902, grâce à une subvention du gouvernement général de l'Indo-Chine, un enseignement colonial d'université portant sur les matières générales et sur les sciences forestières appliquées aux forêts coloniales (3).

(1) Voici la liste des cours : I. Technique bactériologique; II. Parasitologie; III. Chirurgie des tropiques; IV. Ophtalmologie sous les tropiques; V. Pathologie et hygiène tropicales; VI. Affections de la peau.

(2) Liste des cours : I. Clinique des maladies coloniales; II. Pathologie exotique et bactériologie; III. Histoire naturelle et parasitologie coloniales; IV. Hygiène, épidémiologie, climatologie exotiques; V. Bromatologie, matières exotiques. — Comme complément à cet enseignement théorique et de laboratoire, existe un enseignement clinique à l'hôpital de Marseille, où tous les malades revenant des colonies sont centralisés dans un seul service.

Un enseignement équivalent existe aussi à Alger, dont l'École de médecine est pourvue depuis 1889 d'une chaire des maladies tropicales, et où sont centralisés, depuis la fin de 1900, dans une clinique spéciale, les malades revenant des colonies.

(3) Cet enseignement tout à fait nouveau constitue une préparation complète : 1<sup>o</sup> aux services forestiers des grandes colonies françaises et étrangères; 2<sup>o</sup> à l'étude des questions d'ordre scientifique, économique

Il existe donc maintenant en France un véritable enseignement colonial officiel, tendant à se compléter tous les jours davantage. Il a débuté par être fort peu organisé, par être constitué suivant le hasard des libéralités particulières, sans plan d'ensemble ; mais certains symptômes, dont les plus caractéristiques sont les institutions actuellement existantes à Marseille, à Lyon, à Bordeaux, à Nancy (1), permettent de penser qu'il n'en sera plus longtemps ainsi et qu'à Paris même des vues générales ne tarderont pas à présider à la constitution d'un enseignement colonial supérieur complet.

ALLEMAGNE. — Comme la France, bien après laquelle elle s'est lancée dans la politique coloniale, l'Allemagne travaille avec ardeur à introduire dans son enseignement des cours coloniaux dont elle comprend la grande importance. Mais, en dépit du vif intérêt qu'une opinion de jour en jour plus puissante et mieux éclairée, porte aux questions d'outre-mer, l'Allemagne, pas plus que la France, ne possède encore nulle part un enseignement colonial général complet.

Du moins convient-il de reconnaître que l'ensemble de cours professés au *Séminaire des Langues Orientales* de Berlin est déjà extrêmement satisfaisant. Avec ses nombreux cours de langues orientales et africaines, ses cours de géographie, d'histoire contemporaine et de civilisation

commercial intéressant le traitement, l'exploitation et l'industrie des bois dans les colonies. (Expressions empruntées au programme officiel publié par l'Université de Nancy.)

(1) A Marseille, à Lyon, à Nancy, la liste des cours a été établie suivant un programme d'ensemble, soigneusement élaboré ; à côté des chaires dont nous venons de parler en existent d'autres qui complètent la constitution d'une véritable section coloniale, semi-officielle et semi-privée, au sein des universités de ces villes. — A Bordeaux a été organisé par l'initiative privée (nous le verrons plus loin) un véritable Institut colonial.



des pays orientaux, ses cours annexes de géographie des colonies allemandes de l'Afrique orientale et sud-occidentale, d'histoire politique et de découvertes scientifiques de l'Afrique, d'ethnographie du Soudan, d'hygiène tropicale, de botanique coloniale, de droit colonial allemand, ses exercices pratiques de détermination des points géographiques et astronomiques, le *Seminar für Orientalische Sprachen*, fondé en 1887 sur le modèle de l'École des langues orientales vivantes de Paris, fournit un enseignement colonial général très intéressant, le plus complet sans aucun doute qui existe actuellement en Europe, surtout depuis qu'y est professé un cours de législation coloniale fait par un conseiller d'amirauté de Kiel. Si les candidats aux fonctions ou aux carrières coloniales suivent les cours de cette belle institution, la valeur scientifique de ces cours n'en est nullement diminuée ; c'est d'ailleurs antérieurement au mois d'octobre 1896 (date à laquelle a été prise cette détermination par le Conseil colonial) qu'ont été déterminés les cadres, très larges et complétés avec un soin auquel il faut rendre hommage, du Séminaire des langues orientales.

En ce qui concerne l'enseignement de la géographie coloniale, il ne fait encore l'objet, dans aucune Université allemande, d'une chaire particulière ; les différents professeurs des Universités lui font une place parmi les matières dont ils s'occupent, mais ils ont plutôt tendance à Berlin à s'occuper de géographie générale, ailleurs de géographie physique, ailleurs encore d'anthropogéographie (1). Au total la géographie coloniale n'aura son

(1) Il serait toutefois injuste de ne pas reconnaître ici que les professeurs de géographie des Universités allemandes ont tendance à développer l'enseignement colonial. En 1891-1892, le professeur R. Fitzner a étudié à Rostock, pendant un semestre, la géographie de l'Afrique Orientale allemande ; durant le semestre d'été de 1892, le professeur

existence définitivement assurée dans l'enseignement régulier des Universités que le jour où la chaire qu'il est question de fonder à l'Université de Berlin y sera instituée soit par les soins du gouvernement, soit par l'initiative de la Deutsche Kolonial Gesellschaft.

L'enseignement des sciences ethnologiques est un peu plus favorisé ; il existe en effet à l'Université de Berlin, depuis le moment où a été énoncé par la Deutsche Kolonial Gesellschaft le vœu très important dont nous avons cité plus haut d'importants extraits (1), un enseignement ethnologique très complet, grâce aux ressources scientifiques que présente le Musée ethnographique (*Museum für Völkerkunde*) de Berlin, et l'ethnographie coloniale a sa place dans cet ensemble, puisque chaque colonie ou groupe de colonies fait successivement l'objet d'un cours professé par le Dr von Euschan. Ailleurs, là où existent

Partsch a consacré un de ses cours de Breslau aux colonies allemandes. Cette tendance ira certainement en s'accroissant de plus en plus.

(1) Il peut n'être pas sans intérêt de rappeler ici le texte complet de ce vœu, tel qu'il a été formulé à Strasbourg, le 2 décembre 1899, par VOHSSEN : « L'extension croissante de notre empire colonial et la participation grandissante de notre patrie à la mise en œuvre de toute les parties du globe nous crée des nouveaux devoirs d'éducation vis-à-vis de nos concitoyens. De plus en plus se fait sentir dans nos universités, l'absence des chaires d'ethnologie, et les chaires existantes de géographie ne suffisent pas à remplir la tâche nouvelle qui leur incombe. Pour l'administration et la mise en valeur judicieuse des territoires compris dans notre sphère d'activité coloniale et dépendants de notre influence commerciale d'outre-mer, il nous importe d'avoir une exacte connaissance des mœurs, des usages, des croyances et du degré de civilisation des populations avec lesquelles nous sommes en contact, et une connaissance approfondie de la surface de la terre et des mers, que seules peuvent nous prouver les sciences modernes de la géographie et de l'ethnologie. Ce sont les sciences qui se trouvent dans la connexion la plus intime et la plus vive avec notre époque contemporaine de développement des territoires d'outre-mer. Pour donner à la jeune génération (à qui il incombe de fonder l'Allemagne d'outre-mer) le moyen d'acquérir l'éducation scientifique nécessaire à l'accomplissement de cette tâche grandiose, le bureau de la société coloniale allemande estime urgent de multiplier les chaires de géographie et surtout de créer des chaires d'ethnologie dans nos universités allemandes, et en première ligne dans la capitale de l'Empire aussitôt qu'il sera possible de le faire.

des chaires spéciales. les possessions allemandes d'outre-mer ne font qu'accidentellement le sujet du cours (1).

Pour l'histoire, pour le droit, les sciences, il en est de même. c'est-à-dire que les chaires spéciales n'existent nulle part ; libre aux titulaires de ces chaires de choisir des sujets coloniaux, et c'est ce que quelques-uns d'entre eux ne manquent pas de faire chaque année (2), mais rien ne les y oblige, et ils demeurent absolument maîtres de leur enseignement, dont les cadres sont extrêmement larges. Un seul établissement donne, sur les cultures tropicales et sur d'autres matières d'ordre scientifique un enseignement régulier : l'École coloniale allemande de Wilhelmshof, fondée à Witzzenhausen a. d. Werra ; mais on sait que cet enseignement d'un genre particulier place en première ligne les études pratiques. Par sa nature même, l'école de Wilhelmshof sort du cadre de ce rapport. puisqu'elle a pour but de préparer d'une manière complète et approfondie, au point de vue pratique, des agents pour l'exploitation des plantations, des planteurs, des agriculteurs, des jardiniers, des éleveurs de bétail, et aussi des marchands pour les colonies et les établissements allemands d'outre-mer.

Il convient au contraire de considérer comme éminem-

(1) En 1902-1903, le Dr Weule a fait à Leipzig un cours sur l'ethnographie des pays allemands et de protectorat. Il est question de fonder des chaires d'ethnologie à Kiel et à Heidelberg.

(2) En voici de récents exemples : a été professé dans l'été de 1902 à Berlin un cours sur la politique coloniale anglaise, dans l'hiver 1902-1903, un cours sur le Droit colonial allemand comparé aux droits coloniaux étrangers : — à Halle-Wittemberg, dans l'été 1902, les exercices historiques ont porté particulièrement sur l'histoire des grandes découvertes et l'histoire coloniale : — à la même époque, le professeur Schafer a étudié à Heidelberg l'histoire de la colonisation depuis l'époque des découvertes : le professeur Hasse, à Leipzig, la politique coloniale allemande : le professeur Gerland à Strasbourg le développement des colonies et des flottes européennes au XIX<sup>e</sup> siècle. — Là, comme en géographie, il y a donc une tendance incontestable du côté des questions coloniales.

ment scientifique l'enseignement médical colonial donné depuis la fin de 1900 dans le *Seemannkrankenhaus* de Hambourg. Dès l'année 1895, le Dr Nocht, frappé du nombre des malades exotiques que le port de Hambourg, grâce à ses relations avec les régions chaudes du globe, grâce à son mouvement maritime intense, réunissait toujours dans ses hôpitaux, avait groupé tous ces malades dans une même salle, et obtenu que cette salle fût exclusivement consacrée à la médecine interne des pays tropicaux. Ce fut là le germe de l'*Institut de Médecine navale et tropicale de Hambourg*, à la constitution duquel la direction des colonies (après s'être rendu compte de l'impossibilité de créer à Berlin même un institut d'hygiène tropicale) a coopéré activement. De cette entente entre l'État et la municipalité de Hambourg est résultée la fondation d'un Institut de pathologie exotique et d'hygiène nationale, destiné à former des médecins coloniaux et à étudier les questions intéressant l'hygiène tropicale. Il est dirigé par un médecin en chef désigné d'un commun accord par la ville de Hambourg et la direction des colonies (1). A côté d'assistants, l'un clinicien, l'autre chimiste, désignés par la ville de Hambourg, un autre médecin assistant envoyé par la direction des colonies, d'accord avec la ville, est chargé de l'enseignement théorique et pratique, qui doit être donné aux médecins appartenant soit aux troupes d'occupation des pays de protectorat, soit au corps de santé des colonies (2), aux médecins de la marine de guerre ou de la marine marchande, ainsi qu'à toute autre personne désireuse de se perfectionner dans

1) La place de médecin en chef doit être autant que possible rattachée à celle de médecin du port de Hambourg.

(2) Tous les médecins à destination des tropiques doivent ainsi passer à tour de rôle par l'Institut.

la connaissance de l'hygiène et de la pathologie des pays chauds (1).

« La durée des cours varie suivant les catégories d'auditeurs. Pour les médecins sanitaires maritimes qui disposent de peu de temps, on fait un enseignement rapide de microscopie et de clinique : en huit à dix jours, on leur enseigne l'indispensable relativement à l'examen du sang des paludiques et au traitement des fièvres. Ceux qui peuvent séjourner plus longtemps à l'Institut, suivent des cours portant sur l'hygiène navale, la police sanitaire maritime, les quarantaines, etc. Enfin un enseignement durant plusieurs mois peut être donné à ceux qui désirent acquérir une connaissance plus approfondie des diverses maladies tropicales, ainsi que des méthodes d'examen microscopique et clinique. La proximité de l'Observatoire permet d'enseigner aux élèves les méthodes utilisées en météorologie ; de même encore, on peut leur faire, dans les serres de la ville, des démonstrations sur les plantes des tropiques (1). »

Ainsi l'*Institut de médecine navale et tropicale* de Hambourg donne un double enseignement, l'un exclusivement pratique, l'autre de haute culture scientifique. C'est une des nouvelles institutions coloniales qui font le plus d'honneur à l'Allemagne.

BELGIQUE. — Aucune chaire n'est consacrée, dans les Universités belges, exclusivement à l'étude de la géographie ni de l'histoire coloniale ; mais il est juste de reconnaître que les professeurs de géographie suppléent dans la mesure du possible à cette lacune en consacrant une partie de leur enseignement à la géographie coloniale et

(1) Publications de l'Union coloniale française : *Création à Paris d'un Institut de Médecine coloniale*, p. 27-28.

à l'histoire de la géographie, qui touche par tant de points à l'histoire coloniale. De même l'enseignement de l'ethnologie n'existe nulle part d'une manière vraiment suivie.

Un cours spécial de cultures coloniales, affectant un caractère théorique et pratique à la fois, a été organisé, en 1899, à l'Ecole moyenne pratique d'agriculture de l'Etat à Vilvorde. Quant aux maladies des pays chauds, elles sont étudiées spécialement à l'Université de Liège, où existe une chaire de médecine tropicale, la seule officielle qui, avec le laboratoire de pathologie et de physiologie tropicales créé à Léopoldville en 1899, représente cette partie de la science coloniale.

Il existe enfin dans les facultés de droit des Universités de Gand et de Liège des cours d'économie et de législation coloniales, où le régime congolais est étudié avec un soin particulier (1).

Notons aussi l'existence, dans une de ces Universités, celle de Liège, de cours de persan et d'arabe. Des cours libres de chinois sont aussi annexés aux Universités de Liège et de Gand et à l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers.

C'est à ces quelques chaires officielles que se réduit en Belgique l'enseignement colonial supérieur (2); son organisation est donc, dans ce pays, encore très insuffisante.

Russie. — Moins bien partagée semble être encore la Russie, où l'enseignement colonial ne paraît être

(1) Le régime colonial et la législation du Congo ont fait seuls, de 1893 à 1895, le sujet de l'enseignement dans ces deux facultés de droit; c'est seulement depuis 1896 que l'enseignement colonial y a reçu la très heureuse extension que nous indiquons ici.

(2) Si nous ne mentionnons pas ici de cours colonial à l'Institut commercial d'Anvers, la raison en est que le cours professé sur la question coloniale et sur la question du Congo ne constitue qu'une partie du cours d'économie politique, lequel d'ailleurs, comme tous les cours professés en 3<sup>e</sup> année dans cet établissement, tend simplement à former les candidats consul.

nullement organisé par l'Etat. Il existe bien, à l'Institut des langues orientales du Ministère des affaires étrangères, des cours d'arabe, de persan, de tartare et de turc; il existe de même à l'Université de Saint-Pétersbourg des cours de chinois, de mongol et de mandchou. Mais ce sont là des cours d'un caractère exclusivement pratique.

La seule institution affectant vraiment un caractère d'enseignement colonial supérieur qui existe actuellement dans l'Empire russe, il faut l'aller chercher à Vladivostock, où a été fondé en 1899 un *Institut Oriental*, ayant pour but de préparer des sujets pour les établissements administratifs, commerciaux et industriels de la Russie d'Extrême-Orient et des Etats adjacents. Des cours de géographie générale, — de géographie commerciale et d'histoire du commerce de l'Extrême-Orient, — des religions de la Chine, de la Corée et du Japon, — d'organisation politique, commerciale, industrielle de la Chine, — d'histoire moderne (xix<sup>e</sup> siècle) des trois Etats que nous venons de nommer et des relations de la Russie avec ces mêmes Etats, d'autres encore sont communs aux quatre sections entre lesquelles est réparti l'Institut Oriental; d'autres cours, spéciaux à chaque section, portent respectivement sur la langue, la constitution politique, l'état commercial et industriel du Japon, de la Corée, de la Mongolie, de la Mandchourie. Des officiers, des étudiants libres présentant des garanties peuvent être admis à suivre, concurremment avec les élèves titulaires, les cours de l'Institut Oriental (1).

AUTRES MÉTROPOLIS COLONIALES. — Existe-t-il en Italie et aux Etats-Unis un enseignement colonial géné-

(1) MAURICE COURATT : *Rôle de l'Education dans la Colonisation*. (Revue internationale de l'Enseignement, 1903, t. XLV, p. 31-32.)

ral? Nous ne le croyons pas, et en tout cas nous n'avons pu recueillir à cet égard aucune information. En Portugal, certains esprits soucieux du développement des colonies se préoccupent de fonder un tel enseignement (1) qui n'y a pas été encore organisé. Notons enfin qu'en Espagne, un décret royal daté du mois d'octobre 1890 (art. 15) et réglant les conditions d'entrée dans la carrière coloniale, exigeait que les candidats aux fonctions coloniales eussent suivi des cours de Droit, d'Economie politique et de Colonisation, — ce qui suppose l'existence d'un certain enseignement colonial sur lequel nous n'avons pu recueillir aucun enseignement.

## § 2. — L'enseignement colonial et l'initiative privée.

Tel qu'il existe actuellement dans les différentes métropoles, l'enseignement colonial officiel apparaît partout avec des lacunes. Ces lacunes, l'initiative privée les a vues, au moins en partie, et elle a, parfois avec beaucoup de zèle, entrepris de les combler. A quoi est-elle arrivée, et comment parvient-elle à compléter l'enseignement colonial d'Etat? voilà ce qu'il nous faut maintenant rechercher.

ANGLETERRE. — C'est à l'initiative privée que l'Angleterre doit le seul enseignement colonial supérieur qu'elle possède; par elle, en effet, a été fondée en 1899 l'École de Médecine tropicale de Londres (*London School of tropical Medicine*), annexée à la Société de l'Hôpital des

(1) Voir le mémoire de M. DE PENHA GARCIA cité plus haut (Lisbonne, 1901, in-8° de 12 p. L'auteur y insiste sur la nécessité d'instituer en Portugal un enseignement colonial qui soit un élément d'enseignement général et qui prépare à des études spéciales pour les agriculteurs, les commerçants et les industriels coloniaux. Cet enseignement général doit cependant avoir un caractère pratique et fournir les connaissances utiles à l'expansion coloniale portugaise.



Marins (*Seamen's Hospital Society*) et l'École des maladies tropicales et de parasitologie animale de Liverpool (*Liverpool School of tropical Diseases and animal Parasitology*).

Dans ces deux écoles, les cours théoriques envisagent sous toutes leurs faces les multiples questions relatives à la pathologie et à l'hygiène tropicales ; aucune des questions qui touchent de près ou de loin à la parasitologie n'est laissée de côté, et moins encore peut-être à Liverpool qu'à Londres. La première de ces deux écoles est installée dans les locaux du *Branch Hospital*, dont le vrai nom est *Royal Victoria and Albert Docks Hospital* ; quant à celle de Liverpool, primitivement associée au *Royal Southern Hospital*, elle possède maintenant dans le *Mary Kingshy Memorial Hospital*, un établissement spécialement destiné à hospitaliser les malades venus des pays chauds.

Outre ses cours fondamentaux (1), l'École des maladies tropicales de Liverpool professe des cours spéciaux à l'usage des missionnaires, des planteurs, des voyageurs, des gardes-malades. De même, aux leçons essentielles faites à l'École de Médecine tropicale de Londres (2)

(1) La *Liverpool School of tropical Diseases and animal Parasitology* possède cinq chaires : I. Maladies tropicales ; II. Pathologie ; III. Zoologie ; IV. Hygiène ; V. Pathologie tropicale. Trois professeurs-adjoints y assistent les cinq professeurs titulaires.

(2) En voici le programme :

I. — Maladies paludiques, kala-azar, fièvre hémoglobinurique, fièvre de Malte, fièvre rémittente, dengue, fièvre jaune, peste, fièvre japonaise de rivière, bérubéri, hydropisie épidémique, névrite endémique, maladie du sommeil, fièvres non classées.

II. — Protozoaires sanguicoles chez les animaux, bactériologie des maladies tropicales (lèpre, tétanos, mycétome, etc.).

III. — Différentes sortes de dysenterie, choléra, rectite gangréneuse, hépatite, abcès de foie, cirrhose biliaire infantile.

IV. — La chirurgie sous les tropiques, abcès de foie, tumeur scrotales, calculs, tétanos.

V. — Lèpre.

VI. — L'hygiène et l'administration hospitalière sous les tropiques.

VII. — Cestodes, trématodes, nématodes, arachnides et insectes para-

s'ajoute un enseignement très complet en ce qui concerne les conditions de la vie dans les climats chauds, tant au point de vue des individus et de leur acclimatement qu'à celui de la connaissance générale des eaux, du sol, de la nourriture, de l'hygiène des villes et des plantations, etc.

Cet enseignement théorique, accompagné d'exercices pratiques très variés, a déjà produit à Liverpool comme à Londres, des résultats très intéressants. Non seulement une instruction pratique y a été donnée, soit à des médecins se rendant aux Indes ou aux colonies de l'océan Indien et de l'océan Pacifique (1), soit à des voyageurs, des missionnaires et des colons, mais chacune des deux écoles de Londres et de Liverpool possède dès maintenant à son actif en constatation des faits d'une très grande importance scientifique.

Tel est le remarquable enseignement, scientifique et pratique à la fois, organisé depuis l'année 1899 en Angleterre par l'initiative privée. Il fait le plus grand honneur à ceux qui l'ont conçu d'une façon systématique, et qui sont parvenus à en assurer la réalisation, et montre que, le jour où elle le voudra, l'Angleterre n'aura pas besoin

sites, annélides (sangues), tiques, scorpions, poissons toxiques, serpents venimeux, racines vénéneuses des tribus indigènes, intoxications alimentaires (pillagre, lathyrisme, atriplicisme, empoisonnement par le manioc), coup de chaleur (siriasis); distribution géographique des maladies et acclimatation.

VIII. — Yaws, verruga peruana, ulcère oriental, boils, pemphigus, phagédénisme, granulome ulcérant, keloïde, anakhre, piedra pinta, dhobie itch, tokelau, mycétome, ainhum.

IX. — L'ophtalmologie sous les tropiques; affections paludiques de l'œil, amblyopie quinique, lèpre, *Filaria Loa* et autres parasites attaquant l'œil sous les tropiques, trachome et ses suites, xérophtalmie, ptérygium, cataracte, etc.

(1) On ne reçoit à la *London School of tropical Medicine* que des docteurs en médecine et des étudiants de cinquième année. Les élèves sont le plus souvent des médecins d'âges divers, ayant déjà fait un séjour plus ou moins long aux colonies. De là résulte nécessairement pour les professeurs l'obligation de faire des cours du caractère scientifiquement le plus élevé.

de s'adresser à l'Etat pour organiser l'enseignement colonial général qui lui fait encore défaut.

PAYS-BAS. — Aux Pays-Bas, nous n'avons connaissance — abstraction faite de certains cours professés au Musée colonial de Haarlem — d'aucune tentative analogue à celles dont nous venons de parler.

FRANCE. — Il y a eu au contraire, en France, depuis quelques années, différentes tentatives très intéressantes et très symptomatiques, qu'il importe de signaler brièvement ici.

La première en date est due à l'Ecole libre des Sciences politiques qui a, dès 1886, constitué une section coloniale, où, à côté de cours ayant trait à la législation, à l'administration, à l'économie politique, se trouvent des cours concernant la colonisation générale (système coloniaux (1), géographie coloniale, législation coloniale française) et des cours plus particuliers de droit et d'administration annamites, de droit musulman, d'histoire des rapports des Etats occidentaux avec l'Extrême-Orient, de langues orientales (arabe parlé, annamite, chinois) (2). Si la section coloniale a été supprimée en 1894, du moins quelques-uns des cours que nous venons d'indiquer y ont-ils subsisté (3), de telle sorte que « les études y demeurent orientées dans le sens colonial, dans la mesure du moins où les connaissances de cette nature sont aujourd'hui nécessaires pour la diplomatie et l'administration » (4).

(1) Un cours d'histoire coloniale y fut aussi naguère professé, croyons-nous.

(2) Ces cours devaient être suivis à l'Ecole des langues orientales vivantes.

(3) Ces cours ont pour titre : Colonisation comparée ; — Géographie de l'Afrique et de l'Extrême Orient ; — Politique coloniale des Etats européens depuis le traité de Versailles ; — Législation.

(4) MAURICE COURANT : *Rôle de l'éducation dans la Colonisation*. (*Revue Int. de l'Enseignement*, 1903, t. XLV, p. 195-196.)

Une dizaine d'années plus tard, l'Union Coloniale française a organisé à la Sorbonne un véritable enseignement colonial destiné aux étudiants des Facultés et des grandes écoles, avec l'intention de constituer à côté de l'enseignement officiel, et sans faire avec lui double emploi, un enseignement « à la fois plus spécial, plus pratique et plus complet ; donner des indications précises et détaillées sur l'état le plus récent de nos colonies, sur les questions soulevées à chaque instant par leur développement politique, agricole, commercial, industriel, fournir aux étudiants les sujets et presque la matière de thèses et de travaux de fin d'études à peu près inédits, ou tout au moins d'une très réelle originalité », tel était le but poursuivi par l'Union coloniale. Ce but fut pleinement atteint, et de 1897 à 1980, les professeurs du nouvel enseignement traitèrent une importante série de sujets coloniaux d'un très vif intérêt.

A ces cours d'une indiscutable utilité, qui ressemblaient plus aux conférences exclusivement réservées aux étudiants des Facultés qu'à de grandes leçons publiques, et pouvaient n'en être que plus fructueux, l'Union coloniale a substitué en 1901 et en 1902 un enseignement de mise au point, destiné à présenter au public, dans une série de conférences d'un caractère surtout pratique et utilitaire, l'état actuel des connaissances sur telle ou telle colonie française. En même temps, elle a organisé un enseignement d'un caractère moins élevé, destiné à servir de préparation immédiate aux jeunes gens désireux de partir aux colonies comme commerçants ou agriculteurs, dont nous devons nous borner à constater ici l'entier succès.

Ce que l'Union coloniale a su si heureusement, dès 1897, organiser à Paris, la Chambre de commerce de Marseille a essayé de le faire un peu plus tard, sous une

autre forme, dans le grand port français de la Méditerranée. Sur ses propres ressources, cette Compagnie a prélevé les fonds nécessaires pour créer, conformément au plan tracé par le professeur Edouard Heckel, six chaires d'enseignement colonial de divers ordres, dans lesquelles domine numériquement l'enseignement consacré à l'histoire des produits végétaux, minéraux et animaux des possessions françaises d'outre-mer (1). Avec l'enseignement médical colonial dont nous avons indiqué plus haut les cadres, et le remarquable Musée colonial fondé par M. Heckel lui-même, Marseille se trouve aujourd'hui posséder un excellent ensemble d'institutions d'enseignement colonial constituant l'*Institut colonial de Marseille*.

Ne possédant pas un musée semblable à celui dont nous venons de parler, qui est en connexion indissoluble avec les cours didactiques fondés par la Chambre de commerce de Marseille, la Chambre de commerce de Lyon a donné à l'enseignement colonial fondé par elle une orientation tout à fait différente. Sous l'empire des préoccupations particulières à la région lyonnaise, elle s'est surtout attachée à faire connaître les ressources agricoles, commerciales et industrielles des diverses colonies françaises et en particulier des colonies asiatiques. Beaucoup plus qu'à Marseille, l'enseignement (2) revêt à Lyon un caractère essentiellement pratique, car il s'attache surtout à mettre en lumière les richesses de ces colonies, la nature

(1) Voici le titre de ces six chaires : I. Histoire des produits végétaux coloniaux ; II. Histoire des produits végétaux et parasitologie des plantes et des animaux ; III. Minéralogie et Géologie coloniales ; IV. Histoire et Géographie coloniales ; V. Législation et Économie coloniales ; VI. Climatologie, Épidémiologie et Hygiène coloniales.

(2) Les chaires sont consacrées à : I. l'Histoire et la Géographie coloniales ; II. les Productions et les Cultures coloniales ; III. l'Hygiène et la Climatologie coloniales.

de leurs productions, les matières premières qu'elles peuvent fournir aux industries de la région lyonnaise, les débouchés qu'elles offrent à ces industries. Les cours de langue commerciale anglaise et de langue chinoise accentuent davantage encore l'orientation utilitaire de cet enseignement, que complètent actuellement des cours d'ordre plus désintéressé, professés par les mêmes maîtres à l'Université de Lyon.

A Bordeaux, l'*Institut colonial* inauguré en 1901 présente un ensemble d'institutions moins bien ordonné, semble-t-il, qu'à Marseille, et orienté dans un sens moins scientifique. Le cours de géographie coloniale, les cours de médecine et d'hygiène coloniales dont il a été question plus haut ont pour compléments un service géographique, un bureau de renseignements commerciaux et un musée d'échantillons.

Telles sont, très brièvement indiquées, les différentes institutions coloniales dues en France à l'initiative privée (1) ; elles complètent heureusement, on le voit, les chaires d'enseignement colonial général de la fondation desquelles l'Etat a pris l'initiative et elles tendent d'une manière remarquable à une organisation systématique de cet enseignement.

BELGIQUE. — Grâce à l'initiative privée, quelques chaires de haut enseignement colonial viennent compléter en Belgique le cycle officiel de ce même enseignement (2).

(1) Il n'y a pas lieu de s'arrêter ici sur le cours de Géographie coloniale organisé à Tourcoing par une section de la Société de Géographie de Lille ; ce cours, exclusivement d'ordre économique et commercial, est conçu dans un sens de pure vulgarisation.

(2) Il convient de rappeler ici que la Société d'Etudes Coloniales avait organisé en 1894 une *Ecole coloniale* dont le but était de préparer aux carrières coloniales. Cette intéressante tentative, qui eût pu être l'embryon d'un enseignement colonial, ne fut pas soutenue et ne subsista que deux ans.

A l'Université libre de Bruxelles existent trois cours isolés relatifs aux questions coloniales : un cours de Colonisation et Politique coloniale, — un cours de Droit et d'Administration du Congo, — et un cours sur les maladies coloniales, qui ne reste pas exclusivement théorique, le Dr Dryepondt, qui le professe, dirigeant en même temps la « Villa coloniale » de Watermael (d'initiative privée), où sont soignées les personnes revenues malades de l'Etat Indépendant du Congo. — A Bruxelles encore, l'extension universitaire de l'Université, qui s'adresse au grand public, a eu deux cours de haute vulgarisation des connaissances coloniales, et des cours d'hygiène coloniale et de principes de la colonisation ont été professés à l'Université nouvelle.

Il existe, à l'Université catholique de Louvain, un enseignement colonial sur lequel nous n'avons pas de renseignements précis ; on y trouve aussi (à l'Ecole des sciences commerciales et consulaires) un cours chinois, mais nous ignorons si le professeur se borne à l'étude de la langue ou fait en même temps un cours sur les institutions et les civilisations de l'Extrême-Orient.

Du rapide examen auquel nous venons de nous livrer, il ressort que toutes les métropoles européennes se préoccupent, à des points de vue et à des degrés différents, de l'enseignement colonial magistral.

Les associations privées travaillent à le compléter en instituant des conférences de plus ou moins haute vulgarisation (1), en discutant d'une manière complète et scientifique les questions coloniales à l'ordre du jour (2), en

(1) C'est ce que font les Sociétés coloniales, les Sociétés de géographie, les Sociétés d'enseignement.

(2) C'est encore le rôle de Sociétés coloniales comme le Royal Colonial Institute, l'Union coloniale Française, la Deutsche Kolonialgesellschaft.

organisant et en subventionnant des missions scientifiques destinées à accroître la connaissance géographique, au sens le plus large du mot. des colonies, à faire connaître les plantes susceptibles d'y être importées ou rationnellement exploitées, etc. (1), en publiant d'importants documents d'études, rapports, cartes, etc. (2), en facilitant de la manière la plus large la diffusion des ouvrages coloniaux de valeur (3). Et c'est là encore une manière particulière de coopérer à la diffusion de l'enseignement colonial qui mérite d'être signalée ici en quelques mots. Non moins intéressante à mentionner est l'institution de Musées coloniaux scientifiques, commerciaux, qui, dans certains cas, doublent sans aucun doute la valeur des cours didactiques, et constituent toujours, par suite des indications qui d'elles-mêmes se dégagent de l'examen des collections exposées, un excellent enseignement. Ce ne sont pas là les aspects de la question la plus importante à envisager dans un rapport du genre de celui-ci ; ces aspects, ce sont ceux que nous avons débuté par examiner et de l'étude desquels se dégage cette constatation que, jusqu'à présent, un enseignement colonial général tel que nous l'avons défini naguère n'a été créé dans aucune métropole euro-

(1) Chacun sait quel rôle important joue à cet égard le Kolonial-Wirtschaftische Komitee.

(2) Il suffit de signaler ici, à cet égard, les publications faites sous les auspices du Kolonial-Wirtschaftische Komitee, et de la Société (néerlandaise) pour l'avancement de l'exploration scientifique des colonies. Notons encore que la plupart des Sociétés d'Etudes Coloniales ont pour organe un Bulletin paraissant à intervalles plus ou moins rapprochés et qui est pour elles un excellent instrument de propagande et d'enseignement. Certaines d'entre elles publient aussi des mémoires séparés et de remarquables instruments de travail, comme le Catalogue de la Bibliothèque du Royal Colonial Institute et le répertoire allemand de Max. BROSE : *Die Deutsche Kolonial literatur von 1881 bis 1895* (avec suppléments).

(3) Par la consultation de ces ouvrages dans les bibliothèques, et parfois le prêt à domicile, ainsi que par l'analyse qui en est faite dans le Bulletin lors de leur apparition.



péenne d'une manière complète. Ici, il n'existe encore en aucune manière ; là, il a commencé d'exister, grâce à l'initiative gouvernementale et à l'initiative privée, qui travaillent de concert et avec persévérance à l'organiser. Mais comme le plan d'ensemble a commencé par faire défaut, il a été impossible de combler toutes les lacunes du début, et les cadres de l'enseignement colonial général ne sont encore bien complétement tracés en aucun pays.

**§ 3. — De l'utilisation des chaires existantes pour la constitution d'un enseignement colonial général complet.**

Du moins ne serait-il pas impossible de déterminer ces cadres assez rapidement, en utilisant dans ce sens les ressources déjà existantes. A l'heure actuelle, il n'y a nulle part assez de chaires coloniales, et peut-être cependant, au moins dans certains pays, y en a-t-il trop ; autrement dit, la dissémination de ces chaires, telle qu'il faut la constater actuellement dans quelques métropoles, avec une orientation pédagogique sensiblement différente, est plutôt un mal qu'un bien et constitue un obstacle aux progrès d'un enseignement colonial général vraiment utile et homogène. Groupés les uns à côté des autres, dans des centres bien choisis qui seront certaines Universités, les éléments actuellement épars à peu près partout, les orienter dans un même sens, les amener à fusionner, à se pénétrer les uns les autres et à collaborer à une même œuvre scientifique, à s'imprégner d'une même discipline rigoureuse, d'une même méthode, telle devra être la première mesure destinée à conduire à l'organisation d'un enseignement colonial général complet.

Ce groupement une fois établi, rien n'empêchera de délimiter d'une manière précise, d'après un plan scientifique très large, l'objet de chaque enseignement. En

agissant avec méthode, conformément à un plan soigneusement étudié, en s'attachant à mettre en évidence aux yeux de tous la conception qui préside à la constitution du nouvel enseignement, on peut assez facilement atteindre ce but, et à l'aide des ressources dont nous avons constaté l'existence dans chaque métropole, tracer dès à présent des cadres d'ensemble, susceptibles de modifications et de corrections de détail. Des lacunes considérables y existeront sans doute, qui ne pourront être comblées immédiatement, à cause de l'impossibilité où l'on se trouvera de se procurer tout d'un coup et les ressources budgétaires nécessaires et les hommes aptes à remplir certaines chaires; mais elles se combleront peu à peu, par suite de la formation graduelle des professeurs compétents et l'accession de ressources nouvelles.

Ainsi se constituera sûrement cet enseignement colonial général dont nous avons indiqué plus haut l'économie et qui nous semble, au dernier stade de son évolution, destiné à donner naissance, au sein des Universités qui en seront dotées, à une section spéciale, formée par le groupement systématique et coordonné des différentes chaires existantes, douée de son individualité propre, et répandant un enseignement tout à la fois désintéressé et pratique, soucieux des intérêts de la haute science et de ceux du pays ou même de la région où elle aura été formée. Alors seulement, l'enseignement colonial général aura atteint son plein et entier épanouissement.

---

## Positions.

---

I. — Un enseignement colonial général doit exister dans chaque métropole, parce qu'un enseignement de ce genre est d'une réelle utilité.

II. — Cet enseignement doit être considéré comme un exercice de haute culture intellectuelle et orienté dans un sens rigoureusement scientifique et dans un but absolument désintéressé. Il doit laisser à d'autres institutions d'un caractère différent la préparation absolument spéciale, et immédiatement directe et pratique aux entreprises coloniales.

Mais il ne doit s'interdire en aucune façon de montrer les applications pratiques qui en découlent, et il ne doit même négliger aucune occasion de mettre ces applications en pleine lumière.

III. — L'enseignement colonial général doit avoir des cadres très larges et très souples ; la géographie, l'ethnologie, l'histoire, les sciences physiques et naturelles constitueront les cadres.

Quant à l'étude des langues indigènes, à celle du droit et des différentes sciences en vue des applications que ces sciences peuvent immédiatement trouver dans les pays neufs, etc., elle sera réservée pour un autre enseignement pratique, préparatoire et spécial aux différentes carrières coloniales.

IV. — L'enseignement colonial général doit être donné dans les Universités existant dans chaque métropole.

V. — Il devra varier d'importance, non seulement suivant les pays, mais même à l'intérieur de chaque pays,

suivant les régions, et pourra, suivant les intérêts locaux et les relations de différentes régions avec les colonies et avec l'étranger, s'attacher particulièrement à l'étude d'une partie déterminée de la terre, sans perdre pour cela son caractère scientifique et désintéressé.

VI. — Dans certaines métropoles européennes, l'enseignement colonial général, tel qu'il a été défini plus haut, n'existe encore en aucune manière; dans d'autres, l'initiative gouvernementale et l'initiative privée travaillent avec persévérance à l'organiser. Mais le plan d'ensemble a commencé par faire défaut, de telle sorte que, jusqu'à présent, un tel enseignement n'existe encore nulle part d'une manière complète.

VII. — Impossible à constituer entièrement du jour au lendemain, il peut, dès maintenant, l'être systématiquement en partie. Les lacunes se combleront peu à peu, par suite de la formation d'hommes aptes à remplir chaque chaire.

VIII. — Alors, pourront être créées dans les Universités des sections coloniales, formées par la réunion des différentes chaires existantes et douées de leur individualité propre. Ce jour-là seulement, l'enseignement colonial général atteindra son plein et entier épanouissement.

**HENRI FROIDEVAUX.**



# RAPPORT SUR L'IRRIGATION DANS L'INDE

# RAPPORT SUR L'IRRIGATION DANS L'INDE<sup>(1)</sup>

---

*Rapport préliminaire à la Session de Londres du 26 mai 1903*

PAR

**Sir Alfred LYALL**, K. C. B., G. C. I. E.

Membre du Conseil des Indes

MEMBRE EFFECTIF DE L'INSTITUT

---

L'irrigation dans l'Inde est un sujet que l'Institut Colonial International jugera sans doute digne d'intérêt, parce que la construction ou le développement des travaux conformes aux principes scientifiques modernes pour la distribution de l'eau aux terres en culture ou à celles susceptibles d'être cultivées constitue, à mon avis, l'un des plus grands bienfaits qu'un gouvernement éclairé puisse conférer aux habitants de certains pays, notamment en Asie. Il y a de par le monde de nombreuses régions où la subsistance du peuple dépend quasi entièrement de l'irrigation, parce que la pluie y tombe rarement et, dans certaines années, y fait même complètement défaut. Or, sans eau, la terre est absolument stérile. Le cas se présente, par exemple, dans de nombreuses régions de l'Afghanistan.

L'entretien de travaux d'irrigation sur une échelle importante dépend toutefois d'une administration sérieuse disposant de ressources régulières, car là où l'ignorance

(1) L'Institut Colonial International ayant l'intention d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine session la question de l'*Irrigation dans les Colonies*, sir Alfred Lyall a bien voulu rédiger ce premier travail concernant l'irrigation dans l'Inde.

et la négligence existent, où la désorganisation politique est à l'état chronique, les travaux sont naturellement exposés à la ruine et le pays réduit à l'état de désert. Les gouvernements indigènes qui ont précédé la domination britannique dans l'Inde n'ont pas négligé l'irrigation, mais les guerres continuelles et la confusion générale du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle ont laissé les travaux qu'ils avaient construits dans un état endommagé et de désorganisation.

Le gouvernement anglo-indien s'est, il y a quelque soixante ans, sérieusement mis à l'œuvre, et le résultat en est qu'il n'existe, je pense, nulle part ailleurs dans le monde entier un pays où l'irrigation ait été pratiquée sur une aussi vaste et fructueuse échelle que dans l'Inde, où l'incertitude des pluies périodiques dans mainte province rend l'arrosage artificiel de la terre de la plus haute importance pour l'agriculture.

Les deux systèmes principaux d'irrigation en usage dans l'Inde sont : 1<sup>o</sup> la déviation des eaux des grands fleuves dans les canaux ; 2<sup>o</sup> l'accumulation dans des réservoirs ou citernes des eaux découlant des terres arrosées par la pluie. L'irrigation pratiquée en vertu du premier de ces deux systèmes peut être subdivisée en deux classifications que nous dénommons « continue » et « d'inondation ».

Dans l'Inde septentrionale les canaux qui fournissent l'irrigation continue sont capables de fertiliser d'énormes superficies du pays pendant toute l'année ; ils sont remplis par les grands fleuves qui, tous, prennent leur source dans les montagnes de l'Himalaya et sont alimentés par les neiges perpétuelles.

On se rendra compte de l'envergure de quelques-uns de ces travaux en citant comme exemple le canal du



Gange supérieur, qui comprend 459 milles d'artère principale et 4,476 milles d'embranchements pour distribuer l'eau, et le canal Serhind, dans le Pemjaba, une artère principale de 319 milles de longueur et 2,725 milles de canaux secondaires distributifs.

Aux points où ces fleuves puissants descendent des montagnes, aux confins des plaines de l'Inde, nous établissons un déversoir ou un barrage en travers de leur lit, nous construisons des ouvrages principaux et déversons les torrents dans les canaux qui sont reliés à un réseau de canaux secondaires et distribuent l'eau sur de vastes superficies. Un canal principal de cette espèce ressemble donc à un réseau fluvial renversé. L'action d'un long fleuve en traversant un pays est de recueillir, d'emporter et de décharger à la mer toute l'eau qu'il draine dans son lit de ses innombrables affluents ; dans ses sinuosités il cherche et suit les niveaux naturels les plus bas du pays qu'il traverse. Le but d'un canal n'est pas de recueillir, mais de distribuer le long de son cours ; ses ramifications sont combinées de manière à ce que l'eau découle de ses artères principales, au lieu d'y déverser et par conséquent au lieu d'emprunter les niveaux les plus bas, le canal traverse les terrains les plus élevés sur lesquels une pente peut être maintenue. Là où le canal rencontre un cours d'eau qui barre son chemin, il doit passer au-dessus ou au-dessous ; ce qui offre le curieux spectacle d'un cours d'eau qui passe apparemment sous un autre.

Six des grands fleuves qui viennent de l'Himalaya et traversent l'Inde septentrionale sont utilisés de cette façon pour l'irrigation continue, mais le plus important de tous, l'Indus, est traité par le système d'inondation. Dans ce système les ouvrages sont beaucoup plus simples et moins dispendieux, parce que l'eau n'est pas prise de

celles que reçoivent les travaux de captation et de direction du fleuve à sa descente des montagnes, mais bien par le moyen de canaux établis plus bas, le long de la rivière, et qui ne sont remplis que par le débordement annuel des torrents pendant les chaleurs de l'été ; mais si les neiges de l'Himalaya ne produisent pas une crue suffisante, l'irrigation manque. L'Indus arrose les plaines arides qui bornent l'Inde à l'Ouest et dans son parcours inférieur il traverse la province de Sind, qui est une région où la pluie fait presque entièrement défaut, et pour ses récoltes elle dépend à peu près exclusivement de la crue du fleuve. Sind est donc fertilisée par l'Indus comme l'Égypte l'est par le Nil.

Dans l'Inde méridionale et occidentale, les fleuves ne sont pas alimentés par les neiges, parce qu'il n'y en a pas sur les montagnes de l'intérieur. Dans l'Inde méridionale le procédé adopté pour la distribution de l'eau des fleuves se compose d'une digue ou d'un barrage jeté en travers du cours d'eau aux environs des basses terres fertiles près de la côte orientale de l'Inde, où les deltas des fleuves commencent, et l'eau est utilisée dans le voisinage immédiat de la digue, comme c'est le cas pour le Nil en Égypte. La déclivité du sol étant ici extrêmement faible le courant y est comparativement lent, de sorte que la régularisation de la crue y est aisée ; un barrage d'une hauteur très modérée suffit pour élever les eaux à un niveau qui permet de les déverser dans les canaux d'irrigation. Les grands réseaux des deltas du Godaveri, du Kistna (Krishna) et du Canvery (Kaveri) ont respectivement une longueur de 573, 372 et 844 milles d'artères principales. Ensemble ils irriguent au-delà de 2,400,000 acres et rapportent d'énormes ressources au gouvernement.

Le second système, l'accumulation de l'eau de pluie dans des réservoirs, est très ancien dans l'Inde ; il a beaucoup été développé sous le régime anglo-indien. Le réservoir indien ordinaire est formé par l'interception du drainage de la contrée en construisant un barrage en travers d'une vallée ou d'une gorge, entre deux monticules, de façon à arrêter et à emmagasiner les eaux qui sont lâchées par des vannes et conduites aux champs situés au pied du barrage. A l'Est de l'Inde méridionale, le pays est parsemé d'un très grand nombre de ces citernes ou réservoirs qui ont, pour la plupart, été construits dans les temps anciens par les habitants ou les gouvernants indigènes. Ils sont actuellement restaurés, améliorés et entretenus par le gouvernement britannique. La circonférence de certains d'entre eux atteint de nombreux milles. On en rencontre aussi beaucoup dans les collines basses de l'Inde centrale. Le système est très employé dans l'Inde occidentale où les bords des fleuves sont généralement escarpés et peuvent donc rarement être amorcés par des canaux. Une autre méthode d'accumulation consiste à détourner dans un réservoir les eaux d'un fleuve dont les crues n'atteignent le niveau des hautes eaux que de temps en temps, soudainement et pendant de brèves périodes. L'exemple le plus remarquable de ce genre de travail est le réservoir établi sur le fleuve Peryar. Ce fleuve prend sa source dans la chaîne de montagnes qui se dirige parallèlement à la côte Sud-Ouest de l'Inde et à peu de distance de la mer où les pluies sont abondantes ; son cours naturel descend par les versants des montagnes dans la direction de l'océan Indien, de sorte que la pluie qu'il recueille et emporte est perdue. Les ingénieurs anglais ont dévié les eaux de ce fleuve en les déversant, avant qu'elles ne s'échappent de la côte occidentale, dans un grand réservoir, et en perçant un

petit tunnel à travers les monticules environnants, ils déchargent les eaux du réservoir dans le lit d'un autre fleuve du même bassin qui se dirige à l'Est vers les plaines intérieures où l'eau peut être utilisée pour l'irrigation.

Les capitaux placés par le gouvernement britannique à titre de dépenses afférentes aux travaux d'irrigation s'élèveraient à quarante-deux millions sterling, si la livre anglaise était évaluée, pour les calculs, à dix roupies. Je ne puis entreprendre de chiffrer la somme exacte, parce que le taux du change de la roupie a beaucoup varié pendant les cinquante années sur lesquelles la dépense a été répartie ; il s'ensuit que parfois dix roupies représentaient plus d'une livre et récemment beaucoup moins. Le tantième pour cent du produit net dont bénéficie l'Etat sur sa dépense en capital dépasse 6 p. c. pour l'Inde entière ; le rendement est beaucoup plus élevé dans certaines provinces et dans d'autres beaucoup inférieur à ce résultat financier général. Au point de vue des finances, tous les projets de canaux, les petits travaux exceptés, sont divisés en deux classes : l'une productive, l'autre protectrice.

Les canaux productifs sont ceux dont on espère retirer suffisamment de recettes pour couvrir les frais d'exploitation et rémunérer le capital consacré à leur construction au taux de 4 p. c. à la fin d'une période de dix ans après leur ouverture ; ceux-ci sont généralement construits au moyen d'emprunts faits par le gouvernement pour placer l'argent productivement. Les canaux protecteurs sont ceux dont on n'attend pas de rendement direct sur le capital de construction ; ils sont créés en vue de protéger contre la sécheresse les districts qu'ils desservent par leur distribution d'eau.

Je signalerai ici que pour l'année financière 1903-04 la dépense en capital que le gouvernement de l'Inde a appro-

prée aux chemins de fer et à l'irrigation est estimée dans son budget à huit millions sterling. La plus forte partie de cette somme est probablement destinée aux chemins de fer, mais il convient de ne pas perdre de vue que les chemins de fer et l'irrigation sont intimement liés, car là où la terre devient très productive, un embranchement de chemin de fer devient indispensable pour le transport du surplus des récoltes.

D'après les statistiques officielles de l'année 1900-01, la superficie totale irriguée dans l'Inde par les canaux qui relèvent et dépendent de l'administration de l'Etat représentait, à peu de chose près, vingt millions d'acres et le rendement net, le plus important qui ait jamais été rapporté, s'élevait à trente-cinq millions de roupies.

L'aperçu suivant fournit quelques renseignements sur le système de distribution de l'eau d'un des grands canaux à débit continu dans l'Inde septentrionale.

Après avoir parcouru une certaine distance en cours unique, le canal se divise en branches ; à celles-ci sont reliés les canaux secondaires qui se ramifient en tranchées de dimensions plus restreintes et de ces tranchées les villageois eux-mêmes conduisent l'eau à leurs champs au moyen de petites conduites.

Un canal rémunère le coût de son établissement par la perception de contributions levées sur toutes les récoltes produites par l'utilisation de l'eau du canal ; ces contributions varient d'après les récoltes et sont approximativement proportionnelles à la quantité d'eau généralement requise pour chaque espèce de récolte, car il va sans dire que certaines d'entre elles en exigent plus que d'autres.

Indépendamment des ressources directes provenant des droits prélevés, le canal est crédité, dans le budget général des recettes et des dépenses du gouvernement, de sommes

considérables qui représentent la plus-value de l'impôt foncier sur les terres fertilisées par l'irrigation. Il faut tenir compte de ce que presque partout dans l'Inde l'assiette de l'impôt foncier est établie de temps à autre sur la valeur des propriétés en proportion de leur valeur locative réelle évaluée ou estimée, et cette valeur est très sensiblement augmentée lorsque la propriété est arrosée par un canal.

Rien n'oblige le cultivateur à prendre de l'eau, cela dépend entièrement de sa volonté ; il s'ensuit que, dans de nombreux districts, des pluies abondantes diminuent les bénéfices d'un canal ; à moins qu'il prenne de l'eau, le cultivateur ne paye absolument rien, et même s'il en prend et que sa récolte ne réussisse pas, il peut obtenir une exonération partielle ou complète du droit.

A l'origine, les canaux n'étaient pas construits dans le but d'en tirer profit, mais pour protéger l'agriculture pendant les périodes de sécheresse et pour assurer au gouvernement la régularité de l'impôt foncier. Les travaux ont été exécutés par l'Etat, à ses propres risques et sous sa responsabilité ; il s'en remet entièrement au propre intérêt du cultivateur pour l'amener à lui acheter l'eau. Le facteur principal, tant pour l'Etat que pour le cultivateur, en ce qui concerne les travaux d'irrigation, est qu'ils constituent une prime d'assurance contre la famine provoquée par le défaut de pluie. Ils encouragent aussi à un très haut degré l'extension de la culture de moissons précieuses qui ne peuvent être produites que par un arrosage constant et certain ; d'une manière générale ils contribuent fortement à l'augmentation du rendement de la terre et permettent de mettre en culture une superficie beaucoup plus grande. Dans mainte région de l'Inde, la terre n'a aucune valeur sans irrigation.

Dans le Punjab on a eu recours à l'irrigation pour coloniser des terres qui, autrefois, n'étaient pas peuplées ou n'avaient qu'une population très clair-semée de nomades pastoraux. D'immenses terres de cette nature furent choisies et divisées en lots pour être concédées aux cultivateurs qui occupaient la terre à titre de colons. Ils prirent possession de leurs lots au fur et à mesure que l'eau leur fut fournie par le canal créé dans cette région.

C'est par ces procédés que de grandes terres vancantes ont été peuplées par des tenanciers prospères qui, tous, tiennent leur tenure directement de l'Etat ; ils ont pris la place des tribus nomades pastorales qui suscitaient beaucoup d'embarras à la police.

Dans le coin Nord-Ouest de la vallée de Peshawar, sur la frontière de l'Afghanistan, se trouve une plaine habitée par un peuple primitif et turbulent qui se distinguait par ses dispositions belliqueuses et sa conduite déréglée. Dans un rayon qui se chiffre par de nombreux milles, le pays était aride et désolé, une plaine noire au pied des montagnes afghanes toutes dénudées ; les quelques petites canalisations qui y avaient été établies par les paysans provoquèrent des querelles sanglantes et le gaspillage de beaucoup d'eau.

Le gouvernement creusa un canal de la rivière Swat ; il traverse le district et rejoint l'Indus. Quoique pendant la période de construction les ingénieurs aient dû recourir à des tranchées pour se protéger contre les attaques nocturnes et que les escouades de manœuvres étaient protégées par des soldats, le résultat a été de convertir les paysans à des habitudes industrieuses agricoles, au grand avantage de la paix et de la prospérité de ce pays limitrophe, et le gouvernement lui-même en bénéficie, car les travaux donnent un rendement raisonnable.

La construction d'un grand canal expose toutefois à un danger qu'une longue expérience nous a enfin appris à éviter. Creuser un grand canal à travers un pays, c'est réellement y créer un nouveau fleuve qui vient changer les conditions physiques des plaines situées le long du nouveau cours d'eau et même en affecter le climat. Le sol devient marécageux (il se forme des eaux croupissantes), les puits s'effondrent et un district sain est exposé à la malaria et à l'infection par la fièvre. Là où cet état de choses existait, on y a porté remède par le drainage et en modifiant les canaux, et on prend les plus grandes précautions pour éviter à l'avenir de pareils maux.

Quant aux canaux construits exclusivement pour la navigation et le transport des marchandises par bateaux, il n'y en a que trois dans l'Inde, deux dans le Bengale inférieur et un dans la Présidence de Madras.

Quelques-uns des autres grands canaux d'irrigation ont été établis de manière à permettre la navigation, mais en général, la combinaison de la navigation et de l'irrigation n'a guère eu de succès dans l'Inde, parce que les travaux, la forme des canalisations, le système d'écluses, de ponts et la régularisation du courant nécessitent, sous beaucoup de rapports, un traitement différent pour les exigences des deux services ; les bénéfices produits par la navigation sont aussi de beaucoup inférieurs à ceux rapportés par l'irrigation.

Le département de l'irrigation du gouvernement indien est très complètement organisé et très important. Le service de la surveillance d'un grand canal en exploitation est une attribution qui entraîne de très grandes responsabilités et exige une compétence professionnelle et une expérience hors ligne, ainsi qu'une vigilance incessante de la part de tous les fonctionnaires en cause.



Les plus grands réseaux de canaux sont répartis en divisions ; la gérance de chacune d'elles est confiée à un ingénieur qui dispose de deux ou trois adjoints européens et d'un personnel indigène considérable. La plus petite division du canal Sorhind, par exemple, comprend outre les travaux de captation et de direction, 1,000 milles de canaux et 250,000 acres de terres irriguées. Le fleuve qui alimente le canal doit être constamment surveillé, jour et nuit, afin de pouvoir agir promptement en cas de crue soudaine et pour régler l'équilibre entre l'eau qui arrive et le débit nécessaire à l'alimentation des champs. L'ingénieur en chef doit constamment être en communication avec les populations, entendre les plaintes, trancher les différends et travailler de concert avec elles. « Le grand secret dans l'administration d'un canal, dit le *Manuel officiel*, c'est le gouvernement personnel. Si les fonctionnaires du gouvernement sympathisent et restent en contact avec la population, tout en veillant résolument à ce qu'il soit rendu justice au gouvernement qui les emploie, tout système, quel qu'il soit, peut, pour ainsi dire, être exploité avec succès. » Aussi la nécessité de s'assurer la cordiale coopération de tous les propriétaires fonciers les plus importants est soigneusement inculquée à tous les fonctionnaires des canaux.

Le présent aperçu sur l'irrigation dans l'Inde est très bref et imparfait. Néanmoins l'auteur espère qu'il donne une description compréhensible du système et qu'il servira d'exemple pour propager les bénéfices que retire un gouvernement de la politique qui consiste à placer d'énormes capitaux dans des travaux qui développent le bien-être et la richesse d'un très grand nombre de ses sujets, de manière à établir une communauté d'intérêts en mettant la prospérité de l'agriculture sous la dépendance

directe d'une administration scientifique gérée par **des fonctionnaires de l'Etat**. Dans l'Inde, la terre constitue la base de la société ; l'immense majorité de la population en tire sa subsistance et le **revenu foncier** constitue l'élément principal des ressources de l'Etat. Il est probable que rien n'a autant contribué au contentement du **peuple** et à sa soumission paisible à l'autorité britannique que le succès et les bienfaits éclatants de l'irrigation.

Aucune autre œuvre publique n'a aussi manifestement et incontestablement contribué à la richesse du pays ou à la prévention de la détresse publique, et la construction des grands canaux a tranché dans le sol de l'Inde un exemple et un monument durable de l'heureuse influence de l'administration britannique.



# **REGIME MINIER**

**DES**

**Guyanes Anglaise, Française et Hollandaise**

# RÉGIME MINIER

DES

## Guyanes Anglaise, Française et Hollandaise

---

Rapport préliminaire à la Session de Londres du 26 mai 1903

PAR

**Paul de VALROGER**

DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT ET A LA COUR DE CASSATION

**Membre associé de l'Institut**

---

I<sup>re</sup> PARTIE.

### Considérations générales.

---

#### 1. — Influence de l'exploitation des mines de métaux précieux sur le développement des colonies.

Lorsqu'on étudie l'histoire coloniale des différents peuples modernes, on est étonné de voir l'influence exercée sur les commencements de la vie des colonies par la question des exploitations minières.

Pour certaines colonies, cette question a été une des causes de la conquête coloniale elle-même ! N'est-ce pas l'appât des métaux précieux qui attira surtout les Espagnols au xvi<sup>e</sup> siècle dans les différentes contrées de l'Amérique ? N'était-ce pas beaucoup plus la conquête de l'or que la conquête des terres agraires qu'ils s'efforcèrent tout d'abord de réaliser ? Le commerce des galions est l'un des premiers chapitres de l'histoire de la colonisation

moderne. C'est aussi la recherche des métaux précieux qui amena les Hollandais à coloniser les îles de la Sonde : le qualificatif de « mines d'or de la Compagnie » donné aux épices que la grande Compagnie hollandaise des Indes orientales tirait de ses possessions de l'Océan Indien, prouve que le but de ses efforts avait été tout d'abord l'exploitation de ce métal précieux, l'idée dominante de son entreprise.

Mais dans un bien plus grand nombre de colonies, on remarque que la recherche et l'exploitation des métaux précieux ont eu une grande part dans le développement de la colonisation quand elles n'en n'ont point été la cause originaire. Pour ne citer que quelques exemples, nous rappellerons que, dès le lendemain de la découverte de gisements aurifères en Australie, en 1851, les villes australiennes prirent un développement d'une rapidité inouïe. Les parties de l'Australie où furent découverts les premiers gisements aurifères, comme la colonie de Victoria, laissèrent loin derrière elles celles que l'on croyait dépourvues du précieux métal, comme la Nouvelle-Galles du Sud, qui, jusqu'en 1850, était la partie la plus peuplée de l'Australie. C'est ainsi que Melbourne supplanta Sydney, et le Queensland, qui était pour ainsi dire inhabité en 1860 encore, vit sa population atteindre rapidement le chiffre de 310,000 habitants en 1888, au lendemain de la découverte de gisements aurifères.

En Californie, après la découverte de gisements aurifères par Marshall, la population de cet Etat passe en 18 mois de 1,500 à 100,000 habitants. Enfin, de nos jours, cet étonnant peuplement des territoires de l'Alaska, dans la région du Yukon et le courant considérable de colonisation qui s'y est établi, malgré la rigueur exceptionnelle du climat et les difficultés de l'existence dans ces espaces

glacés, prouvent quel ferment de colonisation constituent la recherche et l'exploitation des mines de métaux précieux. La seule présence de gisements aurifères, dans ce pays qui semblait devoir rester en dehors de l'action colonisatrice des nations modernes, n'a-t-elle pas fait lever de terre, en moins de dix années, une ville de 20,000 âmes, Dawson-City ? On peut donc dire que la question des mines de métaux précieux a été le prodrome de la colonisation des peuples modernes.

Sans doute, *la fièvre de l'or* a parfois inspiré des craintes pour la colonisation agricole et commerciale ; on a semblé redouter que la recherche et l'exploitation des mines d'or, poursuivies avec une très grande âpreté, ne nuisent à l'exploitation agricole et commerciale, qu'absorbant presque uniquement les capitaux et l'activité des colons elles les détournent de toute autre exploitation ou du commerce, ou qu'amenant une hausse des prix sur les subsistances elles ne découragent ceux qui auraient voulu diriger leurs efforts d'un autre côté ; enfin on a fait ressortir que si l'exploitation des mines de métaux précieux était quelquefois la source de fortunes rapides, elle était souvent la cause d'un grand nombre de ruines.

Il est indéniable que l'exploitation des mines de métaux précieux présente, surtout à ses débuts, certains dangers que l'État colonisateur doit prévoir ; mais, malgré ces inconvénients, elle est une cause rapide et presque sûre du développement et de la prospérité des colonies.

Loin de nuire au commerce colonial et à l'exploitation agricole, on peut dire que le mouvement minier dans une colonie en amène l'extension économique. La présence des minerais précieux attire dans la colonie toute une population dont les besoins contribuent au développement du pays. Partout où des mines de métaux précieux ont été

exploitées, une population agricole s'est promptement formée, et le commerce qui s'y est établi a été pour la colonie souvent une source plus grande de richesse que le revenu même des mines.

L'exploitation des mines n'éloigne pas les colons, mais au contraire précipite leur émigration. Qu'elle attire particulièrement les capitaux, qu'elle en absorbe beaucoup, cela est certain, mais on ne saurait le lui reprocher si on se place au point de vue de l'intérêt général de la colonisation. Par l'attrait qu'elles exercent sur les capitaux, les mines de métaux précieux rendent ce grand service à la cause de la colonisation qu'elles en provoquent l'émigration et par là procurent aux autres branches de l'activité commerciale et industrielle coloniales un auxiliaire qui leur aurait fait longtemps encore défaut. Souvent des capitaux destinés d'abord aux exploitations minières, auront finalement contribué à la prospérité agricole et commerciale de la colonie, et nombreuses sont les entreprises minières qui se sont ainsi transformées, soit en exploitations agricoles, soit en industries de transport, etc.

Si on considère d'ailleurs avec attention l'histoire des colonies minières, on voit que ce qu'on appelle *la fièvre de l'or* et les inconvénients qui en découlent ne durent qu'un temps très court, pour faire ensuite place à une ère de prospérité générale qui n'eût pas existé sans la découverte des mines.

Prenons à témoin l'histoire de la Californie où *la fièvre de l'or* présenta une acuité qu'on rencontra rarement.

Dans les premières années, c'est le flot des aventuriers, c'est le règne de l'avidité et de la brutalité dans la recherche du métal désiré : le banditisme paraît même vouloir s'établir. Cette période d'agitation fut de fort

courte durée : toute cette population ne tarde pas à s'assagir et à s'organiser, comprenant que la sécurité et la régularité sont des facteurs indispensables à la vie de toute société; un comité de vigilance dû à l'initiative privée y pourvoit et remplace l'action de la police administrative absente; de plus, les placers ayant été vite écrémés, la zone où l'or se rencontrait en grande quantité et pouvait être recueilli sans l'intervention d'un outillage coûteux ne tarde pas à s'épuiser, il faut attaquer le quartz, les couches profondes; l'exploitation de l'or nécessite tout un outillage et n'est plus une exploitation à coup de surprises, mais régulièrement rémunératrice; dès lors, l'aventurier pressé et avide fait place aux exploitations plus persistantes, aux sociétés à grands capitaux : c'est le calme qui renait, et la prospérité va apparaître grâce au peuplement qui a eu pour cause l'exploitation des mines.

D'autre part, les derniers venus trouvant tous les placers occupés, comprirent qu'il y avait plus à gagner à faire vivre la masse des mineurs qu'à miner eux-mêmes, et quoique venus pour les mines, ils constituèrent une population purement commerçante. Enfin, on s'aperçut que le sol était fertile, et une grande partie de la main-d'œuvre occupée naguère aux mines s'adonna à la culture.

Une fois la première période d'agitation passée, en Californie, comme le fait remarquer M. Hauser (1), l'agriculture, les exploitations forestières et l'élevage firent désormais concurrence à l'or, « les mines d'or, continue cet auteur, ne sont plus que l'un des éléments, et pas le plus important, de la prospérité de la Californie devenue le plus grand Etat agricole du Far-West, Etat de plus de

(1) HAUSER. — *L'Or*, 1901.



3 millions d'âmes ; sa capitale, la plus belle ville du Pacifique, a 300,000 habitants, plus de trois fois sa population en 1850. C'est l'or qui a révélé au monde la Californie, qui a poussé vers San-Francisco le grand rush des peuples ; mais ce sont ses moissons et ses usines qui en font aujourd'hui une puissance. »

En résumé, on peut dire que l'exploitation des mines de métaux précieux constitue un premier moteur puissant pour la colonisation ; l'agitation qui en résulte d'abord se règle ensuite d'elle-même et se transforme en un mouvement colonial régulier et fécond. Grâce à la recherche et à l'exploitation des mines, la colonisation sera plus prompte, parce que le pays aura été plus vite connu.

Ajoutons que cette exploitation, tant par le commerce qu'elle fait naître et qu'elle entretient que par les ressources qu'elle procure au budget colonial, rend possible l'exécution des travaux publics nécessaires pour le développement économique de la colonie.

Si telle est l'importance de la question minière dans la colonisation, n'est-il point visible que la réglementation des mines doit solliciter de bonne heure l'attention du législateur colonial ? Aussi voyons-nous dans la colonisation contemporaine les règlements miniers suivre de très près la prise de possession du sol et être institués même avant que la législation organique soit achevée. C'est ce qui s'est produit pour la plupart des colonies d'Afrique.

## II. — Nécessité pour les colonies d'une législation minière spéciale.

Il ne peut être question d'appliquer aux colonies la législation métropolitaine, de puissantes raisons s'y opposent :

1<sup>o</sup> Le législateur colonial se trouve en face d'un régime

foncier très différent de celui de la métropole. Il y a, dans une colonie, beaucoup de terres non appropriées et, dès lors, beaucoup de règles édictées par la législation métropolitaine pour assurer le respect de la propriété privée deviennent des entraves inutiles lorsqu'il s'agit de l'exploitation des mines sur ces terres non appropriées. On devra donc distinguer dans la législation minière des colonies les terres du Domaine (*Crown's lands*) des terres de propriété privée (*private lands*).

2° Pour les terrains de propriété privée eux-mêmes, les rapports entre propriétaires de la surface et exploitants de mines ne présentent pas tout à fait les mêmes caractères que dans la métropole; la propriété foncière peut y être d'institution assez nouvelle; n'ayant point le long passé de la propriété foncière dans la métropole, elle ne peut en avoir toutes les prétentions, issue de concessions récentes de l'Etat, elle aura été renfermée par lui dans les limites que celui-ci aura jugé bon de lui assigner.

3° La législation minière des colonies doit s'adapter au régime administratif de chacune d'elles.

4° Il est nécessaire de tenir compte des usages et coutumes des indigènes, au sujet de l'extraction des minerais, et de les concilier avec les droits des concessionnaires. On décidera, par exemple, que les indigènes conservent leur droit coutumier d'exploiter les alluvions ou gisements superficiels suivant leurs procédés habituels.

5° Ne doit-on pas tenir compte aussi du climat particulier à certaines colonies? Par exemple, pour déterminer la durée de validité des permis de recherches et d'exploitation, on aura à tenir compte de la durée de la saison des pluies qui empêchent pendant quatre ou six mois les recherches ou l'exploitation de certains gisements.

6° Enfin, les gisements miniers rencontrés dans les

colonies sont parfois très différents de ceux exploités dans la métropole. Il est difficile notamment de soumettre les gisements aurifères aux mêmes règles que les autres mines. La législation les concernant doit être adaptée aux nécessités de cette exploitation et aux diverses formes de cette industrie.

A ce point de vue, nous croyons devoir donner un aperçu très sommaire de l'industrie aurifère.

L'or, dans la nature, se présente soit sous la forme d'*or filonien* compris dans la roche même, soit sous celle d'*or alluvial* dont les gisements sont connus sous le nom de *placers* et proviennent de la désagrégation des roches filoniennes. On distingue parmi les alluvions : 1° les alluvions superficielles des vallées à faible pente ; 2° les alluvions en terrasses et les alluvions à flancs de coteaux ; 3° les alluvions profondes qu'il faut exploiter souterrainement.

L'industrie aurifère, dans une région donnée, présente plusieurs phases. Dans la première période qu'on a appelée parfois « héroïque », tant à raison des efforts qu'elle exige de la part du mineur que des gains inespérés qu'elle procure, on exploite les alluvions de surface les plus riches par des procédés rudimentaires, telle que la battée. Cette période est courte et le placer est bientôt « écrémé ». Désormais, pour séparer l'or des terres déjà travaillées, pour le « sauver », il faut avoir recours à des appareils plus compliqués et au mercure ; on exploitera alors aussi les alluvions en terrasses et en flancs de coteaux par la méthode hydraulique. Enfin, on arrivera aux alluvions profondes et l'emploi de machines deviendra nécessaire.

Quand les alluvions seront épuisées, et quelquefois aussi à côté de l'exploitation des placers on entreprendra l'exploitation des filons qui nécessite un outillage coûteux.

Enfin l'or dans les cours d'eau est exploité par dragages.

Telles sont les différentes modalités de l'industrie aurifère dont la législation doit tenir compte, notamment au point de vue de l'étendue à assigner aux exploitations, car une moindre étendue peut être attribuée pour un terrain aurifère qui est à sa première phase d'exploitation que pour une exploitation filonienne qui nécessite en général une mise de fonds assez considérable.

Mais telle réglementation qui convient à l'exploitation de l'or, peut ne pas convenir à la recherche et l'extraction des pierres précieuses. Le législateur a donc à se demander si là encore il n'y a pas lieu à une législation spéciale. Dans les colonies françaises la même législation est appliquée aux mines de métaux précieux et aux pierres précieuses ; mais les colonies anglaises ont au contraire deux réglementations distinctes,

### III. — A qui doit-on reconnaître le droit de miner ?

La première question qui se présente au sujet de la réglementation des mines est celle de savoir à qui on accordera le droit de miner : 1° Doit-on réserver le droit de rechercher et d'exploiter les mines aux seuls nationaux ? 2° Doit-on le reconnaître également aux indigènes et dans quelle mesure ?

En ce qui concerne la première question, on estimera, sans doute, que l'exclusion des étrangers, si elle peut être admise dans la métropole, ne doit pas être appliquée dans les colonies où l'on ne doit écarter ni les capitaux, ni la main-d'œuvre. Mais ne devra-t-on pas exiger que les sociétés minières soient constituées conformément aux lois nationales ?

Au sujet des indigènes, certaines législations leur refu-

sent le droit d'obtenir, suivant le droit commun, la concession des mines, d'autres le leur reconnaissent s'ils sont munis d'une autorisation administrative les habilitant à cet effet.

Enfin, devra-t-on permettre aux fonctionnaires de la colonie de se livrer pour leur compte aux prospections et aux exploitations minières ? Beaucoup de législations coloniales modernes édictent cette prohibition, et il est à remarquer qu'en cela elles se rapprochent du droit de l'un des plus anciens peuples colonisateurs : la République romaine défendait aux fonctionnaires qu'elle envoyait dans ses colonies de se livrer à aucun commerce ni à aucune exploitation.

#### IV. — Comment doit-être conféré le droit de miner ?

En droit minier, l'exploitation de la mine peut être conférée suivant divers systèmes :

1<sup>o</sup> Le système de l'*accession*, suivant lequel la propriété des substances minérales du tréfonds n'est pas séparée de la propriété de la surface ;

2<sup>o</sup> Le système de la *domanialité*, dans lequel l'Etat, propriétaire de la mine, l'exploitera lui-même ou la concédera à telles conditions qu'il lui plaît ;

3<sup>o</sup> Le système de l'*occupation* ou de la *prise de possession*, suivant lequel la mine appartient à l'inventeur, ou, en tous cas, au premier occupant ;

4<sup>o</sup> Le système de la *souveraineté*, dans lequel la mine, une fois découverte, considérée comme *res nullius*, est attribuée par l'Etat ;

5<sup>o</sup> Enfin nous pourrions citer le système de concession par l'*adjudication* de la mine, lequel se rattache au système de la domanialité ou à celui de la souveraineté.

En étudiant la législation relative aux mines de métaux précieux, nous verrons que la plupart du temps, le législateur ne s'en est pas tenu à un seul de ces systèmes, mais les a appliqués et combinés suivant la nature du gisement, le régime de la surface, la partie de la colonie où se trouve la mine.

La recherche et l'exploitation des mines doivent-elles être réservées à l'Etat en vertu du principe de la domanialité ?

Nous pensons que l'exploitation par l'Etat, qui serait très probablement désastreuse dans la métropole, serait un non-sens aux colonies. L'Etat serait d'abord un mauvais exploitant ; ses agents n'ont ni assez d'initiative, ni assez d'intérêt pour triompher rapidement des difficultés inhérentes à toute entreprise coloniale. En outre, il serait à craindre qu'elle entravât l'essor de la colonisation : l'Etat exploitant, plus soucieux d'éviter la contrebande que de peupler ou encourager l'industrie et le commerce, serait un mauvais maître de colonisation. L'histoire de la colonisation espagnole au xvi<sup>e</sup> siècle dans l'Amérique du Sud n'est-elle pas pleine d'enseignements à ce sujet ?

Le système de l'accession doit-il être préconisé pour les colonies ? D'après ce système, la mine serait attribuée soit au propriétaire indigène du sol, soit au colon concessionnaire de la surface. Ce système aurait tout au moins l'avantage d'éviter bien des difficultés entre colons et indigènes. On éviterait aussi, de cette manière, entre les différentes exploitations agricoles, forestières et minières, les conflits qui peuvent résulter d'exploitations diverses poursuivies concurremment dans le même périmètre.

Toutefois, nous croyons que ce régime, tout au moins appliqué comme système unique de législation, ne serait

pas sans présenter beaucoup d'inconvénients pour la mise en valeur des richesses de la colonie.

Laisser les mines à l'entière disposition du possesseur indigène du sol, ne serait-ce pas s'exposer à voir ses richesses ou gaspillées par une exploitation défectueuse, ou inexploitées et perdues au détriment de l'avenir même de la colonie ? On faciliterait aussi certainement les fraudes soit de la part de l'indigène, soit de la part de ceux qui traiteraient avec lui. Enfin, le possesseur indigène ne possède pas en général l'étendue suffisante pour l'exploitation minière la moins considérable.

Il ne serait pas plus raisonnable de laisser la jouissance exclusive des mines au colon simple propriétaire ou concessionnaire de terres. Ceux qui entreprennent une exploitation agricole ne sont pas, en général, outillés pour l'exploitation des mines : dès lors, il serait à craindre que les richesses minières restent inexploitées, leurs droits éventuels empêchant même toute prospection. En admettant qu'ils cèdent leurs droits au mineur de profession ne voit-on pas l'inconvénient que présente cet intermédiaire inutile et forcé par lequel devrait passer le mineur et dont il aurait à supporter toutes les conditions. Si le concessionnaire voulait entreprendre l'exploitation minière lui-même, il abandonnerait l'exploitation agricole ou forestière. Une partie des richesses soit du sol, soit du sous-sol avec le système de l'accession risque donc de rester inutilisée.

Est-ce à dire que le système de l'accession doive être absolument répudié ?

En premier lieu il sera peut être parfois raisonnable de laisser au propriétaire de la surface les couches alluvionnaires. Il est, en outre, bien évident qu'il pourra être utile, dans certaines cas, de concentrer entre les mains

d'une société puissante l'ensemble de concessions diverses qui devraient, en principe, être accordés à des concessionnaires distincts. C'est ce que la colonisation anglaise a réalisé en Afrique avec les Compagnies *The Royal Niger*, *The Imperial British East Africa*, *The British South Africa*. Mais de pareilles concessions ne doivent être faites qu'avec beaucoup de prudence, car on aura toujours à craindre de la part de la Compagnie concessionnaire qu'elle ne soit qu'un intermédiaire onéreux entre la colonie et le mineur, comme le témoigne l'exemple de telle compagnie concessionnaire dans le Sud africain qui prélevait jusqu'à 50 p. c. de produits de mines exploitées tout à fait en dehors d'elle. En fait, les sociétés qui ont reçu en concession mines et terres, ont le plus souvent cédé leurs droits miniers, ce qui démontre combien il est difficile de mener de front l'exploitation de la surface et celle du tréfonds. Citons l'exemple de la Compagnie de Kong, dans l'Afrique occidentale française, qui a cédé ses droits sur les mines de sa concession à la Compagnie du Kokumbo.

Nous croyons qu'il est préférable de détacher la propriété des mines de celle de la surface.

Devra-t-on laisser à l'administration le droit de concéder la mine, en vertu du principe de la domanialité ou du principe de la souveraineté, ou au contraire faire dériver le droit d'exploitation de la prise de possession ?

Ce dernier système a été souvent appliqué par la législation anglaise dans le régime des *claims*, il convient sur tout, croyons-nous, à l'industrie placérienne ou aux dragages dans les cours d'eau et très peu à l'exploitation filonienne ou à la concession de grande étendue pour laquelle de grands capitaux sont nécessaires et qui exige des garanties spéciales. Tel ne saurait être en tout cas le



système unique d'une législation minière ; nous verrons, en effet, que la Guyane anglaise a adjoint au régime des claims la concession par l'État.

Quelque soit le système d'attribution adopté, la plupart des législations minières coloniales attribuent à l'inventeur de la mine une récompense consistant quelquefois en argent, plus souvent en un droit de préférence sur les gisements découverts ; mais ce droit sera toujours limité ; d'une part, en effet, il est nécessaire de déterminer d'avance quelle étendue de gisements sera réputée dépendre de la découverte, d'autre part on ne peut raisonnablement attacher au seul titre d'inventeur la possession des gisements de toute une région.

Mais avant de concéder la mine, de récompenser l'inventeur ou de consacrer le droit de prise de possession, il faut donner toute facilité pour la découvrir. La recherche des mines n'est d'ailleurs pas seulement utile au seul point de vue minier ; en l'encourageant, on arrivera à une connaissance plus rapide de la colonie et des richesses minières ou autres qu'on y peut rencontrer.

Imposer aux prospecteurs le moins possible de formalités administratives sera le premier encouragement. Même dans certains régions peu connues géographiquement et géologiquement notamment, le prospecteur pourra obtenir un permis pour l'exploration générale d'un vaste territoire avant de localiser ses recherches sur un point donné, sans avoir à fournir de plan ni de délimitation précise : tel est le permis d'exploration en Afrique occidentale française.

Le régime des recherches devrait être dispensé de tout droit fiscal, tout au moins ne doit-on mettre à la charge des prospecteurs que des taxes peu élevées. S'il est légitime de faire contribuer aux dépenses de la colonie ceux

qui tirent bénéfice de l'exploitation de son sol, il ne faut pas décourager ceux qui ne font que l'étudier.

Mais, par contre, le droit de recherches est toujours donné pour temps assez court ; un, deux, trois ans au plus ; il faut éviter que sous prétexte de recherches, on commence une véritable exploitation. C'est pour cette raison que certaines législations ne prévoient pas le renouvellement du permis de recherches : celles qui l'ont prévu en général le limitent à un certain nombre de fois ; cependant d'autres législations autorisent le renouvellement sans aucune limite, dans ce cas il est soumis au pouvoir discrétionnaire de l'administration.

En ce qui concerne l'étendue des exploitations, elle devra être plus au moins considérable suivant la phase d'exploitation dans laquelle se trouve le terrain minier. Il faudra considérer si, d'après leur nature, les gisements miniers exigent pour leur exploitation un outillage coûteux, dans ce cas l'exploitation doit être l'objet d'une grande entreprise, et une grande étendue doit être donnée à l'exploitant afin d'assurer la rémunération des dépenses relatives à la constitution de l'outillage et aux travaux miniers. Enfin il faut tenir compte aussi de la vocation coloniale du pays, suivant qu'il s'agit d'une colonie de peuplement ou simplement d'une colonie d'exploitation.

Dans la crainte de l'accaparement, le législateur aura aussi à se demander s'il ne doit pas limiter l'étendue des recherches et des exploitations, s'il doit laisser au même titulaire des périmètres contigus. Mais il doit se garder à ce sujet de toute exagération. Doit-on, dans la crainte de l'accaparement, interdire toute cession, toute fusion de permis de claims ou de concessions, ainsi que nous le constatons dans certaines législations minières françaises ? N'y a-t-il pas là une mesure illusoire à cause des prête-

noms toujours possibles, et une rigueur souvent vexatoire?

Tant au point de vue du mode d'attribution de l'exploitation des mines de métaux précieux et des pierres précieuses qu'au point de vue de l'étendue des périmètres, on peut distinguer deux catégories de réglementations minières dans les colonies : 1<sup>o</sup> le système *de la concession de grande étendue* dans lequel la mine est exploitée en vertu d'une permission administrative dérivant des droits de souveraineté ou du principe de la domanialité, rarement en vertu d'une prise de possession ; 2<sup>o</sup> le système des *claims ou champs miniers*, d'après lequel les terres de la colonie où ont été signalées des mines, sont divisées en districts miniers et chaque district partagé en lots de petite dimension ou claims ; de ces lots, les uns sont attribués à l'inventeur ou sont acquis par la prise de possession, d'autres sont donnés au propriétaire de la surface, enfin d'autres sont concédés par l'Etat ; parfois la prise de possession sera l'unique système d'attribution du claim.

Ces deux systèmes sont, dans certaines législations, consacrés simultanément. Le législateur colonial, tout en consacrant en principe le système des claims, réserve, en certains cas et pour certaines parties de la colonie, à l'administration le droit de recourir à la concession administrative, et cela soit à raison de la nature des gisements, soit à raison des conditions particulières dans lesquelles se trouve une partie des terres de la colonie.

#### V. — Rapports de l'exploitant avec le propriétaire superficiaire et les autres ayants droit.

Les rapports de l'exploitant avec les concessionnaires de la superficie ou les autres exploitations minières doivent aussi préoccuper les rédacteurs des règlements

miniers. On doit régler le droit à l'eau, auxiliaire indispensable pour toute exploitation aurifère, le droit au bois et édicter les mesures nécessaires à la protection des travaux miniers. Mais il nous semble que le mineur, pour avoir droit à la protection de ses travaux de recherches ou d'exploitation contre le maraudage, devra faire la démarcation matérielle de son périmètre de recherche ou d'exploitation. Cette opération est absolument indispensable dans les colonies où, en l'absence de carte précise, les points de repère ne peuvent être établis d'une manière certaine. Le plus grand nombre des contestations en matière minière dans les colonies ne provient-il pas de l'incertitude de l'emplacement des périmètres? Aussi considérerions-nous volontiers avec les législations anglaises et américaines que l'exploitant n'a de droit réel que du jour où il s'est approprié son périmètre d'exploitation ou son claim par une démarcation.

#### VI. — Extinction du droit d'exploitation.

Le droit d'exploitation, indépendamment de l'expiration du temps pour lequel il a été concédé, s'éteint : 1° par la déchéance, prononcée soit comme sanction d'inexécution des obligations du titulaire, par exemple pour défaut de paiement des droits, soit à titre de pénalité ; au cas de déchéance, la mine peut faire l'objet d'une nouvelle concession ou d'une nouvelle permission d'exploitation, ou bien d'une adjudication ; 2° par l'abandon, qu'il résulte soit d'une déclaration expresse, soit d'une simple inaction pendant un certain temps. Certaines législations anglo-saxonnes très rigoureuses à ce sujet admettent que l'inactivité d'une exploitation, même pendant un temps assez court, en implique l'abandon : le claim peut être l'objet de *jumping*, c'est-à-dire que toute personne munie d'un

*miner's right* peut s'en emparer en faisant une déclaration à l'administration. Le jumping des claims est la caractéristique des législations minières anglaises pour les métaux précieux : il ne leur a point été emprunté par les législations coloniales des autres pays, et je crois que c'est avec raison, car c'est là une cause de contestations et de conflits nombreux.

## VII. — Régime fiscal.

C'est surtout dans l'application du régime fiscal que le législateur colonial a le plus tâtonné et hésité. Faute de connaissances suffisantes du milieu pour lequel on légifèrait, on a parfois édicté des mesures fiscales impossibles à appliquer, soit à raison de la difficulté du contrôle des exploitations, soit à raison du taux trop élevé des taxes. Il est bien certain que le permissionnaire ou le concessionnaire des gisements de métaux précieux ne doit pas être le seul à recueillir le bénéfice de l'exploitation des richesses du sol de la colonie ; il est juste que la colonie profite de cette exploitation sous forme de redevances fiscales qui contribueront à créer l'outillage indispensable pour l'avenir, c'est-à-dire les voies de communication, les ports, à assainir certaines régions, à exonérer l'importation de certains produits.

L'impôt que la colonie peut prélever ainsi sur les mines d'or revêt trois formes différentes : 1<sup>o</sup> une redevance fixe d'après la superficie ; 2<sup>o</sup> une redevance sur l'extraction ou taxe *ad valorem* ; 3<sup>o</sup> l'impôt sur le commerce du métal précieux ou patente.

En ce qui concerne le premier de ces impôts, la difficulté ne porte que sur la détermination du taux de la redevance, car il est toujours facile de la percevoir.

Cette taxe ne doit pas être constituée à un taux trop élevé, et c'est sur elle que l'effort fiscal doit le moins porter. C'est surtout au sujet des mines de métaux précieux qu'il est vrai de dire que la richesse de la mine n'est point en raison directe de sa superficie. Les gisements aurifères sont loin de présenter l'allure régulière d'une mine de houille. Édicter des redevances superficielles trop élevées, ce serait entraver l'essor d'exploitations de gisements où l'or est à teneurs médiocres, ou en poches peu nombreuses.

La taxe *ad valorem* sur l'extraction, qui est celle sur laquelle, en bonne équité, le trésor doit compter le plus, est aussi celle qui est le plus difficile à percevoir à raison des facilités que donne pour la fraude l'organisation rudimentaire d'un pays neuf comme une colonie; cette fraude est d'autant plus facile à exercer qu'elle porte sur des minerais peu encombrants, car un droit assez élevé peut être perçu sur un minerai de volume peu considérable.

Par des pénalités rigoureuses, le législateur pourra essayer de déjouer la fraude, cependant l'expérience a démontré, notamment pour les exploitations Guyannaises que nous allons étudier, que la rigueur des pénalités ne suffisait pas.

C'est à la vigilance que doit surtout faire appel l'administration. Mais, de plus, l'habileté du législateur ne serait-elle pas de rendre la contrebande moins tentante en abaissant le droit *ad valorem* de telle façon que le jeu de contrebandier ne vaille pas les risques de la sévérité de la répression. Le Trésor y perdra-t-il ? En aucune façon, car il percevra plus, quoiqu'à un moindre bénéfice, mais cette perception à petit bénéfice lui rapportera plus, car il touchera ainsi un nombre infiniment plus grand de déclarations.

Mais si le gouvernement colonisateur ne veut pas décourager les exploitants, il devra s'abstenir de laisser à l'autorité locale le pouvoir de modifier comme bon lui semble la taxe des mines. De plus, cette modification ne devra intervenir que le moins souvent possible et seulement dans des cas d'absolue nécessité. Il faut que l'exploitant qui met un certain capital sache quelle part il doit faire à l'impôt. L'aléa des exploitations minières est par lui-même assez grand sans y ajouter l'incertitude de l'impôt.

#### VIII. — Question de la main-d'œuvre.

Enfin, le législateur colonial doit s'occuper d'une question que la loi métropolitaine n'a pas à traiter d'une façon aussi minutieuse : la question de la main-d'œuvre. C'est cette question qui, au début de toute colonisation, préoccupe tout d'abord le législateur. L'Institut Colonial International l'a bien compris en mettant précisément en tête de ses travaux, lors de ses premières réunions, la question de la main-d'œuvre aux colonies.

A la différence de ce qui se passe dans nos contrées d'Europe, l'absence de main-d'œuvre est, dans les colonies, un des principaux obstacles que rencontrent les exploitations. Parfois il faudra instituer de toutes pièces cette main-d'œuvre en facilitant et organisant l'émigration dans la colonie soit de travailleurs d'autres pays situés dans les mêmes conditions climatiques, soit de travailleurs européens ainsi que cela a été tenté par la France en Nouvelle-Calédonie, mais ce n'est point là un objet particulier à la législation minière.

Lorsque la main-d'œuvre est acquise, il faut la conserver et la protéger : les mesures à prendre sont alors différentes suivant les industries. Nous voyons la plu-

part des législations minières coloniales prévoir les conditions du contrat de travail ; elles prescrivent aussi les mesures de sécurité que les exploitants doivent aux travailleurs. Bien plus, certaines, notamment, les législations, australiennes et la législation de Suriname, vont jusqu'à ordonner la présence sur l'emplacement de la mine d'un certain nombre de médicaments. On ne peut accuser ces législations de se perdre en minuties inutiles et détails puérils. Le législateur colonial doit être d'autant plus prévoyant que, sur les placers dans les mines des pays neufs, le travailleur, le plus souvent indigène, est plus ignorant et qu'il est plus loin de tout secours.

#### IX. — Droits des indigènes.

Tout en réglant ainsi les conditions dans lesquelles désormais il permettra ou concédera l'exploitation des mines de métaux précieux, le législateur colonial ne doit pas oublier les droits que peuvent avoir acquis les indigènes antérieurement par des faits d'usage et de possession. Il est important de ne point porter atteinte aux usages des indigènes, dont il faut se faire des auxiliaires et non des ennemis. Si l'indigène ne peut prétendre obtenir l'exploitation des mines en vertu de la législation minière, tout au moins faut-il lui laisser le bénéfice de ses usages. Dans quelle mesure permettra-t-on à l'indigène l'exploitation des gisements aurifères ? Comment prévenir les conflits entre ceux-ci et les exploitants réguliers ? Délicates questions assurément, pour la solution desquelles la législation laissera à l'autorité locale une grande initiative.

---

Tels sont les différents problèmes que doit résoudre le législateur colonial pour la réglementation des mines de



métaux précieux. Cette réglementation, ainsi qu'on peut s'en rendre compte dans cet exposé sommaire, ne laisse pas que de soulever des questions fort complexes. Les solutions adoptées par les différentes nations sont très diverses et varient suivant les colonies : il est par suite intéressant et utile de retracer les grandes lignes de chaque législation.

---

## LÉGISLATION MINIÈRE DES TROIS GUYANES

---

Dans cette étude exclusivement consacrée aux mines de métaux précieux, il nous a paru particulièrement intéressant de rapprocher les régimes adoptés par trois grands Etats colonisateurs, l'Angleterre, la France et la Hollande, dans la même région et pour des gisements de même nature. L'étude du régime minier des trois Guyanes anglaise, française et hollandaise nous offre l'objet de ce rapprochement.

---

### SECTION I.

#### GUYANE FRANÇAISE.

C'est dans la Guyane française que fut signalée pour la première fois la présence de l'or. En 1855, un indien brésilien nommé Puoline, en cherchant de la salsepareille; trouva dans le sable, sur les bords de la rivière Arataye, affluent de l'Approuague, une petite pépite d'or. Il fit part de sa découverte au commandant du quartier de l'Approuague, Félix Couy. Peu de temps après, le gouverneur organisait une exploration officielle, tout en laissant à l'initiative privée le soin d'agir de son côté.

Des signes certains et nombreux de la présence de l'or ayant été recueillis, un arrêté du 10 mars 1856 vint réglementer le régime des explorations. Il est à remarquer que ce document instituait pour la première fois dans la législation minière le régime des permis d'exploration, portant sans désignation déterminée sur de vastes territoires, système reproduit dans la nouvelle législation

de l'Afrique occidentale française de 1899. Les prospections s'étant étendues, démontrèrent que le sol de la Guyane contenait des richesses qui n'attendaient plus qu'une exploitation bien dirigée.

Trois centres d'exploitation se constituèrent sur les bords du *cours moyen de la Mana, dans la région de l'Approuague et sur les bords du Sennamary*. Dans ces dernières années ont été découverts au Sud de la colonie, *dans la région de l'Inini*, affluent du Marani et de la Haute-Mana, de nouveaux placers qui forment ainsi un quatrième centre d'exploitation.

L'exploitation des mines d'or en Guyane française n'a pas donné tous les résultats qu'on pouvait en attendre. La fièvre de l'or qui s'est manifestée en Californie, dans l'Afrique du Sud et au Klondyke ne s'est pas produite dans la Guyane. Suivant l'expression très juste de M. Levat (1), les placers n'ont encore été qu'écramés.

L'absence de voies de communication a été la principale cause de cet état de choses, ainsi que la réputation exagérée dans la métropole de l'insalubrité de cette colonie.

#### I. — Législation minière de la Guyane française.

En Guyane française, *la loi métropolitaine de 1818* a été déclarée en principe applicable par un arrêté du 22 avril 1858. Mais une législation spéciale régit la recherche et l'exploitation des gisements aurifères. Toutefois cette législation n'est pas venue abroger la loi métropolitaine en ce qui concerne les gisements aurifères, mais s'y superpose simplement : elle s'applique au régime des recherches et des permis d'exploitation temporaires, mais au cas de concession perpétuelle de mines d'or, la

(1) LEVAT. — *La Guyane française en 1902*.

législation métropolitaine devient applicable. En fait, il est bon de remarquer que la législation métropolitaine est pour ainsi dire lettre morte en Guyane, tout d'abord parce que les gisements miniers reconnus jusqu'ici sont des gisements aurifères, et en second lieu parce que le régime du permis d'exploitation temporaire convient en définitive seul aux mines de métaux précieux dont les gisements s'épuisent plus vite que les autres mines, comme celles de fer et de houille. Le fait de l'application de la loi métropolitaine, qui est toute platonique, ne peut donc en rien infirmer ce que nous avons dit au sujet de la nécessité d'une législation spéciale pour les mines dans les colonies.

C'est le décret du 18 mars 1881 qui est le document fondamental de la législation spéciale aux mines d'or. Ce décret a été modifié par un décret du 27 mai 1882 sur des dispositions de détail. D'autres décrets ont été rendus à des époques plus récentes relativement au régime fiscal à l'effet d'assurer la perception de la taxe *ad valorem*. Ce sont les décrets du 9 août 1889, des 20 juillet et 2 décembre 1901.

## II. — Qui peut se livrer à la recherche et à l'exploitation des mines ?

La législation minière de la Guyane française permet à toute personne de se livrer à la recherche et à l'exploitation des gisements aurifères, sans distinguer les Européens ou assimilés des indigènes. La recherche et l'exploitation des gisements aurifères peuvent être entreprises par toute personne, quelle que soit sa nationalité, agissant isolément ou en société.

### III. — Régime des recherches.

D'après l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 18 mars 1881, on doit distinguer, au point de vue des recherches, les terres appropriées et les terres libres.

1<sup>o</sup> *Terrains privés.* — Le propriétaire de la surface qui veut effectuer chez lui des recherches minières est seulement astreint à faire une déclaration à l'administration.

Quant aux tiers, ils ne peuvent faire de recherches que du consentement du propriétaire superficiaire, une autorisation administrative ne saurait y suppléer. Jusqu'ici on n'a guère pratiqué en Guyane française que l'exploitation des alluvions de surface ; dès lors le législateur a peut-être considéré qu'il était urgent de protéger très efficacement la propriété privée.

En Guyane anglaise, au contraire, ainsi que nous le verrons, l'autorisation administrative seule, même sur terrains privés, habilite celui qui veut faire des prospections.

On peut invoquer de bonnes raisons à l'appui de l'un et l'autre système. Il est évident que dans les colonies où le régime de la propriété privée est en général issu soit de la concession administrative, soit de la vente par l'État, qui peut y mettre telles restrictions qu'il lui plaît, les droits du propriétaire superficiaire ne sauraient faire obstacle aux recherches de mines autorisées administrativement alors surtout qu'on lui reconnaît un droit à indemnité. Mais n'est-il point préférable pour la sécurité de l'exploitant agricole qu'il soit assuré de n'être point gêné par des tiers qui, pour reconnaître l'étendue des alluvions aurifères, bouleverseraient les terres qu'ils cultivent. Toutefois on doit remarquer que

Le système adopté en Guyane française ne peut être appliqué que dans les pays où les terres appropriées sont peu nombreuses, autrement ce serait l'exploitation des mines mêmes qui serait entravée.

*2° Terres du Domaine.* — Sur les terres du domaine, le permis de recherches est accordé par le gouverneur à la suite d'une simple demande. Cette demande doit être inscrite sur un registre à souche tenu au bureau du domaine, coté et paraphé par le secrétaire général de la colonie. L'inscription doit contenir : 1° les nom, prénoms, profession et domicile du demandeur ; s'il s'agit d'une société anonyme, sa dénomination, la composition de son conseil d'administration, le siège de la société et la désignation de son représentant dans la colonie ; 2° la désignation de la commune dans laquelle se trouve le terrain demandé ; 3° l'étendue et les limites de ce terrain ; 4° la date et l'heure de l'inscription. Le demandeur doit soumettre en outre un point de repère à l'agrément de l'administration. Dans le délai de quatre jours doit être produit un plan du terrain demandé et délivré par le géomètre-arpenteur assermenté. Au verso du récépissé de la demande, le géomètre-arpenteur inscrit lui-même les limites et l'étendue du terrain avec indication du point de repère admis par l'administration ; il y a là un moyen rapide de contrôler si la déclaration de l'inscription est exactement conforme à la contenance et à la situation du terrain demandé.

La simple demande de permis de recherches est attributive d'un droit de primauté (art. 10) pour l'obtention du permis. Celle-ci n'est donc point soumise au pouvoir discrétionnaire de l'administration qui sera dans l'obligation de délivrer le permis de recherches au demandeur le plus ancien, sauf jugement des oppositions s'il s'en

produit. On voit que la mention de la date et de l'heure d'inscription ont une grande importance. Ceci se comprend très bien : il n'y a pas lieu, lorsqu'il s'agit de simples prospections, de laisser l'administration juge des titres des différents demandeurs. Accorder au premier demandeur un droit exclusif de mines, c'est là assurer la reconnaissance rapide des ressources minières d'un pays.

Si l'on ajoute que le permis de recherches est entièrement gratuit, on voit avec quelle facilité, en Guyane française, n'importe qui peut obtenir le droit de faire des recherches minières.

Voilà certes un régime qui est de nature à encourager les recherches de mines et à assurer l'essor rapide de l'industrie minière. Toutefois, malgré cette législation libérale, le mouvement minier en Guyane française, à raison de circonstances locales, a été assez lent.

La durée du permis de recherches est d'une année. Le décret du 18 mars 1881 prévoyait le renouvellement pour une seconde année si le permissionnaire justifiait soit d'avoir fait des prospections avec succès, soit d'en avoir été empêché par une force majeure. Quel peut être cet empêchement de force majeure ? Ce pouvait être l'abondance des pluies, ou bien des cas de maladie, etc. L'administration était juge des causes qui avaient entravé les prospections ; on lui laissait une grande latitude dans la faculté de proroger ou de renouveler les permis de recherches ; on avait ainsi pris garde de fixer un délai aussi strict que dans la métropole.

Le principe du délai d'un an ayant été jugé trop restreint, le décret du 27 mai 1882 est venu établir formellement le droit au renouvellement pour une année, mais au cas de renouvellement le paiement d'une redevance fixe par hectare est exigée du permissionnaire.

Sa gratuité, en effet, se comprend moins du moment que le prospecteur a pu recueillir certains indices de la présence du gisement qui l'ont amené à demander le renouvellement de son permis. Toutefois on peut regretter que le décret de 1882, à la différence de celui de 1881, ne donne point à l'administration une faculté de prorogation.

Quant à l'étendue sur laquelle peut porter le permis de recherches, elle est fixée au maximum à 5,000 hectares.

#### IV. — De l'Exploitation.

Arrivons maintenant au permis d'exploitation.

L'exploitation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un permis délivré par l'administration, qu'il s'agisse d'un terrain privé ou d'une terre domaniale.

Tout porteur de permis de recherches qui veut le faire convertir en permis d'exploitation adresse sa demande au secrétaire général de la colonie avant l'expiration de son permis de recherches, sous peine de déchéance ; en outre, pour qu'elle soit prise en considération, la demande doit être accompagnée du montant de la redevance pour une année. Même formalité à remplir pour le propriétaire du terrain privé qui veut faire convertir sa déclaration de recherches en permis d'exploitation.

Après l'enregistrement de la demande, le gouverneur, en conseil privé, délivre le permis d'exploitation dans le délai d'un mois.

Le titulaire du permis de recherches a-t-il un droit acquis à obtenir le permis d'exploitation ?

Les textes des décrets du 18 mars 1881 et du 27 mai 1882 n'ont point à cet égard toute la netteté désirable. Aux termes de l'art. 18, il est dit que le permis d'exploitation est délivré par le gouverneur en conseil privé dans



le délai d'un mois, et l'art. 16 prévoit le remboursement de la redevance payée d'avance au cas où le permis d'exploitation n'est pas accordé; il semblerait résulter de ces textes que le gouverneur a un pouvoir discrétionnaire pour l'attribution du permis d'exploitation. Mais le décret de 1882 spécifie que le permissionnaire de recherches qui, à l'expiration de deux années, n'a pas converti son permis de recherches en permis d'exploitation perdra tout droit au renouvellement de sa concession qui fera retour au Domaine. Il faut conclure de l'ensemble de ces dispositions que si le permissionnaire de recherches n'a pas un droit acquis à obtenir un permis d'exploitation, il a au moins un droit de préférence à tout autre. L'Administration ne pourra donc le lui refuser que suivant décision motivée pour des raisons graves. Il y a là, comme on le voit, application à la fois des deux systèmes : *celui de la domanialité minière, et celui de la mine à l'inventeur.*

Le permis détermine l'étendue et les limites du terrain qui en est l'objet, ainsi que le point de repère, mais ces mentions ne sauraient engager la responsabilité de l'administration. Celle-ci, dit l'article 21 du décret du 18 mars 1881, ne garantit ni la contenance, ni la situation exacte des concessions, faute de cartes et de plans précis et de connaissances topographiques suffisantes, et de l'absence de tout cadastre; l'administration est obligée, la plupart du temps, de s'en tenir uniquement aux indications du mineur en instance. Il pourra donc arriver que les périmètres de deux exploitations empiètent l'un sur l'autre, d'autant mieux que l'abornement, en Guyane française, n'est point obligatoire. L'administration a dû prévoir toute mise en cause dont elle aurait pu être l'objet à ce sujet.

L'étendue sur laquelle peut porter un seul permis d'exploitation est fixée au maximum de 5,000 hectares. Cette étendue semblera peut-être un peu trop considérable, si on la compare au chiffre des étendues assignées aux concessions et aux permis de claims dans les deux autres colonies de la Guyane.

Certains ont cru trouver dans l'étendue trop considérable des permis d'exploitation une des causes de la lenteur du développement des exploitations minières en Guyane française ; nous croyons que si le législateur colonial a attribué aux permis d'exploitation une étendue aussi considérable, c'est précisément à cause du nombre assez restreint de demandes d'exploitations qu'il voyait se produire.

D'après l'art. 23, toute personne, toute société ayant obtenu plusieurs permis d'exploitation est tenue d'en faire des exploitations distinctes et séparées.

On n'a pas voulu donner à un même exploitant la possession d'une immense étendue, dont il n'exploiterait qu'une infime parcelle au détriment de l'intérêt économique de la colonie. Toutefois il peut éviter la nécessité d'exploitations distinctes en réunissant les différents permis d'exploitation contigus si la surface totale ne dépasse pas 5,000 hectares. Nous verrons que la législation de la Guyane anglaise, qui prévoit cette fusion, est plus large, puisqu'elle l'autorise sans condition de maximum d'étendue.

La durée du permis d'exploitation est de neuf années au cours desquelles il est loisible à l'exploitant d'y renoncer par une déclaration faite à l'administration, moyennant laquelle il sera exonéré des redevances pour le temps qui reste à courir.

Au contraire, si l'exploitation est fructueuse, le per-

missionnaire peut demander le renouvellement de son permis d'exploitation et cela indéfiniment.

#### V. — Nature du droit conféré.

Quelle est la nature du droit conféré par le permis d'exploitation ?

Le mineur n'est pas propriétaire du terrain qu'il exploite, ni de la mine, mais seulement du droit d'extraction en vertu de la permission administrative à lui conférée.

Ce droit est cessible moyennant une taxe de fr. 2.50 p. c. Il faut en conclure par suite, bien que le décret ne le dise pas, qu'il passe aux héritiers.

#### VI. — Régime fiscal.

Le régime fiscal des exploitations aurifères en Guyane française est constitué par deux sortes de taxes : l'une est une redevance *fixe* et *annuelle* à l'hectare, l'autre une taxe *ad valorem* consistant dans une taxe à l'entrée en ville et un droit de sortie. Cette taxe est fixée tous les ans par l'administration locale.

La redevance fixe frappe les terrains aurifères *appartenant à la colonie*, dit l'art. 30 ; elle ne concerne donc que les exploitations sur terres du domaine, non celles sur les terres privées. Elle est payable d'avance chaque année. Faute par le permissionnaire de payer le montant de cette redevance dans les trente jours de son échéance, il est déclaré déchu de sa concession.

A la différence des législations de la Guyane hollandaise et de la Guyane anglaise, le décret de 1881 ne prévoit aucune rectification du montant de la redevance au cas d'erreur démontrée dans la superficie de la concession.

Il est facile de percevoir la redevance fixe grâce aux registres sur lesquels sont consignées les demandes de permis d'exploitation. Quant aux taxes *ad valorem*, jusqu'ici elles ont échappé en grande partie au fisc.

L'art. 36 du décret de 1881 a eu pour objet d'assurer la perception de ces taxes.

Aux termes de ce décret, toute quantité d'or natif sortant d'un placer doit, quelle que soit sa destination, être accompagnée d'un certificat de sortie, détaché d'un registre à souche tenu sur le placer, également visé et paraphé par le maire de la commune. Le certificat, dit *laissez-passer*, doit indiquer le nom de la concession, le numéro du registre, la date de l'envoi, le poids du métal expédié, sa destination, le nom de l'expéditeur et du transporteur. Ce laissez-passer doit être présenté à toute réquisition ainsi que le registre à souche. Les contraventions à ces prescriptions étaient punies par des amendes de 100 à 250 francs.

Ces dispositions étaient bien insuffisantes, et en réalité l'or n'était déclaré que si les porteurs le voulaient bien.

Un décret du 20 juillet 1901 a été promulgué dans le but de remédier à l'insuffisance de la législation antérieure.

Ce décret, s'inspirant très nettement de la législation de la colonie voisine, la Guyane hollandaise, pour assurer la perception du droit d'entrée en ville, ordonne aux personnes venant des placers de ne pénétrer à Cayenne que par un endroit désigné, sous peine d'amende et d'emprisonnement prévu par le décret du 2 décembre suivant.

Pour assurer le paiement du droit de sortie, l'art. 7 du décret du 20 juillet 1901 dispose qu'aucune quantité d'or ne pourra sortir de la colonie sans avoir été présentée à la douane accompagnée du laissez-passer. Cette

pièce est retenue par le service des douanes. Enfin il est défendu de céder le laissez-passer en cours de route.

Quant aux pénalités, on a ajouté des peines d'emprisonnement aux amendes, mais, d'autre part, on a abaissé le maximum et le minimum de celles-ci en fixant le chiffre de 16 francs à 100 francs. Le juge pouvant ne prononcer que l'une des deux peines, il arrivera souvent que la condamnation sera moindre que sous le régime du décret de 1881.

Malgré ces nouvelles dispositions, l'absence de toute surveillance sérieuse sur le transport de l'or à travers la colonie rend la fraude encore facile. L'établissement de stations et postes miniers dans la Guyane française assurerait peut-être mieux la perception de la taxe *ad valorem*. Mais on faciliterait encore plus la perception de la taxe, d'une part, en l'abaissant et en rendant, d'autre part, les pénalités plus sévères. Le droit de sortie sur l'or est actuellement de 8 p. c. ; c'est là un taux bien élevé, surtout si on le compare à celui de l'impôt des colonies voisines. Les perceptions à taux peu élevé dans un pays comme la Guyane, où la surveillance fiscale est difficile à établir, rapportent plus que des taxes élevées, surtout si les pénalités sont sévères ; le paiement de la taxe sera considéré comme plus avantageux que le risque d'encourir les pénalités. De cette façon, l'impôt pèsera moins sur chaque exploitation, mais en revanche sera payé par tous, ou presque tous, ce qui n'est pas le cas, loin de là, en Guyane française.

## VII. — Extinction du droit d'exploitation.

Le droit d'exploitation s'éteint par l'expiration de la durée du permis, soit au bout des neuf premières

années, soit au bout d'une seconde période de neuf ans en cas de renouvellement.

Il peut s'éteindre aussi au cas d'abandon par le concessionnaire, suivant déclaration faite à l'administration trois mois au moins avant le commencement d'une année nouvelle.

Enfin la déchéance peut être prononcée par l'Administration faute de paiement de la redevance fixe dans les trente jours de son échéance. Mais jusqu'à la décision du gouverneur, le concessionnaire en retard conserve le droit de se libérer. Cette cause d'extinction du permis d'exploitation ne peut s'appliquer qu'aux exploitations sur terres domaniales, puisque, ainsi que nous l'avons vu, la redevance fixe ne frappe que les terrains aurifères appartenant à la colonie.

#### VIII. — Régime des exploitations par dragages dans les cours d'eau.

En principe, ces exploitations sont soumises aux mêmes règles que les exploitations aurifères. Toutefois l'administration peut imposer dans le permis certaines règles spéciales au concessionnaire.

On trouvera sans doute que le décret du 18 mars 1881 aurait besoin d'être complété sur ce point. Le législateur français pourra peut-être s'inspirer avec fruit de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1894 relative à l'exploitation des criques et rivières navigables dans la Guyane hollandaise.

---

## GUYANE HOLLANDAISE.

---

Dans la Guyane hollandaise, l'or a été signalé pour la première fois en 1862, mais ce n'est qu'en 1874 qu'on y découvrit des gisements exploitables. Dès ce moment, un mouvement minier considérable se produisit et l'année suivante 52,500 hectares de terrains avaient été donnés en concession ; mais ce mouvement semble s'être un peu ralenti quelques années après et en fait la production aurifère de la Guyane hollandaise est bien inférieure à celle des deux autres Guyanes.

Les principaux centres d'exploitations aurifères sont dans les bassins supérieurs du Suriname et de la Saramacca, mais la région peut-être la plus riche se trouve dans le territoire compris entre l'Awa et le Tapanahoni qui forment, en se réunissant, le Maroni. Ce territoire longtemps contesté entre la France et la Hollande a été, à la suite de la décision arbitrale du Tsar, attribué à la Hollande : les intérêts français engagés dans les entreprises minières et les droits acquis sur les mines ont été absolument respectés et c'est ainsi que la Compagnie française de la Guyane hollandaise exploite les placers importants de cette région.

### 1. — Législation minière de la Guyane hollandaise.

C'est l'*ordonnance du 7 septembre* 1882 qui a édicté les dispositions fondamentales relatives aux recherches et à l'exploitation minières. Une ordonnance postérieure du 1<sup>er</sup> décembre 1894 traite spécialement de l'exploitation dans les criques et rivières navigables. Le *régime fiscal* des exploitations aurifères a été définitivement organisé

par l'ordonnance du 17 novembre 1894. Enfin, citons l'arrêté du 30 mai 1895 qui s'occupe de réglementer le transport de l'or à l'étranger par colis postal. C'est là un document intéressant et instructif particulier à la Guyane hollandaise.

On doit distinguer au point de vue du régime minier dans la législation de la Guyane hollandaise trois sortes d'exploitations : 1° l'exploitation de mines contenues dans les *terrains privés* ; 2° l'exploitation sur les *terres domaniales* ; 3° l'exploitation des gisements aurifères dans les *criques et rivières navigables* (art. 1<sup>er</sup> ord. du 7 sept. 1882). A la différence de la Guyane française, ces derniers gisements ont été l'objet, en Guyane hollandaise, d'une réglementation précise qui reste encore à faire dans la colonie voisine.

#### I. — Terrains privés.

La législation coloniale hollandaise applique le système de l'accession : il résulte très nettement des dispositions de l'art. 2 de l'ordonnance du 7 septembre 1882 que la simple déclaration suffit pour permettre au propriétaire du sol, non seulement de faire des recherches, sur son terrain mais aussi de se livrer à l'exploitation même. Le droit de propriété de la surface confère donc par lui-même la propriété du gisement aurifère, sauf déclaration à faire à l'administration pour permettre à celle-ci d'exercer sa surveillance.

Il n'en est pas de même en Guyane française, où le propriétaire du sol n'a tout au plus qu'un droit de préférence pour obtenir la concession des gisements miniers : l'exploitation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une permission de l'administration. Nous préférons peut-être ce dernier



système qui assure mieux l'exploitation des richesses minières, il permet à l'administration, au cas où il s'agirait non plus seulement d'exploitations alluvionnaires, mais d'exploitations filoniennes, de concéder la mine à celui qui semblera mieux outillé et plus capable que le propriétaire superficiaire : ainsi se trouvent conciliés l'intérêt général et l'intérêt du propriétaire superficiaire auquel toutefois devront être laissées les exploitations alluvionnaires.

## II. — Terrains du domaine.

1<sup>o</sup> *Régime des recherches.* — Celui qui veut obtenir une autorisation d'exploration sur une terre domaniale s'adresse au gouverneur, par requête timbrée, avec mention de ses nom, prénoms et nationalité, de son éléction de domicile à Paramaribo et accompagnée d'une carte figurative portant une indication aussi exacte que possible des limites du périmètre demandé. La priorité de demande n'attribue pas, comme en Guyane française, un droit de primauté pour l'obtention du permis de recherches ; le gouverneur a un pouvoir discrétionnaire pour l'accorder ou le refuser ; toutefois, au cas de refus, il devra motiver sa décision.

Autre différence, l'étendue maxima des recherches pourra être beaucoup plus considérable, 20,000 hectares ; le législateur colonial hollandais n'a pas, comme le législateur colonial français, la crainte chimérique de l'accaparement. Mais par contre la durée du permis de recherches n'est que d'un an, ce qui est fort court, surtout si on considère qu'aucune disposition ne prévoit le renouvellement du permis.

L'autorisation, une fois accordée, doit être inscrite sur

un registre tenu par le commissaire du district dans lequel la parcelle est située.

Le permis de recherches est entièrement gratuit.

2<sup>e</sup> *Obtention du droit d'exploiter.* — La législation de Suriname reconnaît formellement au titulaire du permis de recherches un droit de préférence pour l'exploitation des gisements sur tout ou partie de la surface explorée, pourvu qu'il en fasse la demande avant l'expiration de son permis de recherches.

En dehors du permissionnaire de recherches toute personne peut, après inscription sur le registre du bureau domaine, adresser au gouverneur une demande de concession que celui-ci accorde ou refuse par décision motivée, dit l'art. 15 de l'ordonnance du 7 septembre 1882. La priorité de la demande crée un droit de préférence pour l'obtention de la concession.

Le demandeur en concession doit produire à l'appui de sa requête une carte figurative dressée par un géomètre-arpenteur et vérifiée par le géomètre du gouvernement. Le gouvernement de Suriname a, ce qui n'existe pas en Guyane française, une carte officielle établie sur les levés faits dans les années 1860 à 1879 par Cateau, Van Roosevelt et Van Lansberge. C'est d'après cette carte que doit être dressé le plan de la concession demandée annexée à la requête. Il y a donc en Guyane hollandaise beaucoup plus de précision et beaucoup moins de risques de conflits entre exploitants que dans la colonie voisine. L'ordonnance du 7 septembre 1882 n'exige pas toutefois autant de précision en ce qui concerne les demandes de permis de recherches, et cependant n'y aurait-il pas également intérêt à l'exiger, à cause du droit de préférence que fait naître ce permis pour l'obtention de la concession ?

Ajoutons que chaque nouvelle concession est, par ordonnance coloniale, mentionnée sur la carte officielle.

3. *Durée de l'exploitation.* — La durée de la concession n'est point fixée par la loi comme dans la législation minière de la Guyane française : elle peut être accordée pour une période de temps qui varie d'un an à quarante ans. Cette concession peut être renouvelée au moyen d'une demande faite avant son expiration. Nous pensons que la disposition de l'article 8 qui fixe ainsi une durée variable avec un maximum de quarante ans est très sage et favorable à l'industrie aurifère. Nous la préférons au système de la Guyane française qui a le tort de maintenir tous les exploitants dans des délais uniformes, sans tenir compte de la nature différente des gisements; de plus, le renouvellement n'étant pas absolument un droit, on trouvera sans doute que la période de neuf années déterminée par l'article 26 du décret du 18 mars 1881 est sans doute un peu courte. Nous préférons le système hollandais aussi à celui de la Guyane anglaise où le droit d'exploitation sans détermination de durée peut avoir des inconvénients au point de vue de la cession des concessions de gisements aurifères qui, comme on le sait, s'épuisent en général assez vite; ne doit-on pas au point de vue de la bonne foi des négociations, soumettre le droit d'exploitation à une durée limitée?

Toutefois on pensera peut-être que le système hollandais admet une durée minima un peu trop courte.

4. *Étendue des exploitations.* — L'étendue des gisements demandés en concession doit être au moins de 200 hectares, mais à la différence de ce qui se passe pour l'autorisation de recherches, il n'y a pas d'étendue maxima fixée pour la concession; celle-ci reste soumise à l'appréciation de l'administration.

Cette différence en ce qui concerne le régime des recherches et celui de l'exploitation nous montre que le législateur colonial hollandais a compris qu'il était de toute nécessité de fixer par voie d'ordonnance l'étendue *maxima* afférente à une seule autorisation de recherches ; et qu'il eût été trop dangereux de laisser à l'administration locale le pouvoir de donner une autorisation de recherches comprenant la presque totalité des territoires de la colonie. S'il faut se garder de la crainte de l'accaparement et permettre la fusion des permis de recherches, d'autre part il est nécessaire que sur beaucoup de points des recherches soient faites : c'est là le but principal de la division des permis de recherches. Toutefois on peut se demander si la même nécessité n'existe pas, quoique à un moindre degré, lorsqu'il s'agit de l'exploitation. Ne doit-on pas limiter le maximum d'étendue qui pourra être attribuée en une seule concession, quitte à l'évaluer à un chiffre plus élevé que pour les recherches ? Sans doute il ne faut pas, par crainte de l'accaparement, empêcher une même personne ou une même société d'exploiter plusieurs concessions, mais nous croyons que dans un pays reconnu assez riche en gisements aurifères, il convient, pour favoriser l'essor de l'industrie minière, de procéder par concessions de moyenne étendue. Le morcellement des exploitations entraîne l'obligation d'exploiter sur chaque parcelle, et amène l'utilisation plus complète des richesses minières, en même temps que le développement plus rapide de la colonisation. Nous verrons qu'à cet égard la législation anglaise n'attribue à chaque permis de *claim* qu'une étendue peu considérable et ne prévoit qu'à titre exceptionnel des concessions sur de grands espaces.

Si l'on rapproche l'un de l'autre le chiffre minimum

d'étendue de la concession (200 hectares) et le chiffre minimum de sa durée (un an), on voit que le régime minier de Suriname laisse place, dans la plus large mesure, aux petites exploitations et à l'entreprise individuelle.

5. *Nature du droit conféré à l'exploitant.* — En dépit du mot *concession* employé par l'ordonnance du 7 septembre 1882, l'exploitant ne devient pas *ipso facto* le propriétaire du gisement, c'est tout simplement une permission d'exploiter qui lui est accordée. Ses droits sur la surface sont strictement déterminés : l'exploitant a le droit d'édifier toute construction nécessaire à l'exploitation, mais il ne peut se livrer à l'abatage des arbres que pour prendre des matériaux de construction ou confectionner le matériel d'exploitation nécessaire ; il ne peut cultiver la terre comprise dans sa concession que pour les besoins du personnel de son exploitation. La législation de Suriname distingue ainsi nettement la mine de la surface. Enfin elle reconnaît à l'exploitant le droit de faire dans les cours d'eau traversant ou bordant sa concession, tous travaux utiles à son entreprise : pareille disposition n'existe pas dans la législation française.

Par contre, l'exploitant est tenu de subir les travaux d'utilité publique qui seraient faits sur sa concession, et il les subit sans indemnité, à moins que les travaux ne portent sur des terrains en exploitation ou qui ont été reconnus comme miniers (art. 34).

La concession peut être cédée, mais seulement avec l'autorisation du Gouverneur, sous peine de déchéance : celui-ci peut s'y refuser par décision motivée.

Le droit du concessionnaire fait bien partie de son patrimoine, mais il ne passe à ses héritiers que sous certaines conditions : si ceux-ci veulent reprendre la conces-

sion, ils doivent le faire connaître dans les six mois après le décès du concessionnaire à l'intendant du domaine.

Tout acte de transmission donne lieu à un droit de 2 % du prix énoncé dans l'acte, ou en l'absence d'acte, de la valeur déclarée par les parties. En cas de fausse déclaration, les parties encourent l'amende du double droit.

### III. — Exploitations dans les criques et rivières navigables.

L'ordonnance du 7 septembre 1882 est inapplicable à ces exploitations : son article 1<sup>er</sup> distingue les criques et rivières navigables des terres domaniales. C'est l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1894 qui a déterminé le régime concernant ces exploitations ; cette ordonnance reproduit la plupart du temps les règles posées par celle du 7 septembre 1882. Nous nous contenterons de signaler seulement quelques particularités.

Il n'est question en ce qui concerne ces gisements, que de concessions d'exploitation.

A la différence des concessions minières sur terres domaniales, le législateur de Suriname semble n'avoir considéré ces exploitations que comme ne pouvant être l'objet que de petites entreprises ; en effet, il est stipulé, en ce qui les concerne, non seulement un minimum d'étendue de 50 hectares, mais aussi un maximum de 200 hectares. Ce chiffre ne peut être dépassé que si la concession est demandée par le concessionnaire de terres domaniales voisines.

La concession des gisements de rivières ou de criques entraîne celle des terrains situés le long des rives : sur simple requête, le concessionnaire peut obtenir les ter-

rains bordant la rivière sur une largeur d'un hectare afin d'y prendre les matériaux nécessaires à son exploitation.

#### IV. — Droits des indigènes.

La législation de Suriname assure aux indigènes la jouissance de leurs usages pour l'exploitation de l'or. L'article 35 de l'ordonnance du 7 septembre 1882 stipule à cet égard :

« Les droits des nègres des bois et des indiens dans leurs villages, colonies et fonds alimentaires qui pourraient être situés dans la parcelle de terre domaniale concédée, ne peuvent être violés par aucune concession, ni par les conséquences qui en dérivent ».

#### V. — Régime fiscal.

La redevance fixée par hectare est de 10 cents pour la première et la deuxième année; pour la troisième et la quatrième, de 25 cents par hectare et pour chaque année suivante, de 50 cents. Le législateur hollandais, par ce système progressif ou plutôt dégressif pour les premières années, évite ainsi d'imposer des charges trop lourdes au début d'une exploitation, et laisse à l'exploitant le temps de s'outiller. Ce système, qui se comprend pour les autres mines, est-il de même opportunité pour les exploitations de mines de métaux précieux qui sont quelquefois très courtes? Quoiqu'il en soit, dans les deux autres colonies la législation fiscale n'a pas reproduit cette particularité.

A défaut de paiement de la taxe, la concession est périmée de plein droit.

Au cas de déchéance du concessionnaire, si ce terrain reste plus de trois mois sans trouver un nouveau concessionnaire, il doit être considéré, au point de vue fiscal,

comme n'ayant jamais été exploité et ne pourra être l'objet que d'une redevance de 10 cents par hectare pour la première année.

L'ordonnance du 7 septembre 1882 autorise le concessionnaire qui s'aperçoit qu'une partie de sa concession n'est point fructueuse, à l'abandonner et à éviter ainsi la redevance foncière y afférente, pourvu que la surface qui reste en exploitation ne soit pas inférieure à 200 hectares. Il lui suffira de faire une déclaration à l'administration quarante jours avant l'échéance de la redevance.

Il y aura lieu aussi à modification du montant de la redevance foncière s'il est prouvé que l'étendue attribuée à la concession, dans l'acte de concession, constitue une erreur; dans ce cas, non seulement il y aura lieu à réduction de la redevance pour l'avenir, mais le concessionnaire pourra obtenir le remboursement de ce qu'il aurait payé en trop pour l'année en cours.

La taxe *ad valorem* qui consistait autrefois en un droit de sortie, est représentée aujourd'hui par un droit de circulation de 7 cents par gramme ou partie de gramme « dû sur l'or transporté », dit l'article 10 de l'ordonnance du 17 novembre 1894. La perception de cette taxe est assurée par des prescriptions très rigoureuses.

A la différence de la législation de la Guyane française, dans la Guyane hollandaise le mineur transportant de l'or ne peut aller où il veut et comme il veut : tout d'abord il est tenu par les règlements de suivre une certaine route, et il ne peut négocier ou expédier son or qu'à un endroit déterminé : Paramaribo. C'est seulement après avoir obtenu une autorisation spéciale que les exploitants voisins d'Albina ou de Nieuw-Nickerie peuvent porter leur or dans ces deux localités.



Tout exploitant doit mentionner sur un registre la production hebdomadaire ; lorsqu'il veut expédier une certaine quantité d'or, celle-ci doit être accompagnée d'une lettre de transport détachée de ce registre, au talon duquel sont inscrites toutes les mentions que cette lettre de transport contient, notamment le poids de l'or expédié.

Ainsi toutes les opérations de l'exploitation : extractions et expéditions se trouvent mentionnées, et tout agent administratif peut en prendre connaissance. De plus, copie du registre doit être adressée chaque trimestre à l'administration.

L'exploitant doit avoir aussi un autre registre au lieu de destination dans lequel est mentionnée, avec le numéro de la lettre de transport, la quantité d'or déclarée à l'arrivée.

Tout transporteur d'or est tenu de se rendre au point de destination par le chemin le plus court. Toute personne qui vient d'un centre minier est présumée transporter de l'or, qu'elle transporte ou non du métal précieux, et elle doit se présenter à la première station de police et de contrôle qu'elle rencontre, soit pour faire constater qu'elle ne transporte pas d'or, soit pour y faire viser la lettre de transport, soit, s'il s'agit de produits de recherches, pour s'y faire délivrer une lettre de transport, le simple explorateur n'ayant pas de registre à tenir. S'il est constaté qu'une partie de l'or n'est pas emballée suivant les prescriptions réglementaires ou n'est pas couverte d'une lettre de transport, le fonctionnaire peut confisquer la partie d'or.

L'article 6 prévoit l'arrivée des bateaux venant des centres miniers. Dans la Guyane hollandaise, comme dans la Guyane française, c'est presque uniquement par bateaux que se font les communications entre les centres miniers

et les villes du littoral. D'après ce texte, les bateaux doivent accoster à des points déterminés dans une des trois villes auxquelles ils peuvent terminer leur voyage. La lettre de transport est alors signée par la police présente sur les lieux ; l'or est pesé, et après paiement des droits, une quittance est délivrée. De plus, pour laisser à la fraude le moins de chances possible, une visite peut avoir lieu à bord des navires en partance.

Toutes ces prescriptions doivent être observées sous peine d'amendes très élevées atteignant dans certains cas 2,000 florins et d'emprisonnement pouvant durer 3 mois.

On peut dire que grâce à toutes ces prescriptions, chaque expédition du centre minier à la côte est surveillée à tous les moments par l'administration ; celle-ci, une fois l'or apporté à Paramaribo ou à Nieuw-Nickerie, possède en effet tous les moyens de contrôler si ce transport s'est fait régulièrement et si le poids de l'or déclaré à Paramaribo est bien celui constaté au départ. En effet, non seulement l'exploitant est tenu de lui envoyer copie de ses registres d'expédition et de réception, mais encore les postes de police doivent envoyer au lieu de destination les copies des lettres de transport qu'ils ont visées. Par le seul examen du registre d'extraction d'une part, des lettres de transport et des mentions du registres de l'exploitant au lieu de destination, d'autre part, l'administration peut se rendre compte si des transports clandestins n'ont point été opérés.

Comme en Guyane française, aucune faculté pour le mineur de céder en cours de route le métal précieux recueilli.

De plus, en Guyane hollandaise, le commerce de l'or n'est pas libre : tout exploitant qui vient négocier de l'or doit s'adresser *au monopoleur d'or*. Pour exercer

cette profession, il faut être autorisé par le Gouvernement, après paiement d'une somme de 250 florins. L'autorisation n'est valable que pour un an. Le monopoleur d'or, ainsi connu, est surveillé facilement par l'administration, au moyen de l'obligation qui lui est imposée de tenir un registre de ses opérations.

Si ce système a l'avantage sur le système français de mieux assurer la perception de la taxe *ad valorem*, il peut toutefois sembler singulièrement gênant et formaliste, par la nécessité des deux registres, et surtout par l'interdiction de cession du laissez-passer. Nous préférons le régime fiscal de la Guyane anglaise, qui est plus libéral tout en assurant la perception de la taxe.

Signalons en terminant l'existence d'une autre taxe *ad valorem* sur l'extraction particulière aux exploitations de rivières ou de criques instituée par l'article 6 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1894 ; elle est peu considérable, puisqu'elle s'élève seulement à 1 p. c. de la valeur du minerai brut extrait.

## VI. — Main-d'œuvre.

Le législateur colonial hollandais a montré une prévoyance raisonnable et une grande sollicitude pour la main-d'œuvre, en édictant les dispositions relatives soit à l'engagement des ouvriers, soit à leur sécurité.

L'engagement des travailleurs doit avoir lieu devant le commissaire de police. Le contrat d'engagement est inscrit dans un registre tenu au bureau de police, dans lequel sont mentionnés les noms, prénoms, profession, nationalité et domicile du patron et des ouvriers, le chiffre du salaire, la durée du contrat, le lieu du travail. Un extrait du registre est remis gratuitement aux intéressés sur leur demande.

Telles sont les formalités prévues par l'article 6 de l'ordonnance du 7 septembre 1882, en ce qui concerne les exploitations sur terrains privés ou terrains domaniaux. Même exigence dans l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1894 pour les exploitations de criques ou de rivières.

En ce qui concerne ces exploitations, de plus, le Gouverneur peut prescrire pour chaque exploitation toute mesure nécessaire pour la sécurité des travailleurs; il peut même interdire l'exploitation si l'exploitant ne donne pas satisfaction à ses prescriptions. Le Gouverneur, le Conseil d'administration entendu, peut révoquer la concession ainsi que toutes les autres qui lui ont été conférées.

En outre, en cas de violences répétées à l'égard de ses travailleurs, l'exploitant peut également encourir la déchéance.

Enfin, les ordonnances minières obligent l'exploitant à avoir sur les lieux les secours médicaux prescrits par un arrêté du 10 octobre 1887.

## VII. — Expiration du droit d'exploitation.

Le droit d'exploitation s'éteint, en premier lieu, par l'expiration de la durée pour laquelle la concession a été accordée.

En second lieu, la concession est périmée de plein droit au cas de non paiement de la redevance fixe à l'échéance. A la différence de la législation précédente, aucune excuse ne peut être invoquée et il n'y a aucun moyen d'éviter la déchéance.

On peut dire que, dans ce cas, la déchéance résulte de l'inexécution des obligations du concessionnaire et en constitue amplement la sanction.

Mais nous allons voir, dans la législation de la Guyane

hollandaise, la déchéance appliquée purement et simplement comme pénalité.

Aux termes des ordonnances du 7 septembre 1882 et du 1<sup>er</sup> décembre 1894, la révocation est prononcée à titre de pénalité dans certains cas d'infractions avec récidive.

Au cas de déchéance du concessionnaire, la mine doit être mise en adjudication. Si elle trouve acheteur, celui-ci succède aux droits et obligations du concessionnaire antérieur; dans le cas contraire, la durée de la concession est considérée comme expirée.

A noter la disposition de l'article 33 de l'ordonnance du 7 septembre 1882, suivant laquelle, avant l'expiration de la concession, l'exploitant d'une terre domaniale ou ses ayants-cause peuvent enlever tous les bâtiments et travaux établis par eux.

### VIII. — Pénalités.

Celui qui, sciemment, entreprend des recherches ou l'exploitation dans des terrains qui ne lui appartiennent pas, sans l'autorisation du propriétaire, et dans des terres domaniales sans concession, encourt une amende pouvant aller jusqu'à 1,000 florins et puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois (recherches) et de trois mois à cinq ans (exploitation).

Au cas de récidive, la déchéance de toutes les concessions conférées au délinquant peut être prononcée à la suite de poursuites engagées à cet effet par le Procureur général.

Semblable peine peut frapper l'exploitant qui a été condamné plusieurs fois pour rébellion envers les agents de l'administration, pour violences sur ses ouvriers ou

pour dommages causés à dessein aux bâtiments et travaux d'autres exploitants.

L'exploitation des gisements autres que ceux concédés, par suite de simple erreur et défaut de mesures prises pour l'éviter, est punie d'une amende de 50 à 1,000 florins.

L'ordonnance du 7 septembre 1882 prévoit la confiscation des instruments et moyens qui ont contribué aux recherches et exploitations illicites.

Enfin, les simples contraventions aux règlements miniers sont punies d'amendes qui varient de 10 à 500 florins.

---

#### GUYANE ANGLAISE.

En Guyane anglaise, les débuts de l'industrie aurifère remontent seulement à 1884, mais l'exploitation minière y a eu un essor beaucoup plus rapide que dans les deux autres Guyanes, où la découverte des gisements aurifères est plus ancienne. En 1885 la production de l'or dans la Guyane anglaise n'était que de 23 kilogrammes et en 1899 elle était de 3,367 kilogrammes, tandis qu'elle n'était que de 2,600 kilogrammes en Guyane française et de 838 kilogrammes en Guyane hollandaise.

C'est en 1885 qu'on a commencé à exploiter les placers découverts dans les régions traversées par *le Puruni et le Potaro, affluents de l'Essequibo*. On a ensuite prospecté et exploité les alluvions des vallées du *Cuyuni*, du *Mazaruni*, de la *Barima*, de l'*Amacuro*, etc. La Guyane anglaise est actuellement divisée en *cinq districts miniers* : le premier de la rive gauche du fleuve Coren-yne jusqu'à la ligne de séparation des bassins de la riv

droite du fleuve Demerara, le second comprend les régions traversées par les fleuves Demerara et Essequibo et leurs affluents, sauf le Mazaruni et le Cuyuni; le troisième est le district du Mazaruni; le quatrième est celui du Cuyuni; enfin le cinquième comprend la région située au Nord-Est du Cuyuni.

*Législation minière de la Guyane anglaise.*

Le document fondamental du régime minier de la Guyane anglaise est *l'ordonnance minière de 1887* qui a institué d'une manière générale les concessions et les permis de miner. En ce qui concerne les mines de métaux précieux elle a été complétée par *le règlement minier du 28 août 1896* rendu par le gouverneur en conseil d'administration en vertu de l'ordonnance de 1887; ce règlement s'occupe du régime des claims et du régime fiscal des exploitations. L'extraction des pierres précieuses a été l'objet des *règlements du 4 septembre 1891 et du 28 août 1896*. L'ordonnance de 1887 a été modifiée au sujet du régime des concessions par *l'ordonnance du 20 mars 1901*. Enfin *l'ordonnance du 28 octobre 1896* a posé les règles relatives à la constitution des sociétés minières.

On doit distinguer tout d'abord les *terres de la Couronne* des *terres appropriées*. En ce qui concerne ces dernières, d'après l'ordonnance de 1887, le propriétaire superficiaire n'avait aucun droit privatif sur les minerais contenus dans le sol de sa propriété, et le gouverneur pouvait toujours autoriser une personne ou une société quelconque à entrer sur les terres particulières pour y faire des recherches, y miner, s'approprier l'or, l'argent et les minéraux quelconques qui y seraient découverts. L'ordonnance du 20 mars 1901

distingue à cet égard entre les minerais précieux et les autres minéraux ; elle reconnaît au propriétaire du sol la disposition absolue de ces derniers, mais quant à l'or et l'argent il n'a aucun droit acquis soit pour les rechercher dans sa propriété, soit pour les exploiter, ce droit est détaché de la propriété du sol ; dès lors aucune différence importante à signaler pour le régime minier des métaux précieux entre les terres de la Couronne et les terres appropriées ; toutefois il faudra une autorisation particulière du gouverneur pour pénétrer, aux fins de recherches de mines, sur des terres privées, mais aucune indemnité préalable n'est prévue en faveur du propriétaire du sol.

Si nous comparons les trois législations minières guyanaises au point de vue des droits du propriétaire du sol, nous voyons consacrer trois systèmes différents : le système hollandais où l'exploitation aurifère est réservée au propriétaire du sol, le système français où le droit de recherches est laissé à la disposition du propriétaire de la surface et le droit d'exploitation concédé en vertu d'une autorisation administrative, enfin le système anglais dans lequel le propriétaire du terrain est laissé de côté, et la permission de recherches ainsi que l'attribution du droit d'exploiter sont conférés seulement en vertu de l'autorisation administrative.

Le législateur de la Guyane anglaise distingue aussi les exploitations *des mines de métaux précieux* et celles *de pierres précieuses*. C'est ainsi que l'ordonnance de 1887 spécifie que la concession donnée pour l'exploitation des métaux précieux ne confère aucun droit sur les pierres précieuses. Ces deux sortes d'exploitations ont lieu soit suivant le *régime des claims*, soit au moyen de *concessions administratives*. Le régime des claims n'est applicable que sur les terres de la Couronne ; le régime des



concessions concerne toutes les terres : *private lands* et *Crown's lands*.

### I. — Régime des claims.

#### 1° MINES DE MÉTAUX PRÉCIEUX.

I. *Du droit de recherches et de la délimitation des claims.* — Dans la législation anglaise la permission de recherches ne présente pas le même caractère que dans les deux autres Guyanes. Tandis que dans celles-ci le permis de recherches porte sur un périmètre désigné, réservé au prospecteur de telle façon que celui-ci puisse étudier son terrain pendant un certain temps, en Guyane anglaise ce n'est qu'exceptionnellement qu'est conféré le permis de recherches en périmètre réservé ; notamment dans le système des claims, le permis de recherches est une autorisation générale de miner habilitant la personne qui en est munie à délimiter des champs miniers, qui deviendront claims par la prise de possession qu'elle en effectuera. L'autorisation de recherches est donnée au mineur non pour lui permettre de prospecter un terrain déterminé réservé à ses investigations, mais pour chercher là où il lui plaît un terrain susceptible d'une exploitation minière fructueuse, à condition toutefois qu'il n'exerce ses fouilles ni sur des terres appropriées, ni sur des claims déjà délimités. Aussitôt qu'il a trouvé un terrain qu'il croit être minier, il peut le délimiter de suite en un ou plusieurs champs miniers de petite dimension ; à partir de cette délimitation, le champ minier est réservé à celui qui l'a aborné, celui-ci en a la possession exclusive, lui seul a le droit d'y miner, grâce à la prise de possession qu'il a effectuée, en un mot le claim est constitué : le droit d'exploitation du claim découle donc de la prise de possession.

La délimitation du claim n'implique pas nécessairement le commencement de la période d'exploitation ; le mineur qui aura délimité un claim pourra souvent continuer à se livrer seulement à de simples travaux de prospection que la délimitation lui permettra d'opérer sans avoir à craindre aucune concurrence ; s'il a délimité un claim c'est qu'à la suite d'une première prospection il a recueilli les indices de la présence de gisements exploitables et qu'il veut être assuré de continuer tranquillement ses recherches et ensuite exploiter le résultat de ses découvertes.

Le permis de recherches est valable pour un an (Règlement du 28 août 1896), mais il peut être renouvelé indéfiniment. Au mineur à se munir de ce parchemin, tous les ans, jusqu'à ce qu'il ait trouvé ou cru trouver le terrain rêvé.

L'obtention de cette autorisation générale de miner, telle est la première formalité à laquelle toute personne désireuse d'exploiter des mines de métaux précieux par la délimitation de claims doit recourir. Pour obtenir le permis de recherches, il faut être majeur (art. 7. règlement du 28 août 1896) ; ce texte défend aussi la délivrance de cette autorisation à toute personne de mauvaise réputation, à quiconque refuse ou s'abstient systématiquement de payer le salaire de ses ouvriers, ou les néglige et les maltraite. Ne peuvent non plus obtenir de permis de recherches les ouvriers employés dans les claims : cette prohibition, spéciale à la Guyane anglaise, est de nature à prévenir le maraudage dans les exploitations de mines de métaux précieux. Enfin on ne doit pas oublier que l'ordonnance minière de 1887 interdit formellement aux fonctionnaires d'entreprendre l'exploitation des mines et même de posséder une part dans les sociétés minières, sage disposition qu'il n'est pas besoin d'expliquer pour la justifier. Enfin le

règlement de 1896 reconnaît à l'Administration le pouvoir de refuser le permis en s'appuyant sur un motif déterminé.

Pendant sa durée le permis de recherches peut toujours être révoqué.

Le permis de recherches, que nous appellerons plutôt une licence de prospecteur, n'est pas gratuit, mais la somme qui est demandée pour sa délivrance est très minime puisqu'elle n'est que de 24 pennys moyennant laquelle on peut délimiter un claim.

Bien que le simple prospecteur en Guyane anglaise n'ait point de périmètre de recherches réservé, on n'a pas voulu que ses travaux pussent être des indications à des concurrents peu scrupuleux qui viendraient lui ravir ainsi le résultat de sa découverte. A cet égard on doit citer les art. 62 et 63 du règlement minier du 28 août 1896 relatifs aux pistes et sentiers tracés par les mineurs munis de simples permis de recherches; il ne fallait pas que ces pistes et sentiers frayés parfois après beaucoup d'efforts et de dépenses servissent à ceux qui n'auraient eu que la peine de les parcourir. Aussi d'après l'art. 62 lorsque le titulaire d'un permis autorisant les recherches établit un sentier il aura le droit exclusif d'accès durant trois mois à partir du tracé, et aux termes de l'art. 63 toute personne autre qui utilise le sentier sans l'autorisation de celui qui l'a frayé, n'a aucun droit au claim qu'il aurait délimité en s'y rendant par ce sentier.

Le permis de recherches constitue, en somme, une simple *licence de prospecteur*. Une fois muni de cette licence le mineur peut délimiter tel terrain qu'il lui plaît, en se conformant au règlement, pour avoir la jouissance exclusive des minerais qu'il renferme.

Tout porteur de permis de recherches qui veut

s'attribuer un claim doit le délimiter. L'opération de délimitation se fait en présence de deux témoins. Elle consiste dans la plantation, à chaque coin de l'emplacement choisi, de poteaux sur chacun desquels une inscription indique le nom du prospecteur, la date de la délimitation, le numéro du permis de recherches; au lieu de la plantation de poteaux on peut prendre comme signaux des arbres situés sur le terrain auxquels on fixe l'inscription; chaque poteau ou chaque arbre est réuni par un sentier d'au moins quatre pieds de largeur, qui constitue la ligne de délimitation. Aucun claim ne peut avoir plus de 1500 pieds de longueur et 800 pieds de largeur, ce qui est une étendue assez faible, surtout si on le compare à l'étendue donnée aux permis d'exploitation en Guyanes française et hollandaise, mais il n'y a pas là un inconvénient sérieux pour l'exploitation minière à raison de la fusion des claims autorisée sur n'importe quelle étendue dans un district minier par la législation de la Guyane anglaise. Avec le système des claims on permet ainsi l'exploitation des gisements aurifères ou d'autres métaux précieux par petites entreprises, en donnant toute facilité pour augmenter progressivement l'exploitation, et on laisse aussi la place aux grandes entreprises puisqu'on peut délimiter autant de claims que l'on veut. Ce régime minier est d'une grande souplesse.

II. — *Exploitation provisoire du claim.* — Aussitôt la délimitation du claim opérée, le mineur doit en aviser l'administration et son avis est enregistré après contrôle de ses déclarations sur les lieux : il joint à cet *avis d'établissement* du claim une requête à l'effet d'obtenir le *permis de claim*.

Par le seul effet de la délimitation, le mineur a le droit

d'exploiter le claim *provisoirement* sans attendre la délivrance du permis de claim ; il lui suffit pour cela d'en faire une déclaration à l'administration et de payer les redevances et droits afférents au permis de claim. Cette exploitation provisoire est la caractéristique du régime des claims ; elle est la conséquence de ce que le droit d'exploitation dans ce système découle d'une prise de possession affirmée par la délimitation. Dès que vous avez délimité un claim vous le possédez et pouvez profiter de tous les bénéfices que confère la possession légitime ; vous ne perdez ces bénéfices, vous ne pouvez être dépossédé que si l'administration juge conforme à l'intérêt général de rejeter votre requête de permis de claim. L'administration sera ainsi amenée à examiner rapidement la requête et le requérant ne souffrira pas du retard qui pourrait se produire. *L'exploitation provisoire* du claim est d'un effet excellent pour la prompte utilisation des richesses minières de la colonie ; c'est surtout dans les colonies qu'il faut éviter de décourager les bonnes volontés par les lenteurs administratives.

III. — *De l'usurpation ou jumping du claim.* — Par le seul avis de prise de possession ou avis d'établissement, fait par le mineur qui l'a délimité, le terrain minier devient une entité juridique pouvant être l'objet de droits spéciaux. Même délimité sans droit par une personne qui n'a pas de permis de recherches le claim, n'en aura pas moins une existence juridique, seulement celui qui en a pris ainsi possession est sans droit pour l'exploiter et toute personne munie d'un permis de recherches pourra *l'usurper* (*jumped* « sauter dessus »), en s'adressant à l'administration. C'est là *l'usurpation du claim* autorisé par le règlement minier du 28 août 1896. Même usurpa-

tion permise si celui qui l'a délimité ne s'est point conformé en cela aux règles prescrites, ou si l'avis d'établissement n'a pas été donné à l'administration en temps voulu ou s'il exploite provisoirement son claim sans en avoir fait la déclaration. Le mineur qui s'est mis ainsi dès le premier jour en contravention avec la loi, est considéré comme déchu de tout droit sur le claim ; mais si la constitution du claim ne lui profite pas, toute personne qui dénoncera et prouvera les irrégularités commises pourra en profiter.

Tel est le *jumping* des claims dans la législation minière de la Guyane anglaise. Celle-ci, à la différence d'autres législations minières anglo-saxonnes, ne prévoit pas le *jumping* au cas d'inactivité d'exploitation.

Le faux abornement ou l'absence d'abornement suffisant sont aussi une cause de *jumping* ; il en est de même si le détenteur du claim néglige de remplacer les poteaux signaux qui auraient disparu ou se seraient dégradés.

On voit quelle importance la législation anglaise attache à la *délimitation matérielle du claim*. Elle considère que ce n'est qu'à cette condition que le mineur peut prétendre à un droit exclusif sur un terrain donné. Et, en effet, dans les pays aussi peu connus topographiquement que l'est la Guyane, le défaut d'abornement amène nécessairement l'empiètement de détenteurs de claims sur les terrains les uns des autres au détriment de la régularité des exploitations et au profit du maraudeur de minerais qui peut toujours exciper de son ignorance d'être sur un terrain réservé ; or, le maraudage ne porte pas seulement atteinte à l'intérêt des exploitants réguliers, mais aussi à l'intérêt fiscal de l'Etat qui ne peut que très difficilement exercer son contrôle sur ses agissements.

La délimitation matérielle des claims est donc une

mesure d'intérêt général, et on comprend fort bien qu'on l'impose aux mineurs : le peu d'étendue du claim d'ailleurs la rend nécessaire.

Nous avons vu que l'obligation de délimiter les exploitations aurifères n'existait pas dans les deux autres Guyanes, mais nous croyons que les exploitants sérieux dans les deux colonies ne peuvent que souhaiter l'application de cette mesure. Bien des difficultés, bien des maraudages de bonne et mauvaise foi eussent été évités notamment en Guyane française avec l'obligation d'aborder les périmètres d'exploitation (1).

IV. — *Délivrance du permis de claim.* — Le permis de claim est délivré par l'inspecteur des mines du district minier dans lequel se trouve le claim. Le droit d'exploiter n'est pas conféré par le gouverneur dans le régime des claims : la délivrance du permis de claim constitue la ratification et la reconnaissance par l'administration de la prise de possession. Au cas où deux requérants sollicitent pour le même terrain un permis de claim, la priorité est attribuée à celui qui a limité le premier le claim. Ceci démontre encore que le système du claim procède avant tout de la prise de possession.

Le permis de claim peut être refusé par l'Administration. L'article 31 du règlement du 26 octobre 1896 semble même donner un pouvoir discrétionnaire à ce sujet au gouverneur.

V. — *Droit que confère le permis de claim sur les forêts et l'eau des rivières.* — Ainsi que nous l'avons dit, l'eau et le bois sont des auxiliaires indispensables de l'exploitation des mines de métaux précieux et notamment

(1) Voir LEVAT. (*Bulletin de la Guyane française*, no 1, p. 11.)

des gisements aurifères. L'ordonnance minière de 1887 et le règlement du 28 août 1896 déterminent le droit de l'exploitant sur les bois des forêts domaniales et l'eau des rivières d'une façon très minutieuse.

Les arbres qui se trouvent sur le claim sont à la disposition de l'exploitant : il peut les abattre pour l'usage de son exploitation à charge de payer la redevance fixée à cet égard.

Les articles 51 à 58 du règlement de 1896 déterminent les conditions dans lesquelles les exploitants peuvent effectuer des barrages et des dérivations de cours d'eau, ainsi que les travaux destinés à amener l'eau sur des claims éloignés de toute rivière : une servitude est imposée à cet effet aux claims voisins des cours d'eau.

VI. — *Transfert des claims.* — Le régime minier de la Guyane anglaise est très libéral en ce qui concerne le transfert des claims. Le législateur anglais ne semble aucunement craindre l'accaparement; il a compris que ce n'était point en n'autorisant que très difficilement, et d'une manière restreinte, le transfert des claims qu'on pourrait l'é luder. On doit remarquer même que par suite d'un amendement de 1897 le transfert du claim peut avoir lieu avant même que le titulaire ait un droit définitif : en effet, toute personne après avoir délimité un claim peut céder tous les droits qui découlent pour elle de cette délimitation alors même que l'occupation du claim ne lui serait pas encore définitivement reconnue, un permis de claim ne lui ayant pas encore été délivré par l'administration. Le transfert du claim dans ce cas se fait par voie d'endossement de l'avis de délimitation ou d'établissement du claim et de la requête en délivrance de permis de claim. Si après la publication de la proposition de transfert



aucune opposition ne se produit, l'administration examine si la transaction a lieu *bona fide*. Après ces formalités le transfert est transcrit dans le registre des permis de claims. A partir de ce moment le cessionnaire doit être considéré comme l'auteur de la délimitation du claim. La législation de la Guyane anglaise est donc très large au point de vue du transfert des claims. Ajoutons qu'il ne semble même pas que pour recueillir un claim le cessionnaire doive être muni d'un permis de recherches. Enfin, le droit de transfert, 1 shilling, est très peu élevé.

VII. — *De la fusion des claims.* — Nous avons vu que l'étendue du claim anglais était assez restreinte, le législateur s'est préoccupé de parer aux inconvénients qui pouvaient en résulter par l'institution de *la fusion des claims*.

Il se peut que les différents détenteurs de claims aient intérêt à réunir leurs exploitations ; soit, par exemple, pour mieux répartir le système de l'adduction de l'eau, soit parce que le filon ou la couche aurifère se prolonge d'un claim sur l'autre et qu'une exploitation rationnelle nécessite une direction d'ensemble, soit même parce que dans l'ignorance où sont les différents détenteurs de la valeur intrinsèque de chaque claim, ils veulent s'assurer la moyenne d'un gain, les claims riches payant pour les claims plus pauvres. Enfin, le détenteur de plusieurs claims en fusionnant ses claims pourra plus aisément en opérer le transfert.

Pour pouvoir être fusionnés les claims doivent être situés dans le même district. La fusion est enregistrée par l'inspecteur du district sur requête signée des détenteurs des claims et après paiement du droit de 1 shelling quel que soit le nombre des claims réunis.

VIII. — *Durée et expiration du droit d'exploitation des claims.* — Le permis de claim n'a point une durée déterminée, ce qui se comprend très bien, puisque l'exploitation du claim dérive non d'une concession, mais d'une prise de possession. Il dure tant que les droits sont payés, c'est-à-dire tant que l'exploitation est fructueuse ou est censée l'être. Cette absence de délimitation de la durée du permis de claim peut présenter certains inconvénients; en premier lieu le mineur peut l'exploiter mal ou s'abstenir de l'exploiter: en second lieu, n'est-ce pas faciliter le transfert frauduleux de terrains miniers épuisés, réputés cependant juridiquement miniers à raison du seul paiement de droits fiscaux? Il convient de reconnaître que ces inconvénients sont bien atténués par le pouvoir de révocation dont peut faire usage à tout moment le gouverneur. (Voir *infra*.)

L'expiration normale du droit d'exploiter sera l'*abandon du claim* par le mineur qui n'y trouvera plus la production minière suffisante. L'abandon est consommé par l'enlèvement des bornes et poteaux, le mineur est tenu d'enlever ces abornements qui constituent l'indice de prise de possession et doivent disparaître dès que le terrain redevient libre. Dans la quinzaine il doit aviser l'administration.

Les autres causes d'extinction du droit d'exploiter tiennent de la *déchéance*.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, le gouverneur peut à tout moment révoquer un permis de claim. Nous ne croyons pas que ce droit de révocation soit laissé au caprice de l'administration autrement on ne comprendrait pas la nécessité d'un texte pour édicter la déchéance du droit d'exploiter au cas de violation répétée des règlements miniers. (*Art. 31 du règlement du 28 août 1896.*)

Ce droit de révocation s'applique dans le cas prévu par l'art. 3, p. 5, de l'ordonnance minière de 1887, aux termes duquel toute concession ou permis peut être résilié lorsque la personne ou la société à laquelle appartient le droit d'exploiter se livre à une exploitation jugée défectueuse par un fonctionnaire quelconque préposé à l'inspection des mines. Tel est le premier cas de déchéance.

L'ordonnance minière de 1887 nous en indique un second au cas de non paiement des droits fiscaux *sur l'extraction de l'or*. Quant au cas de non paiement *du droit afférent au permis de claim*, il ne s'agit pas seulement d'une déchéance encourue, mais le droit d'exploiter est *périmé de plein droit*; aucun délai n'est accordé pour éviter la péremption : la législation de la Guyane française est à cet égard plus libérale.

Les autres cas de déchéance constituent de *véritables pénalités*. L'art. 176 du règlement minier du 28 août 1896 notamment inflige la déchéance de tous droits sur ses claims au mineur qui, avec persistance, viole les règlements miniers. Cette règle rigoureuse a été jugée nécessaire pour entretenir l'ordre dans les exploitations aurifères et y éviter les abus.

Enfin il ne faut pas oublier qu'un claim peut être usurpé par quiconque s'aperçoit que le titulaire n'a pas observé les règlements miniers relativement à la délimitation ou à l'avis d'établissement du claim. Ce *jumping* est une cause d'extinction du droit d'exploiter particulière à la législation anglaise.

Sauf au cas de jumping, une fois les droits du détenteur du claim éteints, le terrain redevient libre pour de nouvelles prospections et de nouvelles délimitations. Le *système de l'adjudication* du terrain minier abandonné ou objet de déchéance, système adopté dans beaucoup de

législations minières, a donc été répudié en Guyane anglaise.

IX. *Régime fiscal.* — A la différence des deux autres colonies, en Guyane anglaise le *permis de recherches* n'est pas gratuit. Il est vrai que la somme demandée est infime, 0.24 penny.

Après délimitation du claim et délivrance du *permis de claim*, le mineur doit payer 10 shillings par an : c'est la *redevance fixe*. Dès que le mineur cesse de la payer il perd *ipso facto* tout droit à l'exploitation du claim qu'il a délimité.

La *taxe « ad valorem »* consiste en une taxe fixée à 90 cents pour l'once d'or et à 4 cents pour l'once d'argent (*art. 35 du Règlement du 28 août 1896.*) Le taux de cette taxe peut être changé par un nouveau règlement du gouverneur, mais cette modification ne pourra nuire aux mineurs détenteurs de permis de claim antérieurement ; l'art. 35 du règlement du 28 août 1896 assure à ceux-ci qu'ils ne seront jamais tenus de payer une taxe plus élevée que celle qu'ils payaient au début de leur exploitation, disposition très sage qui n'existe pas dans toutes les législations minières coloniales ; il importe, en effet, que l'exploitant sache exactement dès le début de son exploitation quelles sont les charges fiscales qui la grèveront.

Pour permettre à l'inspecteur des mines de contrôler l'extraction, le titulaire du claim doit tenir un registre sur lequel la production de l'or est inscrite jour par jour.

Le règlement de 1896 n'impose pas au mineur comme point de destination forcée, un endroit donné, comme il en est en Guyane hollandaise, mais en fait l'or extrait devra toujours, sous peine de fraude, passer par Georgetown

car il semble, d'après les termes du règlement, que c'est seulement là que peuvent être acquittés les droits. Pour transporter de l'or d'un claim à Georgetown il faut obtenir un permis que l'on va demander à la station de police la plus proche : là l'emballage et le poids du métal sont vérifiés; puis le permis est rédigé en triple expédition, l'une gardée par le transporteur, l'autre attachée à la boîte contenant le métal et la troisième expédiée à Georgetown. Dans les 24 heures de l'arrivée de l'or à Georgetown, l'or transporté est déposé au bureau de l'inspecteur, la redevance est ensuite payée au percepteur général qui en donne quittance, et sur la production de cette quittance l'or est restitué au titulaire.

La surveillance fiscale, ainsi qu'on le voit, se rapproche du système hollandais, toutefois l'exploitant est obligé, à moins de formalités. Le régime fiscal anglais est aussi plus libéral en ce sens qu'il autorise la vente, non pas seulement en ville, mais sur le lieu même d'exploitation. Tout titulaire de claim peut vendre sa production à toute personne patentée pour le commerce de l'or. D'autre part le détenteur d'un claim peut souvent aussi avoir avantage à ne pas aliéner le métal extrait sur les lieux mêmes, mais à le conserver pour le négociier à la ville; la législation de la Guyane anglaise lui permet de se procurer l'outillage nécessaire pour l'exploitation, les ressources mêmes pour le transport jusqu'à Georgetown *en donnant en gage une certaine quantité d'or* (art. 116 et 114 du règlement de 1896.)

Cette législation fiscale, ainsi qu'on le voit, est aussi peu vexatoire que possible et assure une surveillance qui paraît devoir être efficace. Enfin, d'après l'art. 178 du règlement du 28 août 1896, en cas de fraude une partie de l'amende ou de la redevance de l'or frauduleusement

transporté est attribuée à quiconque signalera et démontrera la fraude. C'est là pour l'administration un moyen de se créer une police de tous les instants, d'assurer peut-être plus sûrement la perception de l'impôt, mais ne doit-on pas estimer que l'adoption de cette mesure peut entraîner de graves inconvénients et des abus certains ?

X. — *Surveillance administrative et main-d'œuvre.*

— Ainsi que nous l'avons déjà vu, les parties de la Guyane anglaise où ont été rencontrés des gisements aurifères ont été classés comme *districts aurifères*. A la tête de chaque district aurifère se trouve un inspecteur des mines et sur les confins de chaque district sont établis des *postes miniers ou stations de police*.

Ces postes ou stations de police n'ont point seulement pour but d'assurer la perception régulière des droits fiscaux, mais aussi l'ordre parmi les détenteurs de claims et de protéger les droits de ceux-ci contre le maraudage. A ce dernier point de vue, l'ordonnance minière de 1887 prévoit une mesure que nous croyons devoir signaler : c'est la *prévention de vol d'or*. Le maraudage de l'or, c'est-à-dire l'exploitation de l'or faite en fraude des droits acquis ou le vol des minerais extraits, est très commun dans la plupart des colonies où l'or est exploité : ce maraudage est d'autant plus facile qu'il n'est point besoin de traiter souvent une masse bien considérable de terres pour en retirer une production d'or suffisamment rémunératrice et que les pépites et la poudre d'or peuvent être dissimulés très aisément. Nous avons montré déjà les inconvénients du maraudage. Le législateur anglais a entrepris de le prévenir et de l'entraver le plus possible par des mesures rigoureuses. Toute personne qui transporte de l'or brut ou qui en détient dans

ses magasins doit toujours être en mesure de justifier sa possession : en d'autres termes, jusqu'à ce qu'elle ait produit les pièces ou preuves relatives à cette possession. elle est considérée comme s'étant procuré illégalement l'or qu'elle détient, il y a contre elle de plein droit *prévention de vol d'or*. Le législateur a renoncé de mettre à la charge de l'administration la preuve du vol, étant donnée la facilité extrême du maraudage, elle le présume : c'est là un principe contraire à cette règle admise généralement en droit, que le vol et la fraude ne sauraient se présumer.

Comme conséquence du principe posé par l'ordonnance minière de 1887, les plus larges pouvoirs sont reconnus aux fonctionnaires : tout fonctionnaire peut exiger de toute personne se trouvant dans un district aurifère la production de l'or qu'elle détient, la fouiller ou la faire fouiller à cet effet, la mettre en demeure de justifier sa possession et de la citer devant le tribunal compétent s'il n'y est point satisfait ; même mesure à l'égard de toute personne qui vient d'un district aurifère et se trouve dans n'importe quelle partie de la colonie tant que sept jours ne se sont point écoulés depuis son départ du district aurifère. En outre, dès que des charges paraissent pouvoir être relevées contre une personne comme coupable de maraudage d'or, tout fonctionnaire peut l'arrêter, visiter ses colis, ses magasins à toute heure du jour ou de la nuit, dit l'art. 11 de l'ordonnance minière de 1887, pour saisir l'or qu'elle détiendrait et la citer devant le tribunal compétent. Une fois devant l'autorité judiciaire, le fonctionnaire qui a opéré la saisie doit établir les présomptions de vol qui existent contre le prévenu, et c'est ensuite au mineur poursuivi à prouver que sa possession est légitime.

L'Administration ne veille pas seulement à la régularité des exploitations et à la protection des droits des exploitants, mais aussi à la *sécurité de la main-d'œuvre* occupée sur les claims. Dès que l'exploitation d'un claim est suffisamment importante pour nécessiter la présence de douze ouvriers, les travaux doivent être dirigés par une personne reconnue par l'Administration comme ayant les connaissances suffisantes et à laquelle sera donnée le nom de directeur de la mine. A cet effet, le titulaire ou toute autre personne préposée par lui doit passer un examen pour obtenir le certificat de directeur des mines. Ce certificat sera délivré moyennant le paiement de 5 dollars. On pourra dispenser du certificat toute personne qui sera connue par l'Administration comme possédant les qualités requises.

En outre le règlement de 1896 en faveur de la main-d'œuvre ordonne les prescriptions les plus minutieuses tant au point de vue de l'aménagement de la mine que des machines qui y sont employées. Le directeur de la mine peut voir son certificat suspendu au cas où il serait démontré qu'il a fait preuve d'insouciance ou de négligence.

En cas d'*accident* survenu aux ouvriers travaillant dans la mine, si le principe du risque professionnel n'a pas été appliqué tel qu'il existe dans la loi française du 9 avril 1898, du moins l'accident est mis *ipso facto* à la charge du propriétaire de la mine par suite de la présomption de négligence qui pèse sur celui-ci. C'est cette idée qu'exprime l'art. 144 du règlement de 1896 ainsi conçu : « Tout accident dans une mine constituera un témoignage *prima facie* que cet accident s'est produit par suite de négligence de la part du propriétaire de la mine. »

Enfin le règlement de 1896 détermine les heures de



travail et les prescriptions sanitaires à observer sur les claims.

La main-d'œuvre aux colonies, surtout dans les pays comme la Guyane, est un élément particulièrement précieux, d'autant plus précieux qu'elle est plus difficile à trouver, qu'on est même parfois obligé de recourir aux frais d'immigration souvent assez considérables. Aussi la législation minière de la Guyane anglaise reconnaît-elle un droit tout particulier à l'exploitant sur la main-d'œuvre qu'il emploie, afin de lui assurer de profiter des frais qu'il s'est imposés pour l'obtenir ; d'après l'ordonnance du 28 octobre 1896 nul exploitant ne peut inciter des ouvriers à quitter le claim sur lequel ils travaillent, sous peine d'encourir une amende de 100 dollars augmentée de 2 dollars pour chaque jour pendant lequel les ouvriers détournés auront été indûment employés.

XI. *Pénalités.* — Les pénalités pour maraudage d'or consistent en une amende de 500 dollars ou un emprisonnement de 6 mois au maximum, et des deux peines en cas de récidive. Les contraventions aux règlements miniers sont punies par des amendes au maximum de 100 dollars. Enfin, comme dans la Guyane hollandaise, la déchéance peut être encourue à titre de pénalité pour tous les claims détenus par une personne qui s'est rendue coupable d'infraction avec récidive aux règlements miniers.

## 2° PIERRES PRÉCIEUSES.

Le règlement du 4 septembre 1891, relatif au régime des claims de pierres précieuses, distingue deux catégories d'exploitations : *la mine*, si les gisements se prolongent en profondeur, et *l'exploitation de surface*, si les gisements se présentent comme des alluvions de surface. Le gise-

ment découvert est classé par l'administration dans l'une ou l'autre de ces catégories.

Nous allons examiner le régime établi par le règlement du 4 septembre 1891, mais disons de suite que ce régime ne concerne que les terres qui ne sont point déjà occupées pour exploitations minières. Nous verrons ensuite comment peut avoir lieu l'exploitation des pierres précieuses sur les terres occupées en vertu de permis de claim.

Comme dans le système des claims des mines de métaux précieux, d'après le règlement de 1891, le *permis de recherches* est une autorisation générale de mine à l'effet de recherches des pierres précieuses. Le droit à payer est de 6 shillings. Une fois munis du permis de recherches, le mineur pourra conserver les pierres précieuses qu'il viendrait à trouver. Toutefois le permis de recherches de pierres précieuses ne confère aucun droit de miner dans les terres qui seront déjà détenues comme claims délimités pour l'exploitation de mines de métaux précieux : les titulaires de ces claims ont en effet un droit acquis à obtenir sur leur demande les droits de recherches et d'exploitation de pierres précieuses qui s'y trouvent.

Aussitôt la découverte de pierres précieuses, le titulaire du permis de recherches doit en faire la déclaration à l'administration le plus tôt possible, sous peine de confiscation des pierres précieuses recueillies.

Les claims sont alors délimités par l'inventeur ou l'administration : chaque claim ne peut excéder trente pieds carrés s'il s'agit d'un gisement ayant le caractère de mine ; le maximum de superficie sera de 1400 pieds en longueur et 300 pieds en largeur si la découverte est classée comme exploitation de surface. Mais ces chiffres ne s'imposent nullement à l'administration qui peut modifier ultérieurement ces superficies, soit en assignant à un

claim donné une étendue plus grande, soit en la réduisant au contraire. Les terrains renfermant des gisements de pierres précieuses encore plus que les mines de métaux précieux sont d'une richesse très inégale dans leurs différentes parties ; pour éviter une trop grande inégalité de richesse entre les claims il faudra parfois réduire la superficie des claims les plus favorisés et au contraire augmenter au delà du maximum fixé par la loi l'étendue des claims les moins riches afin de ne point en amener le délaissement. Les colons hésiteront d'autant plus à entreprendre l'exploitation de tels terrains que la taxe est très forte (voir *infra*). Ainsi sera mieux assurée l'utilisation complète des richesses minières. C'est là sans doute, entre plusieurs, une des raisons de la faculté laissée à l'administration relativement à l'étendue des claims de pierres précieuses.

Le droit d'exploitation n'est point conféré par un permis de claim, mais pour chaque claim alloti il est délivré au mineur un certificat valable pour une année ; la délivrance de ce certificat donne lieu au paiement d'une somme de 100 dollars. Le droit d'exploitation n'a point une durée indéterminée puisque le certificat d'allotissement du claim n'a d'effet que pour un an. Ce certificat doit être renouvelé, mais ce renouvellement est soumis au pouvoir discrétionnaire de l'administration qui fixe également le taux de la taxe à percevoir, laquelle est ainsi établie d'après les premiers résultats de l'exploitation.

Toute cette législation relative aux claims de pierres précieuses semble fondée sur cette idée que la nature et la richesse des gisements étant essentiellement variables on doit, après la première période d'exploitation passée, et en tenant compte des résultats acquis, déterminer l'étendue, la durée et le taux de la taxe suivant chaque

cas particulier. Ainsi les règles posées à cet égard par le règlement de 1891 ne semblent devoir régir que la première période d'exploitation, en l'absence de tout renseignement sur les conditions d'exploitation du gisement.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, la taxe sur les claims de pierres précieuses est fort élevée. Il importait cependant de décharger l'inventeur du gisement d'une taxe aussi lourde pour une partie quelconque de son exploitation. D'après le règlement du 4 septembre 1891, il a droit à un *claim libre* s'il s'agit d'une *exploitation de surface* et à deux *claims libres* de tout droit s'il s'agit d'une *mine* : ainsi la récompense attribuée à l'inventeur est d'autant plus élevée que le gisement découvert a plus de valeur. Il n'y a aucune récompense semblable pour l'inventeur des gisements aurifères dans le règlement de 1896 ; mais il faut observer que la taxe relative au permis de claim est beaucoup moins élevée.

*Règles spéciales aux terrains occupés pour exploitations minières.*

Toutes les règles indiquées ci-dessus ne s'appliquent qu'aux terrains non détenus déjà à titre de claims miniers. Au cas où le terrain dans lequel se trouvent les pierres précieuses a déjà été délimité pour les métaux précieux, l'extraction des pierres précieuses est alors considérée comme l'accessoire de la première exploitation : le titulaire du claim minier a un droit acquis et exclusif à la recherche et l'appropriation des pierres précieuses qui peuvent s'y trouver. Il n'aura qu'à en faire la demande à l'administration qui lui délivrera un permis à cet effet. Après avoir obtenu ce permis il pourra rechercher les pierres précieuses et s'approprier celles qu'il trouvera.

L'exploitation de pierres précieuses ainsi entreprise

dans un claim de mines de métaux précieux est soumise aux mêmes conditions d'exploitation que ce dernier : les limites seront les mêmes pour les deux exploitations quelle que soit la nature du gisement découvert, le droit d'exploitation durera tant que la taxe sera payée, les causes de révocation du claim de mines de métaux précieux entraîneront également celui d'extraire les pierres précieuses.

La taxe payée par le détenteur du claim minier pour l'extraction des pierres précieuses est réduite à un dollar.

Le législateur anglais a ainsi concilié la nécessité de règles spéciales pour l'exploitation des pierres précieuses et celle de réunir en les mêmes mains la concession des gisements aurifères et des pierres précieuses situés dans un terrain donné.

## II. — Régime des concessions.

A la différence du régime des claims, ce régime est applicable aux terres appropriées. Le propriétaire qui voudra exploiter des minerais précieux, pourra obtenir ce droit par voie de concession. Ce n'est aussi que par voie de concessions que les tiers pourront entreprendre une exploitation minière dans un terrain privé.

Ce droit d'exploiter ne découle plus de la simple prise de possession comme dans le système des claims, mais de la faveur administrative en vertu du principe de la souveraineté. C'est le gouverneur qui accorde la concession au nom de Sa Majesté. L'étendue ainsi concédée peut atteindre 500 acres (225 hectares environ) et même dépasser ce chiffre, mais dans ce dernier cas la concession doit être approuvée par le secrétaire d'Etat.

Le concessionnaire a le droit d'exploiter les minerais précieux, mais la concession ne lui confère aucun droit

sur les pierres précieuses. Le gouvernement se réserve le droit absolu de concéder à d'autres l'exploitation des pierres précieuses dans le même périmètre. Ainsi se trouve consacrée dans le régime des concessions la distinction entre les exploitations de mines de métaux précieux et celles de pierres précieuses.

Les ordonnances minières sont peu explicites sur les conditions des concessions, elles laissent en réalité à l'administration qui concède la mine les plus larges pouvoirs pour rédiger dans chaque cas particulier la charte de concession et édicter les prescriptions nécessaires. Dans le régime des concessions le droit d'exploiter découlant uniquement de la faveur administrative, il n'est point nécessaire de fixer d'avance toutes les conditions de l'exploitation ; l'administration concédant peut y mettre telles conditions qui lui plait à la concession ; il n'en est pas de même dans le régime des claims dans lequel, le droit d'exploitation découlant de la prise de possession, il était nécessaire de fixer d'avance toutes les règles relatives à l'exploitation.

Les dispositions des chartes de concessions seront sans doute inspirées des principes posés dans le règlement du 20 août 1896. Quant à la taxe *ad valorem* elle est la même pour les concessions que pour les claims (argument, article 8 de l'ordonnance de 1887).

L'ordonnance du 20 mars 1901 confère un privilège important au concessionnaire de gisements miniers dans des terres de la Couronne : celui-ci peut obtenir la concession de la surface sans que les conditions exigées pour les concessions de terres de la Couronne soient observées. Il y a là une tendance de la législation anglaise à concentrer dans les mêmes mains la concession de la surface et celle du sous-sol. Cette tendance est affirmée très net-

tement dans l'art. 9 de l'ordonnance du 20 mars 1901 qui autorise le gouverneur à accorder avec l'approbation du secrétaire d'Etat, *une concession générale du sol*, de tous les minéraux qui y sont compris et des pierres précieuses.

*Périmètres de recherches réservés.*

Dans le système des claims le permis de recherches est une autorisation générale de miner sans attribution déterminée de périmètre de fouilles. En ce qui concerne les concessions, l'ordonnance minière de 1887 ne laissait à celui qui voulait obtenir une concession aucun moyen d'étudier préalablement le terrain donné sans crainte de concurrence. L'ordonnance du 20 mars 1901 est venue établir la concession de terres de la Couronne pour étude. C'est, en somme, le permis de recherches en périmètre réservé.

La période de recherches en périmètre réservé, l'indispensable préliminaire de toute demande de concession un peu étendue, est donc maintenant consacrée dans la législation de la Guyane anglaise. On peut s'étonner qu'elle y soit restée si longtemps inconnue. Encore doit-on remarquer que l'octroi de ce permis de recherches en périmètre réservé est soumis comme la concession elle-même au pouvoir discrétionnaire de l'Administration, d'après les termes mêmes de l'ordonnance de 1901 qui l'institue, la concession d'occupation de terrain pour étude est considérée comme chose exceptionnelle, et pourtant n'est-il pas logique que le mineur, avant de demander une concession de certaine étendue, puisse étudier tranquillement au préalable son terrain?

### III. — Exploitations par dragages.

Les concessions pour l'exploitation minière des criques et rivières, à la différence des autres concessions, donnent le droit d'exploiter à la fois les pierres précieuses et les métaux précieux. L'acte de concession stipule les conditions de l'exploitation. Le règlement minier prévu pour ces concessions par l'article 8 de l'ordonnance de 1901 n'a point encore été rédigé.

### IV. — Commerce des métaux précieux et des pierres précieuses.

Indépendamment des détenteurs de claims ou des concessionnaires qui peuvent librement vendre les produits de leur exploitation, toute personne peut se livrer au commerce de l'or sous la condition de se munir d'une patente l'habilitant à exercer ce commerce. Toute personne patentée pour ce commerce doit tenir des registres de ses opérations.

Le détenteur de claim ne peut vendre au commerçant patenté pour l'or la production de son exploitation qu'après avoir obtenu à cet effet un permis de l'administration ; cette mesure a pour but d'éviter la vente de l'or frauduleusement acquis. Le commerçant patenté ne peut acheter l'or d'un exploitant que sur la présentation de la quittance de la taxe *ad valorem*. Il n'en sera autrement que si l'exploitant est muni d'une patente pour le commerce de l'or.

Toute personne qui veut acheter, vendre, travailler des pierres précieuses doit également être patentée et tenir les registres prescrits de ses opérations.



**V. — Droits des Indiens aborigènes.**

Les Indiens aborigènes ne peuvent jouir du bénéfice de la législation minière. Mais ils conservent le droit de recueillir l'or sur les terrains occupés et cultivés par eux qui ne sont l'objet d'aucune propriété ni d'aucune concession. Ils ne peuvent en aucune façon recueillir l'or sur les terres concédées.

Le gouvernement seul a le droit d'acheter l'or recueilli par eux. On a sans doute craint que le commerce de l'or avec les indigènes fut la source d'abus nombreux. Enfin le législateur anglais s'est préoccupé encore de les protéger en prononçant la déchéance des exploitants qui maltraiteraient les indigènes ; indépendamment de tout sentiment d'humanité, il faut ménager l'indigène et le protéger, parce que dans les colonies d'exploitation il est l'auxiliaire indispensable de toute colonisation.

---

# RÉGIME MINIER

(MINES DE MÉTAUX PRÉCIEUX)

## Questions soumises aux délibérations.

---

1<sup>o</sup> Doit-on accorder aux indigènes des colonies le bénéfice de la législation minière ?

2<sup>o</sup> Dans quelle mesure interdira-t-on aux fonctionnaires de se livrer à la recherche et à l'exploitation des mines ou d'y participer ?

3<sup>o</sup> Doit-on comprendre dans les concessions de terres aux colonies la propriété des mines de métaux précieux ?

4<sup>o</sup> Doit-on réserver au propriétaire de la surface dans les colonies le droit de rechercher et d'exploiter les mines de métaux précieux ?

5<sup>o</sup> Quel est le système d'attribution de la mine le plus favorable au développement de la colonisation ? Système de l'accession, système de la concession par l'Etat, système de la prise de possession. Doit-on réserver à l'Etat l'exploitation des mines ?

6<sup>o</sup> N'y a-t-il pas lieu d'exonérer les prospecteurs de toute charge fiscale ?

7<sup>o</sup> De la durée et de l'étendue à assigner aux recherches de mines de métaux précieux.

8<sup>o</sup> Doit-on interdire à la même personne ou à la même société la détention de périmètres de recherches ou d'exploitations contigus ?

9° De l'étendue maxima à assigner aux exploitations (concession, permis d'exploitation, permis de claim) de mines de métaux précieux, n'y a-t-il pas lieu de distinguer entre les exploitations d'alluvions et les exploitations par dragages, d'une part, et les exploitations filoniennes, d'autre part ?

10° Doit-on laisser à l'Administration locale le soin de déterminer le taux des redevances et impôts miniers ?

11° Comment assurer la perception de la taxe sur l'extraction ou *ad valorem* ? La déchéance de l'exploitant doit-elle réprimer la fraude répétée ?

12° Dans quelle mesure laissera-t-on aux indigènes la jouissance de leurs usages au point de vue de l'extraction des minerais précieux.

13° Doit-on limiter la faculté de réunion ou de fusion d'exploitations à un certain nombre de claims ou périmètres d'exploitations ?

---

# TABLE DES MATIÈRES.

---

|                                                         | PAGES |
|---------------------------------------------------------|-------|
| Bureau de l'Institut pour la période 1903-1904. . . . . | 7     |

## *Liste des Membres de l'Institut.*

|                             |    |
|-----------------------------|----|
| Membres effectifs . . . . . | 8  |
| Membres associés . . . . .  | 14 |

## *Statuts.*

|                                                   |    |
|---------------------------------------------------|----|
| SECTION I. — But de l'Institut . . . . .          | 19 |
| SECTION II. — Composition de l'Institut . . . . . | 21 |
| SECTION III. — Travaux de l'Institut. . . . .     | 22 |
| SECTION IV. — Ressources de l'Institut . . . . .  | 26 |
| SECTION V. — Mesures d'exécution. . . . .         | 26 |

## *Règlement.*

|                                                                                                 |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — De la nomination des membres<br>effectifs, honoraires et associés . . . . . | 27 |
| CHAPITRE II. — Du bureau international de renseignements . . . . .                              | 29 |
| CHAPITRE III. — Des sessions . . . . .                                                          | 30 |
| CHAPITRE IV. — De la gestion financière . . . . .                                               | 30 |
| CHAPITRE V. — Des publications de l'Institut . . . . .                                          | 31 |
| Bureau de l'Institut pour la période 1901-1903. . . . .                                         | 32 |
| Session extraordinaire tenue le 10 juillet 1902 à Londres. . . . .                              | 33 |
| Session extraordinaire tenue le 20 avril 1903 à Londres. . . . .                                | 35 |

**Session de 1903 à Londres.**

|                                                                                                                                                                                                                     | PAGES |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Liste des membres présents . . . . .                                                                                                                                                                                | 37    |
| <b>Première séance.</b> — Matinée du 26 mai. (Discours d'ouverture. — Discussion de la question du régime foncier aux colonies) . . . . .                                                                           | 41    |
| <b>Deuxième séance.</b> — Après-midi du 26 mai. (Suite de la discussion de la question du Régime foncier aux colonies.) . . . . .                                                                                   | 87    |
| <b>Troisième séance.</b> — Matinée du 28 mai. (Suite de la discussion de la question du Régime foncier aux colonies) . . . . .                                                                                      | 140   |
| <b>Quatrième séance.</b> — Après-midi du 28 mai. (Discussion de la question des rapports politiques entre la métropole et les colonies) . . . . .                                                                   | 192   |
| <b>Cinquième séance.</b> — Matinée du 29 mai. (Discussion de la question de l'enseignement colonial) . . . . .                                                                                                      | 231   |
| <b>Sixième séance.</b> — Après-midi du 29 mai. (Fixation du lieu et de la date de la prochaine session et détermination de l'ordre du jour de cette session. — Election du bureau pour l'année 1903-1904) . . . . . | 301   |

---

|                                                                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Le régime foncier dans les colonies anglaises. — Rapport par M. G. K. Anton . . . . .                     | 329 |
| Des rapports politiques entre métropole et colonies — Rapport par M. Arthur Girault . . . . .             | 371 |
| La législation qui convient aux colonies. — Rapport par M. Chailley-Bert . . . . .                        | 419 |
| L'enseignement colonial général. — Rapport par M. Henri Froidevaux. . . . .                               | 457 |
| L'irrigation dans l'Inde. — Rapport par sir Alfred Lyall. . . . .                                         | 513 |
| Régime minier des Guyanes anglaise, française et hollandaise. — Rapport par M. Paul de Valroger . . . . . | 525 |

---

# PUBLICATIONS

DE

## L'INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL

**36, rue Veydt, à Bruxelles.**

---

15 fr. le volume.

- Compte rendu des séances tenues à Bruxelles les 28 et 29 mai 1884.** — Discussion de la question : « **De l'influence du climat sur les progrès de la colonisation.** » — Mémoire de Sir William Moore. — (*Epuisé.*)
- Compte rendu de la session tenue à La Haye en septembre 1895.** — Suite de la discussion de la question : « **De l'influence du climat sur les progrès de la colonisation.** » — « **La main-d'œuvre, le contrat de travail et le louage d'ouvrage aux Colonies.** » Rapports de M. Herzog pour les Colonies allemandes, de M. Chailley-Bert pour les Colonies françaises, de M. van der Lith pour les Indes orientales néerlandaises. Discussion de cette question. — « **Du recrutement des fonctionnaires coloniaux.** » Rapport de M. Chailley-Bert : France, Grande-Bretagne, Hollande. Discussion de cette question.
- Compte rendu de la session tenue à Berlin en septembre 1897.** — « **La main-d'œuvre aux colonies** » Discussion de cette question. — « **Le recrutement des fonctionnaires coloniaux.** » Discussion de cette question. — **Rapport sur le travail dans les possessions espagnoles d'outre mer,** par Don Antonio Maria Fabié. — « **Des relations financières entre la Métropole et les Colonies** » — Rapport sur l'organisation du Protectorat de la Compagnie de la Nouvelle Guinée, par S. Ex. M. le Dr Herzog. — Rapport sur l'organisation financière des Protectorats allemands du Kamerun, du Tojo, de l'Afrique du Sud-Ouest, de l'Afrique orientale et des Iles Marshall, par M. R. Kraatke. — **Relations financières entre la Belgique et l'Etat Indépendant du Congo.** — **Régime foncier : Organisation agraire du Turkestan,** par M. Serge de Proutschenko.
- Compte rendu de la session tenue à Bruxelles en mai 1899.** — Discussion de la question de « **La main-d'œuvre aux Colonies** ». — « **Projet d'un règlement adopté par l'Institut Colonial International en vue de l'utilisation de la main-d'œuvre exotique dans les colonies.** » — Discussion de la question « **Les Protectorats.** ». Rapport sur les Protectorats dans l'Inde britannique, par M. Chailley-Bert. — Discussion de la question « **Les chemins de fer aux Colonies et dans les pays neufs.** » Rapport de la commission chargée d'étudier cette question. — Rapport sur le **Régime foncier aux Indes orientales néerlandaises,** par M. le Dr G.-K. Anton.
- Compte rendu de la session tenue à Paris en août 1900.** — Discussion de la question de « **L'Education professionnelle des indigènes dans les colonies de fondation récente.** » Rapport de Mgr A. Le Roy sur cette question. — Discussion de la question : « **Les chemins de fer aux Colonies et dans les pays neufs.** » — Discussion de la question : « **Les Sanatoria.** » Rapport de M. le Dr Dryazan sur cette question. — **Le Régime foncier dans l'Etat Indépendant du Congo,** par M. le Dr G.-K. Anton. — **Le Régime foncier dans les Colonies françaises,** par M. le Dr G.-K. Anton.
- Compte rendu de la session tenue à La Haye en mai 1901.** — Discussion de la question du « **Régime foncier aux Colonies** ». — Discussion de la question « **Des Rapports financiers entre la Métropole et les Colonies.** ». — Rapport de M. M. Chotard sur cette question. — Discussion de la question « **L'Enseignement Colonial.** ». — Rapport de M. J. Chailley-Bert sur la « **Meilleure manière de légiférer pour les Colonies** ».

**Compte rendu de la session tenue à Londres en mai 1903.** — Discussion de la question du « Régime foncier aux Colonies ». — Discussion de la question « Des Rapports Politiques entre la Métropole et les Colonies ». — Discussion de la question « De l'Enseignement Colonial ». — Rapport de M. G. K. Anton « **Le régime foncier aux colonies anglaises** ». — Rapport de M. Arthur Girault « **Des rapports politiques entre Métropole et colonies** ». — Rapport de M. Chailley-Bert « **La législation qui convient aux colonies** ». — Rapport de M. Henri Froidevaux « **L'enseignement colonial général. Constitution, organisation, état actuel** ». — Rapport de Sir Alfred Lyall « **Rapport sur l'irrigation dans l'Inde** ». — Rapport de M. Paul de Valroger « **Régime minier des Guyanes anglaise, française et hollandaise** ».

---

# PUBLICATIONS

DE

## L'INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL

36, rue Veydt, à Bruxelles.

### BIBLIOTHEQUE COLONIALE INTERNATIONALE

20 fr. le volume.

- 1<sup>re</sup> Série. — La Main-d'œuvre aux Colonies.** Documents officiels sur le contrat de travail et le louage d'ouvrage aux Colonies.
- Tome I. — Colonies allemandes. — Etat Indépendant du Congo. — Colonies françaises. — Indes orientales néerlandaises. — 1895.
- Tome II. — Inde britannique. — Colonies anglaises. — 1897.
- Tome III. — Colonies françaises (*suite*). — Suriname. — 1898.
- 2<sup>e</sup> Série. — Les Fonctionnaires coloniaux.**
- Tome I. — Espagne. — France. — 1897.
- Tome II. — Pays-Bas. — Etat Indépendant du Congo. — Inde britannique. — 1897.
- 3<sup>e</sup> Série. — Le Régime foncier aux Colonies.**
- Tome I. — Inde britannique. — Colonies allemandes. — 1898.
- Tome II. — Etat Indépendant du Congo. — Colonies françaises. — 1899.
- Tome III. — Tunisie. — Erythrée. — Philippines. — 1899.
- Tome IV. — Indes orientales néerlandaises. — 1899.
- Tome V. — Lagos. — Sierra Leone. — Gambie. — Natal. — Bornéo néerlandaise. — Inde britannique. — Cap de Bonne-Espérance. — Rhodésie. — Basutoland. — Ile Salomon. — Ile Fidji. — Côte d'Or. — 1902.
- 4<sup>e</sup> Série. — Le Régime des protectorats.**
- Tome I. — Indes orientales néerlandaises. — Protectorats français en Asie et en Tunisie. — 1899.
- Tome II. — Les protectorats français en Afrique et en Océanie. — 1899.
- 5<sup>e</sup> Série. — Les Chemins de fer aux Colonies et dans les pays neufs.**
- Tome I. — Rapport de la Commission spéciale nommée à Berlin. Conclusions des rapporteurs. — Questionnaire. — Réponses au questionnaire.
- Tome II. — Congo. — Indian Midland Railway. — The Southern Mahratta Railway. — Usambara. — Sud-Ouest Brésilien. — Chili. — Transsibérien. — Portugal. — 1900.
- Tome III. — Tunisie. — Algérie. — Sénégal. — Soudan. — Indes orientales néerlandaises. — Transvaal. — Angola. — 1901.
- 6<sup>e</sup> Série. — Le Régime minier aux Colonies.**
- Tome I. — Indes orientales néerlandaises. — Suriname. — Guyane française. — Guyane britannique.
- Tome II. — Madagascar. — Nouvelle-Calédonie. — Annam-Tonkin. — Algérie. — Tunisie. — Afrique Continentale française. — Guyane française. — Côte d'Or. — The British South Africa. — Rhodésie. — 1902.

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous les pays,  
y compris la Hollande, la Suède et la Norvège.



To avoid fine, this book should be returned on  
or before the date last stamped below

100-3-22-75742

---

Hoover Institution Library



3 6105 071 535 277

International Institut of Political and Social  
Sciences Concerning Countries of Differing  
Civilisations.  
Compte rendu.

212763

DATE

NAME

DATE

NAME

2127

